LENINE

œuvres

tome
29

mars-août
1919

LÉNINE

le projet de programme du p.c. (b) r. • le VIII[e] congrès du p.c. (b) r. • la III[e] internationale et sa place dans l'histoire • la grande initiative • de l'état.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

29

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IX^e CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU II^e CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
29

Mars-août 1919

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES * MOSCOU
1962

PREFACE

Le tome vingt-neuf comprend les œuvres de Lénine se rapportant à la période de mars à août 1919. Les textes intitulés « Projet de Programme du P.C.(b)R. » furent écrits en février-mars 1919 ; dans le présent tome, ils précèdent les documents du VIII^e^ Congrès du P.C.(b)R., dont ils sont inséparables.

La plupart des textes composant ce volume consistent en rapports et discours prononcés par Lénine à divers congrès, conférences, réunions et meetings. Ces écrits, qui reflètent l'activité de Lénine sur le plan de l'Etat, traitent les plus importantes questions de cette période relatives à la politique du Parti communiste et du pouvoir soviétique : défense de la patrie socialiste, attitude à l'égard de la paysannerie moyenne, lutte contre les difficultés économiques.

Une partie importante du volume est consacrée aux rapports et interventions de Lénine au VIII^e^ Congrès du P.C.(b)R. : compte rendu d'activité du Comité central, rapport et conclusions sur le programme du parti, rapport sur le travail à la campagne, etc.

De nombreux écrits sont consacrés à la mobilisation de la classe ouvrière et des masses laborieuses pour la lutte contre Koltchak. Citons notamment : « Rapport sur la situation extérieure et intérieure de la République soviétique », présenté à la séance extraordinaire du Soviet de Moscou le 3 avril 1919 ; « Lettre aux ouvriers de Pétrograd sur l'aide à prêter au front Est » ; « Thèses du Comité central du P.C.(b)R. relativement à la situation sur le front Est » ; « Rapport sur les tâches des syndicats découlant de la mobilisation pour le front Est », présenté à la séance plénière

du Conseil central des Syndicats de Russie le 11 avril 1919 ; « Discours sur la lutte contre Koltchak à la conférence des comités d'usine et de fabrique et des syndicats de Moscou », prononcé le 17 avril 1919.

Dans sa « Lettre aux ouvriers et aux paysans au sujet de la défaite de Koltchak », Lénine formule les tâches fondamentales pour augmenter la capacité de défense de la République soviétique, découlant de l'expérience de la lutte victorieuse contre Koltchak.

Dans son « Rapport sur la situation actuelle et les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », présenté à la réunion commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou des députés ouvriers et soldats rouges, du Conseil des syndicats de Russie et des représentants des comités d'usine de Moscou le 4 juillet 1919, ainsi que dans son « Rapport sur la situation intérieure et extérieure de la république », présenté le 12 juillet à la Conférence du P.C.(b)R. de Moscou, et dans son « Discours sur l'état du ravitaillement et la situation militaire à la conférence des comités de fabrique et d'usine, des syndicats et des délégués de la coopérative ouvrière centrale de Moscou », le 30 juillet 1919, etc., Lénine appelle les masses à bander toutes leurs forces pour lutter contre Dénikine. Dans ces écrits, et dans d'autres textes compris dans ce volume, Lénine expose les fondements de la politique soviétique du ravitaillement et indique les mesures à prendre pour améliorer la situation du pays dans ce domaine.

Dans ses articles « La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire », « Les tâches de la III^e^ Internationale » et d'autres, Lénine montre l'importance historique de la III^e^ Internationale et définit ses tâches.

Dans son discours intitulé « Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité », prononcé le 19 mai 1919 au 1^er^ Congrès de l'enseignement extra-scolaire de Russie, ainsi que dans son « Discours au 1^er^ Congrès russe des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste », le 31 juillet 1919, Lénine développe la théorie marxiste de la dictature du prolétariat et montre l'opposition entre la démocratie prolétarienne et la démocratie bourgeoise.

La conférence « De l'Etat », faite à l'Université Sver-

dlov, expose les principes de la théorie marxiste-léniniste sur l'Etat, son origine, sa nature et ses aspects historiques.

Le présent volume comprend le célèbre ouvrage de Lénine « la Grande initiative », où il définit le rôle des premiers « Samedis communistes » et montre l'importance décisive d'une haute productivité du travail pour la victoire du communisme.

Ce volume contient 15 documents qui n'avaient pas encore été publiés dans les œuvres de Lénine. Dans sa « Réponse à des questions écrites », au cours de la séance du 12 mars 1919 du Soviet de Pétrograd, Lénine commente l'activité du Conseil des Commissaires du Peuple.

Sont publiés ici pour la première fois dans les Œuvres : le « Projet de directive du C.C. sur l'unification militaire », le « Projet d'arrêté du C.C. du P.C.(b)R. à propos du front de Pétrograd », un télégramme au Conseil des Commissaires du peuple d'Ukraine, des télégrammes à Staline, à Pétrograd. Ces documents reflètent l'activité de Lénine concernant l'affermissement de l'Etat soviétique et la direction de la défense du pays.

Dans son appel « Gare aux espions », Lénine recommande d'intensifier la vigilance révolutionnaire à l'égard de la contre-révolution.

Dans sa lettre « Tous contre Dénikine ! », Lénine demande au Comité central du P.C.(b)R. de réorganiser toute l'administration sur une base militaire et de transformer le pays en un seul camp militaire pour préparer la victoire sur Dénikine.

Dans le « Complément au projet d'appel aux ouvriers allemands et aux paysans allemands n'exploitant pas le travail d'autrui », Lénine souligne l'accroissement de sympathie des travailleurs du monde entier à l'égard du pouvoir des Soviets et dénonce les chefs de la IIe Internationale comme traîtres au socialisme et complices des crimes de la bourgeoisie.

Ce volume publie pour la première fois un télégramme adressé au président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine (fin avril 1919).

Dans le « Projet de programme du P.C.(b)R. » sont insérés des documents nouveaux : « Ebauche du projet de programme du P.C.R. », publié d'après des copies dacty-

lographiées et des manuscrits, y compris toutes les parties du programme. La partie du brouillon intitulée « Les tâches fondamentales de la dictature du prolétariat en Russie » est publiée ici intégralement pour la première fois. Y sont aussi ajoutés l'« Insertion dans le projet définitif du point du programme concernant la question nationale » et le « Projet de programme du P.C.(b)R. », dernière rédaction par Lénine des premières parties du projet de programme.

SEANCE DU SOVIET DE PETROGRAD LE 12 MARS 1919

I

RAPPORT SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE ET INTERIEURE DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(L'arrivée du camarade Léninе à la tribune est accueillie par une ovation. Tout le monde se lève.) Cette salle me rappelle ma première intervention au Soviet de Pétrograd, alors qu'y dominaient encore les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Nous avons oublié trop vite le passé récent. Mais aujourd'hui, le développement de la révolution dans d'autres pays nous remet en mémoire ce que nous avons nous-mêmes connu il y a peu de temps. On supposait qu'à l'Ouest, où, du fait que le capitalisme est plus développé, les contradictions de classes sont plus fortes, la révolution emprunterait des voies un peu différentes que chez nous, et que le pouvoir passerait aussitôt de la bourgeoisie au prolétariat. Cependant, ce qui se passe actuellement en Allemagne prouve le contraire. La bourgeoisie allemande, unie pour combattre les masses prolétariennes qui ont relevé la tête, puise sa force dans la grande expérience de la bourgeoisie occidentale et mène une lutte systématique contre le prolétariat. Les masses révolution-

naires allemandes, par contre, manquent encore d'expérience, qu'elles n'acquerront qu'au cours de la lutte. Tout le monde se souvient de la révolution de 1905, lorsque le prolétariat russe entra en lutte sans avoir la moindre expérience derrière lui. Dans la révolution actuelle au contraire, nous avons tenu compte et tiré parti des leçons de la révolution de 1905.

Ensuite, Lénine passe en revue l'activité du Conseil des Commissaires du Peuple. Il évoque la première période de la révolution, où les masses ne savaient encore que faire et manquaient de centres dirigeants suffisamment forts et d'autorité.

Nous n'étions pas sans savoir, dit Lénine, que pour mener à bien la lutte engagée, il fallait unir aussi étroitement que possible les masses exploitées et tous les éléments travailleurs du pays et que, dès lors, la question des formes d'organisation se posait inévitablement. Nous rappelant parfaitement le rôle que les Soviets avaient joué en 1905, nous les avons ressuscités comme arme la plus appropriée pour l'union des travailleurs et leur lutte contre les exploiteurs. Nous disions toujours, avant la révolution en Allemagne, que les Soviets étaient les organismes qui convenaient le mieux pour la Russie. Nous ne pouvions pas alors affirmer qu'ils se révéleraient valables au même titre pour l'Occident. La vie pourtant a montré qu'il en était autrement. Nous constatons que les Soviets acquièrent à l'Occident une popularité de plus en plus grande, et qu'on lutte pour les Soviets non seulement en Europe, mais même en Amérique. Les Soviets font leur apparition un peu partout, qui tôt ou tard prendront le pouvoir.

A cet égard, la période que traverse actuellement l'Amérique est fort intéressante. Il est bien possible que le mouvement n'y suive pas les mêmes voies que chez nous, mais ce qui importe, c'est que, là aussi, la forme d'organisation soviétique a reçu une large audience. Elle a remplacé maintenant toutes les autres formes d'organisation prolétarienne. Les anarchistes, ennemis de tout pouvoir en général, ont néanmoins reconnu le pouvoir des Soviets après avoir fait connaissance de cette forme de pouvoir. Par là même, ils n'ont pas laissé pierre sur pierre de la théorie anarchiste qui nie tout pouvoir quel qu'il soit. Il y a

deux ans, fleurissait dans les Soviets l'idée opportuniste de collaboration avec la bourgeoisie. Il a fallu un certain temps pour éliminer de la conscience des masses les vieilleries qui les empêchaient de voir clair dans ce qui se passait. Cela n'a pu être réalisé que par le travail pratique des Soviets dans l'organisation de l'Etat. A l'heure actuelle, les masses laborieuses allemandes se trouvent dans la même situation : il est indispensable d'extirper de leur conscience les mêmes survivances. Mais ce processus prend là-bas des formes plus âpres, plus violentes et plus sanglantes que chez nous.

Je me suis un peu éloigné du sujet que le Soviet de Pétrograd m'avait chargé de traiter. Mais il le fallait.

Nous ne pouvons comprendre l'activité du Conseil des Commissaires du peuple pour l'année écoulée qu'en tenant compte du rôle des Soviets à l'échelle de la révolution mondiale. Cette grande cause, nous avons très souvent tendance à l'oublier, absorbés que nous sommes par les soucis administratifs quotidiens et les inévitables détails de nos travaux d'édification. Ce n'est cependant qu'en appréciant le rôle des Soviets à l'échelle mondiale que nous pourrons nous reconnaître dans les détails de notre vie propre et régler ceux-ci en temps opportun. De distingués censeurs de Berne[1] nous traitent de partisans de la violence, alors qu'ils ferment complètement les yeux sur le comportement de leur propre bourgeoisie, qui ne gouverne pas autrement que par la violence.

Avant de passer à la forme d'administration soviétique, nous avons vécu quelques mois au cours desquels les masses se sont préparées à une forme de gouvernement nouvelle, inconnue jusqu'alors. Nous avons détruit fil à fil la trame du gouvernement de Kérenski ; nous avons contraint le Gouvernement provisoire à jouer au chassé-croisé ministériel à droite et à gauche, en haut et en bas, si bien que les masses ont pu finalement se convaincre de l'incapacité de la clique de conciliateurs bourgeois, qui convoitait le pouvoir, à gouverner le pays, et c'est alors seulement que nous avons pris le pouvoir en main.

A l'échelle mondiale, les choses se présentent sous une forme beaucoup plus compliquée. Là, la seule violence révolutionnaire ne suffit pas. Elle doit être précédée d'un

travail préparatoire semblable au nôtre, mais naturellement plus long. En son temps, la paix de Brest-Litovsk[2] fit beaucoup de bruit, et certains quidams voulurent utiliser cette démarche du pouvoir soviétique, conciliatrice selon eux, à leurs fins démagogiques. Mais si c'est là de la conciliation, il faudrait aussi parler de celle qui a été pratiquée avec le Tsar, lorsque nous sommes entrés à la Douma d'Etat pour la faire sauter de l'intérieur. En concluant la paix de Brest-Litovsk, nous prévoyions l'avènement en Allemagne des conditions intérieures qui amenèrent la chute de Guillaume. Et nous voyons maintenant combien notre démarche était juste.

On observe actuellement, dans les pays de l'Entente, un réveil des masses que les gouvernements respectifs s'efforcent d'étouffer par tous les moyens. Dans ce but, on tourne toute l'attention des masses encore inconscientes vers le « patriotisme ». On les nourrit d'illusions, on les séduit par les avantages, que l'on dit innombrables, d'une paix victorieuse ; on les gave de promesses. Cependant, pour mesurer la valeur de ces illusions, il me suffira de citer l'entretien que j'ai eu récemment avec un homme d'affaires américain, un réaliste, ayant le sens du commerce et fort éloigné de nos intérêts. Parlant de la France, il en décrit la situation de la façon suivante : le gouvernement français promet à son peuple des montagnes d'or, qu'on obtiendra soi-disant des Allemands. Mais où ceux-ci prendront-ils l'argent pour payer ? D'un débiteur qui n'a rien, on ne peut rien attendre ; et toutes ces illusions fondées sur la conclusion d'une paix avantageuse avec l'Allemagne feront faillite, car la paix conclue ne sera qu'une paix de faillite. C'est ce que sentent même les ennemis de la révolution, qui ne trouvent à la situation qui s'est créée d'autre issue que la chute du capitalisme. A cet égard, l'état d'esprit de la masse parisienne, la plus sensible et la plus généreuse, est actuellement caractéristique. Elle interdit d'ouvrir la bouche à quiconque critique les bolchéviks. Or, il y a à peine six mois, elle écoutait ceux qui disaient de nous pis que pendre. La bourgeoisie nous a rendu un grand service quant à la propagande de nos idées. Par ses attaques contre nous elle obligeait les masses à réfléchir et à raisonner. Et les masses parisiennes, si compréhensives,

en sont venues directement à la conclusion que, puisque la bourgeoisie hait tellement les bolchéviks, c'est que ces derniers sont à même de lutter avec elle. L'Entente se tourne maintenant vers nous, avec le désir de régler à nos dépens les comptes qui lui sont présentés. Il nous faut compter avec un ennemi puissant, plus fort que nous militairement, pas pour longtemps d'ailleurs : une déception suivra la victoire et toutes les combinaisons des « alliés » se solderont par un échec, s'ils ne se sont pas entre-temps battus entre eux. A l'heure qu'il est tous les pays ont faim et nulle victoire ne saurait éloigner la famine. Du fait de notre politique extérieure, nous avons des problèmes compliqués à résoudre. A cet égard, nous avons sous les yeux l'expérience de la paix de Brest-Litovsk, qui fut la plus importante démarche du Conseil des Commissaires du Peuple en politique étrangère. Cette paix, nous l'avons conclue avec un ennemi bien plus puissant que nous au point de vue militaire, et cela a provoqué des désaccords même chez nous. Mais tel devait être le premier pas de l'Etat prolétarien, entouré de tous côtés par les rapaces impérialistes. La paix de Brest-Litovsk a miné les forces de notre puissant ennemi. L'Allemagne, qui nous avait imposé des conditions de rapine, s'est effondrée très rapidement ; il faut s'attendre à voir se produire la même chose dans d'autres pays, d'autant plus qu'on assiste partout à une désagrégation de l'armée.

Rappelons-nous le temps où l'on attribuait la désagrégation de notre armée à l'impatience des Russes ; or, il se trouve que c'est le sort de tous les pays qui ont pris le chemin de la révolution. Le pillage éhonté auquel se livrent maintenant à Paris les gouvernements « démocratiques » ouvre les yeux de tous, d'autant plus que le désaccord des pillards sur le partage de la proie, qui dégénère souvent en sérieuse querelle, n'est plus un secret pour personne[3]. En dépit des conditions défavorables dans lesquelles elle doit vivre, la Russie soviétique bénéficie d'un avantage, que souligne même le journal bourgeois *Times*[4]. Dans un article de son rédacteur militaire, il note la rapide décomposition des armées de tous les pays, sauf de la Russie. Il n'y a qu'en Russie, dit le *Times*, que l'armée, loin de se désagréger, se renforce. C'est là un des aspects essen-

tiels de notre édification au cours de l'année écoulée. Entourés d'ennemis de toutes parts, nous nous défendons en reconquérant chaque pouce de terre de la Russie soviétique, et chaque mois de notre lutte nous rapproche de plus en plus de la révolution mondiale. Nous sommes les premiers au monde à avoir pris le pouvoir et, à l'heure présente, ce sont les Soviets des travailleurs qui gouvernent chez nous. Saurons-nous conserver le pouvoir ? Sinon, notre victoire aura été historiquement une erreur. Déjà cependant, nous pouvons être fiers d'avoir soutenu l'épreuve et, malgré d'innombrables souffrances, d'avoir conservé le pouvoir aux mains des travailleurs.

Poursuivant son intervention, Lénine s'arrête sur la question des spécialistes.

Certains de nos camarades, dit-il, s'indignent de voir à la tête de l'Armée Rouge des gens qui ont servi le tsar et d'anciens officiers tsaristes. Il est évident que pour l'organisation de l'Armée Rouge, cette question prend une importance particulière, et c'est dans la mesure où elle sera posée de façon juste que le succès dans l'organisation de l'armée sera assuré. Il faut d'ailleurs poser plus largement le problème des spécialistes. Nous devons les utiliser dans tous les domaines de l'édification où nous ne pouvons pas, et cela est naturel, réussir par nos propres moyens, n'ayant ni l'expérience ni la formation scientifique des vieux spécialistes bourgeois. Nous ne sommes pas des utopistes qui s'imaginent que la construction de la Russie socialiste peut être assurée entièrement par on ne sait quels hommes nouveaux ; nous nous servons du matériel que nous a légué le vieux monde capitaliste. Les anciens cadres, nous les plaçons dans des conditions de travail nouvelles, en les soumettant à un contrôle adéquat ; nous les tenons sous l'œil vigilant du prolétariat et les obligeons à accomplir le travail qui nous est nécessaire. C'est le seul moyen d'aller de l'avant. Si vous ne pouvez pas construire l'édifice à partir des matériaux que nous a laissés le monde bourgeois, vous ne construirez rien du tout, et vous ne serez pas des communistes, mais de simples bavards. Pour édifier le socialisme, il faut utiliser entièrement la science, la technique, et, en général, tout ce que nous a laissé la Russie capitaliste. Certes, nous

rencontrerons de grandes difficultés sur ce chemin. Les erreurs sont inévitables. Il y a partout des transfuges et des saboteurs. Là, la violence était la première chose nécessaire. Mais ensuite, il faut faire intervenir le poids moral du prolétariat, une organisation et une discipline solides. Il n'y a absolument aucune raison de rejeter les spécialistes qui nous sont utiles. Mais il faut les placer dans des conditions déterminées, qui permettent au prolétariat de les contrôler. Il faut leur confier du travail, mais il faut aussi les surveiller de près, en mettant des commissaires au-dessus d'eux, de manière à couper court à leurs desseins contre-révolutionnaires. En même temps, il faut apprendre auprès d'eux. Et avec tout cela, pas la moindre concession politique à ces messieurs, utiliser leur travail partout, où cela est possible. En partie nous y sommes déjà arrivés. De la répression des capitalistes nous sommes passés à leur utilisation, et c'est là peut-être la plus importante de nos conquêtes au bout d'un an d'édification intérieure.

Une des questions importantes de notre édification culturelle est celle de la campagne. Le pouvoir soviétique suppose le plus large soutien des travailleurs. C'est à cela que se ramenait notre politique à l'égard de la campagne au cours de toute cette période. Il fallait unir le prolétariat des villes et la paysannerie pauvre, et nous l'avons fait. Nous avons réalisé une union extrêmement étroite, faite de milliers de fils invisibles. Ici comme partout, nous rencontrons de grandes difficultés, car les paysans ont l'habitude de se sentir maîtres de leur sort. Ils ont l'habitude de vendre leur blé librement, et chaque paysan considérait cela comme son droit inaliénable. Il nous faut maintenant effectuer auprès d'eux un travail considérable pour les persuader que l'on ne peut sortir des ruines que nous a laissées la guerre, qu'en recourant à l'organisation communiste de l'économie. Nous ne pouvons plus ici agir par la violence, mais par la persuasion. Certes, nous avons aussi parmi les paysans des ennemis déclarés, les koulaks, mais dans leur masse, les paysans pauvres et les paysans moyens qui se joignent à ces derniers sont avec nous. Contre les koulaks, en tant qu'ennemis irréductibles, nous n'avons qu'une arme : la violence. Au moment où nous avons mis en pratique notre politique de ravitaillement sur le principe de la four-

niture des excédents aux affamés, il s'est trouvé des gens pour crier au paysan : « On te vole ! ». Ces gens, ce sont les ennemis avérés des paysans, des ouvriers et du communisme, affublés de vêtements clownesques de menchéviks, de socialistes-révolutionnaires de gauche et autres. Contre eux, nous agirons de la même manière que précédemment.

« Sévernaïa Kommouna »
n° 58, le 14 mars 1919

Conforme au texte du journal

2

REPONSES A DES QUESTIONS ECRITES

Camarades, je voudrais maintenant répondre à des questions écrites dont deux ne sont pas tout à fait claires. L'une d'elles comporte tout de même, semble-t-il, deux idées fondamentales. En premier lieu, l'auteur de la note est mécontent des bolchéviks qui auraient soi-disant dépassé la mesure, et se sent d'accord avec les menchéviks pour leur modération. En second lieu, il pose la question des révoltes paysannes.

Pour ce qui est du premier point, je dois dire que, pour mettre ainsi les bolchéviks en accusation, il faudrait indiquer en quoi ceux-ci ont dépassé la mesure et quels sont les mérites de la modération. Ce qui, essentiellement, nous a séparés des menchéviks est le fait que nous insistions sur la transmission de tout le pouvoir aux Soviets, et nous avons à ce point « dépassé la mesure » qu'en octobre 1917 les Soviets ont effectivement pris le pouvoir. Et si les menchéviks exigeaient la modération, c'est qu'ils ne voulaient pas que le pouvoir fût transmis aux Soviets. Et Kautsky par exemple, bien connu comme socialiste et sympathisant menchévik, écrivait dans une brochure, en août 1918, que les bolchéviks ne devaient pas prendre le pouvoir, parce qu'ils ne pourraient pas le garder et qu'ils iraient à leur perte, entraînant ainsi celle du parti tout entier. Je pense que les événements ont démenti ce point de vue, de sorte qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter, faute surtout d'objections claires. En Allemagne, Kautsky in-

sistait sur la démocratie, sur la Constituante. Impossible de donner le pouvoir aux Soviets, disaient les menchéviks d'ici et d'Allemagne. En Allemagne, l'Assemblée constituante a été réunie ; or, en janvier et en mars, une série de larges soulèvements ouvriers y ont éclaté, une guerre civile à la suite de quoi les menchéviks allemands, Hilferding en tête, proposèrent dans leurs derniers articles que l'Assemblée constituante et les Soviets s'unissent, afin de donner au Comité central des Soviets le droit de suspendre les décisions de la Constituante et de soumettre la question à un referendum national. Cela montre à quel point les menchéviks allemands, même les meilleurs d'entre eux, se sont embrouillés. Unir la Constituante et les Soviets, unir la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat, cette idée est simplement ridicule.

Pour ce qui est des soulèvements paysans, cette question a déjà été posée ici. Bien entendu, nous avons connu de nombreux soulèvements koulaks, notamment l'été dernier, et nous en voyons encore. Le koulak est pour nous un ennemi irréconciliable. Il n'y a rien à espérer de ce côté que son écrasement. Autre chose le paysan moyen, qui n'est pas notre ennemi. Qu'il y ait eu en Russie des soulèvements entraînant un nombre important de paysans, et non de koulaks, cela est faux. Tel village, tel canton peut faire cause commune avec des koulaks ; mais il n'y a pas eu depuis l'instauration du pouvoir des Soviets, d'insurrections générales des paysans en Russie. Les koulaks, eux, continueront à recourir à l'émeute sous un gouvernement qui maintient que tout excédent de blé doit être mis, à un prix fixe, à la disposition de ceux qui ont faim. Ces soulèvements sont inévitables, parce que le koulak dispose de grandes réserves de blé, qu'il peut vendre à plusieurs centaines de roubles le poud, et nous savons tous ce que sont les prix du marché noir. Si nous donnions aux koulaks cette liberté, il s'ensuivrait que le riche, possesseur de réserves secrètes de billets de banque, de billets Kérenski, aurait de tout, tandis que la majorité, qui ne cache rien, serait affamée. C'est pourquoi nous ne nous faisons pas d'illusions : les soulèvements des koulaks contre le pouvoir soviétique sont inévitables. Lorsque le pouvoir était aux mains des capitalistes, les ouvriers se révoltaient néces-

sairement contre eux, et les paysans contre les propriétaires fonciers. Quand les ennemis du peuple (capitalistes et propriétaires fonciers) auront été brisés, les émeutes koulaks se feront de plus en plus rares. Il faut choisir. Mais s'il se trouve quelqu'un pour espérer que tout se passera sans émeute et que les riches apporteront sur un plateau leur déclaration d'amour et la promesse de livrer sans protester tous les excédents, je pense que nous ne saurions prendre un tel homme au sérieux.

Une autre question, pas très claire, peut se résumer à peu près ainsi : comment agir dans les cas où, grisés par les appels des socialistes-révolutionnaires, des ouvriers, pour des raisons de ravitaillement, ne travaillent pas, font grève et se dressent contre le pouvoir soviétique. Je ne peux naturellement pas soutenir que tous les ouvriers sans exception sont pour le pouvoir des Soviets. Quand en 1871, à Paris, les ouvriers firent leur insurrection, il y eut pas mal de travailleurs d'autres villes qui luttèrent contre eux dans les rangs des « blancs » et participèrent à la répression contre les ouvriers parisiens. Cela n'a pas empêché les socialistes conscients d'affirmer que les communards parisiens représentaient tout le prolétariat, c'est-à-dire tout ce qu'il y avait de meilleur et d'honnête, tandis que dans les armées « blanches » il y avait des couches arriérées d'ouvriers. Chez nous aussi il y a des ouvriers peu conscients, arriérés, qui n'ont pas compris jusqu'ici ce qu'est le pouvoir des Soviets ; nous nous efforçons de les éclairer. Pour les réunions de masse permanentes des ouvriers, aucun gouvernement n'a autant fait que les Soviets, qui donnent à n'importe quel représentant d'usine sa place dans l'administration de l'Etat. Dans la mesure du possible, nous appelons les ouvriers à se faire eux-mêmes les artisans de la politique de l'Etat ; sous le capitalisme, et même en république, ils n'y avaient aucune part, tandis que le pouvoir des Soviets fait tout ce qu'il peut pour les y faire participer. Mais il se passera encore bien du temps avant que certains éléments cessent de se tourner vers le passé.

Il en est peu parmi vous, peut-être même presque personne, pour se rappeler le régime du servage. Seuls les vieillards peuvent s'en souvenir. Mais des gens qui se

rappellent ce qui se passait il y a trente ou quarante ans, on en trouverait toutefois. Ceux qui ont été à la campagne savent qu'il y a une trentaine d'années on pouvait y rencontrer des vieux qui disaient : « Au temps du servage les choses allaient mieux. Il y avait plus d'ordre, plus de sévérité. On ne donnait pas des bas de soie à des chèvres. » En relisant Ouspenski, à qui nous érigeons un monument comme à l'un des meilleurs écrivains qui ait parlé de la vie paysanne, on peut trouver sur les années 80 et 90 des descriptions montrant de vieux paysans honnêtes, ou même simplement des gens d'un certain âge, qui disaient que sous le servage les choses allaient mieux. Lorsqu'on détruit un ancien régime social, on ne peut le détruire d'un seul coup dans la conscience des hommes ; il en reste toujours pour regretter le passé.

Certains ouvriers, les typographes par exemple, disent : sous le capitalisme c'était bien, il y avait beaucoup de journaux alors qu'il y en a peu maintenant ; je gagnais bien ma vie, et le socialisme, je n'en veux pas. Il y avait ainsi pas mal de branches d'industrie qui dépendaient des classes riches ou qui vivaient de la production d'objets de luxe, et pas mal d'ouvriers, dans les grandes villes, qui en régime capitaliste vivaient de ce genre de production. En république soviétique, il nous faudra laisser ces ouvriers sans travail pendant quelque temps. Nous leur dirons : « Prenez un autre travail, un travail utile. » A quoi ils répondront : « J'avais un travail fin, j'étais ouvrier bijoutier, la besogne était propre et je travaillais pour des gens bien élevés. Maintenant les moujiks se sont amenés, on a chassé les gens bien ; moi, je suis pour le retour du capitalisme. » Ces gens-là prêcheront le retour au capitalisme ou, comme disent les menchéviks, la marche en avant vers un capitalisme sain et une démocratie saine. Et il se trouvera quelques centaines d'ouvriers pour dire qu'ils vivaient bien sous le capitalisme « sain ». Mais ceux à qui le capitalisme assurait une bonne vie formaient une infime minorité, alors que nous défendons les intérêts de la majorité, qui, sous le capitalisme, vivait mal. (Applaudissements.) Le capitalisme sain a conduit au massacre universel dans les pays les plus libres. Il ne saurait y avoir de capitalisme sain ; mais il y a un capitalisme qui, dans

la république la plus libre, comme la république américaine, cultivée, riche, à l'avant-garde de la technique, capitalisme démocratique et le plus républicain, a abouti au massacre le plus insensé en vue du pillage du monde entier. Sur 15 millions d'ouvriers, vous en trouverez quelques milliers dans le pays qui avaient une existence aisée au temps du capitalisme. Dans les pays riches, ils sont plus nombreux, parce qu'ils travaillent pour une plus grande quantité de millionnaires et de milliardaires. Ils sont au service de ces groupes et reçoivent d'eux un salaire particulièrement élevé. Des centaines de millionnaires anglais, par exemple, ont amassé des milliards en pillant l'Inde et toute une série d'autres colonies. Il ne leur coûtait rien de jeter une aumône à 10 000 ou 20 000 ouvriers, de doubler ou plus leur salaire, pour s'assurer spécialement un bon travail de leur part. Il m'est arrivé de lire le récit des souvenirs d'un coiffeur américain à qui un milliardaire payait un dollar par jour pour le raser. Ce coiffeur a donc écrit tout un livre pour vanter les mérites de son client et sa vie remarquable. Un dollar tous les jours pour une visite matinale d'une heure à cette excellence financière, notre homme avait de quoi être satisfait et ne désirer rien d'autre que le capitalisme. Contre ce genre de raisonnement, nous devons être sur nos gardes. L'énorme majorité des ouvriers n'a jamais joui d'une telle situation. Nous, communistes du monde entier, défendons les intérêts de l'immense majorité des travailleurs, alors que les capitalistes en ont corrompu une infime minorité, en leur donnant de hauts salaires pour en faire des valets fidèles du capital. De même au temps du servage il y avait des gens, des paysans, qui disaient aux propriétaires fonciers : « Nous sommes vos esclaves (et cela après leur libération), nous ne vous quitterons pas. » Ceux-là, étaient-ils nombreux ? Une infime minorité. Peut-on, partant de là, nier la nécessité de la lutte contre le servage ? Non, bien sûr. De même aujourd'hui on ne peut réfuter le communisme sous prétexte qu'une minorité d'ouvriers gagnaient largement leur vie en travaillant dans les journaux bourgeois, dans la production d'objets de luxe ou au service personnel de milliardaires.

J'en viens maintenant aux questions qui ont été exposées avec clarté, d'abord celle relative aux concessions en

général et à la Grande Voie du Nord[5] en particulier. On dit que cela revient à donner la richesse nationale en pâture aux rapaces. A cela je répondrai que cette question est étroitement liée à celles qui touchent les spécialistes bourgeois et l'impérialisme mondial. Pouvons-nous briser ce dernier en ce moment ? Si nous le pouvions, notre devoir serait de le faire. Mais vous savez que cela nous est impossible pour l'instant, de même qu'en mars 1917 il nous était impossible de renverser Kérenski. Au lieu de nous soulever immédiatement contre lui, il nous fallait attendre que les organisations soviétiques se développent, et y travailler. De même aujourd'hui, une guerre offensive contre l'impérialisme mondial est-elle possible ? Evidemment non. Si nous étions plus forts, si nous pouvions dès demain obtenir beaucoup de blé, si nous avions des moyens techniques et autres, nous ne laisserions pas les Scheidemann décimer les spartakistes, nous les jetterions bas. Mais pour le moment, c'est une vaine illusion. Actuellement notre pays à lui seul est incapable de jeter bas l'impérialisme mondial, tant que les autres pays en sont encore à une période où les Soviets ne sont pas en majorité, où dans de nombreux cas ils font à peine leur apparition. C'est pourquoi il nous faut faire des concessions aux impérialistes. A l'heure présente, nous ne pouvons pas construire des chemins de fer à grande échelle, et Dieu veuille même que nous nous en tirions avec celles qui existent. Nous manquons de blé, de combustible, nous n'avons pas assez de locomotives. Des millions de pouds de blé restent sur la ligne Volga-Bougoulma, et nous ne pouvons pas les transporter. Au Conseil des Commissaires du Peuple, nous avons ces jours-ci décidé d'y déléguer des responsables avec des pouvoirs très étendus pour faire enlever ce blé. Le peuple a faim à Pétrograd et à Moscou, alors que là-bas des millions de pouds restent stockés faute de locomotives et de combustible. Aussi nous disons qu'il vaut mieux payer un tribut aux capitalistes étrangers, et construire des chemins de fer. De payer ce tribut, d'ailleurs, nous n'en mourrons pas, tandis que si nous n'arrivons pas à nous en sortir avec les chemins de fer, nous risquons fort d'en mourir, car le peuple a faim ; quelle que soit l'endurance de l'ouvrier russe, il y a une limite à ne pas dépasser. C'est

pourquoi il faut absolument prendre des mesures pour améliorer le trafic ferroviaire, dussions-nous payer tribut au capitalisme. Que ce soit bien ou mal, nous n'avons pas le choix pour l'instant. Tant que nous n'aurons pas définitivement renversé le capitalisme, ce n'est pas en lui payant un tribut que nous ruinerons le pouvoir soviétique. Nous avons payé de l'or à l'impérialisme allemand ; les conditions de la paix de Brest-Litovsk nous y obligeaient. Et maintenant les pays de l'Alliance lui reprennent cet or : le bandit vainqueur dépouille le bandit vaincu. Et nous affirmons que tant que le mouvement mondial du prolétariat n'aura pas amené la victoire, il nous faudra soit combattre, soit nous racheter par un tribut à ces brigands, et nous ne voyons aucun mal à cela. Alors que nous nous rachetions aux bandits allemands en leur versant plusieurs centaines de millions, nous renforcions pendant ce temps notre Armée Rouge, et il n'est plus rien resté aux voleurs allemands. Et le même sort attend les autres bandits impérialistes. (Applaudissements.)

Le camarade écrit plus loin qu'il a fait quatre jours de prison parce qu'il était contre la ruine des paysans moyens, et il demande, en prenant à témoin une série de soulèvements paysans, ce que c'est que le paysan moyen. Naturellement, si le camarade a été arrêté uniquement pour avoir protesté contre la ruine des paysans moyens, c'est un tort, et à en juger par le fait qu'il a été peu après relâché, je suppose que quelqu'un — celui qui l'avait arrêté ou tout autre représentant du pouvoir soviétique — s'est rendu compte que cette arrestation était une erreur. Maintenant, en ce qui concerne le paysan moyen. Il se différencie du koulak en ce qu'il n'exploite pas le travail d'autrui. Le koulak, lui, vole l'argent, le labeur de son prochain. Les paysans pauvres, les semi-prolétaires sont ceux-là mêmes qui subissent cette exploitation ; le paysan moyen, c'est celui qui n'exploite personne, qui vit de sa propriété et a assez de pain ou presque, qui, sans être koulak, n'appartient pas non plus à la paysannerie pauvre. Ces paysans hésitent entre nous et les koulaks. Quelques-uns d'entre eux, avec de la chance, peuvent passer koulaks, et c'est pourquoi ils s'y sentent attirés, mais la plupart ne peuvent pas se hisser au niveau des koulaks. Et si les socialistes et

les communistes savent parler sensément au paysan moyen, ils le convaincront que le pouvoir soviétique lui est bien plus avantageux que tout autre qui l'opprime et le pressure. Mais les paysans moyens hésitent. Aujourd'hui ils sont pour nous, demain pour un autre pouvoir ; une partie d'entre eux nous suit, l'autre suit la bourgeoisie. Et dans le programme que nous allons adopter ces jours-ci, nous sommes contre toute violence à l'égard du paysan moyen. C'est notre parti qui le proclame. S'il y a des arrestations, nous les condamnons et veillerons à ce qu'elles soient réparées. A l'égard du koulak, pour la violence ; à l'égard du paysan moyen, contre la violence. A ce dernier nous disons : si tu te décides pour le pouvoir soviétique, nous n'avons pas l'intention de te forcer à entrer dans une commune. Nous n'avons jamais poussé de force les paysans dans les communes, et aucun décret n'a été pris dans ce sens. Et si cela se produisait, ce serait un abus pour lequel les responsables seraient sanctionnés et traduits en justice. Question très importante. Le paysan moyen est placé entre deux camps. Mais, camarades, notre politique ici est tout à fait claire : nous sommes contre la violence à l'égard des paysans moyens, pour l'entente avec eux, pour les concessions. Lentement le paysan moyen peut faire son chemin vers le communisme, et il y viendra. Dans la république bourgeoise la plus libre, le paysan moyen est sous la menace du capital qui, de toute façon, pèse sur lui et l'opprime.

On demande encore mon avis sur la flotte de la Baltique. Je n'ai pas eu à m'occuper de cette question et ne puis la traiter en ce moment. Peut-être est-elle d'ailleurs déjà épuisée par l'intervention du camarade délégué de la Flotte.

Ensuite une question est consacrée à la moisissure, au bureaucratisme, à la mousse qui a envahi de nombreux organismes et à la nécessité de lutter contre cet état de choses. C'est tout à fait juste. Quand la Révolution d'Octobre a chassé les vieux bureaucrates, elle l'a fait parce qu'elle créait les Soviets. Elle a chassé les vieux juges et le tribunal est devenu populaire. Pour les tribunaux, c'était plus facile : point n'était besoin pour cela de connaître les vieilles lois, il suffisait de se laisser guider par le sentiment de la justice. Il a été facile de détruire le bureaucratisme dans les tribunaux. Dans d'autres domaines, cela

a été beaucoup plus malaisé. Nous avons chassé les anciens bureaucrates, mais ils sont revenus, avec la fausse étiquette de « communistes » ; ils arborent un ruban rouge à la boutonnière et cherchent une sinécure. Que faire ? Lutter encore et encore contre cette malpropreté, et si elle parvient à s'infiltrer, encore et encore nettoyer, balayer, surveiller et veiller, avec l'aide des ouvriers communistes et des paysans, que nous connaissons depuis des mois, depuis des années. Il y avait encore ici une autre question, disant qu'il est mauvais de donner la préférence aux membres du Parti, parce qu'alors les fripons s'y faufilent. Contre ceci, camarades, on soutient et on soutiendra la lutte. Nous avons décidé de ne pas admettre comme délégués au Congrès des membres qui sont dans le Parti depuis moins d'un an, et nous continuerons à prendre de telles mesures. Quand le Parti détient le pouvoir, il est normal que l'on donne la préférence, au début, aux membres du Parti. Supposons que deux personnes se présentent, l'un produisant sa carte du Parti et disant qu'il est communiste, l'autre, sans carte, et tous les deux également inconnus. Il est naturel, dans ces conditions, que la préférence soit donnée au membre du Parti, à celui qui a une carte. Comment distinguer l'homme qui est au Parti par conviction de celui qui y est entré par intérêt ? Il faut marquer sur la carte du Parti à quelle date l'intéressé y a adhéré ; et ne pas délivrer de carte avant que le candidat n'ait soutenu l'épreuve, ne soit passé par l'école, etc.

Il y a ensuite une question relative à l'impôt révolutionnaire,[6] prétendant qu'il frappe les paysans moyens. Il y a eu à ce sujet une assemblée extraordinaire et, pour vérifier les nombreuses plaintes, voici comment on a procédé : il existe chez nous une Direction centrale des statistiques à laquelle collaborent les meilleurs statisticiens de Russie. La plupart d'entre eux sont des socialistes-révolutionnaires de droite, des menchéviks et même des cadets. De communistes, de bolchéviks, il y en a peu : ceux-ci étaient plus occupés à lutter contre le tsarisme qu'à faire des études pratiques. Ces spécialistes, pour autant que j'ai pu le constater, travaillent d'une façon satisfaisante, ce qui ne signifie pas, évidemment, que nous n'ayons pas parfois à lutter contre certains. Nous les avons chargés

d'effectuer un sondage dans quelques cantons, sur la manière dont les paysans avaient réparti l'impôt révolutionnaire. Les plaintes sont très nombreuses. Bien sûr, si l'on considère que pour toute la Russie, c'est-à-dire pour plusieurs millions de foyers paysans, il y en a environ un millier, cela devient négligeable. Si le Comité exécutif central reçoit trois visiteurs par jour, cela fera 90 réclamations par mois, et nous aurons l'impression d'être inondés de plaintes. Pour vérification, nous avons décidé d'opérer un sondage, et nous avons reçu une réponse exacte dans le rapport de Popov, qui a été répété à une réunion du Comité exécutif central en présence d'ouvriers. Ce rapport a montré que, dans la majorité des cas, les paysans répartissent l'impôt équitablement. Le pouvoir soviétique exige que les pauvres n'aient rien à payer, que les couches moyennes paient modérément et les riches beaucoup. Certes, on ne peut définir exactement qui est riche et qui est pauvre. Des erreurs se produisent. Mais la plupart du temps les paysans répartissent l'impôt correctement. C'est ce qu'il faut. (Applaudissements.) Bien sûr, il y a eu des erreurs. Ainsi un petit employé des chemins de fer se plaignait d'avoir été imposé injustement par le comité de maison. Il s'est adressé au pouvoir soviétique. Mais on a dit : perquisitionnez chez lui, c'est un spéculateur. On a découvert chez lui plusieurs sacs contenant un million de roubles en billets Kérenski[7]. Et il en sera ainsi tant que nous n'aurons pas trouvé le moyen de remplacer les anciens billets par des nouveaux. Quand nous l'aurons fait, tous les spéculateurs se trouveront ramenés à la surface, car tout le monde sera contraint à l'échange des billets. (Vifs applaudissements.) A celui qui apportera une petite quantité d'argent, ce qu'il faut pour un ouvrier, nous donnerons rouble pour rouble ; de même si la somme se monte à un ou deux milliers de roubles. Mais si on apporte plus, nous ne donnerons qu'une partie en espèces ; le reste sera enregistré, et puis on verra. (Applaudissements.) Pour faire tout ça, il faut préparer de nouveaux billets. Nous avons environ pour 60 milliards de billets anciens. Pour l'échange on n'en a pas besoin de tant, mais les spécialistes estiment qu'il faut au moins 20 milliards de nouveaux billets. Or, nous en avons

déjà 17 milliards. (Applaudissements.) Au Conseil des Commissaires du Peuple la question est posée d'achever rapidement la mise en œuvre de cette mesure, qui sera un coup dur pour les spéculateurs. Elle démasquera ceux qui cachent des roubles Kérenski. Cette mesure n'est pas simple, et son application exige un grand travail d'organisation.

Une question traite ensuite de la situation de l'ensemencement, qui est, dit-on, difficile. C'est exact, à n'en pas douter. Un Comité des surfaces d'ensemencement [8] a été constitué. Ici, au Commissariat à l'Agriculture, un Comité ouvrier [9] a été institué par décret du pouvoir soviétique. Il sera mis sur pied en accord avec les syndicats. Il aura pour tâche de veiller à ce que les terres ne restent pas en friche, de rechercher les propriétés foncières abandonnées pour les remettre aux ouvriers. Un arrêté indique que si les paysans n'occupent pas la terre, l'Etat s'arrangera pour la mettre en exploitation. Bien sûr, on manque de semences. Ici, il faut que les paysans pauvres démasquent les koulaks qui ont caché des excédents de blé et n'ont rien donné pour les semailles. Pour le koulak, il est important de cacher ces excédents, puisque pendant les mois de disette, il pourra réaliser un millier de roubles par poud de blé, sans se soucier du fait que ce blé ne sera pas semé et du préjudice qui en résultera pour des milliers d'ouvriers. C'est un ennemi public qu'il faut dénoncer.

Plus loin il est question des salaires. Vous payez, dit-on, 3 000 roubles au spécialiste ; il va de place en place, et il est difficile de le saisir. Des spécialistes, je dis que ce sont des gens qui possèdent la science et la technique bourgeoises à un degré que ne possèdent pas l'immense majorité des ouvriers et des paysans. Nous avons besoin de ces spécialistes, et nous jugeons impossible actuellement d'instituer une pleine égalité des salaires. Nous sommes même d'avis de donner plus de 3 000 roubles aux spécialistes. Même si cela nous coûte plusieurs millions par an, ce n'est pas cher, si nous apprenons auprès d'eux à bien travailler. Nous ne voyons pas d'autre moyen, si nous ne voulons pas que les spécialistes travaillent à leur corps défendant ; et tant qu'ils seront peu nombreux, nous ne pouvons leur refuser de hauts salaires. Il y a peu de temps, nous avons

eu un entretien à ce sujet avec le Commissaire au Travail Schmidt, qui est d'accord avec notre politique. Sous le capitalisme, dit-il, le salaire d'un manœuvre était de 25 roubles par mois, celui d'un bon spécialiste au moins 500 roubles, soit une différence de 1 à 20. Actuellement, le plus bas salaire est de 600 roubles, celui du spécialiste 3 000 roubles, soit une différence de 1 à 5. En vue de rapprocher les plus bas salaires des plus hauts, nous avons donc agi raisonnablement, et nous continuerons de même. Mais présentement, nous ne pouvons égaliser les salaires, et tant qu'il y aura peu de spécialistes, nous sommes d'accord pour leur donner de l'augmentation. D'après nous, il vaut mieux dépenser un million ou un milliard de plus par an et utiliser tous les spécialistes disponibles : ce qu'ils apprendront aux ouvriers et aux paysans vaudra plus que le milliard dépensé.

A propos des communes agricoles, on nous demande si l'on peut y garder les ex-propriétaires fonciers. Tout dépend du propriétaire : il n'y a pas eu de décret leur interdisant l'accès des communes. Evidemment, on se méfie d'eux ; pendant des siècles ils ont opprimé les paysans et ceux-ci les haïssent. Mais s'il y en a que les paysans connaissent pour être des honnêtes gens, on peut, on doit même les admettre. Nous devons utiliser ces spécialistes qui sont habitués à diriger de grandes exploitations et peuvent beaucoup apprendre aux paysans et aux ouvriers agricoles.

On demande encore s'il faut admettre les paysans moyens aux labours collectifs. Oui, bien sûr. Ces derniers temps, des districts entiers ont décidé de mettre les labours en commun. Je ne saurais dire jusqu'à quel point cela se fera. L'important, c'est justement l'adhésion des paysans moyens, car les paysans pauvres sont d'accord avec nous, alors que ce n'est pas toujours le cas des paysans moyens, nous devons les gagner à nous. Nous sommes pour la violence à l'égard des capitalistes et des propriétaires fonciers ; et non seulement pour la violence, mais pour l'expropriation totale de ce qu'ils ont amassé ; nous sommes pour la violence à l'égard des koulaks, mais non pour leur expropriation complète, parce qu'ils exploitent la terre et qu'une partie de leurs biens vient de leur travail. Il faut bien nous pénétrer de cette différence. Pour le propriétaire fon-

cier et le capitaliste, expropriation complète ; pour le koulak, il n'est pas question de lui enlever tout son bien, et il n'y a pas eu de décision en ce sens. Quant aux paysans moyens, nous voulons les convaincre, par l'exemple et la persuasion. Tel est notre programme. Si on s'en écarte ici ou là, ceux qui le font contreviennent aux décisions du pouvoir soviétique, soit parce qu'ils ne veulent pas les appliquer, soit parce qu'ils ne les ont pas comprises.

On demande ensuite ce qui a été fait pour stimuler les cheminots, on nous interroge sur l'arrêt du trafic ferroviaire. Cette question a été très sérieusement discutée au Conseil des Commissaires du Peuple, et beaucoup de mesures ont été prises. C'est une question fondamentale. Des millions de pouds de blé restent en souffrance sur la ligne Volga-Bougoulma, où ils risquent d'être perdus, car une partie reste à même la neige, et avec la fonte prochaine, sa perte est inévitable. Déjà maintenant, ce blé est humide (jusqu'à 20% d'humidité). Il faut l'enlever, sinon il sera perdu. Il est important de noter que les cheminots eux-mêmes ont grand besoin de blé. C'est pourquoi il faut arrêter le trafic des voyageurs du 18 mars au 10 avril, selon le calcul de nos camarades du Commissariat aux Voies de communication. Par cette mesure, nous pourrons nous procurer trois millions et demi de pouds de blé, même en le faisant transporter à l'aide de faibles locomotives pour trains de voyageurs. Si ces trains transportaient des trafiquants, tout ce qu'ils pourraient apporter ne dépasserait pas un demi-million de pouds. Ceux qui se plaignent de l'arrêt du trafic voyageurs ont donc tort. Dans le meilleur des cas les trafiquants apporteront un demi-million de pouds, alors que si nous remplissons les wagons de blé et si les cheminots nous aident, nous en apporterons trois millions et demi et améliorerons ainsi le ravitaillement. Voilà pourquoi nous avons dit et répétons que les camarades les plus avancés, les mieux organisés doivent être affectés au travail militaire et au ravitaillement. Il faut encore et encore des hommes, aussi difficile que ce soit. Nous savons parfaitement que Pétrograd a donné plus que toute autre ville à la Russie, parce que c'est là qu'on trouve les ouvriers les mieux organisés et les plus avancés. Mais c'est un semestre difficile. Alors que le pre-

mier semestre de 1918 a donné 27 millions de pouds et le second 67 millions, nous sommes entrés maintenant dans un semestre de famine. Mars, avril, mai et juin vont être des mois très durs. Pour y parer, toutes nos forces doivent être tendues. Dans chaque usine, dans chaque cellule, il faut poser la question : n'y a-t-il pas moyen d'y prélever, afin de les affecter à un atelier de chemin de fer, des hommes qu'on remplacerait par des femmes ? Dans chaque cellule, dans chaque section, dans chaque organisation, il faut penser à cela, il faut fournir de nouveaux ouvriers, et alors nous viendrons à bout de ce dur semestre. (Applaudissements.)

Publié pour la première fois (d'après le sténogramme)

REUNION DU Ier CONGRES DES OUVRIERS AGRICOLES DE LA PROVINCE DE PETROGRAD[10] LE 13 MARS 1919

1

DISCOURS SUR L'ORGANISATION DU SYNDICAT DES OUVRIERS AGRICOLES

Camarades, je suis très heureux de pouvoir saluer, au nom du Conseil des Commissaires du Peuple, ce Congrès des ouvriers de l'agriculture, qui a pour but la fondation du syndicat des ouvriers agricoles.

Camarades, au Comité central du Parti et au Conseil des syndicats de Russie, nous avons déjà plus d'une fois organisé des réunions avec le Commissaire du Peuple au travail, le camarade Schmidt, les membres du Conseil des syndicats de Russie et d'autres, sur la façon d'organiser les ouvriers agricoles. Nulle part au monde, même dans les pays capitalistes les plus évolués, où l'histoire de la formation d'unions professionnelles remonte à des dizaines et même des centaines d'années, les ouvriers agricoles ne sont parvenus à créer un syndicat quelque peu durable. Vous savez quel obstacle constituent ici les conditions de vie des paysans, des ouvriers agricoles, l'énorme obstacle que représente le fait qu'ils sont dispersés, isolés. Il leur est donc infiniment plus difficile de s'unir qu'aux ouvriers des villes.

En même temps, le pouvoir des ouvriers et des paysans s'est attelé dans tous les domaines à l'édification d'une société communiste. Il s'est fixé pour tâche non seulement de balayer définitivement les propriétaires fonciers et les capitalistes — cela, nous l'avons déjà presque accompli,— mais de construire une société où il n'y aurait place pour aucun propriétaire foncier ni aucun capitaliste. Plus d'une fois dans l'histoire des révolutions, on a réussi à balayer ces éléments, mais les koulaks, les paysans riches, les spéculateurs donnaient naissance très rapidement à de nouveaux capitalistes qui, bien souvent, opprimaient les ouvriers encore plus que leurs anciens congénères. Le problème que nous avons à résoudre est le suivant : faire en sorte que non seulement les anciens capitalistes soient balayés, mais qu'il ne puisse en naître de nouveaux ; que le pouvoir soit affermi définitivement, complètement et exclusivement en faveur de ceux qui travaillent, de ceux qui vivent de leur travail. Comment y parvenir ? Il n'y a qu'une seule voie : organiser les ouvriers, les prolétaires de la campagne ; cette organisation doit être permanente ; ce n'est que dans une organisation de masse permanente que les ouvriers agricoles apprendront à diriger par eux-mêmes de grandes exploitations rurales. S'ils n'apprennent pas à le faire, personne — l'« Internationale » le dit depuis longtemps, — ne pourra leur venir en aide. Tout ce que peut faire le pouvoir des Soviets, c'est de les aider au maximum dans ce travail d'organisation. Les milieux capitalistes s'y sont toujours opposés, de toutes leurs forces, par tous les moyens légaux, par toutes sortes de subterfuges, d'astuces policières, de chicanes, de vérités et de contre-vérités. Dans le pays le plus avancé d'Europe, l'Allemagne, les ouvriers agricoles n'ont jusqu'à présent aucune liberté syndicale ; la loi sur la domesticité y est toujours en vigueur, et la vie des ouvriers agricoles reste celle de domestiques. J'ai eu récemment l'occasion de m'entretenir avec une personnalité anglaise venue en Russie pendant la guerre. D'abord partisan du capitalisme, il a, à l'époque de notre révolution, évolué de façon excellente, d'abord vers le menchévisme, puis jusqu'au bolchévisme. Lorsque j'ai parlé avec lui des conditions de travail en Angleterre — où il n'y a pas de paysans, mais seulement des gros capi-

talistes et des ouvriers agricoles, — il m'a dit : « Le tableau n'est pas rose. Nos ouvriers des campagnes vivent non pas dans les conditions du capitalisme, mais dans celles de la féodalité, tant ils sont abrutis, déprimés, écrasés par le travail et tant il leur est difficile de s'unir. » Et cela dans le pays le plus évolué, où il y a déjà un demi-siècle qu'un ouvrier agricole anglais a tenté de créer une union des travailleurs de l'agriculture. Voilà où en est le progrès dans les libres pays capitalistes ! Chez nous, le pouvoir d'Etat a décidé dès le début d'aider à l'organisation des ouvriers agricoles et autres. Nous devons apporter toute l'aide possible. Il m'est particulièrement agréable de voir qu'ici, à Pétrograd, où il y a tant de magnifiques édifices, de palais, qui avaient une destination tout à fait injuste, les camarades ont bien fait de les exproprier et de les transformer en lieux de réunions et de congrès, en faveur précisément des classes qui avaient travaillé pour ces palais, avaient mis des siècles à les construire, mais n'avaient pas le droit de s'en approcher à moins d'un kilomètre. (Applaudissements.) Je pense, camarades, que maintenant, alors que presque tous les palais de Pétrograd ont été convertis en lieux de réunions et en maisons des syndicats pour les ouvriers des villes d'abord, et pour les ouvriers de la campagne, pour la paysannerie travailleuse, je pense que nous sommes fondés à voir là un premier pas vers la possibilité, pour la partie laborieuse, exploitée de la population, de s'organiser. Je le répète, le pouvoir soviétique fera immédiatement et sans faute tout ce qui lui est possible pour aider cette organisation à transformer la vie à la campagne, afin qu'il n'y ait plus de place pour le koulak, qu'il ne puisse plus y avoir de spéculation, que le travail collectif, fraternel, y devienne la règle. Telle est la tâche que nous nous fixons tous. Vous comprenez parfaitement combien elle est difficile : il est impossible de transformer les conditions de la vie à la campagne à coups de décrets, de lois, d'ordonnances. Les décrets et les ordonnances suffisaient pour nous débarrasser des propriétaires fonciers et des capitalistes et maîtriser les koulaks. Mais si les millions d'ouvriers agricoles n'ont pas leur organisation propre, s'ils n'apprennent pas progressivement, dans cette organisation, à régler eux-mêmes

leurs affaires, non seulement politiques mais, ce qui est le plus important, économiques, s'ils n'apprennent pas à gérer de grands domaines, si maintenant qu'ils jouissent de conditions meilleures qu'avant, ils ne les transforment pas de modes d'exploitation où l'on tirait sueur et sang des ouvriers, en un modèle d'économie fraternelle, la faute en sera aux travailleurs eux-mêmes. Il n'est plus possible de restaurer les vieilles exploitations agricoles ; obtenir que pour 100 déciatines (en prenant 10 petites exploitations de 10 déciatines chacune) il y ait 10 bons chevaux et 10 bonnes charrues, cela nous est impossible. Nous n'avons plus ni assez de chevaux, ni assez de charrues. Mais si l'on travaille sur un grand domaine de 100 déciatines, labouré collectivement ou par association ou par commune agricole librement constituée, on aura besoin, pour une même surface, non plus de 10 chevaux et de 10 charrues, mais peut-être seulement de 3 chevaux et de 3 charrues. On peut ainsi économiser le travail humain et obtenir de meilleurs résultats. Mais pour y parvenir il n'y a qu'un seul moyen : l'union des ouvriers des villes et des campagnes. Les ouvriers ont pris le pouvoir dans les villes. Tout ce qui y a été créé de meilleur, comme palais, comme locaux, toutes les acquisitions de la culture, les ouvriers des villes les portent à la campagne, conscients que leur pouvoir ne pourra être solide s'ils ne sont solidement unis avec les ouvriers agricoles. Seule une telle union, dont vous posez ici la première pierre, peut amener une transformation durable. De cette union les paysans moyens feront eux aussi librement partie. Naturellement, il y faudra beaucoup de travail : rien ne se fait en une seule fois. Si vous fondez votre syndicat, si vous le développez, si vous l'étendez à toute la Russie, s'il se trouve en union très étroite avec les syndicats des ouvriers des villes, alors, grâce aux efforts conjugués de millions de travailleurs organisés de la campagne et des villes, nous résoudrons ce problème et nous sortirons du dénuement auquel une guerre de quatre ans nous a réduits, nous et tous les autres peuples. Nous en sortirons, non pour retourner à la vieille économie individuelle, désordonnée, qui voue les gens à l'ignorance, à la misère, à la dispersion, mais pour aller vers la grande exploitation collective, par associations.

Alors toutes les conquêtes de la science humaine, de la technique humaine, tous les perfectionnements, toutes les connaissances des spécialistes, tout devra être mis au service des travailleurs unis. Les ouvriers doivent devenir les maîtres de tout ; ils doivent eux-mêmes apprendre à diriger et à diriger ceux qui jusqu'ici, comme beaucoup d'agronomes par exemple, jouaient le rôle de commis des capitalistes contre les travailleurs. Ce n'est pas une tâche facile, mais on a déjà beaucoup fait dans les villes pour en venir à bout. Quant à vous, vous faites maintenant les premiers pas dans ce sens à la campagne. Je me permets de terminer en vous exprimant encore une fois le salut du Conseil des commissaires du peuple et ma ferme conviction que le syndicat que vous êtes en train de fonder se transformera très prochainement en un Syndicat unique des ouvriers agricoles de Russie. Il sera un réel soutien pour le pouvoir soviétique à la campagne, il sera un appui, une avant-garde pour la transformation de toute la vie rurale, de la vie des champs, de telle sorte qu'aucune exploitation, aucune domination des riches sur les pauvres ne puisse renaître sur le terrain du travail collectif, uni et fraternel. Tels sont mes vœux, camarades ! (Applaudissements.)

Un compte rendu abrégé fut publié le 14 mars 1919, dans le journal « Sévernaïa Kommouna » n° 58.
La publication intégrale en a été faite pour la première fois en 1923, dans la revue « Le Travailleur de la terre et de la forêt » nos 4-5

Conforme au sténogramme collationné sur le texte du journal

2

REPONSES A DES QUESTIONS ECRITES

On nous a remis ici deux questions écrites, toutes deux pour savoir si, dans les exploitations agricoles soviétiques, il était permis de garder du petit bétail, des potagers et des poulaillers privés. Je viens de demander le texte de la loi que nous avons discutée récemment au Conseil des Commissaires du Peuple et qui a été ratifiée par le Comité exécutif central. Cette loi a pour titre : « Décision sur l'aménagement socialiste de la terre et les mesures visant au passage à l'agriculture socialiste ». Je ne sais si ce texte se trouve ici. J'ai pris part à son élaboration et j'ai été rapporteur à la commission créée par le Comité exécutif central. Si j'ai bonne mémoire — nous avons édicté beaucoup de lois et il n'est pas possible de se les rappeler toutes sans référence — cette loi comporte un article interdisant aux travailleurs des exploitations soviétiques de posséder du bétail et des potagers individuels. Je demanderai qu'on retrouve cette loi et qu'on s'informe. (On passe à Lénine le texte de la loi.) Voilà le texte de l'article 46 : « Nul parmi les ouvriers et employés n'a le droit, dans les exploitations soviétiques, d'élever du bétail et des volailles et de cultiver des potagers particuliers. » On constate ainsi que vous n'étiez pas tous au courant de cette loi. Comme me l'a dit un camarade du présidium, cette question a justement été vivement débattue au cours de votre congrès. Voilà qui ne me paraît pas

très clair. On vient de me remettre l'exemplaire des *Izvestia* où cette loi a été publiée. Pourquoi y a-t-on inclus l'article en question ? Pour créer le travail collectif dans une exploitation collective. Si on se remet à élever du bétail et de la volaille à titre individuel, à cultiver des potagers privés, etc., alors il est probable qu'on en reviendra à la petite exploitation qui a existé jusqu'à présent. Etait-ce la peine alors de faire tant d'histoires ? Est-ce la peine de fonder une économie soviétique ? Bien entendu, si vous discutez de cette question parce que vous connaissez bien les conditions de travail dans la province de Pétrograd — à ce qu'on m'a dit, votre congrès réunit uniquement des représentants de cette province — et si, en vous fondant sur cette expérience, vous en concluez qu'en dépit de toutes les considérations en faveur des exploitations collectives, il faut faire, disons, une exception provisoire pour la province de Pétrograd, alors nous examinerons à nouveau cette question. Seulement, il vous faudra tâcher de nous prouver que cette exception est effectivement nécessaire, que la province de Pétrograd a des particularités qui n'existent pas ailleurs, sinon tout le monde pourrait demander la même chose. D'autre part, il doit être bien clair que cette mesure que vous recommandez au gouvernement, ou que vous exigez de lui, vous la considérez comme provisoire, car, en l'occurrence, on ne saurait mettre en doute que les exploitations soviétiques, celles qui méritent ce titre, doivent être basées sur le travail collectif. Le labeur de jadis, celui où le paysan travaillait chez lui, sur son lopin de terre, avec son bétail, sa volaille, sa herse, son araire, etc., nous l'avons vu pendant des années, pendant des siècles. Que ce soit en Russie ou ailleurs, nous savons parfaitement que le paysan ne peut en attendre qu'ignorance, misère, domination des riches sur les pauvres, car dans la dispersion il n'est pas possible de venir à bout des problèmes qui se posent à l'agriculture. On ne peut retrouver que la vieille misère : un pour cent, peut-être cinq pour cent deviendront plus ou moins riches, mais les autres vivront dans le dénuement. De là notre tâche actuelle : le passage à la culture de la terre en commun, le passage à la grande exploitation collective. Mais il ne peut y avoir aucune contrainte de la part du pouvoir soviétique ; aucune loi

n'en porte l'obligation. La commune agricole se fonde librement, le passage à la culture en commun ne peut être que volontaire ; il ne saurait y avoir la moindre contrainte dans ce domaine de la part du gouvernement ouvrier et paysan, et la loi l'interdit. Si quelqu'un parmi vous a été le témoin de telles contraintes, vous devez savoir que c'est un abus, une violation de la loi, que nous voulons absolument corriger, et que nous corrigerons. Les ouvriers agricoles organisés doivent nous y aider ; ce n'est que grâce à leur propre organisation qu'on parviendra à faire disparaître de tels abus. Autre chose les exploitations soviétiques : ce sont des entreprises qui n'ont jamais été entre les mains de petits patrons individuels. Le pouvoir soviétique les prend et déclare : nous y enverrons les agronomes disponibles et nous leur donnerons tout ce qui est resté comme instruments agricoles. Si nous réussissons à terminer la guerre et à conclure la paix avec l'Amérique, nous recevrons de là-bas des outils agricoles perfectionnés que nous donnerons aux exploitations soviétiques, afin que, par le travail collectif, on produise mieux, moins cher et plus qu'avant. Les exploitations soviétiques se donnent pour tâche d'apprendre peu à peu à la population rurale à édifier un régime nouveau, un régime de travail collectif, qui interdira à jamais à des petits groupes de riches de renaître et d'opprimer les pauvres, comme ils l'ont toujours fait non seulement dans nos villages, mais même dans ceux des républiques les plus libres. Vous savez parfaitement combien il est resté chez nous de paysans spéculateurs, qui ont amassé pendant la guerre des centaines de milliers de roubles et qui thésaurisent leurs roubles Kérenski pour les remettre en circulation et peser ainsi sur le paysan pauvre. Quel moyen de lutte peut-il y avoir dans ce cas ? Aucun autre que le passage à l'exploitation collective. La commune agricole doit se constituer librement sans aucune contrainte ; il en est de même en ce qui concerne la mise en culture collective de la terre. Les exploitations soviétiques possèdent la terre en tant que propriété de tout le peuple ; vous savez que toute propriété individuelle de la terre a été abolie, selon la revendication de l'immense majorité des paysans, le 26 octobre 1917, dans la première nuit qui a suivi notre révolution soviétique. Ces

terres, propriété de tout le peuple, mises à la disposition des grandes exploitations, constituent ce qu'on appelle les exploitations soviétiques. Est-il admissible que l'ancienne petite agriculture puisse se développer à nouveau sur les grandes exploitations soviétiques ? Vous êtes d'accord, je pense, que cela ne peut et ne doit pas être. Si les conditions pratiques d'exploitation dans la province de Pétrograd, conditions que vous connaissez bien et dont nous ne pouvions évidemment pas tenir compte, que nous pouvions ignorer, sont telles qu'après un examen attentif et approfondi de la question, vous concluez qu'on peut, pendant un certain temps, faire une exception pour cette province, alors, pour que nous puissions modifier notre décision, essayez de nous donner les preuves les plus précises possibles de cette nécessité. Et je puis vous donner l'assurance que, compte tenu de la décision de votre Congrès, l'affaire fera l'objet d'un nouvel examen au Conseil des Commissaires du Peuple, puis au Comité exécutif central. Nous étudierons la question de savoir si, dans l'article 46 qui interdit l'établissement de potagers individuels et l'élevage à titre privé du petit bétail, de la volaille, etc., il ne convient pas de faire une exception pour la province de Pétrograd, pour une courte période, et dans des conditions données. Si nous sommes d'accord pour dire qu'il faut passer à l'exploitation collective, si tout le travail est dirigé dans ce sens, nous ne refuserons pas pour autant de tenir compte de l'avis de gens bien informés des problèmes pratiques, et nous consentirons à telle ou telle exception, car il est parfois indispensable de faire des exceptions. Nous espérons que de cette façon ça marchera et que nous arriverons à jeter les bases d'une agriculture véritablement socialiste. (Applaudissements.)

Publié pour la première fois en 1926

Conforme au sténogramme

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DE LA MAISON DU PEUPLE A PETROGRAD LE 13 MARS 1919

COMPTE RENDU DE PRESSE

La principale question qui intéresse la plupart d'entre vous, c'est la situation du ravitaillement et ce qui a été entrepris de ce côté par le Conseil des Commissaires du Peuple. Je me permettrai de vous indiquer rapidement les mesures qui ont été prises. Nous sommes entrés dans un semestre difficile, dans une période de disette, où tous nos ennemis du dehors et de l'intérieur, entre autres les socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche et les menchéviks, à la faveur des difficultés que connaît la population, essayent de jouer là-dessus, de renverser le pouvoir des Soviets, et par là même, consciemment ou inconsciemment, de redonner le pouvoir aux propriétaires fonciers et aux capitalistes. Nous avons abordé une période où le stockage du blé a dépassé les possibilités de transport, et l'établissement du pouvoir soviétique en Ukraine nous permet de compter que, dans le semestre qui commence, les choses iront mieux que l'année dernière en ce qui concerne le ravitaillement, bien que nous allions au-devant d'un semestre encore plus dur que celui qui vient de s'écouler. Le fait qu'une partie importante des masses paysannes se soit tournée du côté du pouvoir soviétique est pour nous un sérieux avantage. Là où ont passé les Tchécoslovaques [11], au-delà de la Volga et dans la province d'Oufa, le sentiment

des paysans même aisés s'est radicalement modifié en faveur du pouvoir des Soviets, après la sévère leçon que les Tchécoslovaques leur ont infligée. Il y a quelques jours à peine, j'ai reçu une délégation de cinq cantons du district de Sarapoul, qui tout récemment ont réussi à expédier 40 000 pouds de blé sur Moscou et Pétrograd. Quand j'ai interrogé cette délégation sur l'attitude des paysans à l'égard du pouvoir soviétique, on m'a répondu : « Oui, les Tchécoslovaques nous ont donné une leçon, et nul maintenant ne nous éloignera du pouvoir des Soviets. » Dans d'autres endroits, comme l'Oural occidental, où il y a pourtant de grosses réserves de blé, les paysans sont maintenant pour le pouvoir soviétique. Il fut un temps où, sous l'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche (on sait que le S. R. de gauche Mouraviov a presque ouvert notre front aux Tchécoslovaques), les paysans de ces régions étaient hostiles aux Soviets. Mais les excès des officiers de l'armée tchécoslovaque, les sévices exercés sur la population, la volonté de restaurer intégralement le régime du tsar et des propriétaires fonciers, tout cela a ouvert les yeux des paysans. A l'heure actuelle, dans toutes ces provinces, les Soviets débordent d'une activité dont on ne peut même pas se faire une idée ici, car ici, dans les grands centres, le peuple est épuisé par de longues privations, tandis que là-bas, où les stocks de blé sont relativement importants, les exigences de l'estomac passent au second plan.

Voyons les détails. Dans la province d'Oufa, les réserves de blé atteignent 60 millions de pouds et l'emmagasinage va bon train. Mais nous nous y sommes heurtés à d'énormes difficultés de transport. Sur les lignes de chemins de fer Kazan-Sarapoul et Volga-Bougoulma se trouve déjà un stock de 10 millions de pouds de blé. Nous ne pouvons le faire partir faute de locomotives, de wagons, de combustible, et à cause de l'état d'usure incroyable où se trouve le service de traction. Pour renforcer la capacité de trafic marchandises de nos chemins de fer il nous a fallu recourir à une mesure radicale : le trafic voyageurs sera suspendu en Russie du 18 mars au 10 avril. Avant de décider cette mesure, nous en avons discuté avec les camarades cheminots et les spécialistes des questions ferroviaires, et

nous ne l'avons prise qu'après l'avoir examinée à fond et évalué ses résultats possibles. Les calculs ont établi que l'arrêt du trafic voyageurs libérera 220 locomotives qui, bien que de faible puissance, seront cependant en mesure de transporter 3 500 000 pouds de blé. Si nous considérons par contre ce que transportent les trafiquants — il y a eu des semaines où nous étions obligés d'autoriser le transport libre — on constate qu'en ces trois semaines, ils ne pourraient pas apporter plus de 200 000 pouds de blé. C'est ce calcul qui a tranché la question. Bien sûr, il se trouvera des koulaks, des spéculateurs et même des travailleurs pour jeter les hauts cris qu'on leur enlève la dernière possibilité de transporter ne fût-ce qu'un petit poud de blé ; nous savons que des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks surgiront et, profitant de la disette, dresseront la population contre le pouvoir soviétique. Mais ici, comme dans toutes les situations difficiles, nous ne compterons que sur la conscience des masses ouvrières avancées. Il vaut mieux subir des privations, se heurter à l'agitation hostile des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, mais regarder le danger en face et déclarer ouvertement : « Nous ne sortirons pas des difficultés du ravitaillement si nous ne prenons pas les mesures les plus énergiques, si nous ne tendons pas toutes nos forces pour le transport du blé. » Dans beaucoup d'endroits, le blé destiné au transport est amoncelé dans les gares, à même le sol, et avec le dégel, il sera emporté par l'eau. Il faut se hâter de le charger et de le transporter. En prenant cette décision, nous avons tenu compte de tous les à-côtés. Nous savons qu'à la veille de Pâques les déplacements des travailleurs par chemin de fer s'intensifient, et c'est pourquoi le trafic voyageurs sera rétabli avant Pâques. Nous savons que les trains de banlieue sont indispensables aux ouvriers, et c'est pourquoi là, le trafic ne sera pas interrompu. Nous avons envoyé sur les lieux les camarades les plus expérimentés et les plus énergiques ; l'adjoint du Commissaire du Peuple au Ravitaillement, le camarade Brioukhanov, qui connaît parfaitement la province d'Oufa, s'y est rendu. Il sera aidé par les camarades de l'administration militaire, car le front se trouve non loin de là. Des camarades de l'administration militaire ont également été détachés pour la ligne Kazan-Sarapoul. Ils

ont pour tâche de mobiliser la paysannerie locale et de tout faire pour l'évacuation du blé, ne serait-ce que jusqu'à Kazan, ce qui sauvera le blé, et nous permettra de l'acheminer vers les capitales et les localités qui n'en produisent point. C'est là-dessus que nous fondons notre espoir de vaincre la famine. Les calculs des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires spéculant sur le malheur public seront déjoués une fois de plus.

A la différence de l'année dernière, où les Tchécoslovaques nous attaquaient et nous avaient enlevé les plus riches régions céréalières, nous avons maintenant deux nouvelles sources de blé sur lesquelles nos services de ravitaillement ne pouvaient compter l'automne dernier, quand ils établissaient leur plan d'approvisionnement pour l'année : ce sont l'Ukraine et la région du Don. En automne dernier, l'Ukraine était encore sous la domination des Allemands. Les impérialistes allemands avaient promis de fournir à l'Allemagne 60 millions de pouds de blé ukrainien et de détruire, grâce à cet apport, tout germe de bolchévisme dans les masses populaires de leur pays. En fait, les choses se sont passées tout autrement : au lieu de 60 millions de pouds, les Allemands n'ont emporté que 9 millions de pouds de blé, et en même temps que ce blé, ils ont importé le bolchévisme en Allemagne où il a si magnifiquement germé. A l'heure présente, le bolchévisme se bat dans les rues de Berlin contre les social-traîtres qui arrosent la ville du sang des ouvriers. Nous savons que ces traîtres seront vaincus, comme Kérenski l'a été chez nous. (Applaudissements.)

Outre l'Ukraine, nous avons encore la région du Don. Les cosaques de Krasnov ont pu s'y maintenir grâce à l'or étranger : allemand d'abord, puis anglo-français. Mais cela ne les a pas aidés. Notre victoire sur les cosaques est assurée. A l'heure actuelle, nous tenons la ligne Tsaritsyne-Likhaïa, celle qui réunit les réserves de blé et les réserves de charbon. Ainsi donc, deux sources d'approvisionnement : l'Ukraine et le Don. En Ukraine, nous avons affaire à une république soviétique, république sœur, avec laquelle nous sommes dans les meilleurs termes. Elle envisage la question de l'aide à nous apporter, non pas dans un esprit mercantile, non pas à la manière de spéculateurs, mais

uniquement avec l'ardent désir de secourir le Nord affamé. Le premier devoir socialiste de chaque citoyen d'Ukraine, c'est d'aider le Nord. Mais en Ukraine aussi les difficultés sont très grandes. Le Conseil des Commissaires du Peuple a convoqué à plusieurs reprises le camarade Rakovski pour s'entretenir avec lui, et a envoyé en Ukraine des camarades des milieux militaires. Nous avons pu nous rendre compte qu'au point de vue de l'organisation la situation y est encore plus mauvaise que chez nous au lendemain de la révolution d'Octobre. Kérenski nous avait laissé alors en héritage un certain appareil de ravitaillement. Certes, les hauts fonctionnaires de cet organisme faisaient du sabotage et venaient à Smolny moins pour travailler avec nous que pour marchander. Mais nous avons brisé leur résistance, et finalement nous les avons tout de même obligés à travailler. En Ukraine, il n'y a même pas d'appareil de ravitaillement. Les Allemands, tant que la force était de leur côté, ne faisaient que piller, et naturellement, aucune organisation, aucun appareil n'est resté après eux. Il n'y a personne pour s'occuper de l'approvisionnement, ni de grands centres ouvriers qui pourraient fournir du monde. Le bassin du Donetz a été détruit à un point inimaginable. Aujourd'hui encore, en plein cœur du bassin, errent des bandes de cosaques qui pillent sans merci la population. De tous les coins de l'Ukraine monte le cri : donnez-nous des ouvriers ! Nous y avons organisé un bureau de ravitaillement composé de représentants du mouvement syndical ; nous y transférons des travailleurs expérimentés des provinces de Voronèje et de Tambov et faisons appel pour les organismes en question aux prolétaires les plus avancés des villes. Malgré tout cela, il n'y a pas de stocks de blé en Ukraine, ni d'organismes acheteurs ; les paysans se montrent méfiants à l'égard du papier-monnaie, et nous ne pouvons pas donner de marchandises en échange. En dépit de toutes ces conditions défavorables, nous avons chargé nos camarades d'Ukraine de livrer à la Russie 50 millions de pouds de blé pour le 1er juin 1919. Je pense que cette tâche ne sera pas remplie intégralement. Mais si nous obtenons la moitié ou les deux tiers, ce sera déjà une bonne chose.

Lénine indique ensuite que nos victoires dans la région

du Don n'ont été rendues possibles que grâce à l'activité politique et culturelle dans les rangs de l'Armée Rouge. Cette activité a provoqué un tournant psychologique, grâce auquel notre Armée Rouge a reconquis le Don. (Vifs applaudissements.)

En général, notre Armée Rouge se renforce de jour en jour. Même les spécialistes militaires bourgeois reconnaissent que l'armée se désagrège dans les pays impérialistes, tandis que la nôtre se forme, se consolide et prend des forces. Dans la région du Don également, il y a de grandes réserves de blé, mais pas non plus d'organisme de ravitaillement. Notre armée s'y trouve, par contre, bien disciplinée, ce qui représente déjà un appareil susceptible de nous assurer le blé avec moins de frais et plus de résultats.

Je dois faire remarquer que les Tchécoslovaques et les cosaques continuent leur tactique : ils détruisent ce qu'ils peuvent. Après avoir fait sauter le pont de chemin de fer sur la Volga, ils ont détruit tous les autres ponts et rendu inutilisables les principales voies de chemin de fer au-delà de la Volga. Nous avons longuement examiné au Conseil des Commissaires du Peuple les moyens de restaurer au moins deux lignes ferroviaires : Liski-Rostov et Likhaïa-Tsaritsyne. Des mesures décisives ont été adoptées, et à la dernière réunion du Conseil de la Défense, lundi 10 mars, on a pu constater que tous les instruments et matériaux pour ces voies ferrées sont déjà à pied d'œuvre, et que le trafic reprendra avant le dégel.

Ayant rappelé, une fois de plus, l'aide alimentaire que nous apporteront le Don et l'Ukraine, Lénine s'est écrié : « Ce semestre sera le dernier semestre pénible ! » (Applaudissements.)

La situation internationale, bien que préoccupante, s'est tout de même améliorée. Vous avez tous vu et entendu les délégués étrangers à la IIIe Internationale [12] qui, dans leurs rapports et leurs déclarations, soulignent que la voie dans laquelle nous nous sommes engagés est juste et sûre. Le bolchévisme a acquis une importance mondiale. La preuve en est que les démocraties bourgeoises les plus avancées, si férues de leur liberté, prennent des mesures de répression contre les bolchéviks. La république bourgeoise la plus riche, les Etats-Unis, avec sa population

de 100 millions d'habitants, se hâte d'expulser hors de ses frontières quelques centaines de bolchéviks russes dont la majorité ne connaît même pas la langue anglaise. Pourquoi cette peur du bolchévisme ? Les journaux nous informent qu'à Paris, dans les réunions ouvrières, même les travailleurs qui n'ont pas de sympathie particulière pour les bolchéviks ne laissent pas placer un mot aux orateurs qui nous sont hostiles. (Applaudissements.) En dépit de tous les mensonges et des infâmes calomnies que la presse de l'Europe occidentale répand chaque jour sur notre compte, le peuple a compris la vérité et se met du côté des bolchéviks. Laissons la presse bourgeoise française dire que les bolchéviks sont des monstres du genre humain, qu'ils dévorent les petits enfants ; les travailleurs de France ne la croient pas.

Nous avons atteint ce résultat que le mot « Soviet » est devenu compréhensible dans toutes les langues. Les masses ont compris que leur salut est dans le pouvoir des ouvriers et des paysans, dans les Soviets. C'est pourquoi il nous a été si facile d'arriver à un accord au Congrès de la IIIe Internationale, à Moscou. Dans les coins les plus reculés, dans quelque bourgade italienne, des journaliers, des ouvriers se réunissent et déclarent : « Nous saluons les spartakistes allemands et les soviétistes russes et demandons que leur programme devienne celui des ouvriers du monde entier. » Je répète ici ce que j'ai déjà dit à Moscou [13]. Cela montre que la victoire est à nous, et qu'il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet. Malgré tous les mensonges de la presse bourgeoise, nous avons conquis la sympathie des ouvriers. Au même moment, à la conférence de la paix, les impérialistes, loin de pouvoir s'entendre, sont prêts à se jeter les uns sur les autres. La contagion bolchévique s'est déjà étendue à tous les pays d'Europe et d'Amérique. Les expulsions de bolchéviks ne serviront à rien. Même si l'Europe occidentale avait dressé entre elle et nous une muraille de Chine, même si tous les bolchéviks russes avaient roulé aux abîmes, cela n'aurait pas remédié à la situation des impérialistes occidentaux. Les masses populaires ont compris que le parlement ne pouvait les aider à améliorer leur vie, qu'il fallait pour cela le pouvoir des ouvriers, les Soviets. La guerre a créé des dettes énormes, et les impé-

rialistes sont assez fous pour exiger des peuples le paiement des emprunts de guerre. Ils disent aux peuples : « Nous avons été assez bons pour permettre le massacre de 10 millions d'hommes, payez-nous donc des milliards pour régler la question de nos profits. » Les impérialistes de tous les pays vont rouler dans le même précipice que leurs congénères d'Allemagne. (Vifs applaudissements.)

« Sévernaïa Kommouna » n° 58, le 14 mars 1919

Conforme au texte du journal

SUCCES ET DIFFICULTES DU POUVOIR DES SOVIETS

Paru en brochure en mars-avril 1919 aux Editions du Soviet des députés ouvriers et soldats rouges de Pétrograd. Postface publiée pour la première fois en 1922

Conforme au texte de la brochure. Postface conforme au manuscrit

Maintenant que nous avons réussi à reconstituer l'Internationale révolutionnaire, l'Internationale communiste, maintenant que la forme soviétique du mouvement est devenue par elle-même le programme à la fois théorique et pratique de la IIIe Internationale, maintenant que cela est fait, il apparaît tout à fait opportun de rappeler le développement général des Soviets. Qu'est-ce que les Soviets ? Quelle est la signification de cette forme créée par les masses et que personne n'a inventée ?

Ce n'est que de ce point de vue, il me semble, qu'on peut apprécier à leur juste valeur les tâches qui s'imposent à nous, qui incombent au pouvoir conquis par le prolétariat, et la façon dont nous avons essayé d'y faire face, et dont nous y avons fait face, au cours de l'année écoulée, alors que nous avions déjà la dictature du prolétariat en Russie.

Ce n'est que du point de vue du rôle général des Soviets, de leur portée générale, de leur place dans l'évolution historique, qu'on peut comprendre dans quelle situation nous nous sommes trouvés, pourquoi nous avons dû agir ainsi et non autrement, et à partir de quoi il faut vérifier, en regardant en arrière, si les pas que nous avons faits étaient justes ou non.

Une vue plus générale, plus large ou de loin la plus profonde, nous est aujourd'hui doublement nécessaire parce que les militants du Parti doivent maintenant noter en Russie, et parfois souffrir des insuffisances, des défauts, des faiblesses de leur travail, dus au fait que l'exécution

pratique de certaines besognes d'administration courantes de toute urgence, immédiates et pressantes, qui s'imposent et incombent au pouvoir des Soviets, accapare souvent et encombre l'esprit, nous oblige, malgré tous nos efforts — et il n'y a rien à faire ici contre les conditions dans lesquelles se déroule notre activité, — à consacrer trop d'attention à de petits détails d'administration et à perdre de vue le développement général de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, son développement à travers le pouvoir des Soviets ou, plus exactement, à travers le mouvement soviétique, à travers le difficile cheminement des masses prolétariennes à l'intérieur des Soviets — ce que tous nous avons vécu et oublié — à travers la tentative de réaliser la dictature dans les Soviets.

Telles sont les difficultés qui pèsent sur nous, et voilà, à mon avis, les questions générales sur lesquelles il faut nous efforcer d'attirer l'attention, pour nous arracher nous-mêmes, autant que possible, aux détails administratifs qui retombent sur tous ceux qui font le travail pratique des Soviets, et pour comprendre quel grand pas il nous reste à faire, à nous, détachement de l'armée prolétarienne du monde.

Vaincre à l'échelle universelle, entièrement, définitivement, on ne le peut dans la seule Russie, et on ne le pourra que lorsque le prolétariat aura vaincu au moins dans tous les pays avancés, et en tout cas dans plusieurs parmi les plus grands. Alors seulement nous pourrons dire, en toute certitude, que la cause du prolétariat a triomphé, que notre premier objectif, le renversement du capitalisme, est atteint.

Il l'a été chez nous, dans un seul pays, ce qui nous a placés devant un second objectif. Si le pouvoir des Soviets est devenu une réalité, si la bourgeoisie a été renversée dans un pays, la deuxième tâche à accomplir est la lutte à l'échelle internationale, la lutte sur un autre plan, la lutte de l'Etat prolétarien dans l'entourage d'Etats capitalistes.

Situation exceptionnellement nouvelle et difficile.

D'autre part, le pouvoir de la bourgeoisie étant renversé, organiser l'édification devient la tâche principale.

Les socialistes jaunes qui, réunis à Berne, se préparent à nous procurer l'agrément d'une visite d'étrangers de

marque, aiment par-dessus tout à lancer des phrases dans le genre de celle-ci : « Les bolchéviks croient en la toute-puissance de la violence. » Cette phrase montre simplement que ses auteurs, dans le feu de la lutte révolutionnaire, alors que la violence de la bourgeoisie pèse sur eux de tout son poids — voyez ce qui se passe en Allemagne — sont incapables d'enseigner à leur prolétariat la tactique de la *violence nécessaire*.

Il est des situations où la violence est à la fois nécessaire et utile, et il en est d'autres où elle ne peut donner aucun résultat. Certains exemples montrent pourtant que cette différence n'a pas été comprise de tout le monde, et il faut en parler. En Octobre la violence, le renversement de la bourgeoisie par le pouvoir des Soviets, l'élimination de l'ex-gouvernement, la violence révolutionnaire en un mot nous a valu de brillants succès.

Pourquoi ? En premier lieu, parce que les masses étaient organisées en Soviets ; en second lieu, parce que l'ennemi, la bourgeoisie, avait été miné, sapé, usé au cours d'une longue période politique allant de février à octobre, comme un bloc de glace par les eaux printanières : intérieurement l'ennemi était déjà réduit à l'impuissance. Et le mouvement d'Octobre, si on le compare ne serait-ce qu'avec le mouvement révolutionnaire actuel en Allemagne, nous a donné si facilement une victoire complète et brillante de la violence révolutionnaire.

Peut-on supposer que ce chemin, cette forme de lutte, cette victoire facile de la violence révolutionnaire serait réalisable en dehors de ces conditions ?

Le supposer serait commettre la plus grande erreur. Et plus les victoires révolutionnaires remportées dans certaines conditions sont grandes, plus fréquent est le danger de nous laisser séduire par ces victoires sans envisager avec sang-froid, avec calme et attention, quelles conditions les ont rendues possibles.

Quand nous eûmes détruit, pour ainsi dire, fil à fil la trame du gouvernement Kérenski, le ministère de coalition de Milioukov, quand on eut essayé de toutes les combinaisons ministérielles possibles, quand nous les eûmes contraints à un chassé-croisé ministériel de droite à gauche et de gauche à droite, de bas en haut et de haut en bas, il apparut,

comme dans la fable russe, qu'ils avaient beau choisir leurs places dans l'orchestre, ils n'en étaient pas moins de piètres musiciens ; et ils furent emportés comme plume au vent.

Y a-t-il, dans ce qui devient maintenant notre tâche pratique à l'égard de l'impérialisme mondial, une analogie avec cette situation ? Certes, non.

C'est pourquoi, dans notre politique extérieure, la question de la paix de Brest-Litovsk nous a valu de si grandes difficultés. Le caractère de masse du mouvement nous a aidés à les surmonter.

Mais où est la cause des erreurs qui faisaient penser alors à une partie de nos camarades que nous commettions un crime effroyable ? Il y a encore aujourd'hui, çà et là, parmi les gens qui savent manier la plume et qui s'imaginent représenter quelque chose personnellement, avoir de l'expérience, pouvoir enseigner, etc., des originaux qui continuent à affirmer que la paix de Brest-Litovsk ne fut qu'un accommodement avec l'impérialisme allemand.

En effet, ce fut un accommodement, comme c'en fut un de nous « accommoder » avec le tsar pour entrer dans l'écœurante Douma réactionnaire et la faire sauter de l'intérieur.

Pouvait-on compter renverser l'impérialisme mondial au moyen de la seule violence, sans un développement correspondant du prolétariat dans les pays impérialistes ?

Poser la question en ces termes — et en tant que marxistes nous avons toujours enseigné à ne la poser qu'en ces termes, — c'est montrer que pratiquer ici une politique de violence eût été purement et simplement une absurdité, une bêtise et une totale incompréhension des conditions dans lesquelles une politique de violence est valable.

Nous le voyons maintenant. L'expérience nous a enrichis.

Au temps de la paix de Brest-Litovsk, quand nous devions rassembler des forces et créer, parmi les difficultés les plus douloureuses, le fondement de la nouvelle armée, de l'Armée Rouge, dans un pays dévasté et torturé plus qu'aucun autre par la guerre, quand nous bâtissions pierre à pierre, dans la première moitié et au début de la seconde moitié de 1918, le fondement d'une véritable Armée Rouge socialiste, à cette époque l'impérialisme des autres pays était sapé par la désorganisation intérieure, par la montée des protestations, et perdait ses forces.

La violence révolutionnaire l'emporta en Allemagne quand une lutte qui avait duré de longs mois eut miné l'impérialisme dans ce pays ; il en va de même maintenant jusqu'à un certain point — jusqu'à un certain point mais pas entièrement — dans les pays de l'Entente.

Un Américain dépourvu d'idées préconçues, qui a observé directement et très attentivement ce qui se passe en Europe occidentale, me disait récemment : « La France est certainement à la veille de la plus grande déception, d'une faillite de ses illusions ; on nourrit les Français de promesses, en leur répétant qu'ils ont vaincu. » Les vieux sentiments patriotiques du peuple français, la rancœur causée par la défaite de 1870, l'indignation véhémente de voir le pays, après quatre ans de guerre, dépeuplé, saigné, épuisé, tout cela sert à la bourgeoisie de prétexte pour pousser au chauvinisme : « Nous avons vaincu les Allemands, nous allons nous remplir les poches et nous reposer ! » Mais cet Américain lucide, qui voit les choses en homme d'affaires, disait : « L'Allemand ne paiera pas, parce qu'il n'a pas de quoi payer. »

C'est bien pourquoi le peuple français est nourri de promesses et de contes sur l'imminence de la paix, de la victoire définitive. Mais cette paix, c'est la faillite de toutes les espérances de sortir du sanglant bourbier un tant soit peu vivant, bras et jambes cassés, mais vivant. On ne peut s'en sortir, de cette paix, sous l'ancien régime capitaliste, parce que la guerre a accumulé une telle montagne de dettes capitalistes, un tel amas de ruines dans l'ensemble du monde capitaliste, qu'on ne peut s'en tirer qu'en renversant cette montagne elle-même.

Ceux-là mêmes qui ne sont pas révolutionnaires, qui ne croient pas à la révolution et qui la craignent, en discutent tout de même théoriquement et seront contraints par le cours des événements, par les conséquences de la guerre impérialiste, de reconnaître qu'il n'y a pas d'autre issue que la révolution.

Je le répète, j'ai été très frappé par l'appréciation que cet Américain, d'un point de vue d'homme d'affaires, a donnée de la situation, lui qui évidemment ne s'occupe pas de théorie de la lutte de classes et considère cela sincèrement comme des sottises, mais qui s'intéresse aux

millions et aux milliards et qui, sachant compter, demande : « Paieront-ils ou ne paieront-ils pas ? » et répond, toujours du point de vue du calcul commercial le plus pratique : « Ils n'ont pas de quoi payer ! On ne touchera pas 20 kopecks par rouble ! »

Telle est la situation dans laquelle nous voyons, au sein de tous les pays de l'Entente, une vaste et large effervescence née de la sympathie des ouvriers pour la forme soviétique.

C'est ainsi qu'à Paris la foule — qui est peut-être la plus sensible des foules populaires, parce qu'à Paris elle a passé par toute une école et accompli une série de révolutions, — cette foule si ouverte, qui ne permettrait pas à un orateur de faire une fausse note, interrompt maintenant ceux qui osent élever la voix contre le bolchévisme ; or, il y a quelques mois à peine on ne pouvait, devant cette même foule parisienne, souffler mot en faveur du bolchévisme sans s'attirer des railleries.

Et pourtant à Paris, la bourgeoisie met en œuvre contre le bolchévisme tout son système de mensonges, de calomnies et de tromperies. Nous savons ce que c'est, nous, bolchéviks, qui avons été vilipendés en 1917 par toute la presse bourgeoise. Chez nous, MM. les bourgeois se sont légèrement trompés et ont passé la mesure, en pensant attirer les bolchéviks dans leurs filets de mensonges et de calomnies ; ils ont à tel point passé la mesure, forcé la note dans leurs invectives qu'ils nous ont fait de la publicité gratuite et ont obligé les ouvriers les plus arriérés eux-mêmes à se dire : « Si les bolchéviks se font tellement attaquer par les capitalistes, c'est sans doute que ces bolchéviks savent se battre contre les capitalistes ! »

C'est pourquoi la politique que nous avons dû mener au moment de la paix de Brest-Litovsk, la paix la plus atroce, la plus dure, la plus humiliante, s'est-elle révélée la seule juste.

Je pense qu'il n'est pas inutile d'évoquer cette politique une fois encore, alors que notre situation vis-à-vis des pays de l'Entente devient analogue, ces pays étant, comme alors, pleins du désir insensé de rejeter sur la Russie leurs dettes, leur misère, leur ruine, de piller et d'écraser la

Russie pour détourner d'eux-mêmes l'indignation croissante de leurs propres masses laborieuses.

A considérer les choses sainement, nous devons nous dire en toute clarté, si nous ne voulons pas nous bourrer le crâne et le bourrer aux autres — ce qui, pour un révolutionnaire, est une occupation nuisible, — nous devons dire que l'Entente est plus forte que nous au point de vue militaire. Mais si nous prenons les choses dans leur développement, nous dirons avec la même netteté et la même certitude, fondées non seulement sur nos convictions révolutionnaires, mais aussi sur l'expérience, que cette puissance des pays de l'Entente est éphémère ; ils sont à la veille d'un revirement formidable dans l'état d'esprit de leurs populations.

Ils ont nourri de promesses les ouvriers français et anglais : « Nous achèverons de piller l'univers et tu mangeras à ta faim ! » Voilà ce que clame toute la presse bourgeoise, enfonçant cette idée dans la tête des masses peu évoluées.

Mettons que dans quelques mois, les puissances signeront la paix, à moins que d'ici là elles ne se bagarrent entre elles, ce que laissent prévoir divers indices sérieux. Mais si elles réussissent à signer la paix sans se prendre aux cheveux ou à la gorge, cette paix sera le commencement d'une banqueroute immédiate, parce qu'elles ne sont pas en mesure de payer les dettes fabuleuses et de remédier aux dévastations sans nom, alors qu'en France la production du blé a baissé de plus de moitié, que partout la famine frappe à la porte et que les forces productives sont détruites.

A considérer les choses sainement, il faut reconnaître que cette façon de juger la situation, qui nous a donné une mesure si juste pour apprécier la révolution russe, augmente de jour en jour notre certitude d'une révolution mondiale. Nous savons que les ruisseaux qui vont emporter les glaciers de l'Entente — les glaciers du capitalisme et de l'impérialisme — grossissent de jour en jour.

D'une part, les pays de l'Entente sont plus forts que nous, mais d'autre part, leur situation intérieure est telle qu'ils ne peuvent de toute façon tenir bien longtemps.

De cette situation découlent les problèmes complexes de politique internationale, problèmes que nous aurons peut-être et même probablement à résoudre dans les jours qui viennent ; je ne suis pas assez au courant des aspects

concrets de ces problèmes, mais je voudrais en parler spécialement pour que l'expérience de l'activité du Conseil des Commissaires du Peuple, en matière de politique étrangère, vous apparaisse sous une forme claire et attachante.

Notre expérience essentielle, c'est la paix de Brest-Litovsk. C'est là ce qu'il y a de plus important dans le bilan de la politique étrangère du Conseil des Commissaires du Peuple. Nous avons dû temporiser, battre en retraite, louvoyer, signer la paix la plus humiliante, pour avoir ainsi la possibilité de jeter les fondements de la nouvelle armée socialiste. Ces fondements ont été jetés, et notre puissant adversaire, naguère le plus fort, est déjà réduit à l'impuissance.

Les choses vont en ce sens dans le monde entier, et c'est là la leçon principale, capitale, qu'il faut s'assimiler le mieux possible et s'efforcer de comprendre le plus clairement possible, pour ne pas commettre de fautes dans les questions très compliquées, très difficiles, très embrouillées de politique étrangère, qui, du jour au lendemain, se poseront au Conseil des Commissaires du Peuple, au Comité exécutif central, et d'une façon générale à tout le pouvoir des Soviets.

Sur ce, j'en termine avec la politique extérieure, pour passer à d'autres questions très importantes.

Pour ce qui est de l'activité militaire, camarades, il y a un an — en février et mars 1918 — nous n'avions aucune armée. Nous avions à peu près dix millions d'ouvriers et de paysans en armes, composant l'ancienne armée, tout à fait démoralisés, possédés du désir de s'en aller et bien décidés à le faire, à fuir et à tout lâcher quoi qu'il advienne.

Ceci était alors considéré comme un phénomène exclusivement russe. On pensait que les Russes, à cause de leur impatience ou de leur manque d'esprit d'organisation, ne pourraient tenir, mais que les Allemands tiendraient.

Voilà ce qu'on nous disait. Mais nous voyons maintenant, après quelques mois, que l'armée allemande, qui était infiniment supérieure à la nôtre quant à la culture générale, à la technique, à la discipline, quant aux conditions humaines faites aux malades et aux blessés, quant aux permissions, etc., l'armée allemande, avec toute son organisation, en arrive aux mêmes résultats. Les masses les plus culti-

vées et les plus disciplinées n'ont pu résister au massacre, aux années de massacre : une période de décomposition absolue s'est ouverte, et l'armée allemande, si bien organisée, a fléchi.

Il est évident qu'il y a une limite, et pas seulement pour la Russie, mais pour tous les pays. Limite différente selon les pays, mais au-delà de laquelle continuer la guerre pour les intérêts des capitalistes est impossible. Voilà ce que nous observons à présent.

L'impérialisme allemand s'est démasqué jusqu'au bout, montrant sa rapacité. Le plus important, c'est que même en Amérique et en France, dans ces fameuses démocraties (démocraties sur lesquelles bavardent les traîtres au socialisme, menchéviks et S.R., pauvres gens qui se veulent socialistes), dans ces démocraties avancées du monde, dans ces républiques, l'impérialisme se fait chaque jour plus arrogant et se révèle aussi sauvage et aussi rapace que partout ailleurs. Les impérialistes pillent le monde, se bagarrent entre eux, s'arment les uns contre les autres. On ne peut pas cacher cela longtemps. On pouvait le cacher dans l'enivrement de la guerre. Mais l'enivrement passe, la paix se rapproche et les masses voient, précisément dans ces démocraties, en dépit de tous les mensonges, que la guerre a conduit à de nouveaux pillages. La république la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un accoutrement pour le bandit le plus féroce et le plus cynique, qui est prêt à ruiner des centaines de millions d'hommes pour payer ses dettes, c'est-à-dire pour payer Messieurs les impérialistes et les capitalistes qui ont bien voulu permettre aux ouvriers de s'entrégorger. Cela devient de jour en jour plus évident aux yeux des masses.

Telle est la situation qui rend possible des manifestations politiques telles que cet article d'un rédacteur militaire publié dans le journal de la bourgeoisie la plus riche et la plus experte en politique, dans le *Times* anglais, article où les événements sont appréciés dans les termes suivants : « Les armées se désagrègent dans le monde entier ; il n'y a qu'un pays où l'armée est en voie de formation. Ce pays, c'est la Russie. »

Tel est le fait que la bourgeoisie, beaucoup plus forte au point de vue militaire que le bolchévisme soviétique,

est contrainte de reconnaître. Et avec ce fait, nous abordons l'examen de ce que nous avons fait en un an de travail soviétique.

Nous avons réussi à déterminer un revirement tel qu'au lieu d'une armée de dix millions d'hommes en débandade, incapable de supporter plus longtemps les horreurs de la guerre et comprenant que cette guerre était criminelle, a commencé à se former, par centaines de milliers, une armée socialiste, sachant pourquoi elle se bat, consentant plus de sacrifices et de privations que sous le tsarisme, parce qu'elle sait qu'elle défend sa propre cause, sa propre terre, son propre pouvoir à l'usine, le pouvoir des travailleurs, et que les travailleurs des autres pays s'éveillent, difficilement et péniblement, mais s'éveillent tout de même.

Telle est la situation qui caractérise une année d'expérience du pouvoir soviétique.

La guerre est infiniment dure pour la Russie soviétique, elle est infiniment dure pour un peuple qui a subi pendant quatre ans les horreurs de la guerre impérialiste. La guerre est infiniment pénible pour la Russie soviétique. Mais en ce moment nos puissants ennemis reconnaissent que leurs armées se désagrègent, tandis que la nôtre est en voie de formation. Parce que, pour la première fois dans l'histoire, l'armée se forme dans une étroite relation, dans une relation indissoluble, on peut même dire dans une indissoluble fusion des Soviets et de l'armée. Les Soviets groupent tous les travailleurs et tous les exploités, et l'armée se constitue sur les bases de la conscience et de la défense socialistes.

Un monarque prussien du XVIII^e^ siècle a dit, et c'était fort intelligent : « Si nos soldats comprenaient pourquoi nous nous battons, on ne pourrait plus faire une seule guerre. » Ce vieux monarque prussien n'était pas bête. Mais nous sommes disposés à dire aujourd'hui, comparant notre situation à la sienne : « Nous pouvons faire la guerre parce que les masses savent pourquoi elles se battent, et veulent se battre malgré des difficultés inouïes (je le répète, les charges de la guerre sont actuellement plus lourdes que sous le tsarisme) sachant qu'elles auront à consentir des sacrifices désespérés, presque au-dessus de leurs forces, pour défendre leur cause socialiste et combattre à côté des

ouvriers des autres pays qui, « démoralisés », ont commencé à comprendre notre situation. »

Il y a des imbéciles qui crient au militarisme rouge ; ce sont des escrocs de la politique, qui font semblant de croire à cette bourde et lancent des accusations de ce genre à droite et à gauche, utilisant pour cela leurs talents d'avocats habiles à bâtir des raisonnements faux et à jeter de la poudre aux yeux des masses. Et menchéviks et socialistes-révolutionnaires de crier : « Voyez, au lieu de socialisme, on vous sert le militarisme rouge. »

« Horrible » crime en vérité ! Les impérialistes du monde entier se sont jetés sur la République russe pour l'étrangler, et nous nous sommes mis à créer une armée qui, pour la première fois dans l'histoire, sait pourquoi elle se bat, pourquoi elle se sacrifie, et résiste avec succès à un ennemi numériquement supérieur, contribuant, à chaque mois de résistance, dans une mesure sans analogue dans le passé, à rapprocher la révolution mondiale. Et c'est ce que l'on taxe de militarisme rouge !

Je le répète : ou bien ce sont des imbéciles, qui ne résistent pas au moindre examen politique, ou bien ce sont, en politique, des escrocs.

Tout le monde sait que cette guerre nous est imposée ; au début de 1918, nous mettions fin à l'ancienne guerre sans en commencer de nouvelle ; tout le monde sait que les blancs marchèrent sur nous à l'Ouest, au Sud, à l'Est, uniquement grâce à l'appui de l'Entente, qui jetait les millions à droite et à gauche ; des stocks formidables de munitions et d'équipement qui restaient de la guerre impérialiste ont été rassemblés par les pays avancés et consacrés à soutenir les gardes blancs, car Messieurs les millionnaires et les milliardaires savent que leur destin se décide ici, qu'ils y périront s'ils ne nous écrasent pas sans délai.

La République socialiste fait d'immenses efforts, consent des sacrifices, remporte des victoires. Si l'on jette maintenant, après un an de guerre civile, un coup d'œil sur la carte, en se demandant ce qu'était la Russie des Soviets en mars 1918 et ce qu'elle devint en juillet 1918, lorsque les impérialistes allemands tenaient, à l'Ouest, la ligne fixée par la paix de Brest-Litovsk et imposaient leur joug à l'Ukraine, tandis qu'à l'Est, les Tchécoslovaques

achetés par les Français et par les Anglais étaient les maîtres jusqu'à Kazan et Simbirsk, et si l'on consulte une carte actuelle, on voit que nous nous sommes prodigieusement agrandis, que nous avons remporté d'importantes victoires.

Dans cette situation, seuls les escrocs de la politique, les plus malpropres et les plus vils, peuvent prononcer de grands mots et nous accuser de militarisme rouge.

Des révolutions que l'on puisse, après avoir vaincu, mettre dans sa poche pour s'endormir ensuite sur ses lauriers, l'histoire n'en a pas connu. Quiconque pense que de telles révolutions sont concevables, loin d'être un révolutionnaire, est un des pires ennemis de la classe ouvrière. Il n'y a jamais eu de révolution de cette sorte, même secondaire, même bourgeoise, où il ne s'agissait que du passage du pouvoir d'une minorité possédante à une autre. Nous en connaissons des exemples ! La Révolution française, contre laquelle se coalisèrent au début du XIX^e^ siècle, pour l'écraser, les vieilles puissances, est grande justement parce qu'elle a su dresser pour la défense de ses conquêtes les larges masses populaires, qui ont résisté au monde entier ; c'est là l'un de ses grands mérites.

Une révolution subit les épreuves les plus sérieuses dans la réalité, dans la lutte, au feu. Si tu es opprimé, exploité, et si tu penses jeter bas le pouvoir des exploiteurs, si tu es décidé à aller jusqu'au bout dans cette action, tu dois savoir que tu auras à faire face à la pression des exploiteurs du monde entier ; et si tu es prêt à résister à cette pression et à consentir de nouveaux sacrifices pour tenir dans le combat, tu es un révolutionnaire ; dans le cas contraire, tu seras écrasé.

C'est ainsi que l'histoire de toutes les révolutions pose la question.

L'épreuve véritable de notre révolution c'est que, dans un pays arriéré, nous avons su prendre le pouvoir plus tôt que d'autres, conquérir la forme soviétique de gouvernement, le pouvoir des exploités et des travailleurs. Saurons-nous le garder jusqu'au moment tout au moins où les masses des autres pays entreront en mouvement ? Si nous ne savons pas consentir de nouveaux sacrifices, si nous ne sommes pas capables de tenir, on dira : « La révolution s'est révélée historiquement illégitime. » Les démocrates des pays civi-

lisés, armés jusqu'aux dents, craignent cependant l'apparition, dans une libre république de 100 millions d'habitants, telle que l'Amérique, d'une centaine de bolchéviks : ils sont si contagieux ! Et il se révèle au-dessus des forces des démocrates de combattre une centaine d'originaires de la Russie dévastée et affamée, qui se mettent à parler du bolchévisme ! Les sympathies des masses sont avec nous ! Les bourgeois n'ont qu'une chance de salut : tant que le glaive n'est pas tombé de leurs mains, tant qu'ils ont les canons, braquer ces canons sur la Russie des Soviets et l'écraser en quelques mois, car plus tard ce ne sera plus possible. Voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons, voilà ce qui détermine la politique militaire du Conseil des Commissaires du Peuple pour cette année, et pourquoi, compte tenu des faits et des résultats, nous sommes en droit de dire que si nous soutenons l'épreuve, c'est uniquement parce que les ouvriers et les paysans, terriblement épuisés par la guerre, faisant preuve d'un nouvel héroïsme, créent une armée nouvelle dans les conditions les plus douloureuses.

Tel est le bilan sommaire de la politique du pouvoir des Soviets dans le domaine militaire. Je vais me permettre ici d'ajouter quelques mots sur un point où la politique dans le domaine militaire rejoint la politique dans d'autres domaines, la politique économique : je veux parler des spécialistes militaires.

Vous savez sans doute quelles discussions ce problème a suscitées, que de fois on a vu des camarades, des communistes bolchéviks parmi les plus dévoués et les plus convaincus, élever des protestations véhémentes contre l'emploi, dans l'organisation de l'Armée Rouge socialiste, de vieux spécialistes militaires, de généraux et d'officiers du tsar, marqués par le service de l'autocratie et parfois de sanglantes représailles contre les ouvriers et les paysans.

La contradiction saute aux yeux, l'indignation naît en quelque sorte d'elle-même. Comment former l'armée socialiste avec le concours d'experts tsaristes ? !

Or, on constate que c'est seulement ainsi que nous l'avons formée. Et si nous pensons à la tâche qui nous était échue, il n'est pas difficile de comprendre que nous ne pouvions former l'armée qu'ainsi. Ce n'est pas seulement

une question militaire : nous avions à résoudre le même problème dans tous les domaines de la vie nationale et de l'économie nationale.

Les anciens socialistes utopistes s'imaginaient qu'on pourrait bâtir le socialisme avec d'autres hommes, qu'ils formeraient d'abord des hommes tout à fait bons, tout à fait purs, merveilleusement instruits, et que grâce à eux ils construiraient le socialisme. Nous nous sommes toujours moqués de ces idées, n'y voyant qu'une comédie pour guignol, un socialisme à l'eau de rose pour demoiselles de pensionnat, et non une politique sérieuse.

Nous voulons bâtir le socialisme avec les hommes que le capitalisme a éduqués, qu'il a corrompus et débauchés, mais qu'il a aussi endurcis dans la lutte. Il y a les prolétaires trempés de manière à supporter mille fois plus de sacrifices que n'importe quelle armée ; il y a les dizaines de millions de paysans opprimés, ignorants, dispersés, mais capables, si le prolétariat applique à leur égard une tactique habile, de s'unir autour de lui dans la lutte. Puis il y a les spécialistes de la science et de la technique, tous pénétrés jusqu'à la moelle d'une conception du monde bourgeoise, il y a les spécialistes militaires, formés par la vie bourgeoise — encore heureux si c'est par la vie bourgeoise, et non par le régime des propriétaires fonciers, le régime du bâton, du servage. En ce qui concerne l'économie nationale, tous les agronomes, tous les ingénieurs, tous les instituteurs sont issus de la classe possédante : ils ne sont pas tombés des nues ! Le prolétaire qui ne possède rien et le paysan derrière sa charrue ne pouvaient se faire admettre à l'université ni sous le tsar Nicolas, ni sous le président républicain Wilson. La science et la technique sont pour les riches, pour les possédants ; le capitalisme ne dispense la culture qu'à une minorité. Mais c'est à partir de cette culture que nous devons bâtir le socialisme. Nous n'avons pas d'autres matériaux. Nous voulons bâtir le socialisme tout de suite, dès maintenant, avec les matériaux que le capitalisme nous a laissés du jour au lendemain, et non pas avec des hommes qu'on formerait dans des couveuses, s'il est permis de s'amuser de cette fable. Nous avons des spécialistes bourgeois et rien d'autre. Nous n'avons pas d'autres briques, rien pour construire. Le socialisme doit

triompher et nous devons, nous socialistes et communistes, montrer dans les faits que nous sommes capables de bâtir la société socialiste avec ces briques, avec ces matériaux, avec des prolétaires qui n'ont bénéficié de la culture que dans une mesure infime, et avec des spécialistes bourgeois.

Si vous ne bâtissez pas la société communiste avec ces matériaux, vous n'êtes que des bavards et des phraseurs.

Voilà comment la question est posée par l'héritage historique du capitalisme mondial ! Voilà la difficulté à laquelle nous avons dû faire face concrètement lorsque nous avons pris le pouvoir, lorsque nous avons créé l'appareil soviétique.

C'est une partie du problème et une grande partie. L'appareil soviétique signifie que les travailleurs sont unis de façon à écraser du poids de toute leur masse unie le capitalisme. Ils l'ont écrasé. Mais cela ne nourrit personne. Il faut prendre toute la culture laissée par le capitalisme et bâtir avec elle le socialisme. Il faut prendre toute la science, la technique, toutes les connaissances, tout l'art. Autrement, nous ne pouvons édifier la vie de la société communiste. Or cette science, cette technique, cet art sont dans les mains et dans la tête des spécialistes.

C'est ainsi que le problème se pose dans tous les domaines. Problème contradictoire comme l'est tout le capitalisme, problème extrêmement difficile, mais que l'on peut résoudre. Non parce que nous aurons formé d'ici vingt ans des techniciens communistes tout neufs : une première génération communiste sans taches ni reproches ; je vous demande pardon, mais c'est maintenant qu'il faut tout régler, non dans vingt ans, mais dans deux mois, afin de lutter contre la bourgeoisie, contre la science et la technique bourgeoises du monde entier. Nous devons vaincre. Obliger, par le poids de la masse, les spécialistes bourgeois à nous servir, est chose difficile mais possible ; et si nous y arrivons, nous vaincrons.

Quand le camarade Trotski m'informa récemment que le nombre d'officiers appartenant à nos administrations militaires s'élevait à plusieurs dizaines de milliers, j'ai vu de façon bien nette en quoi consistait le secret de l'utilisation de notre ennemi : comment obliger à bâtir le communisme ceux qui en étaient les adversaires, comment bâtir le

communisme avec les briques amoncelées par le capitalisme contre nous. Il ne nous en est pas donné d'autres ! Et c'est avec ces briques, sous la direction du prolétariat, que nous devons obliger les spécialistes bourgeois à construire notre édifice. Voilà le difficile, et aussi le gage de la victoire!

Dans cette voie nouvelle et difficile on a naturellement commis bien des erreurs. Bien des défaites nous y attendaient ; chacun sait qu'un certain nombre de spécialistes nous ont systématiquement trahis : parmi les techniciens des usines, de l'agronomie, de l'administration, nous nous sommes heurtés et nous nous heurtons à chaque pas à une mauvaise volonté évidente, à un sabotage prémédité.

Nous savons que ce sont là d'immenses difficultés et que la seule violence ne les surmontera pas... Nous ne sommes certes pas contre la violence ; nous rions de ceux qui observent une attitude négative envers la dictature du prolétariat, et nous disons que ce sont des niais incapables de comprendre qu'il faut ou la dictature du prolétariat ou celle de la bourgeoisie. Qui dit autre chose est soit un imbécile, soit un homme tellement ignare en politique que ce serait une honte de l'admettre non seulement à une tribune, mais même simplement à une réunion. Ou bien la violence contre Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, le massacre des meilleurs chefs ouvriers, ou bien la répression violente contre les exploiteurs : quiconque rêve d'un moyen terme est pour nous l'ennemi le plus nuisible et le plus dangereux. C'est ainsi que la question se pose actuellement. De sorte que, quand nous parlons de l'utilisation des spécialistes, nous ne devons pas perdre de vue la leçon d'une année de politique soviétique ; au cours de cette année, nous avons brisé et vaincu les exploiteurs, et nous devons maintenant résoudre le problème de l'utilisation des spécialistes bourgeois. Ici, je le répète, la violence seule ne servira à rien. En plus de la violence, après la victoire de la violence, il faut l'organisation, la discipline et l'autorité morale du prolétariat victorieux, se subordonnant et entraînant dans son travail tous les spécialistes bourgeois.

On dira : voilà qu'au lieu de la violence, Lénine recommande l'influence morale ! Mais il est stupide de s'imaginer qu'on peut résoudre par la violence seule le problème de

l'organisation de la science et de la technique nouvelles pour l'édification de la société communiste. Bêtise ! En tant que parti, en tant qu'hommes à qui cette année de travail soviétique a appris quelque chose, nous ne tomberons pas dans cette erreur et nous mettrons les masses en garde contre elle. Tirer parti de tout l'appareil de la société bourgeoise, capitaliste, cette tâche requiert non seulement la violence victorieuse, mais encore, par surcroît, de l'organisation, de la discipline, une discipline fraternelle parmi les masses, l'organisation de l'influence du prolétariat sur le reste de la population, la création dans les masses d'une nouvelle ambiance, telle que le spécialiste bourgeois se rend compte qu'il n'est point d'issue pour lui, que le retour à l'ancienne société n'est pas possible, qu'il ne peut agir qu'avec les communistes qui sont là, à côté de lui, dirigeant les masses, qui ont en eux une confiance absolue, travaillant pour que les fruits de la science et de la technique bourgeoises, d'un développement plusieurs fois millénaire de la civilisation ne soient pas le privilège d'une poignée d'hommes qui s'en servent pour se séparer des autres et s'enrichir, mais deviennent le patrimoine de tous les travailleurs.

Tâche d'une immense difficulté, dont l'accomplissement exigera des dizaines d'années ! Et pour l'accomplir, il faut créer une force, une discipline, une discipline fraternelle, une discipline soviétique, une discipline prolétarienne, qui ne se borne pas à écraser physiquement les contre-révolutionnaires bourgeois, mais qui les englobe complètement, qui se les soumette, qui les oblige à marcher avec nous, à servir notre cause.

Je le répète, dans l'édification de l'armée et dans l'édification économique, dans le travail de chaque Conseil économique et de chaque comité d'usine, de chaque fabrique nationalisée, chaque jour nous nous heurtons à ce problème. Il ne s'est pas passé une semaine cette année sans que le Conseil des Commissaires du Peuple n'ait eu, sous une forme ou sous une autre, à poser et à trancher cette question. Et je suis convaincu qu'il n'y a pas eu en Russie un seul comité d'usine, ni une seule commune agricole, ni une seule entreprise agricole soviétique, ni une seule section agraire de district qui, au cours de cette année de travail

soviétique, ne se soit heurté des dizaines de fois à cette question.

C'est là une tâche difficile, en même temps qu'une tâche payante. Voilà ce que nous devons faire maintenant, une fois les exploiteurs écrasés par la force de l'insurrection prolétarienne. Nous avons brisé leur résistance, et il le fallait, mais il ne fallait pas que cela. Par la force d'une organisation nouvelle, d'une organisation fraternelle des travailleurs, il faut obliger les exploiteurs à nous servir, il faut les guérir des anciennes tares, les empêcher de revenir à leurs habitudes d'exploitation. Ils sont restés d'anciens bourgeois et occupent des postes d'officiers, dans les états-majors de notre armée, ils sont ingénieurs ou agronomes, ces anciens bourgeois qui se qualifient de menchéviks ou de socialistes-révolutionnaires. L'étiquette n'y change rien, bourgeois ils le sont de la tête aux pieds, jusqu'à la moelle des os, par leurs idées et leurs habitudes.

Eh bien, allons-nous donc les mettre à la porte ? On ne met pas à la porte des centaines de milliers d'hommes ! Et si nous le faisions, ce serait nous porter préjudice. Pour bâtir le communisme, nous n'avons rien d'autre que ce qu'a créé le capitalisme. Il ne faut pas mettre ces hommes dehors, mais briser leur résistance, en les surveillant à chaque pas, sans leur faire aucune des concessions politiques auxquelles se laissent aller à chaque minute les gens sans caractère. Les hommes cultivés cèdent à l'influence et à la politique de la bourgeoisie parce qu'ils ont reçu toute leur culture de l'ambiance bourgeoise, à travers cette ambiance. C'est pourquoi ils trébuchent à chaque pas, et font des concessions politiques à la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Le communiste qui dit qu'il ne faut pas se mettre dans de telles situations pour ne pas se salir les mains, qu'il veut avoir des mains communistes bien propres, qu'il bâtira de ses mains communistes bien propres la société communiste, sans faire appel aux méprisables collaborateurs contre-révolutionnaires bourgeois, n'est qu'un phraseur ; au contraire, on ne peut pas ne pas se servir de ces collaborateurs.

Pratiquement, le problème est maintenant de mettre à notre service ceux que le capitalisme a éduqués contre nous, de les surveiller chaque jour, de les placer sous le contrôle

de commissaires ouvriers, dans l'ambiance d'une organisation communiste, d'étouffer chaque jour leurs velléités contre-révolutionnaires, et en même temps de nous mettre à leur école.

Nous avons, dans le meilleur des cas, la science de l'agitateur, du propagandiste, de l'homme aguerri par l'infernale existence de l'ouvrier de fabrique ou du paysan affamé, science qui apprend à tenir longtemps, à se montrer tenace dans la lutte, ce qui nous a sauvés jusqu'à présent ; tout cela est nécessaire ; mais ce n'est pas assez, c'est insuffisant pour vaincre ; pour que la victoire soit totale et définitive, nous devons encore prendre tout ce qu'il y a de précieux dans le capitalisme, prendre toute la science et toute la culture.

Où prendre cela ? Il faut nous mettre à leur école, à l'école de nos ennemis ; nos paysans avancés, nos ouvriers conscients dans leur fabrique doivent se mettre à l'école de l'ingénieur, dans la section agraire du district, à l'école de l'agronome bourgeois, afin de s'assimiler les fruits de leur culture.

A cet égard, la lutte qui a pris naissance dans notre parti au cours de l'année écoulée a été extrêmement féconde ; elle a suscité de multiples heurts sérieux, mais il n'y a pas de lutte sans cela ; par contre, nous avons acquis de l'expérience dans une question qui ne s'était encore jamais posée à nous, mais sans laquelle il est impossible de réaliser le communisme. Comment unir la révolution prolétarienne victorieuse à la culture bourgeoise, à la science et à la technique bourgeoises, jusqu'ici privilège d'une minorité ? C'est, disons-le une fois encore, un problème difficile. Tout est dans l'organisation, dans la discipline de la partie avancée des masses laborieuses. Si en Russie, à la tête des millions de paysans opprimés pendant des siècles par les propriétaires fonciers, terrorisés, incultes, tout à fait incapables de bâtir quoi que ce soit par eux-mêmes, il n'y avait pas la couche avancée des ouvriers des villes qu'ils comprennent, qui leur sont proches, qui jouissent de leur confiance, auxquels ils peuvent croire comme à des travailleurs pareils à eux ; s'il n'y avait pas cette organisation apte à grouper les masses laborieuses, à leur faire comprendre patiemment, inlassablement, l'intérêt qu'il y a

à prendre toute la culture bourgeoise, la cause du communisme serait sans espoir.

Je ne dis pas cela d'un point de vue abstrait, mais du point de vue de l'expérience quotidienne de toute une année. Si cette expérience comporte quantité de détails parfois ennuyeux, parfois déplaisants, il faut apercevoir au-delà des phénomènes plus profonds, il faut comprendre que ces détails du travail, ces conflits entre le comité d'usine et l'ingénieur, entre un soldat rouge et un officier bourgeois, entre un paysan et un agronome bourgeois, ces conflits, ces frictions, ces détails ont une signification beaucoup plus profonde qu'il n'y paraît. Nous avons vaincu le préjugé qui exigeait que les spécialistes bourgeois soient flanqués à la porte. Nous avons pris la machine, elle tourne encore mal, nous ne nous faisons pas d'illusion à ce sujet : elle bute à chaque instant, elle a des ratés à chaque pas, à chaque pas elle verse dans le fossé et nous devons l'en retirer, mais elle s'est mise en marche et nous la dirigerons dans la bonne voie. C'est ainsi, et seulement ainsi, que nous nous sortirons de cette ornière de dévastation, de terribles difficultés, de ruine, de retour à la sauvagerie, de misère, de famine où la guerre nous a poussés et où les impérialistes de tous les pays s'efforcent de nous enfoncer complètement.

Et nous commençons à en sortir. Nous faisons les premiers pas.

Une année de travail soviétique nous a appris à bien comprendre et assimiler cette tâche dans chaque cas particulier, à l'usine comme à la campagne. C'est l'une des plus grandes conquêtes du pouvoir des Soviets en un an. Nous n'avons pas à regretter d'y avoir perdu une année. Nous n'allons pas, en général, comme dans l'ancien temps, discuter théoriquement sur la valeur respective des spécialistes bourgeois et des organisations prolétariennes, mais nous utiliserons chaque résultat de notre expérience dans chaque comité d'usine et dans chaque organisation agraire. Si nous avons posé les fondements de l'Armée Rouge, si nous avons déjà une certaine base, si nous avons des entreprises nationalisées dans lesquelles les ouvriers ont compris leur tâche et commencent à augmenter la productivité du travail avec le concours des spécialistes bourgeois, qui

tentent à chaque pas de revenir en arrière, tandis que les organisations ouvrières de masse les obligent à avancer du même pas que le pouvoir des Soviets, c'est là la plus grande conquête du pouvoir soviétique. Ce travail ne se remarque pas, il n'a rien de brillant, il est difficile d'en apprécier toute la valeur, mais le progrès de notre mouvement apparaît précisément dans le fait que du simple problème de l'écrasement pur et simple des exploiteurs, nous sommes passés à cet autre : apprendre nous-mêmes et apprendre aux masses à bâtir le communisme avec les briques du capitalisme, à obliger les techniciens capitalistes bourgeois à travailler pour nous. C'est ainsi seulement que nous vaincrons. Et nous savons maintenant que si nous continuons comme nous avons fait jusqu'à présent, nous remporterons effectivement cette victoire.

Camarades, j'en viens à la dernière question que je voudrais élucider, au moins brièvement, car mon discours n'a déjà que trop duré. C'est la question de l'attitude envers la campagne.

J'ai parlé jusqu'à présent du travail militaire, de la dictature, de l'utilisation des spécialistes bourgeois. Mais ici surgit une nouvelle difficulté considérable de l'édification communiste.

Que faire lorsque le pouvoir est passé entre les mains du prolétariat dans un pays où le prolétariat des villes est en minorité, tandis que les paysans, habitués à diriger isolément leurs exploitations, profondément pénétrés des habitudes de l'exploitation morcelée sont en majorité ?

La majorité de ces paysans, cependant, est à tel point ruinée, appauvrie, excédée par le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes qu'elle vient volontiers en aide aux prolétaires. Si l'ouvrier de la ville s'adresse au paysan avec tant soit peu de bon sens, de tact, d'humanité, et non à la façon de celui qui veut commander et qui provoque une haine légitime, s'il aborde le paysan avec tant soit peu d'humanité, il trouvera chez ce dernier la confiance la plus fraternelle et un appui sans réserve. Nous le savons. Et c'est grâce à cela que le pouvoir des Soviets se maintient à la campagne. Il ne pouvait se maintenir que grâce à l'appui le plus sincère de la majorité des travailleurs. Cet appui nous a été donné parce que les ouvriers des villes

ont pris contact avec les paysans pauvres par mille chemins que nous ne soupçonnons même pas.

Le pouvoir d'État qui les en empêchait autrefois fait maintenant tout son possible pour les y aider. Le pouvoir des Soviets ne tient que grâce à cela, et là seulement est le gage de la victoire.

Les immenses difficultés que je viens de rappeler proviennent de ce que le paysan est habitué à travailler seul, à vendre librement son blé, et qu'il lui semble que c'est chose normale. « Comment, se dit-il, moi qui ai travaillé, qui ai sué sang et eau pour faire pousser ce blé, je n'aurais pas le droit de le vendre librement ? » Et il ressent cela comme une mesure vexatoire.

Mais nous savons par l'expérience du développement de la Russie que la liberté du commerce, c'est la liberté d'instaurer le capitalisme ; et la liberté du commerce dans un pays épuisé par la famine, où l'affamé est prêt à donner tout ce qu'on voudra, y compris soi-même en esclavage, pour un morceau de pain, la liberté du commerce dans un pays qui a faim, c'est la liberté d'enrichir une minorité en ruinant la majorité.

Nous devons prouver que dans un pays épuisé par la famine, la première tâche est d'aider la paysannerie ; mais on ne le peut qu'en unissant son activité, en unissant les masses, car les paysans sont dispersés, éparpillés, habitués à vivre et à travailler chacun de son côté.

Il n'y a pas d'obstacles extérieurs à l'accomplissement de cette tâche difficile. Ce qu'il fallait faire par la violence a été fait ; nous ne nous refusons pas à la violence ; nous savons que parmi les paysans, il y a des koulaks qui nous résistent activement, en fomentant bel et bien des émeutes blanches ; mais cela ne se rapporte pas à toute la masse paysanne. Les koulaks sont en minorité ; et avec eux il n'y a que la lutte, et encore la lutte, il faut les réprimer et nous les réprimons, mais une fois le problème de la répression des exploiteurs à la campagne résolu par la victoire, une question se pose qu'on ne peut pas résoudre par la violence ; dans ce domaine, comme dans tous les autres, notre but ne peut être atteint que par l'organisation des masses, par une influence éducatrice prolongée du prolétariat des villes sur les paysans.

Y arriverons-nous ? Oui, nous le savons par expérience. Et c'est seulement parce que la grande majorité des paysans fait confiance au pouvoir ouvrier que nous pouvons, en partant de cette confiance, bâtir les fondations que nous avons déjà commencées et qu'il faut continuer à bâtir, grâce à la discipline et à l'influence fraternelles.

Telle est la tâche pratique qui nous est assignée.

Quand nous fondions les comités de paysans pauvres [14], quand nous nous efforcions d'instituer l'échange des marchandises avec la campagne, nous voulions non pas fournir des marchandises au riche, mais, en premier lieu, fournir au pauvre le peu de marchandises que pouvait donner la ville, pour qu'il nous soit possible, en assistant les paysans pauvres, de vaincre avec leur aide le koulak et de prendre à ce dernier ses excédents de blé.

Résoudre le problème du ravitaillement de la population en blé dans un immense pays ne disposant que de faibles moyens de transport et peuplé de paysans divisés a été incroyablement difficile, c'est ce qui nous a donné le plus de fil à retordre. Je dirai, me rappelant les séances du Conseil des Commissaires du Peuple, que le pouvoir des Soviets n'a consacré à aucun sujet un travail aussi opiniâtre. Nous avons affaire à l'extrême dispersion des paysans, à leur éparpillement, à des campagnes où l'ignorance est plus profonde que partout ailleurs, où sont ancrées les habitudes de la culture isolée, où l'on considère l'interdiction du commerce de blé comme une mesure vexatoire et où surgissent naturellement, fort à propos, toutes sortes de filous politiques, toutes sortes de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks entretenant le mécontentement des paysans auxquels ils répètent : « On vous vole ! »

Car il y a encore des gredins pour crier, après un an de travail soviétique, alors qu'entre autres nos travailleurs du ravitaillement ont montré que dans les derniers mois nous avons livré aux campagnes 42 000 wagons de produits contre 39 000 wagons de blé seulement, il y a encore des gredins pour crier : « Paysans, le pouvoir des Soviets vous vole ! »

Tandis que les ouvriers s'éreintent dans les villes et qu'il n'y a nulle part de famine aussi douloureuse que dans nos villes et dans les régions non agricoles de la Russie,

tandis que les paysans ont pris le blé et toutes les terres des propriétaires fonciers, tandis que dans leur masse les paysans ont, nous le savons, travaillé pour eux-mêmes dans la première année du pouvoir des Soviets, et non pour le propriétaire ou pour le marchand, et ils ont amélioré leur alimentation alors que le pays est en proie, dans les villes et les localités non agricoles, à la famine, tandis que tous les capitalistes tentent de nous avoir par la famine, il se trouve des gens qui, déguisés en menchéviks et en socialistes-révolutionnaires ou autrement accoutrés, osent affirmer : « On vous vole ! » Ce sont des agents du capitalisme, et nous ne pouvons ni ne devons les traiter autrement qu'en agents du capitalisme.

A l'heure où le pouvoir des Soviets voit le principal obstacle dans la famine, le devoir de tout citoyen soviétique est de donner tous les excédents de blé à ceux qui ont faim. C'est tellement clair, tellement évident, tellement intelligible pour tout travailleur qu'il n'y a rien à objecter. Il faut de la fourberie politique, du mensonge, pour obscurcir cette vérité simple, claire et évidente, pour la rendre inintelligible ou la déformer.

L'ouvrier des villes s'appuie sur cette vérité. Et grâce à son évidence, il persévère dans son œuvre si difficile. Il disait jusqu'à présent aux paysans pauvres : Nous sommes ensemble le véritable soutien du pouvoir des Soviets. On formait pour cela des comités de paysans pauvres, on organisait l'échange des marchandises, on obligeait les coopératives à grouper toute la population. Tous les décrets promulgués dans le domaine de l'agriculture étaient pénétrés de cette idée maîtresse, tous les appels adressés aux ouvriers des villes leur disaient : Unissez-vous avec la paysannerie pauvre, sans quoi vous ne résoudrez pas la question la plus importante et la plus difficile, la question du blé. Et nous disions au paysan : Ou tu seras l'allié des ouvriers des villes et alors nous vaincrons, ou tu céderas aux exhortations et aux sermons des capitalistes, de leurs commis et de leurs laquais déguisés en menchéviks, qui te soufflent : « Ne laisse pas la ville te voler, vends librement ; que les riches s'enrichissent, et si l'on meurt de faim, qu'est-ce que cela peut te faire. » Alors tu périras toi-même, tu deviendras l'esclave du capitaliste, tu ruineras la Russie des

Soviets. Ce n'est que sous le capitalisme qu'on pouvait raisonner ainsi : « Je fais du commerce, je m'enrichis, chacun pour soi et Dieu pour tous ! » Le capitalisme raisonnait ainsi et il engendra la guerre ; et c'est pourquoi les ouvriers et les paysans étaient misérables, pendant qu'une infime minorité était riche à milliards.

La question est de savoir comment aborder le paysan pratiquement, comment. organiser les paysans pauvres et moyens, afin de combattre à chaque pas leur goût du passé, leurs tentatives de revenir en arrière, vers la liberté du commerce, leur aspiration constante à la « liberté ». Le mot « liberté » est beau. « Liberté » à tout instant : liberté de commercer, de vendre, de se vendre, etc. Il se trouve des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, des filous, pour conjuguer et décliner le beau mot « liberté » dans chaque journal, dans chaque discours. Ce ne sont que farceurs, prostitués au capitalisme, qui s'évertuent à tirer le peuple en arrière.

Enfin, le grand sujet des préoccupations et de l'action tant du Conseil des Commissaires du Peuple que du Conseil de la Défense, a été ces derniers temps, dans les derniers mois et les dernières semaines, la lutte contre la famine.

La famine est pour nous un mal terrible, surtout maintenant, au seuil du printemps ; et nous aurons à traverser au printemps la période la plus difficile. De même que l'an dernier la fin de l'hiver, le printemps et le début de l'été furent particulièrement difficiles, de même cette année nous entrons justement dans une période pénible. Maintenant se renforce à nouveau l'espoir des blancs, des propriétaires fonciers et des capitalistes, sinon de briser le pouvoir des Soviets par une lutte ouverte, du moins de jouer encore une fois sur la famine.

Et les gens qui s'intitulent menchéviks et socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche, tombés assez bas pour se déclarer en paroles partisans du peuple ouvrier et pour spéculer sur la famine et exciter les masses populaires contre le pouvoir des ouvriers et des paysans, alors que la situation alimentaire s'aggrave et que la famine approche, ne comprennent pas que, de même que la trahison du socialiste-révolutionnaire de gauche Mouraviev, sur le front Est l'an dernier, coûta la vie à des dizaines de milliers d'ouvriers et

de paysans dans la guerre contre les gardes blancs, de même aujourd'hui toute politique de ce genre, toute agitation et toute spéculation sur la famine menée par les socialistes-révolutionnaires de gauche soi-disant pour le bien des ouvriers, n'est rien d'autre qu'un concours direct prêté aux gardes blancs. Toute agitation de ce genre nous vaut des milliers de victimes inutiles dans la guerre contre les blancs. L'an passé, lorsque Mouraviev trahit, c'est tout juste s'il n'ouvrit pas le front et provoqua toute une série de graves défaites.

Aussi voudrais-je avant tout et par-dessus tout exposer de la façon la plus succincte les faits essentiels.

Si, de même qu'au printemps dernier, notre situation s'est aggravée au point de vue du ravitaillement, nous avons maintenant l'espérance sérieuse non seulement de surmonter ces difficultés, mais encore d'en venir à bout mieux que l'an dernier. Cette espérance tient au fait qu'à l'Est et au Sud nos affaires vont beaucoup mieux ; or l'Est et le Sud sont les principaux greniers à blé de la Russie. A la suite de plusieurs réunions du Conseil de la Défense et du Conseil des Commissaires du Peuple, nous avons déterminé avec précision ces jours derniers, que près de neuf millions de pouds de blé étaient accumulés sur les voies de Kazan à Saratov, de la Volga-Bougoulma, de Samara à l'Est, au-delà de la Volga.

L'immense difficulté, le grand péril viennent de ce que nos transports sont tellement malades, le manque de locomotives tellement grand que nous ne sommes pas certains de pouvoir évacuer ce blé. Ce souci a dominé notre activité ces temps derniers, et c'est pourquoi nous avons eu recours à une mesure telle que l'arrêt complet du trafic voyageurs du 18 mars au 10 avril.

Nous savons que c'est pénible. Il se trouvera des agitateurs, auxiliaires des gardes blancs, pour se mettre à crier : « Voyez, le peuple a faim, et on le prive des trains de voyageurs pour l'empêcher de transporter du blé. » Ces agitateurs existent. Mais nous nous disons : quelles que soient les difficultés, nous comptons sur la conscience des ouvriers honnêtes, ils seront avec nous.

L'arrêt du transport des voyageurs libérera, d'après les calculs des spécialistes, 220 locomotives. Ces locomoti-

ves sont moins fortes que celles des trains de marchandises, elles peuvent tirer moins de wagons, mais nous avons calculé que pour la période indiquée, elles pourront nous fournir jusqu'à trois millions et demi de pouds. Si, dans le même laps de temps, les petits spéculateurs et les affamés qui se précipitent où ils peuvent, avaient transporté du blé chacun pour son propre compte, ils n'en auraient pas apporté, dans le meilleur des cas, plus d'un demi-million de pouds. Cette vérité, tout cheminot avisé la confirmera, de même que toute personne qui a été sur la ligne de la Volga et y a vu le blé entassé parfois à même la neige. Les sacs de blé peuvent être perdus, et le blé est déjà humide sans cela ; la situation sera surtout mauvaise quand commencera la crue. Mais nous avons pris cette mesure pénible, convaincus qu'on ne peut cacher la vérité à la grande majorité des ouvriers, que les agitateurs socialistes-révolutionnaires de gauche ne les feront pas dévier de la bonne voie et que la vérité l'emportera.

Et une mesure aussi pénible que l'arrêt du trafic voyageurs peut nous procurer plusieurs millions de pouds de blé. Rejetant le mensonge, la calomnie, la fable selon laquelle il est nuisible d'interrompre le transport des voyageurs, nous devons dire que cette mesure nous donnera, avec le concours des ouvriers de Pétrograd, de Moscou et d'Ivanovo-Voznessensk qui vont le chercher dans le sud, du blé en quantité suffisante. Aucune ville n'a donné autant de forces pour l'organisation du ravitaillement, je le rappelle incidemment, que Pétrograd ; toutes ses meilleures forces sont déjà au travail, et c'est ainsi que doivent se comporter les ouvriers des villes avancées.

On ne peut pas faire la révolution socialiste sans la classe ouvrière ; on ne peut pas la faire si la classe ouvrière n'a pas accumulé des forces suffisantes pour diriger les dizaines de millions d'habitants des campagnes, opprimés par le capitalisme, exténués, illettrés, dispersés. Et seuls les ouvriers avancés peuvent les diriger. Mais nos meilleures forces sont déjà épuisées, surmenées, usées. Il faut les remplacer, en faisant donner les paysans moyens et les jeunes. Peut-être commettront-ils des fautes : ce ne sera pas un malheur, pourvu qu'ils soient dévoués à la cause ouvrière et éduqués dans le sens de la lutte prolétarienne.

Nous avons déjà pris une série de mesures pour envoyer sur la ligne Volga-Bougoulma les meilleures forces. Le camarade Brioukhanov s'y est rendu avec un contingent d'ouvriers. Sur d'autres voies nous avons envoyé des détachements militaires accompagnés d'ouvriers et, je le répète, il y a des chances sérieuses pour que nous ayons du blé. Nous aurons un semestre difficile, mais ce sera le dernier, parce qu'au lieu d'un ennemi qui se renforce, nous avons un ennemi qui se désagrège, du fait que dans tous les pays le mouvement pour les Soviets grandit.

Telles sont les raisons pour lesquelles, raisonnant avec prudence et vérifiant maintes fois nos calculs, nous avons déclaré que l'interruption du trafic voyageurs permettrait de transporter plusieurs millions de pouds de blé et de tirer parti des plus riches greniers de l'Est et du Sud. En ce pénible semestre nous vaincrons notre ennemi principal, la famine. D'ailleurs, notre situation est meilleure que l'an dernier, car nous avons encore des réserves.

L'an dernier, les Tchécoslovaques avaient atteint Kazan et Simbirsk, l'Ukraine était sous le talon des Allemands, Krasnov levait, avec l'argent allemand, une armée dans la région du Don et nous étions coupés du Sud ; maintenant, par contre, l'Ukraine se libère des impérialistes allemands, qui voulaient en exporter 60 millions de pouds de blé et n'en ont tiré que 9 millions, plus un élément qu'ils ne pourront digérer : le bolchévisme. Les impérialistes allemands s'y sont cassé les dents, et il en sera de même pour les impérialistes anglais et français, si la possibilité s'offre à eux de pénétrer plus avant en territoire russe.

Nous avons maintenant une Ukraine soviétique. Et le gouvernement soviétique de l'Ukraine, quand se posera la question du blé, ne marchandera pas le prix, il ne fera pas comme le spéculateur ou le moujik qui dit : « L'affamé donnera bien 1 000 roubles du poud, pour le monopole d'Etat je crache dessus, je ne demande qu'à faire mon beurre ; et si le peuple crève de faim, tant mieux, on payera plus. » Tel est le raisonnement de la bourgeoisie villageoise, le raisonnement des koulaks et des spéculateurs, et ils sont aidés par tous ceux qui vocifèrent contre le monopole du blé, qui défendent la « liberté » du commerce, c'est-à-dire la liberté pour le moujik qui a de quoi s'enrichir

et la liberté pour l'ouvrier qui n'aura rien, de mourir de faim. Le gouvernement ukrainien a dit : « Notre première tâche est de secourir le Nord affamé. L'Ukraine ne pourra pas tenir si le Nord épuisé par la faim ne tient pas. L'Ukraine tiendra et vaincra certainement si elle aide le Nord affamé. »

Les réserves de blé de l'Ukraine sont énormes. On ne peut tout prendre à la fois. Nous avons envoyé en Ukraine les meilleures de nos forces soviétiques et reçu déjà des informations, toutes concordantes : « Les réserves de blé sont énormes, mais on ne peut pas les transporter toutes immédiatement, il n'y a pas d'organisme approprié. » Les Allemands ont tellement dévasté l'Ukraine que l'on commence à peine à y constituer plus ou moins un appareil administratif ; on y est en plein chaos. Les temps les plus difficiles, ceux où, installés à Smolny dans les premières semaines après la Révolution d'Octobre, nous luttions contre la débâcle, ne sont rien en comparaison avec les difficultés que traverse en ce moment l'Ukraine. Nos camarades ukrainiens se plaignent âprement parce qu'on manque d'hommes, parce qu'il n'y a personne pour mettre sur pied le pouvoir des Soviets, pas d'appareil administratif, pas de centres prolétariens comme Pétrograd ou Moscou, et que les centres prolétariens d'Ukraine sont aux mains de l'ennemi. Kiev n'est pas un centre prolétarien, le bassin du Donetz, épuisé par la famine, n'est pas libéré des Cosaques. « Au secours, ouvriers du Nord ! »

Aussi, parlant au nom des camarades ukrainiens, disons-nous aux ouvriers de Pétrograd, sachant bien que cette ville a déjà donné plus que toute autre : « Donnez encore, tendez encore vos forces ! » Nous pouvons maintenant et nous devons venir en aide à nos camarades ukrainiens, parce qu'ils ont à créer l'appareil du pouvoir soviétique dans un pays balayé et dévasté par des souffrances telles que nulle part on n'en a enduré de pareilles !

Au Comité central de notre Parti, après avoir discuté de cette situation, nous avons décidé d'abord de tout faire pour constituer une administration en Ukraine, puis de se mettre au travail quand ce sera fait, quand nous aurons un outil en main, et recevoir en échange pour le 1er juin 50 millions de pouds de blé.

Je ne veux nullement vous assurer que cette tâche sera remplie. Nous savons tous que nous avons assumé beaucoup de tâches, sans pouvoir nous en acquitter en temps voulu. Admettons que cette fois nous n'en accomplissions qu'une partie. Sachez pourtant bien que pour les jours noirs, quand la famine s'aggravera chez nous, quand dans l'Est et le Sud notre service de ravitaillement fonctionnera à plein rendement, nous aurons la possibilité de recevoir du Sud un secours extraordinaire et d'améliorer d'autant notre situation.

Outre l'Ukraine, nous avons une autre ressource, la région du Don. Les victoires de l'Armée Rouge y ont déjà fait des miracles. Il y a quelques semaines, dans la guerre contre Krasnov, contre notre ennemi principal, contre les officiers et les Cosaques, achetés à coups de millions par les Allemands d'abord, puis par les Anglais et par les Français qui continuent à les soutenir, notre situation là-bas était pénible ; aujourd'hui, nous avons conquis avec une rapidité étonnante le territoire de cette région, non seulement jusqu'à Tsaritsyne, mais encore plus loin vers le Sud. Les bandes de Krasnov et les contre-révolutionnaires du Don sont brisés, et aucune aide des impérialistes ne les a sauvés.

Qu'est-ce à dire ? C'est que nous nous rapprochons du charbon et du blé, sans lesquels nous péririons, puisque par manque de charbon les chemins de fer et les fabriques s'arrêtent, et que faute de pain les ouvriers des villes et en général des régions non agricoles connaissent les affres de la faim.

Dans la région du Don aussi, comme en Ukraine, les réserves de blé sont énormes ; en outre, nous ne pouvons pas dire que tout appareil y fasse défaut ; chaque unité militaire a sa cellule communiste, ses commissaires ouvriers, ses groupes ouvriers de ravitaillement ; la principale difficulté venait là-bas de ce que les gardes blancs ont fait sauter les ponts dans leur retraite, de sorte qu'aucune des deux voies ferrées importantes n'était utilisable.

Nous avons consacré la dernière séance du Conseil de la Défense et du Conseil des Commissaires du Peuple à interroger des spécialistes pour savoir comment nous procurer des matériaux pour la réparation de ces lignes, comment faire pour en réparer au moins une. A la dernière séance du Con-

seil de la Défense, nous avons pu acquérir la certitude que, grâce à un effort considérable, les matériaux avaient été fournis et, qui plus est, nous avons reçu des camarades de là-bas l'assurance à peu près formelle que les deux voies ferrées seraient rétablies avant les crues de printemps. Ce rétablissement du trafic sur les deux lignes équivaut peut-être à plusieurs victoires sur les Cosaques et nous donne le droit de dire : « Nous devons encore tenir quelques mois difficiles, tendre nos forces, faire appel à l'aide des ouvriers de Pétrograd, de Moscou et d'Ivanovo-Voznessensk.» Outre l'Est, d'où il est difficile de transporter quoi que ce soit, outre l'Ukraine où les réserves sont énormes, mais où il n'y a pas d'appareil administratif, il y a le Don vaincu par l'Armée Rouge. C'est pourquoi, avec la prudence et la lucidité requises, après avoir maintes fois vérifié les choses à l'aide des rapports et des communiqués envoyés de là-bas et après avoir entendu les spécialistes du ravitaillement et des transports ferroviaires, nous affirmons notre conviction la plus sérieuse, la mieux fondée, que non seulement nous pourrons tenir comme l'an dernier, mais encore que nous pourrons améliorer notablement notre situation.

Notre ennemi intérieur se désagrège, et en aucun cas notre ennemi extérieur ne pourra tenir longtemps. Camarades, ce que nous avons appris des camarades arrivés de l'étranger avec lesquels nous avons récemment fondé à Moscou l'Internationale Communiste, nous confirme tout particulièrement dans ce sentiment. A Paris, dans les réunions publiques, les orateurs qui s'attaquent au bolchévisme sont chassés de la tribune. Oui, la victoire est à nous ! Les impérialistes peuvent verser encore le sang de milliers et de milliers d'ouvriers, tuer Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht et des centaines des meilleurs représentants de l'Internationale, ils peuvent remplir de socialistes les prisons anglaises, françaises, allemandes, italiennes, cela ne leur servira à rien ! La victoire est à nous ! Car, en dépit de tous les mensonges, en dépit des flots de boniments et de plates calomnies, les ouvriers de tous les pays ont compris ce que sont les Soviets, ce qu'est le pouvoir des Soviets. Et pour les capitalistes de tous les pays, il n'y a plus d'issue. Je le répète, ils s'entre-déchireront au moment de faire la paix. La France est prête à se ruer sur l'Italie. Ils n'arriveront pas à partager le

butin. Le Japon s'arme contre l'Amérique. Ils ont imposé aux peuples un tribut inouï, des milliards et des milliards de dettes de guerre. Mais partout, les peuples sont épuisés par la guerre, c'est la disette partout, la production s'arrête, partout on a faim. L'Entente, qui promet à droite et à gauche de soutenir les contre-révolutionnaires, ne peut nourrir ses propres pays. Les masses ouvrières de Paris, de Londres et de New York ont fait passer dans leurs langues le mot « Soviet », l'ont rendu intelligible pour tout ouvrier, sachant que les vieilles républiques bourgeoises ne peuvent plus remédier au mal, que seul le pouvoir ouvrier le peut.

Si en Russie le pouvoir des Soviets se trouve en présence d'immenses difficultés, c'est parce que les forces militaires des puissances les plus grandes et les mieux armées du monde se sont abattues sur nous. Malgré cela, le pouvoir soviétique de la Russie a su gagner la sympathie, l'attention et l'appui moral des ouvriers du monde entier. Partant de là sans la moindre exagération, sans fermer les yeux sur le fait qu'en Allemagne, comme dans d'autres pays, le sang ouvrier coule et nombre de meilleurs dirigeants socialistes périssent, lâchement assassinés, — nous le savons et nous ne fermons pas les yeux là-dessus, — nous affirmons que la victoire est à nous, la victoire totale, parce que les impérialistes des autres pays ont fléchi, parce que les ouvriers sortent de leur torpeur et du mensonge, parce que le pouvoir des Soviets est déjà reconnu par les ouvriers du monde entier ; partout l'espoir se fonde uniquement sur l'établissement des Soviets, le seul espoir des gens est dans la prise du pouvoir par les ouvriers.

Et quand les ouvriers constatent que même des travailleurs incultes, dans un pays arriéré, se sont unis et, ayant pris le pouvoir, ont su créer une force qui résiste aux impérialistes du monde entier, ont su prendre les fabriques aux capitalistes et donner les terres des propriétaires fonciers aux paysans, quand cette vérité aura pénétré dans les masses ouvrières de tous les pays, alors on pourra une fois de plus dire à voix haute, avec une certitude complète, que notre victoire est assurée à l'échelle mondiale, car la bourgeoisie a trébuché, elle ne réussira plus à tromper les ouvriers, le mouvement soviétique ayant pris naissance partout ; et, de même que nous avons vu le 25 octobre 1917 naître la

république des Soviets, de même que nous avons vu ces jours derniers, naître à Moscou la IIIe Internationale, l'Internationale Communiste, — nous verrons la naissance de la République Internationale des Soviets. (Nombreux applaudissements, pendant et après le discours.)

Je prie instamment les camarades de Pétrograd de publier les lignes ci-dessous en *préface* ou en *postface* au discours; même, si besoin est, dans les caractères les plus petits.

17 avril *Lénine*

POSTFACE[15]

Ayant eu beaucoup de mal à corriger le compte rendu sténographique de ce discours, je me vois dans l'obligation d'adresser une instante prière à tous les camarades qui tiennent à sténographier mes discours pour la presse.

C'est de ne jamais s'en rapporter à un compte rendu, sténographique ou autre, de mes discours, de ne jamais les rechercher, de ne jamais en publier.

Au lieu de les publier intégralement, qu'on en publie, si c'est nécessaire, des résumés. J'en ai déjà vu dans les journaux et ils étaient tout à fait satisfaisants. Alors que pas une fois je n'ai vu de compte rendu acceptable. Je ne veux pas chercher à savoir d'où cela provient, de la rapidité exagérée de mon élocution, de la mauvaise construction de mes discours ou d'autre chose, mais le fait demeure. Je n'ai encore jamais vu de compte rendu sténographié ou autre, de mes discours qui fût satisfaisant.

Mieux vaut un bon résumé qu'un mauvais compte rendu. C'est pourquoi je demande qu'on ne publie jamais de compte rendu complet de mes discours.

17 avril 1919 *N. Lénine*

DISCOURS A LA MEMOIRE DE I. SVERDLOV A L'ASSEMBLEE EXTRAORDINAIRE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE LE 18 MARS 1919

Camarades, en ce jour où les travailleurs du monde entier célèbrent l'héroïque soulèvement de la Commune de Paris et sa fin tragique, nous avons le triste devoir d'inhumer Iakov Mikhaïlovitch Sverdlov. Il a été donné au camarade Sverdlov, au cours de nos luttes et de nos victoires, d'exprimer plus complètement, avec plus de plénitude que quiconque, les traits les plus importants, les plus profonds de la révolution prolétarienne ; et c'est en cela, bien plus encore que dans son dévouement sans bornes à la cause de la révolution, que réside sa valeur comme guide de la révolution prolétarienne.

Camarades, aux yeux de ceux qui jugent les choses de façon superficielle, aux yeux des nombreux ennemis de notre révolution ou de ceux qui aujourd'hui encore hésitent entre la révolution et ses adversaires, le trait le plus évident de cette dernière, c'est la façon péremptoire, d'une fermeté impitoyable, dont justice a été faite des exploiteurs et des ennemis du peuple travailleur. Il est hors de doute que sans cela, sans la violence révolutionnaire, le prolétariat n'aurait pas pu vaincre, mais il est certain également que la violence révolutionnaire n'a été un procédé nécessaire et légitime qu'à des moments déterminés de la révolution, dans des conditions particulières, tandis que l'organisation des

masses prolétariennes, l'organisation des travailleurs était et reste une propriété beaucoup plus profonde, beaucoup plus constante de la révolution et la condition de ses victoires. C'est dans cette organisation de millions de travailleurs qu'il faut chercher les meilleures conditions de la révolution, la source la plus profonde de ses victoires. C'est cet aspect de la révolution prolétarienne qui a fait surgir, au cours de la lutte, des chefs qui ont le mieux incarné ce trait particulier inconnu jusqu'alors des révolutions, l'organisation des masses. C'est cet aspect de la révolution prolétarienne qui a formé un homme comme Sverdlov, qui fut avant tout et par-dessus tout un organisateur.

Camarades, nous autres Russes, dans les temps durs surtout que connurent les révolutionnaires, au cours de la très longue et parfois douloureuse préparation de la révolution, nous avions par-dessus tout à souffrir de la distance qui séparait la théorie, les principes et le programme d'une part, et le travail pratique d'autre part, nous avions le plus souvent à souffrir de devoir nous absorber outre mesure dans une théorie détachée de l'action immédiate.

L'histoire du mouvement révolutionnaire russe au cours de plusieurs dizaines d'années est un martyrologe d'hommes dévoués à la révolution, mais qui n'avaient pas la possibilité de trouver une application pratique à leurs idéaux révolutionnaires. La révolution prolétarienne a, à cet égard, donné pour la première fois aux solitaires de jadis, aux héros de la lutte révolutionnaire, un véritable terrain, une véritable base, de véritables conditions de travail, un véritable auditoire, une véritable armée prolétarienne, où ces chefs ont pu se révéler. A cet égard, se distinguent particulièrement ceux qui ont su, comme organisateurs pratiques, conquérir des places très en vue comme celle qu'avait conquise et qu'occupait à bon droit Sverdlov.

Si nous jetons un regard sur le chemin qu'a parcouru ce guide de la révolution prolétarienne, nous voyons aussitôt que son grand talent d'organisateur s'est développé au cours d'une longue lutte, qu'il a forgé lui-même chacune de ses remarquables qualités de révolutionnaire, en traversant les épreuves de différentes époques dans les conditions d'activité révolutionnaire les plus difficiles. Encore tout jeune, et bien qu'il n'eût pas encore acquis une conscience politique

ferme, il s'est donné tout entier et sans hésiter à la révolution. A cette époque, dès le début du XX^e siècle, le camarade Sverdlov était à nos yeux le type de révolutionnaire professionnel le plus accompli, l'homme qui avait totalement rompu avec sa famille, avec les commodités et les habitudes de la vieille société bourgeoise, pour se consacrer pleinement et sans réserve à la révolution, l'homme qui pendant de longues années, de prison en déportation et de déportation en prison, forgea en lui les qualités qui trempent les révolutionnaires pour toute leur vie.

Cependant, ce révolutionnaire professionnel ne s'est jamais, à aucun moment, détaché des masses. Si les conditions du régime tsariste le condamnaient, comme tous les révolutionnaires d'alors, à une action surtout clandestine, illégale, même là le camarade Sverdlov marchait toujours épaule contre épaule et la main dans la main avec les ouvriers d'avant-garde, qui, dès le début du XX^e siècle, avaient commencé à se substituer à la génération antérieure de révolutionnaires issus des milieux intellectuels.

C'est justement à cette époque que les ouvriers les plus conscients se mettaient au travail par dizaines et par centaines et acquéraient cette trempe révolutionnaire sans laquelle, et sans la plus étroite liaison avec les masses, il n'aurait jamais pu y avoir de révolution prolétarienne en Russie. C'est surtout ce long chemin de travail illégal qui caractérise cet homme qui, constamment mêlé à la lutte, ne s'étant jamais détaché des masses et n'ayant jamais quitté la Russie, agissait toujours avec les meilleurs ouvriers, qui sut, malgré les persécutions qui condamnaient les révolutionnaires à rester coupés de la vie, former en lui non seulement un dirigeant aimé des ouvriers, un dirigeant ayant une connaissance large et profonde de la pratique, mais aussi un organisateur du prolétariat avancé. Et si certains — c'est généralement le cas de nos adversaires ou des gens qui ne savent quel parti prendre — pensent que cette faculté du révolutionnaire professionnel de s'adonner totalement au travail illégal est de nature à le détacher des masses, l'exemple de l'activité révolutionnaire de Sverdlov nous montre combien c'est là une erreur profonde, combien, au contraire, c'est ce don total de soi à la révolution qu'ont montré ceux qui connurent maintes prisons et lieux de

déportation les plus lointains de la Sibérie qui a produit de tels chefs, la fleur de notre prolétariat. Et si ce dévouement s'unissait à la capacité de s'y connaître en hommes, de régler les questions d'organisation, c'est lui seul qui pouvait forger de grands organisateurs. C'est par les cercles illégaux, par le travail révolutionnaire clandestin, par un parti clandestin que personne n'a incarné ni exprimé aussi pleinement que lui, c'est par cette école pratique et seulement par là que Sverdlov a pu atteindre le poste de première personnalité dans la première République socialiste soviétique, le poste d'un des premiers organisateurs des grandes masses prolétariennes.

Camarades, tous ceux qui, comme moi, ont eu l'occasion de travailler jour après jour avec le camarade Sverdlov, ont pu se rendre clairement compte que seul l'exceptionnel talent d'organisateur de cet homme a pu nous donner ce dont nous sommes restés si fiers, et fiers à juste titre. Il nous a donné pleinement la possibilité d'un travail unanime, rationnel et véritablement cohérent, d'un travail digne des masses prolétariennes organisées et répondant aux exigences de la révolution prolétarienne. Sans ce travail ordonné et bien fait, nous n'aurions obtenu aucun succès, ni surmonté aucune des innombrables difficultés, aucune des dures épreuves que nous avons connues jusqu'à présent et auxquelles nous aurons encore à faire face.

Dans cette lutte incandescente qu'est la révolution, au poste spécial qu'occupe chaque révolutionnaire, lorsque le travail d'un groupe même restreint se perd en discussion, une grande importance s'attache à l'autorité morale acquise dans la lutte, à une autorité que personne ne conteste et qui tire sa force non pas, bien sûr, d'une morale abstraite, mais de la morale du combattant révolutionnaire, de la morale commune des masses révolutionnaires.

Si au cours de plus d'une année, nous avons réussi à passer au travers des énormes difficultés qui s'étaient abattues sur un petit cercle d'indomptables révolutionnaires, si les groupes dirigeants ont su trancher les problèmes les plus difficiles aussi fermement, aussi vite, avec une telle unanimité, c'est uniquement parce qu'une des premières places parmi eux était occupée par un organisateur aussi remarquable que Iakov Mikhaïlovitch. Lui seul a su unir en lui une

étonnante connaissance des militants dirigeants du mouvement prolétarien, lui seul a réussi, au cours de longues années de lutte dont je ne peux parler que très brièvement ici, à forger en soi le remarquable sens pratique, l'exceptionnel talent d'organisateur et l'indiscutable autorité grâce à laquelle Iakov Mikhaïlovitch a, à lui tout seul, dirigé les plus importants travaux du Comité exécutif central de Russie, travaux pour lesquels il aurait fallu tout un groupe d'hommes. Lui seul a réussi à conquérir une position telle que, dans un très grand nombre d'importantes questions concernant l'organisation pratique, il suffisait d'une seule de ses paroles pour que, d'une façon péremptoire, sans aucune réunion ni aucun vote de caractère formel, l'affaire soit réglée une fois pour toutes. Et chacun était parfaitement sûr que la décision prise l'était sur la base d'une connaissance pratique et d'un sens de l'organisation tels que non seulement des centaines et des milliers d'ouvriers d'avant-garde, mais toute la masse considérerait cette décision comme définitive.

L'histoire nous a depuis longtemps montré qu'au cours de la lutte les grandes révolutions mettent en avant de grands hommes et font s'épanouir des talents qui jusque-là semblaient impossibles. Qui aurait pu croire que l'école des cercles illégaux et du travail clandestin, l'école d'un petit parti persécuté et de la prison de Touroukhansk, engendrerait un organisateur qui s'est acquis une autorité absolument incontestable, l'organisateur de tout le pouvoir soviétique en Russie, et le premier, par ses connaissances, des organisateurs du travail du parti qui a créé ces Soviets, qui a mis en place le pouvoir soviétique, ce pouvoir qui maintenant, à travers les difficultés, les souffrances et le sang, les victoires aussi, est en train de faire son chemin vers tous les peuples, vers tous les pays du monde.

Un homme qui a su forger en lui-même un talent d'organisateur aussi remarquable est irremplaçable, si nous entendons par là la possibilité de trouver une personne, un camarade qui disposerait de telles aptitudes. Aucun de ceux qui ont connu de près Iakov Mikhaïlovitch, qui ont observé son travail constant ne peut douter qu'en ce sens, Iakov Mikhaïlovitch est irremplaçable. Le travail qu'il a accompli seul en matière d'organisation, de choix des hommes, de la

désignation de ceux-ci à des postes responsables dans les diverses spécialités, ce travail, nous ne serons capables de l'accomplir que si nous confions chacune des grandes branches d'activité que le camarade Sverdlov dirigeait tout seul, à tout un groupe d'hommes, qui, en suivant le chemin qu'il a tracé, sauront se rapprocher de ce qu'accomplissait un seul homme.

Mais la révolution prolétarienne est forte précisément parce qu'elle puise à des sources profondes. Nous savons qu'à la place de ceux qui s'étaient donnés tout entiers à la lutte, au mépris de la vie, la révolution fait surgir d'autres hommes, peut-être moins expérimentés, moins instruits et moins préparés à leurs débuts, mais qui, étroitement liés aux masses, sont à même de mettre à la place des grands talents disparus des groupes d'hommes qui continueront leur œuvre, suivront leur voie, achèveront ce qu'ils ont commencé. A cet égard nous sommes profondément convaincus que la révolution prolétarienne en Russie et dans le monde entier fera surgir des groupes toujours plus nombreux d'hommes, d'ouvriers, de vastes couches de prolétaires et de paysans travailleurs qui apporteront cette connaissance pratique de la vie, ce talent d'organisation sinon individuel, du moins collectif, sans lesquels l'armée des millions de prolétaires ne peut aboutir à la victoire.

Le souvenir du camarade Sverdlov sera non seulement un symbole éternel d'attachement d'un révolutionnaire à la cause, non seulement un exemple d'union de la lucidité et de l'audace pratiques, d'une totale liaison avec les masses, de la capacité de les diriger, mais aussi le gage que des masses de plus en plus nombreuses de prolétaires, s'inspirant de son exemple, iront sans cesse de l'avant, vers la victoire complète de la révolution communiste mondiale.

« Pravda » n° 60, le 20 mars 1919

Conforme au sténogramme et collationné sur le texte de la « Pravda »

DISCOURS AUX OBSEQUES DE I. SVERDLOV LE 18 MARS 1919

NOTES DE PRESSE

Nous venons de porter en terre un chef prolétarien qui s'est entièrement consacré à l'organisation de la classe ouvrière, à sa victoire. A l'heure où le pouvoir soviétique s'élargit dans le monde entier et où se répand avec la rapidité de l'éclair l'idée que le prolétariat, organisé en Soviets, lutte pour la réalisation de son idéal, nous enterrons un représentant du prolétariat qui a montré par son exemple comment il faut lutter pour cet idéal.

Des millions de prolétaires répéteront nos paroles : « Gloire éternelle au camarade Sverdlov ; sur sa tombe, nous prenons l'engagement solennel de renforcer notre lutte pour le renversement du capital, pour la libération complète des travailleurs ! . . »

Publié le 19 mars 1919 dans le journal « Vétcherniï Izvestia Moskovskovo Soviéta » n° 196

Conforme au texte du journal

PROJET DE PROGRAMME DU P.C. (b)R.[16]

Publié pour la première fois en 1930. Les points du projet de programme sur la question nationale ont été publiés pour la première fois en 1925. L'ébauche du projet de programme du P.C.R. est publiée en entier pour la première fois.

Conforme aux manuscrits et aux copies dactylographiées

1

EBAUCHE DU PROJET DE PROGRAMME DU P.C.R.

Plan : Le programme se compose des parties suivantes : 1. Introduction — La révolution prolétarienne a commencé en Russie et se répand partout rapidement. Pour la comprendre, il faut connaître la nature du capitalisme et comprendre qu'il aboutira inévitablement à la dictature du prolétariat. — 2. Capitalisme et dictature du prolétariat — A ce sujet, reproduire dans sa partie principale notre ancien programme marxiste rédigé par Plékhanov, afin d'expliquer les « racines historiques » de notre conception du monde. — 3. Impérialisme — Voir projet de programme de mai 1917. — 4. Les trois courants dans le mouvement ouvrier international et la nouvelle Internationale. Remaniement du projet de mai 1917. — 5. Les problèmes fondamentaux de la dictature du prolétariat en Russie. Voir projet de décembre 1917—janvier 1918[17]. — 6. Concrétisation de ces problèmes dans le domaine politique (nouveau). — 7. *Idem* dans les domaines national, religieux, pédagogique (nouveau). — 8. *Idem* dans le domaine économique (nouveau). — 9. *Idem* dans le domaine agraire (nouveau). — 10. *Idem* dans le domaine de la protection des travailleurs (écrit par Schmidt). — 11 et 12. Suppléments pour d'autres domaines (non encore écrit).

Dans cette ébauche beaucoup n'est pas achevé, principalement au point de vue rédaction et parfois, au lieu d'une

formulation de programme, on a temporairement recours à une formulation de type commentaires.

(1) La révolution du 25 octobre (7 novembre) 1917 en Russie a réalisé la dictature du prolétariat, lequel avec l'appui des paysans pauvres ou semi-prolétariat, a commencé à bâtir la société communiste. La montée du mouvement révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays avancés, l'apparition et le développement généralisés de la forme soviétique de ce mouvement, c'est-à-dire de celle qui a directement pour but de réaliser la dictature du prolétariat, et enfin le début et le développement de la révolution en Autriche-Hongrie et en Allemagne en particulier, tout cela indique clairement que l'ère de la révolution prolétarienne, de la révolution communiste mondiale est commencée.

(2) L'exacte compréhension des causes, de la signification et des buts de cette révolution exige, en premier lieu, l'explication de l'essence, de la nature fondamentale du capitalisme et de la société bourgeoise, de leur inévitable aboutissement au communisme, et, en second lieu, l'explication de la nature de l'impérialisme et des guerres impérialistes, qui ont accéléré la faillite du capitalisme et mis la révolution prolétarienne à l'ordre du jour.

* *
*

(3) La nature du capitalisme et de la société bourgeoise, qui domine encore dans la plupart des pays civilisés et qui conduit inévitablement (et a déjà conduit) à la révolution communiste mondiale du prolétariat, était caractérisée de la façon suivante par notre ancien programme marxiste:

(4) « Le trait principal d'une telle société réside dans la production marchande, basée sur des rapports de production capitalistes tels que la plus grande et la plus importante partie des moyens de production et d'échange des marchandises appartient à une classe peu nombreuse, tandis que l'énorme majorité de la population est composée de prolétaires et de semi-prolétaires, contraints par leur situation économique de vendre, de façon constante ou périodique, leur force de travail, c'est-à-dire de jouer le rôle de mercenaires des capitalistes et de créer

sur leur travail le revenu des classes supérieures de la société.

(5) Le domaine où règnent les rapports de production capitalistes s'étend de plus en plus à mesure que le perfectionnement constant de la technique conduit, en accroissant l'importance économique des grosses entreprises, à une élimination des petits producteurs indépendants, dont une partie se transforme en prolétaires, tandis que le rôle des autres dans la vie sociale et économique se rétrécit et que, par endroits, ils se trouvent placés sous la dépendance du capital d'une manière plus ou moins ouverte, plus ou moins totale, plus ou moins lourde.

(6) Ce même progrès technique permet en outre aux entrepreneurs d'utiliser de plus en plus le travail des femmes et des enfants dans la production et l'échange des marchandises. Comme, d'autre part, ce progrès conduit à une diminution relative des besoins en main-d'œuvre, la demande de force de travail devient nécessairement inférieure à l'offre, d'où une dépendance accrue du travail salarié vis-à-vis du capital et une hausse du niveau de son exploitation.

(7) Cet état de choses au sein des pays bourgeois et l'aggravation constante de la rivalité qui les oppose sur le marché mondial rendent toujours plus difficile la vente des marchandises, dont la production ne cesse d'augmenter. La surproduction, qui se manifeste par des crises industrielles plus ou moins aiguës, suivies de périodes de marasme plus ou moins longues, est une conséquence inévitable du développement des forces productives dans la société bourgeoise. Les crises et les périodes de stagnation, à leur tour, ruinent encore plus les petits producteurs, augmentent encore la dépendance du travail salarié vis-à-vis du capital et amènent encore plus vite une paupérisation relative, et parfois absolue, de la classe ouvrière.

(8) Ainsi, le perfectionnement de la technique, qui signifie une augmentation de la productivité du travail et un accroissement de la richesse sociale, détermine dans la société bourgeoise un accroissement de l'inégalité sociale, de l'écart entre les possédants et les non-possédants, et une aggravation de la précarité de l'existence, du chômage et des diverses privations pour des couches de plus en plus larges des masses laborieuses.

(9) Mais au fur et à mesure que croissent et se développent toutes ces contradictions propres à la société bourgeoise, augmentent aussi le mécontentement de la masse des travailleurs et des exploités à l'égard de la situation existante, le nombre et l'unité des prolétaires, dont s'exacerbe la lutte contre les exploiteurs. En même temps, le perfectionnement de la technique, qui concentre les moyens de production et d'échange et socialise le travail dans les entreprises capitalistes, crée toujours plus vite la possibilité matérielle de remplacer les rapports de production capitalistes par des rapports de production communistes, c'est-à-dire d'accomplir la révolution sociale qui est le but final de toute l'activité du parti communiste international, en tant qu'expression consciente du mouvement de classe du prolétariat.

(10) Ayant remplacé la propriété privée des moyens de production et d'échange par la propriété sociale et introduisant l'organisation planifiée de la production sociale, afin d'assurer le bien-être et la culture générale à tous les membres de la société, la révolution sociale du prolétariat supprimera la division de la société en classes et, par là, libérera toute l'humanité opprimée, car elle mettra fin à toutes les formes d'exploitation d'une partie de la société par une autre.

(11) La condition indispensable à cette révolution sociale, c'est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat du pouvoir politique qui lui permettra d'écraser toute résistance des exploiteurs. En se donnant pour tâche de permettre au prolétariat de remplir sa mission historique, le parti communiste international l'organise en un parti politique indépendant et opposé à tous les partis bourgeois, dirige tous les aspects de sa lutte de classe, lui montre l'opposition irréconciliable entre les intérêts des exploiteurs et ceux des exploités, ainsi que la signification historique et les conditions indispensables de la révolution sociale imminente. En même temps, il dévoile aux autres travailleurs et exploités leur situation sans issue dans la société capitaliste et la nécessité de la révolution sociale pour se libérer du joug du capital. Le parti de la classe ouvrière, le parti communiste, appelle dans ses rangs toutes les couches de la population laborieuse et exploitée

dans la mesure où elles adoptent le point de vue du prolétariat.»

* * *

(12) Depuis le début du XX^e siècle environ, le capitalisme mondial a atteint le degré de l'impérialisme. L'impérialisme, ou époque du capital financier, c'est l'économie capitaliste arrivée à un degré de développement assez élevé pour que les unions monopolistes de capitalistes — syndicats, cartels, trusts, — prennent une importance décisive, pour qu'un capital bancaire hautement concentré fusionne avec le capital industriel, que l'exportation des capitaux se développe à une très large échelle, que les territoires du monde entier soient déjà partagés entre les pays les plus riches et que commence le partage économique du monde entre les trusts internationaux.

(13) Dans cette situation, les guerres impérialistes, c'est-à-dire les guerres pour la domination du monde, pour les marchés du capital bancaire, pour l'écrasement des peuples petits et faibles, sont inévitables. Telle apparaît justement la première grande guerre impérialiste de 1914-1918.

(14) Le très haut degré de développement du capitalisme mondial en général ; la substitution du capitalisme de monopole à la libre concurrence ; la création par les banques comme par les unions de capitalistes d'un appareil de direction générale de la production et de la répartition des produits ; l'accroissement, allant de pair avec le développement des monopoles capitalistes, du coût de la vie et de l'oppression exercée par leurs cartels sur la classe ouvrière, les énormes difficultés de sa lutte économique et politique ; les horreurs, les misères, les ruines, la barbarie qu'engendre la guerre impérialiste, — tout cela fait du stade de développement actuel du capitalisme une ère de révolution prolétarienne, de révolution socialiste.

Cette ère a déjà pris son départ.

(15) Seule la révolution prolétarienne, socialiste, peut sortir l'humanité de l'impasse à laquelle l'ont acculée l'impérialisme et les guerres impérialistes. Quelles que puissent être les difficultés de la révolution et ses échecs temporaires possibles ou les vagues de la contre-révolution, la victoire finale du prolétariat est inévitable.

* * *

(16) La victoire de la révolution prolétarienne demande la plus grande confiance, l'union fraternelle la plus étroite et la plus grande unité possible dans les actions révolutionnaires de la classe ouvrière de tous les pays avancés. On ne saurait réaliser ces conditions sans une rupture complète, une rupture de principe, sans une lutte impitoyable contre la corruption bourgeoise du socialisme, qui a pu l'emporter au sommet de l'énorme majorité des partis « social-démocrates » et « socialistes » officiels.

(17) Cette corruption, on la trouve d'une part dans le courant opportuniste et social-chauvin, c'est-à-dire du socialisme en paroles et du chauvinisme en fait, courant qui consiste à couvrir du mot d'ordre de « défense de la patrie » la défense des intérêts spoliateurs de « sa » bourgeoisie nationale, aussi bien en général qu'en particulier au moment de la guerre impérialiste de 1914-1918. Ce courant est né du fait que presque tous les pays avancés, en pillant les peuples coloniaux et faibles, donnaient à la bourgeoisie la possibilité d'acheter des dirigeants du prolétariat, à l'aide de miettes de ses surprofits, de leur assurer en temps de paix une existence petite-bourgeoise convenable et de prendre certains d'entre eux à son service. Les opportunistes et les social-chauvins, devenus serviteurs de la bourgeoisie, sont les ennemis de classe directs du prolétariat.

(18) D'autre part, la corruption bourgeoise du socialisme s'est manifestée dans le courant « centriste », également large et international, qui balance entre les social-chauvins et les communistes, défendant l'unité avec les premiers et s'efforçant de faire renaître la IIe internationale pourrie et en faillite. La seule Internationale qui soit réellement prolétarienne et révolutionnaire est la nouvelle, la IIIe, l'Internationale Communiste, formée de partis communistes à partir des anciens partis socialistes dans une série de pays, notamment en Allemagne, et qui gagne une sympathie de plus en plus grande dans les masses prolétariennes de tous les pays.

* * *

LES TÂCHES FONDAMENTALES DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT EN RUSSIE

Les tâches fondamentales de la dictature du prolétariat en Russie consistent aujourd'hui à mener jusqu'au bout, à achever l'expropriation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, et à transmettre en toute propriété à la république des Soviets les fabriques, usines, chemins de fer, banques, flotte et autres moyens de production et d'échange ;

à utiliser l'union des ouvriers des villes et des paysans pauvres, à laquelle on doit déjà l'abolition de la propriété privée de la terre et la loi sur la forme de passage de la petite exploitation paysanne au socialisme, forme que les idéologues modernes de la paysannerie passée aux côtés du prolétariat ont appelée socialisation de la terre, pour le passage graduel, mais incessant vers le travail collectif de la terre, vers une grande agriculture socialiste ;

à renforcer et à développer la république fédérative des Soviets, en tant que forme de démocratie infiniment plus élevée et plus progressive que le parlementarisme bourgeois, et en tant que seul type d'Etat qui corresponde, sur la base de l'expérience de la Commune de Paris de 1871 et des révolutions russes de 1905 et de 1917-1918, à la période de transition du capitalisme au socialisme, c'est-à-dire à la période de la dictature du prolétariat ;

à utiliser à fond et dans tous les domaines le flambeau de la révolution socialiste mondiale allumé en Russie, afin

de porter la révolution dans les pays plus avancés et en général dans tous les pays, en paralysant les tentatives des Etats bourgeois, impérialistes, de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie ou de s'unir pour la lutte directe et la guerre contre la République socialiste soviétique ; à anéantir complètement, par une série de mesures graduelles, mais inflexibles, le commerce privé, en organisant un échange régulier et méthodique des marchandises entre les communes de production et de consommation de l'ensemble économique unique que doit devenir la république des Soviets.

En développant plus concrètement les tâches générales du pouvoir soviétique, le P.C.R. les définit pour la période actuelle de la façon suivante :

dans le domaine politique

Si, avant la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, l'utilisation de la démocratie bourgeoise et, en particulier, du parlementarisme était (absolument) indispensable pour éduquer politiquement et organiser les masses ouvrières, aujourd'hui, alors que le prolétariat détient le pouvoir et que la république des Soviets réalise un type de démocratie supérieur, tout pas en arrière vers le parlementarisme bourgeois, vers la démocratie bourgeoise serait incontestablement une défense réactionnaire des intérêts des exploiteurs, propriétaires fonciers et capitalistes. Les slogans exaltant soi-disant une démocratie générale, une démocratie pour tous, pour toute la nation, en dehors des classes, mais en fait une démocratie bourgeoise, ne peuvent servir que les intérêts des exploiteurs ; tant que subsiste la propriété privée de la terre et des autres moyens de production, la république la plus démocratique restera inévitablement une dictature de la bourgeoisie, une machine à opprimer l'immense majorité des travailleurs par une poignée de capitalistes.

La tâche historique qui incombe à la république soviétique, type d'Etat nouveau, de transition vers la suppression complète de l'Etat, consiste à

1) créer et développer dans tous les domaines une organisation de masse des classes opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire le prolétariat et le semi-prolétariat. Dans le

meilleur des cas, la république démocratique bourgeoise admettait l'organisation des masses exploitées en ce sens qu'elle la déclarait libre. En fait cependant, elle dressait sans cesse d'innombrables obstacles à cette organisation, obstacles inévitablement liés à la propriété privée des moyens de production. Le pouvoir soviétique, pour la première fois dans l'histoire, non seulement facilite de toutes les manières l'organisation des masses opprimées par le capitalisme, mais fait de cette organisation le fondement permanent de tout l'appareil d'Etat, du bas jusqu'en haut, tant sur le plan local que sur le plan central. C'est le seul moyen de réaliser en fait la démocratie pour la majorité de la population, c'est-à-dire la participation réelle de l'énorme majorité du peuple, des travailleurs à la direction de l'Etat, au lieu qu'en réalité cette direction soit assurée principalement par des représentants des classes bourgeoises, comme c'est le cas dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques.

2) L'organisation soviétique de l'Etat donne une certaine priorité de fait à la partie des masses laborieuses la plus concentrée, la plus unie, la plus éclairée et la mieux trempée dans la lutte par tout le développement capitaliste qui a précédé le socialisme, c'est-à-dire au prolétariat industriel des villes. Cette priorité doit être utilisée fermement et systématiquement, afin de faire contrepoids aux intérêts étroitement corporatifs et étroitements professionnels que le capitalisme cultivait parmi les travailleurs pour les diviser en groupes concurrents, d'unir plus intimement aux ouvriers d'avant-garde les masses les plus arriérées et les plus dispersées de paysans prolétaires et semi-prolétaires, de les soustraire à l'influence des koulaks et de la bourgeoisie rurale, de les organiser et de les éduquer pour la construction du communisme.

3) La démocratie bourgeoise, tout en proclamant solennellement l'égalité de tous les citoyens, masquait hypocritement la domination des capitalistes exploiteurs et trompait les masses en leur faisant croire qu'une égalité réelle pouvait exister entre exploiteurs et exploités. L'organisation soviétique de l'Etat fait table rase de ce mensonge et de cette hypocrisie, en réalisant une véritable démocratie, c'est-à-dire une égalité réelle entre tous les

travailleurs, les exploiteurs étant exclus de la société. L'expérience de l'histoire mondiale, de tous les soulèvements des classes opprimées contre leurs oppresseurs montre qu'il est impossible d'éviter une résistance longue et acharnée des exploiteurs dans la lutte pour le maintien de leurs privilèges. L'organisation soviétique de l'Etat est outillée pour écraser cette résistance, sans quoi il ne peut être question de révolution communiste victorieuse.

4) Le type soviétique d'Etat permet aussi une action plus directe des masses laborieuses dans l'édification et l'administration de l'Etat, c'est-à-dire une forme plus élevée de démocratie, premièrement par le fait que l'organisation des élections et la possibilité d'y procéder plus souvent, de même que les conditions du renouvellement des organismes et du rappel des députés sont plus commodes et plus à la portée des travailleurs des villes et de la campagne que dans la meilleure forme de démocratie bourgeoise ;

5) deuxièmement, par le fait que, sous le pouvoir soviétique, la circonscription électorale de base, la cellule fondamentale de l'Etat, n'est pas territoriale, mais économique, industrielle (usine, fabrique). Cette liaison plus étroite entre l'appareil d'Etat et les masses de prolétaires avancés, rassemblées par le capitalisme, donne, outre une démocratie supérieure, la possibilité de réaliser de profondes transformations socialistes.

6) L'organisation soviétique a permis la création d'une force armée d'ouvriers et de paysans beaucoup plus liée qu'avant aux masses de travailleurs et d'exploités. Sans cela, il serait impossible de réaliser l'une des conditions fondamentales de la victoire du socialisme, c'est-à-dire l'armement des ouvriers et le désarmement de la bourgeoisie.

7) L'organisation soviétique a donné un développement infiniment plus large à cet aspect de la démocratie bourgeoise qui faisait de celle-ci un très grand progrès historique par rapport au moyen âge, c'est-à-dire la participation de la population au choix des fonctionnaires. Jamais, dans aucun des Etats bourgeois les plus démocratiques, les masses laborieuses n'ont joui pratiquement du droit de vote que la bourgeoisie leur octroyait formellement, mais qu'elle restreignait en fait, dans une mesure même approximativement aussi large, aussi fréquente, aussi générale, aussi simple

et aussi facile que sous le pouvoir soviétique. Mais celui-ci a en même temps éliminé les côtés négatifs de la démocratie bourgeoise, dont la Commune de Paris avait déjà entamé la démolition et dont le marxisme avait depuis longtemps dévoilé l'étroitesse et la limitation, notamment le parlementarisme, en tant que séparation des pouvoirs législatif et exécutif. En réunissant ces pouvoirs, les Soviets rapprochent l'appareil d'Etat des masses laborieuses et suppriment la barrière constituée par le parlement bourgeois, qui trompait les masses avec ses étiquettes hypocrites, qui couvrait les agiotages financiers et boursiers des affairistes parlementaires et qui assurait l'inviolabilité de l'appareil bourgeois d'administration de l'Etat.

8) C'est seulement grâce à l'organisation soviétique de l'Etat que la révolution du prolétariat a pu briser d'un coup et détruire de fond en comble le vieil appareil d'Etat bourgeois, faute de quoi l'édification du socialisme n'aurait même pas pu être abordée. A l'heure actuelle, en Russie, les forteresses de la bureaucratie, qui enchaînaient en toutes circonstances le pouvoir d'Etat aux intérêts des propriétaires fonciers et des capitalistes, aussi bien sous la monarchie que dans la république bourgeoise la plus démocratique, ont été complètement détruites. Cependant, notre lutte contre la bureaucratie est loin d'être terminée. La bureaucratie essaie de regagner une partie des positions perdues, en misant, d'une part, sur le bas niveau culturel de la population, et, d'autre part, sur la tension extrême, presque surhumaine, des forces de la partie la plus avancée des ouvriers des villes dans le travail militaire. C'est pourquoi, si l'on veut continuer à construire le socialisme, il est indispensable et urgent de poursuivre la lutte contre la bureaucratie.

9) Le travail dans ce sens, qui est indissolublement lié à la réalisation de la principale tâche historique du pouvoir soviétique, c'est-à-dire la suppression complète de l'Etat, doit consister premièrement en ce que chaque membre d'un Soviet ait à remplir absolument une tâche déterminée dans l'administration de l'Etat, deuxièmement en ce que ces tâches soient échangées à tour de rôle, de manière à embrasser tout le cycle des affaires concernant l'administration de l'Etat, toutes les branches de celle-ci, et troisièmement, parallèlement aux mesures prises progressivement

et avec discernement, mais de façon constante, en ce que toute la population laborieuse soit appelée à prendre une part personnelle à l'administration de l'Etat.

10) D'un point de vue général, la différence entre la démocratie bourgeoise, parlementaire, et la démocratie soviétique ou prolétarienne se ramène en fait à ce que la première plaçait son centre de gravité dans la proclamation solennelle et pompeuse de toutes sortes de libertés et de droits, tout en empêchant la majorité de la population, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, d'en jouir de façon tant soit peu suffisante. La démocratie prolétarienne ou soviétique, par contre, est centrée non sur la proclamation de droits et de libertés pour tout le peuple, mais sur la garantie réelle que les masses laborieuses qui étaient opprimées et exploitées par le capital auront vraiment accès à la direction de l'Etat, pourront vraiment utiliser les meilleurs bâtiments et locaux pour leurs réunions et leurs congrès, disposer des meilleures imprimeries et des plus gros stocks de papier pour l'instruction de ceux que le capital abrutissait, sur la garantie que ces masses auront réellement (pratiquement) la possibilité de se libérer peu à peu du poids des préjugés religieux, etc., etc. Une des tâches les plus importantes du pouvoir soviétique, qu'il doit poursuivre sans relâche, consiste donc à donner aux travailleurs et aux exploités la possibilité de jouir réellement de tous les biens de la culture, de la civilisation et de la démocratie.

Dans la question nationale, la politique du P.C.R., à la différence des proclamations de la démocratie bourgeoise sur l'égalité des nations, irréalisable sous l'impérialisme, consiste à rapprocher et à unir systématiquement les prolétaires et les masses laborieuses de toutes les nations dans leur lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie. La méfiance à l'égard des Grands-Russes, héritée de l'époque de l'impérialisme grand-russe, du tsarisme et de la bourgeoisie, disparaît rapidement parmi les masses travailleuses des nations qui faisaient partie de l'Empire russe, elle disparaît à mesure que ces masses apprennent à connaître la Russie soviétique, bien qu'elle subsiste encore dans certaines nations et dans certaines couches de travailleurs. D'où la nécessité d'aborder le sentiment national avec beaucoup de précautions, d'assurer soigneu-

sement l'égalité des nations et leur liberté de séparation, afin de couper les racines de la méfiance et d'obtenir que se réalise volontairement une union étroite des républiques soviétiques de toutes les nations. Il faut renforcer l'aide aux nations arriérées et faibles en coopérant à l'organisation indépendante et à l'éducation des ouvriers et paysans de chaque nation dans la lutte contre l'oppression médiévale et bourgeoise ; il faut également aider par coopération au développement de la langue et de la littérature des nationalités jusque-là opprimées ou qui ne jouissaient pas de droits égaux.

Dans le domaine de la politique religieuse, la tâche de la dictature du prolétariat du P.C.R. est de ne pas se contenter du décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Ecole et de l'Eglise, mesures que la démocratie bourgeoise avait promises, mais n'a jamais appliquées complètement à cause des multiples liaisons de fait entre le capital et la propagande religieuse. La dictature du prolétariat doit détruire jusqu'au bout les liens qui existent entre les classes exploiteuses, propriétaires fonciers et capitalistes d'une part, et l'organisation de la propagande religieuse d'autre part, visant à maintenir les masses dans l'ignorance. Elle doit tout faire pour libérer réellement les masses laborieuses des préjugés religieux, et cela au moyen de la propagande et d'une élévation de la conscience des masses, tout en évitant soigneusement de blesser les sentiments de la partie croyante de la population et de renforcer le fanatisme religieux.

Dans le domaine de l'instruction publique, le P.C.R. a pour tâche de mener à bonne fin l'œuvre entreprise avec la révolution d'Octobre 1917, de transformation de l'école d'instrument de domination de classe de la bourgeoisie en un instrument de destruction de cette domination, ainsi que de suppression complète de la division de la société en classes.

Pendant la période de dictature du prolétariat, c'est-à-dire de préparation des conditions qui rendront possible la pleine réalisation du communisme, l'école doit être le véhicule non seulement des principes communistes en général, mais de l'influence d'idées, d'organisation et d'éducation du prolétariat sur les travailleurs semi-prolétariens et non pro-

létariens, afin de former la génération qui saura réaliser définitivement le communisme.

Dans ce sens, les premières tâches à accomplir actuellement sont les suivantes :

1) Instituer l'instruction gratuite et obligatoire, générale et polytechnique (c'est-à-dire enseignant la théorie et la pratique de toutes les branches principales de la production), pour les enfants des deux sexes jusqu'à 16 ans.

2) Créer un lien étroit entre l'enseignement et le travail socialement productif.

3) Assurer à tous les élèves la nourriture, l'habillement et les fournitures scolaires aux frais de l'Etat.

4) Renforcer l'agitation et la propagande parmi les enseignants.

5) Préparer les cadres d'un nouveau corps enseignant acquis aux idées du communisme.

6) Appeler la population laborieuse à prendre une part active à l'éducation (développement des conseils d'éducation populaire, mobilisation des gens instruits, etc.).

7) Pour le pouvoir soviétique, aider efficacement les ouvriers et les paysans travailleurs à s'instruire par eux-mêmes (création de bibliothèques, de cours d'adultes, d'universités populaires ; de conférences, de cinémas, de studios, etc.).

8) Développer le plus largement possible la propagande des idées communistes.

Plus concrètement, le P.C.R. définit de la façon suivante les tâches générales du pouvoir soviétique à l'heure actuelle :

dans le domaine économique

Le pouvoir soviétique a aujourd'hui pour tâche :

1° de poursuivre jusqu'au bout l'expropriation de la bourgeoisie, déjà commencée et terminée pour l'essentiel, faire de la propriété des moyens de production et d'échanges celle de la République soviétique, c'est-à-dire la propriété collective de tous les travailleurs.

2° De veiller tout particulièrement à développer et à renforcer la discipline fraternelle des travailleurs, à élever dans tous les domaines leur esprit d'initiative et leur sens des

responsabilités. C'est là le principal sinon le seul moyen d'avoir définitivement raison du capitalisme et de surmonter les habitudes créées par la domination de la propriété privée des moyens de production. Pour atteindre ce but, il faut un long, un patient travail de rééducation des masses ; cette rééducation est désormais non seulement possible, maintenant que les masses ont vu de leurs yeux l'élimination des propriétaires fonciers, des capitalistes et des marchands, mais elle s'effectue réellement par mille voies, à travers l'expérience vécue des ouvriers et des paysans. Il est extrêmement important à cet égard d'œuvrer au développement de l'union des travailleurs sur le plan professionnel, union qui n'a jamais, dans aucun pays du monde, avancé aussi vite que sous le pouvoir soviétique, mais qui doit être poussée jusqu'au rassemblement de tous les travailleurs sans exception dans des syndicats d'industrie bien organisés, centralisés et disciplinés. Sans nous limiter aucunement à l'ancienne structure du mouvement syndical, nous devons systématiquement, en vérifiant chaque pas d'après les résultats pratiques déjà acquis, d'une part transformer les syndicats en organismes de gestion de toute l'économie (le rapprochement et une étroite liaison des syndicats avec le Conseil supérieur de l'économie nationale, le Commissariat au Travail, et puis avec tous les autres secteurs de l'administration de l'Etat devant se développer et se renforcer) ; d'autre part, accroître le rôle des syndicats comme organismes d'éducation professionnelle et socialiste de toute la masse laborieuse, de manière que, sous le contrôle de l'avant-garde ouvrière, les couches d'ouvriers plus attardées partagent l'expérience acquise dans la gestion.

3° L'accroissement de la productivité du travail est une de nos tâches fondamentales, sinon le passage définitif au communisme est inconcevable. A cette fin, outre un long travail d'instruction des masses et d'élévation de leur niveau culturel, il faut utiliser immédiatement, largement et dans tous les domaines les spécialistes de la science et de la technique que le capitalisme nous a légués, et qui sont naturellement nourris de conceptions et d'habitudes bourgeoises. En coopération étroite avec les syndicats, le Parti doit continuer à suivre sa ligne de toujours : d'une part, ne pas accorder la moindre concession politique à cette couche

bourgeoise et écraser impitoyablement toute velléité contre-révolutionnaire ; d'autre part, lutter de façon aussi impitoyable contre le soi-disant radicalisme, qui n'est en fait que grossière fatuité, prétendant que les travailleurs sont capables de venir à bout du capitalisme et du régime bourgeois sans apprendre chez les spécialistes bourgeois, sans les utiliser, sans avoir suivi une longue école de travail à leurs côtés.

Bien que nous ayons pour but une égalité complète dans la rétribution du travail et le communisme intégral, il nous est absolument impossible pour l'instant d'envisager la réalisation de cette égalité, alors que nous n'en sommes qu'aux premiers pas de la transition du capitalisme au communisme. C'est pourquoi il est nécessaire de maintenir pendant un certain temps des traitements plus élevés pour les spécialistes, afin qu'ils puissent travailler non pas moins bien, mais mieux qu'avant. Dans le même but, nous ne devons pas non plus rejeter le système des primes pour un travail meilleur et particulièrement pour le travail d'organisation. Les primes seront inadmissibles sous le communisme intégral, mais dans la période de transition du capitalisme au communisme, elles sont inévitables, comme le montrent diverses considérations théoriques et la première année d'expérience du pouvoir soviétique.

En même temps, il faut tout faire pour que les spécialistes bourgeois se sentent entourés d'une ambiance de travail collectif fraternel, main dans la main avec la masse des ouvriers, sous la conduite des communistes conscients. Avec beaucoup de patience, et sans se laisser rebuter par d'inévitables échecs, il faut s'attacher à éveiller chez ceux qui possèdent une formation scientifique, la conscience de tout ce qu'il y a d'infâme à faire servir la science pour son profit personnel et pour l'exploitation de l'homme, la conscience qu'il y a une tâche plus noble, celle d'utiliser la science pour la faire connaître à tous les travailleurs.

4° La réalisation du communisme, qui exige indiscutablement la plus grande et la plus stricte centralisation du travail à l'échelle de l'Etat, suppose par là même qu'on en finisse avec la dispersion et l'isolement des ouvriers sur le plan professionnel et sur le plan local, qui constituaient une des sources de la puissance du capital et de la faiblesse du

monde du travail. La lutte contre l'étroitesse et l'égoïsme corporatifs, intimement liée à la lutte pour faire disparaître l'opposition entre la ville et la campagne, comporte de grandes difficultés et ne peut être entreprise en grand sans avoir élevé d'abord notablement la productivité du travail. Mais cette tâche doit cependant être abordée sans délai, ne serait-ce au début que dans un cadre local restreint, et à titre d'essai, pour pouvoir comparer le résultat des mesures diverses qui seront prises dans différentes professions et en différents endroits. La mobilisation de toute la population apte au travail par le pouvoir soviétique avec la collaboration des syndicats, pour l'exécution de travaux d'intérêt général, doit être effectuée beaucoup plus largement et de façon plus systématique qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

5° Dans le domaine de la répartition, la tâche du pouvoir soviétique à l'heure actuelle est de continuer fermement à substituer au commerce une distribution des produits planifiée et organisée à l'échelle de l'Etat. Le but est d'organiser toute la population en communes de production et de consommation capables de répartir tous les produits nécessaires de la façon la plus rapide, la plus méthodique, la plus économique et exigeant le minimum de main-d'œuvre, en centralisant strictement l'appareil de répartition. Les coopératives constituent un moyen intermédiaire pour atteindre ce but. Leur utilisation est un problème analogue à celui des spécialistes bourgeois, dans la mesure où, à la tête de l'appareil coopératif que nous a légué le capitalisme, se trouvent des gens aux habitudes de pensée et de gestion économique bourgeoises. Le P.C.R. doit poursuivre systématiquement sa politique, c'est-à-dire obliger tous les membres du parti à travailler dans les coopératives, les diriger aussi avec l'aide des syndicats dans un esprit communiste, développer l'initiative et la discipline de la population laborieuse groupée dans les coopératives, faire en sorte que celles-ci englobent toute la population et qu'elles se fondent, de haut en bas, en une coopérative unique pour toute la république des Soviets ; enfin, et c'est là le plus important, le Parti doit faire en sorte que l'influence du prolétariat sur les autres couches de travailleurs soit toujours dominante, et que partout soient mises à l'épreuve de la pratique les différentes mesures visant à faciliter et à assurer le passage

des coopératives petites-bourgeoises du type ancien, capitaliste, aux communes de production et de consommation dirigées par les prolétaires et les semi-prolétaires.

6° Il est impossible de supprimer la monnaie dès les premiers temps du passage du capitalisme au communisme. Par suite, les éléments bourgeois de la population continuent à utiliser la monnaie qui reste propriété privée et qui atteste le droit des exploiteurs de se procurer les biens de la société, dans un but de spéculation, de lucre et de spoliation des travailleurs. Pour soutenir la lutte contre cette survivance du brigandage bourgeois, la nationalisation des banques, à elle seule, ne suffit pas. Le P.C.R. s'efforcera de prendre aussi rapidement que possible les mesures les plus radicales pour préparer la suppression de la monnaie, qui sera remplacée, en premier lieu, par des livrets de caisse d'épargne, des chèques, des billets à court terme donnant droit à divers produits, etc., le dépôt obligatoire de l'argent dans les banques, etc. L'expérience de la préparation et de l'application de ces mesures et d'autres similaires montrera lesquelles sont les plus rationnelles.

7° En matière financière, dans tous les cas où la possibilité s'en présentera, le P.C.R. devra établir un impôt progressif sur le revenu et sur la propriété. Mais ces cas ne peuvent être nombreux, depuis l'abolition du droit de propriété privée sur la terre et la majorité des fabriques, des usines et autres entreprises. A l'époque de la dictature du prolétariat et de la propriété des moyens de production les plus importants aux mains de l'Etat, les finances publiques doivent être basées sur l'affectation immédiate aux besoins de l'Etat d'une partie des revenus des divers monopoles d'Etat. L'équilibre entre les recettes et les dépenses ne peut s'obtenir que par une bonne mise au point de l'échange des marchandises, à laquelle on parviendra par l'organisation des communes de production et de consommation et la remise en état des transports, qui constitue l'une des tâches immédiates les plus importantes du pouvoir soviétique.

Dans le domaine agraire

Après l'abolition de la propriété privée de la terre, l'expropriation [presque] complète des propriétaires fon-

ciers et la promulgation de la loi sur la socialisation de la terre qui accorde la priorité aux grandes exploitations collectives, la principale tâche du pouvoir soviétique consiste à rechercher et à mettre à l'essai les mesures transitoires les plus rationnelles et pratiques dans cette direction.

Devant cette situation, la ligne fondamentale et le principe directeur de la politique agraire du P.C.R. consistent toujours à s'appuyer sur les éléments prolétariens et semi-prolétariens de la campagne. Il faut avant tout les organiser en une force indépendante, les rapprocher du prolétariat des villes et les arracher à l'influence de la bourgeoisie rurale et des intérêts inhérents à la petite propriété. L'organisation des comités de paysans pauvres a été un pas dans ce sens ; l'organisation de cellules du parti à la campagne, le renouvellement des députés aux Soviets avec exclusion des koulaks, la création d'un type particulier de syndicat groupant les prolétaires et les semi-prolétaires de la campagne, toutes ces mesures et d'autres analogues doivent être rigoureusement appliquées.

En ce qui concerne les koulaks et la bourgeoisie rurale, la politique du P.C.R. consiste à lutter résolument contre leurs velléités d'exploitation, à réprimer toute opposition de leur part à la politique soviétique, socialiste.

En ce qui concerne les paysans moyens, la politique du P.C.R. consiste à les traiter avec ménagement ; il faut les séparer des koulaks, et il ne faut en aucun cas étendre aux paysans moyens les mesures de répression ; par sa situation de classe, la paysannerie moyenne peut être une alliée du pouvoir prolétarien lors du passage au socialisme, ou tout au moins un élément neutre. C'est pourquoi, malgré quelques échecs inévitables et malgré les hésitations de la paysannerie moyenne, il faut tout faire pour parvenir à un accord avec elle, en prêtant une oreille attentive à ses revendications et en faisant des concessions dans le choix des moyens pour appliquer les transformations socialistes. Une des premières places à cet égard doit être réservée à la lutte contre les excès des représentants du pouvoir soviétique qui, abusant de leur titre de communistes, pratiquent en réalité une politique non pas communiste, mais bureaucratique, autoritaire ; ces éléments doivent être chassés sans pitié, par l'exercice

d'un contrôle plus strict, avec l'aide des syndicats ou par d'autres moyens.

En ce qui concerne les mesures de passage à l'agriculture communiste, le P.C.R. vérifiera à l'usage les trois mesures déjà mises en application : les exploitations soviétiques, les communes agricoles et les sociétés (ou les associations) de culture collective, en veillant à ce que ces mesures soient élargies et corrigées, et en se préoccupant particulièrement des moyens de développer la participation volontaire des paysans à ces nouvelles formes d'associations agricoles, ainsi que de l'organisation de la paysannerie laborieuse pour réaliser le contrôle d'en bas et une discipline fraternelle.

Dans le domaine de la politique de ravitaillement, le P.C.R. est pour le renforcement et le développement du monopole d'Etat, sans refuser l'utilisation des coopératives, des marchands privés ou des employés de commerce ni l'application d'un système de primes, sous réserve d'un contrôle du pouvoir soviétique et à condition d'obtenir de meilleurs résultats au point de vue de l'organisation. Les concessions partielles qu'il faut accorder de temps en temps sont exclusivement dictées par une recrudescence particulière des besoins et ne doivent jamais nous faire renoncer à notre volonté bien arrêtée de réaliser le monopole d'Etat. Celui-ci est très difficile à réaliser dans un pays de petite culture, il exige un long travail et l'essai dans la pratique d'une série de mesures intermédiaires conduisant par des voies diverses au même but, c'est-à dire à une organisation générale et à un fonctionnement régulier des communes de production et de consommation, avec livraison à l'Etat de toute la production excédentaire.

2

PROJET DE PROGRAMME DU P.C.R.(BOLCHEVIK)

(1) La révolution du 25 octobre (7 novembre) 1917 en Russie a réalisé la dictature du prolétariat qui, avec l'appui de la paysannerie pauvre ou semi-prolétariat, a commencé à jeter les bases de la société communiste. La montée du mouvement révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays avancés, le fait que partout c'est la forme soviétique de ce mouvement qui est apparue et se développe, c'est-à-dire la forme qui a directement pour but de réaliser la dictature du prolétariat, enfin le départ et le déroulement de la révolution en Autriche-Hongrie et en Allemagne en particulier, tout cela indique clairement que l'ère de la révolution prolétarienne, communiste mondiale est ouverte.

(2) Une juste compréhension des causes, de la signification et des buts de cette révolution exige que l'on comprenne l'essence du capitalisme et le fait qu'il aboutira inévitablement au communisme, à travers l'impérialisme et les guerres impérialistes qui accélèrent la chute du capitalisme.

* * *

(3) La nature du capitalisme et de la société bourgeoise, qui domine encore dans la plupart des pays civilisés et dont l'évolution conduit inévitablement à une révolution communiste mondiale du prolétariat, avait été définie correctement (mise à part l'appellation inexacte de parti

social-démocrate) dans les dispositions suivantes de notre ancien programme :

(4) « La principale caractéristique de cette société est la production marchande, basée sur des rapports de production capitalistes tels que la plus grande et la plus importante partie des moyens de production et d'échange appartient à une classe peu nombreuse, tandis que l'énorme majorité de la population est composée de prolétaires et de semi-prolétaires, contraints par leur situation économique de vendre périodiquement ou de façon constante leur force de travail, c'est-à-dire de se mettre au service des capitalistes et de créer par leur travail le revenu des classes supérieures de la société.

(5) Le domaine où règnent les rapports de production capitalistes s'étend de plus en plus, à mesure que le perfectionnement continu de la technique, en augmentant l'importance économique des grosses entreprises, élimine les petits producteurs indépendants, les transforme partiellement en prolétaires, diminuant le rôle des autres dans la vie sociale et économique et les plaçant par endroits dans un état de dépendance plus ou moins totale, plus ou moins ouverte, plus ou moins lourde à l'égard du capital.

(6) Ce même progrès technique offre en outre aux entrepreneurs la possibilité d'utiliser de plus en plus le travail des femmes et des enfants dans la production et l'échange des marchandises. Comme, d'autre part, il entraîne une diminution relative des besoins en main-d'œuvre, la demande de force de travail devient nécessairement inférieure à l'offre, d'où une dépendance accrue du travail salarié à l'égard du capital et une hausse du niveau de son exploitation.

(7) Cet état de choses au sein des pays bourgeois et la rivalité de plus en plus aiguë qui les oppose sur le marché mondial rendent de jour en jour plus difficile l'écoulement des marchandises, dont la production ne cesse de s'accroître. La surproduction, qui se manifeste dans des crises industrielles plus ou moins aiguës, suivies de périodes de stagnation plus ou moins prolongées, est une conséquence inévitable du développement des forces productives dans la société bourgeoise. Les crises et les périodes de stagnation industriel-

le aggravent à leur tour la ruine des petits producteurs, augmentent encore la dépendance du travail salarié à l'égard du capital et conduisent encore plus vite à la paupérisation relative, et parfois absolue, de la classe ouvrière.

(8) Ainsi le perfectionnement de la technique se traduisant par une élévation de la productivité du travail et une augmentation de la richesse sociale détermine, dans la société bourgeoise, un accroissement de l'inégalité sociale, un plus grand écart entre les possédants et les non-possédants et une aggravation de la précarité de l'existence, du chômage et des privations diverses pour des couches de plus en plus larges de travailleurs.

(9) Mais au fur et à mesure que croissent et se développent ces contradictions propres à la société bourgeoise, augmentent aussi le mécontentement de la masse des travailleurs et des exploités à l'égard de la situation existante, le nombre et l'unité des prolétaires dont la lutte contre les exploiteurs s'exacerbe de plus en plus. En même temps, le perfectionnement de la technique, qui concentre les moyens de production et d'échange et socialise le travail dans les entreprises capitalistes, crée toujours plus vite la possibilité matérielle de remplacer les rapports de production capitalistes par des rapports de production communistes, c'est-à-dire d'accomplir la révolution sociale qui est le but final de toute l'activité du parti communiste international, en tant qu'expression consciente du mouvement de classe du prolétariat.

(10) Ayant remplacé la propriété privée des moyens de production et d'échange par la propriété sociale et introduisant une organisation planifiée de la production sociale, afin d'assurer le bien-être et la culture générale à tous les membres de la société, la révolution sociale du prolétariat abolira la division de la société en classes et libérera ainsi toute l'humanité opprimée, car elle mettra fin à toute forme d'exploitation d'une partie de la société par une autre.

(11) La condition indispensable de cette révolution sociale, c'est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat du pouvoir politique qui lui permettra d'écraser toute résistance des exploiteurs. En se donnant pour tâche de permettre au prolétariat de remplir sa mission

historique, le parti communiste international l'organise en un parti politique indépendant, opposé à tous les partis bourgeois, dirige tous les aspects de sa lutte de classe, lui montre l'opposition irréconciliable entre les intérêts des exploiteurs et ceux des exploités, ainsi que la signification historique et les conditions indispensables de la révolution sociale à venir. En même temps, il dévoile aux autres travailleurs et exploités que leur situation est sans issue dans la société capitaliste et que la révolution sociale, s'ils veulent se libérer du joug du capital, est nécessaire. Le parti de la classe ouvrière, le parti communiste appelle dans ses rangs toutes les couches de la population laborieuse et exploitée adoptant le point de vue du prolétariat.»

* * *

(12) Le processus de concentration et de centralisation du capital, mettant fin à la libre concurrence, a conduit au début du XX^{e} siècle à la création de puissantes unions monopolistes de capitalistes — syndicats, cartels, trusts — qui ont pris une importance décisive dans toute la vie économique, à la fusion du capital bancaire avec un capital industriel hautement concentré, à l'exportation accrue des capitaux dans les pays étrangers, au commencement du partage économique du monde, déjà partagé territorialement entre les pays les plus riches, entre les trusts qui englobent des groupes de plus en plus larges de puissances capitalistes. Cette époque du capital financier, époque d'une lutte d'un acharnement sans précédent, entre les Etats capitalistes, c'est l'époque de l'impérialisme.

(13) De là dérivent inévitablement les guerres impérialistes, guerres pour les débouchés, pour les sphères d'investissement du capital, pour les matières premières et la main-d'œuvre à bon marché, c'est-à-dire pour la domination mondiale et l'écrasement des nationalités petites et faibles. Telle apparaît justement la première grande guerre impérialiste de 1914-1918.

(14) Le très haut degré de développement du capitalisme mondial en général ; la substitution du capitalisme monopoliste d'Etat à la libre concurrence ; la création par les banques comme par les unions de capitalistes d'un appa-

reil de direction générale de la production et de la répartition des produits ; l'accroissement, allant de pair avec le développement des monopoles capitalistes, du coût de la vie et de l'oppression exercée par leurs cartels sur la classe ouvrière, l'asservissement de cette dernière par l'Etat impérialiste, les immenses difficultés de la lutte économique et politique du prolétariat ; les horreurs, les misères, les ruines, qu'engendre la guerre impérialiste, tout cela fait du stade actuel de développement du capitalisme une ère de la révolution prolétarienne, communiste.

Cette ère a déjà commencé.

(15) Seule la révolution prolétarienne, communiste peut tirer l'humanité de l'impasse à laquelle l'ont acculée l'impérialisme et les guerres impérialistes. Quelles que puissent être les difficultés de la révolution et ses échecs momentanés ou les vagues de la contre-révolution, la victoire finale du prolétariat est certaine.

* * *

(16) La victoire de la révolution prolétarienne mondiale demande la plus grande confiance, l'union fraternelle la plus étroite et la plus grande unité possible dans les actions révolutionnaires de la classe ouvrière des pays avancés. On ne saurait réaliser ces conditions sans une rupture complète, de principe, sans une lutte impitoyable contre la corruption bourgeoise du socialisme qui a pu l'emporter au sommet des partis « social-démocrates » et « socialistes » officiels.

(17) Cette corruption, on la trouve d'une part dans le courant opportuniste et social-chauvin, socialisme en paroles et chauvinisme en fait, courant qui consiste à couvrir du mot d'ordre mensonger de «défense de la patrie» la défense des intérêts spoliateurs de «sa» bourgeoisie nationale, aussi bien en général qu'en particulier pendant la guerre impérialiste de 1914-1918. Ce courant est né du fait que les Etats capitalistes avancés, en pillant les peuples coloniaux et faibles, permettaient à la bourgeoisie d'acheter certains dirigeants du prolétariat au moyen d'une petite fraction du surprofit tiré de ce pillage, de leur assurer en temps de paix une existence petite-bourgeoise convenable

et de les prendre à son service. Les opportunistes et social-chauvins, devenus les serviteurs de la bourgeoisie, sont des ennemis de classe directs du prolétariat, surtout maintenant qu'en alliance avec les capitalistes ils écrasent par les armes le mouvement révolutionnaire du prolétariat tant dans leur propre pays que dans les pays étrangers.

(18) D'autre part, on trouve la corruption bourgeoise du socialisme dans le courant dit « centriste », qu'on peut observer également dans tous les pays capitalistes, et qui balance entre les social-chauvins et les communistes, se prononçant en faveur de l'unité avec les premiers et s'efforçant de ressusciter la IIe Internationale en faillite. Le seul guide de la lutte du prolétariat pour sa libération est la nouvelle Internationale, la IIIe, l'Internationale communiste, qui fut fondée en fait par la formation de partis communistes à partir d'éléments véritablement prolétariens des ex-partis social-démocrates dans une série de pays, principalement en Allemagne, et qui gagne la sympathie de plus en plus grande des masses prolétariennes de tous les pays. Cette Internationale revient au marxisme non seulement par son appellation, mais aussi par tout son contenu idéologique et politique ; par toute son action, elle met en pratique les théories révolutionnaires de Marx, épurées des corruptions bourgeoises et opportunistes.

« Pravda.» n° 43, le 25 février 1919 *Conforme à la copie dactylographiée revue par Lénine*

3

A INSERER DANS LA PARTIE POLITIQUE DU PROGRAMME

En même temps, le P.C.R. doit expliquer aux masses laborieuses, afin d'éviter une fausse généralisation des nécessités historiques transitoires, que la privation d'une partie des citoyens de leurs droits électoraux ne concerne en aucune manière dans la république soviétique, comme c'était le cas dans la plupart des républiques démocratiques bourgeoises, une certaine catégorie sociale déclarée sans droits à vie, mais seulement les exploiteurs, seulement ceux qui, au mépris des lois fondamentales de la République socialiste soviétique, s'obstinent à défendre leur situation d'exploiteurs, à maintenir les rapports capitalistes. Par conséquent, dans la République soviétique d'une part, avec le renforcement quotidien du socialisme et la diminution du nombre de ceux qui ont objectivement la possibilité de rester exploiteurs ou de maintenir les rapports capitalistes, diminue par là même le pourcentage de ceux qui sont privés de droits électoraux. Actuellement en Russie, ce pourcentage ne doit guère atteindre plus de deux ou trois pour cent. D'autre part, dans le plus proche avenir, l'arrêt de l'invasion étrangère et l'achèvement de l'expropriation des expropriateurs peuvent, dans certaines conditions, créer une situation telle que le pouvoir d'Etat prolétarien adopte d'autres moyens pour briser la résistance des exploiteurs et institue le droit électoral universel sans aucune limitation.

4

FRAGMENT DE LA PARTIE POLITIQUE DU PROGRAMME

En assurant aux masses laborieuses des possibilités infiniment plus grandes qu'en démocratie bourgeoise et parlementaire de procéder à *l'élection* et au *rappel* des députés d'une manière plus facile et plus à la portée des ouvriers et des paysans, la Constitution soviétique élimine en même temps les côtés négatifs du parlementarisme que la Commune de Paris avait déjà mis en évidence, notamment la séparation des pouvoirs *législatif et exécutif*, l'absence de lien entre le parlement et les masses, etc.

La Constitution soviétique rapproche l'appareil d'Etat des masses également par le fait que la circonscription électorale et la cellule fondamentale de l'Etat sont formées non par un district territorial, mais par l'unité de production (usine, fabrique).

La liaison plus étroite entre l'appareil d'Etat et les masses sous les Soviets, permet de créer un enth. . . . . [18]

5

POINT DU PROGRAMME CONCERNANT LES RAPPORTS NATIONAUX

Dans la question nationale, la politique du prolétariat, lorsque celui-ci a conquis le pouvoir d'Etat, consiste, contrairement à la proclamation formelle par la démocratie bourgeoise d'une égalité des nations impraticable sous l'impérialisme, à réaliser systématiquement et dans les faits un rapprochement et une fusion des ouvriers et des paysans de toutes les nations dans leur lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie. Ce but exige la libération complète des nations colonisées et de toutes celles qui sont opprimées ou ne jouissent pas d'une égalité entière des droits, ainsi que l'octroi à ces nations de la liberté de séparation, comme garantie que la méfiance entre les masses laborieuses des diverses nations, héritée du capitalisme, et le ressentiment des ouvriers des nations opprimées contre ceux des nations oppressives seront complètement dissipés et remplacés par une union consciente et librement consentie. Les ouvriers des nations oppressives sous le capitalisme doivent prendre des précautions toutes particulières à l'égard du sentiment national des nations opprimées (par exemple les Grands-Russes, les Ukrainiens et les Polonais vis-à-vis des Juifs, les Tatares vis-à-vis des Bachkirs, etc.), coopérer non seulement pour une réelle égalité en droits, mais encore pour le développement de la langue et de la littérature des masses laborieuses des nations naguère opprimées, afin que disparaisse toute trace de la méfiance et de l'aliénation héritées de l'époque du capitalisme.

6

INSERTION DANS LE PROJET DEFINITIF DU POINT DU PROGRAMME CONCERNANT LA QUESTION NATIONALE

Pour savoir quel est celui qui exprime la volonté d'une nation de se séparer, le P.C.R. s'en tient au point de vue historique de classe, considérant le degré de développement historique atteint par la nation donnée : est-elle en train de passer du moyen âge à la démocratie bourgeoise ou de celle-ci à la démocratie soviétique ou prolétarienne, etc. En tout cas, de la part . . .[19]

7

INTRODUCTION AU POINT DU PROGRAMME CONCERNANT LES QUESTIONS MILITAIRES

Dans le domaine des problèmes et du travail militaires, la situation qui s'est créée dans la république soviétique, sous la dictature du prolétariat, est la suivante.

Comme l'avait prévu depuis longtemps notre parti, la guerre impérialiste n'a pu se terminer, non seulement par une paix juste, mais même par la conclusion d'une paix tant soit peu durable entre les gouvernements bourgeois. Cette illusion petite-bourgeoise des démocrates, des socialistes et des social-démocrates a été entièrement détruite par les événements. Au contraire, la guerre impérialiste se transformait inévitablement et se transforme sous nos yeux en une guerre civile des masses laborieuses exploitées, le prolétariat à leur tête, contre les exploiteurs, contre la bourgeoisie.

La résistance des exploiteurs, qui croît avec la pression du prolétariat et que renforce notamment la victoire de celui-ci dans certains pays, aussi bien que la solidarité internationale de la bourgeoisie et sa capacité de s'organiser sur le plan international, a inévitablement pour conséquence de combiner la guerre civile à l'intérieur de divers pays avec les guerres révolutionnaires entre les pays prolétariens et les pays bourgeois qui défendent la domination du capital. En raison du caractère de classe de ces conflits, la distinction entre guerres défensives et guerres offensives perd définitivement tout son sens.

Dans l'ensemble, le processus de développement de la guerre civile internationale, qui se déroule sous nos yeux, d'une façon particulièrement rapide depuis la fin de 1918,

est un produit logique de la lutte des classes sous le capitalisme et une étape normale vers la victoire de la révolution prolétarienne internationale.

C'est pourquoi le P.C.R. repousse catégoriquement comme illusions réactionnaires de démocrates petits-bourgeois, se nommeraient-ils socialistes ou sociaux-démocrates, l'espoir d'un désarmement sous le capitalisme, et oppose à tous les slogans de ce genre, qui en réalité font uniquement le jeu de la bourgeoisie, le mot d'ordre d'armement du prolétariat et de désarmement de la bourgeoisie, le mot d'ordre de répression totale et impitoyable des exploiteurs, le mot d'ordre de lutte jusqu'à la victoire sur la bourgeoisie du monde entier, tant dans les guerres civiles intérieures que dans les guerres révolutionnaires internationales.

L'expérience acquise après plus d'une année de travail militaire et la création d'une armée prolétarienne révolutionnaire, malgré l'épuisement et la fatigue incroyables causés aux masses laborieuses par la guerre, a amené le P.C.R. aux conclusions fondamentales suivantes :

8

PREMIER ALINEA DU POINT DU PROGRAMME CONCERNANT LA JUSTICE

Sur le chemin du communisme, en passant par la dictature du prolétariat, le parti communiste, rejetant les slogans démocratiques, supprime également à fond des organismes de domination de la bourgeoisie tels que les tribunaux dans leur structure ancienne, pour les remplacer par des tribunaux de classe ouvriers et paysans. Ayant pris tout le pouvoir, le prolétariat, au lieu de la vieille formule nébuleuse: « élection des juges par le peuple », lance le mot d'ordre de classe : « élection des juges parmi les travailleurs et par les seuls travailleurs », et l'applique dans toute l'organisation de la justice. En n'élisant aux tribunaux que des représentants des ouvriers et des paysans qui n'utilisent pas le travail salarié en vue d'en tirer profit, le parti communiste ne fait pas de différence pour les femmes, accordant aux deux sexes exactement les mêmes droits, tant en ce qui concerne l'élection des juges que l'exercice de leur fonction. Les lois des gouvernements déchus étant abolies, le parti donne pour mot d'ordre aux juges élus par les électeurs soviétiques d'accomplir la volonté du prolétariat en appliquant ses décrets, et en cas d'absence d'un décret approprié ou de décret incomplet, de se guider sur le droit socialiste, en rejetant les lois des gouvernements renversés.

9

POINT DU PROGRAMME CONCERNANT L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Dans le domaine de l'instruction publique, le P.C.R. se donne pour tâche d'achever l'œuvre commencée par la révolution d'Octobre 1917 — transformer l'école d'instrument de domination de classe aux mains de la bourgeoisie en instrument de destruction de cette domination, ainsi que de liquider entièrement la division de la société en classes. L'école doit devenir un instrument de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire le véhicule non seulement des principes du communisme en général, mais aussi de l'influence idéologique, éducative et d'organisation du prolétariat sur les couches semi-prolétariennes et non prolétariennes de travailleurs, en vue de briser complètement la résistance des exploiteurs et de réaliser le régime communiste. Dans ce sens, les tâches les plus immédiates sont actuellement les suivantes :

(1) Développer l'initiative des ouvriers et des paysans dans le domaine de l'instruction publique, avec l'aide la plus efficace du pouvoir soviétique ;

(2) Prendre en mains définitivement non pas seulement une partie ou la majorité du personnel enseignant, comme c'est le cas actuellement, mais tout le personnel, en ce sens que les éléments incorrigiblement bourgeois et contre-révolutionnaires seront éliminés et que sera assurée une application consciencieuse des principes communistes ; (de la politique).

(3) Instituer l'instruction gratuite et obligatoire, générale et polytechnique (enseignant la théorie et la pratique des principales branches de la production), pour les enfants des deux sexes jusqu'à 16 ans.

(4) Réaliser une liaison étroite entre l'enseignement et le travail socialement productif des enfants.

(5) Assurer à tous les élèves la nourriture, les vêtements et les fournitures scolaires aux frais de l'Etat.

(6) Faire participer activement la population laborieuse à l'instruction publique (développement des conseils d'éducation publique ; mobilisation des gens instruits, etc.) ;

ou *ad* 2) (7) Liaison étroite entre le personnel enseignant et l'appareil d'agitation et de propagande du P.C.R.

10

POINT DU PROGRAMME CONCERNANT LES RAPPORTS RELIGIEUX

En ce qui concerne la religion, la politique du P.C.R. ne doit pas se contenter du décret sur la séparation de l'Eglise et de l'État, de l'Ecole et de l'Eglise, c'est-à-dire de mesures que la démocratie bourgeoise avait promises, mais n'a nulle part jamais appliquées entièrement en raison des multiples liens de fait entre le capital et la propagande religieuse.

Le parti se donne pour tâche de supprimer complètement les liens entre les classes exploiteuses et l'organisation de la propagande religieuse, et de libérer réellement les masses laborieuses des préjugés religieux, organisant à cette fin la plus large propagande scientifique et antireligieuse. Ce faisant, il faut veiller à ne pas blesser les sentiments des croyants, ce qui ne pourrait mener qu'à renforcer le fanatisme religieux.

11

POINTS RELATIFS A LA PARTIE ECONOMIQUE DU PROGRAMME

Plus concrètement, le P.C.R. définit de la façon suivante les tâches générales du pouvoir soviétique à l'heure actuelle :

dans le domaine économique

le pouvoir soviétique a aujourd'hui pour tâche:

(1) de poursuivre jusqu'au bout l'expropriation de la bourgeoisie déjà commencée et terminée pour l'essentiel, la transformation de la propriété des moyens de production et d'échange en propriété de la République soviétique, c'est-à-dire en propriété collective de tous les travailleurs.

(2) de veiller tout particulièrement à développer et à renforcer la discipline fraternelle des travailleurs, à élever dans tous les domaines leur esprit d'initiative et leur sens des responsabilités. C'est là le principal sinon le seul moyen d'avoir définitivement raison du capitalisme et de surmonter les habitudes créées par la domination de la propriété privée des moyens de production. Pour atteindre ce but, il faut un long, un patient travail de rééducation des masses ; cette rééducation est désormais non seulement possible, maintenant que les masses ont vu de leurs yeux l'élimination des propriétaires fonciers, des capitalistes et des marchands, mais elle s'effectue réellement par mille voies, à travers l'expérience vécue des ouvriers et des paysans. Il est extrêmement important à cet égard d'œuvrer au développement de l'union des travailleurs sur le plan professionnel, union qui

n'a jamais, dans aucun pays du monde, avancé aussi vite que sous le pouvoir soviétique, mais qui doit être poussée jusqu'au rassemblement de tous les travailleurs, sans exception, dans des syndicats d'industrie bien organisés, centralisés et disciplinés.

8[20] Pour réaliser la même tâche de développement des forces productives, il faut utiliser immédiatement, largement et partout des spécialistes de la science et de la technique que le capitalisme nous a légués, bien qu'ils soient dans la majorité des cas inévitablement nourris de conceptions et d'habitudes bourgeoises. En coopération étroite avec les syndicats, le parti doit continuer à suivre sa ligne de toujours : d'une part, ne pas accorder la moindre concession politique à cette couche bourgeoise et écraser impitoyablement toute velléité contre-révolutionnaire; d'autre part, lutter de façon aussi impitoyable contre le soi-disant radicalisme, qui n'est en fait que grossière fatuité, prétendant que les travailleurs sont capables de venir à bout du capitalisme et du régime bourgeois sans se mettre à l'école des spécialistes bourgeois, sans les utiliser, sans avoir suivi une longue école de travail à leurs côtés.

Bien que nous ayons pour but une égalité complète dans la rétribution du travail et le communisme intégral, le pouvoir soviétique ne peut absolument pas envisager dans l'immédiat la réalisation de cette égalité, alors que nous n'en sommes qu'aux premiers pas de la transition du capitalisme au communisme. C'est pourquoi il est nécessaire de maintenir pendant un certain temps des traitements plus élevés pour les spécialistes, afin qu'ils puissent travailler non pas moins bien, mais mieux qu'avant. Dans le même but, nous ne devons pas non plus rejeter le système des primes pour un travail meilleur et particulièrement pour le travail d'organisation.

En même temps, il faut tout faire pour que les spécialistes bourgeois se sentent entourés d'une ambiance de travail collectif fraternel, main dans la main avec la masse des ouvriers, guidés par les communistes conscients, et pour favoriser ainsi la compréhension réciproque et le rapprochement des travailleurs manuels et intellectuels, divisés par le capitalisme.

La mobilisation de toute la population apte au travail par le pouvoir soviétique avec la collaboration des syndicats, pour l'exécution de travaux d'intérêt général, doit être effectuée beaucoup plus largement et de façon plus systématique qu'on ne l'a fait jusqu'à présent.

Dans le domaine de la répartition, la tâche du pouvoir soviétique à l'heure actuelle est de continuer fermement à substituer au commerce une distribution des produits planifiée et organisée à l'échelle de l'Etat. Le but est d'organiser toute la population en un réseau unique de communes de consommation capables de répartir tous les produits nécessaires de la façon la plus rapide, la plus méthodique, la plus économique et exigeant le minimum de main-d'œuvre, en centralisant strictement l'appareil de répartition.

A l'heure où nous connaissons des formes transitoires et qui unissent des principes de formations différents, il est spécialement important que les organismes soviétiques de ravitaillement utilisent les coopératives, en tant que seul appareil de masse pour une répartition planifiée, appareil que le capitalisme nous a laissé en héritage.

Considérant que seul est juste en principe un tel développement communiste de cet appareil, et non pas son rejet, le P.C.R. doit continuer systématiquement sa politique : obliger tous les membres du parti à travailler dans les coopératives, à les diriger aussi avec l'aide des syndicats, dans un esprit communiste, développer l'initiative et la discipline de la population laborieuse groupée dans les coopératives, obtenir que celles-ci englobent toute la population et qu'elles se fondent, de haut en bas, en une coopérative unique pour toute la république des Soviets ; enfin, et c'est le plus important, le parti doit faire en sorte que l'influence du prolétariat sur les autres couches de travailleurs soit toujours dominante, et que partout soient mises à l'épreuve de la pratique les différentes mesures visant à faciliter et à assurer le passage des coopératives petites-bourgeoises du type ancien, capitaliste, à des communes de consommation dirigées par les prolétaires et les semi-prolétaires.

(6) Il est impossible de supprimer la monnaie dès les premiers temps du passage du capitalisme au communisme. Par suite, les éléments bourgeois de la population continuent

à utiliser la monnaie qui reste propriété privée, et qui atteste le droit des exploiteurs de se procurer les biens de la société, dans un but de spéculation, de lucre et de spoliation des travailleurs. Dans la lutte contre cette survivance du brigandage bourgeois, la nationalisation des banques ne suffit pas. Le P.C.R. s'efforcera de prendre aussi rapidement que possible les mesures les plus radicales pour préparer la suppression de la monnaie, qui sera remplacée, en premier lieu, par des livrets de caisse d'épargne, des chèques, des billets à court terme donnant droit à divers produits, etc., le dépôt obligatoire de l'argent dans les banques, etc. L'expérience de la préparation et de l'application de ces mesures et d'autres similaires montrera lesquelles sont les plus rationnelles.

(7) En matière financière, dans tous les cas où la possibilité s'en présentera, le P.C.R. devra établir un impôt progressif sur le revenu et sur la propriété. Mais ces cas ne peuvent être nombreux, depuis l'abolition du droit de propriété privée sur la terre et la majorité des fabriques, des usines et autres entreprises. A l'époque de la dictature du prolétariat et de la propriété des moyens de production les plus importants aux mains de l'Etat, les finances publiques sont basées sur l'affectation immédiate aux besoins de l'Etat d'une partie des revenus des divers monopoles d'Etat. L'équilibre entre les recettes et les dépenses ne peut s'obtenir que par une bonne mise au point de l'échange des marchandises, à laquelle on parviendra par l'organisation des communes de consommation et la remise en état des transports, qui constitue l'une des tâches immédiates les plus importantes du pouvoir soviétique.

La première page du manuscrit de V. Lénine *Point du programme sur la question agraire.* — 1919.

Réduction

Прошу перепечатать
в 7 экз.

1)

(46) Советская власть, [illegible]

[illegible]

[illegible]

12

POINT DU PROGRAMME SUR LA QUESTION AGRAIRE

Après l'abolition complète de la propriété privée de la terre, le pouvoir des Soviets procède dès maintenant à la réalisation de plusieurs mesures tendant à l'organisation d'une grande agriculture socialiste. Parmi ces mesures, les plus importantes sont la création d'exploitations soviétiques, c'est-à-dire de grands domaines socialistes, l'encouragement des communes agricoles, c'est-à-dire des unions volontaires d'agriculteurs pour la conduite de grosses exploitations collectives, des sociétés agricoles, ainsi que des associations pour le travail de la terre en commun ; l'organisation des semailles par l'Etat pour emblaver toutes les terres non cultivées, quel qu'en soit le détenteur ; la mobilisation par l'Etat de toutes les compétences agronomiques qui prendront les dispositions les plus énergiques pour élever le niveau de l'agriculture, etc.

Considérant toutes ces mesures comme le seul moyen susceptible d'assurer une élévation absolument indispensable du rendement du travail agricole, le P.C.R. s'attache à les appliquer le plus complètement possible, à les étendre aux régions retardataires du pays et à continuer son action dans ce sens.

L'opposition entre la ville et la campagne étant une des causes les plus profondes du retard économique et culturel de cette dernière, et comme, à une époque de crise aussi profonde que celle d'aujourd'hui, cette opposition place tant la ville que la campagne devant le danger immédiat de la dégénérescence et de la mort, le P.C.R. voit dans la suppression de cette opposition l'une des tâches fondamenta-

les de l'édification communiste. Il estime donc nécessaire, outre les mesures indiquées plus haut, d'associer largement et méthodiquement les ouvriers industriels à l'édification communiste en agriculture, de développer à l'échelle nationale l'activité du « Comité d'aide ouvrier », déjà institué à cet effet par le pouvoir des Soviets, etc.

Dans tout son travail à la campagne, le P.C.R. s'appuie, comme toujours, sur ses couches prolétariennes et semi-prolétariennes. Il en constitue tout d'abord une force indépendante, en créant des comités de paysans pauvres, des cellules du parti, des syndicats spéciaux de prolétaires et semi-prolétaires de la campagne, etc. ; il les rapproche par tous les moyens du prolétariat des villes, les arrachant à l'influence de la bourgeoisie rurale et des intérêts de la petite propriété.

A l'égard des koulaks, de la bourgeoisie rurale, la politique du P.C.R. consiste à lutter résolument contre leurs tendances à l'exploitation, à réprimer leur résistance à la politique soviétique, communiste.

A l'égard de la paysannerie moyenne, la politique du P.C.R. consiste à la faire participer progressivement et de façon méthodique à l'édification socialiste. La tâche du parti est de la séparer des koulaks, de la rallier à la classe ouvrière en se montrant attentif à ses besoins, en combattant son retard par une action idéologique, jamais par des mesures de répression, en s'efforçant chaque fois que ses intérêts vitaux sont en jeu, d'arriver à des accords pratiques, en lui faisant des concessions dans le choix des moyens pour réaliser les transformations socialistes.

LE VIII[e] CONGRES DU P.C.(b)R.

18-23 MARS 1919[31]

Imprimé en mars-avril 1919 dans la «Pravda»

Conforme au texte du livre: «VIII[e] Congrès du P.C(b)R. Compte rendu sténographique» (Editions «Kommounist», Moscou 1919) collationné sur le sténogramme et le texte du journal «Pravda»

1

DISCOURS D'OUVERTURE LE 18 MARS

Camarades, les premiers mots prononcés à notre Congrès doivent être consacrés au camarade Iakov Mikhaïlovitch Sverdlov. Camarades, si pour l'ensemble de notre parti et pour toute la République des Soviets, Iakov Mikhaïlovitch Sverdlov fut le plus grand organisateur, ainsi que maints camarades l'ont dit aujourd'hui à ses funérailles ; il fut pour le congrès du parti un homme beaucoup plus précieux, et plus près de lui. Nous avons perdu un camarade qui avait consacré à ce congrès les derniers jours de sa vie. Sa disparition retentira sur tout le cours de nos travaux, et le congrès s'en ressentira tout particulièrement. Camarades, je propose une minute de silence pour honorer sa mémoire. (L' a s s i s t a n c e s e l è v e.)

Camarades, nous inaugurons les travaux du congrès de notre parti dans un moment singulièrement difficile, complexe et très particulier de la révolution prolétarienne russe et mondiale. Si, au lendemain d'Octobre, les forces du parti et celles du pouvoir des Soviets furent presque entièrement absorbées par les besoins de la défense immédiate, de la riposte immédiate à infliger à l'ennemi, à la bourgeoisie du dedans et du dehors, qui n'admettait pas l'idée d'une existence quelque peu prolongée de la république socialiste, nous avons cependant peu à peu pris des forces, et les problèmes d'édification et d'organisation ont commencé à venir au premier plan. Il me semble que notre congrès doit se dérouler tout entier sous le signe de ce travail d'édification

et d'organisation. Les questions de programme, qui présentent sur le plan théorique d'immenses difficultés et se ramènent principalement aux problèmes d'édification, la question de l'organisation, celle de l'Armée Rouge et surtout celle du travail à la campagne, spécialement inscrites à l'ordre du jour, tout cela exige que nous portions une attention concentrée et suivie sur la question capitale qui présente les plus grandes difficultés, mais qui est aussi la tâche la plus féconde pour les socialistes : la question d'organisation. En particulier, il faut souligner ici que l'un des problèmes les plus difficiles de la construction du communisme dans un pays de petits paysans, doit aujourd'hui se poser à nous : *le problème de l'attitude à l'égard du paysan moyen.*

Camarades, il est naturel que dans les premiers temps, alors que nous avions à défendre le droit à la vie de la République soviétique, cette question n'ait pu être mise largement au premier plan. La guerre implacable contre la bourgeoisie rurale et les koulaks faisait passer avant tout les tâches d'organisation du prolétariat et du semi-prolétariat des campagnes. Mais le pas suivant que doit franchir un parti désireux de créer les bases solides de la société communiste, c'est de résoudre correctement le problème de notre attitude envers le paysan moyen. Cette tâche est d'un ordre plus élevé. Nous ne pouvions la poser dans toute son ampleur tant que les fondements mêmes de l'existence de la République des Soviets n'étaient pas assurés. Cette tâche est plus difficile. Elle exige que nous définissions notre attitude à l'égard d'une couche nombreuse et forte de la population. Cette attitude ne peut être définie par cette simple réponse: lutte ou appui. Si à l'égard de la bourgeoisie notre objectif se traduit par les mots « lutte », « répression », si à l'égard des prolétaires et des semi-prolétaires des campagnes il se traduit par le mot « notre » appui, le problème assurément devient sur ce point plus grave. Des socialistes, les meilleurs représentants du socialisme d'autrefois, — lorsqu'ils croyaient encore à la révolution et la servaient sur le plan théorique et idéologique, — parlaient de *neutraliser les paysans*, c'est-à-dire de faire de la paysannerie moyenne une couche sociale qui, si elle n'apporte pas une aide active à la révolution prolétarienne, du moins ne l'entrave pas, reste neutre et ne se range pas aux côtés de nos ennemis.

Ce côté abstrait, théorique, de la question est pour nous parfaitement clair. Mais il est insuffisant. Nous sommes entrés dans une phase de la construction socialiste où il s'agit d'élaborer de façon concrète, en détail, en nous inspirant de l'expérience du travail à la campagne, les règles et les directives fondamentales que nous devons suivre pour conclure avec le paysan moyen *une alliance solide*, pour exclure la possibilité des déviations et des erreurs fréquentes qui l'ont écarté de nous, alors qu'en réalité, comme Parti communiste dirigeant qui le premier a aidé le paysan russe à secouer définitivement le joug des propriétaires fonciers et à fonder pour lui une véritable démocratie, nous pouvions parfaitement compter sur sa pleine confiance. Cette tâche n'est pas de celles qui exigent une offensive et une répression rapides et impitoyables. Elle est assurément plus grave. Mais je me permettrai d'exprimer l'assurance qu'après un an de travail préliminaire, nous nous en tirerons.

Quelques mots encore au sujet de notre situation internationale. Camarades, vous savez tous, bien sûr, que la fondation de la IIIe Internationale, l'Internationale Communiste, à Moscou constitue, pour la détermination de notre situation dans le monde, un acte d'une immense portée. En face de nous se dresse encore, armée de toutes pièces, une formidable concentration militaire : toutes les plus fortes puissances du monde. Nous affirmons pourtant avec conviction que cette force gigantesque en apparence et infiniment plus puissante que nous au point de vue physique, a fléchi. Ce n'est plus une force. Elle n'a plus la solidité d'autrefois. Aussi notre tâche et notre objectif — sortir vainqueurs du duel engagé avec ce géant — n'ont-ils rien d'utopique. Au contraire, bien que nous soyons artificiellement coupés du monde entier, il ne se passe pas un jour sans que les journaux nous annoncent un progrès du mouvement révolutionnaire dans tous les pays. Bien plus, nous savons, nous voyons qu'il revêt la forme soviétique. Et c'est là la preuve qu'en instaurant le pouvoir des Soviets nous avons pressenti *la forme internationale, universelle de la dictature du prolétariat*. Et nous avons la ferme conviction que le prolétariat du monde entier s'est engagé dans la voie de cette lutte, dans la voie de la création de ces formes du pouvoir prolétarien — pouvoir des ouvriers et des travailleurs, —

et que nulle force au monde ne retardera la marche de la révolution communiste mondiale vers la République universelle des Soviets. (Applaudissements prolongés.)

Camarades, permettez-moi maintenant, au nom du Comité central du Parti communiste de Russie, de déclarer ouvert le VIIIe Congrès et de passer à l'élection du bureau.

2

RAPPORT D'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL LE 18 MARS

(Vifs applaudissements prolongés; exclamations: «Vive Ilitch!», «Vive le camarade Léninel».) Camarades, permettez-moi de commencer par le rapport politique du Comité central. Faire le compte rendu de l'activité politique du Comité central depuis le dernier congrès, c'est faire en réalité le compte rendu de toute notre révolution. Et tout le monde sera d'accord avec moi, je pense, pour dire non seulement qu'il est impossible à une seule personne de s'acquitter de cette tâche en si peu de temps, mais encore, plus généralement, que cette tâche n'est pas à la mesure d'un seul individu. C'est pourquoi j'ai décidé de me limiter aux seuls points qui présentent à mon avis une importance particulière non seulement pour l'histoire de ce que notre Parti a eu à faire dans cette période, mais aussi au regard des tâches présentes. Se consacrer entièrement à l'histoire dans un moment comme celui que nous vivons, évoquer le passé sans penser au présent ni à l'avenir, ce serait pour moi, je l'avoue, chose impossible.

Si l'on commence par la politique extérieure, il va de soi que la première place revient à nos rapports avec l'impérialisme allemand et à la paix de Brest-Litovsk. Et il vaut la peine, me semble-t-il, d'aborder cette question, car elle présente un intérêt qui n'est pas seulement historique. Il me semble que la proposition faite par le pouvoir soviétique aux puissances de l'Entente, ou plus exactement l'accord donné par notre gouvernement à la

proposition, connue de tous, d'une conférence aux îles du Prince [22], il me semble que cette proposition et notre réponse reproduisent à certains égards, d'ailleurs fort importants, l'attitude envers l'impérialisme que nous avions adoptée au moment de la paix de Brest-Litovsk. Voilà pourquoi je pense qu'il est nécessaire d'évoquer cette affaire, étant donné la rapidité des événements en cours.

Lorsque la question de la paix de Brest-Litovsk était en discussion, l'édification des Soviets, sans parler de celle du Parti, en était encore à son premier stade. Vous savez qu'à cette époque le Parti, dans son ensemble, possédait encore fort peu d'expérience pour déterminer, fût-ce approximativement, la rapidité de notre progression dans la voie que nous avions choisie. Une certaine confusion, héritage inévitable du passé, rendait encore très difficile d'avoir une vue d'ensemble des événements, une connaissance précise de ce qui se passait. D'autre part, le fossé énorme qui nous séparait de l'Europe occidentale et de tous les autres pays nous privait de tout élément objectif pour juger de la rapidité possible ou des formes du progrès de la révolution prolétarienne en Occident. Résultat de cette situation complexe: la question de la paix de Brest-Litovsk suscita un assez grand nombre de divergences dans notre Parti.

Mais les événements ont montré que ce recul forcé devant l'impérialisme allemand, qui se présentait sous le couvert d'une paix extrêmement violente, scandaleuse et spoliatrice, était la seule voie juste du point de vue de la position de la jeune république soviétique devant l'impérialisme mondial (ou la moitié de l'impérialisme mondial). Il n'y avait alors pour nous, qui venions de renverser les grands propriétaires et la bourgeoisie en Russie, absolument pas d'autre choix que de reculer devant les forces de l'impérialisme mondial. Ceux qui condamnaient ce recul d'un point de vue révolutionnaire avaient fait un point de vue fondamentalement erroné et non marxiste. Ils avaient oublié dans quelles conditions, après quelle longue et difficile évolution de l'époque de Kérenski, au prix de quel énorme travail de préparation dans les Soviets, nous avions enfin réussi, en octobre, après les graves défaites de juillet, après l'affaire Kornilov, à amener à une maturité complète dans d'immenses masses des tra-

vailleurs la volonté et l'aptitude de renverser la bourgeoisie, ainsi que la force matérielle organisée nécessaire pour cela. Il est clair qu'à l'échelle internationale, il ne pouvait être question de rien de semblable à cette époque. De ce point de vue, la lutte contre l'impérialisme mondial se posait ainsi : continuer à agir pour la décomposition de cet impérialisme, pour l'éducation et le rassemblement de la classe ouvrière, qui commençait à s'agiter partout mais n'était pas encore parvenue à une netteté absolue dans son action.

Voilà pourquoi seule se révélait juste la politique que nous avons adoptée par rapport à Brest-Litovsk, bien que, naturellement, cette politique ait alors accentué notre inimitié avec une série d'éléments petits-bourgeois, qui ne sont pas, ne peuvent pas être et ne doivent pas être en toutes circonstances et dans tous les pays, loin de là, des adversaires du socialisme. L'histoire nous a donné là une leçon que nous devons bien assimiler, car il ne fait pas de doute que nous aurons à nous en servir plus d'une fois. Cette leçon est la suivante : les rapports du parti du prolétariat avec le parti démocratique petit-bourgeois, avec ces éléments, ces couches, ces groupes et ces classes qui sont particulièrement forts et nombreux en Russie et qui existent dans tous les pays, constituent un problème extrêmement complexe et difficile. Les éléments petits-bourgeois hésitent entre l'ancienne société et la nouvelle. Ils ne peuvent être les moteurs ni de l'ancienne société, ni de la nouvelle. En même temps, ils sont attachés à l'ancien dans une mesure moindre que les grands propriétaires et la bourgeoisie. Le sens du patriotisme est lié précisément aux conditions de vie économique des petits possédants. La bourgeoisie est plus internationale que les petits propriétaires. C'est à quoi nous nous sommes heurtés au moment de la paix de Brest-Litovsk, lorsque le pouvoir soviétique plaça la dictature mondiale du prolétariat et la révolution mondiale au-dessus de tous les sacrifices nationaux, si cruels fussent-ils. Et nous avons dû entrer en conflit, de la façon la plus brutale et la plus implacable, avec les éléments petits-bourgeois. On vit alors s'unir contre nous avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers un grand nombre de ces éléments, qui par la suite commencèrent à hésiter.

La question de l'attitude envers les partis petits-bourgeois,

soulevée ici par certains camarades, est largement évoquée par notre programme et sera évoquée, quant au fond, dans la discussion de chacun des points de l'ordre du jour. Au cours de notre révolution, cette question a cessé d'être abstraite et générale pour devenir concrète. A l'époque de la paix de Brest-Litovsk, notre tâche d'internationalistes consistait à donner coûte que coûte aux éléments prolétariens la possibilité de se renforcer et de se regrouper. C'est ce qui nous a coupés alors des partis petits-bourgeois. Nous savons comment, après la révolution allemande, les éléments petits-bourgeois se sont mis de nouveau à hésiter. Ces événements ont ouvert les yeux à un grand nombre de ceux qui, à l'époque où la révolution prolétarienne mûrissait, jugeaient les choses du point de vue du vieux patriotisme, c'est-à-dire de façon non seulement antisocialiste, mais généralement fausse. Aujourd'hui de nouveau, en raison de la situation difficile du ravitaillement, en raison de la guerre qui se poursuit contre l'Entente, nous assistons à une vague d'hésitations de la démocratie petite-bourgeoise. Nous avons déjà dû tenir compte de ces hésitations, mais, — de là découle pour nous tous une leçon d'une énorme importance— les situations anciennes ne se répètent pas. La situation nouvelle est plus grave. Nous pouvons en tenir compte correctement, et notre politique peut être juste, si nous nous armons de l'expérience de la paix de Brest-Litovsk. Lorsque nous avons donné notre accord à la proposition de conférence aux îles du Prince, nous savions que nous allions vers une paix qui serait extrêmement dure à notre égard. Mais, d'autre part, nous connaissons mieux maintenant la montée de la vague révolutionnaire en Europe occidentale, nous savons que l'effervescence s'y transforme en mécontentement conscient et conduit à l'organisation d'un mouvement prolétarien mondial pour les Soviets. Si à l'époque nous avancions à tâtons, si nous cherchions à savoir quand la révolution pourrait éclater en Europe — cela en partant de notre conviction théorique que cette révolution devait se produire, — aujourd'hui nous possédons de nombreux faits qui montrent que la révolution est en train de mûrir dans les autres pays, que ce mouvement a commencé. Voilà pourquoi, par rapport à l'Europe occidentale, par rapport aux pays de l'Entente, nous devons ou nous devrons refaire beaucoup de

ce que nous avons fait au moment de la paix de Brest-Litovsk. Avec l'expérience de Brest-Litovsk, cela nous sera beaucoup plus facile. Lorsque notre Comité central a dû discuter la question de la participation à la Conférence des îles du Prince avec les blancs — ce qui revenait au fond à l'annexion de tout le territoire occupé par les blancs, cette question de l'armistice n'a soulevé aucune protestation parmi le prolétariat, et l'attitude du Parti a été la même. Du moins, je n'ai pas eu l'occasion d'entendre parler de mécontentement ou d'indignation de nulle part. Cela est dû au fait que notre leçon de politique internationale avait porté ses fruits.

En ce qui concerne les éléments petits-bourgeois, la tâche du Parti sur ce point n'est pas encore réglée définitivement. Dans toute une série de questions, au fond dans toutes les questions inscrites à l'ordre du jour, nous avons, au cours de l'année écoulée, jeté les bases d'une juste solution de ce problème, notamment à l'égard du paysan moyen. Sur le plan théorique, nous sommes convenus que le paysan moyen n'est pas notre ennemi, qu'il faut avoir envers lui une attitude particulière, qu'ici les choses se modifieront suivant les innombrables éléments contingents de la révolution, et notamment en rapport avec la solution de la question de savoir : pour ou contre le patriotisme ? Pour nous, ce sont des questions de second ordre, ou même de troisième ordre, mais qui aveuglent complètement la petite bourgeoisie. D'autre part, tous ces éléments hésitent dans la lutte et perdent absolument tout caractère. Ils ne savent pas ce qu'ils veulent, et ne sont pas capables de défendre leur position. Notre tactique dans ce domaine doit être extrêmement souple, extrêmement prudente, car il faut parfois donner d'une main et retirer de l'autre. La faute ne retombe pas sur nous, mais sur ces éléments petits-bourgeois qui sont incapables de rassembler leurs forces. Nous le voyons maintenant sur le plan pratique : aujourd'hui encore, nous avons pu lire dans les journaux vers quoi commencent à tendre les indépendants allemands[23], eux qui disposent de forces considérables comme le sont Kautsky et Hilferding. Vous savez qu'ils ont voulu inclure le système des Soviets dans la Constitution de la République démocratique allemande, autrement dit : unir en justes noces la « Constituante »

et la dictature du prolétariat. Pour nous, c'est bafouer à tel point le bon sens de notre révolution, de la révolution allemande, de la révolution hongroise, de la révolution polonaise en train de mûrir, que les bras nous en tombent. Nous pouvons dire que ces éléments hésitants existent dans les pays les plus avancés. Parfois, des éléments instruits, évolués et cultivés se conduisent, même dans un pays capitaliste aussi avancé que l'Allemagne, d'une façon cent fois plus brouillonne et tapageuse que notre petite bourgeoisie arriérée. La Russie doit en tirer la leçon de ce qui concerne les partis petits-bourgeois et la paysannerie moyenne. Pendant longtemps notre tâche sera complexe et double. Pendant longtemps, ces partis feront inévitablement un pas en avant et deux pas en arrière, parce qu'ils y sont condamnés par leur situation économique, parce qu'ils suivront le socialisme, mais nullement en raison de la conviction absolue que le régime bourgeois ne vaut rien. Inutile de leur demander du dévouement au socialisme. Compter sur leur socialisme serait ridicule. Ils iront vers le socialisme alors seulement qu'ils seront persuadés qu'il n'y a aucune voie, lorsque la bourgeoisie sera vaincue et écrasée définitivement.

Il m'est impossible de dresser un bilan systématique de l'expérience de l'année écoulée : j'ai jeté un regard sur le passé uniquement du point de vue de ce qui sera nécessaire demain ou après-demain à notre politique. La leçon principale, c'est d'observer une attitude extrêmement prudente envers la paysannerie moyenne et la petite bourgeoisie. C'est ce qu'exige l'expérience du passé, c'est ce que nous avons connu par l'exemple de Brest-Litovsk. Il nous faudra modifier souvent notre ligne de conduite, ce qui pourra paraître étrange et incompréhensible à un observateur superficiel. « Comment cela, dira-t-il, hier vous faisiez des promesses à la petite bourgeoisie, et aujourd'hui Dzerjinski déclare que les socialistes-révolutionnaires de gauche et les menchéviks seront mis au poteau. Quelle contradiction ! . . » En effet, c'est une contradiction. Mais ce qui est contradictoire, c'est la conduite de la démocratie petite-bourgeoise elle-même, qui ne sait pas où s'asseoir, qui tente de s'asseoir entre deux chaises, saute de l'une à l'autre et tombe tantôt à droite, tantôt à gauche. Nous avons changé de tactique à son égard, et à chaque fois qu'elle se tourne vers nous,

nous lui disons : « Nous ne demandons pas mieux. » Nous ne voulons absolument pas exproprier la paysannerie moyenne, nous ne désirons nullement employer la violence à l'encontre de la démocratie petite-bourgeoise. Nous lui disons : « Vous n'êtes pas un ennemi sérieux. Notre ennemi c'est la bourgeoisie. Mais si vous agissez à ses côtés, alors nous sommes obligés d'appliquer contre vous aussi les mesures de la dictature prolétarienne. »

J'en viens à la question de l'édification intérieure, et je m'arrêterai brièvement sur l'élément essentiel qui caractérise l'expérience politique, le bilan de l'activité du Comité central au cours de cette période. Cette activité politique du Comité central s'est manifestée chaque jour dans des questions d'importance. Sans le travail uni et intense dont j'ai parlé, nous n'aurions pas pu agir comme nous l'avons fait, nous n'aurions pas pu régler les problèmes militaires. Sur la question de l'Armée Rouge, qui suscite actuellement de tels débats et à laquelle est consacré un point particulier de l'ordre du jour du Congrès, nous avons pris une foule de petites décisions que le Comité central de notre Parti a proposées et qu'il a fait appliquer par l'intermédiaire du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité exécutif central de Russie. Encore plus nombreuses sont les directives particulières, très importantes, données par les Commissaires du Peuple, chacun agissant en son nom propre, mais qui toutes mettaient en œuvre, d'une façon systématique et conséquente, une même ligne générale.

La question de l'édification de l'Armée Rouge était absolument nouvelle, elle n'avait jamais été posée, même sur le plan théorique. Marx a dit un jour que le mérite des Communards de Paris était d'avoir pris des décisions qu'ils n'avaient pas empruntées à des doctrines préconçues, mais qui étaient dictées par la nécessité des faits[24]. Cette appréciation de Marx sur les Communards est empreinte d'un certain sarcasme, parce que la Commune était dominée par deux courants, les blanquistes et les proudhoniens, et que ces deux courants furent obligés d'agir à l'encontre de ce que leur enseignait leur doctrine. Mais nous, nous avons agi conformément à ce que nous a enseigné le marxisme. En même temps, l'activité politique du Comité central a été

entièrement déterminée dans ses manifestations concrètes par les exigences absolues d'une nécessité vitale impérieuse. A chaque instant, nous avons dû avancer à tâtons. Ce fait sera particulièrement souligné par tout historien qui sera capable de retracer dans son ensemble l'activité du Comité central du Parti et l'activité du pouvoir soviétique durant cette année. Ce fait saute aux yeux surtout lorsque nous essayons d'embrasser d'un seul regard ce que nous avons vécu. Mais cela ne nous a nullement ébranlés, même le 10 octobre 1917, lorsque la prise du pouvoir se décidait. Nous ne doutions pas qu'il nous faudrait, selon le mot du camarade Trotski, expérimenter. Nous entreprenions une œuvre que personne au monde n'avait encore entreprise avec une telle ampleur.

De même en ce qui concerne l'Armée Rouge. Lorsque, après la fin de la guerre, l'armée commença à se désagréger, beaucoup pensèrent d'abord qu'il s'agissait seulement d'un phénomène russe. Mais nous voyons que la révolution russe fut en réalité la répétition générale, ou l'une des répétitions, de la révolution prolétarienne mondiale. Lorsque nous discutions la paix de Brest-Litovsk, lorsqu'au début de janvier 1918, nous posions la question de la paix, nous ne savions pas encore quand et dans quels autres pays commencerait cette désagrégation de l'armée. Nous allions d'expérience en expérience, nous nous efforcions de former une armée de volontaires, en avançant à tâtons, en cherchant, en essayant de quelle façon dans la situation donnée, la question pouvait être résolue. Or la question était claire. Sans défendre la république socialiste par les armes, nous ne pouvions pas exister. La classe dominante n'abandonnerait jamais son pouvoir à la classe opprimée. Mais cette dernière devait démontrer dans les faits qu'elle était capable, non seulement de renverser les exploiteurs, mais aussi de s'organiser, de tout mettre en jeu pour se défendre. Nous avons toujours dit : « Il y a guerre et guerre. » Nous avons condamné la guerre *impérialiste*, nous n'avons pas nié *la guerre en général*. Ils n'ont rien compris, ceux qui ont essayé de nous accuser de militarisme. Et lorsque j'ai eu l'occasion de lire le compte rendu de la conférence des jaunes à Berne, où Kautsky a employé cette expression : chez les bolchéviks, ce n'est pas le socialisme, c'est le militarisme, j'ai souri en

haussant les épaules.Comme s'il y avait eu dans l'histoire une seule grande révolution que n'ait pas accompagné la guerre. Bien sûr que non ! Nous ne vivons pas seulement dans un Etat, mais dans un *système d'Etats*, et l'existence de la République soviétique à côté d'Etats impérialistes est impensable pendant une longue période. En fin de compte, l'un ou l'autre doit l'emporter. Et avant que cette fin arrive, un certain nombre de terribles conflits entre la République soviétique et les Etats bourgeois est inévitable. Cela signifie que la classe dominante, le prolétariat, si seulement il veut dominer et s'il domine en effet, doit en faire la preuve aussi par son organisation militaire. Comment cette classe, qui jouait jusqu'à présent le rôle de piétaille pour les officiers de la classe impérialiste dominante, peut-elle former ses propres officiers, comment peut-elle résoudre le problème qui consiste à allier l'enthousiasme et l'action créatrice révolutionnaire à l'utilisation de cette réserve de science et de technique bourgeoises du militarisme, sous ses pires formes, sans lesquelles elle ne pourra pas prendre possession de la technique contemporaine et des méthodes de guerre contemporaines ?

Ainsi s'est posé à nous un problème qu'une année d'expérience a permis de généraliser. Lorsque, dans le programme révolutionnaire de notre Parti, nous parlions des spécialistes, nous faisions le bilan de l'expérience acquise par notre Parti sur une des questions les plus importantes. Je ne me souviens pas que les anciens maîtres du socialisme, qui ont pourtant beaucoup prévu dans la future révolution socialiste et ont esquissé nombre de ses traits, je ne me souviens pas qu'ils se soient prononcés sur cette question. Elle n'existait pas pour eux, parce qu'elle ne s'est posée qu'au moment où nous avons entrepris la mise sur pied de l'Armée Rouge. Cela signifiait : fonder avec une classe opprimée, que l'on avait transformée en piétaille, une armée pleine d'enthousiasme, et obliger cette armée à utiliser ce que le capitalisme nous avait laissé en héritage de plus violent et de plus répugnant.

Cette contradiction, que nous rencontrons dans la question de l'Armée Rouge, se retrouve dans tous les domaines de notre édification. Prenez la question dont on s'est surtout occupé : le passage du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière de

l'industrie. Après les décrets et décisions du Conseil des Commissaires du Peuple et des organismes locaux du pouvoir soviétique — tous ils ont été les artisans de notre expérience politique dans ce domaine — , il ne restait, à proprement parler, au Comité central qu'à dresser le bilan. Il ne pouvait guère, dans cette question, diriger au sens propre du terme. Il suffit de rappeler combien étaient impuissants, impulsifs et fortuits nos premiers décrets et décisions sur le contrôle ouvrier dans l'industrie. Il nous semblait que c'était facile à faire. Dans la pratique, cela a abouti à ce que la nécessité de construire était démontrée, mais nous n'avions absolument pas répondu à la question de savoir *comment* construire. Chaque fabrique nationalisée, chaque secteur de l'industrie nationalisée, les transports, et en particulier les transports ferroviaires—expression du mécanisme capitaliste la plus considérable, édifiée de la façon la plus centralisée sur la base d'une grande technique matérielle, et la plus nécessaire à l'Etat — , tout cela incarnait l'expérience concentrée du capitalisme et nous causait d'immenses difficultés.

Ces difficultés, nous n'en sommes pas encore sortis aujourd'hui, loin de là. Au début, nous les considérions d'une façon totalement abstraite, en révolutionnaires qui font des discours mais ne savent absolument pas comment se mettre à l'œuvre. Naturellement, une foule de gens nous accusait, et aujourd'hui encore tous les socialistes et les social-démocrates nous accusent de nous être attelés à la tâche sans savoir comment la mener à bien. Mais c'est là une accusation risible, lancée par des cadavres vivants. Comme si l'on pouvait faire la plus grande des révolutions en sachant à l'avance comment on la mènera à son terme ! Comme si ce savoir se puisait dans les livres ! Non, notre décision ne pouvait naître que de l'expérience des masses. Et j'estime que notre mérite est d'avoir entrepris, avec des difficultés incroyables, de résoudre une question qui jusqu'alors nous était à demi-inconnue, d'avoir amené les masses prolétariennes à travailler par elles-mêmes, d'être arrivés à la nationalisation des entreprises industrielles, etc. Nous nous rappelons comment, à Smolny, nous promulguions 10 ou 12 décrets à la fois. Nous manifestions par là notre détermination et notre désir d'éveiller l'expérience et l'initiative des masses prolétariennes. A présent, nous

possédons cette expérience. A présent, nous sommes passés du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière de l'industrie, ou du moins nous en sommes tout près. A présent, à la place d'une impuissance totale nous avons toute une série d'indications de l'expérience et, dans la mesure où c'était chose possible, nous en avons fait le bilan dans notre programme. Cela il faudra l'aborder en détail dans la question de l'organisation. Nous n'aurions pas pu accomplir ce travail si les camarades des syndicats ne nous avaient pas aidés et n'avaient pas travaillé avec nous.

En Europe occidentale, la question se pose différemment. Là-bas, les camarades voient un mal dans les syndicats, car ceux-ci sont à tel point entre les mains des éléments jaunes du vieux socialisme que les communistes ne trouvent aucun intérêt dans leur soutien. De nombreux communistes occidentaux, et Rosa Luxembourg elle-même, prônent la suppression des syndicats[25]. Cela montre à quel point notre tâche est malaisée en Europe occidentale. Chez nous, par contre, nous ne pourrions nous maintenir un seul mois sans le soutien des syndicats. Sous ce rapport, nous jouissons de l'expérience d'un immense travail pratique, qui permet d'aborder la solution des problèmes les plus difficiles.

Prenons celui des spécialistes qui se pose à chaque instant chez nous, à chaque nomination ; il est également posé à la fois par les représentants de l'économie nationale et le Comité central du Parti. Dans la situation présente, le Comité central du Parti ne peut pas travailler en respectant les formes. S'il n'était pas possible de désigner des camarades qui, dans leur secteur, travaillent en toute indépendance, nous ne pourrions pas du tout travailler. C'est uniquement parce que nous avions des organisateurs comme I. Sverdlov que nous avons pu travailler, pendant la guerre, en évitant tout conflit de quelque importance. Et dans ce travail, nous devions forcément nous faire aider par ceux qui nous proposaient leurs services tout en ayant été formés sous l'ancien régime.

Examinons en particulier le problème de l'administration militaire. Là, sans faire confiance à l'état-major, aux grands spécialistes de l'organisation, il est impossible d'arriver à une solution. Sur certains points nous avons eu des

divergences à ce sujet, mais quant au fond il ne pouvait y avoir de doutes. Nous avons eu recours à l'aide de spécialistes bourgeois, totalement imprégnés de la mentalité bourgeoise, qui nous ont trahis et nous trahiront encore pendant des années. Néanmoins, envisager d'édifier le communisme avec l'aide exclusive des purs communistes, sans celle des spécialistes bourgeois, c'est se faire des idées puériles. Nous nous sommes endurcis dans la lutte, nous possédons les moyens, l'unité, et nous devons suivre la voie d'un travail organisé, en utilisant les connaissances et l'expérience de ces spécialistes. C'est une condition indispensable, sans laquelle il est impossible de construire le socialisme. Nous ne pourrons le construire sans l'héritage de la culture capitaliste. Nous n'avons pas d'autres matériaux pour construire le communisme que ceux que nous a laissés le capitalisme.

Nous devons maintenant construire dans la pratique, et il nous faut créer la société communiste avec les mains de nos ennemis. Ceci semble une contradiction, peut-être même une contradiction insoluble, mais en fait ce n'est que de cette façon que peut être résolu le problème de l'édification communiste. Et lorsque nous considérons notre expérience, nos confrontations quotidiennes avec cette question, lorsque nous voyons le travail pratique du Comité central, il me semble que, pour l'essentiel, notre Parti a résolu ce problème. Les difficultés étaient énormes, mais c'est ainsi seulement qu'on pouvait aboutir à une solution. Un travail créateur et d'organisation, mené avec ensemble, doit faire marcher les spécialistes bourgeois au coude à coude dans les rangs du prolétariat, quelles que soient leur résistance et leur lutte à chaque pas. Nous devons les faire travailler, en tant que compétence technique et culturelle, pour les conserver et faire d'un pays capitaliste, inculte et sauvage, un pays civilisé, un pays communiste. Et je pense que, durant cette année, nous avons appris à construire, que nous nous sommes engagés dans la bonne voie que nous suivrons sans dévier.

Je voudrais encore aborder rapidement la question du ravitaillement et celle concernant la campagne. La première a toujours été chez nous la question la plus ardue. Dans un pays où le prolétariat a dû prendre le pouvoir avec l'aide

de la paysannerie, où le prolétariat a joué le rôle d'agent de la révolution petite-bourgeoise, notre révolution a été dans une large mesure une révolution *bourgeoise* jusqu'à l'organisation des comités de paysans pauvres, c'est-à-dire jusqu'à l'été et même l'automne 1918. Nous ne craignons pas de le dire. Si nous avons fait si facilement la révolution d'Octobre, c'est parce que la paysannerie, dans son ensemble, nous suivait, parce qu'elle marchait contre les grands propriétaires fonciers, parce qu'elle voyait que sur ce point nous irions jusqu'au bout, que nous réalisions par des lois ce dont parlaient les journaux socialistes-révolutionnaires, ce que la petite bourgeoisie, saisie d'effroi, promettait mais ne pouvait pas faire. Mais lorsque commencèrent à s'organiser les comités de paysans pauvres, à partir de ce moment, notre révolution devint une révolution *prolétarienne*. Un problème que nous sommes loin d'avoir résolu s'est posé à nous. Mais, ce qui est extrêmement important, c'est que nous l'avons posé de façon pratique. Les comités de paysans pauvres ont été une étape de transition. Le premier décret portant organisation de ces comités fut promulgué par le pouvoir soviétique sur l'initiative du camarade Tsiouroupa, responsable à l'époque du ravitaillement. Il fallait arracher à la mort la population non agricole en proie aux affres de la faim. Cela n'était possible que par l'intermédiaire des comités de paysans pauvres, en tant qu'organisations prolétariennes. Et lorsque nous avons vu, en été 1918, la révolution d'Octobre commencer et s'effectuer dans les campagnes, alors seulement nous nous sommes installés sur notre véritable base prolétarienne, alors seulement notre révolution *est devenue prolétarienne dans les faits*, et non dans les proclamations, les promesses et les déclarations.

Actuellement, nous n'avons pas encore résolu le problème posé à notre Parti : constituer les formes d'organisation du prolétariat et du semi-prolétariat ruraux. Dernièrement, à Pétrograd, j'ai eu l'occasion d'assister à l'un des premiers congrès des ouvriers agricoles de la province de Pétrograd [26]. J'ai constaté que nous avançons encore à tâtons dans ce domaine, mais je pense que les choses progresseront à coup sûr. Je dois dire que l'expérience principale à retenir de cette année de direction politique, c'est

que nous devons trouver ici un appui sur le plan de l'organisation. Nous avons fait un pas dans ce sens en constituant les comités de paysans pauvres, en renouvelant les Soviets et en réformant notre politique du ravitaillement, où nous nous heurtions à des difficultés incroyables. Peut-être faudra-t-il modifier cette politique aux confins de la Russie qui sont en voie de devenir soviétiques : l'Ukraine, le Don. Il serait erroné de nous borner à recopier purement et simplement les décrets d'après un modèle standard, pour toutes les régions de la Russie ; il serait erroné que les communistes bolchéviks, les militants des Soviets d'Ukraine et de la région du Don se mettent à les appliquer sans discernement, en bloc, aux autres régions. Nous aurons à connaître bien des traits originaux ; en aucun cas, nous ne nous imposons un modèle standard ; nous ne décidons pas une fois pour toutes que notre expérience, l'expérience de la Russie centrale, peut être reportée telle quelle dans toutes les régions périphériques. Nous ne faisons qu'aborder la tâche de l'édification véritable, nous n'en sommes qu'à nos premiers pas dans cette voie ; un champ d'action illimité s'offre à nous.

J'ai indiqué que le premier acte décisif du pouvoir soviétique avait été la constitution des comités de paysans pauvres. Ils ont été lancés par les services du ravitaillement sous l'empire de la nécessité. Mais, pour mener nos tâches à bien, nous avons besoin d'autre chose que les organisations provisoires du genre des comités de paysans pauvres. Il existe chez nous, à côté des Soviets, des organisations syndicales, dont nous nous servons comme d'une école pour éduquer les masses arriérées. La couche des ouvriers qui ont en fait dirigé le pays durant cette année et appliqué toute la politique, la couche des ouvriers qui ont fait notre force, — est incroyablement mince en Russie. Nous nous en sommes convaincus, nous le ressentons personnellement. Si, quelque jour, l'historien de l'avenir réunit des documents pour savoir quels groupes ont dirigé la Russie pendant ces 17 mois, quelles sont les centaines, les milliers de personnes qui se sont chargées de tout ce travail, du poids incroyable de l'administration du pays, — personne ne voudra croire que cela ait pu être réalisé par des forces aussi infimes. Infimes, parce que les dirigeants politiques

cultivés, instruits et capables étaient rares en Russie. Cette couche était mince et au cours des dernières luttes elle s'est surmenée, éreintée, elle a fait plus qu'elle ne pouvait. Je pense qu'à ce Congrès nous allons rechercher les moyens pratiques permettant d'utiliser dans l'industrie et — chose plus importante encore — dans les campagnes des forces toujours nouvelles, à une échelle de masse, de faire participer au travail des Soviets des ouvriers et des paysans situés au niveau du paysan moyen, ou même au-dessous de ce niveau. Sans leur aide, à l'échelle de masse, il nous semble impossible de poursuivre notre activité.

Comme mon temps de parole est presque écoulé, je veux simplement dire quelques mots sur notre attitude envers la paysannerie moyenne. Notre attitude à son égard était nette dans son principe dès avant le début de la révolution. Nous avions pour tâche de *neutraliser* la paysannerie. A Moscou, au cours d'une assemblée où il avait fallu poser la question de l'attitude envers lès partis petits-bourgeois, j'ai cité les termes mêmes d'Engels, qui ne se contentait pas d'indiquer que la paysannerie moyenne est notre alliée, mais exprimait même l'assurance que l'on réussirait peut-être à éviter les mesures coercitives, répressives, même à l'encontre de la grosse paysannerie [27]. En Russie, cette hypothèse ne s'est pas justifiée : vis-à-vis des koulaks, nous étions, nous sommes et nous resterons engagés dans une guerre civile ouverte. Cela est inévitable. Nous l'avons constaté dans la pratique. Mais, bien souvent, en raison du manque d'expérience des travailleurs des Soviets et de la difficulté de la question, les coups destinés aux koulaks sont allés frapper la paysannerie moyenne. Nous avons commis là une très grave faute. L'expérience acquise dans ce domaine nous aidera à tout faire pour l'éviter à l'avenir. Voilà la tâche qui s'impose à nous, d'une façon non pas théorique, mais pratique. Vous savez parfaitement que cette tâche est difficile. Nous ne disposons pas de biens à offrir au paysan moyen ; or, c'est un matérialiste à l'esprit pratique qui réclame des biens matériels concrets, que nous ne pouvons pas donner actuellement et dont le pays devra encore se passer peut-être pendant des mois d'une dure lutte qui promet maintenant une victoire totale. Mais nous pouvons faire beaucoup dans notre pratique

administrative : améliorer notre appareil, corriger une foule d'abus. La ligne de notre Parti, qui ne s'orientait pas suffisamment vers le bloc, l'alliance et l'accord avec la paysannerie moyenne, cette ligne nous pouvons et nous devons la corriger et la rectifier.

Voilà, sommairement exposé, ce que j'ai eu la possibilité de vous signaler sur l'activité économique et politique du Comité central au cours de l'année écoulée. Je dois passer à présent, le plus rapidement possible, à la seconde partie de la tâche que m'a confiée le Comité central : le rapport d'organisation du Comité central. Cette tâche, seul pouvait s'en acquitter convenablement Iakov Mikhaïlovitch Sverdlov, qui avait été désigné comme rapporteur du Comité central sur ce point. Sverdlov qui était doué d'une mémoire peu commune, prodigieuse, y tenait la majeure partie de son rapport, et sa connaissance personnelle du travail d'organisation à la base lui permettait de faire ce rapport. Je ne suis pas en mesure de le remplacer, même pour un centième, car pour ce travail nous étions obligés de nous en remettre entièrement, — nous avions tout lieu d'agir ainsi, — au camarade Sverdlov, qui très souvent prenait lui-même les décisions.

Je peux donner ici de courts fragments de ce qui était préparé dans les rapports écrits. Mais le secrétariat du Comité central, qui n'a pu achever son travail, a promis de la façon la plus formelle que la semaine prochaine les rapports écrits seraient prêts pour l'impression, polycopiés et mis à la disposition de tous les membres du Congrès. Ils compléteront les indications rapides et fragmentaires que je peux donner ici. Dans les matériaux du rapport qui existent actuellement par écrit, nous trouvons tout d'abord des renseignements sur les documents reçus : 1 483 pour décembre 1918 ; 1 537 pour janvier 1919 et 1 840 pour février. J'ai le classement en pourcentages de ces documents, mais je me permettrai de ne pas le lire. Les camarades qui s'y intéressent verront dans le rapport qui sera distribué que, par exemple, en novembre nous avons eu 490 visites au secrétariat. Et les camarades qui m'ont remis ce rapport disent qu'il n'englobe que la moitié à peine de ce dont le secrétariat a eu à s'occuper, parce que des dizaines de délégués étaient reçus chaque jour par le camarade Sverdlov,

et qu'une bonne moitié d'entre eux n'étaient probablement pas fonctionnaires des Soviets, mais militants du Parti.

Je dois attirer l'attention sur le rapport d'activité de la Fédération des groupes étrangers [28]. Je connais ce secteur dans la mesure où j'ai eu la possibilité de parcourir rapidement les documents des groupes étrangers. Ils étaient 7 au début ; ils sont 9 maintenant. Les camarades des localités essentiellement grand-russes, qui n'ont pas eu la possibilité de prendre directement connaissance de ces groupes et n'ont pas vu les comptes rendus dans les journaux, voudront bien regarder les coupures de presse que je me permettrai de ne pas lire intégralement. Je dois dire qu'on remarque ici la véritable base de ce que nous avons fait pour la IIIe Internationale. La Troisième Internationale a été fondée à Moscou lors d'un bref congrès, sur lequel, de même que sur tout ce que le Comité central propose pour toutes les questions relatives à l'Internationale, le rapport détaillé sera fait par le camarade Zinoviev. Si nous avons pu faire tant de choses en peu de temps au congrès communiste de Moscou, c'est grâce au gigantesque travail de préparation effectué par le Comité central de notre Parti et par le camarade Sverdlov chargé de son organisation. Un travail de propagande et d'agitation a été mené parmi les étrangers résidant en Russie, toute une série de groupes étrangers ont été constitués. Des dizaines de leurs membres ont été entièrement mis au courant des plans essentiels et des tâches d'ensemble de la politique, en ce qui concernait les lignes générales. Des centaines de milliers de prisonniers des armées levées par les impérialistes dans le seul but d'atteindre leurs objectifs, ont été renvoyés en Hongrie, en Allemagne, en Autriche et ont fait si bien que les bacilles du bolchévisme ont entièrement contaminé ces pays. Et si des groupes ou des partis solidaires envers nous sont prédominants, c'est grâce au travail, extérieurement invisible et présenté d'une façon rapide et sommaire dans le rapport d'organisation, des groupes étrangers en Russie. Ce travail a été l'une des pages les plus importantes de l'activité du Parti communiste de Russie, cellule du Parti communiste mondial.

Ensuite, dans les documents qui m'ont été remis, on trouve des renseignements sur la façon dont le Comité cen-

tral a reçu des informations, et sur les organisations qui les lui ont fournies. Ici, le manque d'organisation propre à la Russie surgit dans toute sa honteuse indigence. Des informations régulières ont été reçues des organisations de 4 provinces, irrégulières de 14 autres, et occasionnelles de 16 autres. Les noms de ces provinces sont portés sur la liste, vous me permettrez de ne pas les lire. Bien sûr, dans ce manque extrême d'organisation qui est le nôtre, dans l'extrême carence de l'organisation, bien des choses s'expliquent par les conditions de la guerre civile, mais pas tout, loin de là. Et il ne faudrait surtout pas invoquer ce prétexte pour se couvrir et se défendre. L'activité d'organisation n'a jamais été le point fort des Russes en général et des bolchéviks en particulier, et pourtant, la tâche principale de la révolution prolétarienne, est justement *d'organiser*. Ce n'est pas par hasard que la question de l'organisation a été mise ici à l'une des premières places. Il faut lutter ici avec énergie et fermeté, encore de l'énergie et encore de la fermeté, par tous les moyens. Nous ne ferons rien ici sans une longue éducation et une longue rééducation. C'est un domaine où la violence révolutionnaire et la dictature donnent lieu à des abus, et c'est contre ces abus que je voudrais vous mettre en garde. C'est une excellente chose que la violence révolutionnaire et la dictature, si on en use au moment voulu et contre qui il se doit. Mais il ne faut pas en user dans le domaine de l'organisation. Nous n'avons absolument pas mené à bien notre œuvre d'éducation, de rééducation et notre long travail d'organisation ; nous devons nous y attaquer systématiquement.

J'ai là un rapport financier détaillé. Le plus important des différents chapitres est celui des éditions ouvrières et des journaux : un million, un million et encore un million, ce qui fait 3 millions. 2 800 000 pour les organisations du Parti, 3 600 000 pour les frais de rédaction. Des chiffres plus détaillés se trouvent dans le rapport qui sera reproduit et distribué à tous les délégués. Pour le moment, les camarades peuvent en prendre connaissance par l'intermédiaire des représentants de groupes. Permettez-moi de ne pas les lire. Les camarades qui ont présenté les rapports ont donné ici l'élément le plus important et le plus éloquent, à savoir : le bilan général du travail de propagande

sur le plan de l'édition. Les éditions *Communiste* ont publié 62 titres. La *Pravda* a rapporté, en 1918, 2 millions de bénéfices nets et sorti 25 millions d'exemplaires. Le journal *Bednota*[29] a rapporté 2 370 000 de bénéfices nets et sorti 33 millions d'exemplaires. Les camarades du Bureau d'organisation du Comité central ont promis de réexaminer les chiffres détaillés qu'ils possèdent, de façon à pouvoir comparer au moins deux points de départ. Ainsi, chacun verra le gigantesque travail d'éducation du Parti, qui pour la première fois utilise les moyens techniques modernes des gros capitalistes, leurs imprimeries, non pour la bourgeoisie, mais pour les ouvriers et les paysans. On nous a accusés des milliers et des millions de fois, et on nous accuse toujours de violer la liberté de la presse, de renier la démocratie. Nos accusateurs appellent démocratie le fait que la presse soit achetée par les capitalistes, que les riches puissent utiliser la presse pour atteindre leurs propres buts. Nous n'appelons pas cela démocratie, mais ploutocratie. Tout ce que la culture bourgeoise a créé pour tromper le peuple et défendre les capitalistes, nous le lui avons enlevé pour satisfaire les besoins politiques des ouvriers et des paysans. Et nous avons fait dans ce domaine bien plus qu'aucun parti socialiste n'a réussi à réaliser en un quart de siècle ou un demi-siècle. Mais, malgré tout, nous avons fait infiniment peu de ce qui est à faire.

Les derniers documents que m'a remis le Bureau sont les circulaires. Il y en a 14, et les camarades qui ne les connaissent pas ou pas assez, sont invités à les lire. Certes sous ce rapport l'activité du Comité central n'a pas été complète, tant s'en faut. Notons cependant que, lorsqu'on travaille dans des conditions telles que les nôtres, alors qu'il fallait donner chaque jour des directives politiques sur nombre de questions, et le faire exceptionnellement, rarement même, par l'intermédiaire du Bureau politique ou d'une réunion plénière du Comité central, — il est impossible de supposer dans ces conditions que nous ayons pu recourir fréquemment aux circulaires politiques.

Je le répète : comme organisme de combat d'un parti de combat, en période de guerre civile, nous ne pouvons travailler autrement. Dans le cas contraire, ce serait ou bien des demi-mots, ou bien un parlement ; mais avec un

parlement, dans une époque de dictature, on ne peut ni résoudre les questions, ni orienter le Parti ou les organisations soviétiques. Camarades, à une époque où nous utilisons l'appareil des imprimeries et de la presse bourgeoises, l'importance des circulaires du Comité central s'est réduite. Nous n'envoyons que les directives qu'il a été impossible de diffuser dans la presse, car dans notre activité, qui s'est faite au grand jour malgré son ampleur, il subsistait, il subsiste et il subsistera encore un travail clandestin. Nous ne craignions pas qu'on nous reproche notre illégalité, notre clandestinité ; non, nous en étions fiers. Et, lorsque nous avons été placés dans cette situation telle que, notre bourgeoisie renversée, nous nous sommes trouvés face à la bourgeoisie européenne, une partie de nos actes demeuraient secrets, il y avait un domaine clandestin dans notre travail.

Là-dessus, camarades, je termine mon rapport. (Applaudissements.)

3

RAPPORT SUR LE PROGRAMME DU PARTI
LE 19 MARS

(Applaudissements). Camarades, conformément à la répartition des sujets à traiter, décidée avec le camarade Boukharine, il m'appartient d'exposer le point de vue de la commission sur un ensemble de points précis les plus discutés ou de ceux qui, actuellement, intéressent le plus le parti.

Je commencerai brièvement par les points que le camarade Boukharine a traités à la fin de son rapport, parce qu'ils ont fait l'objet de controverses entre nous, au sein de la commission. Le premier porte sur la structure de la partie générale du programme. A mon sens, le camarade Boukharine n'a pas très exactement expliqué ici pourquoi la majorité de la commission a repoussé toutes les tentatives d'établir le programme en y supprimant tout ce qui a trait au vieux capitalisme. Le camarade Boukharine s'est exprimé de telle façon qu'il a parfois semblé que la majorité de la commission craignît ce qu'on en dirait, craignît d'être accusée d'un manque de déférence pour le passé. On ne peut douter qu'exposée de la sorte, la position de la majorité de la commission n'apparaisse des plus ridicules. Mais c'est loin d'être la vérité. La majorité a repoussé ces tentatives parce qu'elles auraient été fausses. Elles n'auraient pas été conformes à la situation réelle. Il n'y a jamais eu d'impérialisme pur, sans base capitaliste, il n'y en a jamais eu, il n'y en a nulle part et il n'y en aura jamais. C'est généraliser de façon erronée tout ce qu'on a dit

des consortiums, des cartels, des trusts, du capitalisme financier, quand on a représenté ce dernier comme une formation ne reposant sur aucun des fondements de l'ancien capitalisme.

C'est faux. C'est surtout faux pour l'époque de la guerre impérialiste et l'après-guerre. Engels écrivait déjà, à propos de la guerre future, que ce serait une dévastation beaucoup plus féroce que celle de la guerre de Trente Ans ; que l'humanité retournerait dans une large mesure à l'état sauvage, que notre appareil commercial et industriel artificiel ferait faillite [30]. Au début de la guerre, les social-traîtres et les opportunistes se félicitaient de la vitalité du capitalisme et se gaussaient des « fanatiques ou des semi-anarchistes », comme ils nous appelaient. « Voyez, disaient-ils, ces prédictions ne se sont pas réalisées. Les événements ont montré qu'elles n'étaient justes que pour un très petit nombre de pays et pour un temps très court ! » Maintenant, ce n'est pas seulement en Russie, ce n'est pas seulement en Allemagne, c'est aussi dans les pays victorieux que commence précisément la prodigieuse destruction du capitalisme contemporain, une destruction qui élimine à tout instant cet appareil artificiel et ressuscite le vieux capitalisme.

Quand Boukharine disait que l'on peut essayer de donner une vue d'ensemble de la destruction du capitalisme et de l'impérialisme, nous répliquions à la commission et je dois répliquer ici : Essayez et vous verrez que vous n'y réussirez pas. Le camarade Boukharine a essayé à la commission et a dû lui-même y renoncer. Et je suis parfaitement convaincu que si quelqu'un pouvait y réussir, c'est avant tout le camarade Boukharine qui s'est beaucoup et sérieusement occupé de cette question. J'affirme qu'une telle tentative ne peut pas réussir, parce que le problème est mal posé. Nous subissons en ce moment, en Russie, les conséquences de la guerre impérialiste et nous sommes au début de la dictature du prolétariat. En même temps, dans diverses régions de la Russie qui se sont trouvées plus que précédemment coupées les unes des autres, nous assistons à la renaissance du capitalisme, à l'évolution de sa première phase. Nous n'y échapperons pas. Si l'on écrivait le programme comme le voulait le camarade Boukharine, le programme serait faux. Il exprimerait peut-être ce qu'on a

dit de mieux sur le capitalisme financier et l'impérialisme, mais il n'exprimerait pas la réalité, justement parce que la réalité n'est pas aussi entière. Un programme composé de parties disparates manque naturellement d'élégance (ce qui n'est pas très grave en somme), mais tout autre programme serait simplement erroné. Pendant très longtemps encore, nous n'échapperons pas à cette disparité, à cette construction faite de pièces hétéroclites, si fâcheux, si disgracieux que ce soit. Quand nous y échapperons, nous établirons un autre programme. Mais nous serons alors en société socialiste. Il serait ridicule de prétendre que les choses y seront telles qu'elles sont aujourd'hui.

Nous vivons à une époque où ressuscitent divers phénomènes capitalistes, fondamentaux, les plus élémentaires. Considérez par exemple la faillite des transports dont nous faisons si bien, ou plus exactement si mal, l'expérience. On l'observe aussi dans d'autres pays, même dans des pays victorieux. Et que signifie-t-elle dans un système impérialiste ? Le retour aux formes les plus rudimentaires de la production marchande. Nous savons fort bien ce que sont les petits trafiquants. Ce terme était jusqu'à présent incompréhensible pour les étrangers. Et maintenant ? Les camarades venus au congrès de la IIIe Internationale relatent que des mots analogues apparaissent en Allemagne et même en Suisse. Et pourtant, cette catégorie, vous ne la classerez sous aucune rubrique de la dictature du prolétariat, et vous devrez revenir aux aspects primitifs de la société capitaliste et de la production marchande.

Echapper à cette triste réalité en établissant un programme bien ratissé et fait d'une seule pièce, c'est se lancer d'un bond au-delà des nues, hors de toute atmosphère réelle ; c'est rédiger un programme faux. Et ce n'est nullement le respect du passé qui nous a, comme l'insinuait poliment le camarade Boukharine, obligés à intercaler ici des passages de l'ancien programme. D'après lui, le programme fut rédigé en 1903, avec le concours de Lénine ; le programme était incontestablement mauvais ; mais comme les vieilles gens se plaisent par-dessus tout à évoquer les temps anciens, ils ont, par respect du passé, rédigé, en ces temps nouveaux, un programme nouveau dans lequel ils reprennent les vieilles choses. S'il en était ainsi, on

ne pourrait que rire de tels originaux. Je soutiens qu'il n'en est pas ainsi. Le capitalisme que nous avons dépeint en 1903 subsiste en 1919 dans la république prolétarienne des Soviets, précisément par suite de la décomposition de l'impérialisme, de sa faillite. Ce capitalisme, on peut le trouver par exemple, dans la province de Samara et dans celle de Viatka, pas trop éloignées de Moscou. A l'époque où la guerre civile déchire le pays, nous ne sortirons pas de sitôt de cette situation, de ce monde de petits trafiquants. C'est pourquoi toute structure de programme autre que celle que nous proposons serait fausse. Il faut dire ce qui est : le programme doit contenir ce qui est absolument indiscutable, des faits acquis, alors seulement il sera marxiste.

Le camarade Boukharine le comprend théoriquement fort bien et dit que le programme doit être concret. Mais une chose est de comprendre, autre chose est de faire passer dans les faits. Le concret chez Boukharine, c'est la description livresque du capitalisme financier. En réalité, nous observons des phénomènes de nature différente. Dans chaque province agricole nous voyons l'industrie monopolisée côtoyer la libre concurrence. Jamais au monde, le capitalisme de monopole n'a existé ni n'existera sans libre concurrence, dans divers domaines. Décrire un pareil système, c'est décrire un système faux et détaché de la vie. Si Marx disait de la manufacture qu'elle était une superstructure de la petite production de masse [31], l'impérialisme et le capitalisme financier sont des superstructures de l'ancien capitalisme. Quand on en démolit le sommet, on découvre l'ancien capitalisme. Défendre le point de vue qu'il y a un impérialisme intégral sans ancien capitalisme, c'est prendre ses désirs pour des réalités.

C'est là une erreur naturelle dans laquelle il est aisé de tomber. Si nous avions affaire à un impérialisme intégral qui eût profondément transformé le capitalisme, notre tâche serait cent mille fois plus facile. Nous aurions un système où tout serait soumis au seul capital financier. Nous n'aurions plus qu'à supprimer le sommet et à remettre le reste au prolétariat. Ce serait infiniment agréable, mais la réalité est tout autre. Son développement est tel que nous devons agir tout autrement. *L'impérialisme est*

une superstructure du capitalisme. Quand il s'écroule, le sommet s'effondre et les fondations sont mises à nu. C'est pourquoi notre programme, s'il veut être juste, doit dire ce qui est. Il y a l'ancien capitalisme qui, dans divers domaines, s'est hissé jusqu'à l'impérialisme. Ses tendances sont exclusivement impérialistes. Les questions fondamentales ne peuvent être examinées que du seul point de vue de l'impérialisme. Il n'est pas une question importante de politique intérieure ou étrangère qui puisse être résolue autrement que du point de vue de cette tendance. Ce n'est pas de cela que le programme parle en ce moment... Il existe en réalité un immense sous-sol d'ancien capitalisme. Il y a une superstructure impérialiste qui nous a conduits à la guerre, cette guerre dont est sorti le début de la dictature du prolétariat. Vous ne vous tirerez pas hors de cette phase. Ce fait caractérise l'allure même du développement de la révolution prolétarienne dans le monde entier, et restera un fait pour de longues années.

Les révolutions de l'Europe occidentale s'accompliront peut-être avec moins de heurts ; mais il faudra cependant de longues, de très longues années pour réorganiser le monde, la plupart des pays. Et cela veut dire que, dans la période de transition où nous sommes, nous ne sortirons pas de cette réalité composite. Cette réalité, formée d'éléments très divers, ne saurait être écartée, si peu élégante soit-elle ; on ne peut rien en retrancher. Un programme autrement conçu qu'il est serait faux.

Nous disons que nous sommes arrivés à la dictature. Mais il faut tout de même savoir par *quel* chemin. Le passé nous tient, se cramponne par des milliers de mains et ne nous laisse pas faire un pas en avant ou nous oblige à le faire aussi mal que nous le faisons. Pour comprendre dans quelle situation nous nous trouvons, il faut dire comment nous avons marché et ce qui nous a conduits jusqu'à la révolution socialiste. C'est l'impérialisme qui nous y a conduits, le capitalisme dans ses formes primitives d'économie marchande. Il faut comprendre tout cela, car ce n'est qu'en tenant compte de la réalité que nous pourrons résoudre des questions comme par exemple celle de notre attitude vis-à-vis des paysans moyens. En effet, d'où pouvait bien venir le paysan moyen à l'époque d'un capitalisme pure-

ment impérialiste ? Car enfin, il n'existait pas même dans les pays capitalistes tout court. Si nous branchons la question de notre attitude à l'égard de ce phénomène quasi médiéval (la paysannerie moyenne), en l'envisageant exclusivement du point de vue de l'impérialisme et de la dictature du prolétariat, nous n'arriverons jamais à mettre les choses bout à bout, et nous n'y gagnerons que plaies et bosses. Si, au contraire, nous devons changer d'attitude à l'égard du paysan moyen, prenez s'il vous plaît la peine de dire, dans la partie théorique du programme, d'où il vient et ce qu'il est. C'est un petit producteur de marchandises. C'est l'A B C du capitalisme qu'il faut énoncer, parce que nous n'en sommes pas encore sortis. L'écarter avec désinvolture et dire : « Pourquoi nous occuper de l'A B C, alors que nous avons étudié le capitalisme financier ! » — c'est aussi peu sérieux que possible.

Je dois dire la même chose à propos de la *question nationale*. Ici encore, le camarade Boukharine prend ses désirs pour des réalités. Il dit qu'on ne saurait reconnaître le droit des nations à l'autodétermination. La nation, c'est la bourgeoisie avec le prolétariat. Nous, prolétaires, nous reconnaîtrions le droit à l'autodétermination d'une méprisable bourgeoisie ! Cela ne rime à rien. Pardon, cela rime à ce qui est. Ecartez la réalité, vous tombez dans la fantaisie. Vous invoquez le processus de différenciation qui s'opère au sein des nations, la différenciation de la bourgeoisie et du prolétariat. Mais voyons encore comment cette différenciation va se faire.

Considérez par exemple l'Allemagne, modèle de pays capitaliste avancé, qui, sur le plan de l'organisation du capitalisme, du capitalisme financier, était supérieure à l'Amérique. Elle lui était inférieure à bien des égards, sous le rapport de la technique et de la production, sous celui de la politique ; mais sous le rapport du degré d'organisation du capital financier, de la transformation du capital de monopole en capitalisme monopoliste d'Etat, l'Allemagne était supérieure à l'Amérique. C'était, semblait-il, un modèle. Or que s'y passe-t-il ? Le prolétariat allemand s'est-il différencié d'avec la bourgeoisie ? Non. Ce n'est que dans un certain nombre de grandes villes que la majorité ouvrière s'est prononcée, d'après les informa-

tions reçues, contre les hommes de Scheidemann. D'où vient ce résultat ? De l'alliance des spartakistes avec ces trois fois damnés menchéviks indépendants allemands, qui brouillent tout et veulent marier le système des Soviets avec la Constituante ! Voilà ce qui se passe dans cette Allemagne ! Et c'est pourtant un pays avancé.

Le camarade Boukharine demande : « Quel besoin avons-nous du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ? » Je dois répéter ce que je lui objectai lorsqu'il proposait, en été 1917, de rejeter le programme minimum et de ne conserver que le programme maximum. Je lui répondis alors : « Ne te vante pas de tes exploits avant la bataille, attends plutôt d'en être revenu ! » Quand nous aurons conquis le pouvoir, nous le ferons, au bout de quelque temps [32]. Nous avons conquis le pouvoir, nous avons attendu un peu ; je suis maintenant d'accord pour le faire. Nous sommes engagés entièrement dans l'édification socialiste, nous avons repoussé le premier assaut qui nous menaçait, — et maintenant la chose est faisable. Cela est vrai aussi du droit des nations à l'autodétermination. « Je ne veux reconnaître, dit Boukharine, que le droit des classes laborieuses à l'autodétermination. » Vous voulez donc reconnaître ce à quoi l'on n'est encore parvenu dans aucun pays, excepté la Russie ? C'est ridicule.

Voyez la Finlande : un pays démocratique, plus avancé, plus cultivé que le nôtre. Le processus de séparation, de différenciation du prolétariat qui s'y opère prend des formes originales, beaucoup plus douloureuses que chez nous. Les Finlandais ont subi la dictature allemande, ils subissent maintenant celle des puissances alliées. Mais notre reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes y a facilité la différenciation des classes. Je me souviens parfaitement de la scène où j'eus à Smolny à remettre un document officiel à Swinhufwud [33] — dont le nom veut dire en russe « à tête de cochon » — ce porte-parole de la bourgeoisie finlandaise qui a joué un rôle de bourreau. Il me serra aimablement la main, nous échangeâmes des félicitations. Que c'était laid ! Mais il le fallait, parce que cette bourgeoisie-là trompait le peuple, trompait les masses laborieuses, en leur disant que les moscoutaires,

ces chauvins, ces grands-russes, voulaient étouffer les Finlandais. Il le fallait.

N'avons-nous pas dû faire la même chose hier à l'égard de la république des Bachkirs ? [34] Quand le camarade Boukharine disait : « Il en est à qui l'on peut reconnaître ce droit », j'ai cru bon de noter que sur cette liste figuraient les Hottentots, les Boschimans et les Indiens. J'écoutais cette énumération et je me demandais : Comment se fait-il que Boukharine ait oublié un petit détail, les Bachkirs ? Il n'y a pas de Boschimans en Russie ; pour ce qui est des Hottentots, je n'ai pas non plus entendu dire qu'ils revendiquent une république autonome. Mais nous avons des Bachkirs, des Kirghiz et bien d'autres peuples que nous ne pouvons nous refuser à reconnaître. Nous ne pouvons refuser à aucun peuple de l'ancien Empire russe, le droit à l'autodétermination. Admettons même que les Bachkirs aient renversé leurs exploiteurs avec notre aide. Mais ce ne serait possible que si la révolution était complètement mûre. Il faudrait agir avec prudence pour que notre intervention n'entrave pas le processus de différenciation du prolétariat, processus que nous devons accélérer. Que pouvons-nous donc faire pour les peuples tels que les Kirghiz, les Ouzbeks, les Tadjiks, les Turkmènes jusqu'ici soumis à l'influence de leurs mollahs ? Chez nous, en Russie, la population qui sait par une longue expérience ce que sont les popes, nous a aidés à les chasser. Mais vous savez combien le décret sur les mariages civils est encore mal appliqué. Pouvons-nous aller dire à ces peuples : Nous jetterons bas vos exploiteurs ? Nous ne le pouvons pas, parce qu'ils sont entièrement soumis à leurs mollahs. Il faut attendre, en pareil cas, que la nation intéressée ait évolué, que le prolétariat se soit différencié des éléments bourgeois, ce qui est inéluctable.

Le camarade Boukharine ne veut pas attendre. Il brûle d'impatience. « Pourquoi faire ? Du moment que nous avons nous-mêmes renversé la bourgeoisie, proclamé le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat, pourquoi agirions-nous ainsi ! » Cet appel galvanisant indique, certes, le chemin à suivre, mais si nous nous contentons de proclamer ces choses dans notre programme, ce ne sera plus un programme, mais une proclamation. Nous pouvons

proclamer le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat et le mépris complet, mille fois mérité, dans lequel nous tenons la bourgeoisie. Mais dans un programme, il faut écrire ce qui est avec une exactitude absolue. Nous aurons ainsi un programme inattaquable.

Nous nous plaçons à un point de vue de classe rigoureux. Ce que nous inscrivons dans le programme, c'est la reconnaissance de ce qui est advenu en fait depuis l'époque où nous traitons de façon générale du droit des nations à l'autodétermination. Il n'y avait pas encore, à ce moment, de républiques prolétariennes. Lorsqu'elles sont apparues et uniquement dans la mesure où elles sont apparues, nous avons pu écrire ce que nous avons écrit ici : « Union fédérative des Etats organisés selon *le type soviétique.* » Le type soviétique, ce n'est pas encore les Soviets tels qu'ils existent en Russie ; c'est un type qui devient international. C'est la seule chose que nous puissions dire. Aller plus loin, faire un pas de plus, avancer d'un point, ce serait tomber dans l'erreur et, par conséquent, déplacé dans le programme.

Nous disons : il faut considérer l'étape à laquelle se trouve une nation donnée dans son accession du moyen âge à la démocratie bourgeoise et de celle-ci à la démocratie prolétarienne. C'est absolument juste. Toutes les nations ont le droit de disposer d'elles-mêmes, et ce n'est pas la peine de parler plus spécialement des Hottentots et des Boschimans. L'immense majorité de la population du globe, les neuf-dixièmes assurément, et peut-être les 95%, rentrent dans cette définition, car tous les pays se situent sur le chemin du moyen âge à la démocratie bourgeoise ou de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne. Ce chemin est absolument inéluctable. On ne peut rien ajouter, car ce serait erroné, car ce ne serait pas ce qui est. Rejeter l'autodétermination des nations et la remplacer par l'autodétermination des travailleurs est tout à fait faux, car c'est ne pas tenir compte des difficultés avec lesquelles la différenciation des classes s'opère au sein des nations et des voies sinueuses qu'elle emprunte. En Allemagne, elle s'accomplit autrement que chez nous. Elle est plus rapide à certains égards, plus lente et sanglante à certains autres. Chez nous, aucun parti n'a admis une

idée aussi monstrueuse que le mariage des Soviets et de la Constituante. Or, nous devons vivre à côté de ces nations. Les Scheidemann prétendent déjà que nous voulons conquérir l'Allemagne. Ce ne sont naturellement que de ridicules balivernes. Mais la bourgeoisie a ses intérêts, sa presse qui répand bruyamment ces rumeurs de par le monde à des centaines de millions d'exemplaires, et Wilson les appuie dans son propre intérêt. Les bolchéviks ont, disent-ils, une puissante armée et visent à implanter, par la conquête, le bolchévisme en Allemagne. L'élite du peuple allemand, les spartakistes, nous ont dit qu'on dressait les ouvriers allemands contre les communistes en leur déclarant : Voyez si cela va mal chez les bolchéviks ! Nous ne pouvons pas dire que cela marche très bien chez nous. Et nos ennemis en Allemagne agissent sur les masses en prétendant que la révolution prolétarienne amènerait en Allemagne les mêmes désordres qu'en Russie. Nos désordres sont un mal chronique. Nous sommes aux prises avec des difficultés formidables en instituant chez nous la dictature prolétarienne. Tant que la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie, ou tout au moins une partie des ouvriers allemands se trouveront sous l'influence de cet épouvantail : « Les bolchéviks veulent imposer leur régime par la violence », la formule du « droit des travailleurs à l'autodétermination » n'arrangera pas la situation. Nous devons faire en sorte que les social-traîtres allemands ne puissent dire que les bolchéviks imposent leur système universel, que l'on pourrait soi-disant introduire à Berlin sur la pointe des baïonnettes de l'Armée Rouge. Or, du point de vue de la négation du principe de l'autodétermination des nations, c'est bien ce qui peut advenir.

Notre programme ne doit pas parler d'autodétermination des travailleurs, parce que c'est faux. Il doit dire ce qui est. Puisque les nations se situent aux différentes étapes entre le moyen âge et la démocratie bourgeoise, puis entre celle-ci et la démocratie prolétarienne, ce point de notre programme est absolument juste. Nous avons décrit sur ce chemin de très nombreux zigzags. Il faut reconnaître à chaque nation le droit d'autodétermination, ce qui contribuera à l'émancipation des travailleurs. En Finlande, le processus de séparation du prolétariat d'avec la bourgeoi-

sie, se poursuit d'une manière remarquablement nette, puissante et approfondie. En tout cas, les choses iront là-bas autrement que chez nous. Si nous disons que nous ne reconnaissons pas du tout la nation finlandaise, mais seulement les masses laborieuses, nous dirons une chose des plus absurdes. Il est impossible de ne pas reconnaître ce qui est : la réalité s'impose d'elle-même. Dans différents pays, la différenciation du prolétariat et de la bourgeoisie suit les voies qui leur sont propres. Nous devons agir, en l'occurrence, avec la plus grande circonspection. Notamment à l'égard des différentes nations, car il n'y a rien de pis que la méfiance d'une nation. Chez les Polonais, l'autodétermination du prolétariat est en cours. Voici les chiffres les plus récents sur la composition du Soviet des députés ouvriers de Varsovie[35] : social-traîtres polonais, 333 ; communistes, 297. Cela montre que, d'après notre calendrier révolutionnaire, Octobre n'est plus loin là-bas. On y est en août, voire en septembre 1917. Mais premièrement, il n'existe pas encore de décret prescrivant à toutes les nations d'adopter le calendrier révolutionnaire bolchévik, et si un tel décret avait été rendu, il ne serait pas appliqué. Deuxièmement, les choses se présentent de telle sorte qu'en ce moment, la majorité des ouvriers polonais, plus avancés, plus cultivés que les nôtres, se placent sur le problème de la défense nationale au point de vue du social-patriotisme, du social-chauvinisme. Il faut attendre. Il ne peut pas être question en la circonstance du droit des masses laborieuses à disposer d'elles-mêmes. Nous devons préconiser cette différenciation. Nous le faisons, mais il est impossible de ne pas reconnaître en ce moment l'indépendance de la nation polonaise, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Voilà qui est clair. Le mouvement prolétarien polonais suit le même chemin que le nôtre ; il s'achemine vers la dictature du prolétariat, mais autrement qu'en Russie. On y intimide les ouvriers en prétendant que les moscoutaires, les Grands-Russes qui ont toujours opprimé les Polonais, veulent introduire en Pologne leur chauvinisme grand-russe sous l'étiquette du communisme. Le communisme ne s'implante pas par la violence. Je disais à l'un des meilleurs camarades communistes polonais : « Vous ferez autrement que nous. » — « Non, me répondit-il, nous ferons la même chose que

vous, mais mieux. » Je n'ai absolument rien trouvé à répondre à cet argument. Laissons aux Polonais le soin de réaliser le modeste désir d'instituer un pouvoir des Soviets meilleur que le nôtre. Il faut tenir compte du fait que la révolution prolétarienne suit là-bas des voies qui lui sont propres et on ne peut pas dire : « A bas le droit des nations à l'autodétermination ! Nous ne reconnaissons ce droit qu'aux masses laborieuses. » Cette autodétermination suit des voies complexes et ardues. Elle n'existe qu'en Russie et il faut, en envisageant tous les stades de développement des autres pays, ne rien décréter de Moscou. C'est pourquoi, cette proposition n'est pas admissible par principe.

Je passe aux points suivants que je dois traiter conformément au plan arrêté entre nous. J'ai mis à la première place la question des *petits propriétaires et des paysans moyens*. Le paragraphe 47 dit à ce propos :

« A l'égard de la paysannerie moyenne, la politique du P.C.R. consiste à la faire participer progressivement et de façon méthodique à l'édification socialiste. La tâche du parti est de la séparer des koulaks et de la rallier à la classe ouvrière en se montrant attentifs à ses besoins, en combattant son retard par une action idéologique et jamais par des mesures de répression, en s'efforçant, à chaque fois que ses intérêts vitaux sont en jeu, d'arriver à des accords pratiques, en lui faisant des concessions dans le choix des moyens pour réaliser les transformations socialistes. »

Il me semble que nous formulons ici ce que les fondateurs du socialisme ont dit maintes fois de l'attitude envers les paysans moyens. Ce paragraphe n'a que le défaut d'être insuffisamment concret. Mais nous ne pourrions sans doute pas donner davantage dans un programme. Le congrès, par contre, n'aura pas seulement à discuter des questions de programme et nous aurons à porter à la question des paysans moyens une attention soutenue, trois fois soutenue. D'après certains indices que nous possédons, les soulèvements qui se produisent en différents points laissent apparaître un *plan d'ensemble*, manifestement rattaché au plan militaire des gardes blancs qui ont fixé au mois de mars leur offensive générale et l'organisation d'une série de soulèvements. Un projet d'appel à lancer au nom du congrès est entre les mains du bureau et vous sera commu-

niqué [36]. Ces soulèvements font ressortir avec la plus grande évidence que les socialistes-révolutionnaires de gauche et une partie des menchéviks — ce sont les menchéviks qui, à Briansk, ont travaillé à l'insurrection — jouent le rôle d'agents directs des gardes blancs. L'offensive générale des gardes blancs, les soulèvements des campagnes, l'interruption du trafic ferroviaire: ne réussira-t-on pas au moins ainsi à renverser les bolchéviks ? Le rôle du paysan moyen apparaît ici avec le plus grand relief, affirmé avec une insistance vitale. Au congrès, nous devons non seulement souligner vigoureusement notre attitude conciliante envers le paysan moyen, mais aussi envisager diverses mesures aussi concrètes que possible, susceptibles de lui procurer des avantages directs même minimes. Ces mesures, l'instinct de conservation les réclame impérieusement et aussi les intérêts de la lutte contre tous nos ennemis qui savent que le paysan moyen hésite entre nous et eux et s'efforcent de l'écarter de nous. Notre situation est en ce moment telle que nous possédons de très grandes réserves. Nous savons que les révolutions polonaise et hongroise montent très rapidement. Ces révolutions nous fourniront des réserves prolétariennes, amélioreront notre situation et affermiront dans des proportions considérables notre base prolétarienne, qui est très faible. Cela peut se produire dans les mois à venir, mais nous ne savons pas quand ces changements interviendront. Vous n'ignorez pas que nous sommes dans une phase critique ; la question des paysans moyens revêt donc aujourd'hui une énorme importance pratique.

Je voudrais m'arrêter ensuite sur la *coopération*, dont il est question dans le paragraphe 48 de notre programme. Ce paragraphe est dans une certaine mesure, périmé. Quand nous l'avons rédigé à la Commission, la coopération existait, mais il n'y avait pas de communes de consommation ; quelques jours plus tard le décret portant fusion de toutes les coopératives en une commune unique de consommation, était adopté. Je ne sais s'il a été promulgué et si la plupart des assistants en ont connaissance. S'il ne l'est pas encore, il le sera demain ou après-demain. A cet égard, ce paragraphe est déjà périmé. Il me semble toutefois qu'il est nécessaire, car nous savons bien qu'entre les décrets et leur application, il y a une marge respectable. Pour ce qui est

des coopératives, nous bataillons et luttons depuis avril 1918 ; nous avons obtenu des succès appréciables, mais non encore décisifs. Nous avons parfois réussi à y grouper jusqu'à 98% de la population rurale, dans de nombreux districts. Mais ces coopératives qui existaient en régime capitaliste, sont toutes pénétrées de l'esprit de la société bourgeoise, et sont dirigées par des spécialistes bourgeois, menchéviks et socialistes-révolutionnaires. Nous n'avons pas encore su les gagner à notre influence ; ici le travail reste à faire. Notre décret marque un pas en avant dans la fondation des communes de consommation, en prescrivant la fusion de toutes les espèces de coopératives. Mais ce décret, même appliqué intégralement, laissera subsister à l'intérieur de la future commune de consommation, la section autonome de la coopération ouvrière ; les représentants de cette dernière qui connaissent la question, nous ont dit et démontré que la coopération ouvrière, en tant qu'organisation plus avancée, devait être conservée, puisque son action était imposée par la nécessité. Il y a eu bien des divergences et des polémiques dans notre parti à ce propos : il y a eu des frictions entre bolchéviks coopérateurs et bolchéviks membres des Soviets. En principe, il me semble que la question doit être, sans nul doute, résolue en ce sens que l'appareil coopératif, le seul que le capitalisme ait préparé dans les masses, le seul qui fonctionne dans les masses rurales encore au stade du capitalisme primitif, doit être à tout prix conservé et développé ; en tout cas, il ne doit pas être rejeté. Ici la tâche est ardue, parce que la plupart du temps les coopératives sont dirigées par des spécialistes bourgeois qui sont bien souvent des gardes blancs avérés. Là est l'origine de la haine légitime qu'ils inspirent, l'origine de la lutte contre eux. Mais cette lutte, on doit évidemment la mener de façon habile : *il faut réprimer les velléités contre-révolutionnaires des coopérateurs sans pour cela combattre l'appareil coopératif.* Nous devons éliminer ces contre-révolutionnaires, mais nous soumettre l'appareil. Ici, le problème se pose exactement de la même façon que celui des spécialistes bourgeois. Autre question dont je tiens à parler ici.

Le problème des *spécialistes bourgeois* suscite bien des heurts et des désaccords. J'ai eu dernièrement l'occasion

de prendre la parole au Soviet de Pétrograd, et plusieurs des questions écrites qui m'ont été adressées concernaient les appointements. On m'a demandé : est-il possible de payer en République socialiste des salaires allant jusqu'à 3 000 roubles ? En somme, si nous avons posé cette question dans le programme, c'est que le mécontentement qu'elle a soulevé dans ce domaine est allé assez loin. Le problème des spécialistes bourgeois se pose partout, dans l'armée, dans l'industrie, dans les coopératives. C'est un problème très important de la période de transition du capitalisme au communisme. Nous ne pourrons bâtir le communisme que le jour où, grâce à la science et à la technique bourgeoises, nous l'aurons rendu plus accessible aux masses. On ne saurait édifier autrement la société communiste. Et pour l'édifier ainsi, il nous faut prendre l'appareil de la bourgeoisie, faire travailler tous ces spécialistes. C'est à dessein que, dans notre programme, nous avons développé en détail cette question, afin qu'elle soit radicalement tranchée. Nous savons parfaitement ce que signifie le retard culturel de la Russie, le tort qu'elle cause au pouvoir soviétique a donné en principe une démocratie prolétarienne infiniment supérieure, qui a fourni un modèle de démocratie au monde entier ; nous savons comment ce retard avilit le pouvoir des Soviets et rétablit la bureaucratie. En paroles, l'appareil soviétique est à la portée de tous les travailleurs ; en réalité, nul de nous ne l'ignore, il est loin de l'être. Non parce que les lois constituent un obstacle, comme c'était le cas en régime bourgeois. Nos lois, au contraire, sont favorables. Mais ici, les lois seules ne suffisent pas. Il faut un énorme travail éducatif, d'organisation, culturel qui ne peut être accompli rapidement grâce à la loi, qui nécessite un effort immense et de longue haleine. A ce congrès, le problème des spécialistes bourgeois doit être résolu d'une manière absolument précise. Cette solution permettra aux camarades qui, certainement, suivent avec attention les débats, d'invoquer son autorité et de voir les difficultés que nous rencontrons. Elle aidera les camarades qui se heurtent constamment à cette question, à prendre part au moins au travail de propagande.

Les camarades représentant les spartakistes nous ont raconté au congrès de Moscou, qu'en Allemagne occidentale,

où l'industrie est développée au maximum, où, bien que les spartakistes n'aient pas encore vaincu, leur influence sur les ouvriers est prédominante, des ingénieurs, des directeurs d'un grand nombre d'entreprises parmi les plus importantes, sont venus dire aux spartakistes : « Nous marcherons avec vous. » Cela ne s'est pas produit chez nous. Probablement, le niveau culturel plus élevé des ouvriers, la prolétarisation plus poussée des techniciens et, peut-être, diverses autres raisons que nous ignorons y ont établi des rapports quelque peu différents de ceux qui existent chez nous.

En tout cas, c'est là un des principaux obstacles à notre progression. Nous devons dès maintenant, sans attendre le soutien des autres pays, augmenter tout de suite les forces productives. On ne saurait le faire sans les spécialistes bourgeois. Cela, il faut le dire une fois pour toutes. Certes, la plupart des spécialistes sont pénétrés de la mentalité bourgeoise. Il faut les entourer d'une atmosphère de collaboration fraternelle, de commissaires ouvriers, de cellules communistes ; il faut les placer dans un entourage dont ils ne pourront se dégager. Mais il faut leur ménager de meilleures conditions de travail que sous le capitalisme, car autrement cette couche sociale éduquée par la bourgeoisie ne travaillera pas. Obliger toute une couche sociale à travailler sous le régime de la trique n'est pas possible. Nous nous en sommes parfaitement rendu compte. On peut empêcher ces éléments de prendre une part active à la contre-révolution ; on peut les intimider assez pour qu'ils craignent de toucher à une proclamation des gardes blancs. Sous ce rapport, les bolchéviks agissent avec énergie. Cela peut se faire et nous le faisons suffisamment. Nous l'avons tous appris. Mais obliger, par un pareil moyen, toute une couche sociale à travailler, est impossible. Ces gens-là ont l'habitude de se livrer à un travail culturel ; ils ont fait progresser la culture dans le cadre du régime bourgeois, c'est-à-dire qu'ils ont enrichi la bourgeoisie d'immenses acquisitions matérielles, dont ils ne réservaient au prolétariat qu'une part infime. Mais ils ont cependant fait progresser la culture, c'était là leur métier. Dès l'instant qu'ils voient que la classe ouvrière met en avant des éléments d'avant-garde organisés, qui non seulement appré-

cient la culture, mais encore aident à la diffuser parmi les masses, ils changent d'attitude à notre égard. Quand un médecin constate que, dans la lutte contre les épidémies, le prolétariat stimule l'initiative des travailleurs, il adopte à notre égard une toute autre attitude. Nous avons de nombreux médecins, ingénieurs, agronomes, coopérateurs bourgeois ; quand ils verront dans les faits que le prolétariat entraîne à cette œuvre des masses de plus en plus grandes, ils seront vaincus *moralement*, et non pas simplement politiquement coupés de la bourgeoisie. Alors, notre tâche era plus facile. Ils seront alors entraînés d'eux-mêmes dans notre appareil, ils en deviendront un des rouages. Pour cela, il faut consentir des sacrifices. Y consacrer même deux milliards est peu de chose. Craindre ce sacrifice serait puéril ; ceci équivaudrait à ne pas comprendre les tâches qui se posent à nous.

La désorganisation des transports, la désorganisation de l'industrie et de l'agriculture sapent jusqu'à l'existence de la République soviétique. Ici, nous devons prendre les mesures les plus énergiques, tendre au maximum toutes les forces du pays. A l'égard des spécialistes, nous ne devons pas user d'une politique de mesquines tracasseries. Ces spécialistes ne sont pas les domestiques des exploiteurs ; ce sont des hommes de culture qui, dans la société bourgeoise, servaient la bourgeoisie, et dont tous les socialistes du monde ont dit que, dans la société prolétarienne, ils nous serviront, *nous*. Dans cette période de transition, nous devons leur assurer des conditions d'existence aussi bonnes que possible. Ce sera la meilleure politique, le mode de gestion le plus économique. Autrement, pour avoir économisé quelques centaines de millions, nous risquerions de perdre tant que même avec des milliards nous ne pourrions plus rien récupérer.

Au cours d'un entretien sur les salaires, le camarade Schmidt, Commissaire du Peuple au Travail, m'a signalé les faits suivants. Nous avons accompli, disait-il, pour égaliser les salaires, ce qu'aucun Etat bourgeois n'a fait nulle part et ne pourra jamais faire en des dizaines d'années. Considérez les tarifs d'avant-guerre : le manœuvre touchait 1 rouble par jour, soit 25 par mois, et le spécialiste 500 roubles par mois, sans compter ceux que l'on payait

des centaines de milliers de roubles. Le spécialiste recevait vingt fois plus que l'ouvrier. Dans notre barème actuel, les salaires varient de 600 à 3 000 roubles, la différence va du simple au quintuple. Nous avons beaucoup fait pour égaliser les salaires. Il est certain qu'aujourd'hui nous payons trop les spécialistes, mais payer un supplément pour profiter de la science, est non seulement une chose qui en vaut la peine, c'est aussi une nécessité absolue, même du point de vue théorique. A mon avis, cette question est suffisamment détaillée dans le programme. Il faut la souligner avec force. Il est nécessaire de trancher la question ici, et pas seulement dans son principe ; il faut faire en sorte que tous les congressistes, de retour chez eux, puissent obtenir, quand ils feront leur rapport à leurs organisations respectives, comme dans toute leur activité, que notre résolution soit appliquée.

Nous avons déjà provoqué un revirement considérable parmi les intellectuels hésitants. Si nous parlions hier de légaliser les partis petits-bourgeois, et si, aujourd'hui, nous faisons arrêter les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, nous appliquons, dans ces variations, un système parfaitement défini. Et, à travers ces variations, passe une ligne unique, une ligne inflexible : *couper court à la contre-révolution, utiliser l'appareil culturel bourgeois.* Les menchéviks sont les pires ennemis du socialisme, car ils se déguisent en prolétaires, mais ils n'ont rien de prolétarien. Seule une infime couche supérieure y est prolétarienne ; ce sont, pour l'essentiel, des demi-intellectuels. Cette catégorie nous rejoint peu à peu. Nous la gagnerons entièrement en tant que couche sociale. Chaque fois qu'ils viennent à nous, nous leur disons : « Soyez les bienvenus. » A chacune des oscillations, une partie d'entre eux vient à nous. C'est ce qu'ont fait des menchéviks, le groupe de la *Novaïa Jizn*, des socialistes-révolutionnaires ; c'est ce que feront tous ces éléments hésitants qui, longtemps encore, vont buter dans nos jambes, pleurnicher, courir d'un camp à l'autre ; avec ceux-là rien à faire. Mais, à travers toutes ces hésitations, nous recevrons dans les rangs des travailleurs soviétiques des couches d'intellectuels cultivés et éliminerons les éléments qui continuent de soutenir les gardes blancs.

La question suivante que, d'après la répartition des sujets, il m'appartient de traiter, est celle du *bureaucratisme et de la participation des larges masses à l'activité des administrations publiques.* Il y a longtemps que des plaintes sont formulées contre la bureaucratie ; elles sont certainement fondées. Dans la lutte contre la bureaucratie, nous avons fait ce qu'aucun Etat n'a fait jusqu'ici. Nous avons détruit de fond en comble le vieil appareil essentiellement bureaucratique et d'oppression bourgeoise, qui reste tel même dans les républiques bourgeoises les plus libres. Prenons, par exemple, les tribunaux. Il est vrai qu'ici la tâche était plus facile, nous n'avions pas à créer un nouvel appareil, parce que n'importe qui est capable de juger selon le sentiment du droit révolutionnaire des classes laborieuses. Nous sommes encore loin de compte. Cependant, dans plusieurs régions, nous avons fait du tribunal ce qu'il doit être. Nous avons créé des organes de justice auxquels pourront participer non seulement les hommes, mais aussi les femmes, c'est-à-dire l'élément le plus arriéré et le plus inerte.

Les employés des autres branches de l'administration sont des bureaucrates invétérés. Ici la tâche est moins aisée. Nous ne pouvons pas nous passer de cet appareil. Toutes les branches d'administration le rendent nécessaire. Nous souffrons de ce que le capitalisme était insuffisamment développé en Russie. L'Allemagne, semble-t-il, traverse cette phase plus facilement parce que son appareil bureaucratique a été à rude école, on lui fait suer sang et eau, mais on lui fait faire un travail sérieux au lieu d'user le rond de cuir, comme c'est le cas dans nos administrations. Les vieux éléments bureaucratiques, nous les avons chassés, brassés et puis nous avons recommencé à leur confier de nouveaux postes. Les bureaucrates tsaristes sont passés peu à peu dans les institutions soviétiques où ils introduisent le bureaucratisme, ils se camouflent en communistes et pour mieux assurer leur carrière, ils se procurent la carte du P.C.R. Ainsi donc, chassés par la porte, ils rentrent par la fenêtre. Ici, c'est surtout le manque de forces cultivées qui se fait sentir. Ces bureaucrates, on pourrait au besoin les licencier, mais on ne saurait les rééduquer d'un seul coup. Ce qui nous incombe avant tout, ce sont des tâches d'organisation, culturelles et éducatives.

Combattre le bureaucratisme jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète, n'est possible que si toute la population participe à la gestion du pays. Dans les républiques bourgeoises, non seulement c'était chose impossible, mais *la loi s'y opposait.* Les meilleures républiques bourgeoises, si démocratiques soient-elles, opposent des milliers d'obstacles législatifs à la participation des travailleurs au gouvernement de l'Etat. Nous avons fait en sorte que ces obstacles n'existent plus chez nous ; mais nous n'avons pas encore obtenu que les masses laborieuses puissent participer à l'administration du pays. Outre la loi, il y a le niveau culturel que l'on ne peut soumettre à aucune loi. Ce bas niveau culturel fait que les Soviets qui, d'après leur programme, sont des organes de gouvernement *par les travailleurs*, sont en réalité des organes de gouvernement *pour les travailleurs*, exercé par la couche avancée du prolétariat et non par les masses laborieuses.

Une tâche se pose à nous qui ne peut être accomplie qu'au prix d'un long travail d'éducation. Aujourd'hui, cette tâche est excessivement difficile pour nous, parce que la couche d'ouvriers qui gouverne est excessivement, incroyablement *ténue*, comme j'ai eu maintes fois l'occasion de le signaler. Nous devons recevoir du renfort. Tout porte à croire que cette réserve grandit à l'intérieur du pays. L'irrésistible soif de connaître et le succès prodigieux de l'instruction acquise le plus souvent par des moyens extra-scolaires ; le succès prodigieux de l'instruction des masses laborieuses ne saurait être révoqué en doute. Ce succès ne rentre dans aucun cadre scolaire, mais il est immense. Tout porte à croire que, dans un proche avenir, une nombreuse réserve viendra remplacer les éléments surmenés de la mince couche prolétarienne. En tout cas notre situation actuelle, à cet égard, est extrêmement difficile. La bureaucratie est vaincue. Les exploiteurs sont supprimés. Mais le niveau culturel n'a pas encore été élevé, c'est pourquoi les bureaucrates occupent leurs anciens postes. On ne pourra les en déloger qu'en organisant le prolétariat et la paysannerie sur une échelle beaucoup plus large que jusqu'à ce jour ; qu'en prenant des mesures effectives pour faire participer les ouvriers à la gestion du pays. Ces mesures, vous les connaissez dans le ressort de

chaque Commissariat du Peuple, et je ne m'y arrêterai pas.

Le dernier point qu'il me reste à examiner, c'est le *rôle dirigeant du prolétariat et la privation du droit de vote.* Notre Constitution reconnaît la prééminence du prolétariat sur la paysannerie et retire aux exploiteurs le droit de vote. C'est contre cette décision que les purs démocrates d'Europe occidentale ont surtout dirigé leurs attaques. Nous leur avons répondu et leur répondons qu'ils oublient les principes fondamentaux du marxisme, qu'ils oublient que chez eux il s'agit de la démocratie bourgeoise, tandis que nous sommes passés à la démocratie *prolétarienne.* Il n'est pas un pays au monde qui ait fait même le dixième de ce que la République des Soviets a fait dans les derniers mois pour amener les ouvriers et les paysans pauvres à participer à la gestion de l'Etat. C'est là une vérité absolue. Nul ne contestera que pour la démocratie véritable, et non fictive, pour intéresser les ouvriers et les paysans à la vie publique, nous avons fait plus que n'ont fait et ne pouvaient faire, durant des siècles, les meilleures républiques démocratiques. C'est ce qui a déterminé l'importance des Soviets ; c'est grâce à cela que les Soviets sont devenus le mot d'ordre du prolétariat de tous les pays.

N'empêche que nous nous heurtons constamment à cet obstacle qu'est le manque de culture des masses. La privation de la bourgeoisie du droit de vote, nous ne l'avons nullement envisagée d'un point de vue absolu, parce que, théoriquement, on peut très bien admettre que la dictature du prolétariat réprime la bourgeoisie à chaque pas, sans la priver cependant des droits électoraux. Cela se conçoit parfaitement en théorie ; de même nous ne prétendons pas faire de notre Constitution un modèle pour les autres pays. Nous disons seulement que celui qui s'imagine qu'on peut passer au socialisme sans écraser la bourgeoisie n'est pas un socialiste. Mais s'il est indispensable d'écraser la bourgeoisie en tant que classe, il n'est pas indispensable de la priver du droit de vote et de l'égalité. Nous ne voulons pas de liberté pour la bourgeoisie, nous ne reconnaissons pas d'égalité entre exploiteurs et exploités, mais, dans notre programme, nous envisageons cette question sous cet angle que les mesures telles que l'inégalité des ou-

vriers avec les paysans ne sont nullement consacrées par la Constitution. On les a fait figurer dans la Constitution *après* qu'elles ont été appliquées. Et ce ne sont même pas les bolchéviks qui ont élaboré la Constitution des Soviets ; ce sont les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui l'ont mise au point, contre eux-mêmes, avant la révolution bolchévique. Ils l'ont élaborée, comme l'avait fait la vie. L'organisation du prolétariat allait beaucoup plus vite que celle de la paysannerie, ce qui faisait des ouvriers l'appui de la révolution et leur donnait un avantage réel. Ensuite la tâche est de passer graduellement à leur égalisation. Ni avant ni après la Révolution d'Octobre, nul n'a chassé la bourgeoisie des Soviets. *La bourgeoisie s'est elle-même retirée des Soviets.*

Telle est la question du droit de vote de la bourgeoisie. Il nous appartient de la poser en toute clarté. Nous ne cherchons pas le moins du monde des excuses à notre conduite, mais nous citons très exactement les faits tels qu'ils sont. Notre Constitution a dû, comme nous l'indiquons, consigner cette inégalité parce que le niveau culturel est bas, parce que notre degré d'organisation est faible. Mais nous n'en faisons pas un idéal, au contraire. D'après le programme, le parti s'engage à travailler systématiquement à abolir l'inégalité qui existe entre le prolétariat mieux organisé et la paysannerie. Cette inégalité, nous l'abolirons dès que nous aurons élevé le niveau culturel. Nous nous passerons alors de ces restrictions. Dès maintenant, après quelque 17 mois de révolution, elles n'ont pratiquement qu'une très faible portée.

Tels sont, camarades, les principaux points sur lesquels j'ai cru devoir m'arrêter pendant l'examen général du programme, afin d'en amorcer la discussion approfondie. (Applaudissements.)

4

CONCLUSIONS APRES LA DISCUSSION DU RAPPORT SUR LE PROGRAMME DU PARTI LE 19 MARS

(Applaudissements.) Camarades, pour cette partie de la question, je n'ai pas pu répartir la tâche par accord préalable avec le camarade Boukharine, d'une façon aussi détaillée que nous l'avons fait pour le rapport. Peut-être, d'ailleurs, cela ne sera pas nécessaire. Il me semble que le débat qui s'est déroulé ici a surtout mis en évidence une chose, l'absence de toute contreproposition bien définie et nettement formulée. On a beaucoup parlé de points particuliers, de façon fragmentaire, mais aucune contreproposition n'a été faite. Je m'arrêterai sur les objections principales, qui visaient avant tout l'introduction. Le camarade Boukharine m'a dit qu'il est de ceux qui défendent l'idée de la possibilité de réunir, dans l'introduction, l'analyse du capitalisme et celle de l'impérialisme en une formulation unique, mais qu'en l'absence de celle-ci, nous devrons adopter le projet existant.

Beaucoup d'orateurs, parmi lesquels le camarade Podbelski qui s'est affirmé avec une énergie particulière, ont avancé le point de vue que le projet, tel qu'il vous est présenté, est erroné. Les démonstrations du camarade Podbelski étaient au plus haut point étranges. Celle-ci, par exemple : au paragraphe premier, notre révolution est qualifiée de révolution de telle date. Ce qui fait penser au camarade Podbelski, je ne sais trop pourquoi, que même

cette révolution serait pourvue d'un numéro d'ordre. Je peux dire que nous avons affaire, au Conseil des Commissaires du Peuple, à une foule de papiers, portant des numéros d'ordre, ce qui bien souvent est lassant, mais pourquoi apporter ici aussi cette impression ? Vraiment, que vient faire ici un numéro d'ordre ? Nous fixons la date des fêtes et nous les célébrons. Le pouvoir a bien été pris le 25 octobre : qui pourrait le nier ? Si vous essayez de modifier cela de façon ou d'autre, vous aurez quelque chose d'artificiel. Si vous dites « Révolution d'Octobre-Novembre », vous permettrez ainsi de dire que les choses n'ont pas été faites en un seul jour. Mais il est évident que la révolution s'est déroulée en un temps plus long que le mois d'octobre, de novembre, qu'une année même. Le camarade Podbelski s'en est pris au fait qu'il est question, dans un paragraphe, de la *future* révolution sociale. A partir de là, il a présenté le programme comme une quasi-tentative de crime de « lèse-majesté » contre la révolution sociale. La révolution sociale, mais nous y sommes, et on nous en parle au futur ! Cet argument ne tient évidemment pas debout, car, dans notre programme, il est question de la révolution sociale à l'échelle mondiale.

On nous dit que nous considérons la révolution en économistes. Est-ce nécessaire ou non ? Nombreux sont ici les camarades qui, trop passionnés, en sont arrivés à prôner un *sovnarkhoz* * mondial et la subordination de tous les partis nationaux au Comité central du P.C.R. Le camarade Piatakov en est presque arrivé là. (P i a t a k o v, d e s a p l a c e : « Vous pensez donc que ce ne serait pas bien ? ») Puisqu'il lance maintenant la remarque que ce ne serait pas mal, je dois répondre que, s'il y avait quelque chose de semblable dans le programme, il ne serait pas nécessaire de le critiquer : les auteurs de cette proposition s'anéantiraient eux-mêmes. Ces camarades passionnés ont négligé le fait que, dans le programme, nous devons partir de ce qui est. L'un de ces camarades, Sounitsa, je crois, qui a critiqué très vigoureusement le programme, en le taxant d'indigence, etc., l'un de ces camarades

* Sovnarkhoz — abréviation de Soviet narodnovo khoziaïstva (Conseil de l'économie nationale), organisme dirigeant de l'économie soviétique dans les premières années de la révolution. (*N.R.*)

passionnés a déclaré ne pouvoir approuver que ce qui doit être, c'est ce qui est, et il propose que ce qui doit être, c'est ce qui n'est pas. (R i r e s.) Je pense que cette manière de formuler la question, par son évidente inexactitude, suscite un rire légitime. Je n'ai pas dit que le programme devait comporter uniquement ce qui est. J'ai dit que nous devions *partir de ce qui est établi d'une façon absolue.* Nous devons dire et démontrer aux prolétaires et aux paysans travailleurs, que la révolution communiste est inévitable. Quelqu'un a-t-il soutenu ici qu'il ne fallait pas le dire ? Si quelqu'un avait essayé de faire une telle proposition, on lui aurait démontré son erreur. Personne n'a dit ni ne dira rien de semblable ; car c'est un fait incontestable que notre Parti a accédé au pouvoir en s'appuyant non seulement sur le prolétariat communiste, mais aussi sur toute la paysannerie. Allons-nous vraiment nous contenter de dire à ces masses qui marchent maintenant avec nous : « L'affaire du Parti est uniquement de promouvoir l'édification socialiste. La révolution communiste est faite, à vous de réaliser le communisme. » Ce point de vue ne tient absolument pas debout, c'est une erreur théorique. Notre Parti a amené à lui directement, et plus encore indirectement, des millions d'hommes qui voient clair maintenant dans la question de la lutte des classes, dans celle de la transition du capitalisme au communisme.

On peut dire à présent, et cela naturellement sans aucune exagération, que nulle part, dans aucun autre pays, la question de la transformation du capitalisme en socialisme n'a intéressé la population laborieuse comme elle l'intéresse maintenant chez nous. Les gens y pensent beaucoup plus que dans n'importe quel autre pays. Et le Parti ne devrait pas donner de réponse à cette question ? Nous devons montrer scientifiquement comment cette révolution communiste se déroulera. De ce point de vue, toutes les autres propositions sont bâtardes. D'ailleurs, c'est une chose que nul n'a voulu supprimer intégralement. On a parlé d'une façon vague : peut-être pourrait-on réduire, ne pas citer l'ancien programme, puisqu'il n'est pas juste. Mais, s'il en avait été ainsi, comment aurions-nous pu nous en inspirer durant tant d'années d'activité ? Nous aurons peut-être un programme général lorsque sera instituée la Répu-

blique soviétique mondiale ; d'ici là nous en rédigerons certainement encore plusieurs. Mais les rédiger maintenant, alors qu'il n'existe qu'une seule République soviétique, à la place de l'ancien Empire russe, serait prématuré. Même la Finlande, qui s'achemine incontestablement vers une République soviétique, ne l'a pas encore réalisée ; or, la Finlande se distingue de tous les autres peuples de l'ancien Empire russe par son niveau culturel supérieur. De sorte que prétendre, actuellement, donner dans le programme l'expression d'un processus achevé serait la plus grande des erreurs. Cela ressemblerait à ce qui se produirait si nous mettions en avant dans le programme, actuellement, le sovnarkhoz mondial. Cependant, nous-mêmes, nous ne sommes pas encore habitués à ce mot barbare de « *sovnarkhoz* » ; quant aux étrangers, il leur arrive, dit-on, de chercher dans l'indicateur si cette gare existe. (R i r e s.) Ces mots-là, nous ne pouvons pas les imposer par décret au monde entier.

Pour être international, notre programme doit tenir compte des éléments de classe caractéristiques pour tous les pays sur le plan économique. Il est caractéristique pour tous les pays que le capitalisme se développe encore en maints endroits. C'est vrai pour toute l'Asie, pour tous les pays qui passent à la démocratie bourgeoise, c'est vrai pour toute une série de régions russes. Ainsi, le camarade Rykov, qui connaît très bien les faits dans le domaine de l'économie, nous a parlé de la nouvelle bourgeoisie qui existe chez nous. C'est la vérité. Elle ne naît pas seulement parmi nos fonctionnaires soviétiques (bien qu'elle puisse y apparaître aussi, dans des proportions infimes), elle naît dans les milieux paysans et artisanaux, libérés du joug des banques capitalistes et actuellement coupés des transports ferroviaires. C'est un fait. De quelle façon voulez-vous donc l'éluder ? Ainsi, vous ne faites qu'entretenir vos illusions, ou bien introduire une brochure mal étudiée dans une réalité qui est beaucoup plus complexe. Elle nous montre que, même en Russie, l'économie marchande capitaliste vit, agit, se développe et engendre une bourgeoisie, comme dans n'importe quelle société capitaliste.

Le camarade Rykov a dit : « Nous combattons la bourgeoisie qui naît chez nous parce que l'économie paysanne

n'a pas encore disparu, et que cette économie engendre la bourgeoisie et le capitalisme. » Nous ne possédons pas de données précises à ce sujet, mais il est incontestable que ce phénomène se produit. Dans le monde entier, la République soviétique n'existe pour le moment qu'à l'intérieur des frontières de l'ancien Empire russe. Dans toute une série de pays, elle croît et se développe, mais elle n'existe encore dans aucun autre pays. C'est pourquoi prétendre dans notre programme à des choses auxquelles nous ne sommes pas encore arrivés, c'est faire preuve de fantaisie, c'est vouloir échapper à une réalité désagréable, qui nous montre que les douleurs de l'enfantement de la république socialiste sont incontestablement plus violentes dans les autres pays que celles que nous avons subies. Cela a été pour nous chose facile, parce que nous avons donné force de loi, le 27 octobre 1917, à ce que revendiquaient les paysans dans les résolutions socialistes-révolutionnaires. Ceci aucun pays ne l'a fait. Le camarade suisse et le camarade allemand nous ont indiqué qu'en Suisse les paysans sont plus que jamais montés contre les grévistes, et qu'en Allemagne on ne perçoit pas le moindre souffle de liberté dans les campagnes, qui se manifesterait par la création de Soviets de salariés agricoles et de petits paysans. Chez nous, dans les premiers mois qui ont suivi la révolution, les Soviets des députés paysans ont gagné presque tout le pays. Nous, dans un pays arriéré, nous les avons créés. Ici, se pose un problème gigantesque, que les peuples capitalistes n'ont pas encore résolu. Et en quoi sommes-nous une nation capitaliste exemplaire ? Avant 1917, des vestiges du servage subsistaient encore chez nous. Seulement, aucune nation de structure capitaliste n'a encore montré comment cette question se règle dans la pratique. Nous avons accédé au pouvoir dans des conditions exceptionnelles, à un moment où l'oppression tsariste obligeait à procéder très vigoureusement à une transformation radicale et rapide, et nous avons su, dans ces conditions exceptionnelles, nous appuyer pour quelques mois sur l'ensemble de la paysannerie. C'est un fait historique. Au moins jusqu'à l'été 1918, jusqu'à la fondation des comités de paysans pauvres, nous nous sommes maintenus en tant que pouvoir en nous appuyant sur l'ensemble de la paysannerie. Cela n'est possible dans

aucun pays capitaliste. Voilà le fait économique essentiel que vous oubliez lorsque vous parlez de réformer de fond en comble tout le programme. Sans cela, votre programme ne reposera pas sur une base scientifique.

Nous sommes tenus de partir de cette idée marxiste, reconnue de tous, qu'un programme doit être édifié sur une base scientifique. Il doit expliquer aux masses comment la révolution communiste est née, pourquoi elle est inévitable, quelle est sa signification, son essence et sa force, ce qu'elle doit résoudre. Notre programme doit être un guide pour la propagande, un guide tout comme le furent tous les programmes, comme l'était par exemple celui d'Erfurt [37]. Chacun de ses paragraphes contenait en puissance des centaines de milliers de discours et d'articles de propagande. Dans notre programme, chaque paragraphe représente ce que doit savoir, assimiler et comprendre tout travailleur. S'il ne comprend pas ce qu'est le capitalisme, s'il ne comprend pas que la petite paysannerie et l'économie artisanale engendrent inéluctablement et nécessairement ce capitalisme en permanence, s'il ne comprend pas cela, alors, se déclarerait-il cent fois communiste et ferait-il étalage du communisme le plus radical, ce communisme-là ne vaudrait pas un liard. Nous n'apprécions le communisme que lorsqu'il est économiquement fondé.

La révolution socialiste changera bien des choses, même dans certains pays avancés. Le mode de production capitaliste existe toujours dans le monde entier, souvent en conservant ses formes les moins évoluées, bien que l'impérialisme ait rassemblé et concentré le capital financier. Dans aucun pays, même le plus évolué, on ne saurait trouver le capitalisme uniquement sous sa forme la plus parfaite. Même en Allemagne, il n'y a rien de semblable. Lorsque nous recueillions la documentation pour nos tâches concrètes, le camarade responsable du Bureau central des statistiques nous a appris qu'en Allemagne, le paysan allemand *a dissimulé* aux services de ravitaillement 40% de ses excédents de pommes de terre. Dans cet Etat capitaliste, où le capitalisme est en plein développement, les petites exploitations paysannes subsistent, avec la petite vente libre et la petite spéculation. Il ne faut pas oublier

ces faits. Parmi les 300 000 membres du Parti représentés ici, en trouverait-on beaucoup qui savent parfaitement s'y reconnaître dans cette question ? C'est de l'infatuation ridicule de supposer que, puisque nous qui avons eu la chance de rédiger le projet, nous connaissons tout cela, la masse des communistes l'a également compris. Non, ils ont besoin de cet a b c, ils en ont cent fois plus besoin que nous, car il ne peut y avoir de communisme pour ceux qui n'ont pas assimilé ce qu'est le communisme et ce qu'est l'économie marchande, qui n'ont pas obtenu d'explication à ce sujet. Chaque jour, à propos de chaque question de politique économique pratique, concernant le ravitaillement, l'agriculture ou le Conseil supérieur de l'économie nationale, nous butons contre ces faits de la petite économie marchande. Et il ne faudrait pas en parler dans le programme ! Si nous agissions ainsi, nous ne ferions que montrer que nous sommes impuissants à résoudre cette question, que le succès de la révolution dans notre pays s'explique par des conditions exceptionnelles.

Des camarades viennent nous voir d'Allemagne pour étudier les formes du régime socialiste. Et nous devons agir de façon à prouver notre force aux camarades étrangers, à leur faire voir que dans notre révolution, nous ne sortons nullement du cadre de la réalité, de façon à leur fournir des matériaux irréfutables. Il serait ridicule de présenter notre révolution comme une sorte d'idéal pour tous les pays, d'imaginer qu'elle a fait toute une série de découvertes géniales et introduit un tas d'innovations socialistes. Jamais je n'ai entendu dire une chose pareille et je soutiens que nous ne l'entendrons pas. Nous avons l'expérience des premiers pas de la destruction du capitalisme dans un pays où le rapport entre le prolétariat et la paysannerie est particulier. Il n'y a rien de plus. Si nous jouons les grenouilles en nous enflant d'importance, nous serons la risée du monde entier, nous ne serons que des fanfarons.

Nous avons éduqué le Parti du prolétariat d'après un programme marxiste, et il faut éduquer de même les dizaines de millions de travailleurs de chez nous. Nous nous sommes réunis ici, nous les dirigeants idéologiques, et nous devons dire aux masses : « Nous avons éduqué le pro-

létariat et nous sommes partis, toujours et avant tout, d'une analyse économique exacte. » Cette tâche n'est pas l'affaire du manifeste. Le Manifeste de la IIIe Internationale est un appel, une proclamation qui attire l'attention sur ce qui nous incombe et fait appel aux sentiments des masses. Faites l'effort de démontrer scientifiquement que vous avez une base économique et que vous ne bâtissez pas sur le sable. Si vous ne le pouvez pas, ne prenez pas sur vous de rédiger un programme. Pour cela, nous ne pouvons faire autrement que reconsidérer tout ce que nous avons vécu en 15 ans. Si nous avions dit, il y a 15 ans, que nous allions vers la révolution sociale future, et si maintenant nous y sommes arrivés, cela nous affaiblit-il ? Cela nous renforce et nous affermit. Tout se ramène au fait que le capitalisme se transforme en impérialisme, tandis que l'impérialisme conduit au début de la révolution socialiste. C'est ennuyeux et long, et aucun pays capitaliste n'est encore passé par ce processus. Mais le signaler dans le programme est une nécessité.

Voilà pourquoi les objections théoriques qui ont été faites ne résistent pas à la critique, même la plus légère. Je ne doute pas que, si l'on faisait travailler de trois à quatre heures par jour 10 ou 20 hommes de lettres, experts dans l'art d'exprimer leur pensée, ils mettraient sur pied en un mois un programme meilleur, plus cohérent. Mais exiger que ce travail soit fait en un jour ou deux, comme l'a suggéré le camarade Podbelski, c'est ridicule. Nous avons travaillé plus qu'un jour ou deux, et même que deux semaines. Je le répète, s'il était possible d'élire pour un mois une commission de 30 membres et de la faire travailler quelques heures par jour, sans qu'elle soit dérangée par les coups de téléphone, elle nous donnerait sans aucun doute un programme cinq fois meilleur. Mais personne n'a contesté ici le fond de la question. Un programme qui ne parlerait pas des bases de la production marchande et du capitalisme ne serait pas un programme international marxiste. Pour être international, il ne lui suffit pas de proclamer la République soviétique mondiale, ou l'abolition des nations, comme l'a proclamé le camarade Piatakov : pas besoin de nations, quelles qu'elles soient ; ce qu'il faut, c'est l'union de tous les prolétaires. Naturellement,

c'est un but magnifique, et cela sera, mais à un tout autre stade du développement communiste. Le camarade Piatakov dit avec un sentiment évident de supériorité : « Vous étiez retardataires en 1917, et maintenant vous avez progressé. » Nous avons progressé lorsque nous avons inclus dans le programme ce qui commençait à correspondre à la réalité. Lorsque nous avons dit que les nations marchent de la démocratie bourgeoise au pouvoir prolétarien, nous avons dit ce qui est, alors qu'en 1917, c'était ce que vous souhaitiez.

Lorsqu'il y aura entre les spartakistes et nous la confiance et la camaraderie totales nécessaires à un communisme unifié, alors la confiance et la camaraderie, qui naissent chaque jour et seront peut-être obtenues dans quelques mois, seront inscrites dans le programme. Mais tant qu'elles n'existent pas encore, le proclamer, c'est les attirer là où leur expérience propre ne les a pas encore amenés. Nous disons que le type soviétique a acquis une portée internationale. Le camarade Boukharine a mentionné les comités anglais des anciens de fabrique. Ce n'est pas tout à fait la même chose que les Soviets. Ils grandissent, mais sont encore en gestation. Lorsqu'ils viendront au monde, alors, on « verra ce qu'on verra ». Mais dire que nous faisons aux ouvriers anglais le don des Soviets russes, cela ne résiste pas à l'ombre d'une critique.

Ensuite, je dois m'arrêter sur le problème de l'autodétermination des nations. Ce point a pris une importance exagérée dans notre critique. La faiblesse de notre critique se manifeste en ce que cette question, qui joue en fait un rôle moins que secondaire dans la construction générale du programme, dans la somme globale des revendications du programme, cette question a pris, dans notre critique, une importance spéciale.

Tandis que le camarade Piatakov parlait, je me demandais au comble de l'étonnement s'il s'agissait d'une délibération sur le programme ou d'un débat opposant deux bureaux d'organisation. Lorsque le camarade Piatakov disait que les communistes ukrainiens se conforment aux directives du C.C. du P.C.(b)R., je n'ai pas compris sur quel ton il parlait. Sur un ton de regret ? Je ne soupçonnerais pas le camarade Piatakov d'une chose pareille, mais

le sens de son discours était celui-ci : à quoi bon toutes ces autodéterminations, quand il y a un excellent Comité central à Moscou ! C'est un point de vue puéril. L'Ukraine a été détachée de la Russie par des conditions exceptionnelles, et le mouvement national n'y a pas jeté de racines profondes. Dans la mesure où il s'était manifesté, les Allemands l'ont extirpé de force. C'est un fait, mais un fait exceptionnel. Même pour la langue, la situation y est telle qu'on ne sait plus si l'ukrainien est une langue de masse ou non. Les masses laborieuses des autres nations étaient pleines de méfiance à l'égard des Grands-Russes, qu'elles considéraient comme une nation de koulaks et d'oppresseurs. C'est un fait. Un représentant finlandais m'a raconté que, parmi la bourgeoisie de son pays qui haïssait les Grands-Russes, on entend dire : « Les Allemands se sont montrés plus féroces, l'Entente aussi, essayons plutôt les bolchéviks. » Voilà l'immense victoire que nous avons remportée sur la bourgeoisie finlandaise dans la question nationale. Ce qui ne nous empêchera nullement de la combattre, en tant qu'adversaire de classe, en choisissant à cet effet les moyens appropriés. La République soviétique qui s'est formée dans le pays dont le régime tsariste opprimait la Finlande, doit proclamer son respect du droit à l'indépendance des nations. Avec le gouvernement finlandais rouge qui n'a pas duré bien longtemps, nous avons conclu un traité, nous lui avons accordé certaines concessions territoriales, au sujet desquelles j'ai entendu pas mal d'objections purement chauvines : « Comment, ces bonnes pêcheries qu'il y a là-bas, vous les leur avez abandonnées ! » Ce sont des objections qui m'ont fait dire : grattez tel communiste, et vous découvrirez le chauvin grand-russe.

Il me semble que cet exemple finlandais, comme celui des Bachkirs, montre que, dans la question nationale, on ne saurait raisonner en recherchant coûte que coûte l'unité économique. Elle est certes nécessaire ! Mais nous devons chercher à la réaliser au moyen de la propagande, de l'agitation, de l'union librement consentie. Les Bachkirs se méfient des Grands-Russes, parce que ceux-ci sont plus civilisés et en ont profité pour piller les Bachkirs. C'est pourquoi, dans ces régions reculées, le nom de Grand-

Russe est synonyme d'« oppresseur », de « filou ». Il faut en tenir compte et il faut lutter contre cela. Mais c'est une entreprise de longue haleine. Aucun décret ne saurait rétablir la confiance. Là, nous devons nous montrer très prudents. La prudence est particulièrement nécessaire de la part d'une nation comme la nation grand-russe, qui a soulevé une haine forcenée contre elle dans toutes les autres nations, et c'est maintenant seulement que nous avons appris, bien mal encore, à corriger les choses. Nous avons, par exemple, au Commissariat à l'Instruction publique ou autour de lui des communistes qui disent : école unique, donc ne vous avisez pas d'enseigner dans une autre langue que le russe ! A mon avis, un tel communiste est un chauvin grand-russe. Il vit en beaucoup d'entre nous, et il faut lutter contre lui.

Voilà pourquoi nous devons dire aux autres nations que nous sommes des internationalistes jusqu'au bout et que nous recherchons l'union librement consentie des ouvriers et des paysans de toutes les nations. Cela n'exclut nullement les guerres. La guerre est une autre question, qui découle de la nature même de l'impérialisme. Si nous faisons la guerre à Wilson, et que Wilson fasse son instrument d'une petite nation, nous disons que nous combattons cet instrument. Nous n'avons jamais été contre. Jamais nous n'avons dit que la République socialiste peut exister sans forces armées. Sous certaines conditions, la guerre peut apparaître comme une nécessité. Mais actuellement, pour ce qui est de l'autodétermination des nationalités, le fond de la question est que les différentes nations suivent une voie historique identique, mais en décrivant des zigzags, en empruntant des sentiers d'une extrême diversité, et que les nations plus civilisées progressent de toute évidence autrement que celles qui le sont moins. La Finlande a avancé autrement. L'Allemagne avance autrement. Le camarade Piatakov a mille fois raison de dire que l'unité nous est nécessaire. Mais il faut la conquérir au moyen de la propagande, de l'influence du Parti, en créant des syndicats unifiés. Cependant, là encore il ne faut pas s'en tenir au modèle type. Si nous supprimions ce point, ou si nous le rédigions autrement, nous bifferions la question nationale du programme. Ce serait faisable,

s'il existait des hommes sans particularités nationales. Mais il n'en existe pas, et, en agissant autrement, nous ne pourrions absolument pas édifier la société socialiste.

Je pense, camarades, que le programme ici proposé doit être pris pour base, qu'il faut le renvoyer à la commission, en adjoignant à celle-ci des représentants de l'opposition, ou, plus exactement, des camarades qui ont fait ici des propositions constructives, et faire adopter par cette commission : 1) les amendements au projet mentionnés, et 2) les objections théoriques sur lesquelles l'accord est impossible. Je pense que ce sera la façon la plus judicieuse de poser la question, et celle qui nous fournira le plus rapidement la bonne solution. (Applaudissements.)

5

RADIOGRAMME DE SALUTATIONS DU CONGRES AU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE HONGROISE [38] LE 22 MARS

Au Gouvernement de la République soviétique de Hongrie, Budapest

Le VIII[e] Congrès du Parti communiste de Russie adresse son ardent salut à la République soviétique hongroise. Notre congrès a la certitude que les temps ne sont pas éloignés où le communisme triomphera dans le monde entier. La classe ouvrière de Russie s'empresse, de toutes ses forces, de vous venir en aide. Le prolétariat mondial suit de près, avec une attention soutenue, la lutte que vous poursuivez ; il ne permettra pas aux impérialistes de lever la main sur la nouvelle République soviétique.

Vive la République communiste internationale !

Publié le 25 mars 1919 en hongrois dans le n° 71 du journal « Népszava ». Publié pour la première fois en russe en 1927

Conforme au texte du journal Traduit du hongrois

6

RAPPORT SUR LE TRAVAIL A LA CAMPAGNE LE 23 MARS

(Applaudissements prolongés.) Camarades, je dois m'excuser de n'avoir pu assister à toutes les séances de la section désignée par le congrès, afin d'étudier la question du travail à la campagne [39]. Les discours des camarades qui ont pris part dès le début aux travaux de cette section, serviront de complément à mon rapport. La section a finalement établi des thèses qui ont été renvoyées à la commission et seront soumises à votre examen. Je voudrais m'arrêter sur la portée générale de la question, telle qu'elle nous est apparue à l'issue des travaux de la section, et telle que, selon moi, elle apparaît aujourd'hui tout entière.

Camarades, il est tout à fait naturel que, dans le cours du développement de la révolution prolétarienne, il nous faille mettre au premier plan tantôt un problème, tantôt un autre parmi les plus importants et les plus compliqués de la vie publique. Il est tout à fait naturel que, dans une révolution qui touche et ne peut manquer de toucher les bases les plus profondes de la vie, les plus grandes masses de la population, il n'y ait pas un parti, pas un gouvernement même le plus proche des masses, qui soit en mesure d'embrasser *d'un coup* tous les aspects de la vie. Et si maintenant il faut nous arrêter à la question du travail à la

campagne et principalement considérer à part la situation de la paysannerie moyenne, il ne saurait y avoir là, du point de vue du développement de la révolution prolétarienne en général, rien de bizarre ni d'anormal. On conçoit que la révolution prolétarienne ait dû commencer par envisager les rapports essentiels entre les deux classes ennemies, le prolétariat et la bourgeoisie. La tâche fondamentale était de remettre le pouvoir entre les mains de la classe ouvrière, d'assurer sa dictature, de renverser la bourgeoisie et de lui retirer ses sources économiques de pouvoir, lesquelles constituent assurément un obstacle à toute construction socialiste en général. Nous qui connaissons le marxisme, n'avons jamais douté de cette vérité qu'en société capitaliste, de par la structure économique même de cette société, le rôle décisif peut appartenir soit au prolétariat, soit à la bourgeoisie. Maintenant nous voyons nombre d'ex-marxistes du camp menchévik, par exemple, qui prétendent qu'en période de lutte décisive du prolétariat contre la bourgeoisie, la domination peut être exercée par la *démocratie en général*. Ainsi parlent les menchéviks dont la collusion avec les socialistes-révolutionnaires est complète. Comme si ce n'était pas la bourgeoisie elle-même qui prônait la démocratie ou la mettait en veilleuse, selon que cela lui est avantageux ou non ! Et s'il en est ainsi, il ne saurait être question de démocratie en général, quand la lutte de la bourgeoisie contre le prolétariat s'accentue. On ne peut que s'étonner de la rapidité avec laquelle ces marxistes ou pseudo-marxistes, par exemple nos menchéviks, se démasquent, avec quelle promptitude se révèle leur véritable nature de démocrates petits-bourgeois.

Ce que Marx a combattu le plus, pendant toute sa vie, ce sont les illusions de la démocratie petite-bourgeoise et du démocratisme bourgeois. Ce qu'il a raillé le plus, ce sont les phrases creuses sur la liberté et l'égalité, quand elles voilent la liberté des ouvriers de mourir de faim, ou l'égalité de l'homme qui vend sa force de travail avec le bourgeois qui, sur le marché prétendument libre, achète librement et en toute égalité cette force de travail, etc. Cela, Marx l'a mis en lumière dans tous ses ouvrages économiques. On peut dire que tout le *Capital* de Marx s'attache à mettre en lumière cette vérité, que les *forces fondamentales*

de la société capitaliste sont et ne peuvent être que la bourgeoisie et le prolétariat : la bourgeoisie comme bâtisseur de cette société capitaliste, comme son dirigeant, comme son animateur ; le prolétariat comme son fossoyeur, comme la seule force capable de la remplacer. Je doute qu'on trouve un seul chapitre dans n'importe quel ouvrage de Marx, qui ne soit consacré à ce thème. On peut dire que les socialistes du monde entier, au sein de la IIe Internationale, ont maintes fois juré leurs grands dieux devant les ouvriers qu'ils avaient compris cette vérité. Mais lorsque les choses en sont venues à la lutte véritable, à la lutte décisive pour le pouvoir entre le prolétariat et la bourgeoisie, nous avons constaté que nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires, ainsi que les chefs des vieux partis socialistes du monde entier, ont oublié cette vérité et se sont mis à répéter d'une façon purement mécanique des phrases philistines sur la démocratie en général.

On cherche parfois chez nous à conférer à ces paroles un je ne sais quoi de plus « fort », en disant : « Dictature de la démocratie ». Voilà qui est parfaitement absurde. Nous savons très bien par l'histoire que la dictature de la bourgeoisie démocratique n'a pas signifié autre chose que la répression des ouvriers insurgés. Il en fut ainsi à partir de 1848, en tout cas pas plus tard, mais on peut trouver bien plus tôt des exemples isolés. L'histoire nous montre que c'est justement dans la démocratie bourgeoise que se déroule avec ampleur et en toute liberté la lutte la plus aiguë entre le prolétariat et la bourgeoisie. Nous avons eu l'occasion dans la pratique de nous convaincre de la justesse de cette vérité. Et si les mesures prises par le Gouvernement des Soviets, à partir d'octobre 1917, ont été pleines de fermeté dans tous les problèmes essentiels, c'est parce que nous ne nous sommes jamais écartés de cette vérité, nous ne l'avons jamais oubliée. Seule la dictature d'une classe, celle du prolétariat, peut trancher le problème de la lutte contre la bourgeoisie pour la domination. Seule la dictature du prolétariat peut triompher de la bourgeoisie. Seul le prolétariat peut renverser la bourgeoisie. Seul le prolétariat peut entraîner les masses contre la bourgeoisie.

Mais il ne faut pas du tout en déduire — ce serait une erreur des plus graves — que, dans l'édification ultérieure

du communisme, quand la bourgeoisie est déjà renversée et que le pouvoir politique est déjà aux mains du prolétariat, nous puissions plus tard également nous passer de la participation des éléments moyens, intermédiaires.

Il est naturel qu'au début de la révolution — de la révolution prolétarienne, — toute l'attention de ses artisans se porte sur le but principal, essentiel : établir la domination du prolétariat et assurer les conditions nécessaires pour que la bourgeoisie ne puisse revenir au pouvoir. Nous savons fort bien que la bourgeoisie détient jusqu'à présent les avantages qu'elle tire de ses richesses dans les autres pays, ou qui sont, parfois même chez nous, une richesse financière. Nous savons bien qu'il est des éléments sociaux plus expérimentés que les prolétaires qui aident la bourgeoisie. Nous savons bien que la bourgeoisie n'a pas abandonné l'idée de recouvrer le pouvoir, qu'elle n'a pas cessé ses tentatives de rétablir sa domination.

Mais ce n'est pas encore tout, loin de là. La bourgeoisie qui met surtout en avant le principe : « La patrie est là où il fait bon vivre » ; la bourgeoisie qui, sur le plan des finances, a toujours été internationale, *la bourgeoisie à l'échelle mondiale est pour l'instant plus forte que nous.* Sa domination décline rapidement ; elle voit des exemples comme celui de la révolution hongroise, — que nous avons eu le bonheur de vous annoncer hier et que d'autres renseignements viennent confirmer aujourd'hui, — elle commence à se rendre compte que sa domination chancelle. Elle n'a plus sa liberté d'action. Mais aujourd'hui, si l'on tient compte des ressources matérielles à l'échelle mondiale, on ne peut s'empêcher de reconnaître que, matériellement, la bourgeoisie est pour l'instant plus forte que nous.

Aussi, les neuf dixièmes de notre attention, de notre activité pratique, ont été et devaient être consacrés à ce problème essentiel : renverser la bourgeoisie, affermir le pouvoir du prolétariat, supprimer toute possibilité de retour de la bourgeoisie au pouvoir. C'est parfaitement naturel, légitime, inévitable. Et sous ce rapport beaucoup de choses ont été réalisées avec succès.

Maintenant, il nous faut inscrire à l'ordre du jour la question des autres catégories sociales. Nous devons, — telle était notre conclusion générale à la section agraire,

et tous les militants du parti, nous en sommes sûrs, seront d'accord sur ce point, parce que nous n'avons fait que résumer l'expérience de leurs observations, — nous devons inscrire à l'ordre du jour, dans toute son ampleur, *la question de la paysannerie moyenne.*

Il s'en trouvera certes, qui, au lieu de considérer la marche de notre révolution, au lieu de réfléchir sur les tâches qui se posent maintenant à nous, prendront prétexte de toute disposition du pouvoir soviétique pour ricaner et critiquailler comme le font messieurs les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite. Ces gens-là n'ont pas encore compris qu'ils doivent choisir entre nous et la dictature bourgeoise. Nous nous sommes montrés patients, voire même débonnaires à leur égard ; nous leur laisserons encore une fois la possibilité de mettre à l'épreuve notre mansuétude. Mais, dans un proche avenir, nous mettrons un terme à cette patience et à cette bonhomie, et s'ils ne font pas leur choix, nous leur proposerons tout à fait sérieusement d'aller rejoindre Koltchak. (Applaudissements.) De ces gens-là, nous n'attendons pas des facultés mentales particulièrement brillantes. (Rires.) Mais on pouvait attendre que, après avoir éprouvé par eux-mêmes la férocité de Koltchak, ils comprennent que nous avons le droit d'exiger d'eux de choisir entre nous et Koltchak. Si, dans les premiers mois qui suivirent Octobre, beaucoup de naïfs avaient eu la bêtise de croire que la dictature du prolétariat était quelque chose de passager, d'accidentel, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes devraient comprendre maintenant qu'il y a quelque chose comme une continuité logique dans la lutte qui se livre sous la poussée de l'ensemble de la bourgeoisie internationale.

En fait, deux forces seulement se sont constituées : la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Celui qui n'a pas lu cela dans Marx, celui qui ne l'a pas lu dans les œuvres des grands socialistes, celui-là n'a jamais été socialiste, n'a rien compris au socialisme ; il s'est simplement donné le nom de socialiste. A ces gens-là, nous accordons un bref délai pour réfléchir et nous exigeons qu'ils prennent parti. Si j'en ai parlé, c'est parce qu'ils disent maintenant, ou ils diront : « Les bolchéviks ont soulevé la question de la paysannerie moyenne, ils veulent flirter

avec elle. » Je sais parfaitement qu'une argumentation de ce genre, et même bien pire, trouve largement place dans la presse menchévique. Ces arguments, nous les rejetons ; nous n'attachons jamais d'importance aux bavardages de nos adversaires. Des gens qui jusqu'à présent sont capables de faire la navette entre la bourgeoisie et le prolétariat, peuvent dire ce qu'ils veulent. Nous poursuivons notre chemin.

Notre chemin est déterminé avant tout par l'inventaire des forces de classe. La lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat se développe dans la société capitaliste. Tant que cette lutte n'est pas achevée, nous redoublerons d'efforts pour la faire aboutir. Elle n'est pas encore arrivée à son terme. Nous avons réussi à faire beaucoup dans cette lutte. Aujourd'hui, la bourgeoisie internationale n'a plus les mains libres. La meilleure preuve, c'est la révolution prolétarienne de Hongrie. Aussi, est-il évident que notre œuvre de construction à la campagne a dépassé le cadre dans lequel tout était subordonné à l'impératif fondamental : la lutte pour le pouvoir.

Cette œuvre de construction a connu deux phases essentielles. En octobre 1917, nous avons pris le pouvoir *avec la paysannerie dans son ensemble*. C'était une révolution bourgeoise, puisque la lutte de classes à la campagne n'avait pas encore pris son essor. Comme je l'ai dit, ce n'est qu'en été 1918 que commença la véritable révolution prolétarienne à la campagne. Si nous n'avions pas su déclencher cette révolution, notre travail n'eût pas été complet. La première étape a été la prise du pouvoir à la ville, l'institution d'un gouvernement de type soviétique. La seconde étape, — ce qui est essentiel pour tous les socialistes, et sans quoi ils ne seraient pas des socialistes, — a été la différenciation des éléments prolétariens et semi-prolétariens à la campagne, leur réunion au prolétariat des villes en vue de lutter contre la bourgeoisie rurale. Cette étape a été également franchie dans ses grandes lignes. Les organisations que nous avions formées à cet effet, au début, les comités de paysans pauvres, se sont consolidées au point que nous avons jugé possible de les remplacer par des Soviets régulièrement élus, c'est-à-dire de réorganiser les Soviets ruraux de façon qu'ils deviennent des organismes de

domination de classe, des organes du pouvoir prolétarien à la campagne. Ainsi, des dispositions telles que la loi sur le régime socialiste de la terre et sur les mesures de transition vers l'agriculture socialiste, loi adoptée récemment par le Comité exécutif central et que tout le monde connaît à coup sûr, dressent le bilan des événements passés, du point de vue de notre révolution prolétarienne.

L'essentiel, ce qui constitue la tâche première, fondamentale de la révolution prolétarienne, nous l'avons accompli. Et justement parce que nous nous en sommes acquittés, une tâche plus complexe s'inscrit à l'ordre du jour : *notre attitude à l'égard de la paysannerie moyenne.* Celui qui pense que le fait de formuler cette tâche est quelque chose comme une atténuation du caractère de notre pouvoir, un relâchement de la dictature du prolétariat, un changement, même partiel, même minime, de notre politique fondamentale, celui-là ne comprend absolument rien aux tâches du prolétariat, aux tâches de la révolution communiste. Je suis certain qu'il ne s'en trouvera pas dans notre Parti. Je voulais seulement mettre en garde nos camarades contre les gens, en marge du parti ouvrier, qui tiendront de tels propos, non parce qu'ils émanent d'une quelconque conception du monde, mais simplement pour nous faire du tort et prêter main-forte aux gardes blancs ; autrement dit, pour dresser contre nous le moujik moyen, qui a toujours hésité, ne peut pas ne pas hésiter et hésitera encore assez longtemps. Pour le dresser contre nous, ils diront : « Voyez, ils sont en plein flirt avec vous ! C'est donc qu'ils tiennent compte de vos soulèvements, c'est donc qu'ils sont pris d'hésitation », etc., etc. Il faut que tous nos camarades soient armés contre une telle agitation. Et je suis sûr qu'ils le seront, si nous obtenons dès maintenant que cette question soit posée du point de vue de la lutte de classes.

Il est tout à fait évident que cette question essentielle est plus compliquée, mais non moins vitale : *comment définir exactement l'attitude du prolétariat à l'égard de la paysannerie moyenne* ? Camarades, cette question ne présente pas de difficultés pour les marxistes, du point de vue théorique, point de vue que l'immense majorité des ouvriers s'est assimilé. Je rappellerai, par exemple, que, dans

le livre de Kautsky sur la question agraire, écrit encore à l'époque où Kautsky exposait correctement la doctrine de Marx et était reconnu pour une autorité incontestée en la matière, dans ce livre sur la question agraire, il est dit au sujet de la transition du capitalisme au socialisme : la tâche du parti socialiste est de *neutraliser la paysannerie*, c'est-à-dire qu'il faut obtenir que le paysan reste neutre dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie ; que le paysan ne puisse pas prêter une aide active à la bourgeoisie contre nous.

Durant la longue domination de la bourgeoisie, la paysannerie l'a soutenue, a été à ses côtés. Cela se conçoit, si l'on tient compte de la force économique de la bourgeoisie et de ses moyens politiques de domination. Nous ne pouvons pas compter que le paysan moyen se mette immédiatement de notre côté. Mais si nous pratiquons une politique juste, ces hésitations cesseront bientôt, et le paysan pourra se rallier à nous.

Engels qui, avec Marx, a jeté les bases du marxisme scientifique, c'est-à-dire de la doctrine dont s'inspire notre Parti constamment et surtout pendant la révolution, — Engels déjà établissait une subdivision de la paysannerie en petite, moyenne et grosse paysannerie ; aujourd'hui encore cette division correspond à la réalité dans l'immense majorité des pays d'Europe. Engels disait : « Peut-être n'aura-t-on pas besoin de réprimer partout, par la violence, même la grosse paysannerie. » Et que nous puissions jamais user de violence envers la paysannerie moyenne (la petite paysannerie étant notre amie), il n'est pas de socialiste raisonnable qui y ait jamais songé. Ainsi parlait Engels en 1894, un an avant sa mort, alors que la question agraire s'inscrivait à l'ordre du jour [40]. Ce point de vue nous montre la vérité que l'on oublie parfois, mais sur laquelle nous sommes tous d'accord au point de vue théorique. A l'égard des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, notre tâche est l'expropriation complète. *Mais nous n'admettons aucune violence à l'égard de la paysannerie moyenne.* Même en ce qui concerne la paysannerie riche, nous ne sommes pas aussi catégoriques que pour la bourgeoisie ; nous ne disons pas expropriation absolue de la paysannerie riche et des koulaks. Cette distinction a

été marquée dans notre programme. Nous disons : répression de la résistance de la paysannerie riche, répression de ses velléités contre-révolutionnaires. Ce n'est pas l'expropriation totale.

La distinction essentielle qui détermine notre attitude envers la bourgeoisie et la paysannerie moyenne, c'est l'expropriation totale de la bourgeoisie et l'alliance avec la paysannerie moyenne qui n'exploite pas autrui ; cette ligne essentielle est reconnue de tous en théorie. Mais dans la pratique, elle n'est pas observée d'une façon conséquente ; on n'a pas encore appris à l'observer à la base. Lorsque, après avoir renversé la bourgeoisie et consolidé son propre pouvoir, le prolétariat s'est attelé de différents côtés à l'œuvre de création d'une société nouvelle, le problème de la paysannerie moyenne est venu au premier plan. Aucun socialiste au monde n'a nié que la construction du communisme suivrait des voies différentes dans les pays de grosse agriculture et dans ceux de petite agriculture. C'est là une vérité des plus élémentaires, une vérité première. De cette vérité, il ressort qu'au fur et à mesure que nous abordons les objectifs de la construction communiste, l'attention centrale doit se porter, dans une certaine mesure, justement sur la paysannerie moyenne.

Beaucoup dépend de la façon dont nous définirons notre attitude envers la paysannerie moyenne. Du point de vue théorique cette question est résolue. Mais nous avons parfaitement éprouvé, nous savons d'expérience la différence qui existe entre la solution théorique d'un problème et l'application pratique de cette solution. Nous touchons de près à cette différence si caractéristique de la grande Révolution française, où la Convention brandissait de grandes mesures sans jouir du soutien nécessaire pour les appliquer, ne savait pas même sur quelle classe s'appuyer pour appliquer telle ou telle disposition.

Nous sommes placés dans des conditions infiniment plus heureuses. Grâce à tout un siècle d'évolution, nous savons sur quelle classe nous prenons appui. Mais nous savons également que cette classe, en fait d'expérience pratique, est très mal pourvue. L'essentiel pour la classe ouvrière, pour le parti ouvrier, était clair : renverser le pouvoir de la bourgeoisie et donner le pouvoir aux ouvriers. Mais

comment s'y prendre ? Tout le monde se rappelle par quelles difficultés et erreurs nous sommes passés, depuis le contrôle ouvrier à la gestion ouvrière de l'industrie. Et ce travail s'est pourtant fait à l'intérieur de notre classe, dans le milieu prolétarien, auquel nous avions toujours eu affaire. Or, maintenant il nous faut définir notre attitude envers une nouvelle classe, envers une classe que l'ouvrier des villes ne connaît pas. Il importe de déterminer notre attitude envers une classe qui n'a pas une position stable bien définie. Le prolétariat dans sa masse est pour le socialisme ; la bourgeoisie dans sa masse est contre le socialisme, — il est aisé de déterminer les rapports entre ces deux classes. Mais, lorsque nous arrivons à une catégorie comme la paysannerie moyenne, il se trouve que *c'est là une classe qui hésite.* Elle est partie propriétaire, partie travailleuse. Elle n'exploite pas les autres travailleurs. Durant des dizaines d'années, elle a dû défendre sa situation au prix d'un immense effort ; elle a fait l'expérience de l'exploitation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; elle a tout enduré mais, en même temps, elle est propriétaire. Aussi notre attitude à l'égard de cette classe hésitante offre des difficultés extrêmes. Forts de plus d'une année d'expérience, forts du travail prolétarien que nous faisons depuis plus de six mois à la campagne, forts de la différenciation de classe qui s'est déjà opérée à la campagne, nous devons par-dessus tout nous garder, ici, de toute précipitation, de toute théoricité maladroite, de toute velléité de considérer comme prêt ce que nous sommes en train d'élaborer, ce que nous n'avons pas encore achevé d'élaborer. Dans la résolution que vous propose la commission désignée par la section, et dont lecture vous sera faite par un des orateurs qui me succéderont, vous trouverez une mise en garde suffisante sur ce point.

Du point de vue économique, il est évident que nous devons venir en aide à la paysannerie moyenne. Ici, pas de doute du point de vue théorique. Mais étant donné nos mœurs, notre niveau de culture, l'insuffisance des forces culturelles et techniques que nous pourrions offrir à la campagne ; étant donné cette incapacité que nous montrons fréquemment dans nos rapports avec la campagne, nos camarades ont très souvent recours à la contrainte. Et ceci nuit

à tout notre travail. Pas plus tard qu'hier, un camarade m'a remis une brochure intitulée : *Instructions et règlements sur l'organisation du travail du parti dans la province de Nijni-Novgorod*, éditée par le Comité du P.C.(b)R. de cette ville. J'y lis par exemple à la page 41 : « Le décret relatif à l'impôt extraordinaire doit peser de tout son poids sur les koulaks ruraux, les spéculateurs et, *en général, sur l'élément moyen de la paysannerie* [41]. » Ah ! là, on peut dire que les gens ont « compris » ! Ou c'est une erreur d'impression, mais il est inadmissible qu'on laisse passer de pareilles coquilles ! Ou c'est un travail fait dans la hâte, dans la précipitation, qui montre combien toute précipitation est dangereuse en la matière. Ou bien il y a là, — et c'est la pire hypothèse que je ne voudrais pas formuler à l'endroit des camarades de Nijni-Novgorod, — il y a là simplement de l'incompréhension. Il se peut fort bien que ce soit un simple défaut d'attention.

Dans la pratique, il se présente des cas comme celui qu'un camarade nous a rapporté à la commission. Des paysans l'avaient entouré, et chacun de demander : « Décide ce que je suis : paysan moyen ou non ? J'ai deux chevaux et une vache. J'ai deux vaches et un cheval », etc. Or, l'agitateur, en faisant le tour des districts, doit posséder un thermomètre infaillible, qui lui permettrait de prendre la température du paysan et de dire s'il est moyen ou non. Pour cela, il faut connaître toute l'histoire de son domaine, savoir ce qui le rapproche des groupes inférieurs ou supérieurs. Toutes choses que nous ne pouvons établir exactement.

Il faut ici beaucoup de savoir-faire pratique, la connaissance des conditions locales. Et c'est ce que nous ne possédons pas encore. Il n'y a aucune honte à l'avouer : nous devons le reconnaître ouvertement. Nous n'avons jamais été des utopistes, et nous n'avons jamais pensé que nous allions construire la société communiste avec les mains bien nettes de communistes bien proprets qui doivent naître et s'éduquer dans la société purement communiste. Ce sont là des contes pour enfants. Nous devons bâtir le communisme avec les débris du capitalisme, et seule la classe rompue à la lutte contre le capitalisme peut s'en acquitter. Le prolétariat, vous le savez fort bien, n'est pas exempt

des défauts et faiblesses de la société capitaliste. Il lutte pour le socialisme, tout en combattant ses propres insuffisances. L'élite, l'avant-garde du prolétariat qui, durant des dizaines d'années, a mené une lutte acharnée dans les villes, pouvait, au cours de cette lutte, faire sienne toute la culture des villes et des capitales, et elle se l'est assimilée dans une certaine mesure. Vous savez que, même dans les pays avancés, la campagne était vouée à l'ignorance. Certes, nous élèverons la culture de la campagne, mais c'est là l'affaire de longues, très longues années. Voilà ce qu'oublient partout nos camarades, et ce qu'évoque devant nous, d'une façon saisissante, chaque parole prononcée par ceux de la base, — pas des intellectuels d'ici, pas des fonctionnaires, nous les avons beaucoup entendus, — mais des gens qui ont observé pratiquement le travail à la campagne. Ce sont ces voix-là qui nous ont été particulièrement précieuses à la section agraire. Elles le seront aujourd'hui encore, j'en suis sûr, pour l'ensemble du congrès du Parti, parce qu'elles ne viennent pas des livres, ni des décrets, mais de la vie même.

Tout cela nous incite à travailler de façon à faire la plus grande clarté en ce qui concerne notre attitude à l'égard de la paysannerie moyenne. La difficulté est très grande, parce que *cette clarté manque dans la vie.* Non seulement cette question n'a pas été résolue, mais elle est *insoluble* si on veut la résoudre *d'un seul coup et tout de suite.* Il en est qui disent : « Il ne fallait pas rédiger une telle quantité de décrets », ils reprochent au gouvernement soviétique d'avoir entrepris de les rédiger sans savoir comment les appliquer. Au fond, ces gens-là ne remarquent pas qu'ils glissent dans le camp des gardes blancs. Si nous avions supposé que la confection d'une centaine de décrets changerait toute la vie des campagnes, nous aurions été des idiots finis. Mais si nous avions renoncé à esquisser dans les décrets la voie à suivre, nous aurions été des traîtres au socialisme. Ces décrets, qui n'avaient pu être pratiquement appliqués d'un seul coup et entièrement, ont joué un rôle important pour la propagande. Si, autrefois, nous faisions la propagande avec des vérités communes, aujourd'hui *nous la faisons par le travail.* C'est aussi de la propagande, de la propagande par l'action cette fois, mais non

point dans le sens d'actions isolées faites par des olibrius, ce dont nous nous sommes beaucoup moqués à l'époque des anarchistes et du vieux socialisme. Notre décret est un appel, mais pas comme on l'entendait autrefois : « Ouvriers, debout, renversez la bourgeoisie ! ». Non, c'est un appel aux masses, un appel à l'action pratique. *Les décrets, ce sont des instructions conviant à une action pratique auprès des masses.* Voilà l'essentiel. J'admets que les décrets renferment bien des choses inutiles, qui ne prendront pas dans la vie. Mais il y a là matière à faire œuvre pratique, et le décret a pour tâche d'apprendre l'action pratique à des centaines, à des milliers et à des millions d'hommes attentifs à la voix du pouvoir des Soviets. C'est là un essai d'action pratique dans le domaine de la construction socialiste à la campagne. Si nous considérons les choses de cette manière, nous tirerons un grand profit de la somme de nos lois, décrets et décisions. Nous ne les regarderons pas comme des décisions absolues, qu'il importe à tout prix d'appliquer tout de suite, d'un seul coup.

Il faut éviter tout ce qui pourrait encourager, dans la pratique, tels ou tels abus. On voit çà et là s'agripper à nous des arrivistes, des aventuriers qui se proclament communistes et nous trompent ; qui se sont jetés vers nous parce que les communistes sont maintenant au pouvoir ; parce que les éléments plus honnêtes parmi les « ci-devant » fonctionnaires ne sont pas venus travailler avec nous à cause de leurs idées rétrogrades ; tandis que les arrivistes sont dépourvus d'idées, dépourvus d'honnêteté. Ces gens, qui ne cherchent qu'à se faire bien voir, usent sur place de la contrainte, et pensent bien faire. Or, il en résulte parfois que les paysans disent : « Vive le pouvoir des Soviets, *mais à bas la commune* ! » (c'est-à-dire le communisme). Ces exemples n'ont pas été inventés, mais empruntés à la réalité vivante, aux communications faites par les camarades de la base. Nous ne devons pas oublier le tort immense que nous causent tout défaut de modération, toute précipitation, toute hâte.

Nous avons dû nous hâter, coûte que coûte, pour sortir par un bond désespéré de la guerre impérialiste qui nous avait conduits à la faillite ; il a fallu employer les efforts les plus désespérés pour écraser la bourgeoisie et les

forces qui menaçaient de nous écraser à notre tour. Il le fallait bien, sinon nous n'aurions pas pu vaincre. Mais agir de même à l'égard de la paysannerie moyenne serait faire preuve d'une telle bêtise, d'une telle stupidité, ce serait d'un effet si désastreux, que seuls des provocateurs peuvent sciemment œuvrer de cette manière. La question doit être posée ici tout autrement. Il ne s'agit pas de briser la résistance d'exploiteurs avérés, de les vaincre et de les jeter bas, tâche que nous nous étions fixée auparavant. Non. Dans la mesure où nous avons réglé ce problème essentiel, d'autres plus complexes s'inscrivent à l'ordre du jour. Par la violence on ne fera rien ici. *La violence à l'égard de la paysannerie moyenne est des plus nuisibles.* C'est une couche nombreuse, forte de millions d'hommes. Même en Europe, où nulle part elle n'atteint cette force, où sont prodigieusement développés la technique et la culture, la vie urbaine, les chemins de fer, où il eût été si facile d'y songer, personne, aucun des socialistes les plus révolutionnaires, n'a jamais préconisé des mesures de violence à l'égard de la paysannerie moyenne.

Quand nous avons pris le pouvoir, nous nous sommes appuyés sur l'ensemble de la paysannerie. Alors, une seule tâche s'imposait à tous les paysans : la lutte contre les grands propriétaires fonciers. Mais jusqu'à présent, ils gardent une prévention contre la grosse exploitation. Le paysan se dit : « Du moment qu'il y a grosse exploitation, je redeviens valet de ferme. » Il se trompe, évidemment. Mais à la notion de grande exploitation se rattache, pour le paysan, un sentiment de haine, le souvenir de l'oppression exercée sur le peuple par les grands propriétaires fonciers. Ce sentiment persiste, il n'est pas encore mort.

Nous devons nous baser par-dessus tout sur cette vérité qu'on ne saurait en somme rien obtenir ici par la méthode forte. La tâche économique se présente ici tout autrement. Il n'y a pas là de sommet que l'on peut couper, en laissant toutes les fondations, tout l'édifice. Le sommet représenté dans les villes par les capitalistes, n'existe pas ici. *User de la violence serait compromettre toute l'affaire.* Ce qu'il faut, c'est un travail d'éducation persévérant. Au paysan qui, chez nous comme dans le monde entier, est un esprit pratique et réaliste, nous devons fournir

des exemples concrets pour lui prouver que la « commune » est mieux que tout. Car nous n'arriverons à rien de bon si on voit surgir à la campagne de ces gens qui y arrivent à tire-d'aile de la ville pour jacasser, provoquer quelques prises de bec intellectuelles ou même pas intellectuelles du tout et détalent tout fâchés, tout brouillés avec tout le monde. Cela s'est vu. Au lieu d'inspirer le respect, on se moque d'eux, ce qui est parfaitement normal.

Sur cette question nous devons dire que nous encourageons les communes, mais que celles-ci doivent être organisées *de façon à gagner la confiance du paysan*. Mais jusque-là nous sommes les élèves des paysans, et non leurs éducateurs. Rien de plus stupide que lorsque des hommes qui ne connaissent pas l'agriculture ni ses particularités, des hommes qui se sont précipités à la campagne uniquement parce qu'ils avaient entendu parler de l'utilité des exploitations collectives, qui en ont assez de la vie urbaine et désirent travailler à la campagne, — lorsque ces hommes s'imaginent être sur toute la ligne les éducateurs des paysans. *Il n'y a rien de plus stupide que l'idée même de la violence exercée à l'égard des rapports économiques du paysan moyen*.

Il ne s'agit point d'exproprier le paysan moyen, mais de tenir compte des conditions particulières de la vie paysanne, d'apprendre des paysans comment passer à un ordre de choses meilleur, *et ne s'aviser jamais de commander* ! Voilà la règle que nous nous sommes assignée. (Applaudissements de tout le congrès.) Voilà la règle que nous avons essayé d'exposer dans notre projet de résolution, car de ce côté, camarades, nous avons en effet commis pas mal de fautes. Il n'y a aucune honte à l'avouer. Nous n'avions pas d'expérience. La lutte même contre les exploiteurs, nous l'avons tirée de notre expérience. Si l'on nous en a quelquefois blâmés, nous pouvons dire : « Messieurs les capitalistes, c'est vous les coupables. Si vous n'aviez pas opposé une résistance aussi farouche, aussi insensée, impudente et désespérée ; si vous n'aviez pas fait alliance avec la bourgeoisie du monde entier, la révolution aurait revêtu des formes plus pacifiques. » Aujourd'hui que nous avons repoussé l'assaut furieux déclenché contre nous de toutes parts, nous pouvons adopter d'autres méthodes

parce que nous n'agissons pas comme un petit cercle, mais comme un parti qui mène des millions d'hommes. Ces millions ne peuvent pas comprendre d'emblée le changement d'orientation ; et c'est pourquoi il arrive assez souvent que les coups destinés aux koulaks atteignent le paysan moyen. Ce n'est pas étonnant. Il faut simplement comprendre que cela provient de conditions historiques, aujourd'hui disparues, et que les nouvelles conditions et les nouvelles tâches à l'égard de cette classe exigent une nouvelle mentalité.

Nos décrets relatifs aux exploitations paysannes sont justes quant au fond. Nous n'avons aucune raison de renoncer au moindre de ces décrets, de regretter de l'avoir rendu. Mais si les décrets sont justes, *ce serait une erreur de les imposer au paysan par la force.* Ceci ne figure dans aucun d'eux. Ils sont justes en tant que voies tracées, en tant qu'appel à l'action pratique. Lorsque nous disons : « Encouragez l'association », nous donnons des directives qu'il faudra mettre à l'épreuve maintes fois avant de trouver leur *forme* définitive d'application. Du moment que l'on dit qu'il est nécessaire de travailler à obtenir le libre consentement, c'est donc qu'il faut convaincre les paysans et les convaincre dans la pratique. Ils ne se laisseront pas convaincre par des mots, et ils feront bien. Il ne serait pas bon qu'ils se laissent convaincre par la seule lecture des décrets et des tracts d'agitation. Si l'on pouvait refondre ainsi la vie économique, toute cette refonte ne vaudrait pas un rouge liard. Il faut d'abord prouver que cette association est meilleure, — associer les hommes de façon qu'ils s'unissent véritablement au lieu de se séparer brouillés, — prouver que cela est avantageux. C'est ainsi que le paysan pose la question, et c'est ainsi que la posent nos décrets. Si jusqu'à présent nous n'avons pas pu le faire, il n'y a là rien de honteux et nous devons l'avouer en toute franchise.

Pour l'instant, nous n'avons résolu que le problème essentiel de toute révolution socialiste, celui de la victoire sur la bourgeoisie. Ce problème, nous l'avons tranché dans ses grandes lignes, encore que nous soyons au seuil d'un semestre terriblement difficile : les impérialistes du monde entier tendent leurs derniers efforts pour nous écraser. Nous pouvons dire maintenant, sans la moindre exa-

gération, qu'*ils ont compris eux-mêmes que, passé ce semestre, leur cause est irrémédiablement perdue.* Ou bien ils vont mettre à profit notre épuisement et vaincront notre seul pays ; ou bien, c'est nous qui serons les vainqueurs, et pas seulement dans notre pays. Au cours de ce semestre, où la crise de l'approvisionnement s'ajoute à celle des transports, où les puissances impérialistes essayent de prendre l'offensive sur plusieurs fronts, notre situation est extrêmement difficile. Mais *ce sera le dernier semestre difficile.* Il faut comme par le passé tendre toutes nos forces pour combattre l'ennemi extérieur qui nous attaque.

Mais, lorsque nous parlons du travail à la campagne, nous devons, en dépit de toutes les difficultés, et bien que toute notre expérience vise à la répression immédiate des exploiteurs, nous devons nous rappeler, nous ne devons pas oublier qu'à la campagne, le problème se pose autrement pour ce qui est de la paysannerie moyenne.

Tous les ouvriers conscients de Pétrograd, d'Ivanovo-Voznessensk, de Moscou, qui ont séjourné à la campagne, nous ont rapporté de nombreux exemples des malentendus les plus insurmontables, des conflits en apparence les plus graves, qui ont été réglés ou atténués grâce à l'intelligence des ouvriers qui au lieu de tenir des discours livresques, ont tenu un langage accessible au paysan ; au lieu de parler en chefs qui se permettent de commander sans rien connaître à la vie de la campagne, ils ont parlé en camarades qui expliquent la situation, qui font appel aux sentiments de travailleurs contre les exploiteurs. Et c'est grâce à ces explications fraternelles qu'ils sont arrivés à obtenir ce que n'avaient pu obtenir des centaines d'autres qui s'étaient posés en chefs et commandants.

La résolution que nous soumettons maintenant à votre attention est toute pénétrée de cet esprit.

J'ai essayé, dans mon court rapport, d'éclairer le principe directeur, la portée politique générale de cette résolution. J'ai essayé de démontrer, — et je veux croire que j'y ai réussi, — que du point de vue des intérêts de l'ensemble de la révolution, il n'y a aucun revirement, aucun changement de notre ligne. Les gardes blancs et leurs auxiliaires le proclament ou le proclameront. Laissons-les crier. Cela ne nous touche pas. Nous développons nos ob-

jectifs de la façon la plus conséquente. De l'écrasement de la bourgeoisie il nous faut reporter notre attention sur l'organisation de la vie de la paysannerie moyenne. Nous devons vivre en paix avec elle. La paysannerie moyenne, dans la société communiste, ne se rangera à nos côtés que lorsque nous aurons allégé et amélioré ses conditions économiques d'existence. Si demain nous pouvions fournir 100 000 tracteurs de première qualité, avec essence et mécaniciens (vous savez fort bien que pour l'instant, c'est une chimère), le paysan moyen dirait : « Je suis pour la commune » (c'est-à-dire pour le communisme). Mais pour ce faire, il faut d'abord vaincre la bourgeoisie internationale, il faut l'obliger à nous fournir ces tracteurs, ou bien élever notre productivité de telle sorte que nous puissions les fournir nous-mêmes. C'est ainsi seulement que la question sera bien posée.

Le paysan a besoin de l'industrie de la ville ; il ne peut pas s'en passer ; or, elle est dans nos mains. Si nous nous attelons correctement à la tâche, le paysan nous saura gré de lui apporter de la ville ces produits, ces outils, cette culture. Ce ne sont pas les exploiteurs, ni les grands propriétaires fonciers qui les lui fourniront, mais ces mêmes camarades travailleurs pour qui ils ont beaucoup d'estime, naturellement du point de vue pratique, pour leur aide effective, en repoussant, et pour cause, les méthodes de commandement, les « prescriptions » venant d'en haut.

Aidez d'abord, et puis tâchez de gagner la confiance. Si le travail est convenablement organisé, si chaque disposition de chacun de nos groupes est convenablement présentée dans le district, dans le canton, dans le détachement de ravitaillement, dans n'importe quelle organisation ; si chacune des mesures prises est soigneusement vérifiée de ce point de vue, nous gagnerons la confiance du paysan. Et c'est alors seulement que nous pourrons marcher de l'avant. Aujourd'hui, nous devons lui prêter notre aide, lui donner conseil. Ce ne sera pas l'ordre d'un chef, mais le conseil d'un camarade. Alors le paysan sera entièrement pour nous.

Voilà, camarades, ce que contient notre résolution ; voilà ce qui, selon moi, doit être la décision du congrès. Si nous l'adoptons et si elle préside à toute l'activité de nos

organisations du Parti, nous nous acquitterons aussi de la seconde tâche importante qui se pose à nous.

Comment renverser la bourgeoisie, comment la réprimer, cela nous l'avons appris et nous en sommes fiers. Comment régler nos rapports avec les millions de paysans moyens, comment gagner leur confiance, cela nous ne l'avons pas encore appris, et il faut le dire franchement. Mais nous avons compris la tâche, nous nous la sommes imposée, et nous nous disons pleins d'espoir, en toute connaissance de cause et avec toute la décision voulue : Nous nous acquitterons de cette tâche, et alors le socialisme sera absolument invincible. (Applaudissements prolongés.)

Conforme au sténogramme corrigé par V. Lénine

7

INTERVENTION CONTRE LA PROPOSITION D'INTERROMPRE LA DISCUSSION DU RAPPORT SUR LE TRAVAIL A LA CAMPAGNE LE 23 MARS

Camarades, je ne puis en aucune façon être d'accord avec l'orateur précédent, car je suis sûr que cette soirée vous suffira pour terminer la discussion sur le travail politique à la campagne. Notre avis, à la commission, était qu'ici, au Congrès, nous ne parlions pas pour cette petite salle, mais pour toute la Russie, et que celle-ci ne se contentera pas de lire les décisions de notre Congrès, mais voudra aussi savoir à quel point l'intérêt pour le travail dans les campagnes est celui du Parti. C'est pourquoi il est nécessaire d'entendre les camarades de la base. Si vous perdez pour cela une heure ou une heure et demie, le travail à la campagne ne s'en ressentira pas. C'est pourquoi je vous demanderai instamment, au nom de la commission, de ne pas refuser cette heure ou cette heure et demie. Sans aucun doute, la voix de la campagne qui se fera entendre ici ne nous apportera pas grand-chose à nous, mais pour l'ensemble de la Russie qui lit les journaux, nos quelques heures de travail seront fort utiles.

8

RESOLUTION SUR L'ATTITUDE A L'EGARD DE LA PAYSANNERIE MOYENNE

En ce qui concerne le travail à la campagne, le VIIIe Congrès, sur la base du programme du Parti, adopté le 22 mars 1919 et approuvant sans réserve la loi déjà promulguée sur le régime socialiste de la terre et les mesures de transition vers l'agriculture socialiste, reconnaît qu'à l'heure actuelle, il importe tout particulièrement d'appliquer de façon plus juste la ligne du Parti à l'égard de la paysannerie moyenne : se préoccuper davantage de ses besoins, la préserver de l'arbitraire des autorités locales et s'efforcer de s'entendre avec elle.

1° Confondre les paysans moyens avec les koulaks, étendre aux premiers, dans n'importe quelle mesure, les dispositions visant les koulaks reviendrait à violer de la façon la plus grossière non seulement tous les décrets des Soviets et toute leur politique, mais aussi tous les principes fondamentaux du communisme, préconisant l'entente du prolétariat avec la paysannerie moyenne en période de lutte décisive du prolétariat pour le renversement de la bourgeoisie ; cette entente étant une des conditions pour s'acheminer sans mal vers l'abolition de toute exploitation.

2° La paysannerie moyenne, qui a des racines économiques relativement fortes, du fait que la technique agricole retarde sur celle de l'industrie, même dans les pays capitalistes avancés, sans parler de la Russie, se maintiendra assez longtemps après le début de la révolution prolétarien-

ne. Aussi la tactique des travailleurs des Soviets ruraux, comme celle des militants du parti, doit-elle être prévue pour une longue collaboration avec la paysannerie moyenne.

3° Le Parti doit arriver à tout prix à ce que tous les travailleurs des Soviets ruraux aient une claire vision et une ferme conscience de cette vérité parfaitement établie par le socialisme scientifique, que les paysans moyens ne sont pas des exploiteurs, puisqu'ils ne tirent pas de profits du travail d'autrui. Cette classe de petits producteurs ne perdra rien au socialisme, mais gagnera au contraire, dans une importante mesure, au renversement du joug du capital qui l'exploite de mille manières dans toute république, même la plus démocratique.

La politique parfaitement juste du pouvoir soviétique à la campagne assure ainsi l'alliance et l'entente du prolétariat victorieux avec la paysannerie moyenne.

4° Tout en encourageant les associations de toute sorte, ainsi que les communes agricoles de paysans moyens, les représentants du pouvoir soviétique ne doivent exercer aucune contrainte lors de leur création. Seules ont quelque valeur les associations dues à la libre initiative des paysans, et dont les avantages ont été vérifiés par eux dans la pratique. Une trop grande précipitation en la matière est nuisible, car elle ne peut que renforcer les préventions de la paysannerie moyenne contre les innovations.

Les représentants du pouvoir des Soviets qui se permettent d'user de la contrainte non seulement directe, mais même indirecte, dans le but de grouper les paysans dans des communes, doivent faire l'objet des poursuites les plus sévères et être relevés de leurs fonctions à la campagne.

5° Toutes réquisitions arbitraires, c'est-à-dire non fondées sur les dispositions édictées par le pouvoir central, doivent être impitoyablement poursuivies. Le congrès insiste pour que le contrôle sur ce point soit renforcé par le Commissariat du Peuple à l'Agriculture, par le Commissariat du Peuple de l'Intérieur, ainsi que par le Comité exécutif central de Russie.

6° A l'heure actuelle, la désorganisation extrême de tous les pays du monde, consécutive aux quatre années de guerre impérialiste menée dans l'intérêt spoliateur des

capitalistes, s'est particulièrement aggravée en Russie et met les paysans moyens dans une situation difficile.

Compte tenu de cet état de choses, la loi du pouvoir soviétique sur l'impôt extraordinaire, contrairement à toutes les lois promulguées par les gouvernements bourgeois du monde entier, insiste pour que le poids de l'impôt soit entièrement supporté par les koulaks, les représentants peu nombreux de la paysannerie exploiteuse qui s'est particulièrement enrichie pendant la guerre. La paysannerie moyenne, elle, doit être très modérément imposée, uniquement dans la mesure de ses forces et sans les excéder.

Le Parti exige qu'en ce qui concerne la paysannerie moyenne, la perception de l'impôt extraordinaire soit atténuée dans tous les cas, et qu'on n'hésite pas à en diminuer le montant.

7° L'Etat socialiste développera l'aide la plus large à la paysannerie ; elle consistera principalement à fournir aux paysans moyens des articles industriels et surtout des instruments agricoles perfectionnés, semences et matériel de toute sorte pour élever le niveau de l'agriculture et permettre aux paysans de vivre et de travailler.

Si la désorganisation actuelle ne permet pas de réaliser toutes ces mesures immédiatement et intégralement, les autorités soviétiques locales se doivent de rechercher les voies et moyens pour prêter, sous quelque forme que ce soit, à la paysannerie pauvre et moyenne une assistance effective pour la soutenir en ce moment difficile. Le Parti estime nécessaire que l'Etat alloue à cet effet d'importants crédits.

8° Il faut s'attacher surtout à ce que soit appliquée réellement et sans réserve la loi du pouvoir soviétique exigeant des exploitations agricoles d'Etat, des communes agricoles et autres associations analogues, qu'elles prêtent une assistance immédiate, sous les formes les plus diverses, aux paysans moyens des environs. Seule une aide réelle permettra une entente avec la paysannerie moyenne. C'est ainsi seulement qu'on peut et doit gagner sa confiance.

Le congrès signale à tous les militants du parti la nécessité de faire passer dans la vie, effectivement et sans

délai, tous les impératifs du programme du Parti, formulés dans ces articles consacrés à l'agriculture, à savoir :

a) réglementation de l'exploitation du sol par les paysans (suppression des enclaves, des grandes bandes de terre, etc.) ; b) fourniture aux paysans de semences sélectionnées et engrais chimiques ; c) amélioration des espèces de bétail ; d) diffusion des connaissances agronomiques ; e) assistance agronomique aux paysans ; f) réparation du matériel agricole des paysans dans les ateliers de l'Etat ; g) organisation de centres de louage, de stations d'essai, de champs modèles, etc. ; h) amélioration des terres paysannes.

9° Les coopératives de paysans, destinées à relever la production agricole, notamment à traiter les produits agricoles, à bonifier les terres, à contribuer au développement de l'industrie artisanale, etc., doivent bénéficier de l'aide de l'Etat revêtant des formes diverses, tant sur le plan financier que sur celui de l'organisation.

10° Le congrès rappelle que, ni les décisions du Parti, ni les décrets du pouvoir des Soviets ne se sont jamais écartés de la ligne préconisant l'entente avec la paysannerie moyenne. Ainsi, dans la question capitale qu'est l'édification du pouvoir des Soviets à la campagne, au moment de la fondation des comités de paysans pauvres, une circulaire a été publiée, signée par le président du Conseil des Commissaires du Peuple et le Commissaire au Ravitaillement, qui soulignait la nécessité de faire entrer des représentants de la paysannerie moyenne dans les comités de paysans pauvres. Quand ces derniers ont été supprimés, le Congrès des Soviets de Russie a réaffirmé la nécessité de faire entrer des représentants de la paysannerie moyenne dans les Soviets de canton. La politique du gouvernement ouvrier et paysan et du Parti communiste doit continuer à s'inspirer du même esprit d'entente du prolétariat et de la paysannerie pauvre avec la paysannerie moyenne.

9

DISCOURS DE CLOTURE DU CONGRES LE 23 MARS

Notre ordre du jour est épuisé, camarades. Permettez-moi à présent de dire quelques mots en cette fin de congrès.

Camarades, nous avons dû nous réunir à un moment pénible, non seulement parce que nous avons perdu Iakov Mikhaïlovitch Sverdlov, le meilleur de nos organisateurs et de nos dirigeants politiques. Nous nous sommes réunis à un moment particulièrement difficile, parce que l'impérialisme international, aucun doute ne subsiste maintenant, a entrepris sa dernière tentative, d'une force exceptionnelle, pour écraser la République soviétique. Il est absolument certain que la puissante offensive lancée à l'Ouest et à l'Est, jointe à toute une série de soulèvements organisés par les gardes blancs, à des essais de sabotage des voies ferrées en certains endroits, que tout cela est un plan des impérialistes de l'Entente nettement mûri et manifestement arrêté à Paris. Nous savons tous, camarades, avec quelles difficultés la Russie, au bout de quatre années de guerre impérialiste, a dû reprendre les armes pour défendre la République soviétique contre les rapaces impérialistes. Nous savons tous combien cette guerre est dure, combien elle nous épuise. Mais nous savons aussi que, si elle est menée avec une énergie accrue, avec un héroïsme accru, c'est uniquement parce que, pour la première fois au monde, a été mise sur pied une armée, une force militaire qui sait pourquoi elle se bat, et que, pour la première fois au monde, les ouvriers et les paysans qui consentent de très lourds sacrifices, ont clairement conscience de défendre la Répu-

blique socialiste soviétique et le pouvoir des travailleurs contre les capitalistes, de défendre la cause de la révolution socialiste prolétarienne mondiale.

Dans ces conditions difficiles, nous avons réussi à accomplir en peu de temps un travail extrêmement important. Nous avons pu ratifier le programme et ce à l'unanimité, comme d'ailleurs toutes les décisions essentielles du Congrès. Nous sommes persuadés que, malgré ses nombreuses insuffisances rédactionnelles et autres, ce programme est déjà entré dans l'histoire de la IIIe Internationale, comme le programme qui dresse le bilan d'une nouvelle étape dans le mouvement mondial de libération prolétarienne. Nous sommes persuadés que, dans de nombreux pays, où nous avons beaucoup plus d'alliés et d'amis que nous ne pensons, la simple traduction de notre programme sera la meilleure réponse à la question de savoir ce qu'a fait le Parti communiste de Russie, l'un des détachements du prolétariat mondial. Notre programme constituera un matériel de propagande et d'agitation extrêmement puissant ; ce sera le document qui permettra aux ouvriers de dire : « Là sont nos camarades, nos frères, là s'accomplit notre œuvre commune. »

Camarades, à ce Congrès, nous avons également pris d'autres décisions très importantes. Nous avons approuvé la fondation de la IIIe Internationale, l'Internationale Communiste, formée ici même, à Moscou. Nous avons abouti à une décision unanime sur les questions militaires. Aussi grands que paraissaient au début les différends, aussi divergentes qu'étaient les opinions des nombreux camarades qui se sont exprimés ici en toute franchise sur les défauts de notre politique militaire, nous sommes parvenus avec une extrême facilité, au sein de la commission, à une décision absolument unanime ; nous quitterons ce Congrès, certains que notre principal défenseur, l'Armée Rouge, pour qui le pays tout entier consent des sacrifices sans nombre, trouvera dans tous les membres du Congrès et dans tous les membres du Parti les plus ardents auxiliaires, dirigeants, amis et collaborateurs qui lui seront dévoués sans limites.

Camarades, en ce qui concerne la question de l'organisation, si nous avons résolu aussi facilement les problèmes qui se posaient à nous, c'est parce que l'histoire des

relations du Parti avec les Soviets a suggéré toutes ces décisions. Nous n'avons eu qu'à dresser le bilan ; en ce qui concerne le travail à la campagne, par une décision unanime et rapide, le Congrès a défini notre ligne dans une question particulièrement nécessaire et particulièrement difficile, jugée même insoluble dans d'autres pays, la question de l'attitude du prolétariat qui a renversé la bourgeoisie à l'égard des millions de paysans moyens. Nous sommes tous persuadés que cette résolution du Congrès affermira notre pouvoir. Au moment difficile que nous vivons, alors que les impérialistes font leur dernière tentative pour renverser par la violence le pouvoir soviétique, alors que la terrible pénurie de vivres et la désorganisation des transports réduisent de nouveau des centaines, des milliers et des millions de personnes à une situation désespérée, nous sommes certains qu'en ce moment pénible, la résolution que nous avons adoptée et l'esprit qui animait les membres du Congrès aideront à surmonter cette épreuve et à sortir de ce difficile semestre.

Nous sommes persuadés que *ce sera le dernier semestre difficile*. Ce qui nous renforce particulièrement dans cette conviction, c'est la nouvelle que nous avons communiquée ces jours-ci au Congrès, la nouvelle de la victoire de la révolution prolétarienne en Hongrie. Alors que, jusqu'à présent, le pouvoir soviétique n'avait triomphé qu'à l'intérieur, parmi les peuples de l'ancien empire russe ; alors que, jusqu'à présent, les gens à courte vue qui ont beaucoup de peine à se débarrasser de la routine, des vieilles habitudes de pensée (encore qu'ils appartiennent au camp socialiste) pouvaient penser que seules les particularités de la Russie avaient provoqué ce tournant inattendu vers la démocratie soviétique prolétarienne et que les particularités de cette démocratie reflétaient peut-être, comme en un miroir déformant, les vieilles particularités de la Russie tsariste, — alors que cette opinion pouvait encore se maintenir, elle est à présent anéantie de fond en comble. Camarades, les nouvelles d'aujourd'hui nous brossent le tableau de la révolution hongroise. Nous apprenons, par les informations de la journée, que les puissances alliées avaient posé à la Hongrie l'ultimatum le plus brutal concernant le passage des troupes. Le gouvernement bourgeois, voyant que les

puissances alliées voulaient faire passer leurs troupes par la Hongrie et que le fardeau inouï d'une nouvelle guerre allait retomber sur ce pays, le gouvernement conciliateur bourgeois a donné lui-même sa démission, engagé lui-même des pourparlers avec les communistes, avec les camarades hongrois emprisonnés ; il a reconnu lui-même qu'il n'y avait pas d'autre issue que la remise du pouvoir au peuple travailleur. (Applaudissements.)

Camarades, si nous avons été traités d'agresseurs ; si, fin 1917 et début 1918, la bourgeoisie et nombre de ses partisans n'avaient d'autres mots à la bouche que ceux de « violence » et de « conquête » pour qualifier notre révolution ; si, maintenant encore, on entend dire que le pouvoir bolchévik ne se maintient que par la violence, ce dont nous avons maintes fois démontré l'absurdité ; s'il était possible, auparavant, de répéter ces absurdités. maintenant l'exemple de la Hongrie met fin à ces bavardages. Même la bourgeoisie a constaté qu'il ne peut pas y avoir d'autre pouvoir que le pouvoir des Soviets. La bourgeoisie d'un pays plus civilisé a vu, plus clairement que la nôtre, à la veille du 25 octobre, que son pays était perdu, que des épreuves de plus en plus dures accablaient le peuple et que, par conséquent, le pouvoir devait appartenir aux Soviets, que la Hongrie devait donc être sauvée par ses ouvriers et ses paysans, par une démocratie nouvelle, prolétarienne et soviétique.

Les difficultés de la révolution hongroise, camarades, sont énormes. Ce petit pays, par rapport à la Russie, peut être étouffé beaucoup plus facilement par les impérialistes. Mais, quelles que soient les difficultés qui se dressent incontestablement devant la Hongrie, nous avons là, outre la victoire du pouvoir soviétique, une *victoire morale.* La bourgeoisie la plus radicale, la plus démocratique et conciliatrice a reconnu qu'à l'heure d'une très grave crise, alors que son pays épuisé par la guerre est menacé d'une guerre nouvelle, le pouvoir soviétique est une nécessité historique ; elle a reconnu qu'il ne peut y avoir dans ce pays d'autre pouvoir que celui des Soviets, que la dictature du prolétariat.

Camarades, nous avons derrière nous un grand nombre de révolutionnaires qui ont fait le sacrifice de leur vie pour

affranchir la Russie. La majorité de ces révolutionnaires ont été victimes d'un sort cruel. Ils ont été victimes des persécutions du tsarisme ; ils n'ont pas eu le bonheur de voir la révolution victorieuse. Mais nous, nous avons un bonheur plus grand encore. Non seulement nous avons vu triompher notre révolution, non seulement nous l'avons vue, à travers des difficultés incroyables, s'affermir et créer de nouvelles formes du pouvoir, qui nous valent la sympathie du monde entier, mais encore nous voyons les graines semées par la révolution russe lever en Europe. Cela nous donne la certitude absolue, inébranlable, que, si dures que soient les épreuves qui peuvent encore nous frapper, si grands que soient les maux dont peut encore nous accabler la bête expirante de l'impérialisme international, cette bête périra et le socialisme triomphera dans le monde entier. (Applaudissements prolongés.)

Je déclare clos le VIII[e] Congrès du Parti communiste de Russie.

MESSAGE RADIO ADRESSE AU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE DE HONGRIE LE 22 MARS 1919

Ici Lénine. Salut sincère au gouvernement prolétarien de la République soviétique de Hongrie et particulièrement au camarade Bela Kun[42]. J'ai transmis vos salutations au Congrès du Parti communiste bolchévik de Russie. Enthousiasme énorme. Nous vous adresserons dès que possible les décisions du Congrès de Moscou de la IIIe Internationale Communiste, ainsi qu'une communication sur la situation militaire. Une liaison radio permanente est absolument nécessaire entre Budapest et Moscou. Salut communiste et poignée de mains. *Lénine.*

Publié en hongrois le 23 mars 1919 dans le n° 70 du journal « Népszava ». Première publication en russe en 1927

Conforme au texte du journal, traduit du hongrois

RADIOTELEGRAMME ENVOYE A BELA KUN LE 23 MARS 1919

Lénine à Bela Kun, Budapest

Je vous prie de me faire savoir quelles garanties effectives vous avez que le nouveau gouvernement hongrois sera réellement communiste, et pas seulement socialiste, c'est-à-dire social-traître.

Les communistes sont-ils en majorité au gouvernement ? Quand aura lieu le congrès des Soviets ? En quoi consiste concrètement la reconnaissance de la dictature du prolétariat par les socialistes ?

Il est absolument hors de doute qu'une imitation pure et simple de notre tactique russe dans tous les détails serait une erreur, étant donné les conditions particulières de la révolution hongroise. Je dois mettre en garde contre cette erreur, mais je voudrais savoir quelles garanties effectives vous voyez.

Pour être sûr que vous me répondez personnellement, je vous prie de me faire savoir en quel sens j'ai parlé avec vous de l'Assemblée nationale, lorsque vous étiez chez moi pour la dernière fois au Kremlin.

Salutations communistes

Lénine

Publié pour la première fois en 1932

Conforme au manuscrit Traduit de l'allemand

REPONSE A LA LETTRE OUVERTE D'UN SPECIALISTE

J'ai reçu aujourd'hui la lettre suivante :

« Lettre ouverte d'un spécialiste au camarade Lénine

Je ne puis, après avoir lu dans les *Izvestia* votre rapport sur les spécialistes, réprimer le cri d'indignation qui monte en moi. Est-il possible que vous ne compreniez pas qu'aucun spécialiste honnête ne peut, s'il lui reste toutefois une parcelle de dignité, consentir à travailler uniquement pour le bien-être animal que vous vous préparez à lui assurer ? Est-il possible que vous soyez emmuré dans votre solitude du Kremlin au point de ne plus voir la vie qui vous entoure, de ne pas remarquer combien il y a parmi les spécialistes russes, non de communistes gouvernementaux bien sûr, mais de vrais travailleurs qui ont acquis des connaissances spécialisées, au prix d'efforts extrêmes non par l'entremise des capitalistes, pour servir aux fins du capital, mais au prix d'une lutte opiniâtre avec les conditions d'existence mortellement accablantes que l'ancien régime réservait aux étudiants et aux universitaires. Ces conditions ne se sont pas améliorées sous le pouvoir communiste (ce qui ne cadre pas avec ma conception de la société communiste). Sur ces prolétaires des plus authentiques, quoique issus de classes différentes, sur ces prolétaires au service de leurs frères travailleurs, par leur pensée, leurs actes et leurs paroles, depuis les premiers moments de leur vie consciente, sur ces prolétaires que vous confondez avec un tas d'« intellectuels » pestiférés, on a lancé des communistes inconscients de la dernière heure, qui sont souvent d'anciens agents, d'anciens brigadiers de police, d'ex-petits fonctionnaires, des boutiquiers, toutes gens qui constituent fréquemment en province la majeure partie des « pouvoirs locaux » ; il serait difficile de décrire l'étendue des humiliations et des souffrances qu'ils nous ont infligées. Ce sont en permanence dénonciations et accusations absurdes, perquisitions inutiles mais vexatoires au plus haut point, menaces d'exécution, réquisitions et confiscations, im-

mixtions brutales dans l'intimité de la vie privée (le chef du détachement logé dans l'établissement où j'enseigne, a exigé que je fisse obligatoirement lit commun avec ma femme). Voilà les conditions dans lesquelles ont dû travailler jusqu'à ces derniers jours, de nombreux spécialistes du supérieur. Et pourtant, ces « petits bourgeois » n'ont pas abandonné leurs postes, mais se sont acquittés religieusement du devoir moral dont ils s'étaient chargés : conserver, au prix de tous les sacrifices, la culture et le savoir de ceux qui les ont humiliés et outragés sur les injonctions de leurs supérieurs. Ils comprennent qu'on ne saurait confondre son infortune et sa douleur personnelles avec l'édification d'une vie nouvelle et meilleure : cette idée les a aidés et les aide encore à prendre leur mal en patience et à travailler.

Mais, croyez-moi, parmi ceux que vous qualifiez sans discernement de bourgeois, de contre-révolutionnaires, de saboteurs, etc., pour la seule raison qu'ils ont d'autres conceptions que vous et vos élèves sur l'accession à la future société socialiste et communiste, il n'est pas un homme que vous puissiez acheter au prix dont vous rêvez. Par contre, les « spécialistes » qui pour sauver leur peau se mettront à votre service ne seront d'aucune utilité pour le pays. Le spécialiste n'est pas une machine qu'on peut tout bonnement remonter et mettre en train. Sans l'enthousiasme, sans le feu intérieur, sans le besoin de créer, aucun spécialiste ne fera rien même s'il est largement rétribué. Mais le volontaire fera tout, lui, s'il œuvre et crée parmi ses camarades de travail qui le respectent et dont il est le guide compétent, au lieu d'être soupçonné et surveillé par un commissaire communiste de la cuvée 1919.

Si vous voulez d'autres spécialistes que ceux qui font la chasse aux bons traitements, si vous voulez que de nouveaux volontaires honnêtes rejoignent les spécialistes qui, çà et là, travaillent dès maintenant avec vous, non par crainte mais en toute conscience, quoiqu'en désaccord avec vous sur de nombreuses questions de principe, quoique placés par votre tactique dans une situation souvent humiliante, quoiqu'aux prises avec l'invraisemblable pagaïe bureaucratique de nombreuses institutions soviétiques où se perdent parfois les initiatives les plus vivantes, si vous voulez tout cela, épurez d'abord votre parti et vos organismes gouvernementaux des compagnons de route sans scrupules, attaquez-vous aux profiteurs, aux aventuriers, aux adulateurs et aux bandits qui, sous le masque du communisme, tantôt dilapident bassement le patrimoine national, tantôt coupent sottement les racines de la vie nationale par leurs absurdes manœuvres désorganisatrices.

Si vous voulez « utiliser » les spécialistes, ne les achetez pas, mais apprenez à les respecter comme des hommes au lieu de les traiter comme du matériel vivant ou mort dont vous avez quelquefois besoin.

M. Doukelski

Professeur à l'Institut d'Agronomie de Voronèje. Président de la Direction Centrale des entreprises nationalisées de l'industrie du cuir. »

Lettre méchante et, semble-t-il, sincère. Le désir vient d'y répondre.

Je suis d'avis que le ressentiment personnel l'emporte tout de même chez l'auteur, l'empêchant de juger les événements du point de vue des masses et du point de vue de leur succession logique réelle.

Il ressort de cette lettre que nous avons, nous les communistes, repoussé les spécialistes en les « baptisant » de toute sorte de vilains noms.

Il n'en a pas été ainsi.

Les ouvriers et les paysans ont fondé le pouvoir des Soviets après avoir renversé la bourgeoisie et le parlementarisme bourgeois. Il est maintenant difficile de ne point voir que ce ne fut pas là une « aventure » ou une « extravagance » des bolchéviks, mais le début de la succession de deux époques de l'histoire mondiale, celle de la bourgeoisie et celle du socialisme, celle du parlementarisme des capitalistes et celle des institutions soviétiques du prolétariat au pouvoir. Si la plupart des intellectuels ne voulaient pas (et quelques-uns ne pouvaient pas) s'en rendre compte il y a un peu plus d'un an, est-ce notre faute à nous ?

Le sabotage a été entrepris par les intellectuels et les fonctionnaires qui appartiennent en masse à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie. Ces expressions impliquent des définitions de classe et des appréciations historiques justes ou fausses, mais qui ne peuvent en tout cas être prises pour péjoratives ou injurieuses. Il est fatal que les ouvriers et les paysans en veuillent aux intellectuels de s'être livrés au sabotage et, s'il faut « accuser » quelqu'un, ce ne peut être que la bourgeoisie et ses complices volontaires et involontaires.

Si nous avions « excité » le peuple contre les « intellectuels », nous aurions mérité d'être pendus haut et court. Mais nous ne l'avons pas fait ; nous avons, au contraire, prôné, au nom du parti et au nom du pouvoir, la nécessité d'assurer aux intellectuels de meilleures conditions de travail. Je l'ai fait dès avril 1918, si ce n'est plus tôt. Je ne sais à quel numéro des *Izvestia* se réfère l'auteur de cette lettre, mais il est fort surprenant, pour un homme accoutumé à s'occuper de politique, c'est-à-dire à analyser les phénomènes du point de vue des masses et non d'un point

de vue personnel, d'entendre dire que défendre un salaire plus élevé est absolument chose indigne ou témoigne d'une fâcheuse intention corruptrice. Que l'estimable auteur de la lettre m'excuse, mais vraiment, il me rappelle la « mijaurée » de la littérature.

Admettons qu'il s'agisse d'un salaire élevé destiné à un groupe artificiellement sélectionné, c'est-à-dire à un groupe qui n'aurait pu autrefois recevoir et ne recevait pas, pour des raisons sociales, un traitement plus élevé. On pourrait alors prêter au gouvernement l'intention d'« acheter » ce groupe. Mais quand il s'agit de centaines de milliers, sinon de millions de personnes qui ont *toujours* perçu des traitements plus élevés, comment peut-on, sans verser dans une furieuse irritation, sans chicaner, voir quelque chose qui ressemble à une attrape ou à une « offense » dans le fait de défendre la nécessité de conserver, pour un certain temps, aux spécialistes des traitements réduits mais tout de même plus élevés que le salaire moyen ? Non seulement cela ne rime à rien, mais de plus — l'auteur se frappe lui-même en citant comme outrage suprême, comme traitement humiliant, le fait que le chef d'un détachement de troupe logé dans son établissement d'enseignement ait exigé qu'il couchât dans le même lit que sa femme !

D'abord, si le désir des gens cultivés d'avoir des lits séparés pour le mari et la femme est légitime — et il l'est certainement — il faut, pour le satisfaire, un salaire au-dessus de la moyenne. L'auteur de la lettre ne peut tout de même pas ignorer qu'« en moyenne » il n'y a jamais eu un lit par citoyen russe.

En second lieu, le chef du détachement a-t-il eu tort dans *ce* cas précis ? S'il n'y a pas eu de sa part de grossièreté, d'outrage, de désir de vexer, etc. (ce qui *a pu* se produire et ce que nous devons punir), s'il n'y a *rien* eu de cela, je le répète, le chef du détachement, à mon avis, a eu *raison*. Les soldats sont exténués ; pendant des mois ils n'ont pas vu un lit, ni probablement, d'abri convenable. Ils défendent la république socialiste au milieu de difficultés inconcevables, dans des conditions inhumaines, et ils n'auraient pas le droit de prendre un lit pour leur bref repos ? Non, les soldats et leur chef ont eu raison.

Nous ne sommes pas partisans de ramener la condi-

tion des intellectuels au niveau de la moyenne ; nous sommes donc adversaires de la diminution de leurs traitements jusqu'au salaire moyen. Mais la guerre commande tout et les intellectuels doivent se serrer un peu pour que les soldats aient du repos. Ce n'est pas là une exigence humiliante, c'est une exigence légitime.

L'auteur réclame une attitude fraternelle envers les intellectuels. C'est juste. Nous le réclamons aussi. Cette exigence est précisément inscrite en termes nets, clairs et précis, dans le programme de notre parti. Si, d'autre part, les groupes d'intellectuels sans parti ou appartenant à des partis hostiles aux bolchéviks conviaient, avec la même clarté, leurs partisans à traiter fraternellement les soldats exténués et les ouvriers surmenés, aigris par des siècles d'exploitation, la cause du rapprochement des travailleurs manuels et intellectuels progresserait à pas de géant.

L'auteur exige que nous épurions notre parti et nos institutions gouvernementales des « compagnons de route sans scrupules, des profiteurs, des aventuriers, des adulateurs et des bandits ».

C'est une juste revendication. Il y a longtemps que nous l'avons formulée et que nous la réalisons. Nous ne laissons pas toute liberté d'action dans notre parti aux « adhérents de la dernière heure ». Notre congrès a même décidé la réinscription de tous nos membres[43]. Les bandits, les profiteurs, les aventuriers qui se font prendre, nous les fusillons et nous continuerons à les fusiller. Mais pour que l'épuration soit plus complète et plus rapide, il faut que les intellectuels sincères sans parti nous aident. Quand ils formeront des groupes de personnes se connaissant bien entre elles et quand, au nom de ces groupes, ils appelleront à travailler loyalement dans les institutions soviétiques, à « servir leurs frères travailleurs », pour reprendre les termes de la lettre ouverte, les douleurs de l'enfantement du nouveau régime social seront considérablement abrégées et allégées.

27 mars 1919 *N. Lénine*

Publié dans le n° 67 de la « Pravda », le 28 mars 1919

Conforme au texte de la « Pravda »

A PROPOS DE LA CANDIDATURE DE M. KALININE AU POSTE DE PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE

DISCOURS PRONONCE A LA XII^e SEANCE
DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE
LE 30 MARS 1919

Camarades, trouver une personne vraiment capable de remplacer le camarade Iakov Mikhaïlovitch Sverdlov est une tâche extrêmement difficile, car il est presque impossible de réunir en un seul être humain le militant responsable qui connaît de plus l'histoire du parti et la personne qui sait parfaitement comprendre les hommes et les désigner aux postes de confiance des Soviets. Réunir en une seule personne toutes les fonctions qu'assumait le camarade Sverdlov serait impossible, sur ce point tous ont été d'accord dans le parti lors de la discussion de la candidature ; il est donc nécessaire de confier l'exercice de telles ou telles fonctions à des collèges entiers qui se réuniraient tous les jours et assureraient la direction de différentes sections. En ce qui concerne le président, il aura le devoir de mettre en lumière la ligne du parti à l'égard des paysans.

Vous savez que notre attitude à l'égard du paysan moyen, telle qu'elle s'est manifestée au congrès du parti, ne change rien à notre politique générale. Nos tâches sur ce point devront être réalisées après l'achèvement de la première qui consiste à écraser la bourgeoisie. Chez nous, la question

de l'attitude à observer à l'égard de la paysannerie moyenne se pose avec plus d'acuité que chez nos camarades d'Europe ; il nous faut donc placer à la direction du pouvoir des Soviets un camarade capable de montrer que notre décision sur ce point sera traduite dans les faits.

On peut et on doit, je pense, trouver un camarade qui se donnerait comme tâche d'appliquer sans réserve la ligne directrice du parti à l'égard du paysan moyen. Nous savons qu'à l'heure actuelle, être informé et informer est une tâche particulièrement pressante. Nous savons que la crise des transports et la guerre civile affaiblissent parfois la liaison non seulement de certaines provinces, mais aussi de régions entières avec le centre, que dès lors ce problème réclame une attention toute particulière.

Nous savons que, si nous trouvons un camarade qui a l'expérience de la vie et qui connaît l'existence du paysan moyen, nous arriverons à résoudre ce problème et je pense que la candidature qu'indique aujourd'hui le journal, satisfait à toutes ces conditions. C'est celle du camarade Kalinine.

C'est un camarade qui compte à son actif vingt ans de travail dans le parti ; c'est un paysan de la province de Tver, qui a des attaches étroites avec l'économie paysanne, et qui renouvelle et vivifie sans cesse ce contact. Les ouvriers de Pétrograd ont pu se convaincre qu'il sait aborder les grandes masses laborieuses qui n'ont pas encore subi l'influence du parti ; là où les propagandistes et les agitateurs n'avaient pas su agir d'une façon fraternelle et judicieuse, Kalinine y a réussi. C'est particulièrement important à l'heure actuelle. Bien entendu, la paysannerie moyenne dans son ensemble,tous ses meilleurs éléments nous accordent résolument leur soutien qui surmontera toutes les difficultés, mettra un terme au soulèvement des koulaks et de l'infime minorité des masses rurales qui les suivent. Nous savons que notre tâche principale dans un pays de petite agriculture est d'assurer l'union indestructible des ouvriers et de la paysannerie moyenne. Nos mesures agraires : abolition totale des grosses propriétés foncières et soutien résolu à la paysannerie moyenne, ont déjà porté leurs fruits ; en un an, grâce à elles, le nombre des paysans moyens a augmenté. Mais on a souvent eu recours, dans les localités, à

des hommes incapables d'assumer leur tâche d'administrateurs.

Il y a eu des abus, mais ce n'est pas notre faute. Nous avons tout fait pour entraîner les intellectuels ; or, des divergences politiques nous ont séparés. Nous savons que l'époque du parlementarisme bourgeois est révolue, que les sympathies des ouvriers du monde entier sont acquises au pouvoir des Soviets ; que la bourgeoisie a beau assassiner les chefs du prolétariat, comme elle le fait en Allemagne, la victoire des Soviets est *inéluctable*. L'expérience amènera inévitablement et définitivement les intellectuels dans nos rangs, nous aurons alors les matériaux qui nous mettront à même de gouverner. Nous arriverons à chasser les intrus qui se sont faufilés dans les Soviets ; c'est là un des sujets de mécontentement que nous ne craignons pas de reconnaître légitime. Il nous faut porter le maximum d'attention à la lutte contre ce mal. Nous avons fermement décidé, au congrès du parti, de prescrire cette ligne de conduite à tous nos militants.

En ce qui concerne l'agriculture socialiste, nous tenons à déclarer que nous en concevons la réalisation comme une série d'accords fraternels avec le paysan moyen. Nous devons le plus souvent possible faire appel à ce dernier.

Nous savons que les camarades qui ont le plus travaillé à l'époque de la révolution et qui se sont donnés tout entiers à ce travail, n'ont pas su aborder le paysan moyen comme il le fallait, ils l'ont fait non sans erreurs ; nos ennemis ont sauté sur chacune de ces fautes, chacune a suscité le doute et rendu difficile la solution du problème relatif à l'attitude du paysan moyen à notre égard.

Voilà pourquoi il est très important de trouver un camarade qui réunisse les qualités dont je vous ai parlé. Il faut l'aider de notre expérience en matière d'organisation, pour que les paysans moyens puissent voir en la personne du représentant suprême de toute la République des Soviets un homme à eux, pour que la décision de notre parti : savoir aborder le paysan moyen, être prêts à revoir, à étudier, à vérifier chacune de nos démarches du point de vue de l'expérience que nous avons acquise,— afin que cette décision ne reste pas sur le papier.

Nous savons que le nombre de nos alliés augmente, qu'il

se sera multiplié d'ici quelques mois ; mais en ce moment, ce fardeau pèse entièrement sur notre pays ruiné, réduit à la misère. Ce travail est bien au-dessus des forces du paysan moyen. Il faut savoir lui parler et faire pour lui tout ce que nous pouvons ; il faut lui faire comprendre et lui montrer dans les faits que nous sommes fermement résolus à mettre en pratique les décisions de notre congrès.

Voilà pourquoi une candidature comme celle du camarade Kalinine devrait nous mettre tous d'accord. Cette candidature nous aidera à établir pratiquement des rapports directs entre le représentant suprême du pouvoir des Soviets et la paysannerie moyenne et à nous en rapprocher.

Il n'est pas possible de réaliser cette tâche d'un seul coup, mais nous sommes persuadés que la décision que nous devons prendre est juste ; nous savons d'autre part que nous avons peu d'expérience en la matière. Que le représentant suprême de la République des Soviets commence donc le premier, avec notre concours commun, à acquérir cette expérience, à réunir la somme des connaissances nécessaires, à vérifier, et nous pouvons être certains que nous viendrons à bout de cette tâche ; que la Russie non seulement offrira l'exemple d'un pays où la dictature du prolétariat est solidement assise et où la bourgeoisie est implacablement écrasée — cela nous l'avons déjà conquis, — mais encore l'exemple d'un pays où les rapports entre les ouvriers des villes et la paysannerie moyenne, basés sur une aide fraternelle et une nouvelle expérience, sont réglés de façon satisfaisante, ce qui constitue le gage le plus sûr de la victoire totale de la révolution prolétarienne.

C'est bien pourquoi je me permets de vous recommander cette candidature, celle du camarade Kalinine.

Un compte rendu abrégé fut publié le 1er avril 1919 dans le journal « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 70.
Publié in extenso pour la première fois en 1932

Conforme au compte rendu sténographique

DISCOURS ENREGISTRES SUR DISQUES[44]

Fin mars 1919 — *Conforme au texte des disques*

1

A LA MEMOIRE DU CAMARADE IAKOV MIKHAILOVITCH SVERDLOV, PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE

Pour qui a travaillé jour après jour avec le camarade Sverdlov, il est particulièrement clair que son exceptionnel talent d'organisateur nous apportait ce dont nous avions pleinement le droit d'être fiers. Il rendait possible le travail collectif, rationnel et organisé, un travail qui fût digne des masses prolétariennes organisées, un travail sans lequel le succès eût été impossible et qui répondait entièrement aux nécessités de la révolution prolétarienne. Le souvenir du camarade Iakov Mikhaïlovitch Sverdlov ne sera pas seulement le symbole du dévouement du révolutionnaire à sa cause, pas seulement le modèle de la lucidité jointe au savoir-faire pratique, de la liaison totale avec les masses jointe à l'art de les diriger. Il sera aussi le gage que des masses prolétariennes toujours plus larges iront sans cesse de l'avant, vers la victoire complète de la révolution communiste.

2

LA IIIe INTERNATIONALE, L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

En mars de cette année 1919 s'est tenu à Moscou un congrès international des communistes. Ce congrès a fondé la IIIe Internationale, l'Internationale Communiste, l'Union des ouvriers du monde entier qui aspirent à l'établissement du pouvoir des Soviets dans tous les pays.

La Première Internationale, fondée par Marx, a existé de 1864 à 1872. La défaite des héroïques ouvriers parisiens, de la Grande Commune de Paris, a marqué la fin de cette Internationale. Elle est inoubliable, elle est éternelle dans l'histoire de la lutte des ouvriers pour leur libération. Elle a jeté les fondations de l'édifice de la république socialiste mondiale que nous sommes heureux de construire aujourd'hui.

La Deuxième Internationale a existé de 1889 à 1914, jusqu'à la guerre. Cette époque a été celle de l'évolution la plus calme et la plus pacifique du capitalisme, une époque sans grandes révolutions. Pendant cette période, le mouvement ouvrier s'est affermi, a atteint l'âge viril dans un certain nombre de pays. Mais les leaders ouvriers de la majorité des partis se sont habitués au temps de paix et ont perdu leur aptitude à la lutte révolutionnaire. Lorsque a commencé, en 1914, une guerre qui a ensanglanté la terre pendant quatre ans, une guerre entre capitalistes pour le partage des profits et pour la domination sur les peuples petits et faibles, ces socialistes sont passés aux côtés de

leurs gouvernements. Ils ont trahi les ouvriers, ont aidé à prolonger le massacre, ils sont devenus les ennemis du socialisme, ils sont passés aux côtés des capitalistes.

Les masses ouvrières se sont détournées de ces traîtres au socialisme. Dans le monde entier s'est amorcé un tournant vers la lutte révolutionnaire. La guerre a montré que le capitalisme est perdu. Un régime nouveau vient le remplacer. Le vieux mot de socialisme a été déshonoré par les traîtres au socialisme.

Aujourd'hui, les ouvriers restés fidèles à la cause du renversement du joug capitaliste se donnent le nom de communistes. L'union des communistes grandit dans le monde entier. Le pouvoir des Soviets a déjà triomphé dans plusieurs pays. D'ici peu de temps, nous verrons la victoire du communisme dans le monde entier, nous verrons la fondation de la République Fédérative Mondiale des Soviets.

Conforme à l'enregistrement phonographique collationné sur le manuscrit

3

COMMUNIQUE SUR L'ENTRETIEN PAR RADIO AVEC BELA KUN

J'ai bien connu le camarade Bela Kun alors qu'il était encore prisonnier de guerre en Russie et qu'il venait souvent me voir pour parler du communisme et de la révolution communiste. C'est pourquoi, lorsque la nouvelle de la révolution communiste hongroise est arrivée, avec un communiqué signé du camarade Bela Kun, nous avons voulu nous entretenir avec lui afin de savoir au juste où en étaient les choses dans cette révolution. Les premières nouvelles laissaient quelque peu redouter une tromperie de la part des pseudo-socialistes ou social-traîtres ; n'auraient-ils pas donné le change aux communistes, d'autant plus que ces derniers étaient en prison ? Et c'est ainsi qu'au lendemain de la première annonce de la révolution hongroise, j'ai envoyé un radiotélégramme à Budapest, demandant à Bela Kun de venir à l'appareil, lui posant des questions de manière à vérifier que c'était bien lui, et lui demandant quelles garanties valables existaient quant au caractère du gouvernement et à sa politique réelle. La réponse du camarade Bela Kun, entièrement satisfaisante, a dissipé tous nos doutes. Nous avons appris que les socialistes de gauche étaient venus trouver Bela Kun en prison pour des consultations en vue de former le gouvernement. Et ce sont uniquement ces socialistes de gauche, amis des communistes, ainsi que des personnalités du centre, qui ont formé le nouveau gouvernement, tandis que les socialistes de

droite, les social-traîtres, les intransigeants et les incorrigibles, si l'on peut s'exprimer ainsi, ont complètement quitté le parti, l'ont quitté sans entraîner un seul ouvrier. Les informations reçues par la suite ont montré que la politique du gouvernement hongrois était des plus fermes, et tellement orientée dans le sens communiste que, alors que nous avons commencé par le contrôle ouvrier et ne sommes passés que progressivement à la socialisation de l'industrie, Bela Kun a pu, grâce à son autorité morale et à sa certitude d'être suivi par des masses énormes, promulguer aussitôt une loi transformant en propriété publique toutes les entreprises industrielles de Hongrie gérées par les capitalistes. Deux jours ont passé, et nous avons été absolument sûrs que la révolution hongroise s'est engagée d'emblée, avec une rapidité incroyable, dans la voie communiste. La bourgeoisie a remis elle-même le pouvoir aux communistes de Hongrie. Elle a montré au monde entier que, lorsqu'une crise grave survient, lorsque la nation est en danger, la bourgeoisie ne peut plus gouverner. Et il n'y a qu'un seul pouvoir réellement populaire, réellement aimé du peuple : le pouvoir des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

Vive le pouvoir soviétique de Hongrie !

4

ADRESSE A L'ARMEE ROUGE

Camarades soldats de l'Armée Rouge ! Les capitalistes d'Angleterre, d'Amérique et de France font la guerre à la Russie. Ils se vengent de la République soviétique ouvrière et paysanne qui a renversé le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes et montré par là l'exemple à tous les peuples du globe. Les capitalistes d'Angleterre, de France et d'Amérique fournissent argent et munitions aux propriétaires fonciers russes qui lancent contre le pouvoir des Soviets des troupes venant de Sibérie, du Don, du Caucase du Nord, afin de rétablir le pouvoir du tsar, le pouvoir des propriétaires fonciers, le pouvoir des capitalistes. Non. Cela ne sera pas. L'Armée Rouge, fortement unie, s'est dressée et a chassé de la Volga les troupes des hobereaux et les officiers de la garde blanche, reconquis Riga, reconquis presque toute l'Ukraine, elle approche d'Odessa et de Rostov. Encore quelques efforts, encore quelques mois de lutte et nous vaincrons. L'Armée Rouge est forte parce qu'elle va, consciemment et d'un seul cœur, livrer combat pour la terre paysanne, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans, pour le pouvoir des Soviets.

L'Armée Rouge est invincible ; elle a réuni les millions de paysans travailleurs aux ouvriers qui, à présent, ont appris à lutter, appris la discipline fraternelle, ne perdent pas courage, s'aguerrissent après de petites défaites, attaquent

l'ennemi toujours plus hardiment, sachant que sa défaite totale est imminente.

Camarades soldats de l'Armée Rouge ! L'union des ouvriers et des paysans de l'Armée Rouge est solide, étroite, indissoluble. Les koulaks et les très riches paysans essaient de provoquer des soulèvements contre le pouvoir des Soviets, mais ils ne sont qu'une infime minorité. Ils ne parviennent que rarement et pour peu de temps à tromper les paysans. Les paysans savent qu'ils ne vaincront le gros propriétaire qu'en s'alliant avec les ouvriers. Parfois, dans les villages, les pires ennemis du peuple travailleur, les fauteurs de violences, se prétendent communistes ; ils s'infiltrent dans les Soviets pour poursuivre leurs fins égoïstes, usent de la tromperie, se livrent à des injustices et à des brimades contre les paysans moyens. Le gouvernement ouvrier et paysan est fermement décidé à lutter contre ces individus et à en débarrasser les campagnes. Le paysan moyen n'est pas l'ennemi, mais l'ami de l'ouvrier, l'ami du pouvoir des Soviets. Les ouvriers conscients et les hommes à l'esprit vraiment soviétique traitent le paysan moyen en camarade. Le paysan moyen ne vole pas le travail d'autrui, ne s'enrichit pas aux dépens des autres comme le koulak ; il travaille lui-même, il vit de son labeur. Le pouvoir des Soviets écrasera les koulaks, débarrassera la campagne de ceux qui se montrent injustes envers les paysans moyens, réalisera coûte que coûte l'union des ouvriers avec tous les paysans laborieux, pauvres et moyens.

Cette union grandit dans le monde entier. La révolution est proche, elle monte partout. Il y a quelques jours elle a triomphé en Hongrie. Le pouvoir des Soviets, un gouvernement ouvrier y a été instauré. Tous les peuples en viendront inéluctablement là.

Camarades soldats de l'Armée Rouge ! Tenez bon, tenez ferme, serrez les rangs ! Marchez hardiment contre l'ennemi ! Nous aurons la victoire. Le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes, brisé en Russie, sera vaincu dans le monde entier !

29 mars.

5

A PROPOS DES PAYSANS MOYENS

Aujourd'hui, la question capitale qui se pose au Parti communiste et qui a le plus retenu l'attention au dernier congrès, est celle des paysans moyens.

Il est naturel que la première question que l'on pose ordinairement soit celle-ci : Qu'est-ce qu'un paysan moyen?

Il est naturel que les militants du Parti nous aient raconté plus d'une fois qu'on leur demandait, à la campagne, ce qu'il fallait entendre par paysan moyen. Et voici notre réponse : le paysan moyen est celui qui n'exploite pas le travail d'autrui, ne vit pas du travail des autres, ne profite nullement et dans aucune mesure des fruits du travail d'autrui, mais qui travaille lui-même et vit de son propre labeur.

En régime capitaliste ils étaient moins nombreux qu'aujourd'hui, parce que la majorité appartenait à la catégorie la plus déshéritée, et que seule une infime minorité appartenait, à ce moment comme aujourd'hui, à la catégorie des koulaks, des exploiteurs, des paysans riches.

Les paysans moyens se font plus nombreux après l'abolition de la propriété privée de la terre. Et le pouvoir des Soviets a fermement décidé d'établir coûte que coûte avec eux des rapports de paix totale et de concorde. Bien entendu, le paysan moyen ne peut se ranger du premier coup aux côtés du socialisme, parce qu'il reste solidement attaché à ses habitudes, considère avec méfiance toutes les innovations, s'assure d'abord pratiquement, dans les faits, de ce vers

quoi il est sollicité et ne se décide pas à changer sa vie tant qu'il n'est pas persuadé de la nécessité de ce changement.

C'est bien pourquoi il nous faut savoir, ne pas oublier et mettre en pratique ce principe que les ouvriers communistes arrivant à la campagne sont tenus de rechercher et d'établir des rapports de camaraderie avec le paysan moyen ; sont tenus de se rappeler que le travailleur qui n'exploite pas le travail d'autrui est le camarade de l'ouvrier ; qu'on peut et qu'on doit obtenir son alliance consentie librement, en toute sincérité, en toute confiance. Il ne faut voir dans toutes les mesures proposées par le pouvoir communiste qu'un conseil, qu'une indication au paysan moyen, qu'une proposition de faire sien l'ordre nouveau.

Et l'alliance des ouvriers et des paysans ne pourra être assurée que par un travail en commun qui mettra ces mesures à l'épreuve de la pratique, révélera les erreurs, éliminera les fautes possibles, réalisera un accord avec le paysan moyen. La force essentielle du pouvoir des Soviets et son soutien résident dans cette alliance, gage que l'œuvre de transformation socialiste, de victoire sur le capital, de suppression de toute exploitation, sera menée à bonne fin.

6

QU'EST-CE QUE LE POUVOIR DES SOVIETS ?

Qu'est-ce que le pouvoir des Soviets ? Quelle est la nature de ce pouvoir nouveau qu'on ne veut ou qu'on ne peut encore comprendre dans la plupart des pays ? Ce qui attire de plus en plus les ouvriers de tous les pays, c'est que l'Etat, autrefois gouverné de façon ou d'autre par les riches ou les capitalistes, l'est aujourd'hui, pour la première fois, sur une vaste échelle, par les classes justement que le capitalisme opprimait. Même dans la plus démocratique, même dans la plus libre des républiques, tant que la domination du capital subsiste, tant que la terre reste propriété privée, l'Etat est toujours gouverné par une petite minorité, composée pour les neuf dixièmes de capitalistes ou de riches.

Pour la première fois au monde le pouvoir d'Etat a été construit chez nous, en Russie, de façon que seuls les ouvriers, seuls les paysans travailleurs, les exploiteurs étant exclus, forment les organisations de masse, les Soviets ; et c'est à ces Soviets-là que tout le pouvoir d'Etat est transmis. C'est pourquoi, en dépit des calomnies que les représentants de la bourgeoisie de tous les pays déversent sur la Russie, le mot « Soviet » est devenu dans le monde entier non seulement intelligible, mais aussi populaire et cher aux ouvriers, à tous les travailleurs. Et c'est pourquoi, en dépit de toutes les persécutions dont font l'objet les partisans du communisme dans les différents pays, le pouvoir des Soviets triomphera sur toute la terre à coup sûr, inéluctablement et dans un proche avenir.

Nous savons fort bien qu'il y a encore beaucoup de défauts dans l'organisation du pouvoir soviétique. Le pouvoir

des Soviets n'est pas un talisman merveilleux. Il ne peut guérir d'un seul coup les défauts du passé, l'analphabétisme, l'inculture, l'héritage d'une guerre barbare, l'héritage d'un capitalisme spoliateur. Mais en revanche, il permet de passer au socialisme. Il permet à ceux qui étaient opprimés de se relever et de prendre eux-mêmes en mains de plus en plus toute la direction de l'Etat, toute la direction de l'économie, toute la direction de la production.

Le pouvoir des Soviets est le chemin du socialisme, découvert par les masses laborieuses, donc un chemin sûr, donc un chemin invincible.

7

COMMENT SAUVER POUR TOUJOURS LES TRAVAILLEURS DU JOUG DES GRANDS PROPRIETAIRES FONCIERS ET DES CAPITALISTES

Les ennemis des travailleurs — les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, — disent : les ouvriers et les paysans ne pourront pas subsister sans nous. Sans nous, il n'y aura personne pour faire régner l'ordre, répartir le travail et forcer les gens à travailler. Sans nous, tout s'écroulera, et l'Etat se décomposera. On nous a chassés, mais la ruine nous ramènera au pouvoir. Ces propos des propriétaires fonciers et des capitalistes ne sont pas faits pour troubler, intimider et tromper les ouvriers et les paysans. Dans une armée, la discipline la plus rigoureuse est nécessaire. Et, pourtant, les ouvriers conscients ont su rassembler les paysans, ils ont su prendre à leur service les anciens officiers tsaristes ; ils ont su créer une armée victorieuse.

L'Armée Rouge a créé une discipline d'une fermeté sans précédent, fondée non pas sur le régime de la trique, mais sur la conscience, le dévouement et l'esprit de sacrifice des ouvriers et des paysans eux-mêmes.

Afin de sauver pour toujours les travailleurs du joug des propriétaires fonciers et des capitalistes, pour les sauver de la restauration de leur pouvoir, il faut créer une grande armée rouge du travail. Elle sera invincible, si elle veillera à la discipline du travail. Les ouvriers et les paysans doivent démontrer et démontreront qu'ils sauront organiser eux-mêmes, sans les grands propriétaires fonciers et contre

eux, sans les capitalistes et contre eux, une répartition bien comprise du labeur, une discipline jamais démentie et le dévouement dans l'effort accompli pour l'intérêt commun.

La discipline et l'énergie effrénée dans le travail, l'esprit de sacrifice, l'alliance étroite des paysans avec les ouvriers : voilà ce qui sauvera pour toujours les travailleurs du joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

8

A PROPOS DES POGROMES ANTIJUIFS

On appelle antisémitisme le fait de semer la haine contre les Juifs. Lorsque la maudite monarchie tsariste vivait ses derniers jours, elle s'efforçait de dresser les ouvriers et les paysans ignorants contre les Juifs. La police tsariste, alliée aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, organisait des pogromes antijuifs. Les propriétaires fonciers et les capitalistes se sont efforcés de diriger contre les Juifs la haine des ouvriers et des paysans poussés à bout par la misère. Dans les autres pays également, il nous arrive fréquemment de voir les capitalistes attiser la haine contre les Juifs, afin de jeter de la poudre aux yeux de l'ouvrier, et de détourner son regard de l'ennemi véritable des travailleurs qui est le capital. La haine des Juifs ne se maintient solidement que là où le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes a plongé les ouvriers et les paysans dans les ténèbres de l'ignorance. Seuls des gens complètement ignorants, complètement abrutis, peuvent croire les mensonges et les calomnies déversés contre les Juifs. Ce sont des vestiges du Moyen Age, où les prêtres faisaient brûler les hérétiques sur le bûcher, où les paysans étaient tenus en esclavage, où le peuple était écrasé et muet. Cette vieille ignorance du féodalisme est en train de disparaître. Le peuple commence à voir clair.

Les ennemis des travailleurs, ce ne sont pas les Juifs. Ce sont les capitalistes de tous les pays. Il y a parmi les

Juifs des ouvriers, des travailleurs : ils forment la majorité. Ce sont nos frères opprimés par le capital, nos camarades de combat pour le socialisme. Il y a parmi les Juifs des koulaks, des exploiteurs et des capitalistes, comme parmi les Russes, comme dans toutes les nations. Les capitalistes cherchent à semer et attiser la haine entre les ouvriers de croyances, de nationalités et de races différentes. Ceux qui ne travaillent pas se maintiennent par la force et le pouvoir du capital. Les riches, Juifs et Russes, de même que les riches de tous les pays, alliés les uns aux autres, écrasent, oppriment, pillent et désunissent les ouvriers.

Honte au tsarisme maudit qui torturait et persécutait les Juifs. Honte à ceux qui sèment la haine contre les Juifs, à ceux qui sèment la haine contre les autres nations.

Vivent la confiance fraternelle et l'alliance de combat entre les ouvriers de toutes les nations dans la lutte pour le renversement du capital.

MESSAGE TELEPHONE A LA COMMISSION EXTRAORDINAIRE DE RUSSIE LE 1er AVRIL 1919

La Commission extraordinaire de Russie annonce que des informations sont parvenues de Pétrograd, selon lesquelles des agents de Koltchak, de Dénikine et des alliés ont tenté de faire sauter le château d'eau de Pétrograd. On a découvert dans la cave des explosifs ainsi qu'une machine infernale qu'une équipe spéciale a emportée pour détruire, mais dont l'explosion prématurée a tué le chef du détachement et blessé 10 soldats rouges.

A certains endroits, on a tenté de faire sauter des ponts et de stopper le trafic ferroviaire.

On a essayé de déboulonner des voies ferrées afin de priver de ravitaillement Moscou-la-Rouge et Pétrograd.

Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks prennent une part active aux appels à la grève et au renversement du pouvoir soviétique.

Etant donné ces informations, le Conseil de la Défense enjoint de prendre les mesures les plus urgentes afin d'étouffer toute tentative d'explosion, de détérioration des chemins de fer et d'appel à la grève.

Le Conseil de la Défense enjoint de faire appel à la vigilance de tous les travailleurs des Commissions extraordinaires et de faire connaître les mesures qui auront été prises au Conseil de la Défense.

Le Président du Conseil de la Défense

V. Oulianov (Lénine)

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie »
n° 71, 2 avril 1919

Conforme au texte du journal

SEANCE PLENIERE EXTRAORDINAIRE DU SOVIET DES DEPUTES OUVRIERS ET SOLDATS DE MOSCOU LE 3 AVRIL 1919

1

RAPPORT SUR LA SITUATION EXTERIEURE ET INTERIEURE DE LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE

Camarades, je dois commencer mon rapport sur la situation intérieure et extérieure de la République des Soviets, en constatant que nous traversons justement, dans ces mois-ci, en ce début de printemps, une période extrêmement difficile. Je pense que les conditions de la guerre civile ainsi que de la guerre avec l'Entente nous permettent en tout cas, même en raisonnant avec la plus grande réserve (j'en reparlerai en traitant de la situation internationale), nous permettent, même en raisonnant avec le maximum de prudence, d'affirmer que le semestre dont nous venons d'atteindre le milieu, sera notre dernier semestre difficile, parce que les capitalistes français et anglais ne seront pas en mesure de renouveler l'offensive qu'ils poussent maintenant de toutes leurs forces. D'autre part, toutes les conquêtes de notre Armée Rouge, en Ukraine et dans la région du Don, conquêtes qu'il nous est possible de consolider, amèneront une amélioration décisive de la situation intérieure, nous procureront du blé, du charbon, des vivres et des combustibles. Mais actuellement, tant que la lutte n'est pas terminée, tant que nous devons encore procéder, en Ukraine, à la récolte du blé au milieu d'immenses difficultés, en cette

saison où les routes sont impraticables, la situation est des plus difficiles.

Nous avons répété maintes fois que toutes les forces du pouvoir des Soviets reposent sur la confiance et l'attitude consciente des ouvriers. Nous avons maintes fois démontré que malgré le nombre des ennemis qui nous entourent, des espions que nous envoie l'Entente et que certains aident sans peut-être se considérer comme leurs auxiliaires, mais qui malgré tout aident les gardes blancs, nous ne nous sommes jamais dissimulé que chacune des paroles que nous prononçons en ce lieu sera mal interprétée, que les agents des gardes blancs prêteront l'oreille à nos aveux, mais nous disons : Soit ! Nous tirerons beaucoup plus de profit de la vérité pure et sans fard, parce que nous sommes convaincus que, quelque pénible qu'elle soit, lorsqu'elle est bien audible, tout représentant conscient de la classe ouvrière, tout paysan travailleur en tirera la seule conclusion juste.

Ils en tireront, en dernière analyse, cette seule conclusion possible : notre cause est près de vaincre dans le monde entier ; aussi désespérée que soit la situation des masses laborieuses, épuisées, affamées, meurtries par quatre années de guerre impérialiste et maintenant par deux autres années d'effroyable guerre civile, aussi difficile que soit cette situation, bien qu'elle se soit encore aggravée à présent, nous avons les chances les plus sérieuses de vaincre, non seulement en Russie, mais encore dans le monde entier. C'est pourquoi, bien que les 4 ou 5 mois à venir seront extrêmement critiques, nous saurons vaincre encore et encore ces difficultés, et montrer ainsi à nos ennemis, à la coalition universelle des capitalistes que leur offensive contre la Russie est vouée à l'échec.

En ce moment précis, ils tentent, sans aucun doute, selon un plan prémédité, de nous écraser à l'Ouest et à l'Est par une action militaire afin de sauver les bandes en déroute de Krasnov. Hier, la nouvelle de la prise de Marioupol est parvenue. Rostov se trouve de la sorte à demi encerclée. Bref, les pays de l'Entente font tout leur possible pour tirer Krasnov d'affaire et nous porter en ce printemps un coup vigoureux. Ils agissent certainement de concert avec Hindenburg. Un camarade de Lettonie m'a parlé de la

situation dans laquelle se sont trouvés ses camarades de là-bas. La plus grande partie du pays a subi des maux que les ouvriers de Moscou ne peuvent s'imaginer : l'invasion, la dévastation répétée des villages par de nombreuses troupes de passage. Maintenant, les Allemands avancent sur Dvinsk pour couper Riga. Au nord, ils sont aidés par les gardes blancs d'Estonie, subventionnés par les Anglais, avec le concours des volontaires que leur envoient les Suédois et les Danois soudoyés par les milliardaires anglais, français et américains. Ils œuvrent selon un plan d'ensemble que nous apercevons fort bien, profitant de ce que les répressions sanglantes ont affaibli le mouvement des spartakistes et des révolutionnaires allemands. Mais bien qu'ils se sentent à l'article de la mort, ils ont néanmoins jugé le moment assez propice pour offrir à Hindenburg une partie des troupes, accentuer la pression à l'Ouest sur la Lettonie épuisée et suppliciée, et nous menacer. D'autre part, Koltchak a remporté nombre de victoires à l'Est, préparant ainsi l'ultime et décisive attaque des pays de l'Entente.

Comme toujours, l'ennemi ne se borne pas à attaquer du dehors ; il agit aussi à l'intérieur du pays, au moyen de complots et de soulèvements, en essayant de jeter des bombes et de faire sauter les conduites d'eau de Pétrograd, comme vous avez pu le voir dans les journaux, en essayant de déboulonner les voies ferrées, comme cela s'est fait non loin de Samara, sur la principale voie ferrée qui achemine le blé de l'Est. Une partie de ce blé a été perdue, Koltchak s'en est emparé. On a tenté aussi de déboulonner les voies sur la ligne Koursk-Kharkov par laquelle nous commençons à recevoir le charbon récupéré par l'Armée Rouge dans le bassin du Donetz. Lorsque nous examinons tous ces faits pris ensemble, il devient évident que les pays de l'Entente, que les impérialistes et les milliardaires français tentent, dans un effort suprême, d'écraser par la force des armes le pouvoir des Soviets.

Les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche qui n'ont pas encore compris que la lutte touche à sa fin, et qu'il s'agit de la guerre la plus désespérée, la plus impitoyable, continuent à prêcher tantôt la grève, tantôt la cessation de la guerre civile. Quoi qu'il en soit,

ils aident les gardes blancs ; mais je parlerai d'eux plus tard, je voulais simplement expliquer tout de suite que la situation est vraiment difficile.

Toutes les forces des capitalistes internationaux veulent nous livrer ce printemps une dernière bataille. Par bonheur, ce sont les forces d'un vieillard en pleine décrépitude, mourant, incurable, qu'on appelle capitalisme international. Mais, quoi qu'il en soit, les forces militaires dressées en ce moment contre nous sont infiniment grandes. Koltchak en particulier a lancé toutes ses réserves, il a des gardes blancs volontaires, des bandes aux effectifs imposants ; il jouit de l'aide de l'Angleterre et de l'Amérique qui lui fournissent des armes et des munitions en quantité prodigieuse. C'est pourquoi les circonstances présentes exigent que nous prenions nettement conscience de la situation difficile de la république des Soviets.

Nous sommes convaincus que les masses laborieuses ont compris pourquoi nous nous battons. Elles savent que notre sort, celui de notre révolution et, dans une large mesure, celui de la révolution internationale sera réglé dans ces quelques mois, car la tentative actuelle des capitalistes de briser la Russie des Soviets n'est devenue si acharnée, ne se manifeste par de si furieuses agressions que parce que nos adversaires savent qu'ils ont chez eux le même ennemi intérieur, le mouvement bolchévik. Il croît chez eux, aussi rapidement et irrésistiblement.

Ce qui rend notre situation particulièrement difficile, ce qui nous oblige à faire appel encore et toujours à tous les travailleurs conscients, ce sont nos difficultés de ravitaillement et de transport. Pendant quatre années, la guerre impérialiste a ravagé les transports : or, dans un pays aussi arriéré que la Russie, les traces de ces ravages ne sont pas encore effacées et on ne saurait les effacer autrement que par de longs mois ou peut-être bien par des années du travail le plus opiniâtre. Et il n'est pas possible de travailler sans combustible. Nous n'avons commencé à recevoir du charbon du Donetz que très récemment. Vous savez que les Anglais nous ont enlevé le pétrole de Bakou. Ils se sont emparés d'une partie de notre flotte de la Caspienne et, avec la prise de Grozny, ils nous privent de notre pétrole. Or sans combustible, ni l'industrie ni les chemins

de fer ne peuvent fonctionner. Force nous est de tendre toutes nos énergies.

Nous disons une fois de plus à tous nos camarades: il faut envoyer davantage de forces, travailler dans les secteurs du ravitaillement et des transports. Le travail des transports est tel que nous avons à l'Est de la Russie, au-delà de la Volga, plusieurs millions de pouds de blé, de 10 à 20 millions de pouds de grains en stock que nous ne pouvons transporter. Nous en avons perdu une partie du fait de l'avance des troupes de Koltchak qui ont pris Oufa et obligé notre armée à battre en retraite. Cette perte est extrêmement sensible et grave. Le travail des transports exige la plus grande tension des énergies. Il faut qu'à chaque réunion, les ouvriers se demandent comment venir en aide aux transports, s'il n'est pas possible de remplacer la main-d'œuvre masculine par la main-d'œuvre féminine pour les travaux à exécuter sur place afin d'envoyer les hommes soit dans les ateliers de réparations, soit aider les cheminots. Comment s'y prendre ? Les ouvriers qui savent à quel poste affecter chacun, le voient mieux que nous. Les travailleurs de la pratique qui ont à rechercher des moyens sans cesse nouveaux de secours le voient mieux que nous. Nous espérons, nous sommes persuadés que notre Commissariat des Voies de communications avec celui du Ravitaillement a déjà obtenu ces derniers temps certains succès. Le « mois des marchandises » pendant lequel le trafic des voyageurs a été suspendu nous a procuré,en dépit des calomnies ennemies, une certaine amélioration, mais il faut décupler nos efforts pour obtenir des résultats plus substantiels. Des chiffres ont été publiés hier dans les *Izvestia*. Je citerai les principaux. Début mars, il arrivait en moyenne à Moscou 118 wagons de vivres par jour, dont 25 chargés de blé. Fin mars, il commençait à en arriver 209, dont 47 de blé. Soit presque le double. Cela signifie qu'une mesure aussi rigoureuse que l'interdiction du trafic voyageurs était juste. Cela signifie que nous sommes venus en aide à la population affamée de Moscou, de Pétrograd et de toute la région industrielle. Mais c'est loin d'être tout ce qui peut être fait. Plus tard, quand les routes seront totalement impraticables, la situation sera beaucoup plus difficile et la famine encore plus grave. C'est pourquoi nous disons qu'il faut travailler

sans relâche et avec le maximum d'énergie. Nous devons surtout compter sur les masses ouvrières plutôt que sur les travailleurs intellectuels qui, il est vrai, se sont mis à notre service, mais parmi lesquels il y a de nombreux éléments sur qui on ne peut guère compter.

Nous devons aussi tenir compte de la situation de l'Ukraine. Pendant un an, elle était occupée tout entière par les Allemands et la région du Don se trouvait elle aussi dans une situation pénible ; nous avons subi trop de privations. Maintenant notre situation s'améliore. Nous avons en Ukraine 258 millions de pouds de blé dont 100 millions sont déjà en voie de répartition ; mais toute la difficulté vient de ce que les paysans ukrainiens ont été terrorisés par les Allemands, par le brigandage allemand. J'ai entendu dire que les paysans d'Ukraine ont été tellement terrorisés par les Allemands que jusqu'à présent ils n'osent pas, malgré ce qu'ils savent du pouvoir des Soviets, s'emparer des domaines des grands propriétaires fonciers. Or, la période des labours printaniers arrive. Les paysans ukrainiens ont été si cruellement éprouvés par les horreurs des pillages allemands qu'ils sont encore dans une indécision extrême. Il faut dire que la guerre de partisans n'y a jamais cessé. Elle se poursuit toujours au sud. Il n'y a point là de troupes régulières. Leur absence fait que nous n'y avons pas encore remporté une victoire complète. Nous y avons envoyé notre armée régulière, mais c'est peu. Il faut intensifier vigoureusement le travail, et c'est pourquoi je dois dire que la question du ravitaillement et des transports doit être nettement formulée dans toute réunion ouvrière. Il faut que nous résolvions en peu de jours ces deux points: comment améliorer la situation et comment tirer parti de ce que nous pouvons déjà utiliser.

Nous devons nous pénétrer de l'idée que seul l'appui de la classe ouvrière nous remettra d'aplomb, nous permettra de remporter de brillantes victoires et que nous devons, par conséquent, envoyer au front les meilleures forces de notre prolétariat. Nous devons y envoyer nos militants responsables. Si quelque administration en souffre, ici nous subirons, bien sûr, un certain préjudice, mais nous n'en mourrons pas ; tandis que si l'armée venait à manquer d'ouvriers nous péririons à coup sûr. Jusqu'à présent notre

armée a souffert du manque de cohésion, d'organisation et toute l'aide doit, en la matière, lui venir des ouvriers, tout l'espoir doit être fondé sur eux. Seuls les ouvriers qui ont vécu toute la lutte, capables de faire part de toute leur expérience, de toutes leurs souffrances, peuvent avoir une influence sur l'armée, faire des paysans des combattants conscients, utiles à notre cause.

Aussi sommes-nous venus ici, une fois de plus, vous réunir tous et vous exposer la situation critique des transports dans le cadre d'une situation générale grave. Nous soulignons que nous devons encore tenir trois ou quatre mois, et à ce moment seulement la victoire complète nous sera acquise. Et pour tenir il faut des forces. Où les prendre ? Ne voyons-nous pas que seuls les ouvriers qui ont supporté tout le fardeau de la désorganisation du pays quand la lutte a fait place aux invasions des gardes blancs, qui ont subi toutes les épreuves et acquis par là même une grande expérience, que seuls ces ouvriers, seuls nos détachements avancés peuvent nous venir en aide ? Nous savons parfaitement qu'ils sont incroyablement exténués, qu'ils sont surmenés par la tâche surhumaine qu'ils ont reçue en partage. Nous le savons tous, mais nous vous disons pourtant qu'il faut tendre toutes les énergies, qu'il faut songer à réunir toutes les forces pour la révolution, pour sa victoire éclatante. La période la plus difficile, la plus pénible s'ouvre maintenant, et nous devons agir en révolutionnaires. Nous devons puiser nos forces au sein des masses laborieuses.

Hier, les militants les plus responsables du mouvement syndical de Moscou et de la Russie entière étaient réunis ici. Ils sont tombés d'accord pour faire participer au travail, en ce moment, le paysan moyen que nous ne considérions pas jusqu'à présent capable de s'en acquitter. Il est devenu parfaitement évident à présent que nous devons, pour remplacer nos travailleurs surmenés, mettre les paysans moyens à l'œuvre ; mais avant, nous devons toutefois les faire instruire par des militants expérimentés. Nous devons conserver nos forces et remplacer temporairement nos responsables par des militants issus de la paysannerie moyenne. Nous devons promouvoir des dizaines de milliers de ces militants. Nous ne devons pas craindre qu'ils fassent

leur travail moins bien que d'autres, plus expérimentés. Si nous leur donnons des postes de confiance, les erreurs qu'ils pourront commettre dans les premiers temps ne seront pas terribles. L'essentiel pour nous, c'est de les promouvoir à des postes importants, d'avant-garde. Ils sauront y déployer leurs capacités et leur travail, parce qu'ils agiront avec assurance, sachant qu'il y a derrière eux des travailleurs plus expérimentés, riches d'une année d'expérience acquise en Russie. Ils savent qu'au moment critique les camarades plus expérimentés leur faciliteront la tâche. Cette nouvelle couche d'ouvriers pourra mener à bien son travail si les ouvriers avancés lui confient des postes importants. Nous pouvons le faire sans préjudice parce que cette immense couche sociale a l'instinct prolétarien, la conscience et l'intelligence du devoir prolétarien. On peut compter sur elle et l'on peut dire qu'au moment difficile, elle nous aidera. La Russie s'est distinguée par le fait qu'aux moments les plus difficiles, elle a toujours trouvé des masses que l'on a pu promouvoir, comme réserve, où elle a puisé des forces neuves, lorsque les anciennes commençaient à se tarir. Oui, l'ouvrier d'avant-garde est surmené, et la couche suivante travaillera moins bien ; ce n'est pas un malheur, il n'en résultera pas de grand préjudice et notre cause ne sera pas perdue si nous réussissons à promouvoir ces forces nouvelles ; nous les dirigerons et nous ne laisserons pas périr notre œuvre.

Dans ces conditions, on ne peut manquer de parler des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Ces derniers temps, le pouvoir des Soviets a commencé à les arrêter, à interdire leurs journaux. Ce que voyant, certains camarades ouvriers disent : « Les bolchéviks — dont je suis moi-même — qui nous ont amenés à faire certaines concessions à la démocratie petite-bourgeoise avaient donc tort. Pourquoi avons-nous fait des concessions si nous devons maintenant les arrêter et interdire leurs journaux ? Où est la logique là-dedans ? »

Voici ce que je répondrai. Dans un pays comme la Russie, où les éléments petits-bourgeois dirigent toute l'économie agricole, nous ne pouvons pas tenir longtemps sans le soutien de la couche petite-bourgeoise. En ce moment, cette couche ne va pas droit au but ; elle emprunte un chemin en zigzag. Si je poursuis un ennemi qui ne suit pas

une ligne droite, mais va en zigzag, je dois savoir, moi aussi, pour le rejoindre, aller en zigzag... Politiquement parlant, les masses petites-bourgeoises se situent entre le travail et le capital, et il faut les battre cent fois pour qu'elles comprennent la nécessité de s'assimiler cette vérité : est possible soit la dictature de la bourgeoisie, soit celle de la classe ouvrière. Quiconque tient compte de ce fait connaît la situation actuelle. Les ouvriers la connaissent. Grâce à leur expérience et à de nombreuses observations, ils ont pris conscience du fait que seules deux formes de pouvoir sont possibles : ou pouvoir total de la classe ouvrière ou pouvoir total de la bourgeoisie, il n'y a pas de milieu, pas de troisième voie. La classe ouvrière l'a compris depuis longtemps dans le mouvement gréviste, dans la lutte révolutionnaire. La petite bourgeoisie ne peut pas le comprendre d'un seul coup ; les centaines d'enseignements que donne la vie ne peuvent ni initier ni accoutumer la petite bourgeoisie à cette idée ; elle ne cesse de penser à s'unir à la grande bourgeoisie, car elle ne peut réaliser qu'il est impossible de se passer de la dictature du prolétariat ou de celle de la bourgeoisie.

Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ont déduit de l'expérience de Koltchak, ils ont compris que ce n'est pas sans raison que dans la lutte la plus acharnée, la plus désespérée, avec l'aide étrangère, la démocratie n'ait rien donné. Deux forces agissent sur eux ; et en dehors de ces deux forces il n'y a rien ; soit la dictature de la bourgeoisie, soit le pouvoir et la dictature totale de la classe ouvrière ; il n'y a pas de troisième voie ; elle n'a jamais abouti à quoi que ce soit. Rien n'est sorti non plus de la Constituante. Les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks et la petite bourgeoisie en ont fait eux-mêmes l'expérience.

Quand les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks disaient : « Nous quitterons Koltchak et tous ceux qui sont pour lui et pour l'intervention de l'Entente », ils ne se montraient pas seulement hypocrites. Ce n'était pas uniquement de leur part une ruse politique, bien qu'une partie d'entre eux ait espéré pouvoir « rouler les bolchéviks si seulement ils nous offraient la possibilité de reprendre les choses d'antan ». Nous avons tenu compte de cette ruse et nous avons, naturellement, pris les mesures nécessaires ;

mais quand les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires tenaient ce langage, ce n'était pas seulement par ruse et hypocrisie, ils traduisaient aussi la *conviction* de beaucoup d'entre eux. Nous avons parmi eux, non seulement le groupe littéraire, mais aussi des couches petites-bourgeoises de techniciens, d'ingénieurs, etc. Quand les menchéviks se sont déclarés contre l'intervention des alliés, nous leur avons proposé de travailler chez nous ; ils ont volontiers accepté notre proposition. Mais nous avons maintenant parfaitement raison de les persécuter, de persécuter la couche petite-bourgeoise, puisqu'elle est étroitement fermée à toute compréhension. Elle l'a révélé sous Kérenski aussi bien que dans sa manière d'agir actuelle. Après avoir pris du service chez nous, ils nous disent : « Nous avons renoncé à la politique, nous travaillerons volontiers. » Nous répondons à ces gens: « Nous avons besoin de fonctionnaires menchéviks, car ce ne sont pas des déprédateurs de fonds publics, ni des Cent-Noirs qui se faufilent parmi nous, s'inscrivent au parti pour nous nuire. » Si certains croient en la Constituante, nous leur disons : « Croyez, Messieurs, non seulement en la Constituante mais en Dieu, pourvu que vous fassiez votre travail et que vous ne vous occupiez pas de politique. » Le nombre de ceux qui savent qu'ils sont politiquement compromis s'est accru ; ils proclamaient que le pouvoir des Soviets est une monstrueuse invention possible uniquement dans un pays sauvage comme la Russie. Ils disaient que la dissolution de la Constituante avait été un acte des barbares formés par le tsarisme. Ceci s'est répété en Europe. Des nouvelles parviennent maintenant d'Europe, annonçant que le pouvoir des Soviets succède dans le monde entier à la Constituante bourgeoise. Ces leçons sont données à tous les intellectuels qui viennent travailler chez nous. Le nombre des fonctionnaires à notre service est aujourd'hui le double de ce qu'il était il y a six mois. Nous avons gagné à avoir des fonctionnaires qui travaillent mieux que les Cent-Noirs. Quand nous les avons invités à entrer à notre service, ils nous ont dit : « J'ai peur de Koltchak, je suis avec toi, mais je ne veux pas t'aider. Je vais raisonner comme un pur parlementaire, comme si je siégeais à la Constituante ; toi, ne t'avise pas de me toucher, car je suis un démocrate. » Nous disons à ceux qui décrivent les beautés de la Consti-

tuante : « S'il vous plaît de les décrire encore longuement, nous vous enverrons chez Koltchak ou en Géorgie ! » (Applaudissements.) Des polémiques naissent, ainsi qu'une opposition du groupe légal. L'opposition, nous ne la tolérerons pas. Les impérialistes du monde entier nous prennent à la gorge, employant toute leur force armée à tenter de nous battre ; nous devons leur résister, nous soutenons une lutte à mort. Si tu viens nous aider, sois le bienvenu, mais si tu veux sortir des journaux et inciter les ouvriers à la grève (les grèves font tomber nos soldats rouges au front, chaque jour de grève vaut à des dizaines de millions d'hommes, dans nos fabriques, des privations et les tortures de la faim, ces tortures qui nous inquiètent), tu as peut-être raison du point de vue de la Constituante, mais du point de vue de notre lutte et de la responsabilité que nous portons tu as tort, tu ne peux nous aider, va-t'en en Géorgie, va-t'en chez Koltchak ou nous te jetterons en prison ! Et c'est ce que nous ferons.

Camarades, j'espère que nous allons tous approuver à l'unanimité la résolution qui sera proposée à la fin de cette assemblée et dans laquelle nous nous efforçons de donner les directions indispensables que j'ai tenté de justifier dans mon rapport. Je voudrais maintenant aborder deux questions : la situation du paysan moyen et la conjoncture internationale, dernier point d'une importance majeure.

Nous avons parlé du paysan moyen au congrès du parti et nous avons défini la ligne que doit suivre notre parti à son égard. Nous avons porté au poste le plus élevé, au poste de président du Comité exécutif central de Russie, poste d'autant plus important qu'il était jusqu'à présent occupé par un organisateur exceptionnellement doué, par le camarade Sverdlov, nous avons porté à ce poste le camarade Kalinine, un ouvrier de Pétersbourg, qui entretient encore des relations avec la campagne. On écrit aujourd'hui dans les journaux qu'un camarade Kalinine a été tué par les socialistes-révolutionnaires ; ce n'est pas le même. Cela montre à quels moyens les socialistes-révolutionnaires ont recours. Le camarade M. Kalinine est un paysan moyen de la province de Tver où il se rend chaque année. Les paysans moyens forment la couche sociale la plus importante, qui s'est accrue après notre révolution grâce à l'abolition

de la grande propriété foncière privée. La situation des paysans s'est améliorée du fait de notre révolution puisqu'ils ont pris toutes les terres des propriétaires fonciers, ce qui a considérablement augmenté le nombre des paysans moyens. Si l'on observe pourtant du mécontentement parmi eux, nous disons que ce mécontentement est occasionné d'en haut, et il faut savoir dans quelle mesure il est légitime, étant donné l'insuffisance de nos forces. Vous qui êtes ici dans la capitale, vous savez combien la lutte avec la bureaucratie et la paperasserie est difficile. Nous devons employer d'anciens fonctionnaires, puisqu'il n'y en a pas d'autres. Il faut les rééduquer, les instruire, ce qui nécessite beaucoup de temps. Nous pouvons confier des fonctions importantes dans les services du ravitaillement à de nouveaux ouvriers ; mais il subsiste, dans le service de contrôle de l'Etat, un nombre pléthorique d'anciens fonctionnaires, nous souffrons de la paperasserie et de la bureaucratie. Nous voulons donner de nouveaux collaborateurs ouvriers au Contrôle et au Commissariat des Voies de communications pour qu'ils travaillent avec les spécialistes. Nous luttons de la sorte contre la paperasserie et la bureaucratie. C'est déjà bien difficile à Moscou ! Mais que se passe-t-il dans les campagnes ? Des individus qui se prétendent membres du parti sont souvent des filous qui s'y livrent aux exactions les plus scandaleuses. Et nous avons fréquemment à combattre les éléments inexpérimentés qui confondent le koulak avec le paysan moyen ! Le koulak est celui qui vit du travail d'autrui, qui vole le travail d'autrui et tire profit de la misère ; le paysan moyen est celui qui n'exploite pas, mais n'est pas lui-même exploité, qui vit de sa petite exploitation familiale, de son travail. Aucun socialiste au monde n'a jamais songé à prendre son bien au petit exploitant. Le petit exploitant existera de longues années encore. Aucun décret n'y fera rien. Il faut attendre que le paysan s'habitue à compter avec l'expérience. Quand il se sera rendu compte de la supériorité de l'économie collective, il sera avec nous. Nous devons gagner sa confiance. Il nous faut lutter ici contre les abus. Nous ne pouvons le faire que grâce aux ouvriers des villes, car ils sont étroitement liés avec les paysans, ils peuvent donner des centaines de milliers de travailleurs. Nous savons parfaitement que ni les nominations de camara-

des à de hautes fonctions, ni les circulaires, ni les décrets ne feront rien et que les ouvriers de chaque groupe, de chaque cercle doivent se mettre à l'ouvrage, car ils ont des attaches particulières avec la campagne.

J'ai dit que les ouvriers doivent avoir pour objectif principal d'aider de toutes leurs forces les fronts de guerre ; leur second objectif est de venir en aide au paysan moyen en maintenant le contact, afin de ne pas laisser impuni le moindre assaut sérieux de l'ennemi à la campagne. Il faut demander que l'ouvrier des villes apporte une aide au paysan moyen comme à un camarade, parce que le paysan moyen est aussi un travailleur, mais qui a grandi dans d'autres conditions ; il vit isolé, dans l'obscurantisme des campagnes, il lui est beaucoup plus difficile de s'émanciper. Nous devons savoir que nous parviendrons à force de ténacité à établir une liaison avec les paysans moyens. Une partie infime des paysans iront se joindre aux koulaks, se soulèveront contre nous, nous le savons. Et s'il en est ainsi, comment susciter, comment gagner la confiance du paysan moyen, comment le défendre contre tous les abus ? Si nous avons trop peu fait, ce n'est point notre faute ; c'est que la lutte contre la bourgeoisie nous en a empêchés. Nous devons le reconnaître : il faut que chaque ouvrier se pose la question et se dise : nous, les ouvriers, nous avons, somme toute, une liaison avec la paysannerie moyenne ; cette liaison, il faut l'exploiter, il faut obtenir que chaque paysan moyen connaisse l'aide que nous lui apportons; non seulement par la nomination du camarade Kalinine, mais pour qu'il reçoive une aide pratique, même minime, un conseil fraternel. Et actuellement le paysan appréciera cette aide mieux que tout. Il doit comprendre pourquoi les difficultés de notre situation nous empêchent de lui prêter le secours dont il a besoin, le secours de la civilisation urbaine. Le paysan a besoin de la production de la ville et de la culture urbaine, nous devons les lui donner. Lorsque le prolétariat lui accordera cette aide, le paysan verra que la classe ouvrière l'assiste autrement que ne le faisaient les exploiteurs. Aider le paysan à s'élever jusqu'au niveau de la ville, voilà la tâche que doit s'assigner tout ouvrier ayant des attaches avec la campagne. Cet ouvrier doit se dire que maintenant, au printemps, au moment où l'état du ravitaillement

est devenu particulièrement critique, il est de son devoir de venir en aide au paysan et que si chacun fait au moins une petite partie de cette tâche, nous verrons que notre édifice n'a pas seulement une façade, que notre effort pour garantir le pouvoir des Soviets sera accompli, car le paysan dit : « Vive le pouvoir des Soviets, vivent les bolchéviks, à bas la commune ! » Il s'en prend à la commune qu'on organise bêtement, qu'on lui impose. Il considère avec méfiance, avec une méfiance légitime, tout ce qui lui est imposé. Nous devons aller au paysan moyen, l'aider, l'instruire, mais uniquement pour ce qui est de la science et du socialisme ; pour ce qui est de l'agriculture, c'est à nous de nous instruire auprès de lui. Telle est la tâche qui se pose à nous avec force.

Nous en venons maintenant à la situation internationale. Je dis que les impérialistes anglais, français et américains tentent une dernière fois de nous prendre à la gorge et qu'ils n'y réussiront pas. Si pénible que soit la situation, nous pouvons affirmer avec assurance que nous vaincrons l'impérialisme international. Nous vaincrons les milliardaires du monde entier. Nous pouvons les vaincre pour deux raisons. D'abord, parce que ce sont des fauves qui en sont à s'entre-déchirer à pleines dents sans voir qu'ils sont au bord de l'abîme. Ensuite, parce que le pouvoir soviétique grandit sans cesse dans le monde entier. Il ne se passe pas un seul jour sans que la presse en fasse écho. Nous lisons aujourd'hui : Le bureau radio américain de la presse annonce de Lyon que les membres de la commission des Dix ont réduit leur nombre et que quatre hommes négocient maintenant : Wilson, Lloyd George, Clemenceau et Orlando. Les chefs de quatre nations ne parviennent pas à s'entendre entre eux. L'Angleterre et l'Amérique n'acceptent pas d'abandonner à la France les bénéfices des houillères. Ces fauves qui ont mis le monde entier au pillage n'arrivent pas encore à se réconcilier. Ces quatre hommes se sont enfermés en un groupe de quatre afin d'éviter les commérages (que Dieu les en garde ! Car ce sont tous de grands démocrates), mais eux-mêmes en font et annoncent par radio qu'ils n'acceptent pas d'abandonner les bénéfices des houillères. Un camarade français qui a vu des prisonniers de guerre français me disait les avoir entendu tenir ce langage : « On nous a dit

qu'il faut aller en Russie pour y combattre les Allemands, car les Allemands ont étranglé notre pays. Mais l'armistice est maintenant conclu avec eux, contre qui allons-nous donc nous battre ? » On n'en a pas soufflé mot. Et le nombre de ceux qui se posent cette question augmente chaque jour, ils sont des millions et des millions. Ils ont connu les horreurs de la guerre impérialiste et se demandent : « Pourquoi allons-nous nous battre ? » Si autrefois les tracts clandestins bolchéviks le leur apprenaient, les impérialistes déclarent maintenant eux-mêmes par radiotélégrammes, que « l'Angleterre n'accepte pas d'abandonner à la France les bénéfices des houillères ». On bondit ainsi, pour employer l'expression d'un journaliste français, d'une chambre à l'autre, cherchant vainement une solution. Ils décident à qui en donner davantage ; et les voilà aux prises depuis cinq mois ; ils en sont venus à perdre le contrôle sur eux-mêmes et finiront par se battre tant et si bien qu'il ne leur restera plus que la queue. Aussi disons-nous que notre situation internationale, qui était dans les premiers temps si fâcheuse que l'on aurait pu nous écraser en quelques semaines, est meilleure maintenant que nos ennemis ne parviennent pas à s'entendre sur le partage du butin et commencent à s'entredévorer. Ils promettent aux soldats : Si vous battez l'Allemagne, vous obtiendrez des avantages inouïs. Ils discutent s'il faut prendre à l'Allemagne 60 ou 80 milliards. Question de principe, éminemment intéressante, surtout si l'on en parle au paysan ou à l'ouvrier. Mais s'ils se disputent longtemps, ils n'en prendront pas un seul. Voilà ce qui est bien plus intéressant !

C'est pourquoi nous nous disons sans aucune exagération, non pas même en tant que socialistes, mais par une juste appréciation du rapport des forces, que la situation de la république soviétique s'améliore non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Nos ennemis ne parviennent pas à se réconcilier. Cinq mois se sont écoulés depuis la victoire. Et ils ne font pas la paix. Le parlement français a récemment voté des centaines de millions de nouveaux crédits pour les préparatifs de guerre. Nos ennemis creusent eux-mêmes leur tombe ; il y a déjà là-bas des hommes qui les mettront en terre et les enseveliront avec beaucoup de soin. (Applaudissements.) Cela, parce que le

mouvement soviétique grandit dans tous les pays ; la révolution hongroise a montré que lorsque nous disons que nous ne nous battons pas seulement pour nous, mais pour le pouvoir des Soviets dans le monde entier, que les soldats de l'Armée Rouge ne versent pas seulement le sang pour leurs camarades affamés, mais pour la victoire du pouvoir des Soviets dans le monde entier, l'exemple de la Hongrie a démontré, dis-je, que nous ne faisons pas que prévoir et promettre, nous exprimons la réalité immédiate la plus vivante.

La révolution hongroise s'est produite d'une façon extrêmement originale. Le Kérenski hongrois qui s'appelle Karolyi a lui-même démissionné et les conciliateurs hongrois, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, ont compris qu'ils devaient se rendre à la prison où était enfermé le camarade Bela Kun, un des meilleurs communistes hongrois. Ils y sont allés lui dire : « Il vous faut prendre le pouvoir ! ». (Applaudissements.) Le gouvernement bourgeois a démissionné. Les socialistes bourgeois, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de Hongrie sont entrés dans le parti bolchévik formant avec lui un parti unique, un gouvernement unique. Bela Kun, notre camarade communiste qui a parcouru en Russie tout le chemin pratique du bolchévisme, me disait au cours de notre entretien par radio : « Je n'ai pas de majorité dans le gouvernement, mais je vaincrai parce que les masses sont avec moi, et que le Congrès des Soviets est convoqué. » C'est une révolution de portée historique.

On a jusqu'ici menti à tous les ouvriers d'Europe en leur disant de la Russie soviétique : « Il n'y a aucun pouvoir là-bas, c'est tout simplement l'anarchie, ce ne sont que des batailleurs. » Le ministre français Pichon disait récemment de la Russie des Soviets : « C'est l'anarchie, ils usent de la violence, ce sont des usurpateurs. » « Voyez la Russie, disent les menchéviks allemands aux ouvriers de leur pays : guerre, famine, dévastation ! C'est cela que vous voulez pour socialisme? » Et ils intimident de la sorte les ouvriers. Mais la Hongrie donne l'exemple d'une révolution qui naît tout autrement. La Hongrie aura sans nul doute à soutenir une lutte à outrance contre la bourgeoisie, c'est inévitable. Mais c'est un fait que quand les

fauves, les impérialistes anglais et français ont pressenti la révolution hongroise, ils ont voulu la détruire, l'empêcher de naître. Chez nous, la difficulté provenait de ce que le pouvoir des Soviets devait naître contre le patriotisme. Nous avons dû rompre avec le patriotisme, conclure la paix de Brest. Ce fut la rupture la plus désespérée, violente et sanglante. Dans les pays voisins, la bourgeoisie a vu qui doit gouverner. Qui, sinon les Soviets ? De même autrefois, quand les rois, les petits souverains et les princes voyaient faiblir leur pouvoir, ils disaient : « Il faut une Constitution, que la bourgeoisie vienne gouverner ! » Et quand le roi fléchissait, il recevait une pension ou une sinécure. Ce qui est arrivé aux rois et aux petits souverains d'il y a cinquante ou soixante ans, arrive maintenant à la bourgeoisie mondiale. Quand les impérialistes anglais et français ont présenté des conditions invraisemblables aux capitalistes hongrois, ces derniers se sont dit : « Nous ne pouvons pas faire la guerre. Le peuple ne nous suivra pas. Mais nous, patriotes hongrois, nous voulons riposter. Quel pouvoir doit donc gouverner ? Celui des Soviets. » La bourgeoisie hongroise a reconnu à la face du monde qu'elle démissionnait de son plein gré, qu'il n'y avait qu'un seul pouvoir au monde capable de diriger les peuples aux heures difficiles, c'est le pouvoir des Soviets. (Applaudissements.) C'est pourquoi la révolution hongroise, du fait qu'elle est née tout autrement que la nôtre, montrera à l'univers ce qui a été caché dans le cas de la Russie : que le bolchévisme est lié à la nouvelle démocratie ouvrière prolétarienne qui succède à l'ancien parlement. Ce fut un temps où l'on trompait les ouvriers, où on les asservissait par le régime capitaliste. L'ancien parlement bourgeois est remplacé par le pouvoir universel des Soviets qui s'est acquis la sympathie de tous les ouvriers parce qu'il est celui des travailleurs, celui de millions d'hommes qui exercent eux-mêmes le pouvoir, qui gouvernent eux-mêmes. Peut-être gouvernent-ils mal, comme c'est le cas chez nous, en Russie, mais nous nous trouvons dans des conditions incroyablement difficiles. Dans un Etat où la bourgeoisie n'opposera pas une résistance aussi forcenée, la tâche du pouvoir soviétique sera plus aisée, il pourra agir sans la violence, sans emprunter la voie sanglante que nous ont imposée les

Kérenski et les impérialistes. Nous passerons par une route plus dure encore. Les sacrifices que consent la Russie peuvent être plus grands que ceux des autres pays. Soit, ce n'est pas étonnant, puisque nous avons reçu en héritage les ruines accumulées par nos prédécesseurs. D'autres pays arrivent par d'autres voies, par des voies plus humaines, au même but, au pouvoir des Soviets. Voilà pourquoi l'exemple de la Hongrie aura une portée décisive.

Les hommes s'instruisent par leur expérience. On ne saurait démontrer en paroles que le pouvoir des Soviets a raison. Le seul exemple de la Russie n'était pas intelligible aux ouvriers du monde entier. Ils connaissaient l'existence des Soviets en Russie ; ils étaient tous pour les Soviets, mais les horreurs d'une lutte sanglante les effrayaient. L'exemple de la Hongrie sera décisif pour les masses prolétariennes, pour le prolétariat européen et les paysans travailleurs ; car au moment critique, il n'y a plus personne d'autre que le pouvoir soviétique pour diriger le pays.

Il nous revient en mémoire l'exemple des vieilles gens qui disent : « Les enfants ont grandi, les voilà des hommes faits, nous pouvons mourir. » Nous ne nous apprêtons pas à mourir, nous marchons vers la victoire ; mais quand nous voyons grandir des enfants tels que la Hongrie où existe déjà le pouvoir des Soviets, nous constatons que notre œuvre est accomplie, non seulement à l'échelle russe, mais aussi à l'échelle internationale, et que nous supporterons toutes les terribles difficultés, pour remporter la victoire totale, pour que se joigne bientôt, — et nous en serons témoins, — aux républiques soviétiques russe et hongroise, la République soviétique internationale. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

« Pravda, » nos 76 et 77, des 9 et 10 avril 1919

Conforme au texte du sténogramme

2

RESOLUTION SUR LE RAPPORT CONCERNANT LA SITUATION EXTERIEURE ET INTERIEURE DE LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE

La République soviétique entre dans la période la plus dure de la lutte difficile et glorieuse qu'elle mène à l'avant-garde de tous les peuples. Les prochains mois seront des mois de crise. L'Entente fait ses derniers efforts désespérés pour nous écraser par les armes. La situation alimentaire s'aggrave au plus haut point. Les transports sont lourdement endommagés.

Seule une extrême tension des forces peut nous sauver. Mais la victoire est parfaitement possible. La révolution de Hongrie fournit la preuve définitive des progrès rapides du mouvement soviétique en Europe et de sa victoire imminente. Nous avons davantage d'alliés dans tous les pays du monde que nous ne le supposons nous-mêmes. Jusqu'à notre victoire complète, il faut seulement tenir 4 ou 5 mois encore, et ce seront peut-être les mois les plus dangereux et les plus amers. Et c'est en ce moment que les insensés et des aventuriers qui se disent menchéviks, socialistes-révolutionnaires de gauche et de droite, qui adhèrent en paroles au pouvoir soviétique et protestent contre l'intervention armée de l'Entente, se livrent à l'agitation en faveur de la grève ou de concessions à faire au commerce libre, ou encore de l'arrêt de la guerre civile ; ils oublient que nous avons proposé la paix à tous et que notre guerre est une défense juste, légitime et inévitable.

Il est clair que cette agitation apporte l'aide la plus active et la plus efficace aux gardes blancs qui, toutes forces tendues, nous préparent un malheur. L'assemblée flétrit implacablement ces ennemis cachés du peuple.

Elle déclare à tous les menchéviks et socialistes-révolutionnaires réellement disposés à nous aider dans notre lutte difficile, que le pouvoir ouvrier et paysan leur accordera une entière liberté et leur assurera le plein exercice des droits de citoyens de la République soviétique.

L'assemblée déclare que la tâche du pouvoir soviétique est maintenant de livrer une guerre sans merci aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires qui, tels les groupes littéraires et politiques *Vségda Vpériod* et *Diélo Naroda*[45], entravent en réalité notre lutte et sont les alliés de nos ennemis jurés. L'assemblée appelle toutes les organisations ouvrières, tous les prolétaires et paysans travailleurs à tendre toutes leurs forces pour riposter aux ennemis du pouvoir soviétique, pour défendre celui-ci et remettre en ordre le ravitaillement et les transports.

A cet effet, l'assemblée estime nécessaire de :

1) Procéder au remplacement des travailleurs d'avant-garde épuisés, par les travailleurs « moyens », c'est-à-dire par les représentants des classes ouvrière et paysanne moins expérimentés que les ouvriers et les paysans d'avant-garde.

2) Intensifier encore et toujours l'envoi d'ouvriers, pris aussi bien dans la masse que dans l'avant-garde, pour travailler au ravitaillement, dans les transports et parmi les troupes.

3) Amener le plus grand nombre possible d'ouvriers et de paysans conscients à travailler au Commissariat du Peuple des Voies de communication, ainsi qu'au contrôle d'Etat, en vue d'améliorer le travail et d'éliminer la bureaucratie, les lenteurs administratives et la paperasserie.

4) Transférer le plus possible d'éléments des villes affamées vers les campagnes pour travailler dans les champs, les potagers, en Ukraine, dans la région du Don, etc., en vue d'accroître la production du blé et des autres denrées agricoles.

5) Tendre toutes ses forces pour aider le paysan moyen et couper court aux abus qui le frappent si souvent, pour lui apporter un soutien fraternel. Les travailleurs des So-

viets qui ne comprennent pas cette politique, la seule juste, ou qui ne savent pas la mettre en application, doivent être immédiatement destitués.

6) A l'ordre du jour figure pour chacun la lutte contre toute manifestation de fatigue, de pusillanimité et d'hésitation. Il faut raffermir les courages, donner l'exemple de la fermeté, aider à la prise de conscience et renforcer la discipline fraternelle.

La classe ouvrière et la paysannerie de Russie ont supporté d'incroyables fardeaux. Leurs souffrances se sont encore accrues ces derniers mois. Mais l'assemblée déclare que la volonté des ouvriers n'a pas décliné, que la classe ouvrière se tient toujours à son poste, qu'elle est absolument certaine de pouvoir surmonter toutes les difficultés et sauvegarder, coûte que coûte, la victoire de la République socialiste soviétique en Russie et dans le monde entier.

« Pravda » n° 73, 4 avril 1919

Conforme au texte du journal collationné sur le manuscrit

LETTRE AUX OUVRIERS DE PETROGRAD SUR L'AIDE A PRETER AU FRONT EST

Aux camarades ouvriers de Pétrograd!

Camarades, la situation sur le front Est s'est aggravée à l'extrême. Aujourd'hui Koltchak a pris l'usine de Votkinsk, Bougoulma va tomber ; apparemment, Koltchak avancera encore.

Le danger est grand!

Aujourd'hui, au Conseil des Commissaires du Peuple, nous prenons des mesures urgentes pour aider le front Est, nous redoublons notre effort de propagande.

Nous demandons aux ouvriers de Pétrograd de *mettre tout en œuvre*, *de mobiliser toutes les forces* pour aider le front Est.

Là-bas, les soldats-ouvriers se nourriront eux-mêmes et aideront leurs familles en leur envoyant des vivres. Mais le principal, c'est que le sort de la révolution s'y décide.

Une fois la victoire remportée sur ce front, *la guerre sera finie*, car *les blancs ne recevront plus de secours de l'étranger*. Au Sud, notre victoire est proche. Nous ne pouvons retirer des forces du Sud tant que nous n'y serons pas entièrement victorieux.

C'est pourquoi : *venez en aide au front Est !*

Le Soviet des députés ainsi que les syndicats doivent tendre toutes leurs forces, mettre tout en œuvre, aider par tous les moyens le front Est.

Je suis certain, camarades, que les ouvriers de Pétrograd donneront l'exemple à toute la Russie.

Salutations communistes.

Lénine

Moscou le 10 avril 1919
« Pétrogradskaïa Pravda » n° 81, le 12 avril 1919

Conforme au texte de la « Pétrogradskaïa Pravda »

THESES DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVIK) DE RUSSIE RELATIVEMENT A LA SITUATION SUR LE FRONT EST

Les victoires de Koltchak sur le front Est constituent un danger très grave pour la République des Soviets. Il faut tendre nos forces à l'extrême pour battre Koltchak.

En conséquence, le Comité central invite toutes les organisations du Parti, en premier lieu, à employer tous leurs efforts pour réaliser les mesures suivantes, lesquelles doivent être appliquées et par ces organisations et surtout par les syndicats, dans le but de faire participer activement des couches plus larges de la classe ouvrière à la défense du pays.

1. Soutenir sur tous les plans la mobilisation annoncée le 11 avril 1919.

Toutes les forces du Parti et des syndicats doivent être mobilisées immédiatement, afin que dès les prochains jours, et sans le moindre retard, l'aide la plus énergique soit apportée à la mobilisation décrétée le 10 avril 1919 par le Conseil des Commissaires du Peuple.

Il faut immédiatement faire en sorte que les mobilisés constatent la participation active des syndicats et se sentent soutenus par la classe ouvrière.

Il faut, en particulier, faire comprendre à chaque mobilisé sans exception que son envoi immédiat au front lui assurera une meilleure subsistance ; premièrement parce que les soldats sont mieux ravitaillés dans le secteur du front, riche en blé ; deuxièmement, parce que le blé envoyé dans les provinces affamées sera distribué à un nombre réduit de consommateurs ; troisièmement, parce qu'on organisera

largement l'envoi de colis alimentaires à l'arrière, aux familles des soldats de l'Armée Rouge, depuis les localités proches du front.

Le Comité central exige de chaque organisation du Parti et de chaque organisation syndicale, un compte rendu hebdomadaire, même le plus bref, sur ce qu'elle a fait pour venir en aide à la mobilisation et aux mobilisés.

2. Procéder dans les localités voisines du front, et particulièrement dans le bassin de la Volga, à l'armement de tous les syndiqués sans exception et, en cas de manque d'armes, à leur mobilisation totale en vue de prêter tous les concours possibles à l'Armée Rouge, de remplacer les hommes hors de combat, etc.

Les villes comme Pokrovsk, où les syndicats ont décidé eux-mêmes de mobiliser sur l'heure 50% de leurs membres, doivent nous servir de modèle. Les capitales et les plus grands centres usiniers ne doivent pas se laisser distancer par Pokrovsk.

Les syndicats doivent partout, par leurs propres forces et moyens, procéder, à titre de vérification, au recensement de leurs membres, afin d'envoyer lutter pour la Volga et pour le territoire de l'Oural, tous ceux qui ne sont pas absolument indispensables à l'intérieur du pays.

3. Veiller avec le maximum d'attention à intensifier l'effort d'agitation, surtout parmi les hommes en voie de mobilisation, les mobilisés et les soldats de l'Armée Rouge. Il ne faudra pas s'en tenir aux formes habituelles d'agitation (conférences, meetings, etc.), mais les ouvriers doivent en groupe ou individuellement, développer leur propagande parmi les soldats rouges ; répartir entre ces groupes de simples ouvriers et des syndiqués, les casernes, les unités de l'Armée Rouge, les fabriques. Les syndicats doivent s'organiser pour contrôler si tous leurs membres font le porte-à-porte, distribuent des tracts et parlent individuellement avec la population.

4. Remplacer tous les employés hommes par des femmes. A cet effet, on procédera à la réinscription des membres du parti et des syndicats.

Instituer pour tous les syndiqués et tous les employés des cartes spéciales, portant mention de l'aide fournie par chacun d'eux à l'Armée Rouge.

5. Instituer immédiatement, par l'intermédiaire des syndicats, des comités de fabrique et d'usine, des organisations du parti, des coopératives, etc., des *bureaux d'aide* ou des *comités d'assistance*, sur le plan local et central. On aura soin de publier leurs adresses. La population sera le plus largement informée de leur existence. Chaque mobilisé, chaque soldat de l'Armée Rouge, chaque volontaire pour le Sud, la région du Don, l'Ukraine, désirant travailler dans un service de ravitaillement, doit savoir que ce bureau d'aide ou comité d'assistance, si proche et accessible à l'ouvrier et au paysan, lui donnera des conseils, des instructions, lui facilitera les contacts avec les administrations militaires, etc.

Ces bureaux auront pour tâche spéciale de coopérer au *ravitaillement de l'Armée Rouge*. Nous pouvons sensiblement accroître les effectifs de notre armée si nous améliorons son approvisionnement en armes, en vêtements, etc. Or, la population détient encore pas mal d'armes cachées ou non utilisées dont l'armée a besoin. Il y a dans les fabriques d'importants stocks d'articles divers nécessaires à l'armée ; il s'agit de les découvrir rapidement et de les lui envoyer. La population doit apporter une aide immédiate, large et agissante, aux administrations militaires, aux intendants de l'armée. Il faut s'atteler de toutes ses forces à cette tâche.

6. Organiser, par l'intermédiaire des syndicats, un large recrutement des paysans, surtout de la jeunesse paysanne des provinces non agricoles, dans l'Armée Rouge et aussi pour former des détachements et une armée du ravitaillement dans la région du Don et en Ukraine.

On peut et on doit multiplier cette activité ; elle sert à la fois à assister la population affamée des capitales et des provinces non agricoles, et à renforcer l'Armée Rouge.

7. En ce qui concerne les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, la ligne du Parti, dans la situation actuelle, est la suivante : la prison pour ceux qui aident Koltchak, consciemment ou non. Nous ne tolérerons pas qu'il y ait dans notre république de travailleurs, des hommes qui ne nous aident pas de façon efficace à combattre Koltchak. Il existe certains menchéviks et socialistes-révolutionnaires qui veulent nous seconder. Ceux-là, il faut les encourager, leur

confier des tâches pratiques, principalement dans le domaine de l'aide technique à l'Armée Rouge, dans les services de l'arrière, leur travail devant être rigoureusement contrôlé.

Le Comité central fait appel à toutes les organisations du Parti et à tous les syndicats, pour leur demander de se mettre au travail en révolutionnaires, sans se confiner dans la routine.

Nous pouvons vaincre Koltchak. Nous pouvons le vaincre vite et définitivement, car nos victoires au Sud ainsi que la situation internationale, chaque jour meilleure, évoluant à notre avantage, nous garantissent le triomphe définitif.

Il faut tendre toutes nos forces, déployer notre énergie révolutionnaire, et Koltchak sera vite battu. La Volga, l'Oural, la Sibérie peuvent et doivent être défendus et reconquis.

Rédigé le 11 avril 1919.
Publié le 12 avril 1919
dans le n° 79 de la « Pravda »

Le Comité central
du Parti communiste
(bolchévik) de Russie.
Conforme au texte du manuscrit

SESSION PLENIERE DU CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS DE RUSSIE[44]

LE 11 AVRIL 1919

Un bref compte rendu fut publié le 13 avril 1919 dans les «Izvestia du Comité exécutif central de Russie», n° 80
Première publication intégrale en 1932

Conforme au sténogramme

1

RAPPORT SUR LES TACHES DES SYNDICATS DECOULANT DE LA MOBILISATION POUR LE FRONT EST

Camarades, vous connaissez tous naturellement le décret paru aujourd'hui sur la mobilisation dans les provinces non agricoles, et je n'ai pas besoin de m'arrêter longuement devant cette assemblée sur les raisons qui ont motivé ce décret, car il va de soi que les journaux vous ont parfaitement informés sur la brutale aggravation de notre situation du fait des victoires de Koltchak sur le front Est.

Vous savez que devant cette conjoncture militaire, toutes les directives du gouvernement tendaient depuis longtemps déjà à lancer le gros des forces sur le front Sud. En effet, il y avait là une telle concentration des forces de Krasnov, et le foyer des Cosaques incontestablement contre-révolutionnaires, restés aussi monarchiques après 1905 qu'avant, y était si bien installé, que sans une victoire sur ce front, il ne pouvait être question de consolider le pouvoir prolétarien soviétique au centre. Le fait que les alliés impérialistes cherchaient justement à attaquer à partir du Sud, depuis l'Ukraine dont ils voulaient faire un point d'appui contre la république des Soviets, renforçait encore davantage pour nous l'importance du front Sud ; aussi ne devons-nous pas regretter d'avoir dressé tous nos plans militaires en lui accordant l'essentiel de notre attention et l'essentiel de nos forces. A cet égard je pense que nous ne nous sommes pas trompés. Ensuite, les dernières nouvelles relatives à la prise d'Odessa et la nouvelle d'aujourd'hui annonçant la

prise de Simféropol et d'Eupatoria ont montré que la situation y est telle que cette région, qui a joué le rôle principal et décisif pendant toute la guerre, est maintenant nettoyée.

Vous savez parfaitement quels efforts incroyables nous coûte la poursuite d'une guerre civile après quatre années de guerre impérialiste ; vous savez combien les masses sont fatiguées, quels sacrifices immenses consentent les ouvriers en ce moment, eux qui font la guerre civile depuis deux ans. Vous savez que la guerre nous impose une grande tension des forces. C'est pourquoi la concentration de toutes les forces sur le front Sud a affaibli à l'extrême le front Est. Nous n'avons pas pu lui fournir de renforts. L'armée de l'Est a supporté des difficultés et des sacrifices inouïs. Elle s'est battue pendant des mois, et de très nombreux camarades militants nous ont fait savoir dans leurs télégrammes que le fardeau était devenu beaucoup trop lourd pour les combattants rouges. Il en a résulté une tension des forces sur le front Est. Cependant, Koltchak mobilisait, au moyen de la discipline tsariste ou de la discipline du bâton, la population paysanne de Sibérie. Il a exclu de son armée les anciens combattants du front, car il avait la possibilité d'y concentrer les officiers pour assurer le commandement, et toute la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Grâce à ces appuis, il a réalisé dans la dernière période de telles conquêtes sur le front Est qu'elles mettent en danger la Volga et nous obligent à dire qu'il nous faudra repousser Koltchak par une tension énorme de nos forces. Et ces effectifs, il faudra les prendre ici, parce que nous ne pouvons les retirer du Sud : cela équivaudrait à y laisser l'ennemi principal avant de l'avoir achevé.

Notre situation générale, après les victoires du Sud et du Don, et dans le cadre de la situation internationale, s'améliore de jour en jour. Il ne se passe pas un jour sans que les informations nous apprennent une amélioration de notre situation internationale.

Il y a trois mois, les capitalistes anglais, français et américains non seulement paraissaient, mais étaient réellement une force imposante qui aurait pu naturellement nous étouffer s'ils avaient été à même, à ce moment-là, d'utiliser contre nous leurs énormes ressources matérielles.

Cela, ils pouvaient le faire. Aujourd'hui, nous voyons clairement qu'ils ne l'ont pas fait et qu'ils ne le peuvent plus. Leur dernière défaite d'Odessa montre clairement que, si grande que soit la force matérielle des impérialistes, ils ont subi d'un point de vue strictement militaire un échec total dans leur campagne contre la Russie. Si l'on considère qu'il existe au cœur même de l'Europe des républiques soviétiques, et que les progrès de la forme soviétique deviennent irrésistibles, on peut dire sans exagération, en examinant la situation avec une parfaite lucidité, que notre victoire, à l'échelle internationale, est totalement assurée.

S'il n'y avait que cela, nous pourrions parler avec un sang-froid absolu, mais si l'on prend en considération les dernières victoires de Koltchak, il faut dire que nous avons encore devant nous plusieurs mois de forte tension avant d'écraser ses troupes. Il est hors de doute que nous ne pourrons pas nous acquitter de cette tâche en recourant simplement aux vieilles méthodes ; or, depuis un an et demi qu'existe le pouvoir soviétique, nos méthodes de travail sont tellement habituelles, voire même routinières, qu'elles ont épuisé dans une grande mesure l'énergie de la couche avancée de la classe ouvrière. Nous ne nous dissimulons pas l'épuisement extrême qui se fait sentir dans certaines couches de la classe ouvrière, ni les difficultés croissantes de notre lutte, mais maintenant le calcul est beaucoup plus simple et plus clair. Même pour des non-partisans du pouvoir soviétique qui se considèrent comme des astres de première grandeur en politique, même pour ceux-là, il est clair qu'à l'échelle internationale, notre victoire est assurée.

Du fait de Koltchak, il nous faut encore traverser une période d'intensification de la guerre civile. Nous avons donc décidé que le Conseil central des syndicats de Russie, l'organisation la plus influente, groupant les larges masses du prolétariat, doit, pour sa part, proposer une série de mesures des plus énergiques pour nous aider à terminer définitivement la guerre en quelques mois. C'est parfaitement possible, parce que notre situation internationale s'améliore, et que de ce côté nous sommes entièrement couverts. Nos arrières européen et américain sont dans la meilleure situation possible, ce dont nous ne pouvions même pas rêver il y a cinq mois. On peut dire ici que les Wilson et les Clemen-

ceau se sont fixé pour but de nous aider : les télégrammes qui nous apportent chaque jour des échos de leurs discordes, de leur désir réciproque de se claquer mutuellement la porte au nez, montrent que ces messieurs sont brouillés à mort.

Mais, plus il devient clair que nous avons gagné à l'échelle internationale, et plus les grands propriétaires fonciers et les capitalistes russes, ainsi que les koulaks réfugiés au-delà de l'Oural se battent avec un désespoir et une fureur accrus. Toute cette coterie peu respectable se débat désespérément. Votre attention a été certainement attirée, parmi les informations des journaux, par l'étendue de la terreur à laquelle se livrent les gardes blancs à Oufa ; aucun doute, ces éléments, cette bourgeoisie jouent leur dernière carte. Et la bourgeoisie est exaspérée au plus haut point : elle espère nous obliger par l'offensive la plus désespérée à dégarnir d'une partie de nos forces le front décisif du Sud. Nous n'en ferons rien, et nous disons ouvertement aux ouvriers que cela implique la nécessité d'une nouvelle tension de nos forces à l'Est.

Je me permettrai de vous proposer une série de mesures pratiques qui, à mon avis, doivent susciter un nouveau regroupement des forces et de nouvelles tâches bien déterminées pour les syndicats ; je les juge indispensables dans la situation que je viens d'esquisser rapidement. Il n'est pas besoin de s'arrêter plus longtemps sur ce point, c'est une chose connue de tous. Cette situation permet, en raisonnant de la façon la plus lucide, de terminer la guerre en quelques mois à la fois à l'intérieur et à l'échelle internationale. Mais la tension des forces pendant ces quelques mois est indispensable. Voici la première tâche qui devrait être assignée aux syndicats :

1. « Soutenir sur tous les plans la mobilisation annoncée le 11 avril 1919.

Toutes les forces du Parti et des syndicats doivent être mobilisées immédiatement afin que dès les prochains jours, et sans le moindre retard, l'aide la plus énergique soit apportée à la mobilisation décrétée le 10 avril 1919 par le Conseil des Commissaires du Peuple.

Il faut immédiatement faire en sorte que les mobilisés constatent la participation active des syndicats et se sentent soutenus par la classe ouvrière.

Il faut, en particulier, faire comprendre à chaque mobilisé sans exception que son envoi immédiat au front lui assurera une meilleure subsistance ; premièrement, parce que les soldats sont mieux ravitaillés dans le secteur du front, riche en blé ; deuxièmement, parce que le blé envoyé dans les provinces affamées sera distribué à un nombre réduit de consommateurs ; troisièmement, parce qu'on organisera largement l'envoi de colis alimentaires à l'arrière, aux familles des soldats de l'Armée Rouge, depuis les localités proches du front... »

Naturellement, je n'ai donné là que de brèves indications sur la situation du ravitaillement, mais vous comprenez tous que c'est notre principale difficulté intérieure et que, sans la possibilité de lier la mobilisation à un mouvement rapide vers les localités proches du front et riches en blé, à la formation des unités justement là-bas, et non pas ici, sans cette possibilité, la mobilisation serait sans espoir, c'est-à-dire qu'il serait impossible d'en espérer le succès. Mais maintenant cette possibilité existe. La mobilisation vise surtout les provinces non agricoles, les endroits où les ouvriers et les paysans souffrent le plus de la faim. Nous pouvons, en premier lieu, les déplacer vers la région du Don; à présent, toute cette province est entre nos mains ; la lutte contre les Cosaques a été longue ; dans cette région la possibilité existe d'améliorer la nourriture des unités avancées, directement, mais aussi par l'extension de la pratique des colis alimentaires. Dans ce domaine, des mesures ont été prises et on a autorisé l'envoi de colis de l'ordre de 20 livres, deux fois par mois. Un accord a été réalisé sur ce point. Ainsi, les avantages qu'il a fallu consentir l'an passé en autorisant le transport « un-poud-et-demi »,[47] pourront être comparés à une plus large réception des colis alimentaires, lesquels aideront les familles des soldats rouges résidant ici.

En développant une activité de ce genre, nous associerons l'aide au front à l'amélioration du ravitaillement des principales régions non agricoles les plus affectées. Il est clair que le mouvement en direction du Don sera lié au mouvement en direction du bassin de la Volga, où l'adversaire vient de nous porter un coup si rude qu'à l'Est de la Volga, plusieurs millions de pouds de blé stockés sont déjà perdus.

La guerre y est, de la façon la plus sensible et la plus immédiate, une guerre pour le blé. La tâche des syndicats est de faire en sorte que cette mobilisation ne se réalise pas dans le cadre ordinaire, mais soit associée à l'aide syndicale aux Soviets. La thèse que j'ai lue expose ce point d'une façon insuffisamment concrète. Je pense que cette aide sur tous les plans devrait s'exprimer d'abord par une série de mesures données à titre d'exemple, puis par l'élaboration de directives concrètes et d'un plan pratique indiquant comment les syndicats, en mobilisant toutes les forces, doivent aider cette mobilisation afin de lui conférer le caractère non seulement d'une mesure militaire et de ravitaillement, mais aussi d'un très grand acte politique ; d'en faire l'affaire de la classe ouvrière, consciente que nous pouvons terminer la guerre en quelques mois, car, à l'échelle internationale, l'arrivée de nouveaux alliés est assurée ! Seules les organisations prolétariennes, seuls les syndicats peuvent arriver à ce résultat. Je ne puis énumérer ces mesures pratiques. Je pense que seuls les syndicats eux-mêmes peuvent le faire. Ils mèneront cette tâche à bien s'ils tiennent compte des particularités locales et placent les choses sur le terrain pratique. Notre rôle consiste à donner les indications politiques générales à la classe ouvrière qui doit opérer un nouveau regroupement et prendre conscience de cette vérité, d'une vérité fort amère, car elle promet un nouveau fardeau, mais indique en même temps le moyen réel, pratique de surmonter les difficultés en peu de temps. En intensifiant le mouvement des ouvriers vers les terres à blé du Sud, nous consolidons nos forces dans ces régions, et si les troupes des gardes blancs et des propriétaires fonciers espèrent nous obliger par leurs victoires de l'Est à ébranler le Sud, je pense qu'elles n'y réussiront pas, et je suis fermement convaincu que nous n'ébranlerons pas le Sud et que nous tiendrons l'Est. L'adversaire a ramassé les jeunes de Sibérie, en évitant les anciens combattants du front qu'il redoute, il a mis en mouvement les paysans de Sibérie. C'est sa dernière carte, sa dernière ressource. Il n'a pas de soutien, pas de forces vives. Les alliés n'ont pas pu lui apporter de soutien. C'était au-dessus de leurs forces.

Voilà pourquoi je demande aux représentants du mouvement syndical d'accorder à cette question le maximum d'at-

tention et de faire en sorte que la mobilisation ne se fasse pas comme par le passé. Ce doit être une gigantesque campagne politique de la classe ouvrière, non seulement sur le plan militaire et du ravitaillement, mais aussi une très grande campagne politique. En considérant les choses de la façon la plus raisonnable, du point de vue des facteurs de guerre et des rapports de classes, il est hors de doute que cela décidera du sort de notre cause dans les quelques mois à venir. Il faut pour cela que les syndicats ne se confinent pas aux anciennes méthodes de travail. On ne saurait ainsi venir à bout de la tâche. Ici, il faut un élan nouveau. Il faut agir non seulement en syndicalistes, mais aussi en révolutionnaires qui règlent la question fondamentale de la République soviétique, celle qui se décidait chez nous en octobre, la question de la fin de la guerre impérialiste et des débuts de l'édification socialiste. Les syndicats doivent agir maintenant comme les révolutionnaires, par le moyen des masses, sans se limiter aux méthodes anciennes, en tranchant la question pratique de la fin de la guerre civile en Russie. Cette fin est toute proche, mais extrêmement difficile à atteindre. Je poursuis :

« 2. Procéder, dans les localités voisines du front, et particulièrement dans le bassin de la Volga, à l'armement de tous les syndiqués sans exception et, en cas de manque d'armes, à leur mobilisation totale en vue de prêter tous les concours possibles à l'Armée Rouge, de remplacer les hommes hors de combat, etc...

3. Veiller avec le maximum d'attention à intensifier l'effort d'agitation, surtout parmi les hommes en voie de mobilisation, les mobilisés et les soldats de l'Armée Rouge. Il ne faudra pas s'en tenir aux formes habituelles d'agitation (conférences, meetings, etc.), mais les ouvriers doivent, en groupe ou individuellement, développer leur propagande parmi les soldats rouges ; répartir entre ces groupes de simples ouvriers et des syndiqués, les casernes, les unités de l'Armée Rouge, les fabriques. Les syndicats doivent s'organiser pour contrôler si tous leurs membres font le porte-à-porte, distribuent des tracts et parlent individuellement avec la population. »

Actuellement, bien sûr, nous avons quelque peu perdu l'habitude de nos anciennes formes d'agitation de l'époque

où nous étions un parti persécuté ou en lutte pour le pouvoir. Le pouvoir d'Etat a mis entre nos mains son énorme appareil, par l'intermédiaire duquel l'agitation a été lancée dans une voie nouvelle. Pendant ces dix-huit mois, elle a été menée sur une autre échelle, mais, étant donné les dévastations terribles laissées par la guerre impérialiste et aggravées par la guerre civile, étant donné aussi les difficultés effroyables consécutives à la ruée des envahisseurs sur toute une série de provinces de Russie, vous savez que notre agitation a été loin de faire tout ce qu'il fallait. Elle a accompli des miracles par rapport à la précédente, mais elle n'a pas tout fait et elle n'a pas mené son œuvre à bonne fin. Des masses énormes de paysans et d'ouvriers sont extrêmement peu touchées. C'est pourquoi, dans ce domaine, il ne faut pas s'en tenir aux cadres anciens, il ne faut en aucun cas se reposer sur le fait qu'il existe maintenant pour cela des organismes d'Etat soviétiques. Si nous nous reposions sur ce fait, nous ne nous acquitterions pas de notre tâche. A cet égard, il faut se souvenir de l'action du temps passé, il faut davantage faire attention à l'initiative personnelle, dire que, puisque cette initiative personnelle sera appliquée sur une échelle de masse, nous réaliserons maintenant plus qu'avant, justement parce que maintenant la classe ouvrière, bien qu'ayant dans sa masse des représentants fatigués, a néanmoins saisi grâce à son instinct la nature de la tâche. Même ceux qui, de par leur idéologie politique (les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires) se sont battus, toutes dents dehors, se refusant à comprendre la situation, se sont retranchés derrière des boucliers de fer contre la réalité, même ceux-là ont compris qu'il s'agit ici d'une lutte dans le monde entier entre l'ancien régime, le régime bourgeois, et le régime nouveau soviétique. Depuis que la révolution allemande a montré ce qu'elle était dans les actes ; depuis que le gouvernement allemand n'a donné que l'assassinat des meilleurs chefs du prolétariat, avec le soutien des social-patriotes de la majorité ; depuis que le pouvoir soviétique a triomphé dans une série de pays européens, depuis ce moment la question est pratiquement résolue. Elle se pose ainsi : le pouvoir soviétique ou l'ancien régime bourgeois. La question est pratiquement résolue à l'échelle de l'histoire. L'instinct des ouvriers a tranché la question ;

il faut que cet instinct se transforme en une agitation décuplée.

Nous ne pouvons pas accroître les vivres puisqu'ils sont inexistants ; décupler le nombre des agitateurs professionnels et des intellectuels, puisqu'ils sont inexistants ; cela, nous ne pouvons pas le faire. Mais nous pouvons dire aux larges masses ouvrières : vous n'êtes plus aujourd'hui ce que vous étiez jusqu'à hier. Si vous vous mettez à l'œuvre par les moyens de l'agitation individuelle, votre nombre triomphera.

Nous ferons en sorte que cette mobilisation ne soit pas seulement une mobilisation ordinaire, mais une véritable campagne qui décidera définitivement du sort de la classe ouvrière, consciente que les quelques mois à venir nous séparent de la lutte finale et décisive, non pas au sens de la chanson et des poèmes, mais au sens le plus littéral du terme, parce que maintenant nous avons mesuré nos forces pratiques autrement que par rapport aux seuls gardes blancs.

En une année de guerre, nous avons pratiquement mesuré nos forces par rapport à l'impérialisme international. Il fut un temps où les Allemands nous tenaient à la gorge, mais nous savions qu'ils étaient liés, que les impérialistes anglo-français les retenaient d'une main. Il fut un temps où les Anglais et les Français entraient en lutte contre nous ; leurs deux bras étaient libres. Si, en décembre 1918, ils s'étaient jetés sur nous, nous n'aurions pas pu résister, mais maintenant nous les avons éprouvés pendant quelques mois difficiles de plus et nous savons qu'ils sont entièrement gangrenés au sens du régime bourgeois. Et leurs meilleures troupes ne sont bonnes qu'à battre en retraite même devant les détachements d'insurgés qui œuvraient en Ukraine. De sorte que nous raisonnons très clairement, et la classe ouvrière a senti d'instinct que nous livrerons notre ultime combat, que ces quelques mois diront si nous allons vaincre une fois pour toutes, ou bien si nous continuerons à avancer au milieu de nouvelles difficultés.

Parmi les mesures suivantes, je signalerai celles qui sont indiquées ici :

« 4. Remplacer tous les employés hommes par des femmes. A cet effet, on procédera à la réinscription des membres du parti et des syndicats...

5. Instituer immédiatement, par l'intermédiaire des syndicats, des comités de fabrique et d'usine, des organisations du parti, des coopératives, etc., des *bureaux d'aide* ou des *comités d'assistance*, sur le plan local et central. On aura soin de publier leurs adresses. La population sera le plus largement informée de leur existence. Chaque mobilisé, chaque soldat de l'Armée Rouge, chaque volontaire pour le Sud, la région du Don, l'Ukraine désirant travailler dans un service de ravitaillement, doit savoir que ce bureau d'aide ou comité d'assistance, si proche et accessible à l'ouvrier et au paysan, lui donnera des conseils, des instructions, lui facilitera les contacts avec les administrations militaires, etc.

Ces bureaux auront pour tâche spéciale de coopérer au *ravitaillement de l'Armée Rouge*. Nous pouvons sensiblement accroître les effectifs de notre armée si nous améliorons son approvisionnement en armes, en vêtements, etc. Or, la population détient encore pas mal d'armes cachées ou non utilisées dont l'armée a besoin. Il y a dans les fabriques d'importants stocks d'articles divers nécessaires à l'armée ; il s'agit de les découvrir rapidement et de les lui envoyer. La population doit apporter une aide immédiate, large et agissante aux administrations militaires, aux intendants de l'armée. Il faut s'atteler de toutes ses forces à cette tâche. »

Je me permettrai d'évoquer quelques époques différentes par rapport à nos tâches militaires. La première tâche militaire qui se pose à nous, nous l'avons résolue au moyen du soulèvement de partisans francs-tireurs, tel que le réalisent actuellement en Ukraine nos camarades. Ce que nous avons là-bas, ce n'est pas tant une guerre qu'un mouvement de partisans et un soulèvement spontané. Cela produit une ruée d'une telle rapidité, un chaos d'une telle envergure que l'utilisation des stocks de vivres devient une tâche infiniment difficile. L'appareil ancien y est totalement inexistant. Nous n'avons même plus celui que nous avait légué notre pouvoir pendant la période de Smolny, un appareil très défectueux, qui fonctionnait plutôt contre nous que pour nous. Mais pourquoi cet appareil n'existe-t-il pas en Ukraine ? Parce que celle-ci n'est pas passée de la phase de la guerre de partisans et des soulèvements spontanés à celle de l'armée régulière qui est propre au pou-

voir consolidé de toute classe, y compris du prolétariat. Nous avons créé cela après plusieurs mois de difficultés incroyables.

Dans le domaine du ravitaillement, nous avons fondé des services spécialisés. Nous en sommes venus à utiliser, dans une certaine mesure, les spécialistes dans ce domaine, nous les avons placés sous le contrôle du Parti, et nous avons maintenant partout des intendances militaires qui régissent le ravitaillement. Lorsque survient un moment de tension extrême des forces, nous disons : nous ne reviendrons pas aux vieilles méthodes des partisans, nous en avons trop souffert ; nous appelons les représentants de la classe ouvrière à entrer dans les administrations déjà existantes, dans les services réguliers d'intendance de l'Armée Rouge. La classe ouvrière, dans sa masse, peut le faire. Vous savez quel chaos règne chez nous sur le chapitre du matériel, pour le trouver, pour l'expédier, etc. Ici, il est indispensable d'aider l'Armée Rouge à s'approvisionner. Les militaires nous disent que les choses iront bien si l'on mobilise un grand nombre de soldats qui décideront d'un coup et définitivement du sort du front Est. Cette opération est freinée essentiellement par la faiblesse de l'approvisionnement. Etant donné les dévastations occasionnées par la guerre impérialiste et la guerre civile, ce n'est pas étonnant. Mais cela exige de nous que nous assimilions et que nous comprenions la situation nouvelle et les tâches nouvelles. Et c'est encore peu que d'être passés, il y a un an, aux administrations régulières : il faut encore les aider au moyen du mouvement de masse, de l'énergie de masse de la classe ouvrière. Je tracerai un schéma approximatif de la façon dont les syndicats pourraient s'acquitter de cette tâche. Seuls les syndicats le peuvent, parce qu'ils sont les plus près de la production, qu'ils dirigent la masse la plus considérable des millions d'ouvriers. Cette tâche obligera pendant quelques mois à changer le rythme du travail, son caractère. C'est ainsi que nous nous assurerons en quelques mois la victoire complète.

« 6. Organiser, par l'intermédiaire des syndicats, un large recrutement des paysans, et surtout de la jeunesse paysanne des provinces non agricoles, dans l'Armée Rouge et aussi pour former des détachements et une armée du ravitaillement dans la région du Don et en Ukraine.

On peut et on doit multiplier cette activité ; elle sert à la fois à assister la population affamée des capitales et des provinces non agricoles et à renforcer l'Armée Rouge. »

J'ai déjà dit comment les tâches sur le plan du ravitaillement se sont liées aux tâches militaires, et vous comprenez parfaitement que nous ne pouvons pas manquer de les lier. Il le faut absolument. Aucune de ces tâches ne saurait être menée à bien sans l'autre.

«7. En ce qui concerne les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, la ligne du Parti, dans la situation actuelle, est la suivante : la prison pour ceux qui aident Koltchak, consciemment ou non. Nous ne tolérerons pas qu'il y ait dans notre république de travailleurs, des hommes qui ne nous aident pas de façon efficace à combattre Koltchak. Il existe certains menchéviks et socialistes-révolutionnaires qui veulent nous seconder. Ceux-là, il faut les encourager, leur confier des tâches pratiques, principalement dans le domaine de l'aide technique à l'Armée Rouge, dans les services de l'arrière, leur travail devant être rigoureusement contrôlé... »

Nous devons dire ici que, ces derniers temps, il nous a fallu subir des épreuves particulièrement pénibles et désagréables. Vous savez que les groupes dirigeants menchéviks et socialistes-révolutionnaires ont envisagé la question de la façon suivante : « En dépit de tout, nous désirons rester des parlementaires et condamner au même titre les bolchéviks et les hommes de Koltchak. » Nous avons été obligés de leur dire : Excusez-nous, mais aujourd'hui nous n'avons que faire du parlement. On nous prend à la gorge, nous livrons notre dernier et décisif combat. Nous n'allons pas plaisanter avec vous. Si vous organisez des grèves de ce genre, vous commettez le plus grand des crimes contre la classe ouvrière. Chaque grève nous coûte la vie de milliers et de milliers de soldats rouges. Nous voyons cela sur place. Arrêter la fabrication des fusils à Toula, c'est faire périr des milliers de paysans et d'ouvriers ; nous enlever quelques usines à Toula, c'est ôter la vie à des milliers d'ouvriers. Nous disons : nous faisons la guerre, nous y mettons nos dernières forces, nous estimons que cette guerre est la seule juste et légitime. Nous avons allumé le socialisme chez nous et dans le monde entier. Quiconque entrave, si peu que ce soit, cette

lutte, nous le combattons sans merci. Quiconque n'est pas avec nous est contre nous. S'il y a des gens — et nous savons qu'il s'en trouve parmi les menchéviks — qui, incapables ou peu désireux de comprendre ce qui se passe en Russie, ne sont pas encore persuadés que si, en Russie, ces « mauvais » bolchéviks ont fait une telle révolution, en Allemagne la révolution naît dans des souffrances infiniment plus dures. Qu'est-ce que la république démocratique de là-bas ? Qu'est-ce que la liberté allemande ? C'est la liberté de tuer les véritables chefs du prolétariat : Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg et des dizaines d'autres. Les partisans de Scheidemann cherchent ainsi à différer leur défaite. Il est évident qu'ils ne peuvent pas gouverner. Depuis le 9 novembre, cela fait cinq mois que la liberté existe dans la république allemande. Au cours de cette période, les représentants du pouvoir ont été soit des partisans de Scheidemann, soit leurs complices. Mais vous savez que parmi eux la haine est de plus en plus farouche. Cet exemple montre que le choix n'est possible qu'entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat ; ce que nous lisons aujourd'hui, par exemple dans le journal *Frankfurter Zeitung*[48], nous montre bien qu'il n'y a point là de moyen terme. Il écrit que l'exemple de la Hongrie prouve qu'il nous faudra marcher vers le socialisme. La Hongrie a prouvé que la bourgeoisie remet volontairement le pouvoir aux Soviets quand elle sait que le pays se trouve dans une situation tellement désespérée qu'il n'y a personne pour le sauver, personne en dehors des Soviets pour conduire le peuple dans une voie de salut aussi difficile. Et nous répondons à ceux qui, hésitant entre l'ancien et le nouveau, disent : bien que nous ne reconnaissions pas sur le plan idéologique la dictature du prolétariat, nous sommes prêts à aider le pouvoir soviétique, en conservant nos convictions par-devers nous, car nous comprenons que dans une guerre enragée, il faut combattre sans raisonner, à ceux-là nous répondons : si vous voulez faire de la politique, en sous-entendant par là que vous critiquerez librement le pouvoir soviétique devant les masses fatiguées et exténuées, sans voir que de cette façon vous aidez Koltchak, nous disons : nous ferons à ces gens-là une guerre impitoyable. Il n'est pas facile d'assimiler d'emblée et d'appliquer cette orientation. Nous ne pouvons pas nous en tenir à une

seule orientation à leur égard. Nous disons : s'il vous plaît de faire votre politique, nous vous offrons une place en prison ou dans les pays qui voudront bien vous accueillir. Nous leur ferons cadeau de quelques centaines de menchéviks. Ou bien, vous voudrez enfin vous dire : nous allons aider le pouvoir soviétique, sinon cela signifie encore quelques années de pires calamités qui se termineront quand même par la victoire du pouvoir soviétique. Ces gens-là, il faut les aider par tous les moyens et leur confier un travail pratique. Cette politique ne peut être définie aussi facilement, aussi vite qu'une politique qui suit une seule direction ; mais je suis convaincu que tout ouvrier qui a observé dans la pratique ce que signifie une dure guerre, ce que signifie l'approvisionnement de l'Armée Rouge, ce que signifient toutes les atrocités auxquelles est condamné chaque soldat rouge du front, tout ouvrier comprendra admirablement bien ces leçons de politique. C'est pourquoi je vous demande d'adopter ces thèses et de tendre toutes les forces des syndicats afin de les faire appliquer de la façon la plus énergique et la plus rapide possible.

2

REPONSE A UNE QUESTION SUR LA GREVE DE TOULA

Je ne dispose pas d'une documentation concrète sur les événements de Toula, et je ne puis en parler avec autant de compétence que les camarades qui m'ont précédé. Mais je connais la physionomie politique du journal *Vségda Vpériod !* Ce n'est rien d'autre que de la provocation à la grève. Ce sont des complaisances coupables pour nos ennemis, les menchéviks, qui poussent à la grève. Quelqu'un m'a demandé si cela a été démontré. Je répondrai que, si j'étais avocat ou avoué, ou parlementaire, je serais obligé de le démontrer. Je ne suis ni l'un, ni l'autre, ni le troisième, et je n'en ferai rien: à quoi cela me servirait ? Admettons que le Comité central menchévik vaille mieux que les menchéviks qui ont été directement démasqués à Toula comme des provocateurs, — et même je ne doute pas qu'une partie des membres les plus proches du comité menchévik vaillent mieux, mais dans la lutte politique, lorsque l'on est pris à la gorge par les gardes blancs, est-il possible d'établir cette distinction ? N'avons-nous pas autre chose à faire ? Un fait est un fait. Admettons qu'il n'y ait pas eu complaisance, mais faiblesse à l'égard des menchéviks de droite. A quoi bon en parler ? Les menchéviks de droite font de l'agitation en faveur de la grève, Martov ou les autres condamnent ces hommes de droite dans leur journal. Et alors, qu'est-ce que cela nous apprend ? Nous recevons un papier qui dit : je condamne aussi, mais... (Une voix : «Mais que faire ?») Faire

ce que fait le Parti bolchévik : prendre position non en paroles, mais dans les actes. Est-ce que l'agitation à l'étranger n'exploite pas le comportement de tous les menchéviks d'ici, la conférence de Berne n'a-t-elle pas soutenu tous les impérialistes lorsqu'ils disaient que les bolchéviks sont des usurpateurs ? Nous disons : vous avez adopté cette position alors que les bandes de Koltchak portent un coup qui a causé la mort de milliers de soldats rouges, dans un pays soumis à la pression des impérialistes du monde entier. Dans deux ans, peut-être, lorsque nous aurons vaincu Koltchak, nous tirerons la chose au clair, mais pas en ce moment. A présent, il faut se battre pour vaincre l'ennemi en quelques mois, et cet ennemi, vous savez à quoi il condamne les ouvriers. L'exemple d'Ivachtchenkovo[49] nous l'a appris, et vous savez ce que fait Koltchak.

3

CONCLUSIONS SUR LE RAPPORT

Camarades, l'un des orateurs, que l'on a appelé orateur de l'opposition, a réclamé dans une résolution que nous nous référions à notre Constitution. En entendant cela, je me suis demandé si l'orateur ne confondait pas notre Constitution avec celle de Scheidemann ? Chez Scheidemann, comme dans toutes les républiques démocratiques, toutes sortes de libertés sont promises à tous les citoyens. Les républiques bourgeoises les ont promises à tout le monde pendant des siècles et des millénaires. Vous savez où elles en sont arrivées, ces républiques bourgeoises, et comment elles viennent de s'effondrer à l'échelle mondiale. L'immense majorité des ouvriers est aux côtés des communistes ; dans le monde entier on a même inventé le mot « soviétiste » qui n'existe pas en Russie ; nous pouvons dire que, quel que soit le pays où nous arrivions, il nous suffit de dire « soviétiste » pour que tout le monde nous comprenne et nous suive. L'article 23 de la Constitution stipule :

« S'inspirant des intérêts de la classe ouvrière dans sa totalité, la R.S.F.S.R. prive certains individus et certains groupes des droits dont ils font usage pour nuire aux intérêts de la révolution socialiste. »

Nous n'avons pas promis les libertés à droite et à gauche ; au contraire, nous avons dit ouvertement dans la Constitution, qui a été traduite dans toutes les langues : allemand, anglais, italien, français, nous avons déclaré ouvertement que nous priverons les socialistes de liberté, s'ils en font usage pour nuire aux intérêts de la révolution socialiste,

s'ils s'en servent pour masquer la liberté des capitalistes. Voilà pourquoi il n'était pas juste de se référer à la Constitution, même sur un plan purement formel. Nous avons déclaré ouvertement qu'à une époque de transition, à une époque de lutte forcenée, non seulement nous ne promettons pas les libertés à droite et à gauche, mais encore nous disons à l'avance que nous priverons de droits les citoyens qui entravent la révolution socialiste. Et qui sera juge ? Le prolétariat.

On a essayé ici de porter l'affaire sur le terrain parlementaire. J'ai toujours dit : le parlementarisme est une belle chose, mais en ce moment, il n'est pas de saison. Voyant que le gouvernement qualifie la situation de difficile, le camarade Lozovski dit : c'est maintenant que la population doit présenter des dizaines de revendications. C'est ainsi qu'agissaient tous les parlementaires dans le « bon vieux temps », mais maintenant ce n'est plus de mise. Je sais que nous avons une quantité énorme de défauts ; je sais que le pouvoir soviétique sera meilleur en Hongrie que chez nous. Mais quand en période de mobilisation, on vient nous dire : voilà une proposition, puis une seconde, puis une troisième, et à présent, marchandons, je dis que cette utilisation du vieux parlementarisme ne vaut rien et que les ouvriers conscients l'ont déjà repoussée. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

Nous avons défini la ligne fondamentale qui est la lutte de classe contre les koulaks, contre les éléments riches, opposés à nous. Maintenant que cela est assuré, nous disons : à présent, il faut parvenir à un comportement plus juste à l'égard du paysan moyen. C'est une tâche très difficile. Au moment où le danger est grand, vous devez aider le pouvoir soviétique tel qu'il est. Nous ne changerons pas au cours de ces mois. Ici, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de moyen terme. Essayer de créer ce moyen terme par des procédés parlementaires artificiels, c'est poser le pied sur un terrain glissant. Lorsque l'orateur a déclaré que toute la paysannerie est contre nous, il s'est livré à une de ces « petites » exagérations qui, dans la pratique, excitent les socialistes-révolutionnaires de gauche et les menchéviks. La plupart des gens savent que la paysannerie, dans son immense majorité, est pour nous. Elle a reçu pour la première fois le pouvoir des Soviets. Même l'insurrection qui a entraîné d'insignifian-

tes fractions des masses paysannes a eu pour mot d'ordre : « Pour le pouvoir des Soviets, pour les bolchéviks, à bas la commune. » Nous disons qu'il faudra lutter avec acharnement contre cela, parce que les intellectuels nous ont glissé le sabotage dans les jambes. Nous avons dû prendre davantage de mauvais éléments que de bons. Puisque les meilleurs éléments intellectuels s'étaient détournés de nous, il a bien fallu prendre les mauvais.

Le camarade Romanov a proposé une résolution qu'il a lui-même défendue après l'arrestation de ses camarades. Ils déclarent : « Nous réclamons la liberté pour tous... » (Lénine lit la résolution.) Les ouvriers se sont ensuite mis au travail, mais cela nous a coûté plusieurs milliers de journées perdues et plusieurs milliers de vies de soldats rouges, d'ouvriers et de paysans sur le front Est.

Je raisonne avec lucidité et de façon catégorique : que vaut-il mieux : mettre en prison quelques dizaines ou quelques centaines d'instigateurs, coupables ou non, conscients ou non, ou bien perdre des milliers de soldats rouges et d'ouvriers ? La première solution vaut mieux. Que l'on m'accuse de tous les péchés mortels et de toutes les violations de la liberté que l'on voudra, je plaiderai coupable, mais les intérêts des ouvriers y gagneront. Lorsque vient un moment où le peuple est fatigué, les éléments conscients doivent l'aider à tenir pendant quelques mois. Ce n'est pas nous qui avons vaincu à Odessa. Il est ridicule de croire que nous avons vaincu. Nous avons pris Odessa parce que leurs soldats n'ont pas voulu se battre. J'ai un télégramme du front Nord qui dit : « Envoyez des prisonniers anglais au front. » Les camarades disent ici que les Anglais se lamentent et déclarent : nous ne retournerons pas à l'armée. Qu'est-ce que cela veut dire ? Leurs troupes ne marchent pas au feu. Ils ne marchent pas, ceux qui sont dix fois plus forts que nous.

Voilà pourquoi quand on nous dit : vous avez promis beaucoup, mais vous n'avez rien réalisé, nous répondons : nous avons réalisé l'essentiel. Nous avons promis de commencer une révolution qui deviendrait mondiale : elle est commencée, elle est maintenant tellement solide que notre situation internationale est brillante. Nous avons tenu notre principale promesse et cela l'immense majorité des ouvriers

conscients l'ont sans doute compris. Ils ont compris que maintenant seuls quelques mois nous séparent de la victoire sur les capitalistes dans le monde entier. Mais que faire, pendant ces quelques mois, si certains éléments sont las : jouer avec eux, les exciter ou bien, au contraire, aider ceux qui sont fatigués à tenir bon pendant ces quelques mois qui décideront de toute la guerre ? Vous voyez qu'au Sud nous en aurons entièrement fini avant ce délai et que nous libérerons une armée pour l'envoyer à l'Est, de sorte que l'échec de l'Entente, aussi bien des Anglais que des Français, que des Américains, est un fait acquis. Ils avaient à Odessa 10 000 hommes et une flotte : voilà comment les choses se présentaient. Pas question ici de parlementarisme ni de concessions (cela, nous ne le promettons pas et nous ne nous y engageons pas) ; il s'agit de savoir, quand le peuple est las de la guerre, quand la famine sévit durement, quelle est la tâche du prolétariat conscient, de la fraction ouvrière consciente ? Permettre de jouer sur la fatigue ? Or, cela devient un jeu. Si nous parlons d'arrêter la guerre, les masses inconscientes se prononceront pour, mais la fraction consciente dira : on peut en finir en quelques mois. Il faut ranimer le courage de ceux qui sont fatigués, les soutenir et les entraîner. Les camarades voient eux-mêmes qu'un ouvrier conscient entraîne des dizaines de fatigués. Voilà ce que nous disons et ce que nous demandons. C'est cela la dictature du prolétariat : une classe en entraîne une autre, parce qu'elle est mieux organisée, plus unie et plus consciente. Les inconscients se laissent prendre à n'importe quel hameçon, et de guerre lasse ils sont prêts à tout. Tandis que la fraction consciente, elle dit : il faut tenir, parce que dans quelques mois nous aurons triomphé dans le monde entier. Voilà comment se pose la question. Je me permettrai de penser que le temps des discussions parlementaires n'est pas venu : il faut encore consentir une nouvelle tension afin de vaincre dans les mois prochains, de vaincre une fois pour toutes.

PREFACE
A LA BROCHURE DE HENRI GUILBEAUX «LE MOUVEMENT SOCIALISTE ET SYNDICALISTE FRANÇAIS PENDANT LA GUERRE»

La brochure du camarade *Guilbeaux* arrive merveilleusement à son heure. L'histoire du mouvement socialiste et syndicaliste des divers pays pendant la guerre doit être écrite pour tous les pays. Cette histoire montre plus clair que le jour le lent mais incessant cheminement vers la gauche, le progrès de la classe ouvrière du côté de l'action et de la pensée révolutionnaire. Cette histoire découvre d'une part les sources profondes de la III^e^ Internationale Communiste, sa préparation originale au sein de chaque nation, en relation avec les particularités historiques de chaque pays. Il faut connaître les racines profondes de la III^e^ Internationale pour comprendre à la fois son caractère fatal et la diversité des voies qui conduisent vers elle les différents partis socialistes nationaux. D'autre part, l'histoire du mouvement socialiste et syndicaliste pendant la guerre nous montre le début de la faillite de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, le début du mouvement qui mène de la démocratie bourgeoise à la démocratie soviétiste ou prolétarienne. Ce système d'une importance historique immense et universelle, il est encore beaucoup de socialistes qui n'arrivent pas à le comprendre, enchaînés qu'ils sont par les liens de la routine, par l'adoration béate de ce qui

est et de ce qui a été, par un aveuglement bourgeois incapable de voir le nouveau monde enfanté par le capitalisme à son déclin dans tous les pays.

Le cam. Guilbeaux s'est proposé d'écrire un aperçu de l'histoire du mouvement socialiste et syndicaliste en France pendant la guerre. La claire et exacte énumération des faits montre au lecteur avec une évidence frappante le début d'un grand revirement, d'une vraie révolution dans l'histoire du socialisme. On peut être convaincu que la brochure de Guilbeaux non seulement trouvera le plus large succès parmi tous les ouvriers conscients, mais encore suscitera une série d'autres brochures semblables consacrées à l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier dans les autres pays pendant la guerre.

Moscou, 13 avril 1919 *N. Lénine*

Publié en français en 1919.
Première publication russe en 1920

Conforme au texte de l'édition française

DISCOURS PRONONCE AU PREMIER COURS POUR OFFICIERS SOVIETIQUES DE MOSCOU LE 15 AVRIL 1919

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Lénine rappelle les paroles d'un général allemand : si les soldats savaient pourquoi ils se battent, il n'y aurait pas de guerre. Il n'en va pas de même maintenant. L'Armée Rouge a une grande tâche bien définie : libérer la classe ouvrière. Notre Armée Rouge ouvrière et paysanne ne cesse de grandir et de se renforcer de jour en jour. Ces progrès sont dus à la conscience profonde que les ouvriers et les paysans ont de leurs objectifs et, si nous subissons en ce moment une série de revers sur le front Est, nous devons en tout cas stopper Koltchak et le battre, et nous le battrons. Les bandes de Krasnov ont créé plus d'une fois une situation grave pour la Russie soviétique, mais malgré le soutien du monde bourgeois tout entier, elles ont été écrasées et seront bientôt définitivement mises hors de combat. Nous ne sommes parvenus à ce résultat que grâce à la conscience des ouvriers et des paysans. En recevant le drapeau rouge du comité de district, vous devez le porter en avant avec fermeté et assurance. Chaque jour nous apprend que, tantôt ici, tantôt là, le drapeau rouge de la libération a été levé. Sous vos yeux se sont constituées la République soviétique de Hongrie, la Bavière soviétique, la IIIe Internationale Communiste et vous verrez se constituer bientôt la République Fédérative Mondiale des Soviets ! Vive la République Fédérative Mondiale des Soviets ! Vive l'Armée Rouge !

Vivent les officiers rouges ! (Vifs applaudissements.)

« Pravda » n° 83, le 17 avril 1919 — *Conforme au texte de la « Pravda »*

LA IIIe INTERNATIONALE ET SA PLACE DANS L'HISTOIRE

Cherchant à isoler du monde capitaliste ce foyer de contamination qu'est la République soviétique, les impérialistes des pays de l'« Entente » investissent la Russie. Ces gens-là, qui se vantent du « démocratisme » de leurs institutions, sont à ce point aveuglés par leur haine de la République des Soviets, qu'ils ne remarquent pas qu'ils se rendent eux-mêmes ridicules. Songez un peu : les pays les plus avancés, les plus civilisés et les plus « démocratiques », armés jusqu'aux dents, et dont la domination militaire s'exerce sans partage sur tout l'univers, craignent comme le feu la contamination *idéologique* d'un pays ruiné, affamé, arriéré et même, comme ils l'assurent, à demi-sauvage !

Cette contradiction à elle seule ouvre les yeux aux masses laborieuses de tous les pays et nous aide à démasquer l'hypocrisie d'impérialistes comme Clemenceau, Lloyd George, Wilson et de leurs gouvernements.

Or, ce qui nous aide, ce n'est pas uniquement l'aveuglement des capitalistes par leur haine des Soviets, mais aussi leurs querelles intestines qui les poussent à se faire mutuellement des crocs-en-jambe. Ils ont tramé entre eux une véritable conspiration du silence pour empêcher, ce qu'ils craignent par-dessus tout, la diffusion d'informations exactes sur la République des Soviets en général et de ses documents officiels en particulier. Le *Temps*, organe principal de la bourgeoisie française, annonce cependant la fondation à Moscou de la IIIe Internationale, de l'Internationale Communiste.

Nous exprimons donc à l'organe principal de la bourgeoisie française, ce champion du chauvinisme et de l'impérialisme français, notre plus respectueuse reconnaissance. Nous sommes prêts à envoyer au *Temps* une adresse solennelle pour lui dire combien nous lui savons gré du concours si heureux et si intelligent qu'il nous prête.

La façon dont le *Temps* a rédigé son information d'après notre radio montre de toute évidence les motifs qui ont inspiré l'organe du sac d'écus. Le *Temps* a voulu donner un coup d'épingle à Wilson, le mortifier : « Voilà donc ceux avec qui vous acceptez de négocier. » Ces sages qui écrivent sur commande du sac d'écus ne s'aperçoivent pas qu'en voulant effrayer Wilson au moyen du bolchévisme, ils font auprès des masses laborieuses de la publicité pour les bolchéviks. Encore une fois, nous exprimons très respectueusement notre reconnaissance à l'organe des millionnaires français !

La fondation de la IIIe Internationale s'est faite dans une conjoncture mondiale telle qu'aucun interdit, aucune manœuvre mesquine et misérable des impérialistes de l'« Entente » ou des laquais du capitalisme, comme les Scheidemann en Allemagne, les Renner en Autriche, ne sauraient empêcher de propager parmi la classe ouvrière du monde entier les nouvelles relatives à cette Internationale et les sympathies qu'elle suscite. Cet état de choses est dû à la révolution prolétarienne qui partout grandit manifestement, non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Cet état de choses est dû au mouvement des masses laborieuses *en faveur des Soviets*, mouvement d'une puissance telle qu'il est devenu vraiment *international*.

La Ire Internationale (1864-1872) avait jeté les fondements de l'organisation mondiale des travailleurs pour préparer leur assaut révolutionnaire contre le capital. La IIe Internationale (1889-1914) a été l'organisation internationale du mouvement prolétarien dont le progrès s'est fait *en largeur*, ce qui n'a pas été sans entraîner un abaissement provisoire du niveau révolutionnaire, une intensification provisoire de l'opportunisme qui devait finalement aboutir à la faillite honteuse de cette Internationale.

La IIIe Internationale a été pratiquement fondée en 1918, au moment où les longues années de lutte contre l'op-

portunisme et le social-chauvinisme, pendant la guerre surtout, avaient abouti à la formation de partis communistes dans plusieurs pays. Officiellement, la IIIe Internationale a été fondée lors de son premier congrès, en mars 1919, à Moscou. Le trait éminemment caractéristique de cette Internationale, sa mission — appliquer, traduire dans la vie les préceptes du marxisme et réaliser l'idéal séculaire du socialisme et du mouvement ouvrier — ce trait éminemment caractéristique de la IIIe Internationale s'est révélé d'emblée par le fait que la nouvelle, la troisième « Association internationale des travailleurs » *coïncide dès maintenant* dans une certaine mesure, avec *l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.*

La Ire Internationale a jeté les fondements de la lutte prolétarienne, internationale, pour le socialisme.

La IIe Internationale a été une phase de préparation du terrain pour propager largement parmi les masses le mouvement dans plusieurs pays.

La IIIe Internationale a recueilli les fruits du labeur de la IIe Internationale, elle en a amputé la vermine bourgeoise et petite-bourgeoise, opportuniste et social-chauvine, et a *commencé à réaliser* la dictature du prolétariat.

L'union internationale des partis dirigeant le mouvement le plus révolutionnaire du monde, le mouvement du prolétariat pour renverser le joug du capital, dispose maintenant d'une base d'une solidité sans précédent : plusieurs *Républiques soviétiques* qui incarnent à l'échelle internationale la dictature du prolétariat, sa victoire sur le capitalisme.

La portée historique universelle de la IIIe Internationale, l'Internationale Communiste, est d'avoir commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot d'ordre qui dresse le bilan de l'évolution du socialisme et du mouvement ouvrier depuis un siècle, le mot d'ordre qui s'exprime ainsi : dictature du prolétariat.

Cette géniale anticipation, cette géniale théorie devient réalité.

Cette expression latine est traduite aujourd'hui dans toutes les langues nationales de l'Europe moderne, mieux encore, dans toutes les langues du monde.

Une ère nouvelle s'est ouverte dans l'histoire mondiale. L'humanité rejette la dernière forme d'esclavage : l'esclavage capitaliste ou esclavage salarié.

En se libérant de cet esclavage, l'humanité naît enfin à la liberté véritable.

Comment a-t-il pu se faire que le premier pays qui ait réalisé la dictature du prolétariat et fondé la République des Soviets, ait été l'un des pays les plus arriérés de l'Europe ? Nous ne risquons guère de nous tromper en disant que c'est justement cette contradiction entre le retard de la Russie et son « bond » par-dessus la démocratie bourgeoise, vers une forme supérieure de démocratie, vers la démocratie soviétique ou prolétarienne, c'est justement cette contradiction qui a été (en plus des pratiques opportunistes et des préjugés philistins qui pesaient sur la plupart des chefs socialistes) une des raisons qui ont rendu particulièrement difficile ou retardé la compréhension du rôle des Soviets en Occident.

Les masses ouvrières de tous les pays ont saisi d'instinct l'importance des Soviets, instrument de lutte du prolétariat et forme d'Etat prolétarien. Mais les « chefs » corrompus par l'opportunisme ont continué, et continuent de vouer un culte à la démocratie bourgeoise en l'appelant « démocratie » en général.

Faut-il s'étonner que la réalisation de la dictature prolétarienne ait révélé avant tout cette « contradiction » entre le retard de la Russie et son « bond » *par-dessus* la démocratie bourgeoise ? Il eût été étonnant que l'histoire nous gratifiât d'une *nouvelle* forme de démocratie *sans* entraîner une série de contradictions.

Si on posait cette question à n'importe quel marxiste et même toute personne au courant de la science moderne : « Le passage régulier ou harmonieux et proportionnel des divers pays capitalistes à la dictature du prolétariat est-il possible? », il répondrait sans aucun doute par la négative. La régularité, l'harmonie ou la proportionnalité n'ont jamais existé et n'ont pu exister dans le monde capitaliste. Chaque pays s'est développé en mettant en relief tel ou tel aspect, trait ou ensemble de particularités du capitalisme et du mouvement ouvrier. Le processus de développement a été inégal.

Lorsque la France fit sa grande Révolution bourgeoise, ouvrant pour tout le continent européen une ère historique nouvelle, l'Angleterre, tout en étant beaucoup plus évoluée que la France au point de vue capitaliste, était à la tête de la coalition contre-révolutionnaire. Or, le mouvement ouvrier anglais de l'époque anticipait génialement sur bien des points du marxisme futur.

Lorsque l'Angleterre donna au monde le chartisme, premier large mouvement révolutionnaire prolétarien, réellement de masse, politiquement cristallisé, il n'y avait, la plupart du temps, sur le continent européen, que de faibles révolutions bourgeoises, tandis qu'éclatait en France la première grande guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie. La bourgeoisie battit les divers détachements nationaux du prolétariat un par un et différemment selon les pays.

L'Angleterre était le modèle du pays où, selon l'expression d'Engels, la bourgeoisie créa, à côté d'une aristocratie embourgeoisée, la couche supérieure du prolétariat la plus embourgeoisée [50]. Ce pays capitaliste avancé était ainsi en retard de plusieurs dizaines d'années sur le plan de la lutte révolutionnaire prolétarienne. La France semblait avoir épuisé les forces de son prolétariat en deux insurrections héroïques de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, en 1848 et 1871, qui ont enrichi énormément l'histoire mondiale. L'hégémonie dans l'Internationale du mouvement ouvrier passa ensuite à l'Allemagne, dans les années 1870, à l'heure où ce pays retardait sur le plan économique, par rapport à l'Angleterre et à la France. Et lorsque l'Allemagne eut dépassé ces deux pays, c'est-à-dire après 1910, le parti ouvrier marxiste d'Allemagne, parti modèle pour le monde entier, se trouva sous la direction d'une poignée de gredins avérés, de canailles les plus immondes vendues aux capitalistes, depuis Scheidemann et Noske jusqu'à David et Legien, des plus répugnants bourreaux issus des milieux ouvriers et passés au service de la monarchie et de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

L'histoire universelle s'achemine irrésistiblement vers la dictature du prolétariat, mais elle n'y va pas le moins du monde par des chemins unis, simples et droits.

Lorsque Karl Kautsky était encore marxiste et non pas

le renégat du marxisme qu'il est devenu en menant campagne pour l'unité avec les Scheidemann, pour la démocratie bourgeoise contre la démocratie soviétique ou prolétarienne, il a écrit, tout au début du XXe siècle, l'article : « Les Slaves et la révolution ». Il y exposait les conditions historiques qui laissaient entrevoir un éventuel passage de l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire international aux Slaves.

C'est ce qui s'est produit. Pour un laps de temps de courte durée, cela va de soi, l'hégémonie dans l'Internationale prolétarienne révolutionnaire est passée aux Russes, comme, à diverses époques du XIXe siècle, elle a appartenu aux Anglais, puis aux Français, enfin aux Allemands.

J'ai eu l'occasion de le dire souvent : en comparaison des pays avancés, il était plus aisé aux Russes de *commencer* la grande révolution prolétarienne, mais il leur sera plus difficile de la *continuer* et de la mener jusqu'à la victoire définitive, dans le sens de l'organisation intégrale de la société socialiste.

Il a été plus aisé pour nous de commencer, premièrement, parce que le retard politique peu ordinaire, dans l'Europe du XXe siècle, de la monarchie tsariste a provoqué une poussée révolutionnaire des masses, d'une puissance inégalée. Deuxièmement, le retard de la Russie a fondu de manière originale la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie, et la révolution paysanne contre les grands propriétaires fonciers. C'est par là que nous avons commencé en octobre 1917, et nous n'aurions pas triomphé si facilement si nous avions agi différemment. Dès 1856, Marx indiquait, à propos de la Prusse, la possibilité d'une combinaison originale de la révolution prolétarienne avec la guerre paysanne [51]. Les bolchéviks, dès le début de 1905, défendaient l'idée d'une dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Troisièmement, la révolution de 1905 a fait énormément pour l'éducation politique des masses ouvrières et paysannes, tant pour initier leur avant-garde au « dernier mot » du socialisme occidental, que dans le sens de l'*action* révolutionnaire des masses. Sans cette « répétition générale » de 1905, les révolutions de 1917, bourgeoise en Février, prolétarienne en Octobre, n'auraient pas été possibles. Quatrièmement, les conditions géogra-

phiques de la Russie lui ont permis de tenir plus longtemps que les autres pays, en dépit de la supériorité militaire des pays capitalistes avancés. Cinquièmement, l'attitude spécifique du prolétariat à l'égard de la paysannerie a facilité le passage de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste, facilité l'influence des prolétaires de la ville sur les couches de semi-prolétaires, de travailleurs pauvres des campagnes. Sixièmement, la grande école du mouvement gréviste et l'expérience du mouvement ouvrier de masse en Europe ont facilité, dans une situation profondément révolutionnaire, qui a eu tôt fait de s'accentuer, l'apparition d'une forme d'organisation révolutionnaire prolétarienne aussi originale que les *Soviets*.

Cette énumération n'est évidemment pas complète. Mais on peut pour l'instant s'en tenir là.

La démocratie soviétique ou prolétarienne est née en Russie. Par rapport à la Commune de Paris, un second pas d'une portée historique universelle a été accompli. La République prolétarienne et paysanne des Soviets est la première république socialiste stable du monde. Désormais, elle ne peut mourir en tant que *nouveau type d'Etat*. Elle n'est plus seule aujourd'hui.

Pour continuer l'œuvre de construction socialiste et la mener à bien, il y a encore beaucoup à faire. Les Républiques soviétiques de pays plus évolués, où le prolétariat a plus de poids et d'influence, ont toutes les chances de dépasser la Russie, dès qu'elles s'engageront dans la voie de la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui, la II^e^ Internationale faillie meurt et pourrit sur pied. En réalité, elle est passée au service de la bourgeoisie internationale. C'est une véritable Internationale jaune. Ses plus grands chefs idéologiques, tels Kautsky, exaltent la démocratie *bourgeoise* qui est pour eux la « démocratie » en général, ou, ce qui est encore plus absurde et grossier, la « démocratie pure ».

La démocratie bourgeoise a fait son temps, tout comme la II^e^ Internationale qui a accompli une tâche historique nécessaire et utile, à une époque où il s'agissait de préparer les masses ouvrières dans le cadre de cette démocratie bourgeoise.

La république bourgeoise la plus démocratique n'a ja-

mais été et ne pouvait être rien d'autre qu'une machine servant au capital à opprimer les travailleurs, un instrument de pouvoir politique du capital, la dictature de la bourgeoisie. La république démocratique bourgeoise a promis et proclamé le pouvoir de la majorité, mais elle n'a jamais pu le réaliser tant qu'existait la propriété privée du sol et des autres moyens de production.

La « liberté » dans la république démocratique bourgeoise n'était en fait que la liberté *pour les riches*. Les prolétaires et les paysans travailleurs pouvaient et devaient l'utiliser afin de préparer leurs forces pour renverser le capital, venir à bout de la démocratie bourgeoise ; mais, en règle générale, les masses laborieuses n'ont jamais pu bénéficier *réellement* de la démocratie en régime capitaliste.

Pour la première fois au monde, la démocratie soviétique ou prolétarienne a créé la *démocratie* pour les masses, pour les travailleurs, pour les ouvriers et les petits paysans.

Jamais au monde il n'avait encore existé de pouvoir d'Etat exercé par la *majorité* de la population, de pouvoir *réel* de cette majorité, comme celui des Soviets.

Il réprime la « liberté » des exploiteurs et de leurs complices ; il leur enlève la « liberté » d'exploiter, la « liberté » de s'enrichir sur la faim des autres, la « liberté » de lutter pour rétablir le pouvoir du capital, la « liberté » de s'allier à la bourgeoisie étrangère contre les ouvriers et paysans de leur propre pays.

Laissons aux Kautsky le soin de défendre cette liberté. Il faut pour cela être renégat du marxisme, renégat du socialisme.

La faillite des chefs idéologiques de la IIe Internationale, comme Hilferding et Kautsky, n'est jamais apparue plus clairement que dans leur incapacité absolue de comprendre la signification de la démocratie soviétique ou prolétarienne, ses rapports avec la Commune de Paris, sa place dans l'histoire, sa nécessité en tant que forme de dictature du prolétariat.

Le numéro 74 du journal *Liberté* (*Die Freiheit*), organe de la social-démocratie allemande « indépendante » (lisez : philistine, vulgaire, petite-bourgeoise) a publié, le 11 février 1919, cet appel : « Au prolétariat révolutionnaire d'Allemagne. »

Appel signé par la direction du parti et tout son groupe parlementaire à l'« Assemblée nationale », à la « Constituante » allemande.

Il accuse les Scheidemann de vouloir supprimer les *Soviets* et propose — ne riez pas ! — de *combiner* les Soviets avec la Constituante, de leur conférer certains droits étatiques, une certaine place dans la Constitution.

Concilier, unir la dictature de la bourgeoisie avec la dictature du prolétariat ! Rien de plus simple ! Voilà bien une géniale idée de philistin !

Il est simplement regrettable qu'elle ait déjà été expérimentée en Russie sous Kérenski par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires coalisés, ces démocrates petits-bourgeois qui se prétendent socialistes.

N'avoir pas compris, en lisant Marx, que dans la société capitaliste, à chaque circonstance grave, à chaque conflit des classes sérieux, seule est possible la dictature de la bourgeoisie ou la dictature du prolétariat, c'est n'avoir rien compris à la doctrine politique et économique de Marx.

Mais la géniale idée philistine de Hilferding, Kautsky et C^ie^ touchant l'union pacifique de la dictature bourgeoise et de la dictature prolétarienne, exige un examen à part, si l'on veut déceler toutes les absurdités économiques et politiques entassées dans cet appel, éminemment remarquable et comique, du 11 février. Il nous faut remettre cela à un prochain article [52].

Moscou, le 15 avril 1919

Publié en mai 1919 *Conforme au texte du manuscrit*

DISCOURS A LA CONFERENCE DES CHEMINOTS DE MOSCOU LE 16 AVRIL 1919

Camarades, nous savons tous que notre pays traverse actuellement une période difficile. Nous avons dû décréter la mobilisation pour repousser l'ultime assaut de la contre-révolution et de l'impérialisme international. Dans le moment présent, l'aide active des masses laborieuses elles-mêmes est indispensable pour mener à bien cette mobilisation.

Camarades, vous comprenez tous fort bien, naturellement, quelles gigantesques difficultés occasionne la guerre et quels sacrifices énormes elle exige, à plus forte raison à présent que le pays souffre des difficultés de ravitaillement et de la désorganisation des transports, conséquences de la guerre. Pour cette raison, les souffrances qui accablent les masses laborieuses par suite de cette guerre, se sont maintenant à nouveau aggravées.

Mais nous avons toutes les raisons de penser et d'affirmer que notre situation s'est améliorée, que nous viendrons à bout de tous les obstacles. Nous ne nous faisons pas d'illusions. Nous savons qu'actuellement notre ennemi, les capitalistes anglais, français et américains, agissant notoirement de concert avec les capitalistes russes, fait une dernière tentative de renverser le pouvoir soviétique. Nous voyons les représentants des grands propriétaires et des capitalistes conférer à Paris depuis pas mal de temps. Nous les voyons espérer davantage de jour en jour et d'heure en heure, que le

pouvoir des Soviets ne tiendra pas. Mais nous voyons en même temps que jusqu'à ce jour, cinq mois après la victoire sur l'Allemagne, ils n'ont pu conclure la paix. Pourquoi ? Parce qu'ils se chamaillent pour se partager les bons morceaux, pour savoir à qui reviendra la Turquie et à qui la Bulgarie, comment piller l'Allemagne, quel morceau sera attribué à l'Angleterre, à la France et à l'Amérique, à combien de dizaines de milliards fixer le tribut de l'Allemagne. Il est clair qu'ils ne lui prendront sûrement rien, car elle est ruinée par la guerre, ses masses laborieuses s'élèvent avec une énergie sans cesse croissante contre le joug du gouvernement bourgeois.

De ce fait, camarades, nous avons la certitude absolument nette et ferme qu'actuellement, après la victoire de Koltchak sur le front Est, une nouvelle flambée d'espoir a saisi les capitalistes russes et étrangers. Mais, si même Koltchak parvenait à remporter des victoires partielles, ils ne réussiraient toutefois pas à réaliser leurs espoirs dans la République soviétique de Russie.

Nous savons qu'après avoir vaincu l'Allemagne, les alliés ont conservé des capitaux, une armée de plusieurs millions d'hommes, qu'ils ont conservé aussi une flotte qui n'a pas de rivale. Aussitôt après avoir battu l'Allemagne, ils avaient l'entière possibilité de lancer toutes leurs forces à la conquête de la République des Soviets de Russie. Ce qu'ils ont entrepris dans le Sud de la Russie — débarquement par la mer Noire, prise d'Odessa — tous ces actes des impérialistes alliés étaient dirigés contre le pouvoir soviétique.

Et que se passe-t-il maintenant, cinq mois après ? N'auraient-ils plus de forces armées, de millions d'hommes, n'auraient-ils plus de flotte ? Pourquoi donc ont-ils été obligés de reculer devant l'armée mal équipée des ouvriers et des paysans ukrainiens ?

Parce que leurs propres troupes sont en train de se désagréger, comme l'attestent les renseignements qui ont filtré jusqu'à nous. Ces renseignements se sont confirmés. On ne fait pas impunément quatre ans de guerre pour le partage des profits capitalistes. Et après avoir écrasé Guillaume, sur qui ils ont rejeté tous les torts, ils ne sont pas en état de poursuivre la guerre. Nous savons que, sur le plan mili-

taire, les pays de l'Entente pourraient être et qu'ils restent, rigoureusement parlant, incomparablement plus forts que nous, mais en même temps nous disons : ils ont perdu la guerre contre nous. Ce n'est pas seulement ce que nous imaginons, ce que nous désirons, c'est ce que les événements d'Ukraine ont démontré. Ils ne peuvent plus combattre une fois que tous les pays sont épuisés, exténués par la guerre ; une fois qu'il est devenu évident pour chacun que la guerre ne se poursuit que pour maintenir le pouvoir du capital sur les travailleurs. Les alliés retardent encore la conclusion inévitable de la paix avec la Russie, en vue de laquelle nous avons fait toute une série de démarches, que nous avons même proposée aux conditions les plus dures pour nous. Nous savons en effet que même des conditions financières draconiennes sont infiniment moins lourdes que la poursuite de la guerre qui ravit les meilleurs fils des ouvriers et des paysans. Les Etats impérialistes savent qu'ils ne peuvent nous faire la guerre. Ils savent ce qu'est le mouvement de Koltchak qui a mobilisé quelques dizaines de milliers de jeunes paysans sibériens. Il n'a pas osé enrôler dans ses troupes les anciens combattants du front, car il sait bien qu'ils ne l'auraient pas suivi, il tient les jeunes recrues par la discipline du bâton et par les mensonges.

Voilà pourquoi, bien que notre situation se soit aggravée, nous disons avec une assurance totale : nous sommes en état de terminer cette guerre, en quelques mois, et les alliés seront obligés de conclure la paix avec nous. Ils s'appuient sur Koltchak et espèrent que les difficultés de ravitaillement jetteront bas le pouvoir des Soviets, mais nous, nous disons : cela ne réussira pas. Certes, l'état de notre approvisionnement n'est pas brillant ; nous savons que d'autres grandes difficultés sont en perspective, mais nous disons quand même : notre situation est loin d'être aussi mauvaise que l'an passé ; au printemps dernier, la désorganisation du ravitaillement et des transports était encore plus redoutable.

Au cours du premier semestre 1918, nos services du ravitaillement n'ont pu stocker que 28 millions de pouds de blé et 67 millions au cours du second semestre. Le premier semestre est toujours plus dur, les vivres manquent ; pourtant, l'année dernière, alors que toute l'Ukraine était oc-

cupée par les Allemands, que dans la région du Don Krasnov recevait des Allemands des dizaines de wagons de matériel militaire, que les Tchécoslovaques avaient pris la région de la Volga, l'état du ravitaillement était bien plus critique.

A présent, d'autres républiques se sont ajoutées à la République socialiste soviétique de Russie. La République de Lettonie a consolidé sa situation ces derniers temps ; la démoralisation s'est emparée des troupes allemandes qui avançaient si vite ; les soldats allemands disent qu'ils n'iront pas se battre pour restaurer le pouvoir des barons. L'Ukraine, que les hommes de Pétlioura avaient conquise pour une brève période, en est complètement débarrassée, et les troupes rouges marchent sur la Bessarabie. Nous savons que la situation internationale de la République soviétique se consolide chaque jour, on peut même dire chaque heure. Vous savez tous qu'en Hongrie également règne le pouvoir des Soviets, qu'une République soviétique y a été créée, que la bourgeoisie est partie et que les ouvriers ont pris la relève lorsqu'il est apparu que les alliés voulaient piller le pays.

Actuellement, avec la conquête de l'Ukraine et le raffermissement du pouvoir des Soviets dans la région du Don, notre force croît. Nous disons maintenant que nous tenons les sources de blé et de vivres, que nous avons la possibilité de recevoir le combustible du bassin du Donetz. Nous sommes sûrs que, bien que les mois les plus durs approchent, alors que la crise du ravitaillement s'est aggravée, alors que nos transports sont épuisés et désorganisés, nous surmonterons néanmoins cette crise. L'Ukraine dispose de réserves énormes, d'excédents de blé qu'il est difficile de prendre d'un coup, car la guerre de partisans s'y poursuit, les paysans terrorisés par la domination féroce des Allemands ont peur de s'emparer des terres des grands propriétaires. Les premiers pas de l'édification y sont difficiles, comme ils l'étaient chez nous à l'époque où le pouvoir des Soviets siégeait à Smolny.

Nous devons envoyer en Ukraine un minimum de trois mille cheminots, en partie des paysans de la Russie du Nord affamée. Le gouvernement ukrainien a déjà promulgué un décret sur le prélèvement précis de la quantité de blé qu'il

est possible de stocker maintenant et qui se monte à 100 millions de pouds.

Il y a également, dans un district du bassin du Donetz, d'après certains renseignements, 1 million de pouds de grain à moins de 10 verstes de la voie ferrée.

Les voilà ces réserves, ces ressources qui n'existaient pas l'année dernière et que nous avons maintenant. Cela montre que, si nous tendons toutes nos forces pendant peu de temps, nous pouvons d'ici quelques mois en finir avec la guerre. Au Sud, notre supériorité est décisive. Les alliés, Français et Anglais, ont perdu leur campagne ; ils se sont aperçus que les troupes insignifiantes dont ils disposent ne peuvent pas faire la guerre contre la République soviétique. Les mensonges qu'ils propagent contre nous se dissipent ; personne ne croit plus aux histoires selon lesquelles les bolchéviks ont renversé le gouvernement par la violence et se maintiennent grâce à la violence, et maintenant chacun sait que la République des Soviets se renforce de jour en jour.

Nous faisons appel à vous aujourd'hui, parce que tout le sort de la guerre dépend de cette mobilisation. Nous avons toutes raisons de dire qu'elle tranchera la question en notre faveur, et que les impérialistes seront contraints d'accorder la paix que nous leur avons proposée, parce qu'ils s'affaiblissent de jour en jour.

Voilà pourquoi, camarades, le pouvoir soviétique a décidé de tendre toutes ses forces, de mobiliser principalement les ouvriers et les paysans des provinces non agricoles. Nous escomptons que la mobilisation, accompagnée d'un mouvement rapide sur les fronts, permettra également d'améliorer le ravitaillement : elle diminuera le nombre des bouches à nourrir dans les provinces non agricoles, les plus affamées ; puisque nous faisons la guerre dans les régions les plus riches en blé et les mieux nourries, les hommes envoyés par dizaines de milliers au front pourront se nourrir et, grâce à l'extension des colis postaux, ils pourront aider immédiatement leurs familles restées au pays, les aider au moins autant qu'avant, avec les colis d'« un-poud-et-demi », et même davantage.

Cette mobilisation est liée à la possibilité de terminer rapidement la guerre ; cette mobilisation est liée à nos

espoirs de voir le mouvement de Koltchak stoppé et définitivement brisé. Nous ne voulons pas toucher à nos troupes qui parachèvent dans le Sud leur victoire sur les débris des bandes de Krasnov afin de nous assurer les régions les plus riches en blé. Nous avons pris presque toute la région du Don ; dans le Caucase septentrional, il y a encore plus de blé, les réserves sont encore plus considérables, et nous en disposerons si nous n'affaiblissons pas le front Sud.

Camarades, pour la première fois au monde, une guerre se déroule dans notre pays où les ouvriers et les paysans, qui savent, sentent et voient que le fardeau de la guerre est immense, qui ont enduré toutes les affres de la faim dans un pays cerné par les impérialistes comme une forteresse assiégée, comprennent qu'ils font la guerre pour la terre, pour les fabriques et les usines. Jamais on ne vaincra un peuple dont les ouvriers et les paysans, dans leur majorité, ont appris par expérience et ont constaté qu'ils défendent leur pouvoir à eux, le pouvoir des Soviets, le pouvoir des travailleurs, qu'ils défendent la cause qui, victorieuse, leur assurera, ainsi qu'à leurs enfants, la possibilité de bénéficier de tous les biens de la culture, de toutes les créations du travail humain. Et nous sommes sûrs, camarades, que cette mobilisation se fera incomparablement mieux que les précédentes, qu'elle jouira de l'appui de votre milieu, qu'en plus des agitateurs qui interviennent aux réunions, chacun de vous et chacun de ceux que vous connaissez deviendra lui-même un agitateur, ira lui-même vers ses camarades, les ouvriers d'usine et les cheminots, et leur expliquera d'une façon compréhensible et claire pourquoi il faut maintenant tendre toutes ses forces et en finir en quelques mois avec l'ennemi. Les masses elles-mêmes se lèveront, et chacun deviendra un agitateur ; elles créeront la force invincible qui permettra d'instaurer la République des Soviets non seulement en Russie, mais dans le monde entier.

« Pravda » n° 85, le 23 avril 1919 *Conforme au texte de la « Pravda »*

DISCOURS SUR LA LUTTE CONTRE KOLTCHAK A LA CONFERENCE DES COMITES DE FABRIQUE ET D'USINE ET DES SYNDICATS DE MOSCOU LE 17 AVRIL 1919

COMPTE RENDU DE PRESSE

Dans un discours brillant, Lénine appelle le prolétariat de Moscou à prendre une part directe à la lutte contre Koltchak. La dernière offensive de Koltchak, selon les termes de Lénine, a été incontestablement fomentée par les puissances impérialistes de l'Entente. Un télégramme reçu hier du camarade Stoutchka montre que c'est bien l'Entente qui dirige tous les mouvements des gardes blancs dans les provinces périphériques : nous apprenons que les Allemands ont stoppé leur offensive en Courlande, mais qu'un accord de paix est impossible pour le gouvernement soviétique de Lettonie, parce que la France, l'Angleterre et l'Amérique exigent des Allemands qu'ils restent en Courlande et poursuivent la guerre ; les généraux sont prêts à se soumettre aux vainqueurs, mais les soldats refusent délibérément de se battre. Les alliés ont perdu leur dernière carte. Les victoires du Sud ont montré que les alliés ne disposent pas de forces pour nous faire la guerre ou, plus exactement, qu'ils n'ont plus d'autorité sur leurs forces armées. L'aventure des alliés dans le Sud s'est achevée par le plus honteux des actes de pillage lors de leur fuite d'Odessa. Les alliés « civi-

lisés », qui nous accusent de pillages et de violences, nous ont raflé, sans aucun droit ni la moindre justification, toute notre flotte marchande d'Odessa, vouant ainsi la population civile à la famine. C'était un acte de vengeance motivé par l'effondrement des plans impérialistes. Nous avons liquidé les fronts du Sud et de Crimée, et nous sommes à la veille de liquider celui du Don. Aux dernières nouvelles, nous sommes à une distance de 40 verstes de Novotcherkassk. Notre victoire est assurée.

L'offensive de Koltchak, inspirée par les alliés, a pour but de détourner nos forces du front Sud, pour permettre aux débris des détachements gardes blancs du Sud et des hommes de Pétlioura de se ressaisir. Mais ils n'y arriveront pas. Nous ne retirerons pas un seul régiment, pas une seule compagnie du front Sud.

Pour le front Est, nous formerons de nouvelles armées, et à cette fin, nous avons décrété la mobilisation. Cette mobilisation sera la dernière, elle nous permettra d'en finir avec Koltchak, c'est-a-dire de terminer la guerre, et cette fois pour toujours.

La mobilisation que nous venons de décréter s'étend exclusivement aux provinces industrielles, non agricoles. En en dressant le plan, on a pris en considération non seulement les intérêts militaires, mais aussi les intérêts de l'agriculture et du ravitaillement. Nous recrutons les hommes dans les provinces affamées pour les transférer dans ces régions riches en blé. Cette mobilisation allégera dans une grande mesure l'état du ravitaillement dans les capitales et les provinces du Nord. En accordant à tous les mobilisés le droit d'envoyer deux colis de vivres par mois à leur famille, nous donnons à la population ouvrière la possibilité de recevoir du blé de leurs proches au front. Le commissaire aux postes nous apprend que les colis de vivres contribuent dans une large mesure à l'approvisionnement des villes ; en un jour, il en est arrivé 37 wagons. Les résultats de cette mesure seront incontestablement plus importants, plus sensibles, que l'expérience des « un-poud-et-demi » tentée l'an passé.

La mobilisation a été conçue et élaborée d'une façon juste, mais pour qu'elle réussisse elle ne doit pas être réalisée par des méthodes bureaucratiques. Il faut se souvenir

qu'elle joue un rôle décisif, et une tension de toutes les forces est nécessaire pour son application. Chaque ouvrier conscient et chaque ouvrière consciente doivent y prendre une part directe. Les réunions et les meetings ce n'est pas assez ; ce qu'il faut, c'est l'agitation individuelle, c'est aller trouver tous les mobilisés, c'est persuader chacun d'eux, personnellement, que de son courage, de sa résolution et de son dévouement dépend la fin de la guerre.

La révolution prolétarienne gagne tous les pays du monde ; si les alliés ont renoncé en fait à l'intervention militaire ouverte dans les affaires de la Russie, c'est parce qu'ils ne peuvent pas se rendre maîtres de leurs armées qui ont compris par instinct la révolution russe. Ils ont peur de leurs soldats et de leurs ouvriers, ils veulent les mettre à l'abri de l'influence de la révolution russe. Ces derniers temps, on interdit dans les pays de l'Entente même les informations de presse annonçant les succès du bolchévisme. En Italie, on a élevé une barrière qui ne laisse même pas passer les lettres privées en provenance de Russie. Lénine annonce qu'il a reçu ces jours-ci une lettre de Morgari, socialiste italien connu qui s'était montré fort modéré à la conférence de Zimmerwald. Cette lettre a été acheminée clandestinement, écrite sur de petits bouts de papier, comme la correspondance du Parti à l'époque tsariste. Dans cette lettre secrète, Morgari écrit : « Au nom du parti italien, j'adresse le salut le plus chaleureux aux camarades russes et au pouvoir des Soviets. » (Vifs applaudissements.) En Hongrie, on le sait, le gouvernement bourgeois a démissionné de son plein gré, il a libéré de son plein gré Bela Kun, officier communiste hongrois qui fut prisonnier en Russie, qui combattit activement dans les rangs des communistes russes et participa à l'écrasement du soulèvement socialiste-révolutionnaire de gauche en juillet dernier. Ce bolchévik hongrois, autrefois persécuté, calomnié et bafoué, est maintenant le dirigeant de fait du gouvernement des Soviets hongrois. Comparée à la Russie, la Hongrie est un petit pays, mais la révolution hongroise jouera apparemment dans l'histoire un rôle plus grand que la révolution russe. Ce pays cultivé tient compte de toute l'expérience de la révolution russe, réalise fermement la socialisation et, bénéficiant d'un terrain mieux préparé, élève

l'édifice du socialisme d'une façon plus harmonieuse, plus fructueuse.

Or, voici qu'à l'heure où nous pouvons dire avec certitude que l'impérialisme international a perdu la partie pour toujours, un danger nous menace à l'Est : les bandes de gardes blancs acharnés et enragés de Koltchak. Il faut en finir. Battre Koltchak, c'est en finir pour toujours avec la guerre. Il faut tendre toutes nos forces, il faut que le prolétariat conscient participe tout entier à la mobilisation. Tous les ouvriers et ouvrières conscients doivent consacrer chaque jour de liberté, chaque heure de liberté à l'agitation individuelle. Il ne sera pas besoin de prolonger longtemps notre effort, quelques mois seulement, et peut-être même quelques semaines, et ce sera l'ultime et définitif effort, car notre victoire est hors de doute.

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 84, le 18 avril 1919

Conforme au texte du journal

DISCOURS AU Ier CONGRES DES ELEVES COMMUNISTES DE RUSSIE LE 17 AVRIL 1919[53]

Je suis très heureux de vous saluer. Je ne sais pas combien de provinces sont représentées ici, ni d'où vous venez. Ce qui est important, c'est que la jeunesse communiste s'organise. Ce qui est important, c'est que la jeunesse se rassemble pour apprendre à édifier l'école nouvelle. Vous avez maintenant devant vous une école nouvelle. L'école ancienne, l'école officielle que vous n'aimiez pas, que vous détestiez, et qui n'avait pas de contact avec vous, n'existe plus. Notre travail portera sur une très longue période. La société future à laquelle nous aspirons, la société dans laquelle il ne doit y avoir que des travailleurs, la société dans laquelle il ne doit y avoir aucune inégalité, cette société il nous faudra longtemps pour la construire. Actuellement, nous ne faisons que poser les premières pierres de la société, future, mais c'est vous qui aurez à la construire lorsque vous serez devenus adultes. Pour le moment, travaillez dans la mesure de vos forces, n'entreprenez pas une tâche qui les dépasse, travaillez sous la conduite de vos aînés. Encore une fois, je salue le congrès, et je vous souhaite le maximum de succès dans votre œuvre.

Publié pour la première fois en 1928

SALUT
A LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE DE BAVIERE

Nous vous remercions de votre message de salutations et, à notre tour, nous saluons de tout cœur la République des Soviets de Bavière. Nous vous prions instamment de nous faire savoir plus souvent et plus concrètement quelles mesures vous avez prises pour lutter contre les bourreaux bourgeois que sont Scheidemann et Cie ; si vous avez créé des Soviets d'ouvriers et de gens de maison dans les quartiers de la ville ; si vous avez armé les ouvriers et désarmé la bourgeoisie ; si vous avez utilisé les dépôts de vêtements et d'autres articles pour assister immédiatement et largement les ouvriers, et surtout les journaliers et les petits paysans ; si vous avez exproprié les fabriques et les biens des capitalistes de Munich, ainsi que les exploitations agricoles capitalistes des environs ; si vous avez aboli les hypothèques et les fermages des petits paysans ; si vous avez doublé ou triplé le salaire des journaliers et des manœuvres ; si vous avez confisqué tout le papier et toutes les imprimeries pour publier des tracts et des journaux de masse ; si vous avez institué la journée de travail de six heures avec deux ou trois heures consacrées à l'étude de l'art d'administrer l'Etat ; si vous avez tassé la bourgeoisie à Munich pour installer immédiatement les ouvriers dans les appartements riches ; si vous avez pris en mains toutes les banques ; si vous avez choisi des otages parmi la bourgeoisie ; si vous avez adopté une ration alimentaire plus élevée pour les ouvriers que pour

les bourgeois ; si vous avez mobilisé la totalité des ouvriers à la fois pour la défense et pour la propagande idéologique dans les villages avoisinants. L'application la plus urgente et la plus large de ces mesures, ainsi que d'autres semblables, faite en s'appuyant sur l'initiative des Soviets d'ouvriers, de journaliers, et, séparément, de petits paysans, doit renforcer votre position. Il est indispensable de frapper la bourgeoisie d'un impôt extraordinaire et d'améliorer pratiquement, immédiatement et coûte que coûte, la situation des ouvriers, journaliers et petits paysans.

Meilleurs vœux et souhaits de succès.

Lénine

Rédigé le 27 avril 1919.
Publié pour la première fois le 22 avril 1930 dans le n° 111 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

TELEGRAMME AU PRESIDENT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE DE L'UKRAINE

La résolution des socialistes-révolutionnaires de Iékatérinoslav montre que ce sont des canailles, des défenseurs des koulaks. Il faut lancer contre eux une campagne de presse les dénonçant comme tels, dénoncer leur mot d'ordre d'opposition à la centralisation, exiger d'eux qu'ils démasquent les koulaks et luttent contre la vente libre du blé par les paysans. Au gouvernement, il faut les lier par les directives les plus précises, les placer sous le contrôle le plus rigoureux et, s'ils s'écartent le moins du monde de la ligne du gouvernement sur les questions du ravitaillement, des coopératives, des finances et sur celle du rapprochement le plus étroit avec la Russie, se préparer à les chasser en les couvrant de honte. Informez-moi plus souvent.

Lénine

Rédigé à la fin d'avril 1919
Publié pour la première fois

Conforme au manuscrit

TROIS DISCOURS PRONONCES SUR LA PLACE ROUGE LE 1er MAI 1919

COMPTE RENDU DE PRESSE

1

(*L'apparition de Lénine parmi les manifestants soulève une longue ovation.*) Après avoir salué le prolétariat moscovite et mondial, Lénine trace un parallèle entre les fêtes du premier mai de l'année dernière et celles de cette année. En un an, la situation politique s'est considérablement modifiée en faveur du pouvoir des Soviets. Le Ier mai dernier, nous étions sous la menace de l'impérialisme allemand. Maintenant il est brisé et réduit en poussière.

Ce n'est pas seulement chez nous que la célébration de la journée des prolétaires a présenté un tableau différent. Dans tous les pays, les ouvriers se sont engagés dans la voie de la lutte anti-impérialiste. La classe ouvrière affranchie célèbre victorieusement sa journée, librement et ouvertement, non seulement en Russie soviétique, mais aussi en Hongrie soviétique et en Bavière soviétique. Aujourd'hui, on peut dire en même temps avec assurance que, non seulement à Moscou-la-Rouge, à Pétrograd-la-Rouge et à Budapest, mais dans tous les grands centres prolétariens, les ouvriers sont descendus dans la rue non pour se promener mais pour manifester leur force ; ils parlent de l'importance du pouvoir des Soviets et de la prochaine victoire du prolétariat.

Passant aux menaces de l'impérialisme anglo-français, Lénine dit que celui-ci a dû quitter le champ de bataille d'Ukraine, où agissaient des détachements peu importants d'insurgés ; à plus forte raison, devant les forces unies de la Russie, de la Hongrie et de la Bavière soviétique il lui est impossible de tenir. L'abandon d'Odessa et de la Crimée montre que les soldats anglais et français ne désirent pas combattre la Russie des Soviets, et là réside le gage de notre victoire.

Lénine donne connaissance d'un télégramme reçu du camarade Kaménev, annonçant que Sébastopol est complètement nettoyé des détachements français. Ainsi, dit-il, aujourd'hui, dans Sébastopol libéré, flotte le drapeau rouge du prolétariat qui fête le jour de sa libération des bandes impérialistes. (Longue ovation. Hourras prolongés.)

Parlant des menaces de Koltchak, Lénine dit que les dernières nouvelles du front nous permettent d'affirmer que notre victoire est toute proche. Des dizaines et des centaines de milliers de combattants sont envoyés au front ; ils anéantiront une fois pour toutes les bandes de Koltchak.

En conclusion, Lénine exprime sa certitude de la victoire définitive du pouvoir soviétique dans le monde entier et s'exclame : « Vive la République internationale des Soviets ! Vive le communisme! »

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 93, le 3 mai 1919

Conforme au texte du journal

2

La plupart des assistants qui n'ont pas dépassé 30 à 35 ans, dit Lénine, verront l'épanouissement du communisme dont nous sommes encore bien loin.

Désignant les enfants, Lénine dit que ceux qui participent actuellement à la fête du travail affranchi, jouiront pleinement des fruits des efforts et des sacrifices consentis par les révolutionnaires.

— Nos descendants regarderont comme une curiosité les documents et les monuments de l'époque du régime capitaliste. Ils auront peine à s'imaginer comment le commerce des objets de première nécessité pouvait se trouver entre les mains de particuliers, comment les fabriques et les usines pouvaient appartenir à des individus, comment un homme pouvait en exploiter un autre, comment pouvaient exister des gens qui ne travaillaient pas. Jusqu'à présent, on parlait de ce que verront nos enfants comme d'un conte merveilleux, mais maintenant, camarades, vous voyez clairement que l'édifice de la société socialiste dont nous avons posé les fondations n'est pas une utopie. Cet édifice, nos enfants le construiront avec un zèle redoublé. (V i f s a p p l a u d i s s e m e n t s.)

Publié le 2 mai 1919 dans le journal « Vétchernié Izvestia Moskovskovo Soviéta » n° 230

Conforme au texte du journal

3

DISCOURS AU LOBNOIE MESTO POUR L'INAUGURATION DU MONUMENT A STEPANE RAZINE

(V i f s a p p l a u d i s s e m e n t s.) Aujourd'hui, camarades, nous fêtons le Ier Mai en compagnie des prolétaires du monde entier impatients de renverser le capital. Ce Lobnoïé Mesto nous rappelle les siècles pendant lesquels les masses laborieuses ont enduré d'atroces souffrances sous le joug de leurs oppresseurs, car jamais le pouvoir du capital n'a pu se maintenir autrement que par une violence et des outrages qui, même dans le passé, suscitaient l'indignation. Ce monument est l'image d'un des représentants de la paysannerie révoltée. C'est à cette place qu'il a été exécuté pour avoir lutté pour la liberté. De nombreux révolutionnaires russes ont fait don de leur vie dans la lutte contre le capital. La mort a frappé les meilleurs prolétaires, les meilleurs paysans, les champions de la liberté, mais pas de la liberté que propose le capital, la liberté avec les banques, avec les fabriques et les usines privées, avec la spéculation. A bas cette liberté-là : nous voulons la liberté réelle qui ne deviendra possible que le jour où tous les membres de la société seront des travailleurs.

Il faudra beaucoup d'efforts et beaucoup de sacrifices pour gagner cette liberté. Et nous ferons tout pour ce grand objectif, pour réaliser le socialisme. (V i f s a p p l a u d i s s e m e n t s.)

Publié le 2 mai 1919 dans le journal « Vétchernié Izvestia Moskovskovo Soviéta » n° 230

Conforme au texte du journal

Ier CONGRES DE L'ENSEIGNEMENT EXTRA-SCOLAIRE DE RUSSIE

6-19 MAI 1919

Publié en 1919 dans la brochure: N. Lénine. « Deux discours au Ier Congrès de l'enseignement extra-scolaire de Russie. » Moscou

Conforme au texte de la brochure

I

DISCOURS DE SALUTATIONS
LE 6 MAI

Camarades, je suis très heureux de saluer le Congrès de l'enseignement extra-scolaire. Vous n'attendez naturellement pas de moi un discours qui traite à fond le sujet, comme celui de l'orateur précédent, le camarade Lounatcharski, lequel est plus au courant de la question et s'y consacre particulièrement. Permettez-moi, pour ma part, de me borner à adresser quelques mots de salutations et à exposer les quelques observations et réflexions que j'ai eu l'occasion de faire au Conseil des Commissaires du Peuple lorsqu'on a abordé d'assez près votre travail immédiat. Je suis sûr qu'on trouverait difficilement dans l'activité des Soviets un autre domaine où, en un an et demi, on ait remporté des succès aussi considérables que dans celui de l'enseignement et de l'éducation extra-scolaire. Incontestablement, notre travail et le vôtre ont été plus faciles dans ce domaine que dans les autres. Ici, nous avons dû écarter les vieilles barrières, les vieux obstacles. Ici, il a été plus facile d'aller au-devant de l'immense besoin de connaissance, de libre instruction et de libre développement qui s'est manifesté le plus parmi les masses ouvrières et paysannes ; car, s'il nous a été facile de jeter bas, grâce à la puissante poussée des masses, les obstacles extérieurs qui se dressaient sur leur chemin, de briser les institutions traditionnelles bourgeoises qui nous liaient à la guerre impérialiste et condamnaient la Russie aux pires fardeaux par suite de cette guerre ; s'il nous a été facile de briser les obstacles extérieurs, nous

avons, par contre, ressenti avec une acuité d'autant plus grande toutes les difficultés de l'œuvre de rééducation des masses, d'organisation et d'instruction, de diffusion des connaissances, de lutte contre l'ignorance, le manque de culture, la barbarie et l'abrutissement dont nous avons hérité. Ici, la lutte a dû être menée avec des méthodes absolument différentes. Ici, on ne pouvait compter que sur un succès à longue échéance et sur l'action constante et persévérante des couches avancées de la population et qui rencontre l'accueil le plus chaleureux parmi les masses ; nous sommes souvent coupables de donner moins que ce que nous pourrions donner. Il me semble qu'à ces premiers pas, dans l'œuvre de diffusion de l'enseignement extra-scolaire, libre, dégagé des cadres et des conventions du passé, de l'enseignement auquel aspire la population adulte, que, dans ce domaine nous avons dû, les premiers temps, lutter surtout contre deux obstacles. Tous deux nous ont été légués par l'ancienne société capitaliste qui, jusqu'à ce jour, nous tient encore et nous tire vers le bas par des milliers et des millions de fils, de câbles et de chaînes.

Le premier défaut, c'est l'abondance des intellectuels issus de la bourgeoisie qui, bien souvent, ont considéré les établissements d'enseignement fondés de façon nouvelle à l'intention des paysans et des ouvriers, comme le terrain le plus favorable pour leurs lubies personnelles dans le domaine de la philosophie ou dans celui de la culture ; à chaque instant, les contorsions les plus stupides étaient présentées comme quelque chose de neuf, et l'on servait, sous l'étiquette d'un art et d'une culture purement prolétariens, des choses extravagantes et absurdes[54]. (Applaudissements.) Mais, au début, c'était naturel, peut-être pardonnable et on ne saurait en faire grief à un vaste mouvement ; j'espère, malgré tout, que nous sommes finalement en train d'en sortir et que nous en sortirons.

Le second défaut est également légué par le capitalisme. Les larges masses de travailleurs petits-bourgeois avides de connaissance, tout en brisant l'ancien, ne pouvaient apporter aucun élément organisateur ni organisé. Je me suis livré à certaines observations lorsque la question de la mobilisation des personnes instruites et celle des bibliothèques étaient posées au Conseil des Commissaires du

Peuple ; de ces petites observations, j'ai tiré des conclusions quant à la situation déplorable qui règne en cette matière. Naturellement, il n'est guère d'usage de parler de ce qui va mal dans un discours de salutations. J'espère que vous êtes affranchis de ces conventions et que vous ne m'en voudrez pas de vous faire part de mes quelques observations affligeantes. Lorsque nous avons posé la question de la mobilisation des personnes instruites, ce qui sautait le plus aux yeux, c'était le fait que notre révolution avait remporté un succès éclatant sans sortir immédiatement du cadre d'une révolution bourgeoise. Elle donnait libre cours au développement des forces existantes ; or, ces forces existantes sont petites-bourgeoises, elles ont toujours pour mot d'ordre : « Chacun pour soi et Dieu pour tous » ; ce maudit mot d'ordre capitaliste qui ne conduit jamais à rien d'autre qu'à Koltchak et à la vieille restauration bourgeoise. Quand on observe ce qui se fait chez nous dans le domaine de l'instruction des illettrés, je pense que sur ce plan on a fort peu réalisé, et notre tâche commune, ici, est de comprendre que l'organisation des éléments prolétariens est indispensable. Ce qui compte, ce ne sont pas les phrases ridicules qui restent sur le papier, mais les mesures urgentes qu'il faut prendre en faveur du peuple dès maintenant, les mesures qui obligeraient tout homme cultivé à considérer comme son devoir la nécessité d'instruire plusieurs illettrés. Cela, un de nos décrets l'a prescrit [55]. Mais presque rien n'a été fait dans ce domaine.

Lorsque j'avais affaire, au Conseil des Commissaires du Peuple, à l'autre question, celle des bibliothèques, je me disais : les plaintes que nous entendions constamment sont justifiées ; la faute en est au retard de notre production, nous avons peu de livres et nous ne pouvons en publier en quantité suffisante. Bien sûr, nous n'avons pas de combustible, les fabriques sont arrêtées, le papier manque et nous ne pouvons pas recevoir de livres. Tout cela est vrai, mais ce qui est vrai aussi c'est que nous ne savons pas prendre les livres qui existent. A cet égard, nous continuons à souffrir de cette naïveté et de cette impuissance du moujik qui, après avoir pillé la bibliothèque du seigneur, se sauvait chez lui, craignant que quelqu'un ne la lui retirât, car l'idée qu'il peut y avoir une répartition équitable, que

le domaine public n'est pas une chose haïssable, que c'est le bien commun des ouvriers et des travailleurs, cette idée il ne pouvait encore l'avoir. La masse paysanne peu évoluée n'en est pas coupable et, du point de vue du cours de la révolution, c'est absolument légitime, c'est un stade inévitable ; lorsque le paysan s'emparait d'une bibliothèque et la cachait, il ne pouvait pas agir autrement, car il ne comprenait pas qu'on pouvait réunir toutes les bibliothèques de Russie, et qu'il y aurait ainsi suffisamment de livres pour nourrir l'homme instruit et instruire l'ignorant. Maintenant, il faut lutter contre les vestiges de la désorganisation, contre le chaos, contre les ridicules disputes administratives. Cela doit être notre tâche principale. Nous devons entreprendre l'œuvre simple et urgente de mobilisation des gens instruits et de lutte contre l'analphabétisme. Nous devons utiliser les livres que nous avons, créer un réseau organisé de bibliothèques pour aider le peuple à profiter de chacun de nos livres ; ne pas fonder d'organisations parallèles, mais une organisation unique et planifiée. Ce domaine modeste reflète la tâche fondamentale de notre révolution. Si elle ne s'en acquitte pas, si elle ne s'engage pas sur la voie de la création d'une organisation unique vraiment planifiée, à la place du chaos et de l'absurdité russes, alors cette révolution restera une révolution bourgeoise, car c'est cela qui caractérise la révolution prolétarienne en marche vers le communisme ; tandis que, pour la bourgeoisie, il suffisait de briser l'ancien et de donner libre cours à l'exploitation paysanne qui faisait renaître ce même capitalisme, comme dans toutes les révolutions passées.

Si nous nous appelons Parti des communistes, nous devons comprendre que maintenant seulement, alors que nous en avons fini avec les obstacles extérieurs, que nous avons brisé les vieilles institutions, se pose pour la première fois, de façon véritable et dans toute son ampleur, la première tâche de la révolution prolétarienne actuelle : organiser des dizaines et des centaines de millions d'individus. Après l'expérience d'un an et demi que nous avons tous faite dans ce domaine, nous devons enfin nous engager dans la voie juste afin de triompher du manque de culture, de l'ignorance et de la barbarie dont nous n'avons jamais cessé de souffrir. (Vifs applaudissements.)

2

COMMENT ON TROMPE LE PEUPLE AVEC LES MOTS D'ORDRE DE LIBERTE ET D'EGALITE LE 19 MAI

Permettez-moi, camarades, au lieu d'analyser la situation présente comme certains d'entre vous l'attendaient aujourd'hui, semble-t-il, de donner une réponse aux questions politiques les plus essentielles, non seulement théoriques, bien entendu, mais aussi pratiques, qui se posent à nous actuellement, qui caractérisent toute l'étape de la révolution soviétique et qui suscitent le plus de discussions, le plus d'attaques de la part de certains qui se considèrent comme des socialistes, et le plus d'embarras de la part de certains qui se considèrent comme des démocrates et s'en vont partout nous accusant à l'envi de porter atteinte à la démocratie. Il me semble que ces questions politiques générales se rencontrent trop souvent, voire même constamment, dans toute la propagande et l'agitation actuelles, dans toutes les publications hostiles au bolchévisme, à condition naturellement qu'elles s'élèvent tant soit peu au-dessus du niveau du mensonge, de la calomnie et de l'injure ordinaires, caractère qu'elles revêtent dans tous les journaux bourgeois. Si l'on considère les publications qui s'élèvent quelque peu au-dessus de cela, je pense que les questions fondamentales touchant le rapport entre la démocratie et la dictature, les tâches de la classe révolutionnaire en période de révolution, le passage au socialisme en général, les relations entre

la classe ouvrière et la paysannerie sont à la base de tous les débats politiques de l'heure et que leur éclaircissement, bien que pouvant vous paraître parfois un peu éloigné de l'actualité immédiate, doit être néanmoins, je pense, notre principale tâche commune. Bien entendu, dans un bref exposé, je ne peux aucunement prétendre embrasser toutes ces questions. J'en ai choisi un certain nombre, et c'est d'elles que je voudrais vous entretenir ici.

I

La première des questions que j'ai choisies est celle des difficultés de toute révolution, de tout passage à un régime nouveau. Si vous examinez attentivement les attaques qui pleuvent sur les bolchéviks, déclenchées par ceux qui se considèrent comme des socialistes et des démocrates, — je peux prendre pour modèle de ces gens les groupes littéraires *Vségda Vpériod !* et *Diélo Naroda*, journaux interdits à mon avis en toute justice et dans l'intérêt de la révolution, journaux dont les représentants ont le plus souvent recours à la critique théorique, dans leurs diatribes dont le caractère n'est que trop naturel, puisqu'elles émanent d'organes que notre pouvoir juge contre-révolutionnaires, — si vous examinez attentivement les attaques lancées de ce camp contre le bolchévisme, vous verrez figurer à tout bout de champ, parmi les accusations, celle-ci : « Travailleurs, les bolchéviks vous ont promis le pain, la paix et la liberté ; ils ne vous ont donné ni le pain, ni la paix, ni la liberté, ils vous ont trompés, et ils vous ont trompés parce qu'ils ont renié la démocratie. » Ce dernier point sera traité spécialement. J'envisagerai maintenant l'autre aspect de cette accusation : « Les bolchéviks ont promis le pain, la paix et la liberté ; les bolchéviks ont donné en réalité la poursuite de la guerre, une lutte particulièrement cruelle et particulièrement acharnée, une guerre de tous les impérialistes, des capitalistes de tous les pays de l'Entente, donc, de tous les pays les plus civilisés et les plus avancés, contre la Russie épuisée, déchirée, arriérée, exténuée. » Ces accusations, je le répète, vous les trouverez dans chacun des journaux cités, vous les entendrez dans chaque conversation

d'intellectuel bourgeois, lequel naturellement croit ne pas être bourgeois, vous entendrez cela constamment dans chaque propos petit-bourgeois. C'est pourquoi je vous invite à réfléchir à ce genre d'accusations.

Oui, les bolchéviks ont choisi la révolution contre la bourgeoisie, le renversement par la violence du gouvernement bourgeois, la rupture avec toutes les habitudes, toutes les promesses et tous les préceptes traditionnels de la démocratie bourgeoise, la lutte et la guerre les plus implacables et violentes pour écraser les classes possédantes ; c'est ce qu'ils ont choisi pour arracher la Russie, et ensuite l'humanité entière, au carnage impérialiste et pour mettre fin à toutes les guerres. Oui, c'est pour cela que les bolchéviks ont choisi la révolution et, naturellement, ils n'ont jamais eu l'idée de renier cette tâche fondamentale, capitale, qui est la leur. Et il est non moins incontestable que les efforts en vue de sortir de ce carnage impérialiste, de briser la domination de la bourgeoisie, que ces efforts ont attiré sur la Russie une croisade de tous les Etats civilisés. Car tel est le programme politique de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique, malgré toutes leurs assurances de renoncer à l'intervention. Les Lloyd George, Wilson et Clemenceau ont beau assurer qu'ils renoncent à l'intervention, nous savons tous que c'est un mensonge. Nous savons que les navires de guerre des alliés qui ont quitté Odessa et Sébastopol, qui ont été contraints de les quitter, bloquent le littoral de la mer Noire et même canonnent la partie de la presqu'île de Crimée à proximité de Kertch où sont retranchés les volontaires[56]. Ils disent : « Cela, nous ne pouvons pas vous le laisser. Si les volontaires ne viennent pas à bout de vous, nous ne pouvons quand même pas abandonner cette partie de la presqu'île de Crimée, parce qu'alors vous dominerez la mer d'Azov, vous nous barrerez la route vers Dénikine, vous nous empêcherez de ravitailler nos amis. » Ou bien c'est l'offensive contre Pétrograd qui se développe ; hier, un de nos torpilleurs s'est battu contre quatre torpilleurs ennemis. N'est-il pas clair que c'est une intervention, n'est-ce pas la flotte anglaise qui opère ? N'est-ce pas la même chose qui se produit à Arkhangelsk, en Sibérie ? Le fait est là : le monde civilisé tout entier marche en ce moment contre la Russie.

Je vous le demande, est-ce nous qui étions en contradiction avec nous-mêmes, alors que nous appelions les travailleurs à la révolution en leur promettant la paix, et que nous avons abouti à une croisade du monde civilisé tout entier contre la Russie faible, fatiguée, arriérée et écrasée, ou bien ceux qui ont l'impudence de nous lancer ce reproche sont en contradiction avec les notions élémentaires de la démocratie et du socialisme ? Voilà la question. Pour vous poser cette question sous une forme théorique et générale, je vais faire une comparaison. Nous parlons de classe révolutionnaire, de politique révolutionnaire du peuple : je vous propose de prendre un révolutionnaire en particulier. Prenons, par exemple, Tchernychevski et jugeons son activité. Comment peut le juger un homme complètement inculte et ignorant ? Il dira sans doute : « Eh bien, voilà un homme qui a gâché sa vie, qui a échoué en Sibérie, qui n'a abouti à rien. »

C'est un exemple. Si nous ne savons pas de qui vient cette opinion, nous dirons : « Dans le meilleur des cas, elle émane d'un homme désespérément ignorant, peut-être irresponsable d'être abêti au point de ne pas comprendre la portée de l'activité d'un révolutionnaire pris en particulier dans le cadre des événements révolutionnaires ; ou bien, ce jugement vient d'une canaille, d'un partisan de la réaction, qui cherche délibérément à écarter par la peur les travailleurs de la révolution. » J'ai pris l'exemple de Tchernychevski parce que quel que soit le courant auquel appartiennent ceux qui se disent socialistes, pour juger ce révolutionnaire il ne peut y avoir sur ce point de divergence de fond. Tous conviendront que, si l'on juge un révolutionnaire en particulier, du point de vue des sacrifices en apparence inutiles et souvent infructueux qu'il a consentis, en laissant de côté le contenu de son activité et la liaison de celle-ci avec les révolutionnaires antérieurs et ultérieurs, si l'on juge ainsi la portée de son activité, c'est ou bien faire preuve d'une ignorance et d'une stupidité irrémédiables, ou bien défendre haineusement et hypocritement les intérêts de la réaction, l'oppression, l'exploitation et le joug de classe. Sur ce point, il ne peut y avoir de divergences.

Je vous invite maintenant à passer de ce révolutionnaire pris en particulier à la révolution de tout un peuple, de

tout un pays. Y a-t-il un seul bolchévik qui ait nié une seule fois que la révolution ne peut vaincre sous une forme définitive que lorsqu'elle aura gagné tous les pays avancés, ou du moins quelques-uns d'entre eux parmi les plus évolués ? Cela, nous l'avons toujours dit. Avons-nous affirmé qu'il était possible de sortir de la guerre impérialiste en fichant simplement les baïonnettes en terre ? Je prends exprès cette expression que, personnellement et tous nos camarades, nous utilisions constamment à l'époque de Kérenski dans nos résolutions, nos discours et nos journaux. Nous disions : il est impossible de terminer la guerre en fichant nos baïonnettes en terre ; s'il y a des tolstoïens qui le pensent, il faut plaindre ces insensés ; tant pis, il n'y a rien à attendre d'eux.

Nous disions : sortir de cette guerre, cela peut signifier une guerre révolutionnaire. Nous l'avons dit dès 1915, puis à l'époque de Kérenski. Et, bien entendu, une guerre révolutionnaire c'est aussi une guerre, c'est une chose aussi pénible, sanglante et douloureuse. Et quand elle devient une révolution à l'échelle mondiale, elle suscite inévitablement une riposte, à la même échelle. Aussi, lorsque nous nous trouvons maintenant dans une situation telle que tous les pays civilisés du monde marchent contre la Russie, nous pouvons ne pas nous étonner que des moujiks ignares nous lancent pour cette raison l'accusation de ne pas tenir nos promesses : nous dirons qu'on ne saurait leur en vouloir. Leur ignorance complète, leur abrutissement ne permettent pas de les accuser. Comment, en effet, exiger d'un paysan absolument inculte qu'il comprenne qu'il y a guerre et guerre, qu'il y a des guerres justes et des guerres injustes, des guerres progressistes et des guerres réactionnaires, des guerres des classes avancées et des guerres des classes arriérées, des guerres qui servent à consolider l'oppression de classe et des guerres qui servent à la renverser ? Pour cela, il faut être au courant de la lutte de classe, des principes du socialisme et quelque peu aussi de l'histoire de la révolution. Nous ne pouvons demander cela à un paysan ignorant.

Mais si un personnage qui se dit démocrate, socialiste, qui monte à la tribune pour parler en public, indépendamment du nom qu'il se donne (menchévik, social-démocrate,

socialiste-révolutionnaire, socialiste authentique, partisan de l'Internationale de Berne, les sobriquets de toute sorte ne manquent pas et ne coûtent pas cher), si un tel individu nous lance cette accusation : « Vous aviez promis la paix et vous avez provoqué la guerre ! », que faut-il lui répondre ? Peut-on supposer que, comme le paysan inculte, il en est arrivé à un degré d'ignorance tel qu'il ne peut pas faire la différence entre guerre et guerre ? Peut-on admettre qu'il ne comprenne pas la différence entre la guerre impérialiste, qui était une guerre de brigandage et qui est maintenant complètement démasquée (après la paix de Versailles, seuls des gens absolument incapables de raisonner et de penser ou complètement aveugles peuvent ne pas voir que c'était une guerre de brigandage des deux côtés), peut-on admettre qu'il y ait un seul homme instruit qui ne comprenne pas la différence entre cette guerre, la guerre de brigandage, et notre guerre, qui prend une envergure mondiale parce que la bourgeoisie a compris que c'est le combat décisif qui se livre contre elle ? Nous ne pouvons pas admettre tout cela. Et c'est pourquoi nous disons : quiconque prétend au titre de démocrate ou de socialiste de la nuance que l'on voudra et qui, d'une façon ou d'une autre, directement ou indirectement, lance dans le peuple l'accusation que les bolchéviks prolongent la guerre civile, guerre pénible, guerre douloureuse, alors qu'ils promettaient la paix, celui-là est un partisan de la bourgeoisie et nous lui répondrons, nous nous dresserons contre lui comme contre Koltchak : voilà notre réponse. C'est de cela qu'il s'agit.

Ces messieurs du *Diélo Naroda* s'étonnent : « Mais nous sommes contre Koltchak ; c'est une injustice criante que de nous persécuter ainsi. »

Il est bien dommage, messieurs, que vous ne vouliez pas être conséquents avec vous-mêmes et que vous ne vouliez pas comprendre ce simple a b c politique, dont découlent des conclusions déterminées. Vous assurez que vous êtes contre Koltchak. Je prends les journaux *Vségda Vpériod !* et *Diélo Naroda*, je prends tous les raisonnements philistins de ce type, cet état d'esprit qui est fort répandu parmi les intellectuels, et qui y prédomine. Et je dis : chacun de ceux qui lancent dans le peuple une accusation de ce genre est un partisan de Koltchak, parce qu'il n'entend pas cette

différence élémentaire, fondamentale et compréhensive à tout homme éclairé, entre la guerre impérialiste, à laquelle nous avons mis fin, et la guerre civile, que nous nous sommes attirée. Jamais nous n'avons caché au peuple que nous courions ce risque. Nous tendons toutes nos forces pour vaincre la bourgeoisie dans cette guerre civile et saper à la racine toute possibilité d'oppression de classe. Non, il n'y a pas eu et il ne peut pas y avoir de révolution garantie contre une lutte longue, difficile et peut-être pleine des sacrifices les plus effroyables. Celui qui ne sait pas distinguer les sacrifices consentis au cours de la lutte révolutionnaire et pour sa victoire, quand toutes les classes possédantes et contre-révolutionnaires combattent la révolution, celui qui ne sait pas distinguer ces sacrifices de ceux d'une guerre de brigandage et d'exploitation, celui-là fait preuve de l'ignorance la plus crasse, et on doit dire à son sujet : il faut lui mettre un abécédaire en mains et, avant de lui donner l'instruction extra-scolaire, l'envoyer à l'école primaire ; ou bien alors, il incarne l'hypocrisie à la Koltchak la plus haineuse, quel que soit le nom qu'il se donne, quels que soient les sobriquets sous lesquels il se dissimule. Or, ces accusations portées contre les bolchéviks sont les plus banales, les plus « usuelles ». Elles circulent effectivement dans les larges masses laborieuses, car le paysan ignorant a peine à comprendre. Il souffre pareillement de la guerre, quel qu'en soit le but. Je ne suis pas étonné d'entendre des paysans frustes dire : « Nous avons fait la guerre pour le tsar, nous avons fini de faire la guerre pour les menchéviks, et maintenant nous allons la refaire pour les bolchéviks. » Cela ne m'étonne pas. Effectivement, une guerre est une guerre, et elle entraîne sans fin de lourds sacrifices. « Le tsar disait que c'était pour la liberté, pour nous délivrer du joug ; les menchéviks ont dit que c'était pour la liberté et pour nous délivrer du joug ; maintenant les bolchéviks disent la même chose. Ils le disent tous, comment s'y retrouver ! »

Effectivement, comment le paysan ignorant s'y retrouverait-il ? Il lui faut encore acquérir une instruction politique élémentaire. Mais que peut-on dire d'un homme qui se sert des mots « révolution », « démocratie », « socialisme », qui prétend utiliser ces mots pertinemment ? Il ne

peut jongler avec de telles notions s'il ne veut pas devenir un escroc politique, car la différence entre la guerre de deux groupes de pillards et la guerre faite par la classe opprimée, insurgée contre tout pillage, c'est une différence élémentaire, fondamentale et essentielle. La question n'est pas que tel ou tel parti, telle ou telle classe, tel ou tel gouvernement ait justifié la guerre ; la question est de savoir quel est le contenu de cette guerre, quel est son contenu de classe, quelle classe fait la guerre et quelle politique s'incarne dans la guerre.

II

Après l'appréciation de la période difficile et pénible que nous traversons à l'heure actuelle et qui est inévitablement liée à la révolution, je passerai à une autre question politique qui, elle aussi, rebondit constamment dans tous les débats et dans tous les malentendus ; celle du bloc avec les impérialistes, de l'alliance, de l'accord avec les impérialistes.

Vous avez probablement rencontré dans les journaux le nom du socialiste-révolutionnaire Volski, et d'un autre qui s'appelle, je crois, Sviatitski, qui ont même écrit dans les *Izvestia*, ces derniers temps ; ils ont publié un manifeste et se considèrent comme étant justement de ces socialistes-révolutionnaires qu'on ne saurait accuser d'être pour Koltchak ; ils ont quitté Koltchak, ils ont souffert par Koltchak, en venant à nous, ils nous ont rendu service contre Koltchak. Et c'est vrai. Mais examinez de plus près les raisonnements de ces citoyens ; regardez de plus près comment ils jugent la question du bloc avec les impérialistes, celle de l'alliance ou de l'accord avec les impérialistes. J'ai eu l'occasion de prendre connaissance de leurs raisonnements au moment où leurs écrits ont été saisis par notre pouvoir qui combattait la contre-révolution, au moment où il fallait lire leurs documents pour apprécier convenablement leurs rapports avec Koltchak. Ce sont à coup sûr les meilleurs de la faune socialiste-révolutionnaire. J'ai rencontré des raisonnements de ce genre : « Vous voyez, on attend de nous le repentir ; on espère que nous nous repentirons. De rien et jamais ! Nous n'avons pas à nous

repentir de quoi que ce soit ! On nous accuse d'avoir appartenu au bloc avec l'Entente, avec les impérialistes, d'avoir conclu un accord avec eux. Mais vous, les bolchéviks, n'avez-vous pas conclu un accord avec les impérialistes allemands ? Et Brest-Litovsk, alors ? N'est-ce pas un accord avec l'impérialisme ? Vous vous êtes entendus avec l'impérialisme allemand à Brest-Litovsk, nous nous sommes entendus, nous, avec l'impérialisme français : nous sommes quittes, et nous n'avons pas à nous repentir de quoi que ce soit ! »

Ce raisonnement que j'ai trouvé dans les écrits des personnages ci-dessus mentionnés et de ceux qui pensent comme eux, je le relève lorsque je me souviens des journaux cités, lorsque je tente de résumer les impressions laissées par les propos des philistins. C'est une argumentation que vous rencontrerez constamment. C'est un des principaux raisonnements politiques auxquels on ait affaire. Je vous propose donc de nous arrêter à l'examen, à l'analyse de ce raisonnement, à une réflexion théorique à son sujet. Quelle en est la signification ? Ont-ils raison, ceux qui disent : « Nous, démocrates, socialistes, nous avions formé un bloc avec l'Entente ; vous, vous aviez formé un bloc avec Guillaume, vous avez conclu la paix de Brest-Litovsk, nous n'avons rien à nous reprocher les uns aux autres, nous sommes quittes » ? Ou bien avons-nous raison, nous, lorsque nous disons que ceux qui ont montré, non en paroles, mais par leurs actes, qu'ils étaient en accord avec l'Entente contre la révolution bolchévique, ceux-là, ce sont des partisans de Koltchak ? Même s'ils le nient cent mille fois, même si, personnellement, ils ont quitté Koltchak et ont déclaré au monde entier qu'ils étaient contre lui, ce sont des partisans de Koltchak par leurs racines profondes, par tout le contenu et toute la portée de leurs raisonnements et de leurs actions. Qui a raison ? C'est la question fondamentale de la révolution, et il faut y réfléchir.

Pour tirer cette question au clair, je me permettrai de faire une comparaison, cette fois non pas avec un révolutionnaire, mais avec un petit bourgeois. Imaginez que votre voiture soit attaquée par des bandits qui vous collent leur revolver sur la tempe. Imaginez qu'ensuite vous abandonniez aux bandits votre argent et vos armes, et que vous les laissiez partir dans votre voiture. De quoi s'agit-il ? Vous

avez donné aux bandits des armes et de l'argent. C'est un fait. Imaginez maintenant qu' un autre citoyen ait donné aux bandits des armes et de l'argent pour participer à leurs attaques contre de paisibles citoyens.

Dans les deux cas, il y a accord. Qu'il soit écrit ou non, formulé ou non, là n'est pas l'essentiel. On peut imaginer qu'un homme donne en silence son revolver, ses armes et son argent. Le contenu de l'accord est clair. Cet homme dit aux bandits : « Je vais te donner mon revolver, des armes et de l'argent, et toi tu vas me donner la possibilité de fuir ton agréable présence » (r i r e s) ; ceci est un accord. Exactement de même, il est possible qu'un accord tacite soit conclu par celui qui donne aux bandits armes et argent pour leur permettre de piller les autres, et qui reçoit ensuite une part du butin. C'est aussi un accord tacite.

Je vous le demande : trouverait-on un homme sensé qui ne sache pas faire la différence entre ces deux accords ? Vous me direz : c'est certainement un crétin, s'il se trouve réellement un homme incapable de distinguer un accord de l'autre et qui dit : « Tu as donné des armes et de l'argent aux bandits, par conséquent, n'accuse plus personne de banditisme. Quel droit as-tu, après cela, d'accuser quelqu'un de banditisme ? ». Si vous rencontrez un homme de ce genre, vous devrez reconnaître, ou du moins 999 sur 1 000 le reconnaîtront, qu'il est détraqué et qu'avec un tel individu il est impossible de discuter, non seulement de thèmes politiques, mais même de ceux de droit commun.

Je vous invite maintenant à passer de cet exemple à la comparaison entre la paix de Brest-Litovsk et l'accord avec l'Entente. Qu'était-ce que la paix de Brest-Litovsk ? N'était-ce pas un acte de violence de la part de bandits qui nous ont attaqués au moment où nous proposions honnêtement la paix, en conviant tous les peuples à renverser *leur* bourgeoisie ? Si nous avions commencé par renverser la bourgeoisie allemande, c'eût été ridicule ! Nous avons dénoncé ce traité devant le monde entier comme le pire traité de pillage et de brigandage, nous l'avons stigmatisé et nous avons même refusé de signer cette paix immédiatement, car nous comptions sur le concours des ouvriers allemands. Mais lorsque les brigands nous ont collé leur revol-

ver contre la tempe, nous avons dit : prenez les armes et l'argent, nous règlerons nos comptes plus tard, par d'autres moyens. Nous connaissons un autre ennemi à l'impérialisme allemand, un ennemi que les aveugles n'ont pas aperçu : les ouvriers allemands. Peut-on comparer cet accord avec l'impérialisme à celui que des démocrates, des socialistes, des socialistes-révolutionnaires — ne riez pas, plus c'est corsé, mieux ça sonne — ont conclu avec l'Entente pour marcher contre les ouvriers de leur propre pays ? Or, c'est ainsi que les choses se présentaient et qu'elles se présentent jusqu'à présent. En effet, une partie très influente des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de renommée européenne résident actuellement encore à l'étranger, et ils sont maintenant encore en accord avec l'Entente. Signé ou non, je n'en sais rien, certainement non ; les personnes intelligentes font ces choses-là en silence. Mais il est clair que cet accord existe, puisqu'on les choie, qu'on leur donne des passeports, que des nouvelles télégraphiques parcourent le monde entier indiquant qu'Axelrod a parlé aujourd'hui, que demain ce sera Savinkov ou Avksentiev, après-demain Brechkovskaïa. N'est-ce pas là un accord, même s'il est tacite ? Serait-ce là un accord avec les impérialistes, identique au nôtre ? Extérieurement, il ressemble autant au nôtre que l'acte de celui qui donne des armes et de l'argent à des bandits ressemble à tout acte de ce genre, indépendamment de son but et de son caractère ; en tout cas, indépendamment de la raison pour laquelle je donne de l'argent et des armes aux bandits. Est-ce pour m'en débarrasser lorsqu'ils m'attaquent et que je suis acculé à une situation telle que, si je ne leur donne pas mon revolver, ils vont me tuer ? Ou bien est-ce que je donne de l'argent et des armes à des bandits qui s'en vont piller, chose que je dois savoir, et en participant au butin ?

« J'appelle cela, bien entendu, la libération de la Russie de la dictature des tyrans ; je suis, certes, un démocrate, car je soutiens la démocratie bien connue de Sibérie ou d'Arkhangelsk ; je lutte, cela va de soi, pour l'Assemblée constituante. Je vous interdis de me soupçonner de quoi que ce soit de mal et, si je rends service à des bandits, aux impérialistes anglais, français et américains, je le fais dans l'intérêt de la démocratie, de l'Assemblée constituante, du

pouvoir du peuple, de l'unité des classes laborieuses de la population et du renversement des tyrans, des usurpateurs, des bolchéviks ! »

Les objectifs sont certes fort nobles. Mais tous ceux qui font de la politique n'ont-ils pas entendu dire que la politique se juge non aux déclarations, mais à son contenu de classe réel ? Au service de quelle classe es-tu ? Si tu es en accord avec les impérialistes, participes-tu, oui ou non, au banditisme impérialiste ?

Dans ma « Lettre aux ouvriers américains », j'ai indiqué entre autres que lorsque le peuple révolutionnaire américain s'affranchissait, au XVIII^e^ siècle, de l'Angleterre, faisait la guerre, l'une des premières et des plus grandes guerres vraiment libératrices de l'histoire de l'humanité, l'une des rares guerres vraiment révolutionnaires de l'histoire de l'humanité, ce grand peuple révolutionnaire américain, tout en se libérant, s'était mis d'accord avec les bandits impérialistes espagnols et français qui possédaient à l'époque des colonies en Amérique même, tout près de lui. Allié à ces bandits, il a battu les Anglais et s'est émancipé. Y a-t-il eu des personnes cultivées dans le monde, avez-vous vu des socialistes, des socialistes-révolutionnaires, des représentants de la démocratie, et tous les autres noms qu'ils se donnent, jusques et y compris des menchéviks, les avez-vous jamais vus se décider à en accuser publiquement le peuple américain, à dire qu'il avait violé le principe de la démocratie, les libertés, etc. ? Un original comme cela n'est pas encore né. Mais aujourd'hui, apparaissent chez nous des gens de cette espèce, qui s'intitulent ainsi, et prétendent même devoir se trouver dans la même Internationale que nous ; que c'est uniquement par polissonnerie bolchévique — car on sait fort bien que les bolchéviks sont des polissons — qu'ils organisent une Internationale communiste à eux, qu'ils refusent d'aller à l'Internationale de Berne, la bonne, la vieille, la commune, l'unique Internationale !

Et il se trouve des gens pour dire : « Nous n'avons pas à nous repentir de quoi que ce soit : vous vous êtes entendus avec Guillaume, nous nous sommes entendus avec l'Entente, nous sommes quittes ! ».

J'affirme que ces gens, s'ils ont des notions politiques élémentaires, sont des partisans de Koltchak, quelles que

soient leurs dénégations personnelles, quel que soit leur dégoût personnel de l'aventure de Koltchak, quelles que soient les souffrances personnelles que Koltchak leur ait fait subir, et même s'ils sont passés de notre côté. Ce sont des partisans de Koltchak, car on ne saurait s'imaginer qu'ils ne comprennent pas la différence entre un accord forcé dans la lutte contre les exploiteurs, comme les classes exploitées ont été constamment obligées d'en conclure dans toute l'histoire de la révolution, et ce que faisaient et font les plus influents des représentants de nos pseudo-démocrates, des représentants des intellectuels pseudo-« socialistes », dont une partie a scellé hier et une partie scelle aujourd'hui une alliance avec les bandits et les forbans de l'impérialisme international contre *une partie* — comme ils disent — contre une partie des classes laborieuses de leur pays. Ces gens sont des partisans de Koltchak, et avec eux aucune autre attitude n'est permise que celle que des révolutionnaires conscients doivent avoir devant des partisans de Koltchak.

III

Je passerai maintenant à la question suivante. C'est la question de l'attitude devant la démocratie en général.

J'ai déjà eu l'occasion d'indiquer que ce qui sert le plus couramment à justifier et à défendre les positions politiques adoptées contre nous par les démocrates et les socialistes, c'est la référence à la démocratie. Le représentant le plus résolu de ce point de vue dans la presse européenne est, comme vous le savez sans doute, Kautsky, chef idéologique de la IIe Internationale, aujourd'hui encore membre de l'Internationale de Berne. « Les bolchéviks ont choisi une méthode qui viole la démocratie, les bolchéviks ont choisi la méthode de la dictature, c'est pourquoi leur cause est injuste », assure-t-il. Cet argument a figuré un millier et un million de fois, partout et toujours, dans toute la presse et dans les journaux que j'ai cités. Il est constamment repris par tous les intellectuels, et parfois, les gens du commun le répètent à demi-consciemment dans leur argumentation. « La démocratie, c'est la liberté, c'est l'égalité, c'est la décision de la majorité ; que peut-il y

avoir de supérieur à la liberté, à l'égalité, à la décision de la majorité ! Si vous, les bolchéviks, vous vous en êtes écartés et si même, ce faisant, vous avez eu l'impudence de dire ouvertement que vous êtes au-dessus et de la liberté, et de l'égalité, et de la décision de la majorité, alors ne vous étonnez pas et ne vous plaignez pas que nous vous traitions d'usurpateurs, de tyrans ! »

Nous ne nous en étonnons nullement, parce que nous voulons avant tout la clarté, et que la seule chose que nous escomptions, c'est que la partie avancée des travailleurs ait réellement une conscience claire de sa situation. Oui, nous avons dit et nous disons constamment dans notre programme, dans le programme du Parti, que nous ne nous laisserons pas duper par des mots d'ordre aussi agréables à l'oreille que la liberté, l'égalité et la volonté de la majorité, et que nous considérons ceux qui se disent démocrates, partisans de la démocratie pure, partisans de la démocratie conséquente, en l'opposant directement ou non à la dictature du prolétariat, nous les considérons comme des complices de Koltchak.

Réfléchissez, il le faut. Les démocrates purs sont-ils réellement coupables de prôner la démocratie pure, de la défendre contre ses usurpateurs, ou bien sont-ils coupables de se retrouver aux côtés des classes possédantes, aux côtés de Koltchak ?

Commençons par la liberté. La liberté, il va sans dire, est, pour toute révolution, socialiste ou démocratique, un mot d'ordre absolument essentiel. Or, notre programme déclare : si elle est contraire à l'émancipation du travail de l'oppression capitaliste, la liberté est une duperie. Et tous ceux d'entre vous qui ont lu Marx, je pense même tous ceux qui ont lu ne serait-ce qu'un de ses exposés de vulgarisation, savent que Marx a justement consacré une grande partie de sa vie, de ses écrits et de ses travaux scientifiques à railler la liberté, l'égalité, la volonté de la majorité et de tous les Bentham qui étalaient cela dans leur prose, et à démontrer que ces phrases dissimulent les intérêts de la liberté du propriétaire de marchandises, de la liberté du capital pour opprimer les masses laborieuses.

Nous disons à tous ceux qui, à l'heure où les choses en sont arrivées au renversement du pouvoir du capital dans le

monde entier, ou du moins dans un pays, à tous ceux qui, à cette heure historique où passe au premier plan la lutte des classes laborieuses opprimées pour le renversement complet du capital, pour la suppression complète de la production marchande, à tous ceux qui, dans cette phase politique, utilisent le mot de « liberté » en général et qui, au nom de cette liberté, marchent contre la dictature du prolétariat : ceux-là aident les exploiteurs et rien de plus, ils sont leurs partisans, car si la liberté n'est pas subordonnée aux intérêts de l'émancipation du travail de l'oppression du capital, elle est une duperie, comme nous l'avons déclaré carrément dans le programme de notre Parti. Peut-être cela paraît-il superflu du point de vue de la structure du programme, mais c'est la chose la plus fondamentale du point de vue de notre propagande et de notre agitation, du point de vue des bases de la lutte prolétarienne et du pouvoir prolétarien. Nous savons parfaitement que nous devons lutter contre le capital mondial ; nous savons parfaitement que le capital mondial, en son temps, avait pour objectif d'instituer la liberté, qu'il a rejeté l'esclavage féodal, qu'il a institué la liberté bourgeoise ; nous savons parfaitement que c'est là un progrès historique d'une portée universelle. Nous déclarons que nous marchons contre le capitalisme en général, contre le capitalisme républicain, contre le capitalisme démocratique, contre le capitalisme libre, et nous savons évidemment qu'il brandira contre nous le drapeau de la liberté. Et nous lui répondons. Nous avons jugé nécessaire de donner cette réponse dans notre programme : toute liberté est une duperie, si elle est contraire aux intérêts de l'émancipation du travail de l'oppression capitaliste.

Mais c'est peut-être impossible ? Peut-être n'y a-t-il pas de contradiction entre la liberté et la libération du travail de l'oppression capitaliste ? Considérez tous les pays d'Europe occidentale où vous êtes allés ou bien, tout au moins, au sujet desquels vous avez lu quelque chose. Dans chaque livre, leur régime était mis en lumière comme le régime le plus libre qui soit, et maintenant ces pays civilisés d'Europe occidentale, la France, l'Angleterre, l'Amérique, ont levé ce drapeau et marchent contre les bolchéviks « au nom de la liberté ». Tout récemment (les journaux français nous parviennent maintenant rarement, parce que nous som-

mes complètement encerclés, mais les renseignements arrivent, par radio, car il est quand même impossible de s'emparer de l'air et nous interceptons les radios étrangères), j'ai eu l'occasion de lire un message radio émis par le gouvernement pillard français : en marchant contre les bolchéviks et en soutenant leurs adversaires, la France maintient haut, comme par le passé, « le noble idéal de liberté » qui est le sien. C'est ce que nous rencontrons à chaque pas, c'est la note dominante de leur polémique contre nous.

Mais qu'appellent-ils liberté ? Ces Français, ces Anglais et ces Américains civilisés donnent le nom de liberté, mettons à la liberté de réunion. Ce doit être inscrit dans la constitution : « Liberté de réunion pour tous les citoyens. » « Voilà, disent-ils, le contenu, voilà la manifestation essentielle de la liberté. Et vous, les bolchéviks, vous avez violé la liberté de réunion. »

Oui, répondons-nous, votre liberté, messieurs les Anglais, les Français et les Américains, est une duperie, si elle est contraire à la libération du travail de l'oppression capitaliste. Vous avez oublié un petit détail, messieurs les civilisés. Vous avez oublié que votre liberté est inscrite dans une constitution qui *légalise la propriété privée.* Voilà le fond de l'affaire.

A côté de la liberté, la propriété, voilà ce qui est inscrit dans votre constitution. Que vous reconnaissiez la liberté de réunion, c'est naturellement un progrès énorme par rapport au régime féodal, au moyen âge, au servage. Tous les socialistes l'ont reconnu lorsqu'ils utilisaient cette liberté octroyée par la société bourgeoise pour apprendre au prolétariat comment il faut renverser l'oppression capitaliste.

Mais votre liberté est telle qu'elle existe sur le papier et non dans les faits. Cela signifie que, s'il y a dans les grandes villes de vastes salles comme celle-ci, elles appartiennent à des capitalistes et à des propriétaires fonciers, elles portent le nom, par exemple, de salle de « l'assemblée de la noblesse ». Vous pouvez vous réunir librement, citoyens de la République démocratique de Russie, mais c'est propriété privée, pardon, s'il vous plaît, il faut respecter la propriété privée, sinon vous serez des bolchéviks, des criminels, des brigands, des pillards et des polissons. Nous, nous disons :

« Nous allons renverser cela. Cet immeuble de « l'assemblée de la noblesse », nous allons d'abord en faire l'immeuble des organisations ouvrières, et ensuite nous parlerons de la liberté de réunion. » Vous nous accusez de violer la liberté. Mais nous, nous reconnaissons que toute liberté, si elle n'est pas subordonnée aux intérêts de la libération du travail de l'oppression capitaliste, est une duperie. La liberté de réunion, inscrite dans la constitution de toutes les républiques bourgeoises, est une duperie, parce que pour se réunir dans un pays civilisé, qui n'a quand même pas supprimé l'hiver et n'a pas transformé le temps, il faut avoir des locaux de réunion, et les meilleurs immeubles sont propriété privée. Commençons par prendre les meilleurs immeubles et puis nous parlerons de la liberté.

Nous disons que la liberté de réunion pour les capitalistes est le plus grand crime contre les travailleurs, c'est, en fait, la liberté de réunion pour les contre-révolutionnaires. Nous disons à messieurs les intellectuels bourgeois, à messieurs les partisans de la démocratie : vous mentez quand vous nous jetez à la figure l'accusation de violer la liberté ! Lorsque vos grands révolutionnaires bourgeois faisaient la révolution, en 1649 en Angleterre, en 1792-1793 en France, ils n'accordaient pas la liberté de réunion aux monarchistes. Si la Révolution française est appelée la Grande Révolution, c'est justement parce qu'elle ne s'est pas distinguée par la mollesse, l'équivoque et les phrases creuses de nombreuses révolutions de 1848, parce que c'était une révolution conséquente qui, après avoir renversé les monarchistes, les a écrasés jusqu'au bout. Et nous saurons agir de même avec messieurs les capitalistes, car nous savons que pour affranchir les travailleurs de l'oppression capitaliste, il faut retirer la liberté de réunion aux capitalistes, il faut supprimer ou limiter leur « liberté ». Ceci, dans l'intérêt de l'émancipation du travail de l'oppression capitaliste, dans l'intérêt de cette liberté véritable, lorsqu'il n'y aura plus d'édifices qui abritent une seule famille et appartiennent à des particuliers : propriétaires fonciers, capitalistes ou société par actions quelconque. Quand cela sera, quand les hommes auront oublié que des édifices publics peuvent être propriété individuelle, alors nous serons pour la « liberté » complète. Lorsqu'il ne restera plus au monde que les travailleurs et

lorsque les hommes auront oublié qu'un membre de la société peut ne pas être un travailleur (cela ne sera pas de sitôt, et ce sont messieurs les bourgeois et messieurs les intellectuels bourgeois qui en sont responsables), alors nous serons pour la liberté de réunion pour chacun ; mais actuellement la liberté de réunion est la liberté de réunion pour les capitalistes, pour les contre-révolutionnaires. Nous luttons contre eux, nous leur ripostons et nous déclarons que nous supprimons cette liberté-là.

Nous allons au combat : tel est le contenu de la dictature du prolétariat. Ils sont révolus, les temps du socialisme naïf, utopique, fantastique, mécanique, intellectuel, où l'on présentait les choses ainsi : nous persuaderons la majorité des gens, nous tracerons le joli tableau de la société socialiste, et la majorité adoptera le point de vue socialiste. Ils sont passés, les temps où l'on s'amusait soi-même et l'on amusait les autres avec ces puériles historiettes. Le marxisme qui reconnaît la nécessité de la lutte des classes, dit : l'humanité ne viendra au socialisme que par la dictature du prolétariat. La dictature c'est un mot cruel, dur, sanglant, atroce, et des mots comme celui-là, on ne les jette pas en l'air. Si les socialistes ont lancé ce mot d'ordre, c'est parce qu'ils savent que la classe des exploiteurs ne se rendra pas autrement qu'après une lutte acharnée et implacable, qu'elle cherchera à camoufler sa domination sous des flots de belles paroles.

La liberté de réunion : que peut-il y avoir de plus élevé, que peut-il y avoir de meilleur que ces mots ? Le progrès des travailleurs et de leur conscience est-il concevable sans la liberté de réunion ? Les bases de l'humanisme sont-elles concevables sans la liberté de réunion ? Nous, nous disons que la liberté de réunion selon les constitutions de l'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique est une duperie, parce qu'elle lie les mains aux masses laborieuses pour toute la période du passage au socialisme ; c'est une duperie, parce que nous savons parfaitement que la bourgeoisie fera tout pour renverser ce pouvoir, si insolite, si « monstrueux » à ses débuts. Il ne saurait en être autrement aux yeux de qui a réfléchi à la lutte des classes et qui pense d'une façon tant soit peu concrète et claire à l'attitude des ouvriers insurgés vis-à-vis de la bourgeoisie, laquelle est renversée dans un

pays sans l'être dans tous et qui, justement parce qu'elle n'est pas complètement abattue, se jette dans la lutte avec d'autant plus de fureur.

C'est justement après le renversement de la bourgeoisie que la lutte des classes prend les formes les plus brutales. Et ils ne valent rien, les démocrates et les socialistes qui se trompent eux-mêmes et ensuite trompent aussi les autres, en disant : une fois la bourgeoisie jetée bas, tout est fini. Loin d'être fini, tout ne fait que commencer, parce que jusqu'à présent la bourgeoisie ne croyait pas à l'idée qu'elle était renversée, et à la veille de la Révolution d'Octobre elle plaisantait très gentiment et très aimablement ; ils plaisantaient, Milioukov, Tchernov, les gens de la *Novaïa Jizn*. Ils plaisantaient ainsi : « Mais comment donc, messieurs les bolchéviks, formez un cabinet, prenez vous-mêmes le pouvoir pour une ou deux semaines ; vous nous aiderez fort bien ! » Cela, Tchernov l'a écrit au nom des socialistes-révolutionnaires, Milioukov l'a écrit dans la *Retch*, la *Novaïa Jizn* semi-menchévique l'a écrit. Ils plaisantaient, parce qu'ils ne prenaient pas les choses au sérieux. Mais maintenant ils ont vu que les choses sont devenues sérieuses, et messieurs les bourgeois anglais, français et suisses qui pensaient que leurs « républiques démocratiques » étaient leur cuirasse, ont vu et saisi que les choses étaient devenues sérieuses, et maintenant ils s'arment tous. Si vous pouviez voir ce qui se passe dans la libre Suisse, comment, là-bas, tous les bourgeois, sans exception, s'arment, forment une garde blanche, parce qu'ils savent que leurs privilèges qui leur permettent de maintenir des millions d'hommes dans l'esclavage salarié sont en cause ! A présent, la lutte a pris une ampleur mondiale, c'est pourquoi quiconque s'élève maintenant contre nous avec les mots de « démocratie » et de « liberté » se place aux côtés des classes possédantes, trompe le peuple, car il ne comprend pas que jusqu'à présent la liberté et la démocratie ont été la liberté et la démocratie *pour les possédants*, et seules des miettes du festin étaient pour les non-possédantes.

Qu'est-ce que la liberté de réunion, quand les travailleurs sont écrasés par le joug du capital et du travail pour le capital ? C'est une duperie, et pour aller vers la liberté

des travailleurs, on doit d'abord vaincre la résistance des exploiteurs, et si je fais front à la résistance de toute une classe, il est évident que je ne peux promettre ni la liberté, ni l'égalité, ni la décision de la majorité pour cette classe.

IV

De la liberté, je passerai maintenant à l'égalité. Ici, les choses vont davantage en profondeur. Ici, nous touchons une question encore plus grave, plus douloureuse, qui suscite de grandes divergences.

Dans sa marche, la révolution renverse l'une après l'autre les classes exploiteuses. Elle a abattu d'abord la monarchie, et elle entendait par égalité la seule existence d'un pouvoir élu, d'une république. Allant plus loin, elle a jeté bas les grands propriétaires fonciers, et vous savez que toute la lutte contre le régime médiéval, contre la féodalité, s'est déroulée sous le mot d'ordre « égalité ». Tous sont égaux, indépendamment des ordres, tous sont égaux, le millionnaire comme le va-nu-pieds ; ainsi parlaient, ainsi pensaient, c'est ce que croyaient sincèrement les plus grands révolutionnaires de l'époque entrée dans l'histoire comme celle de la grande Révolution française. La révolution marchait contre les seigneurs terriens sous le mot d'ordre d'égalité, et ce qu'on appelait l'égalité, était que le millionnaire et l'ouvrier devaient jouir de droits égaux. La révolution est allée plus loin. Elle dit que l'« égalité » (nous ne l'avons pas spécifié dans notre programme, mais on ne saurait se répéter indéfiniment, c'est aussi clair que ce que nous avons dit sur la liberté), est une duperie si elle est contraire à la libération du travail de l'oppression capitaliste. C'est ce que nous disons et c'est la vérité absolue. Nous disons que la république démocratique, avec l'égalité actuelle, est un mensonge et une duperie, que l'égalité n'y est pas respectée et ne peut y exister, et que ce qui empêche de bénéficier de cette égalité, c'est la propriété des moyens de production, de l'argent, du capital. On peut immédiatement abolir la propriété des riches immeubles, on peut retirer assez rapidement le capital et les instruments de production, mais examinons la propriété de l'argent.

L'argent est un condensé de la richesse sociale, un condensé du travail social, l'argent est le témoignage du tribut versé par tous les travailleurs, l'argent est le vestige de l'exploitation passée. Voilà ce qu'est l'argent. Peut-on le supprimer instantanément de façon ou d'autre ? Non. Avant la révolution socialiste, les socialistes écrivaient qu'il serait impossible de le supprimer immédiatement, ce que notre expérience permet de confirmer. Il faut de très nombreuses conquêtes techniques et, ce qui est beaucoup plus difficile et plus important, des progrès dans l'organisation, pour supprimer l'argent ; en attendant, on est obligé de s'en tenir à l'égalité verbale, dans la constitution, et à cette situation où quiconque possède de l'argent a en fait le droit d'exploiter. Or, nous n'avons pu supprimer l'argent d'emblée. Nous disons : l'argent subsiste pour le moment, et il subsistera assez longtemps dans la période de transition de l'ancienne société capitaliste à la nouvelle société socialiste. L'égalité est une duperie si elle est contraire aux intérêts de la libération du travail de l'oppression capitaliste.

Engels avait mille fois raison quand il écrivait : la notion d'égalité est le préjugé le plus stupide et le plus absurde *en dehors* de la suppression des classes[57] . A l'occasion de cette notion d'égalité, les professeurs bourgeois ont cherché à nous accuser de vouloir faire de chaque individu l'égal des autres. Ils ont tenté de prêter aux socialistes ce nonsens dont ils étaient eux-mêmes les auteurs. Mais par suite de leur ignorance, ils ne savaient pas que les socialistes, précisément Marx et Engels, fondateurs du socialisme scientifique contemporain, disaient : l'égalité est une phrase creuse si on n'entend pas par égalité la suppression des classes. Nous voulons supprimer les classes, en ce sens nous sommes pour l'égalité. Mais prétendre rendre tous les hommes égaux les uns aux autres est la phrase la plus creuse et la sotte invention de l'intellectuel qui, honnêtement parfois, grimace et aligne des mots vides de contenu, qu'il se nomme écrivain, ou savant, ou encore tout ce qu'on voudra.

Et voici que nous disons : nous nous fixons pour but l'égalité, en tant que suppression des classes. Il faut alors supprimer aussi la différence de classe entre l'ouvrier et le paysan. C'est justement là notre objectif. La société où sub-

siste une différence de classe entre l'ouvrier et le paysan n'est ni une société communiste ni une société socialiste. Naturellement, si on interprète le mot « socialisme » d'une certaine façon, on pourra l'appeler société socialiste, mais ce sera de la casuistique, une dispute de termes. Le socialisme, c'est le premier stade du communisme ; mais inutile d'ergoter sur les mots. Une chose est claire : tant que subsiste une différence de classe entre l'ouvrier et le paysan, nous ne pouvons parler d'égalité sans craindre de porter de l'eau au moulin de la bourgeoisie. Les paysans sont une classe de l'époque patriarcale, une classe formée par des décennies et des siècles d'esclavage ; durant toutes ces décennies, le paysan a été un *petit patron*, au début soumis aux autres classes et ensuite libre et égal formellement, mais *propriétaire et possesseur de denrées alimentaires.*

Nous abordons ici la question qui nous attire le plus de reproches de la part de nos ennemis, engendre le plus de doutes parmi les inexpérimentés et les irréfléchis, nous sépare le plus de ceux qui voudraient passer pour des démocrates et des socialistes et nous en veulent de ne les considérer ni comme des démocrates ni comme des socialistes, mais de les qualifier de partisans des capitalistes, en raison de leur ignorance peut-être, mais partisans des capitalistes quand même.

La situation du paysan, par ses coutumes, ses conditions de production, ses conditions de vie, ses conditions économiques, est celle d'un semi-travailleur, d'un semi-spéculateur.

C'est un fait. Vous n'y échapperez pas aussi longtemps que vous n'aurez pas supprimé l'argent et l'échange. Mais pour y parvenir, il faut des années et des années de domination stable du prolétariat, parce que seul le prolétariat est capable de vaincre la bourgeoisie. Quand on nous dit : « Vous êtes des ennemis de l'égalité ; vous avez violé l'égalité non seulement avec les exploiteurs, ce que je suis encore disposé à accepter, — déclare un socialiste-révolutionnaire ou un menchévik quelconque, sans comprendre ce qu'il dit, — mais vous avez violé l'égalité des ouvriers avec les paysans, vous avez violé l'égalité de la « démocratie du travail » ; vous êtes des criminels ! » Nous répondons : « Oui, nous avons violé l'égalité des ouvriers avec les

paysans, et nous affirmons que vous qui êtes pour cette égalité, vous êtes des partisans de Koltchak. » J'ai lu récemment un bel article du camarade Guermanov dans la *Pravda*, qui reproduisait les thèses du citoyen Cher, l'un des plus « socialistes » parmi les social-démocrates menchéviks. Ces thèses ont été proposées dans une de nos institutions coopératives. Elles sont telles qu'il faudrait les graver sur plaque et les exposer dans tous les comités exécutifs de canton avec cette inscription : « Voilà un partisan de Koltchak. »

Je sais parfaitement que, pour avoir dit ces mots, le citoyen Cher et ceux qui partagent ses idées me traiteront de calomniateur et de pire encore. Néanmoins, j'invite ceux qui ont appris l'a b c de l'économie politique et de la science politique à examiner attentivement qui a raison et qui a tort. Le citoyen Cher dit : la politique du ravitaillement, et de façon générale la politique économique du pouvoir des Soviets, ne vaut rien ; il faut passer, d'abord progressivement, puis sur une échelle plus large, au libre commerce des denrées alimentaires et à la garantie de la propriété privée.

J'affirme que c'est là le programme économique, la base économique de Koltchak. J'affirme que qui a lu Marx, notamment le premier chapitre du *Capital*, qui a lu des ouvrages de vulgarisation de sa doctrine, ne serait-ce que *La théorie économique de Karl Marx* de Kautsky, celui-là doit conclure qu'effectivement, au moment où s'accomplit la révolution du prolétariat contre la bourgeoisie, où la propriété foncière et capitaliste est renversée, où le pays est affamé, ruiné par quatre ans de guerre impérialiste, le libre commerce du blé est la liberté du capitaliste, la liberté de restaurer le pouvoir du capital. C'est le programme économique de Koltchak, car Koltchak ne s'appuie pas sur du vent.

Il serait assez sot de ne reprocher à Koltchak que d'avoir usé de violences contre les ouvriers, et même d'avoir fouetté des institutrices coupables de sympathie pour les bolchéviks. C'est une défense vulgaire de la démocratie, ce sont des accusations stupides. Koltchak utilise les procédés dont il dispose. Mais, en matière économique, sur quoi s'appuie-t-il ? Il s'appuie sur la liberté du commerce,

il la défend, et c'est *pour cela* que tous les capitalistes le soutiennent. Et vous venez nous dire : « J'ai quitté Koltchak, je ne suis pas de ses partisans. » Certes, cela vous fait honneur, mais ne suffit pas à prouver que vous avez sur les épaules une tête capable de raisonner. C'est ainsi que nous répondons à ces gens, sans nullement attenter à l'honneur des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks qui ont quitté Koltchak lorsqu'ils ont vu qu'il usait de la violence. Mais quand, dans un pays qui lutte à mort contre Koltchak, quelqu'un continue à combattre pour « l'égalité de la démocratie du travail », pour le libre commerce du blé, il est bel et bien un partisan de Koltchak ; seulement, il ne comprend pas la question, ne sait pas mettre les choses bout à bout.

Koltchak se maintient parce qu'après s'être emparé d'une contrée riche en blé (peu importe qu'il se nomme Koltchak ou Dénikine ; les uniformes sont différents, mais le fond reste le même), il y autorise la liberté du commerce du grain et la *liberté de restaurer le capitalisme*. Il en a été ainsi pour toutes les révolutions, il en sera de même chez nous, si nous passons de la dictature du prolétariat à cette « liberté » et à cette « égalité » de messieurs les démocrates, les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks de gauche, etc., y compris parfois des anarchistes, car nombreuses sont leurs appellations. En ce moment, en Ukraine, chaque bande se choisit un nom; chacune est plus libre que l'autre, plus démocratique que l'autre et il y en a une par district.

L'égalité entre les ouvriers et les paysans nous est proposée par les « défenseurs des intérêts du paysan travailleur », par les socialistes-révolutionnaires principalement. D'autres, comme le citoyen Cher, ont étudié le marxisme, mais ne comprennent pourtant pas qu'il ne peut y avoir d'égalité entre l'ouvrier et le paysan à l'époque de transition du capitalisme au socialisme, et qu'il faut reconnaître que ceux qui la promettent développent le programme de Koltchak, même s'ils ne le comprennent pas. J'affirme que quiconque réfléchit aux conditions concrètes du pays, particulièrement d'un pays complètement ruiné, le saisira.

Nos « socialistes » qui affirment que nous en sommes actuellement à la phase de la révolution bourgeoise nous accusent sans cesse d'appliquer le communisme de consommation.

Certains ajoutent : le communisme de soldat, et ils s'imaginent qu'ils sont supérieurs, ils s'imaginent qu'ils se sont élevés au-dessus de cette forme « primaire » de communisme. Ce sont simplement des gens qui jouent sur les mots. Ils ont vu des livres, ils les ont appris par cœur, ils les ont répétés, mais ils n'y ont rigoureusement rien compris. On en voit, de ces gens savants et même très savants. Ils ont lu dans les livres que le socialisme est le développement supérieur de la production. Kautsky, aujourd'hui encore, ne fait rien d'autre que de le rabâcher. J'ai vu ces jours-ci un journal allemand qui nous est parvenu par hasard, et j'y ai lu le compte rendu du dernier congrès des Soviets en Allemagne. Kautsky y a présenté le rapport où il soulignait (non pas personnellement, mais sa femme, car il était malade et c'est elle qui a lu son rapport), que le socialisme est le développement supérieur de la production et que, sans la production, ni le capitalisme ni le socialisme ne peuvent se maintenir, mais que les ouvriers allemands ne comprennent pas cela.

Pauvres ouvriers allemands ! Ils luttent contre Scheidemann et Noske, ils luttent contre les bourreaux, ils s'efforcent de renverser le pouvoir des bourreaux Scheidemann et Noske qui continuent à se prendre pour des social-démocrates, ils croient qu'ils font la guerre civile. Liebknecht a été assassiné, Rosa Luxembourg a été assassinée. Tous les bourgeois russes disent (selon les termes d'un journal de Iékatérinodar) : « Voilà comment il faut agir avec nos bolchéviks ! ». Textuel. Qui comprend les choses sait parfaitement que c'est le point de vue de toute la bourgeoisie internationale. Il faut se défendre. Scheidemann et Noske font la guerre civile au prolétariat. Une guerre est une guerre. Les ouvriers allemands pensent qu'il y a la guerre civile et que toutes les autres questions ne sont que secondaires. Il faut avant tout nourrir l'ouvrier. Kautsky juge que c'est du communisme de soldat, ou de consommation. Il faut développer la production !

Que vous êtes savants, Messieurs ! Mais comment pouvez-vous donc développer la production dans un pays pillé et dévasté par les impérialistes, où il n'y a ni charbon, ni matières premières, ni instruments ? « Développer la production » ! Mais, chez nous, il ne se passe pas une séance du

Conseil des Commissaires du Peuple ou du Conseil de la Défense sans que nous répartissions les derniers millions de pouds de charbon ou de pétrole ; nous souffrons mille maux quand tous les commissaires prennent les derniers restes, qu'il en manque à chacun et qu'il faut décider si nous devons fermer les fabriques ici ou là, laisser les ouvriers sans travail ici ou là : question torturante, mais il faut la trancher, parce qu'il n'y a pas de charbon. Le charbon se trouve dans le bassin du Donetz ; le charbon a été détruit par l'invasion allemande. Prenez la Belgique, la Pologne : c'est un phénomène typique, partout c'est la même chose ; c'est une conséquence de la guerre impérialiste. Cela signifie que le chômage et la famine dureront encore de longues années, car il y a des puits qui, s'ils sont noyés, ne peuvent être remis en état avant des années. Et on vient nous dire : « Le socialisme, c'est l'augmentation de la productivité. » Vous avez lu des livres, mes bons messieurs, vous en avez écrit, mais vous n'y avez rien compris. (Applaudissements.)

Certes, du point de vue d'une société capitaliste qui serait passée au socialisme en temps de paix et pacifiquement, nous n'aurions pas de tâche plus urgente que le relèvement de la productivité. Seulement, il faut ajouter ce petit mot : « Si ». *Si* le socialisme naissait pacifiquement, ce que messieurs les capitalistes n'ont pas voulu permettre. Il a manqué un petit quelque chose. Même s'il n'y avait pas eu de guerre, messieurs les capitalistes auraient quand même tout fait pour empêcher cette évolution pacifique. Les grandes révolutions, même quand elles ont commencé pacifiquement, comme la grande Révolution française, se sont terminées par des guerres acharnées, déclenchées par la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Et il ne peut en être autrement, si l'on considère la question du point de vue de la lutte des classes, et non de la phraséologie petite-bourgeoise sur la liberté, l'égalité, la démocratie du travail et la volonté de la majorité, de cette phraséologie petite-bourgeoise obtuse que nous prodiguent les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et tous ces « démocrates ». Il ne peut y avoir d'évolution pacifique vers le socialisme. Et dans la période actuelle, après la guerre impérialiste, il est ridicule de dire que l'évolution doit se faire pacifi-

quement, surtout dans un pays ruiné. Prenez la France. La France a gagné la guerre, et pourtant la production des céréales y a diminué de moitié. En Angleterre, je l'ai lu dans les journaux bourgeois anglais, on dit : « Maintenant nous sommes des indigents. » Et on vient reprocher aux communistes que la production soit arrêtée dans un pays dévasté ! Celui qui parle ainsi est ou bien un crétin fini, même s'il se dit trois fois chef de l'Internationale de Berne, ou bien un traître aux ouvriers.

Dans un pays ruiné, la première tâche est de sauver le travailleur. La première force productrice de toute l'humanité, c'est l'ouvrier, le travailleur. S'il survit, nous sauverons et nous rétablirons *tout.*

Nous supporterons de longues années de misère, de retour à la barbarie. C'est la guerre impérialiste qui nous a rejetés en arrière, vers la barbarie ; mais, si nous sauvons le travailleur, si nous sauvons la principale force productive de l'humanité, l'ouvrier, nous retrouverons tout ; nous périrons si nous ne savons pas le sauver ; et c'est pourquoi ceux qui en ce moment crient au communisme de consommation, au communisme de soldat, en toisant les autres de haut, en s'imaginant qu'ils sont au-dessus de ces bolchéviks communistes, ceux-là, je le répète, n'ont absolument rien compris à l'économie politique et s'accrochent à des citations de livres, tel le savant dont le crâne est un tiroir à citations qu'il extrait ; mais que se présente une combinaison nouvelle non décrite dans les livres, le voilà perdu et il prend dans son tiroir justement celle qui ne convient pas.

A l'heure où le pays est ruiné, notre tâche principale, majeure est de sauvegarder la vie de l'ouvrier, de *sauver l'ouvrier*; or, les ouvriers périssent parce que les fabriques s'arrêtent ; les fabriques s'arrêtent parce qu'il n'y a pas de combustible, parce que notre production est totalement artificielle, que notre industrie est coupée des sources de matières premières. Il en va de même dans le monde entier. Pour mettre en marche les fabriques de cotonnades russes, les matières premières doivent être acheminées d'Egypte, d'Amérique, au plus près du Turkestan ; mais essayez un peu de le faire, quand il y a là-bas des bandes contre-révolutionnaires et que les troupes anglaises se sont emparées d'Achkhabad et de Krasnovodsk ; essayez un peu de les

amener d'Egypte ou d'Amérique quand les chemins de fer ne fonctionnent pas, quand ils ont été détériorés, quand ils sont arrêtés faute de charbon.

Il faut sauver l'ouvrier bien qu'il ne puisse pas travailler. Si nous le sauvons, pendant ces quelques années, nous sauverons le pays, la société et le socialisme. Si nous ne le sauvons pas, nous dégringolerons, nous retomberons dans l'esclavage salarié. C'est ainsi que se pose la question du socialisme ; elle n'est pas née de l'imagination d'un paisible innocent qui se dit social-démocrate, mais de la réalité concrète, d'une lutte de classes acharnée, féroce et exacerbée. C'est un fait. Il faut tout sacrifier pour sauver l'existence de l'ouvrier. Et, de ce point de vue, quand on vient nous trouver pour nous dire : « Nous sommes pour l'égalité de la démocratie du travail ; mais vous, les communistes, vous ne donnez même pas l'égalité aux ouvriers et aux paysans », nous répondons : l'ouvrier et le paysan sont égaux en tant que travailleurs, mais le trafiquant en blé repu n'est pas l'égal du travailleur affamé. C'est uniquement pour cette raison que notre Constitution stipule que l'ouvrier et le paysan ne sont pas égaux.

Vous dites qu'ils doivent l'être ? Eh bien, pesons et calculons. Prenez 60 paysans et 10 ouvriers. Les 60 paysans ont des excédents de blé. Ils sont en haillons, mais ils ont du blé. Prenons 10 ouvriers. Après la guerre impérialiste, ils sont en haillons, épuisés, ils n'ont pas de pain, pas de combustible, pas de matières premières. Les fabriques sont arrêtées. Eh bien, sont-ils égaux à votre avis ? Les 60 paysans auraient le droit de décider, quant aux 10 ouvriers, ils devraient se soumettre ? Noble principe de l'égalité, de l'unité de la démocratie du travail et de la décision de la majorité !

C'est ce qu'on nous dit. Nous répondons : « Vous êtes des pitres, car avec vos phrases magnanimes vous éludez la question de la famine. »

Nous vous demandons : les ouvriers affamés, dans un pays ruiné où les fabriques sont arrêtées, ont-ils le droit de se soumettre à la décision d'une majorité de paysans, si ceux-ci ne livrent pas leurs excédents de blé ? Ont-ils le droit de prendre ces excédents, fût-ce par la violence, si c'est impossible autrement ? Répondez franchement !

Lorsque est posée la question qui touche vraiment le fond de l'affaire, c'est alors qu'on se met à biaiser et à tergiverser.

Dans tous les pays, l'industrie est détériorée et elle le restera encore quelques années, parce que c'est chose facile que d'incendier les fabriques ou de noyer les mines, c'est chose facile que de faire sauter les wagons et de démolir les locomotives ; n'importe quel imbécile, qu'il se nomme officier allemand ou français en est fort capable, surtout s'il possède un bon engin pour produire des explosions, tirer, etc. Mais reconstruire est une chose très difficile qui nécessite des années.

Les paysans forment une classe à part : en tant que travailleurs, ils sont ennemis de l'exploitation capitaliste, mais en même temps ils sont propriétaires. Pendant des siècles, le paysan a été formé dans l'idée que le grain est à lui et qu'il est libre de le vendre. C'est mon droit, pense le paysan, car c'est mon travail, ma sueur et mon sang. Il est impossible de changer rapidement sa mentalité, c'est une lutte longue et difficile. Celui qui imagine que le passage au socialisme se fera ainsi : l'un persuadera l'autre, l'autre persuadera un troisième, celui-là est, dans le meilleur des cas, un enfant, ou bien un tartuffe politique ; parmi ceux qui interviennent à la tribune politique, la plupart appartiennent naturellement à la seconde catégorie.

La question se pose ainsi : le paysan est habitué au libre commerce du grain. Lorsque nous avons jeté bas les institutions capitalistes, nous nous sommes aperçus qu'il y avait encore une autre force qui maintenait le capitalisme : la force de l'habitude. Plus nous avons été énergiques pour jeter bas toutes les institutions qui étayaient le capitalisme, plus nettement s'est manifestée l'autre force qui maintenait le capitalisme, la force de l'habitude. On peut réussir à briser une institution d'un seul coup ; mais une habitude ne peut jamais l'être, en dépit de toute réussite. Alors que nous avons donné toute la terre à la paysannerie, alors que nous avons libéré la paysannerie des grands propriétaires fonciers, alors que nous avons rejeté tout ce qui l'entravait, elle continue à considérer que la « liberté » est le libre commerce du grain, et le manque de liberté, l'obligation de livrer à prix ferme les excédents de grain.

Qu'est-ce donc, pourquoi « livrer » ! s'indigne le paysan ; surtout si, par surcroît, l'appareil administratif est mauvais ; mais il est mauvais parce que tous les intellectuels bourgeois sont du côté de la Soukharevka [58]. Il est clair que cet appareil doit s'appuyer sur des hommes qui apprennent et qui, dans le meilleur des cas, s'ils sont honnêtes et dévoués à la cause, auront appris, d'ici quelques années ; mais en attendant, l'appareil restera défectueux ; et parfois, toute sorte de filous qui se disent communistes viennent s'y insinuer. Ce danger menace tout parti dirigeant, tout prolétariat victorieux, car il n'est possible du premier coup ni de briser la résistance de la bourgeoisie, ni de mettre en place un appareil parfait. Nous savons fort bien que l'appareil du Commissariat au Ravitaillement est encore mauvais. Récemment, on a effectué des enquêtes statistiques pour savoir comment se nourrit l'ouvrier des provinces non agricoles. Il en est ressorti qu'il reçoit la moitié de son ravitaillement du Commissariat, et l'autre moitié des spéculateurs ; la première moitié constitue le dixième de son budget alimentaire total ; l'autre moitié, les neuf dixièmes restants.

Cette moitié du ravitaillement, recueillie et livrée par le Commissariat, est naturellement mal recueillie, mais elle l'est de façon socialiste et non capitaliste. Elle l'est grâce à une victoire sur le spéculateur, et non par marché avec lui ; elle est recueillie en sacrifiant aux intérêts des ouvriers affamés tous les autres intérêts possibles et imaginables, y compris ceux de l'« égalité » formelle, dont messieurs les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et Cie font étalage. Gardez votre « égalité », messieurs, et nous, nous garderons les ouvriers affamés que nous avons sauvés de la famine. Les menchéviks ont beau nous reprocher d'avoir violé l'« égalité », c'est un fait que nous avons résolu à moitié le problème du ravitaillement dans des conditions d'une difficulté inouïe, incroyable. Et nous disons que, si 60 paysans ont des excédents de blé et si 10 ouvriers sont affamés, il faut parler non pas de l'« égalité » en général, ni de l'« égalité des gens du travail », mais de l'obligation absolue pour les 60 paysans de se soumettre à la décision de 10 ouvriers et de leur donner, ou au moins de leur prêter, leurs excédents.

Toute l'économie politique, si quiconque y a appris quelque chose, toute l'histoire de la révolution et l'histoire de l'évolution politique tout au long du XIXe siècle nous enseignent que le paysan suit ou bien l'ouvrier, ou bien le bourgeois. Il ne peut aller autrement. Cela paraîtra, certes, offensant pour certains démocrates — certains penseront que ma malignité marxiste me fait calomnier les paysans. Les paysans forment la majorité, ce sont des travailleurs, et ils ne pourraient pas suivre leur voie propre ! Pourquoi ?

Si vous ne savez pas pourquoi, dirais-je à ces citoyens, lisez donc les principes d'économie politique de Marx, son exposé par Kautsky, réfléchissez à l'évolution de n'importe quelle grande révolution du XVIIIe et du XIXe siècle, à l'histoire politique de n'importe quel pays au XIXe siècle. Elle vous dira pourquoi. L'économie de la société capitaliste est telle que la force dominante ne peut en être que le capital, ou bien le prolétariat qui le renverse. *Il n'y a pas d'autre force dans l'économie de cette société.*

Le paysan est à moitié travailleur et à moitié spéculateur. Le paysan est un travailleur, parce qu'il gagne son pain à la sueur de son front, parce qu'il est exploité par les propriétaires fonciers, les capitalistes et les marchands. Le paysan est un spéculateur, parce qu'il vend le blé, article de première nécessité, pour lequel, quand il fait défaut, on peut donner tout ce qu'on possède. Ventre affamé n'a pas d'oreilles ; pour avoir du pain, les gens donneraient mille roubles, autant qu'on voudra et même tout ce qu'on possède.

Ce n'est pas la faute du paysan ; ses conditions économiques sont telles qu'il vit dans une économie marchande, qu'il y a vécu pendant des dizaines et des centaines d'années, qu'il est habitué à échanger son blé contre de l'argent. Une habitude ne se transforme pas et il est impossible de supprimer l'argent d'un seul coup. Pour le supprimer, on doit organiser la répartition des produits alimentaires pour des centaines de millions d'hommes ; c'est une affaire de longue haleine. Tant que subsiste l'économie marchande, tant qu'il y a des ouvriers affamés à côté de paysans rassasiés qui cachent leurs excédents, il subsiste une certaine opposition d'intérêts entre les ouvriers et

les paysans, et celui qui cherche à esquiver cette opposition réelle, engendrée par la vie, en parlant de « liberté » d'« égalité » et de « démocratie du travail », est dans le meilleur des cas un phraseur, et dans le pire, un défenseur hypocrite du capitalisme. Si le capitalisme triomphe de la révolution, ce sera en exploitant l'ignorance des paysans ; en les achetant, en leur faisant miroiter le retour au commerce libre. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires sont en fait aux côtés du capitalisme contre le socialisme.

Le programme économique de Koltchak, de Dénikine et de tous les gardes blancs russes, c'est le commerce libre. Ils le comprennent et ce n'est pas leur faute si le citoyen Cher, lui, ne le comprend pas. Les phénomènes économiques ne changent pas du fait qu'un certain parti ne les comprend pas. Le mot d'ordre de la bourgeoisie, c'est le commerce libre. On s'efforce de tromper les paysans en leur disant : « Le bon vieux temps n'était-il pas meilleur ? Ne vivait-on pas mieux en vendant librement la production agricole ? Que peut-il y avoir de plus équitable ? » Ainsi parlent les partisans conscients de Koltchak, et ils ont raison du point de vue de l'intérêt capitaliste. Pour restaurer le pouvoir du capital en Russie, on doit s'appuyer sur les traditions, sur le préjugé du paysan contre sa faculté de juger, sur la vieille pratique du libre commerce ; il faut briser par la violence la résistance des ouvriers. Il n'y a pas d'autre issue. Les partisans de Koltchak ont raison du point de vue capitaliste ; ils savent mettre les choses bout à bout dans leur programme économique et politique, ils savent où est le commencement et où est la fin, ils comprennent la relation entre le libre commerce paysan et le massacre des ouvriers. Ce lien existe, bien que le citoyen Cher ne le comprenne pas. Le libre commerce du grain est le programme économique des partisans de Koltchak ; le massacre de dizaines de milliers d'ouvriers (comme en Finlande) est indispensable pour réaliser ce programme, parce que l'ouvrier ne cédera pas pour rien ses conquêtes. Ce lien est indissoluble, et ceux qui ne comprennent absolument rien à la science économique ni à la politique, ceux qui par couardise petite-bourgeoise ont oublié les principes du socialisme, — j'ai nommé les menchéviks et les « social-

révolutionnaires », — ceux-là essayent de nous faire oublier ce lien en parlant d'« égalité » et de « liberté », en clamant que nous violons le principe de l'égalité au sein de la « démocratie du travail », que notre Constitution est « inique ».

La voix de plusieurs paysans compte autant que celle d'un seul ouvrier. Est-ce cela qui est injuste ?

Non, c'est juste pour une époque où il faut renverser le capital. Je sais où vous prenez vos conceptions de la justice. Elles vous viennent de l'époque capitaliste passée. Le propriétaire de marchandises, son égalité, sa liberté — voilà vos conceptions de la justice. Ce sont les vestiges petits-bourgeois de préjugés petits-bourgeois ; c'est cela, votre justice, votre égalité, votre démocratie du travail. Pour nous, la justice est subordonnée aux intérêts du renversement du capital. Renverser le capital autrement que par les efforts conjugués du prolétariat est impossible.

Est-il possible d'unir d'un seul coup et solidement des dizaines de millions de paysans contre le capital, contre le commerce libre ? Vous ne pouvez le faire en raison des conditions économiques, même si les paysans étaient entièrement libres et beaucoup plus cultivés. C'est impossible parce qu'il faut pour cela d'autres conditions économiques et de longues années de préparation. Et qui s'en chargera, de cette préparation ? Soit le prolétariat, soit la bourgeoisie.

De par sa situation économique dans la société bourgeoise, le paysan doit inévitablement suivre ou bien l'ouvrier, ou bien la bourgeoisie. *Il n'y a pas de milieu.* Il peut hésiter, s'embrouiller, se nourrir de chimères, il peut blâmer et injurier, il peut maudire les représentants « bornés » du prolétariat, les représentants « bornés » de la bourgeoisie. Ils représentent la minorité, n'est-ce pas ? On peut les maudire, on peut prononcer des phrases ronflantes sur la majorité, sur le caractère large, universel, de votre démocratie du travail, sur la démocratie pure. On peut enfiler autant de mots que l'on veut. Ce seront des paroles pour cacher ce fait : si le paysan ne suit pas l'ouvrier, il suit la bourgeoisie. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de milieu. Et ceux qui, dans cette très difficile phase historique de transition, à un moment où les ouvriers sont affamés, où leur industrie est arrêtée, ***n'aident pas les ouvriers*** à prendre

le blé à un prix plus juste, et *non pas* à un prix « *libre* », non pas à un prix capitaliste, mercantile, ceux-là appliquent le programme de Koltchak, même s'ils ne se l'avouent pas à eux-mêmes, et aussi sincère que soit leur conviction qu'ils appliquent honnêtement leur propre programme.

V

Je m'arrêterai maintenant à la dernière question que j'ai notée, celle de la défaite et de la victoire de la révolution. Kautsky, dont j'ai dit qu'il était le principal représentant du vieux socialisme pourri, n'a pas compris les tâches de la dictature du prolétariat. Il nous a accablés de reproches : une solution dictée par la majorité aurait pu assurer une issue pacifique. La dictature est une solution par la voie militaire. Donc, si vous ne gagnez pas par la voie militaire, vous serez vaincus et anéantis, parce que la guerre civile ne fait pas de prisonniers, elle anéantit. C'est ainsi que Kautsky, lui-même effrayé, a cherché à nous « effrayer ».

C'est absolument vrai. C'est un fait. Nous confirmons la justesse de cette observation. Il n'y a rien à dire. La guerre civile est plus grave et plus cruelle que n'importe quelle autre. Il en a toujours été ainsi dans l'histoire, depuis les guerres civiles de Rome, parce que les guerres entre nations se sont toujours terminées par des marchés entre les classes possédantes ; ce n'est que dans la guerre civile que la classe opprimée s'efforce d'anéantir totalement la classe oppressive, d'anéantir les conditions économiques d'existence de cette classe.

Je vous le demande : que valent donc des « révolutionnaires » qui cherchent à intimider une révolution déjà entreprise en disant qu'elle peut subir une défaite ? Non, il n'y a pas eu, il n'y a pas, il n'y aura pas et il ne peut y avoir de révolution qui ne prenne le risque d'une défaite. On appelle révolution une lutte de classe acharnée, exacerbée au plus haut point. La lutte de classe est inévitable. Il faut ou bien renoncer à la révolution en général, ou bien reconnaître que la lutte contre les classes possédantes sera la plus acharnée de toutes les révolutions. A ce sujet, il n'y a pas eu de divergence d'opinion parmi les socialistes

tant soit peu conscients. Lorsque j'ai dû analyser le fond des écrits renégats de Kautsky, j'écrivais, l'an passé : même si demain (c'était en septembre dernier), même si demain le pouvoir bolchévik était renversé par les impérialistes, nous ne regretterions pas un seul instant de l'avoir pris. Et pas un seul ouvrier conscient, représentant les intérêts des masses laborieuses, ne le regrettera et ne doutera que notre révolution ait quand même triomphé. Car la révolution triomphe, quand elle fait progresser la classe avancée qui porte un grave coup à l'exploitation. Dans ces conditions, les révolutions triomphent même quand elles subissent une défaite. Cela peut sembler un jeu de mots ; et pour montrer que c'est un fait réel, nous prendrons un exemple historique concret.

Prenez la grande Révolution française. Ce n'est pas sans raison qu'on la qualifie de « grande ». Pour la classe qu'elle a servie, la bourgeoisie, elle a fait tant que tout le XIXe siècle, ce siècle qui a donné la civilisation et la culture à toute l'humanité, s'est écoulé sous le signe de la Révolution française. Dans tous les coins du monde, ce siècle n'a fait que mettre en œuvre, réaliser par parties, parachever ce qu'avaient créé les grands révolutionnaires de la bourgeoisie française dont ils servaient les intérêts sans en avoir conscience, sous le couvert de phrases sur la liberté, l'égalité et la fraternité.

Pour la classe que nous servons, pour le prolétariat, notre révolution a déjà fait en un an et demi incomparablement plus que ce qu'ont fait les grands révolutionnaires français.

Ces derniers se sont maintenus au pouvoir pendant deux ans et ont succombé sous les coups de la réaction européenne coalisée, sous les coups des armées coalisées du monde entier qui ont écrasé les révolutionnaires français, restauré le monarque légitime, le Romanov de l'époque, remis en place les grands propriétaires fonciers et étouffé pour de longues décennies tout mouvement révolutionnaire en France. Néanmoins, la grande Révolution française a triomphé.

Quiconque considère l'histoire de façon consciente dira que la Révolution française, bien qu'écrasée, a quand même triomphé, parce qu'elle a donné au monde entier les assises

de la démocratie bourgeoise, de la liberté bourgeoise qui ne pouvaient plus être éliminées.

En un an et demi, notre révolution a donné au prolétariat, à la classe que nous servons, en vue de la réalisation de l'objectif pour lequel nous œuvrons, en vue du renversement de la domination capitaliste, infiniment plus que ce que la Révolution française avait donné à sa classe. Et c'est pourquoi nous disons que même si, en prenant un cas hypothétique, en envisageant le pire, même si demain un quelconque Koltchak chanceux taillait en pièces tous les bolchéviks un par un, la révolution resterait invaincue. Et la preuve de ce que nous affirmons, c'est que la nouvelle organisation d'Etat promue par cette révolution a déjà remporté une victoire morale au sein de la classe ouvrière du monde entier et bénéficie dès maintenant de son soutien. Lorsque les grands révolutionnaires de la bourgeoisie française ont succombé dans la lutte, ils ont succombé seuls, sans soutien à l'étranger. Tous les Etats européens, surtout l'Angleterre, ce pays avancé, s'étaient levés contre eux. Aujourd'hui, notre révolution, après seulement un an et demi de pouvoir bolchévik, a fait en sorte que la nouvelle organisation d'Etat qu'elle a créée, l'organisation soviétique, est devenue accessible, familière, populaire pour les ouvriers du monde entier, est devenue la leur.

Je vous ai démontré que la dictature du prolétariat est inévitable, nécessaire et absolument obligatoire pour sortir du capitalisme. Dictature ne signifie pas seulement violence, bien qu'elle soit impossible sans violence ; elle signifie aussi organisation du travail supérieure à l'organisation antérieure. C'est pourquoi, dans mon bref discours de salutations au début du congrès, j'ai mis l'accent sur cette tâche essentielle, élémentaire et très simple d'*organisation*, c'est pourquoi je nourris une hostilité aussi impitoyable pour toutes les élucubrations d'intellectuels, toutes les « cultures prolétariennes ». A ces lubies j'oppose l'a b c de l'organisation. Répartir le pain et le charbon en veillant de près à chaque poud de charbon, chaque poud de pain ; voilà l'objectif de la discipline prolétarienne. Non pas une discipline du fouet comme chez les féodaux, ou une discipline de la faim comme chez les capitalistes, mais une discipline fraternelle, celle des unions ouvrières. Réfléchissez

à cette tâche d'organisation élémentaire, très simple, et la victoire nous est acquise. C'est alors que viendra entièrement à nous le paysan qui hésite entre l'ouvrier et le capitaliste, qui ne sait pas s'il doit aller vers ceux auxquels il ne fait pas encore confiance, sans pouvoir nier qu'ils mettent en œuvre un mode de travail plus équitable, dans lequel il n'y aura pas d'exploitation, dans lequel le « libre » commerce du grain sera crime d'Etat, s'il doit suivre ceux-ci ou bien suivre ceux qui, comme par le passé, promettent le libre commerce des céréales, ce qui signifierait la liberté du travail. Si le paysan voit que le prolétariat édifie son pouvoir d'Etat en sachant instaurer l'ordre (or, le paysan réclame l'ordre, il le veut et il a raison, bien que cette aspiration paysanne à l'ordre comporte bien des aspects troubles, réactionnaires, reflète bien des préjugés), en fin de compte, après beaucoup d'hésitations, le paysan suivra l'ouvrier. Le paysan ne peut se dégager de la société ancienne pour entrer dans la nouvelle tout simplement, facilement, d'un seul coup. Il sait que la société ancienne lui assurait « l'ordre » en ruinant les travailleurs, en les réduisant à l'esclavage. Il ne sait pas si le prolétariat peut lui donner l'ordre. On ne saurait demander davantage au paysan abruti, ignorant, isolé. Il ne se fiera à aucune parole, à aucun programme. Et il aura raison de ne pas se fier à des paroles, parce qu'autrement il n'y aurait pas moyen d'échapper aux duperies. Il ne fera confiance qu'aux actes, à l'expérience pratique. Démontrez-lui que vous, prolétariat uni, pouvoir d'Etat prolétarien, dictature du prolétariat, vous savez répartir le blé et le charbon de façon à sauver chaque poud de blé et chaque poud de charbon, que vous savez faire en sorte que les excédents de chaque poud de blé et de chaque poud de charbon ne soient pas vendus par les spéculateurs, ne profitent pas aux héros de la Soukharevka, mais soient répartis équitablement, pour ravitailler les ouvriers affamés, pour les soutenir même dans une période de chômage, à un moment où les usines et les fabriques sont arrêtées. Démontrez cela. Voilà la tâche essentielle de la culture prolétarienne, de l'organisation prolétarienne. On peut user de violence sans avoir de racines économiques ; mais alors, l'histoire la condamne. Mais on peut user de violence en s'appuyant sur une classe d'avant-

garde, sur les principes supérieurs du régime, de l'ordre et de l'organisation socialistes. *Alors, elle peut temporairement subir un échec, mais elle est invincible.*

Si l'organisation prolétarienne montre au paysan que l'ordre est juste, que la répartition du travail et du blé est juste, que l'on veille de près à chaque poud de blé et de charbon, que nous, les ouvriers, nous pouvons réaliser cela grâce à notre discipline d'alliance fraternelle, que nous luttons par la violence uniquement pour défendre les intérêts du travail, en prenant le blé au spéculateur et non au travailleur, que nous sommes favorables à une entente avec le paysan moyen, avec le paysan travailleur, que nous sommes prêts à lui donner tout ce que nous pouvons donner en ce moment, — si le paysan voit cela, son alliance avec la classe ouvrière, son alliance avec le prolétariat sera indestructible, et c'est dans cette direction que nous allons.

Je me suis un peu écarté de mon sujet et je dois y revenir. Aujourd'hui, dans tous les pays, le mot « bolchévik » et le mot « Soviet » ont cessé d'être les expressions bizarres qu'ils étaient récemment, dans le genre du mot « boxeur », que nous répétions sans comprendre. Le mot « bolchévik » et le mot « Soviet » sont maintenant repris dans toutes les langues du monde. Les ouvriers conscients voient la bourgeoisie de tous les pays déverser chaque jour des calomnies contre le pouvoir des Soviets dans la presse, à des millions d'exemplaires, et ces injures les édifient. J'ai lu récemment quelques journaux américains. J'ai vu le discours d'un prêtre américain qui disait : les bolchéviks sont immoraux, ils ont nationalisé les femmes, ce sont des brigands, des pillards. Et j'ai vu la réponse des socialistes américains : ils diffusent pour 5 cents la Constitution de la République soviétique de Russie, cette « dictature » qui ne donne pas « l'égalité de la démocratie du travail ». Ils répondent en citant un paragraphe de la Constitution de ces « usurpateurs », de ces « brigands », de ces « agresseurs » qui violent l'unité de la démocratie du travail. Soit dit en passant, lorsque l'on accueillait Brechkovskaïa, le plus grand journal capitaliste newyorkais portait en caractères énormes, le jour de son arrivée : « Soyez la bienvenue, grand-mère ! » Les socialistes américains ont reproduit ce titre en disant :

« Elle est pour la démocratie politique, devez-vous vous étonner, ouvriers américains, que les capitalistes fassent son éloge ? » Elle est pour la démocratie politique. Pourquoi doivent-ils faire son éloge ? Parce qu'elle est contre la Constitution soviétique. « Et voici, disent les socialistes américains, un paragraphe de la Constitution de ces brigands. » Ils citent toujours le même article, celui qui dit : quiconque exploite le travail d'autrui ne peut voter et n'a pas le droit d'être élu. Cet article est connu dans le monde entier. C'est parce que le pouvoir des Soviets a dit ouvertement que tout est subordonné à la dictature du prolétariat, que c'est un type nouveau d'organisation d'Etat, c'est justement à cause de cela qu'il a gagné la sympathie des ouvriers du monde entier. Cette nouvelle organisation d'Etat naît avec le plus grand mal parce que vaincre notre indiscipline petite-bourgeoise désorganisatrice, est la chose la plus difficile, un million de fois plus difficile que d'écraser l'oppresseur, propriétaire foncier ou capitaliste, mais c'est aussi un million de fois plus fructueux pour créer l'organisation nouvelle, affranchie de l'exploitation. Quand l'organisation prolétarienne sera venue à bout de cette tâche, le socialisme aura définitivement triomphé. C'est à ce but qu'on doit vouer toute son activité, dans l'enseignement extra-scolaire comme dans l'enseignement scolaire. Malgré les conditions excessivement difficiles, et bien que la révolution socialiste se déroule, pour la première fois au monde, dans un pays au niveau culturel aussi bas, malgré cela le pouvoir soviétique s'est déjà acquis la reconnaissance des ouvriers étrangers. Les mots de « dictature du prolétariat » sont des mots latins, et tous les travailleurs qui les entendaient ne comprenaient pas leur signification, ne voyaient pas comment elle pourrait être réalisée. A présent, ces mots sont traduits dans les langues modernes ; à présent, nous avons montré que la dictature du prolétariat, c'est le pouvoir des Soviets, un pouvoir sous lequel les ouvriers s'organisent eux-mêmes et disent : « Notre organisation est supérieure à tout ; ceux qui ne travaillent pas, les exploiteurs, n'ont pas le droit de participer à cette organisation. Cette organisation est tout entière orientée vers un seul but : renverser le capitalisme. Aucun mot d'ordre mensonger, aucun fétiche comme

« liberté », « égalité » ne saurait nous abuser. Nous ne reconnaissons ni la liberté, ni l'égalité, ni la démocratie du travail, si elles sont contraires aux intérêts de l'émancipation du travail de l'oppression capitaliste. » Nous avons inscrit cela dans la Constitution soviétique, et nous lui avons déjà gagné la sympathie des ouvriers du monde entier. Ils savent que, si difficile que soit la naissance de l'ordre nouveau, si dures que soient les épreuves et même les revers qui pourraient échoir à telle ou telle république des Soviets, aucune force au monde ne fera revenir l'humanité en arrière. (Vifs applaudissements.)

PREFACE A L'EDITION DU DISCOURS « COMMENT ON TROMPE LE PEUPLE AVEC LES MOTS D'ORDRE DE LIBERTE ET D'EGALITE »

La question que j'ai examinée dans mon discours du 19 mai au congrès de l'enseignement extra-scolaire, à savoir la question de l'égalité en général et de l'égalité de l'ouvrier et du paysan en particulier, est sans contredit un des problèmes les plus graves, les plus « névralgiques » de notre temps ; elle touche les préjugés les plus enracinés du petit bourgeois, du petit patron, du petit commerçant, du philistin et des neuf dixièmes des intellectuels, y compris les intellectuels menchéviks et socialistes-révolutionnaires.

Nier l'égalité entre l'ouvrier et le paysan ! Pensez donc, quelle chose monstrueuse ! Naturellement, tous les amis des capitalistes, tous leurs laquais et, au premier chef, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, essaieront de s'y accrocher pour « agacer » le paysan, l'« exciter », le dresser contre les ouvriers, contre les communistes. Des tentatives de ce genre sont inévitables, mais comme elles sont basées sur le mensonge, elles sont vouées à un échec lamentable.

Les paysans sont des gens lucides, sensés, pratiques. Il faut leur expliquer les choses de façon concrète, avec des exemples simples, pris dans la vie. Est-il juste que le paysan qui a des excédents de blé, les cache jusqu'à ce que les prix s'élèvent au taux exorbitant de la spéculation sans penser aux ouvriers affamés ? N'est-il pas juste que le

pouvoir d'Etat, détenu par les ouvriers, prenne tous les excédents de blé au prix ferme établi par l'Etat, et non au prix fort, à un prix exorbitant, au prix du marché noir ?

C'est ainsi que se pose la question. Tel en est son fond. Et c'est ce que veulent éluder, à coups de phrases creuses sur « l'égalité » et sur « l'unité de la démocratie du travail », tous les mystificateurs qui, comme les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, servent les capitalistes, favorisent le retour du pouvoir absolu des capitalistes.

Les paysans doivent choisir :

ou bien le libre commerce du blé, ce qui signifie la spéculation sur le blé, la liberté pour les riches de s'enrichir, la liberté pour les pauvres de se voir réduits à la misère et à la famine, le retour du pouvoir absolu des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, la rupture de l'alliance des paysans et des ouvriers ;

ou bien la livraison des excédents de blé à un prix ferme à l'Etat, c'est-à-dire au pouvoir ouvrier uni, ce qui signifie l'alliance des paysans et des ouvriers en vue d'anéantir totalement la bourgeoisie, d'exclure toute possibilité de restaurer son pouvoir.

Telle est l'alternative.

Les paysans aisés, les koulaks, choisiront la première voie, voudront tenter fortune en s'alliant aux capitalistes et aux propriétaires fonciers contre les ouvriers, contre les pauvres. Mais en Russie, ces paysans seront en minorité. La majorité sera pour l'alliance avec les ouvriers, contre la restauration du pouvoir des capitalistes, contre la « liberté pour les riches de s'enrichir », contre la « liberté pour le pauvre de souffrir de la faim », contre le mensonge qui sert à masquer cette maudite « liberté » capitaliste (la liberté de mourir de faim) par des paroles pompeuses sur l'« égalité » (égalité du repu qui a des excédents de blé avec l'affamé).

Notre tâche est de lutter contre le subtil mensonge capitaliste que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires répandent par de ronflantes et pompeuses paroles sur la « liberté » et l'« égalité ».

Paysans, arrachez le masque à ces loups déguisés en agneaux avec leurs refrains séducteurs sur la « liberté », l'« égalité », l'« unité de la démocratie du travail », et qui, en fait, défendent la « liberté » du propriétaire foncier

d'opprimer les paysans, l'« égalité » du riche capitaliste avec l'ouvrier et le paysan à demi affamé, l'« égalité » de l'homme repu, qui dissimule des excédents de blé, avec l'ouvrier qui souffre de la faim et du chômage dans un pays ruiné par la guerre. Ces loups déguisés en agneaux sont les pires ennemis des travailleurs ; qu'ils se dénomment menchéviks, socialistes-révolutionnaires ou sans-parti, ce sont les amis des capitalistes.

« L'ouvrier et le paysan sont égaux en tant que travailleurs, mais le trafiquant de blé, le spéculateur repu, n'est pas l'égal du travailleur affamé. » « Nous luttons pour défendre les seuls intérêts du travail, en prenant le blé au spéculateur et non au travailleur. » « Nous sommes prêts à nous entendre avec le paysan moyen, avec le paysan travailleur. » Voilà ce que j'ai déclaré dans mon discours, voilà le *fond* de l'affaire, voilà la vérité authentique que l'on embrouille avec des phrases ronflantes sur l'« égalité ». Et l'immense majorité des paysans savent que c'est vrai, que l'*Etat ouvrier* lutte contre les spéculateurs et les riches, aidant de toutes les manières les travailleurs et les pauvres, alors que *l'Etat des grands propriétaires fonciers* (sous le régime tsariste) *et l'Etat capitaliste* (sous le régime républicain le plus libre et le plus démocratique), toujours et partout, dans tous les pays, *aident les riches à piller les travailleurs, aident les spéculateurs et les riches à s'enrichir en ruinant les pauvres.*

N'importe quel paysan connaît cette vérité. Et c'est pourquoi, plus la majorité des paysans seront conscients, plus vite et plus résolument ils feront leur choix : pour l'alliance avec les ouvriers, pour l'entente avec le gouvernement ouvrier, contre l'Etat des grands propriétaires fonciers ou des capitalistes ; pour le pouvoir des Soviets contre l'« Assemblée constituante » ou la « république démocratique » ; pour l'entente avec les bolchéviks, les communistes, contre le soutien aux capitalistes, aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires !

* * *

Quant aux messieurs « instruits », aux démocrates, aux socialistes, aux social-démocrates, aux socialistes-révolu-

tionnaires, etc., nous leur dirons : en paroles vous reconnaissez tous la « lutte de classe », mais en fait, vous l'oubliez juste au moment où elle est particulièrement aiguë. L'oublier, c'est passer du côté du Capital, du côté de la bourgeoisie, contre les travailleurs.

Qui reconnaît la lutte de classe doit reconnaître que, dans une république bourgeoise, fût-elle la plus libre et la plus démocratique, la « liberté » et l'« égalité » ne pouvaient être et n'ont jamais été que l'expression de l'égalité et de la liberté des *possesseurs de marchandises*, de l'égalité et de la liberté du *Capital*. Marx l'a expliqué mille fois dans toutes ses œuvres et surtout dans *le Capital* (que vous reconnaissez tous *en paroles*) ; il a raillé la conception abstraite « de la liberté et de l'égalité », les vulgaires Bentham qui ne le voyaient pas ; il a mis à nu les racines matérielles de ces abstractions.

« La liberté et l'égalité » en régime bourgeois (c'est-à-dire là où subsiste encore la propriété privée de la terre et des moyens de production) et sous le régime de la démocratie bourgeoise, restent formelles ; elles signifient en fait l'*esclavage salarié* des ouvriers (formellement libres, formellement égaux en droits) et le *pouvoir absolu du Capital*, l'oppression du travail par le Capital. C'est l'a b c du socialisme, messieurs les « instruits », et vous l'avez oublié.

De cet a b c il ressort que, pendant la révolution prolétarienne, quand la lutte de classes s'aggrave au point de se changer en guerre civile, seuls les imbéciles et les traîtres peuvent s'en tirer par des phrases sur la « liberté », l'« égalité », l'« unité de la démocratie du travail ». En fait, c'est l'issue de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie qui est décisive ; quant aux classes moyennes, intermédiaires (dont toute la petite bourgeoisie, c'est-à-dire aussi toute la « paysannerie »), elles oscillent inévitablement entre les deux camps.

Il s'agit d'allier ces couches intermédiaires à l'une des forces principales, au prolétariat ou à la bourgeoisie. *Il ne peut rien y avoir* d'autre ; qui n'a pas compris cela en lisant le *Capital* de Marx, n'a rien compris à Marx, n'a rien compris au socialisme, c'est en fait un philistin, un petit-bourgeois qui se traîne aveuglément derrière la bourgeoisie. Et qui a compris ne se laissera pas duper par des

phrases sur la « liberté » et l'« égalité » ; il pensera, parlera de *choses pratiques*, c'est-à-dire des conditions concrètes du *rapprochement* des paysans et des ouvriers, de leur *alliance* contre les capitalistes, de *leur entente* contre les exploiteurs, les riches et les spéculateurs.

La dictature du prolétariat n'est pas la fin de la lutte de classes ; c'est sa continuation sous des formes nouvelles. La dictature du prolétariat, c'est la lutte de classes du prolétariat victorieux qui a pris en main le pouvoir politique, contre la bourgeoisie vaincue, mais non anéantie, non disparue qui, loin d'avoir cessé de résister, a intensifié sa résistance. La dictature du prolétariat est une forme particulière d'alliance de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches non prolétariennes de travailleurs (petite bourgeoisie, petits patrons, paysans, intellectuels, etc.), ou la majorité de ces couches, alliance dirigée contre le capital, alliance visant au renversement complet du capital, à l'écrasement complet de la résistance de la bourgeoisie et de ses tentatives de restauration, à l'édification et à la consolidation définitive du socialisme. C'est une alliance d'un genre particulier, qui se forme dans des conditions particulières, c'est-à-dire dans les conditions d'une guerre civile forcenée ; c'est l'alliance des partisans résolus du socialisme avec ses alliés hésitants, parfois « neutres » (alors l'alliance, d'entente pour la lutte, devient un accord de neutralité), l'alliance entre des classes qui diffèrent sur les plans économique, politique, social et idéologique. Seuls peuvent se soustraire à l'étude des formes concrètes, des conditions, des tâches de cette alliance par des phrases générales sur la « liberté », l'« égalité », l'« unité de la démocratie du travail », c'est-à-dire à l'aide de débris du bagage idéologique de l'époque de la production marchande, les héros pourris de l'Internationale pourrie, de l'Internationale jaune de « Berne » dans le genre de Kautsky, Martov et Cie.

23 juin 1919

N. Lénine

Publié en 1919 dans la brochure : N. Lénine, « Deux discours au Ier Congrès de l'enseignement extra-scolaire de Russie », Moscou

Conforme au texte de la brochure

TELEGRAMME AU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE D'UKRAINE

Kiev

Après avoir discuté de la situation critique, proche de la catastrophe, dans le bassin du Donetz et sur le Manytch, le C.C. du Parti propose instamment au Conseil de la Défense de Kiev de tendre toutes les forces pour accélérer et intensifier l'aide militaire au bassin du Donetz ; de désigner quelques bons camarades afin de surveiller quotidiennement, sans relâche, l'exécution de cette tâche, et surtout de mobiliser immédiatement tous les ouvriers d'Odessa, Iékatérinoslav, Nikolaïev, Kharkov et Sébastopol pour renforcer le front Sud, enfin de désigner Podvoïski et Antonov comme personnellement responsables du groupe Makhno. Sachez que, si Rostov n'est pas pris rapidement, la révolution est inéluctablement perdue.

Au nom du C.C.

Lénine. Staline.

Rédigé le 8 mai 1919
Publié pour la première fois en 1942

Conforme au manuscrit

COMPLEMENT AU PROJET D'APPEL AUX OUVRIERS ALLEMANDS ET AUX PAYSANS ALLEMANDS N'EXPLOITANT PAS LE TRAVAIL D'AUTRUI

Dans le monde grandissent la sympathie des prolétaires pour le pouvoir des Soviets et leur conviction que seul le pouvoir des Soviets, le pouvoir des travailleurs eux-mêmes, et non pas le parlementarisme bourgeois, fût-ce dans la république la plus démocratique, est à même de délivrer le travail du joug du capital, les peuples de la haine et des guerres, l'humanité du déchaînement d'un impérialisme forcené.

Cette conviction se fraiera un chemin contre vents et marées. Les ouvriers de tous les pays se persuadent toujours davantage qu'il est impossible de se délivrer de l'impérialisme et des guerres sans rompre avec la bourgeoisie et sans la vaincre, sans renverser son pouvoir, sans écraser impitoyablement la résistance des exploiteurs. Ceci ne peut être entrepris que dans son propre pays. Si le système soviétique russe a gagné la sympathie des masses ouvrières du monde entier, si tous, excepté les exploiteurs et leurs laquais, ne voient maintenant de salut que dans le pouvoir des Soviets, nous, ouvriers et paysans russes, avons conquis cette confiance parce que nous avons rompu avec notre bourgeoisie, parce que nous l'avons renversée, brisé sa résistance et chassé en les honnissant du milieu des travailleurs les chefs du socialisme traître qui, comme les menché-

viks et les socialistes-révolutionnaires, s'alliaient directement ou non à la bourgeoisie impérialiste, à Kérenski, etc.

Aussi longtemps que les ouvriers allemands toléreront au pouvoir de semblables traîtres au socialisme, de semblables canailles et laquais de la bourgeoisie, les Scheidemann et leur clique, il ne pourra pas être question de salut pour le peuple allemand. Jusque-là, le peuple allemand restera en fait, malgré toutes les phrases « socialistes », malgré les enjolivures « démocratiques » et « républicaines » de toute sorte, l'esclave de la bourgeoisie et le *complice* de ses crimes, tout comme demeurent des traîtres au socialisme, des canailles et des complices des atrocités et des crimes de la bourgeoisie française, anglaise et américaine, les « socialistes » de l'Entente qui siègent à l'Internationale jaune « de Berne » et répondent aux atrocités de l'Entente par d'hypocrites vœux pieux, de belles phrases vides ou des compliments à Wilson, etc.

La rupture des ouvriers allemands avec les traîtres au socialisme, les Scheidemann et leur parti, est inévitable. La rupture des ouvriers allemands avec la mollesse, la duplicité, l'absence de principes et la veulerie des soi-disant « indépendants » (lesquels dépendaient hier des Scheidemann et aujourd'hui ont peur de se rallier résolument au pouvoir intégral des Soviets), cette rupture est inévitable. La bourgeoisie peut massacrer des centaines de dirigeants et des milliers d'ouvriers, mais elle est hors d'état d'empêcher cette rupture.

Rédigé le 11 mai 1919 — *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1949 dans la revue « Bolchévik » n° 1

TELEGRAMME A J. STALINE[59]

20 mai 1919

A Staline
Smolny
Pétrograd

J'ai reçu les deux notes. Je me suis entendu en détail avec Sklianski pour la surveillance sans relâche de l'exécution. J'espère que la mobilisation générale des habitants de Pétrograd les amènera à passer à l'offensive, et non à rester dans les casernes.

Lénine

Publié pour la première fois en 1938

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCE A LA FETE DU « VSEVOBOUTCH » LE 25 MAI 1919[60]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Nous fêtons aujourd'hui la Journée de l'instruction militaire générale des travailleurs.

Jusqu'à présent, l'art militaire était l'un des instruments de l'exploitation du prolétariat par la classe des capitalistes et des grands propriétaires fonciers ; jusqu'à présent, le pouvoir des capitalistes se maintient dans toute l'Europe grâce aux vestiges de l'ancienne armée que dirigent des officiers bourgeois. Mais ce meilleur appui de la bourgeoisie tombera lorsque les ouvriers prendront les armes, lorsqu'ils mettront sur pied leur immense armée prolétarienne, lorsqu'ils se mettront à former des soldats qui savent pour quoi ils se battent, lorsqu'ils défendront les ouvriers et les paysans, les fabriques et les usines, pour que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ne puissent revenir au pouvoir.

La fête d'aujourd'hui montre quels succès nous avons obtenus, quelle force nouvelle grandit au sein de la classe ouvrière. Cette revue nous persuade que le pouvoir des Soviets a gagné la sympathie des ouvriers de tous les pays et que la guerre mondiale fera place à l'alliance fraternelle des Républiques soviétiques internationales.

Je vous présente le camarade hongrois Tibor Szamely, Commissaire aux Affaires militaires de la République soviétique de Hongrie.

Vive le prolétariat hongrois !

Vive la révolution communiste internationale !

« Izvestia » du Comité exécutif central de Russie » n° 113, le 27 mai 1919

Conforme au texte du journal

SALUT AUX OUVRIERS HONGROIS

Camarades, les nouvelles que nous recevons des dirigeants des Soviets hongrois nous remplissent d'enthousiasme et de joie. Il y a à peine un peu plus de deux mois que le pouvoir soviétique existe en Hongrie ; or, en matière d'organisation, le prolétariat hongrois semble nous avoir déjà dépassés. Cela se conçoit, le niveau culturel général de la population y étant plus élevé ; ensuite, la proportion des ouvriers industriels y est infiniment plus forte (Budapest compte trois millions d'habitants sur 8 millions pour toute la Hongrie) ; enfin, le passage au régime soviétique, à la dictature du prolétariat y a été incomparablement plus facile et plus pacifique.

Cette dernière circonstance est particulièrement importante. La plupart des chefs socialistes européens, de tendance social-chauvine ou kautskiste, se sont tellement embourbés dans les préjugés foncièrement petits-bourgeois, cultivés durant des dizaines d'années de capitalisme relativement « pacifique » et de parlementarisme bourgeois, qu'ils ne peuvent comprendre ce qu'est le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat. Le prolétariat ne saurait accomplir sa mission libératrice, historique et universelle, sans écarter de sa route ces chefs, sans les chasser. Ces gens ont cru, plus ou moins, les mensonges bourgeois sur le pouvoir soviétique de Russie ; ils n'ont pas su distinguer la démocratie nouvelle, prolétarienne, la démocratie pour les travailleurs, la démocratie socialis-

te incarnée par le pouvoir des Soviets, et la démocratie bourgeoise devant laquelle ils se prosternent servilement, en la qualifiant de « démocratie pure » ou de « démocratie » en général.

Ces aveugles, imbus de préjugés bourgeois, n'ont pas compris le tournant historique qui s'est opéré, avec le passage de la démocratie bourgeoise à la dictature du prolétariat. Ils ont confondu certaines particularités du pouvoir soviétique russe, de l'histoire russe, de son développement, avec le pouvoir des Soviets dans sa signification internationale.

La révolution prolétarienne hongroise aide même les aveugles à recouvrer la vue. Le passage à la dictature du prolétariat en Hongrie s'est effectué sous une tout autre forme qu'en Russie : démission volontaire du gouvernement bourgeois, rétablissement instantané de l'unité de la classe ouvrière, de l'unité du socialisme *sur la base du programme communiste*. L'essence du pouvoir soviétique apparaît d'autant plus clairement aujourd'hui : aucun autre pouvoir, soutenu par les travailleurs, le prolétariat en tête, n'est à présent possible dans le monde, si ce n'est le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat.

Cette dictature suppose l'exercice d'une violence implacable, prompte et résolue, pour écraser la résistance des exploiteurs, capitalistes, grands propriétaires fonciers et de leurs suppôts. Qui ne l'a pas compris n'est pas un révolutionnaire ; il faut le relever de son poste de chef ou de conseiller du prolétariat.

Mais ce n'est pas la violence seule, ni principalement la violence, qui fait le fond de la dictature prolétarienne. Son caractère primordial réside dans l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat, détachement d'avant-garde, unique dirigeant des travailleurs. Son but est de fonder le socialisme, de supprimer la division de la société en classes, de faire de tous les membres de la société des travailleurs, de priver de base toute exploitation de l'homme par l'homme. Ce but ne saurait être atteint d'un seul coup ; il faut, pour cela, une phase de transition assez prolongée du capitalisme au socialisme, parce que la réorganisation de la production est chose difficile ; parce qu'il faut du temps pour apporter des changements radicaux dans tous

les domaines de la vie, et parce que l'immense force d'habitude de la gestion petite-bourgeoise et bourgeoise ne peut être vaincue que dans une lutte âpre et de longue haleine. Aussi, Marx parle-t-il de toute une période de dictature du prolétariat qui marque le passage du capitalisme au socialisme[61].

Tout au long de cette phase de transition, la révolution se heurtera à la résistance des capitalistes comme à celle de leurs nombreux auxiliaires, parmi les intellectuels bourgeois qui s'opposent consciemment, et aussi à la résistance d'une masse énorme de travailleurs, notamment les paysans, trop écrasés par les coutumes et traditions petites-bourgeoises qui, très souvent, s'opposent inconsciemment. Les hésitations sont inévitables parmi ces couches. Le paysan, en tant que travailleur, se sent attiré par le socialisme ; il préfère la dictature des ouvriers à celle de la bourgeoisie. Le paysan, en tant que vendeur de blé, se sent attiré par la bourgeoisie, le commerce libre, c'est-à-dire en arrière vers le vieux capitalisme « routinier », « traditionnel ».

Il faut la dictature du prolétariat, le pouvoir d'une seule classe, sa force d'organisation et de discipline, sa puissance centralisée s'appuyant sur toutes les réalisations culturelles, scientifiques et techniques du capitalisme, ses affinités prolétariennes avec la mentalité de tout travailleur, son autorité aux yeux des travailleurs de la campagne ou de la petite production, dispersés, moins développés, moins fermes politiquement, pour que le prolétariat puisse *entraîner à sa suite* la paysannerie et, en général, toutes les couches petites-bourgeoises. Ici, les phrases sur la « démocratie » en général, sur l'« unité » ou sur l'« unité de la démocratie du travail », sur l'« égalité » de tous les « hommes du travail », etc., etc., ces phrases pour lesquelles les social-chauvins et les kautskistes embourgeoisés montrent un penchant si marqué, ne servent à rien. Elles ne font que troubler la vue, aveugler la conscience, perpétuer la vieille stupidité, le croupissement, la routine du capitalisme, du parlementarisme, de la démocratie bourgeoise.

La suppression des classes est le résultat d'une *lutte de classe* longue, difficile, opiniâtre, qui *après* le renversement du pouvoir du Capital, *après* la destruction de l'Etat

bourgeois, *après* l'instauration de la dictature du prolétariat, *ne disparaît pas* (comme se l'imaginent les vulgaires représentants du vieux socialisme et de la vieille social-démocratie), mais ne fait que changer de forme pour devenir plus acharnée à bien des égards.

C'est par la lutte de classe contre la résistance de la bourgeoisie, contre le croupissement, la routine, l'indécision, les hésitations de la petite bourgeoisie, que le prolétariat doit défendre son pouvoir, affermir son influence organisatrice, obtenir la « neutralisation » des couches qui, craignant de s'écarter de la bourgeoisie, le suivent d'un pas trop peu assuré ; il doit affermir la discipline nouvelle, fraternelle, des travailleurs, leur liaison solide avec le prolétariat, leur regroupement autour de lui, cette nouvelle discipline qui constitue la nouvelle base des relations sociales, à la place de la discipline féodale, la discipline de la faim, du « libre » esclavage salarié du régime capitaliste.

Pour supprimer les classes, il faut une phase de dictature exercée par une seule classe, précisément par celle des classes opprimées, non seulement capable de renverser les exploiteurs, d'écraser sans merci leur résistance, mais aussi de rompre complètement avec l'idéologie démocratique bourgeoise, avec la phraséologie petite-bourgeoise sur la liberté et l'égalité en général (en fait, ainsi que Marx l'a démontré depuis longtemps, cette phraséologie signifie « liberté et égalité » *des détenteurs de marchandises*, « liberté et égalité » *du capitaliste et de l'ouvrier*).

Plus encore. Parmi les classes opprimées, seule est capable de supprimer les classes, en exerçant sa dictature, celle qui est instruite, unie, éduquée, aguerrie par des dizaines d'années de mouvement gréviste et de lutte politique contre le capital ; seule la classe qui s'est assimilé toute la civilisation urbaine, industrielle, du capitalisme évolué, la classe qui a la volonté et la capacité de la défendre, de sauvegarder et de développer toutes ses acquisitions, de les mettre à la portée du peuple, de tous les travailleurs ; seule la classe qui saura supporter tous les fardeaux, les épreuves, les revers, les grands sacrifices que l'histoire impose nécessairement à quiconque brise avec le passé et se fraie hardiment le chemin vers un avenir nouveau ; seule la classe dont les meilleurs militants ont voué haine et mépris à tout ce qui

est petit-bourgeois et philistin, qualités si florissantes parmi la petite bourgeoisie, les petits employés et les « intellectuels » ; seule la classe « aguerrie à l'école du travail » et qui inspire par son labeur l'estime à tous les travailleurs, à toutes les honnêtes gens.

Camarades ouvriers hongrois, vous avez donné au monde un exemple meilleur que celui de la Russie soviétique, parce que vous avez su rallier d'emblée tous les socialistes sur un programme de véritable dictature prolétarienne. La tâche très difficile, mais très féconde, qui vous attend à présent est de tenir bon dans la dure guerre contre l'Entente. Soyez fermes. Si des hésitations se manifestent parmi les socialistes qui, hier, se sont joints à vous, à la dictature du prolétariat, ou parmi la petite bourgeoisie, réprimez ces hésitations impitoyablement. A la guerre, lorsqu'un lâche est fusillé ce n'est que justice.

Vous faites la seule guerre légitime, juste, vraiment révolutionnaire, la guerre des opprimés contre les oppresseurs, la guerre des travailleurs contre les exploiteurs, la guerre pour la victoire du socialisme. Tous les éléments honnêtes de la classe ouvrière du monde entier sont à vos côtés. Chaque mois rapproche la révolution prolétarienne mondiale.

Soyez fermes ! Votre victoire est assurée !

27 mai 1919 *Lénine*

« Pravda » n° 116, le 29 mai 1919 *Conforme au manuscrit*

LES HEROS DE L'INTERNATIONALE DE BERNE

Dans mon article « La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire » (*L'Internationale Communiste*[62] n° 1, 1er mai 1919, p. 38 de l'édition russe), j'ai signalé l'une des manifestations marquantes de la faillite idéologique des représentants de la vieille Internationale pourrie « de Berne ». Cette faillite des théoriciens du socialisme réactionnaire, qui ne comprend pas la dictature du prolétariat, s'est exprimée dans la proposition des social-démocrates « indépendants » allemands visant à associer, à combiner, à amalgamer le parlement bourgeois et le pouvoir des Soviets.

Les théoriciens les plus éminents de la vieille Internationale : Kautsky, Hilferding, Otto Bauer et Cie, n'ont pas compris qu'ils proposaient d'associer la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat ! Des gens qui se sont fait un nom et ont gagné la sympathie des ouvriers en prônant la lutte des classes et en expliquant sa nécessité, n'ont pas compris, au moment le plus décisif de la lutte pour le socialisme, qu'ils abandonnaient complètement la doctrine de la lutte des classes, qu'ils la reniaient et passaient en fait dans le camp de la bourgeoisie, en voulant associer la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Incroyable, mais vrai !

Exceptionnellement, nous avons maintenant réussi à recevoir à Moscou des journaux étrangers assez nombreux, encore que dépareillés, de sorte qu'il est possible de rétablir

un peu plus en détail, mais non de façon complète, bien entendu, l'histoire des flottements de messieurs les «indépendants» à propos de la principale question théorique et pratique de notre temps: celle du rapport entre la dictature *(du prolétariat)* et la démocratie *(bourgeoise)*, ou entre le pouvoir des Soviets et le parlementarisme bourgeois.

Dans sa brochure *La dictature du prolétariat* (Wien, 1918), monsieur Kautsky écrivait : «L'organisation soviétique est l'un des phénomènes capitaux de notre temps. Elle promet d'acquérir une importance déterminante dans les grandes batailles décisives entre le capital et le travail vers lesquelles nous allons » (p. 33 de cet ouvrage). Et il ajoutait que les bolchéviks se sont trompés en transformant les Soviets, « cette *organisation de combat* d'une *classe* », en une « *organisation d'Etat* », détruisant ainsi la démocratie » (*ibidem*).

Dans ma brochure *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (Pétrograd et Moscou, 1918), j'ai analysé en détail ce raisonnement et montré qu'il révèle un oubli total des bases mêmes de la doctrine marxiste de l'Etat. Car un Etat (quel qu'il soit, et même la république la plus démocratique) n'est rien d'autre qu'une machine permettant à une classe d'en opprimer une autre. Qualifier les Soviets d'organisation de combat d'une *classe* et leur dénier le droit de se transformer en « organisation d'Etat », c'est répudier *dans les faits* l'a b c du socialisme, c'est proclamer ou défendre l'intangibilité de la *machine bourgeoise d'oppression du prolétariat* (*c'est-à-dire* de la république démocratique bourgeoise, de l'Etat bourgeois), c'est en fait passer dans le camp de la bourgeoisie.

L'absurdité de la position de Kautsky est tellement flagrante et la pression des masses ouvrières qui réclament le pouvoir des Soviets tellement forte que Kautsky et ses partisans ont dû battre honteusement en retraite et s'empêtrer, car ils se sont montrés incapables de reconnaître franchement leur erreur.

Le 9 février 1919, paraît dans le journal *Liberté* (*Freiheit*), organe des social-démocrates allemands « indépendants » (par rapport au marxisme, mais entièrement dépendants de la démocratie petite-bourgeoise), un article de monsieur Hilferding, qui réclame *désormais* la transforma-

tion des Soviets en organisations d'Etat, mais *à côté* du parlement bourgeois, de l'« Assemblée nationale », et avec elle. Le 11 février 1919, dans un appel au prolétariat d'Allemagne, c'est *tout* le parti « indépendant » qui adopte ce mot d'ordre (y compris monsieur Kautsky, qui bat en brèche ses propres déclarations de l'automne 1918).

Cette tentative en vue d'associer la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat est un renoncement complet à la fois au marxisme et au socialisme en général, c'est un oubli de l'expérience des menchéviks et des « socialistes-révolutionnaires » russes, lesquels, entre le 6 mai 1917 et le 25 octobre 1917 (vieux style), ont fait l'« essai » de combiner les Soviets, en tant qu'« organisation d'Etat », avec l'Etat *bourgeois*, et ont subi un échec lamentable.

Au congrès des « indépendants » (début mars 1919), tout le parti s'est aligné sur cette position de la très sage combinaison des Soviets et du parlementarisme bourgeois. Mais voici que le n° 178 de *Liberté*, en date du 13 avril 1919 (« Supplément »), nous apprend que la fraction « indépendante » au IIe Congrès des Soviets a proposé cette résolution :

« Le IIe Congrès des Soviets se place sur le terrain du système soviétique. Conformément à cela, la structure politique et économique de l'Allemagne doit être basée sur l'organisation des Soviets. Les Soviets des députés ouvriers sont appelés à représenter la population laborieuse dans tous les domaines de la vie politique et économique. »

Et, parallèlement, la même fraction a proposé au Congrès un projet de « directives » (Richtlinien), dans lequel nous lisons :

« Tout le pouvoir politique appartient au Congrès des Soviets »... « Ont le droit d'élire et d'être élus aux Soviets, sans distinction de sexe, ceux qui accomplissent un travail socialement nécessaire et utile sans exploiter la force de travail d'autrui »...

Nous voyons ainsi que les chefs « indépendants » se sont montrés de pitoyables petits bourgeois, totalement soumis aux préjugés philistins des éléments les plus arriérés du prolétariat. En automne 1918, ces chefs, par la bouche de Kautsky, abjurent toute transformation des Soviets en organisations d'Etat. En mars 1919, ils abandonnent cette position et se traînent à la remorque de la masse ouvrière. En avril 1919, ils tournent le dos à la décision de leur congrès

et passent entièrement aux positions des communistes : « Tout le pouvoir aux Soviets ».

De tels chefs ne valent pas grand-chose. Pas besoin de chefs qui sont le baromètre de l'état d'esprit des éléments les plus arriérés du prolétariat, qui marchent non devant, mais derrière l'avant-garde. Des chefs qui changent de mots d'ordre avec tant de veulerie ne valent rien. Impossible d'avoir confiance en eux. Ils seront *toujours* un poids mort, un élément négatif dans le mouvement ouvrier.

Le plus « à gauche » d'entre eux, un certain monsieur Däumig, raisonnait de la façon suivante au congrès du parti (cf. *Liberté* du 9 mars) :

...« Däumig déclare que rien ne le sépare de la revendication communiste : « Tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers. » Mais il doit s'élever contre le putschisme pratiquement exercé par le Parti communiste, et contre le byzantinisme dont il fait preuve vis-à-vis des masses au lieu de les éduquer. Un comportement putschiste et fractionnel ne peut faire avancer »...

Les Allemands appellent putschisme ce que les vieux révolutionnaires russes appelaient il y a 50 ans « flambées », « explosions provoquées », organisation de petits complots, d'attentats, d'émeutes, etc.

En accusant les communistes de « putschisme », monsieur Däumig ne fait que démontrer son « byzantinisme », sa servilité à l'égard des préjugés philistins de la petite bourgeoisie. Le « gauchisme » d'un tel monsieur, qui reprend un mot d'ordre « à la mode », de peur des masses, *sans comprendre le mouvement révolutionnaire de masse*, ne vaut pas un traître liard.

La puissante vague du mouvement gréviste spontané déferle en Allemagne. La lutte prolétarienne prend un essor inouï, supérieur sans doute à ce qu'il était en Russie en 1905, époque où le mouvement gréviste avait atteint des sommets sans précédent dans le monde. Parler d'« explosions provoquées » en face d'un tel mouvement, c'est être un esprit irrémédiablement borné, un laquais des préjugés philistins.

Messieurs les philistins, Däumig en tête, rêvent probablement d'une révolution (à supposer qu'ils aient en tête la moindre idée de la révolution), où les masses se lèveraient *d'un coup* et de façon *parfaitement organisée*.

De telles révolutions n'existent pas et ne peuvent pas

exister. Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne maintenait pas des masses innombrables de travailleurs, leur immense majorité, dans l'oppression, l'abrutissement, la misère et l'ignorance. Le capitalisme ne peut s'écrouler autrement qu'au moyen d'une révolution qui, au cours de la lutte, soulève les masses jusqu'alors inactives. Lorsque la révolution monte, les explosions spontanées sont inévitables. Il n'y a jamais eu, il ne peut pas y avoir une seule révolution sans cela.

Que les communistes favorisent le mouvement spontané, c'est un mensonge de monsieur Däumig, un mensonge exactement identique à celui que nous avons entendu bien des fois dans la bouche des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Les communistes *ne* favorisent *pas* le mouvement spontané, *ne* sont *pas* partisans de flambées dispersées. Les communistes éduquent les masses pour une action organisée, cohérente, unanime, opportune, venue à maturité. Les calomnies philistines de messieurs Däumig, Kautsky et C^ie^ ne sauraient le démentir.

Mais les philistins sont incapables de comprendre que les communistes jugent de leur devoir (et ils ont parfaitement raison) *d'être avec les masses combattantes* opprimées et non avec les héros de la petite bourgeoisie qui se tiennent à l'écart dans une lâche expectative. Lorsque les masses luttent, les erreurs sont inévitables : les communistes, tout en voyant ces erreurs, en les expliquant aux masses, en cherchant à les rectifier, en luttant sans relâche pour la victoire de la conscience sur la spontanéité, *restent avec les masses.* Mieux vaut être avec les masses combattantes qui au cours de la lutte s'affranchissent progressivement des erreurs, qu'avec la gent intellectuelle, les philistins et les kautskistes qui attendent à l'écart la « victoire complète » : telle est la vérité qu'il n'est pas donné à messieurs les Däumig de comprendre.

Tant pis pour eux. Ils sont déjà entrés dans l'histoire de la révolution prolétarienne mondiale comme des petits bourgeois couards, des geignards réactionnaires, hier serviteurs des Scheidemann, aujourd'hui apôtres de la « paix sociale », peu importe si leur prêche se dissimule sous la conjonction de la Constituante et des Soviets, ou sous une condamnation sentencieuse du « putschisme ».

Monsieur Kautsky a battu tous les records pour ce qui est de remplacer le marxisme par des pleurnicheries réactionnaires et petites-bourgeoises. Il chante toujours la même chanson : il déplore ce qui se passe, se lamente, pleure, est saisi d'effroi, prêche l'apaisement ! Toute sa vie, ce chevalier à la triste figure *a écrit* sur la lutte des classes et sur le socialisme, mais quand les choses en sont venues au point culminant de la lutte des classes et à la veille du socialisme, notre sage a perdu la tête, fondu en larmes et montré qu'il n'était qu'un banal philistin. Dans le n° 98 du journal des traîtres au socialisme de Vienne, des Austerlitz, Renner et Bauer (*Journal ouvrier*, 9 avril 1919, Vienne, édition du matin), Kautsky ressasse pour la centième, sinon pour la millième fois, ses lamentations.

...« La pensée économique et la compréhension économique, gémit-il, ont été chassées de la tête de toutes les classes »... « Une longue guerre a accoutumé les larges couches prolétariennes à un délai total des conditions économiques et à une foi solide en la toute-puissance de la violence »...

Ce sont là deux « petites idées » de notre « très grand savant » ! Le « culte de la violence » et l'effondrement de la production ; c'est pour cette raison qu'au lieu d'analyser les conditions *réelles* de la lutte des classes, il s'est rabattu sur les habituelles, sempiternelles et traditionnelles pleurnicheries petites-bourgeoises. « Nous espérions, écrit-il, que la révolution viendrait comme un produit de la lutte de classe prolétarienne »... « mais la révolution est venue à la suite de l'effondrement militaire du système dominant, à la fois en Russie et en Allemagne »...

Autrement dit, ce sage « espérait » une révolution pacifique ! C'est merveilleux !

Mais monsieur Kautsky a perdu la tête au point d'oublier ce qu'il écrivait lui-même autrefois, lorsqu'il était marxiste, à savoir que, très probablement, la guerre déclencherait la révolution. Maintenant, au lieu d'analyser lucidement, sans peur, les changements de formes de la révolution rendues *inévitables* par la guerre, notre « théoricien » pleure ses « espérances » perdues !

... « Le dédain des conditions économiques que manifestent les larges couches prolétariennes » !

Quelle lamentable absurdité ! Et comme nous la connais-

sons bien, cette rengaine petite-bourgeoise que nous chantaient les journaux menchéviks de l'époque de Kérenski !

Notre économiste a oublié que, lorsqu'un pays dévasté par la guerre est conduit au bord de l'abîme, la « condition économique » principale, essentielle et fondamentale est de *sauver l'ouvrier*. Si la classe ouvrière est arrachée à la famine, à la mort pure et simple, il sera alors possible de relever la production dévastée. Mais pour sauver la classe ouvrière, il faut la dictature du prolétariat, unique moyen d'empêcher que les difficultés et les conséquences de la guerre accablent les ouvriers.

Notre économiste a « oublié » que la question du partage du fardeau de la défaite est réglée *par la lutte de classe*, et que cette dernière change *inévitablement* de forme dans un pays totalement épuisé, dévasté, affamé, ruiné. La lutte de classe ne vise plus à obtenir une partie de la production, la gestion de la production (car elle est arrêtée : pas de charbon, chemins de fer détériorés ; les gens sont désorientés par la guerre ; les machines sont usées, etc., etc.), *mais à échapper à la famine*. Dans une telle situation, seuls des crétins, même s'ils sont fort « savants », peuvent « condamner » le communisme, « de consommation, de soldat », et enseigner sur un ton hautain aux ouvriers l'importance de la production.

Il faut d'abord, avant tout, au premier chef, sauver l'ouvrier. La bourgeoisie veut conserver ses privilèges, rejeter toutes les séquelles de la guerre sur les ouvriers, ce qui équivaut à les faire mourir de faim.

La classe ouvrière veut échapper à la famine, et pour cela il faut battre à plate couture la bourgeoisie, assurer *d'abord* la consommation, si maigre soit-elle, car autrement il est impossible de *faire durer* une vie famélique, de *tenir* jusqu'au moment où il sera possible de remettre en marche la production.

« Pense à la production ! » dit le bourgeois rassasié à l'ouvrier affamé et épuisé, et en reprenant ces rengaines capitalistes sous le nom de « science économique », Kautsky devient entièrement un laquais de la bourgeoisie.

L'ouvrier, lui, dit : que la bourgeoisie se contente aussi d'une ration minimum afin que les travailleurs puissent reprendre des forces, *ne pas mourir*. Le « communisme de

consommation » est la condition nécessaire pour sauver l'ouvrier. Il ne faut s'arrêter devant aucun sacrifice pour sauver l'ouvrier ! Une demi-livre aux capitalistes, une livre aux ouvriers : c'est ce qu'il faut pour sortir de cette période de famine, de la ruine. La condition du relèvement de la production, c'est que l'ouvrier affamé consomme.

Clara Zetkin a eu parfaitement raison de déclarer à Kautsky qu'il

« *glisse vers l'économie politique bourgeoise. La production est pour l'individu, et non le contraire* »...

L'indépendant monsieur Kautsky a fait preuve d'une égale dépendance par rapport aux préjugés petits-bourgeois en déplorant le « culte de la violence ». Lorsque les bolchéviks indiquaient, dès 1914, que la guerre impérialiste se transformerait en guerre civile, monsieur Kautsky se taisait et siégeait dans le même parti que David et Cie, lesquels qualifiaient cette prévision (et ce mot d'ordre) de « folie ». Kautsky n'a absolument pas compris qu'il était inévitable que la guerre impérialiste se transformât en guerre civile, et maintenant il rejette son incompréhension sur les deux parties qui s'affrontent dans cette guerre civile ! N'est-ce pas un modèle de stupidité petite-bourgeoise réactionnaire ?

Mais alors qu'en 1914 ne pas comprendre que la guerre impérialiste devait inévitablement se transformer en guerre civile était *seulement* de la stupidité petite-bourgeoise, aujourd'hui, en 1919, c'est quelque chose de pire. C'est trahir la classe ouvrière. Car la guerre civile, en Russie comme en Finlande, en Lettonie, en Allemagne et en Hongrie est un *fait*. Kautsky a reconnu des centaines et des centaines de fois, dans ses œuvres antérieures, qu'il y a des phases historiques où la lutte des classes se transforme inévitablement en guerre civile. C'est ce qui s'est produit, et Kautsky s'est retrouvé dans le camp des hésitants, dans le camp de la petite bourgeoisie poltronne.

...« *L'esprit qui anime Spartacus est en fait l'esprit de Ludendorff... Non seulement Spartacus conduit sa cause à sa perte, mais encore aggrave la politique de violence exercée par les socialistes de la majorité. Noske est l'antipode de Spartacus* »...

Ces mots de Kautsky (extraits d'un article du *Journal ouvrier* de Vienne) sont à tel point stupides, bas et vils, qu'il suffit de les montrer du doigt. Le parti qui tolère en

son sein de tels chefs est un parti pourri. L'Internationale de Berne à laquelle appartient monsieur Kautsky, doit être jugée par nous à sa juste valeur, d'après les propos de Kautsky, comme une Internationale jaune.

A titre de curiosité, citons encore un propos de monsieur Haase dans un article sur « l'Internationale à Amsterdam » (*Liberté*, 4 mai 1919). Monsieur Haase se vante d'avoir proposé sur la question des colonies une résolution selon laquelle « l'union des peuples organisée suivant les propositions de l'Internationale... a pour tâche, *avant la réalisation du socialisme...* » (notez cela !)... « d'administrer les colonies au premier chef dans l'intérêt des autochtones, et ensuite dans l'intérêt de tous les peuples groupés dans l'union des peuples »...

Une perle, n'est-ce pas ? *Avant* la réalisation du socialisme, *les colonies seront administrées*, d'après la résolution de ce sage, non pas par la bourgeoisie, mais par une espèce d'« union des peuples » pleine de bonté, de justice et de douceur ! En quoi cela se distingue-t-il pratiquement des maquillages de l'hypocrisie capitaliste la plus ignoble ? Et dire que ce sont là les « gauches » de l'Internationale de Berne...

Pour que le lecteur puisse comparer plus aisément toute la stupidité, la bassesse et l'infamie des écrits de Haase, Kautsky et C^ie^ avec la situation réelle en Allemagne, je donnerai encore une petite citation.

Walter Rathenau, capitaliste bien connu, a publié un bouquin, *Le nouvel Etat* (*Der neue Staat*). Il est daté du 24 mars 1919. Sa valeur théorique est égale à zéro. Mais, en tant qu'observateur, Walter Rathenau est obligé de reconnaître que :

...« Nous, peuple de poètes et de penseurs, par notre occupation seconde (im Nebenberuf) nous sommes des philistins. »

...« L'idéalisme n'existe plus que chez les monarchistes extrémistes et les spartakistes »...

« La vérité sans fard est celle-ci : nous allons vers une dictature, prolétarienne ou prétorienne » (pp. 29, 52, 65).

Ce bourgeois se croit sans doute aussi « indépendant » par rapport à la bourgeoisie que messieurs Kautsky et Haase par rapport à l'esprit petit-bourgeois et philistin.

Mais Walter Rathenau est supérieur de deux têtes à Karl Kautsky, car ce dernier geint en se dérobant avec effroi à la « vérité sans fard », tandis que le premier la reconnaît franchement.

28 mai 1919

Publié en juin 1919 *Conforme au manuscrit*

TELEGRAMME A J. STALINE

Pétrograd, Smolny, pour Staline

L'ensemble des conditions de l'offensive des gardes blancs contre Pétrograd fait supposer l'existence à l'arrière, peut-être même au front, d'une trahison organisée. On ne peut expliquer qu'ainsi l'offensive avec des forces relativement insignifiantes, la progression rapide, ainsi que les destructions répétées de ponts sur les grandes voies menant à Pétrograd. Il semble que l'ennemi soit pleinement assuré que nous manquons d'une force militaire tant soit peu organisée pour résister, et qu'en outre il compte sur une aide de l'arrière (incendie du dépôt d'artillerie de Novo-Sokolniki, destruction de ponts, la révolte d'Orédej apprise aujourd'hui). Prière de porter une attention accrue à ces faits et de prendre des mesures d'urgence pour démasquer les complots.

Lénine

Rédigé le 29 mai 1919
Publié pour la première fois en 1934

Conforme à l'original signé par Lénine

GARE AUX ESPIONS !

Mort aux espions !

L'offensive des gardes blancs contre Pétrograd a montré nettement que, dans toute la zone du front, dans chaque grande ville, les blancs disposent d'une vaste organisation d'espionnage, de trahison, qui fait sauter les ponts, fomente des soulèvements à l'arrière, assassine les communistes et les leaders des organisations ouvrières.

Chacun doit être à son poste !

Il faut partout redoubler de vigilance, élaborer et appliquer de la façon la plus stricte un ensemble de mesures destinées à dépister les espions et les conspirateurs blancs, et à les capturer.

Les cheminots et les travailleurs politiques de toutes les formations militaires sans exception sont surtout tenus de redoubler les mesures de vigilance.

Tous les ouvriers et paysans conscients doivent se dresser pour défendre le pouvoir des Soviets ; se lever pour lutter contre les espions et les traîtres blancs. Que chacun reste à son poste de vigie et maintienne une liaison constante, militairement organisée, avec les comités du parti, les Tchékas et les camarades les plus sûrs et les plus expérimentés des administrations soviétiques.

Le Président du Conseil de la Défense ouvrière et paysanne
V. Oulianov (Lénine)

Le Commissaire du Peuple à l'Intérieur
F. Dzerjinski

« Pravda » n° 116, le 31 mai 1919 — *Conforme au texte de la « Pravda »*

PROJET DE DIRECTIVE DU C.C. SUR L'UNIFICATION MILITAIRE

Considérant :

1) que la R.S.F.S.R. est obligée, en alliance avec les Républiques Soviétiques sœurs d'Ukraine, de Lettonie, d'Estonie, de Lituanie et de Biélorussie, de mener une guerre défensive contre l'ennemi commun, l'impérialisme mondial et la contre-révolution des Cent-Noirs et des gardes blancs soutenue par lui ;

2) que la condition indispensable du succès de cette guerre est un commandement unique de tous les détachements de l'Armée Rouge et la centralisation la plus rigoureuse dans la disposition des forces et ressources des républiques socialistes, notamment de l'appareil de l'approvisionnement militaire, ainsi que des transports ferroviaires, en tant que facteur matériel essentiel de la guerre, revêtant une importance primordiale non seulement pour la conduite des opérations militaires, mais aussi pour l'approvisionnement de l'Armée Rouge en armement, en matériel et en vivres.

Le C.C. du P.C.R. a décidé :

1) il est absolument indispensable pour toute la période de la guerre défensive socialiste, d'unifier l'approvisionnement de l'Armée Rouge sous la direction unique du Conseil de la Défense et autres administrations centrales de la R.S.F.S.R. ;

2) il est absolument indispensable pour toute la période de la guerre défensive socialiste, d'unifier les transports ferroviaires et la direction du réseau ferré sur tout le territoire des Républiques Socialistes sœurs sous la direction et

l'administration du Commissariat du Peuple aux Voies de communication de la R.S.F.S.R. ;

3) les intérêts de la défense étant incompatibles avec l'existence dans les Républiques Soviétiques sœurs de différents organismes d'approvisionnement de l'Armée Rouge et de différents commissariats aux voies de communication, exiger qu'ils soient convertis, en temps de guerre, en services des organismes de l'approvisionnement de l'Armée Rouge de la R.S.F.S.R. et du Commissariat du Peuple aux Voies de communication de la R.S.F.S.R., services qui seront directement administrés par les organismes centraux de l'approvisionnement de l'Armée Rouge de la R.S.F.S.R. et du Commissariat du Peuple aux Voies de communication de la R.S.F.S.R., et leur seront entièrement subordonnés ;

4) il convient d'abroger tous les décrets relatifs à l'approvisionnement de l'Armée Rouge et aux transports ferroviaires ou à la direction du réseau ferré, dans la mesure où ils sont en contradiction avec les arrêtés et décrets réglementant l'approvisionnement de l'Armée Rouge de la R.S.F.S.R., ainsi que l'administration des transports ferroviaires et du réseau ferré de la R.S.F.S.R.

Lénine. Staline

Rédigé en mai 1919
Publié pour la première fois en 1942

Conforme à l'exemplaire dactylographié

TELEGRAMME A J. STALINE

A Staline, Pétrograd, Smolny.

Si la situation sur le front de Pétrograd est favorable, il faut tendre toutes les forces pour porter un coup rapide et décisif, car les troupes sont extrêmement nécessaires en d'autres endroits.

Lénine

Conforme au manuscrit

Rédigé le 4 juin 1919
Publié pour la première fois en 1938

PROJET D'ARRETE DU C.C. DU P.C.(b)R. A PROPOS DU FRONT DE PETROGRAD

Le Comité central décide de :

1) Reconnaître que le front de Pétrograd est le plus important. En tenir compte lors de la répartition des troupes, etc...

2) Envoyer à Pétrograd les 2/3 de la division retirée du front Est ; et au front Sud, l'autre 1/3.

3) Charger le Bureau d'organisation de prendre les mesures les plus énergiques et les plus urgentes pour libérer rapidement les communistes de leurs fonctions dans les Soviets (centraux ou locaux) et les affecter à une activité militaire, surtout à l'arrière éloigné ou proche du front (lutte contre la désertion, les complots militaires, entrepôts, accélération de la mobilisation, etc...)

4) Des instructions identiques sont données au Conseil de la Défense et au Conseil des Commissaires du Peuple.

Rédigé le 10 juin 1919 au plus tard
Les deux premiers points ont été publiés en 1941
Publication intégrale inédite

Conforme au manuscrit

LA GRANDE INITIATIVE

(L'HEROÏSME DES OUVRIERS DE L'ARRIERE. A PROPOS DES « SAMEDIS COMMUNISTES »)

Publié en juillet 1919 en brochure à Moscou. Signé: N. Lénine

Conforme au manuscrit

La première page du manuscrit
de V. Lénine *la Grande initiative.* —
28 juin 1919.

Réduction

Великий почин.

(О героизме рабочих в тылу.
По поводу «коммунистических субботников»).

Печать сообщает много примеров героизма красноармейцев. Рабочие и крестьяне в борьбе с колчаковцами, деникинцами и другими войсками помещиков и капиталистов проявляют нередко чудеса храбрости и выносливости, отстаивая завоевания социалистической революции. Медленно и трудно идет изживание партизанщины, преодоление усталости и распущенности, но оно идет вперед несмотря ни на что. Героизм трудящихся масс, сознательно приносящих жертвы делу победы социализма, вот что является основой новой, товарищеской дисциплины в Красной Армии, ее возрождения, укрепления, роста.

Не меньшего внимания заслуживает героизм рабочих в тылу. Прямо-таки гигантское значение в этом отношении имеет устройство рабочими, по их собственному почину, коммунистических субботников. Видимо, это только еще начало, но это начало необыкновенно большой важности. Это — начало переворота, более трудного, более существенного, более коренного, более решающего, чем свержение буржуазии, ибо

La presse cite de nombreux exemples d'héroïsme des soldats rouges. Les ouvriers et les paysans en lutte contre les bandes de Koltchak, de Dénikine et les autres troupes des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, accomplissent souvent des prodiges de bravoure et d'endurance pour défendre les conquêtes de la révolution socialiste. Lente et difficile est l'élimination des habitudes de la guérilla, de la lassitude et du relâchement, mais elle progresse en dépit de tout. L'héroïsme des masses laborieuses qui se sacrifient consciemment pour la victoire du socialisme, voilà ce qui est à la base de la discipline nouvelle, fraternelle, de l'Armée Rouge, la base de sa régénération, de sa consolidation et de son développement.

L'héroïsme des ouvriers de l'arrière n'est pas moins digne d'attention ; sous ce rapport, l'organisation par les ouvriers, de leur propre initiative, des *samedis communistes*, a une portée véritablement gigantesque. De toute évidence, ce n'est qu'un début, mais un début d'une importance infinie. C'est le début d'une révolution plus difficile, plus essentielle, plus radicale, plus décisive que le renversement de la bourgeoisie, car c'est une victoire sur notre propre routine, notre relâchement, notre égoïsme petit-bourgeois, sur ces habitudes que le capitalisme maudit a léguées à l'ouvrier et au paysan. Quand *cette* victoire sera consolidée, alors, seulement alors, la nouvelle discipline sociale, la discipline socialiste aura été créée ; alors, seulement alors, le retour en arrière, le retour au capitalisme, deviendra impossible et le communisme deviendra véritablement invincible.

La *Pravda* du 17 mai a publié un article du camarade

A. J. « Le travail sur le mode révolutionnaire. (Samedis communistes) ». L'importance de cet article est si grande que nous tenons à le reproduire en entier :

LE TRAVAIL SUR LE MODE REVOLUTIONNAIRE

(SAMEDIS COMMUNISTES)

La lettre du Comité central du P.C.R. à propos du travail *sur le mode révolutionnaire* a donné une puissante impulsion aux organisations communistes et aux communistes. Animés par l'élan général, de nombreux cheminots communistes sont partis au front ; mais dans leur majorité, ils n'ont pu abandonner leurs postes responsables, ni élaborer de nouvelles méthodes de travail sur le mode révolutionnaire. Les informations parvenues de la province sur la lenteur avec laquelle s'opère la mobilisation, et sur la procédure bureaucratique, ont obligé la sous-section du réseau Moscou-Kazan à se pencher sur le mécanisme de gestion des chemins de fer. Faute de main-d'œuvre et par suite d'un travail peu intensif, des commandes pressées et des réparations urgentes de locomotives restent en souffrance. Le 7 mai, l'assemblée générale des communistes et sympathisants de la sous-section du réseau Moscou-Kazan, a envisagé la nécessité de passer des paroles aux actes, quant à l'aide à apporter pour vaincre Koltchak. La proposition adoptée indiquait :

« Devant les difficultés de la situation intérieure et extérieure, et pour l'emporter sur l'ennemi de classe, les communistes et les sympathisants doivent faire un nouvel effort, et prendre sur leur temps de repos encore une heure de travail, c'est-à-dire augmenter d'une heure leur journée, et les totaliser pour fournir d'affilée, le samedi, 6 heures de travail manuel, afin de produire aussitôt une réelle valeur. Considérant que les communistes ne doivent épargner ni leur santé ni leur vie pour les conquêtes de la révolution, le travail sera fait gratuitement. Instituer le *samedi communiste* dans la sous-section tout entière, jusqu'à la victoire complète sur Koltchak. »

Après quelques hésitations, la proposition a été adoptée à l'unanimité.

Le samedi 10 mai, à 6 heures du soir, tels des soldats, communistes et sympathisants se sont présentés au travail, se sont alignés et, sans bousculade, les contremaîtres leur ont assigné leur poste.

Les résultats du travail *de style révolutionnaire sont là.* Voici le tableau des entreprises et la nature de la tâche accomplie.

La valeur totale des travaux effectués (au taux du salaire normal) se monte à 5 000 000 de roubles ; au taux des heures supplémentaires, à 1,5 fois plus.

Le rendement des travaux de chargement a été supérieur de 270% à celui des ouvriers ordinaires. Les autres travaux ont été à peu près d'une intensité égale.

Le retard des commandes (pressées) par manque de main-d'œuvre

Lieu de travail	Dénomination du travail	Nombre d'ouvriers	Nombre d'heures		Résultats
			par ouvrier	total	
Moscou. Ateliers centraux de réparation de locomotives	Chargement de matériel pour le réseau, ainsi que d'accessoires pour les réparations de locomotives et de pièces détachées de wagons, pour Pérovo, Mourom, Alatyr et Syzran	48 21 5	5 3 4	240 63 20	Charge: 7 500 pouds Décharge: 1 800 pouds
Moscou. Dépôt de locomotives pour trains de voyageurs	Grandes réparations courantes de locomotives	26	5	130	Au total, 1 1/2 locomotive a été réparée
Moscou. Gare de triage	Réparations courantes de locomotives	24	6	144	2 locomotives ont été remises en service; les pièces ont été démontées sur 4 autres
Moscou. Service des wagons	Réparatiops courantes de wagons-voyageurs	12	6	72	2 voitures de 3e classe
«Pérovo». Ateliers centraux de réparation de wagons	Réparations de wagons et petits travaux d'entretien, samedi, dimanche	46 23	5 5	230 115	12 wagons marchandises et 2 wagons plats
	Total . . .	205	—	1 014	Au total, ont été remis en service 4 locomotives et 16 wagons; 9 300 pouds ont été déchargés ou chargés.

et par suite des lenteurs bureaucratiques, qui allait de 7 jours à 3 mois, a été supprimé.

Le travail s'est effectué malgré certains défauts (faciles à éliminer) des appareils auxiliaires qui retardaient certains groupes de 30 à 40 minutes.

Le personnel administratif resté pour diriger les travaux, avait tout juste le temps de préparer de nouvelles tâches ; à peine a-t-il un peu exagéré, ce vieux contremaître, en disant qu'en un *samedi communiste* on a fait ce qu'auraient fait en une semaine des ouvriers inconscients et peu disciplinés.

Etant donné qu'à ces travaux participaient également de simples partisans sincères du pouvoir des Soviets et que l'on attend un afflux de ces éléments aux prochains samedis ; étant donné le désir qu'ont les autres sections de suivre l'exemple des cheminots communistes du réseau Moscou-Kazan, je m'arrêterai en détail sur la question de l'organisation, d'après les informations de province.

Participaient aux travaux environ 10% de communistes qui ont un emploi permanent. Les autres occupent des postes responsables et électifs, depuis le commissaire du réseau jusqu'au commissaire de telle ou telle entreprise, ainsi que des militants du syndicat et des camarades employés à la Direction et au Commissariat des Voies de communication.

L'enthousiasme et la bonne entente étaient sans précédent. Lorsque, sans injures ni disputes, ouvriers, employés de bureau, administrateurs, saisissant une roue de 40 pouds, destinée à la locomotive d'un train de voyageurs, se sont mis à la pousser, comme des fourmis laborieuses, ce travail collectif a empli les cœurs d'un sentiment de joie ardente, affermissant la foi en la victoire certaine de la classe ouvrière. Les rapaces mondiaux ne parviendront pas à étrangler les ouvriers vainqueurs, c'est en vain que les saboteurs à l'intérieur attendent Koltchak.

Le travail fini, on a été témoin d'un tableau jamais vu : une centaine de communistes, fatigués mais les yeux enflammés par la joie, saluaient le succès de leur œuvre en chantant solennellement l'*Internationale* ; on avait l'impression que les accents de l'hymne victorieux allaient franchir les murs pour se répandre dans la Moscou ouvrière, et, telles des ondes qu'une pierre aurait fait frémir, gagneraient la Russie ouvrière et stimuleraient les travailleurs fatigués et peu disciplinés.

A. J.

Appréciant ce remarquable « exemple digne d'être imité » la *Pravda* du 20 mai écrivait sous ce titre, dans un article du camarade N. R. :

« Les exemples de travaux analogues accomplis par les communistes ne sont pas rares. J'en connais qui ont été effectués à la Centrale électrique et diverses voies ferrées. Au chemin de fer Nicolas, les communistes ont fourni plusieurs nuits de travail supplémentaire pour relever une locomotive qui avait versé sur une plaque tournante. Sur la ligne du Nord, tous les communistes et sympathisants ont travaillé

l'hiver plusieurs dimanches, pour déblayer la voie recouverte de neige; les cellules communistes de nombreuses gares de marchandises, afin de lutter contre les vols, y effectuent des rondes de nuit ; mais c'était là un travail occasionnel, non régulier. Les camarades cheminots de la ligne de Kazan ont apporté cet élément nouveau qui rend le travail méthodique, permanent. « Jusqu'à la victoire complète sur Koltchak », ainsi en ont décidé les camarades du réseau de Kazan ; là est toute la portée de leur travail. Ils prolongent d'une heure la journée des communistes et des sympathisants, tant que le pays sera en état de guerre ; en même temps, ils donnent l'exemple d'un labeur productif.

Cet exemple a déjà été et *doit* être suivi. L'assemblée générale des communistes et sympathisants du chemin de fer Alexandre, après avoir examiné la situation militaire et la décision prise par les camarades de la ligne de Kazan, a décidé de : 1° Pratiquer les « samedis » pour les communistes et les sympathisants du chemin de fer Alexandre. Le premier « samedi » est fixé au 17 mai. 2° Organiser les communistes et les sympathisants dans des équipes modèles, exemplaires, qui devront montrer aux ouvriers comment il faut travailler et ce que l'on peut faire effectivement, compte tenu du matériel, de l'outillage et du ravitaillement actuels.

Selon les camarades du réseau de Kazan, leur exemple a fait une grande impression, et pour le samedi suivant ils attendent un afflux important d'ouvriers *sans-parti*. Au moment où nous écrivons ces lignes, le travail supplémentaire des communistes n'a pas encore commencé aux ateliers du chemin de fer Alexandre ; mais il a suffi que le bruit se répande pour que la masse des sans-parti se mette en branle : « Nous ne le savions pas hier, sans quoi nous nous serions préparés et nous aurions travaillé nous aussi » ; « Samedi prochain je viendrai sans faute. » Voilà ce qu'on entend de tous côtés. L'impression produite par ce genre de travail est considérable.

L'exemple des camarades du réseau de Kazan doit être suivi par toutes les cellules communistes de l'arrière. Non seulement celles du réseau de Moscou, mais l'organisation du Parti dans toute la Russie doit suivre cet exemple. Dans les campagnes également, les cellules communistes doivent, en premier lieu, se mettre à travailler les champs des soldats rouges, afin d'aider leurs familles.

Le premier samedi communiste, les cheminots de Kazan ont terminé leur travail au chant de l'*Internationale*. Si l'organisation communiste de toute la Russie suit cet exemple et l'applique sans défaillance, les durs mois à venir seront surmontés par la République des Soviets de Russie aux vigoureux accents de l'*Internationale* de tous les travailleurs de la République...

A l'ouvrage, camarades communistes !

La *Pravda* du 23 mai 1919 écrit :

Le 17 mai, au chemin de fer Alexandre, a eu lieu le premier «samedi» communiste. 98 communistes et sympathisants ont fourni, conformément à la décision de l'assemblée générale, 5 heures de travail supplémentaire, à titre gratuit ; ils ont simplement eu droit à un second déjeuner payant; à ce déjeuner payant ils ont reçu, en tant que travailleurs manuels, une demi-livre de pain.

Bien que les travaux aient été insuffisamment préparés et organisés, *le rendement a été le double et le triple du rendement ordinaire.*

Exemples :

En 4 heures, 5 tourneurs ont fabriqué 80 arbres, soit 213 % du rendement ordinaire.

En 4 heures, 20 manœuvres ont ramassé 600 pouds de vieux matériel et 70 ressorts de wagons pesant chacun 3 pouds 1/2 ; au total, 850 pouds. Soit 300% du rendement ordinaire.

« Voici comment nos camarades expliquent la chose : en temps normal, ils en ont assez de travailler, cela les ennuie ; tandis qu'ici ils travaillent volontiers, avec enthousiasme. Mais désormais, ils auront honte de faire en temps ordinaire moins que pendant le samedi communiste. »

« Beaucoup d'ouvriers sans-parti déclarent maintenant vouloir participer aux samedis. Les équipes de locomotives s'offrent à retirer tous les samedis une locomotive du « cimetière », à la réparer pour la remettre en service.

Des informations nous parviennent annonçant que des samedis analogues sont organisés sur la ligne de Viazma. »

Dans la *Pravda* du 7 juin, le camarade A. Diatchenko raconte comment se passent ces journées. Nous reproduisons l'essentiel de son article intitulé « Notes du samedi communiste » :

« C'est avec une grande joie que je suis allé avec mon camarade faire mon « stage » du samedi, sur décision de la sous-section communiste du chemin de fer, et donner momentanément, pour quelques heures, du repos à ma tête en faisant jouer mes muscles... Nous devons travailler à la menuiserie du chemin de fer. On arrive, on se reconnaît entre amis, on se dit bonjour, on échange des plaisanteries ; nous dénombrons nos forces ; nous sommes 30... Devant nous se dresse le « monstre » : une chaudière à vapeur d'un poids respectable de 600 à 700 pouds ; et c'est elle qu'il nous faut « déplacer », c'est-à-dire rouler sur une distance de 1/4 ou de 1/3 de verstes jusqu'à la plate-forme. Le doute s'insinue dans notre esprit... Mais nous voici à pied d'œuvre : les camarades ont tout simplement glissé sous la chaudière des rouleaux de bois, et attaché deux cordes, voilà le travail qui commence... La chaudière ne se laisse guère faire, mais elle bouge tout de même. Nous nous réjouissons, car nous ne sommes pas nombreux... N'est-ce pas elle que les non-communistes, trois fois plus nombreux, ont essayé de traîner pendant une quinzaine de jours ; et elle ne s'est pas laissé convaincre, elle nous a attendus... Nous travaillons une heure d'arrache-pied, tous ensemble, au commandement : « Une, deux, trois » de notre « chef de file », et la chaudière avance, avance. Tout à coup, malheur ! Une rangée de camarades culbute tout d'un coup de façon comique : c'est la corde qui les a « trahis »... Mais le retard

ne dure qu'une minute : on la remplace par un câble... Voici le soir, le jour baisse à vue d'œil ; mais il nous faut encore gravir une petite côte, et alors le travail sera vite fini. Les bras craquent, les paumes brûlent, nous nous échauffons ; nous poussons de toutes nos forces et le travail avance. Les « administratifs » sont là qui, troublés par ce succès, s'accrochent spontanément au câble. Allons, un coup de main, il n'est que temps ! Un soldat rouge nous considère fixement. Il tient un accordéon. Que pense-t-il ? Qui sont ces gens-là ? Qu'est-ce qu'ils ont à être là le samedi, quand tout le monde reste chez soi ? Je réponds à ces questions et je lui dis : « Camarade, joue-nous quelque chose de gai ; nous ne sommes pas des travailleurs quelconques mais de vrais communistes. Tu vois comme le travail brûle dans nos mains. On n'est pas là pour faire les paresseux, on y va de tout cœur. » Le soldat rouge dépose avec précaution son accordéon et se précipite sur le câble...

Le camarade U. entonne de sa belle voix de ténor : « L'Anglais intelligent... » Nous reprenons en chœur, et puis les paroles de la chanson ouvrière retentissent sourdement : « Holà, hisse, hisse. »

Nos muscles peu entraînés sont vite fatigués, nous avons des courbatures dans les épaules, dans le dos... Mais nous avons devant nous une journée de liberté, de repos. Nous pourrons récupérer. Le but n'est pas loin, et après de courtes hésitations, notre « monstre » est tout près de la plate-forme ; glissez des planches dessous, poussez-la sur la plate-forme, et que la chaudière fournisse le travail qu'on attend d'elle depuis longtemps. Et maintenant nous gagnons en foule le « club » de la cellule locale, tout orné d'affiches, garni de fusils, bien éclairé ; après une bonne *Internationale* nous nous offrons un excellent thé au « rhum », et même du pain. Cette collation organisée par les camarades de la sous-section vient on ne peut plus à propos, après notre dur labeur. Nous prenons fraternellement congé de nos camarades et nous nous mettons en rangs. Les chants révolutionnaires brisent le silence nocturne de la rue endormie ; le bruit de nos pas cadence le chant. « Marchons au pas, camarades », « Debout, les damnés de la terre. » Notre chant monte, le chant de l'Internationale et du travail.

Une semaine se passe. Nos bras et nos épaules ont pris du repos, et nous voilà partis pour un nouveau « samedi », à neuf verstes cette fois, pour faire des wagons. C'est à Pérovo. Nos camarades se sont hissés sur le toit d'un « américain » et chantent d'une belle voix sonore l'*Internationale*. Les voyageurs nous écoutent, visiblement étonnés. Les roues battent en cadence. Comme nous n'avons pas eu le temps de grimper en haut, nous nous accrochons tout autour de l'« américain », sur les marchepieds, et faisons figure de « casse-cous ». Voici l'arrêt, nous sommes arrivés, nous traversons une longue cour et rencontrons l'affable commissaire G.

— Il y a de l'ouvrage, mais pas beaucoup d hommes ! Trente personnes doivent, en 6 heures, réparer 13 wagons. Voici les trains de roues marqués: Il n'y a pas que des wagons vides, il y a encore une citerne pleine... Bah ! on se débrouillera bien, camarades.

Le travail bat son plein. Avec cinq autres, je peine à la force de leviers. Les roues accouplées de 60 à 70 pouds, poussées à coups

d'épaules, guidées par deux leviers que commande le « chef de file » sautent, vives et lestes, d'une voie à l'autre. Une paire partie, une autre la remplace. Les voilà toutes casées, et nous « expédions » en vitesse cette vieille ferraille au fond d'une remise... Une, deux, trois, les voilà lancées en l'air par un engin de fer tournant : la voie est dégagée. Là-bas, dans l'obscurité, les marteaux frappent, nos camarades, diligents comme des abeilles, réparent leurs wagons « malades ». Qui s'est fait menuisier, peintre ou couvreur ; la besogne marche avec entrain, pour notre joie et celle du camarade commissaire. Mais voilà que les forgerons ont besoin de notre concours. Dans une forge portative, on est en train de chauffer un ressort de traction tordu par un choc malencontreux. Tout blanc, jetant des étincelles, le voici sur l'enclume : sous nos coups adroits, et sous le coup d'œil d'un camarade expérimenté, il reprend sa forme régulière. Il est encore chauffé à blanc que déjà nous le portons vite, vite sur nos épaules à sa place, où, fulgurant d'étincelles, il est introduit dans son alvéole de fer ; quelques coups, et le voilà en place. Nous nous glissons sous le wagon. La structure de ces attelages et de ces ressorts de traction n'est pas si simple qu'on le croit : c'est tout un système de rivets, de ressorts en spirale...

Le travail bat son plein, la nuit se fait plus sombre, les torches brûlent plus fort. Bientôt ce sera fini. Plusieurs camarades se sont « casés » près d'un amas de jantes, et ils « sirotent » le thé brûlant. La nuit de mai est fraîche et le petit croissant de lune est beau dans le ciel. On plaisante, on rit, on fait assaut d'humour.

— Arrête de travailler, camarade G., 13 wagons ça doit te suffire !

Mais le camarade G. n'en a jamais assez.

Le thé est bu. Nous entonnons nos hymnes de victoire et nous gagnons la sortie... »

Le mouvement en faveur de l'organisation de samedis communistes ne se limite pas à Moscou. La *Pravda* du 6 juin annonce :

« A Tver, le premier samedi communiste a eu lieu le 31 mai. 128 communistes ont travaillé au chemin de fer. En trois heures et demie, ils ont chargé et déchargé 14 wagons, réparé 3 locomotives, scié 10 sajènes cubes de bois de chauffage, et effectué d'autres travaux. Le rendement des ouvriers communistes qualifiés a été 13 fois supérieur au rendement ordinaire. »

Ensuite, on lit dans la *Pravda* du 8 juin :

LES SAMEDIS COMMUNISTES

Saratov, le 5 juin. Les cheminots communistes, répondant à l'appel de leurs camarades de Moscou, ont décidé à l'assemblée générale des membres du Parti, de faire gratuitement, tous les samedis, cinq heures supplémentaires pour soutenir l'économie nationale.

* * *

J'ai cité avec le maximum de détails, in extenso, les informations concernant les samedis communistes, car c'est là, à coup sûr, un des aspects les plus importants de l'œuvre de construction communiste, auquel notre presse n'accorde pas une attention suffisante et que nous n'avons pas tous encore suffisamment apprécié.

Moins de verbiage politique, et plus d'attention aux faits de l'édification communiste les plus simples, mais vivants, tirés de la vie et vérifiés par la vie ; ce mot d'ordre, nous tous, nos écrivains, agitateurs, propagandistes, organisateurs, etc., nous devons nous le répéter inlassablement.

Il est naturel et inévitable qu'au lendemain de la révolution prolétarienne, ce qui nous préoccupe le plus, c'est la tâche principale et essentielle : surmonter la résistance de la bourgeoisie, vaincre les exploiteurs, réprimer leurs complots (tel le « complot des esclavagistes » pour livrer Pétrograd dans lequel tous ont trempé, depuis les Cent-Noirs et les cadets jusqu'aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires compris)[63]. Mais parallèlement à cette tâche, une autre s'impose qui n'est pas moins nécessaire — et cela avec toujours plus de force — celle plus substantielle de l'édification positive du communisme, de la création de nouveaux rapports économiques, d'une société nouvelle.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'indiquer maintes fois, entre autres dans mon discours du 12 mars au Soviet des députés de Pétrograd, la dictature du prolétariat, ce n'est pas uniquement la violence exercée contre les exploiteurs, et pas même essentiellement la violence. Le fondement économique de cette violence révolutionnaire, le gage de sa vitalité et de son succès, c'est que le prolétariat offre et réalise un type supérieur d'organisation sociale du travail par comparaison avec le capitalisme. Voilà le fond de la question. Voilà la source et le gage de la victoire complète et inéluctable du communisme.

L'organisation féodale du travail social reposait sur la discipline de la trique, sur l'ignorance et l'abrutissement extrêmes des travailleurs, dépouillés et bafoués par une poignée de grands propriétaires fonciers. L'organisation capitaliste du travail social reposait sur la discipline de la faim ; et la grande masse des travailleurs, malgré les progrès réalisés par la culture et la démocratie bourgeoises, demeurait

dans les républiques civilisées et démocratiques les plus avancées, une masse ignorante et abrutie d'esclaves salariés ou de paysans opprimés, dépouillés et bafoués par une poignée de capitalistes. L'organisation communiste du travail social, dont le socialisme constitue le premier pas, repose et reposera de plus en plus sur la discipline consciente et librement consentie des travailleurs eux-mêmes qui ont secoué le joug des grands propriétaires fonciers ainsi que des capitalistes.

Cette nouvelle discipline ne tombe pas du ciel, elle n'est pas le fruit de vœux pieux ; elle découle des conditions matérielles de la grande production capitaliste, et uniquement de ces conditions. Elle est impossible sans elles. Or, le porteur de ces conditions matérielles ou leur artisan est une classe historique bien définie, formée, organisée, cimentée, éduquée, instruite, aguerrie par le grand capitalisme. Cette classe est le prolétariat.

La dictature du prolétariat, si l'on traduit cette expression latine scientifique, ce terme historique et philosophique, en une langue plus simple, signifie :

Seule une classe déterminée, à savoir les ouvriers des villes et, en général, les ouvriers d'usine, les ouvriers industriels, est capable de diriger la masse des travailleurs et des exploités dans la lutte pour renverser le joug du capital, au cours même de ce renversement, dans la lutte pour conserver et consolider la victoire, dans l'œuvre de création d'un ordre social nouveau, socialiste ; dans la lutte pour supprimer totalement les classes. (Remarquons entre parenthèses : la distinction scientifique entre socialisme et communisme est simplement que le premier terme signifie la première phase de la nouvelle société sortant du capitalisme ; la seconde, c'est la phase suivante, supérieure, de cette société.)

L'erreur de l'Internationale jaune « de Berne », c'est que ses chefs ne reconnaissent qu'en paroles la lutte de classe et le rôle dirigeant du prolétariat, craignant d'aller au bout de leur pensée, précisément d'aboutir à cette conclusion inévitable, particulièrement terrible et absolument inacceptable pour la bourgeoisie. Ils ont peur de convenir que la dictature du prolétariat est *aussi* une phase de la lutte de classe, inévitable tant que les classes ne sont pas abolies, qui change

de formes et devient particulièrement acharnée et particulièrement spécifique au lendemain du renversement du capital. Après avoir conquis le pouvoir politique, le prolétariat ne cesse pas la lutte de classe ; il la continue jusqu'à la suppression des classes, mais, bien entendu, dans d'autres conditions, sous une autre forme, par d'autres moyens.

Et qu'est-ce que la « suppression des classes » ? Tous ceux qui se disent socialistes reconnaissent ce but final du socialisme, mais tous, loin de là, ne réfléchissent pas à sa signification. On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée, l'économie sociale.

Il est clair que pour supprimer entièrement les classes, il faut non seulement renverser les exploiteurs, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, non seulement abolir *leur* propriété : il faut encore abolir *toute* propriété privée des moyens de production ; il faut effacer aussi bien la différence entre la ville et la campagne, que celle entre les travailleurs manuels et intellectuels. C'est une œuvre de longue haleine. Pour l'accomplir, il faut faire un grand pas en avant dans le développement des forces productives ; il faut vaincre la résistance (souvent passive, singulièrement tenace et singulièrement difficile à briser) des nombreux vestiges de la petite production ; il faut vaincre la force énorme de l'habitude et de la routine, attachée à ces vestiges.

Supposer que tous les « travailleurs » sont également aptes à cette besogne, serait une hypothèse absolument vide de sens ou une illusion de socialiste antédiluvien, prémarxiste. Car cette capacité n'est pas donnée, elle surgit historiquement et *uniquement* des conditions matérielles de la grande production capitaliste. Au début de la route qui mène du capitalisme au socialisme, *seul* le prolétariat possède cette capacité. Il est en mesure d'accomplir la tâche grandio-

se qui lui incombe, premièrement parce que c'est la classe la plus forte et la plus avancée des sociétés civilisées ; deuxièmement, parce que dans les pays les plus évolués il constitue la majorité de la population ; troisièmement, parce que dans les pays capitalistes arriérés, comme la Russie, la majorité de la population est composée de semi-prolétaires, c'est-à-dire de gens qui vivent régulièrement une partie de l'année comme des prolétaires, qui recherchent constamment leur subsistance en effectuant, pour une certaine part, un travail salarié dans les entreprises capitalistes.

Ceux qui entendent résoudre le problème de la transition du capitalisme au socialisme au moyen de lieux communs sur la liberté, l'égalité, la démocratie en général, l'égalité de la démocratie du travail, etc. (comme le font Kautsky, Martov et autres héros de l'Internationale jaune de Berne), ne font que révéler leur nature de petits bourgeois, de philistins, de gens bornés qui sur le plan idéologique, se traînent servilement à la remorque de la bourgeoisie. La solution juste de ce problème ne peut être fournie que par l'étude concrète des rapports spécifiques entre la classe qui a conquis le pouvoir politique, à savoir le prolétariat, et la masse non prolétarienne, de même que semi-prolétarienne, de la population laborieuse ; ces rapports ne se forment pas dans des conditions imaginaires, harmonieuses, « idéales », mais dans les conditions réelles de la résistance forcenée opposée par la bourgeoisie dans tous les domaines.

L'immense majorité de la population et, à plus forte raison, de la population laborieuse de n'importe quel pays capitaliste, y compris la Russie, a éprouvé mille fois à ses dépens et aux dépens de ses proches, le joug du capital, le pillage auquel il se livre, les brimades de toute sorte. La guerre impérialiste, c'est-à-dire le massacre de dix millions d'hommes à seule fin de savoir à quel capital, l'anglais ou l'allemand, doit revenir la première place dans le pillage du monde entier a prodigieusement aggravé, multiplié, aiguisé ces épreuves, incité les gens à en prendre conscience. D'où la sympathie inévitable que ressent l'énorme majorité de la population, notamment, la masse des travailleurs, pour le prolétariat qui, avec une audace héroïque, avec une implacabilité révolutionnaire, secoue le joug du capital, renverse les exploiteurs, réprime leur résistance, se fraye, au prix du

sang, la voie vers la création d'une nouvelle société, où il n'y aura pas de place pour les exploiteurs.

Aussi grands, aussi inévitables que soient les flottements et les reculs petits-bourgeois des masses non prolétariennes et semi-prolétariennes de la population travailleuse vers l'« ordre » bourgeois, sous l'« aile » de la bourgeoisie, ces masses ne peuvent s'empêcher de reconnaître le prestige moral et politique du prolétariat, qui non seulement abat les exploiteurs et brise leur résistance, mais aussi édifie de nouveaux rapports sociaux, supérieurs, une discipline sociale plus élevée : discipline des travailleurs conscients et unis, sur lesquels ne pèse aucun joug et qui ne connaissent aucun autre pouvoir que celui de leur propre union, de leur propre avant-garde plus consciente, audacieuse, unie, révolutionnaire et ferme.

Pour vaincre, pour créer et consolider le socialisme, le prolétariat doit accomplir une double tâche: premièrement, entraîner par l'héroïsme indéfectible de sa lutte révolutionnaire contre le capital la masse des travailleurs et des exploités ; l'entraîner, l'organiser, la diriger en vue de jeter bas la bourgeoisie et de briser entièrement sa résistance ; deuxièmement, mener à sa suite la masse des travailleurs et des exploités, ainsi que les couches petites-bourgeoises, dans la voie de la nouvelle construction économique, de l'établissement de relations sociales nouvelles, d'une nouvelle discipline du travail, d'une nouvelle organisation du travail, qui allie le dernier mot de la science et de la technique capitaliste à l'union massive des travailleurs conscients, artisans de la grande production socialiste.

Cette dernière tâche est plus difficile que la première, car, en aucun cas, elle ne saurait être remplie par un élan héroïque isolé ; elle demande l'héroïsme le plus prolongé, persévérant et difficile du travail de masse *quotidien*. Mais aussi, cette tâche est plus essentielle, car, en dernière analyse, la source d'énergie la plus profonde pour vaincre la bourgeoisie, et l'unique gage de la solidité et de l'intangibilité de ces victoires, ne peut être qu'un nouveau mode de production sociale, supérieur, le remplacement de la production capitaliste et petite-bourgeoise par la grande production socialiste.

* * *

Les « samedis communistes » ont une immense portée historique parce qu'ils font la preuve de l'initiative volontaire et consciente des ouvriers pour élever la productivité, adopter une nouvelle discipline du travail, créer des conditions socialistes dans l'économie et la vie.

J. Jacoby, un des rares, il serait même juste de dire : un des très rares démocrates bourgeois d'Allemagne, qui après les leçons de 1870-1871 était passé non au chauvinisme ou au national-libéralisme, mais au socialisme, a dit que la fondation d'un syndicat ouvrier a une valeur historique plus grande que la bataille de Sadowa[64]. C'est exact. La bataille de Sadowa décidait qui des deux monarchies bourgeoises, l'autrichienne ou la prussienne, aurait la primauté pour fonder l'Etat capitaliste national allemand. La fondation d'un syndicat ouvrier était un petit pas vers la victoire mondiale du prolétariat sur la bourgeoisie. De même, nous pouvons dire que le premier samedi communiste, organisé le 10 mai 1919 par les cheminots de la ligne Moscou-Kazan, à Moscou, a une valeur historique plus grande que n'importe quelle victoire de Hindenburg ou de Foch et des Anglais dans la guerre impérialiste de 1914-1918. Les victoires des impérialistes, c'est le massacre de millions d'ouvriers pour les profits des milliardaires anglo-américains et français ; c'est la sauvagerie d'un capitalisme agonisant, gavé et pourrissant sur pied. Le samedi communiste des cheminots du réseau Moscou-Kazan, c'est une des cellules de la société nouvelle, socialiste, qui annonce l'affranchissement de tous les peuples du joug capitaliste et des guerres.

Messieurs les bourgeois et leurs larbins, y compris les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui ont l'habitude de se considérer comme les représentants de l'« opinion publique », se moquent, bien entendu, des espoirs des communistes, les traitant de « baobab dans un pot de réséda » ; ils se moquent du nombre infime des samedis communistes par rapport aux cas innombrables de vol, de fainéantise, de baisse du rendement, de détérioration des matières premières, de produits, etc. Nous répondrons à ces messieurs : si les intellectuels bourgeois mettaient leur science à la disposition des travailleurs et non des capitalistes russes et étrangers pour rétablir leur pouvoir, la révolution serait plus rapide et pacifique. Mais c'est là une utopie, car la ques-

tion se tranche par la lutte de classes ; or, la plupart des intellectuels tendent vers la bourgeoisie. Ce n'est pas avec l'aide des intellectuels mais en dépit de leur opposition (du moins dans la plupart des cas) que le prolétariat vaincra, en écartant les intellectuels bourgeois invétérés, en transformant, en rééduquant, en se soumettant les hésitants, en gagnant progressivement une partie toujours plus grande d'entre eux. Ricaner à propos des difficultés et des insuccès de la révolution, semer la panique, préconiser le retour en arrière, tels sont les armes et procédés de lutte de classe dont usent les intellectuels bourgeois. Le prolétariat ne se laissera pas abuser.

Mais si l'on considère le fond de la question, a-t-on jamais vu dans l'histoire qu'un nouveau mode de production ait réussi du premier coup, sans une longue suite d'insuccès, d'erreurs, de récidives ? Un demi-siècle après la chute du servage, les campagnes russes en gardaient encore de nombreux vestiges. Un demi-siècle après l'abolition de l'esclavage en Amérique, les nègres y demeuraient encore réduits presque partout à l'état de demi-esclavage. Les intellectuels bourgeois, y compris les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, restent fidèles à eux-mêmes ; ils servent le capital et développent leur argumentation pourrie d'hypocrisie : avant la révolution prolétarienne, ils nous taxaient d'utopisme ; et maintenant ils exigent que nous fassions disparaître avec une rapidité fantastique les survivances du passé !

Mais nous ne sommes pas des utopistes, et nous savons ce que valent réellement les « arguments » bourgeois ; nous savons aussi qu'après la révolution les vestiges du passé prédomineront nécessairement dans les mœurs, pendant un certain temps, sur les germes du nouveau. Lorsque le nouveau vient de naître, l'ancien reste toujours, un certain temps, plus fort que lui ; il en est toujours ainsi, dans la nature comme dans la vie sociale. Les sarcasmes à propos de la fragilité des germes du nouveau, le scepticisme facile de la gent intellectuelle, etc., tout ceci n'est en somme que procédé bourgeois de lutte de classe contre le prolétariat, défense du capitalisme contre le socialisme. Nous devons étudier minutieusement les germes du nouveau, leur témoigner le maximum d'attention, favoriser leur croissance de toutes les

manières et « soigner » ces faibles pousses. Certaines d'entre elles périront inévitablement. On ne saurait garantir que les « samedis communistes » joueront un rôle particulièrement important. Là n'est pas la question. Il s'agit d'encourager tous les germes du nouveau, quels qu'ils soient ; la vie choisira parmi eux les plus viables. Si un savant japonais, pour aider l'humanité à vaincre la syphilis, a eu la patience d'essayer 605 préparations avant de trouver la 606e répondant aux conditions requises, ceux qui entendent résoudre un problème plus ardu, vaincre le capitalisme, doivent avoir assez de persévérance pour essayer des centaines et des milliers de nouveaux procédés, modes, moyens de lutte, afin de mettre au point les meilleurs d'entre eux.

Si les « samedis communistes » sont aussi importants, c'est parce qu'ils ont été lancés non par des ouvriers placés dans des conditions exceptionnellement favorables, mais par des ouvriers de diverses professions, y compris des non spécialisés, des manœuvres placés dans les conditions *ordinaires*, c'est-à-dire *les plus difficiles*. Nous connaissons tous fort bien la cause essentielle de la chute de la productivité, observée non seulement en Russie, mais dans l'univers entier : ruine, paupérisation, irritation et fatigue provoquées par la guerre impérialiste, maladie et sous-alimentation. Cette dernière, par son importance, tient la première place. La faim, voilà la cause. Or, pour supprimer la famine, il faut augmenter la productivité dans l'agriculture, dans les transports et dans l'industrie. On se trouve par conséquent devant une sorte de cercle vicieux : pour augmenter le rendement il faut échapper à la famine, et pour échapper à la famine il faut augmenter le rendement.

On sait que dans la pratique ces contradictions sont levées par la rupture du cercle vicieux, par le revirement de la mentalité des masses, par l'initiative héroïque de certains groupes, initiative qui, en raison de ce revirement, joue souvent un rôle décisif. Les manœuvres et cheminots de Moscou (je parle naturellement de la majorité, et non d'une poignée de spéculateurs, d'administrateurs et autres gardes blancs), sont des travailleurs vivant dans des conditions terriblement difficiles. Ils souffrent de sous-alimentation chronique, et maintenant, avant la nouvelle récolte, par suite de l'aggravation générale de la crise alimentaire, c'est

la faim tout court. Eh bien, ce sont ces ouvriers affamés pilonnés par la haineuse propagande contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires qui organisent des « samedis communistes », fournissent des heures supplémentaires *sans aucune rétribution* et réalisent *une augmentation considérable de la productivité*, bien qu'ils soient fatigués, exténués, épuisés par la faim. N'est-ce point là le plus grand héroïsme ? N'est-ce point là le début d'un tournant d'une portée historique ?

La productivité c'est, en dernière analyse, ce qu'il y a de plus important, d'essentiel pour la victoire du nouvel ordre social. Le capitalisme a créé une productivité inconnue sous le servage. Le capitalisme peut être définitivement vaincu et il le sera parce que le socialisme crée une productivité nouvelle, beaucoup plus élevée. Tâche très difficile et très longue, mais *déjà amorcée*, c'est là l'essentiel. Si en été 1919, dans Moscou affamée, des ouvriers qui ont faim, après quatre dures années de guerre impérialiste et dix-huit mois de guerre civile encore plus durs, ont pu amorcer cette œuvre grandiose, quels seront les progrès futurs lorsque nous aurons gagné la guerre civile et conquis la paix ?

Le communisme, c'est une productivité supérieure à celle du capitalisme, c'est la productivité d'ouvriers bénévoles, conscients, associés, qui utilisent les moyens techniques modernes. Les samedis communistes sont infiniment précieux, en tant que début *effectif du communisme* ; c'est là une chose extrêmement rare, car nous sommes à un stade où nous « ne faisons que *les premiers pas* vers la transition du capitalisme au communisme » (comme le dit à juste titre le programme de notre Parti).

Le communisme commence là où les *simples ouvriers* veillent avec abnégation, en venant à bout d'un rude labeur, sur l'augmentation de la productivité, sur *chaque poud de blé, de charbon, de fer* et des autres produits, qui ne sont pas distribués aux travailleurs personnellement, ni à leurs « proches », mais à leurs « parents éloignés », c'est-à-dire à l'ensemble de la société, aux dizaines et aux centaines de millions d'hommes réunis d'abord en un seul Etat socialiste, puis dans l'Union des Républiques Soviétiques.

Karl Marx, dans le *Capital*, raille l'emphase de la grandiloquence de la grande charte démocratique bourgeoise des

libertés et droits de l'homme, toute cette phraséologie sur la liberté, l'égalité, la fraternité *en général*, qui aveugle les petits bourgeois et les philistins de tous les pays, jusqu'aux vils héros actuels de la vile Internationale de Berne. A ces déclarations pompeuses, Marx oppose la façon simple, modeste, pratique et quotidienne, dont le prolétariat pose la question : réduction par l'Etat de la journée de travail, en voilà un échantillon type[65]. La justesse et la profondeur de la remarque de Marx nous apparaissent avec d'autant plus de clarté et d'évidence, que se développe la révolution prolétarienne. Ce qui distingue les « formules » du communisme authentique et la phraséologie pompeuse, subtile et solennelle des Kautsky, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, ainsi que de leurs chefs « frères » de Berne, c'est qu'elles ramènent tout aux *conditions de travail*. Un peu moins de verbiage sur la « démocratie du travail », sur la « liberté, l'égalité et la fraternité », la « souveraineté du peuple », et ainsi de suite : de nos jours, l'ouvrier et le paysan conscients discernent dans ces phrases ampoulées la fourberie de l'intellectuel bourgeois aussi facilement qu'un homme expérimenté sait, en considérant la physionomie et l'apparence impeccables d'un « monsieur très comme il faut », le dépister aussitôt, sans erreur : « A coup sûr, c'est un filou. »

Moins de phrases pompeuses et plus de travail simple, *quotidien*. Préoccupons-nous davantage de chaque poud de blé et de charbon ; que ce poud de blé et de charbon indispensables à l'ouvrier affamé et au paysan déguenillé, leur parviennent *non par des maquignonnages*, par les voies capitalistes, mais grâce au travail conscient, bénévole, héroïque et plein d'abnégation de simples travailleurs, comme par exemple les manœuvres et les cheminots de la ligne Moscou-Kazan.

Nous devons reconnaître que des traces du verbiage propre aux intellectuels bourgeois dans la manière d'aborder les problèmes de la révolution se manifestent à chaque instant et partout, voire même dans nos rangs. Notre presse, par exemple, ne fait pas assez la guerre à ces vestiges pourris du passé, à la démocratie bourgeoise pourrie ; elle ne soutient pas assez les germes simples, modestes, quotidiens mais vivants, du communisme authentique.

Prenez la situation de la femme. Aucun parti démocratique au monde, dans aucune des républiques bourgeoises les plus avancées, n'a pas fait, durant des dizaines d'années, sous ce rapport, la centième partie de ce que nous avons réalisé dès notre première année de pouvoir. Nous avons vraiment anéanti, de fond en comble, ces lois ignobles sur l'inégalité de la femme, les entraves au divorce, les formalités abjectes qui l'entourent, la non-reconnaissance des enfants naturels, la recherche de paternité, etc., lois dont les vestiges sont nombreux dans tous les pays civilisés, pour la honte de la bourgeoisie et du capitalisme. Nous avons mille fois raison d'être fiers de ce que nous avons fait dans ce domaine. Mais *plus* nous avons déblayé le terrain du fatras des vieilles lois et institutions bourgeoises, plus il nous apparaît clairement que ce ne sont que des travaux de déblaiement préalables, et non encore la construction proprement dite.

La femme demeure *l'esclave domestique* en dépit de toutes les lois émancipatrices, puisque les *petites besognes domestiques* l'accablent, l'étouffent, l'abrutissent, l'humilient, l'enchaînant à la cuisine et à la chambre d'enfants, en gaspillant ses efforts dans un labeur absurdement improductif, mesquin, énervant, abrutissant et écrasant. La véritable *émancipation de la femme*, le véritable communisme ne commencent que là et au moment où s'engage la lutte de masse (dirigée par le prolétariat, maître du pouvoir) contre cette petite économie domestique ou plutôt sa *refonte massive* en une grande économie socialiste.

En pratique, nous préoccupons-nous suffisamment de ce problème qui, du point de vue théorique, est indiscutable pour chaque communiste ? Evidemment non. Montrons-nous suffisamment de sollicitude pour les *germes* du communisme, qui, d'ores et déjà, se manifestent dans ce domaine ? Encore une fois, non et non. Les réfectoires publics, les crèches, les jardins d'enfants sont des échantillons de ces germes, des moyens simples, ordinaires, dépourvus de pompe, de grandiloquence, de solennité, et qui, *en fait*, sont susceptibles *d'émanciper la femme*, de diminuer et de supprimer en fait son inégalité par rapport à l'homme, quant à son rôle dans la production sociale et la vie publique. Ces moyens ne sont pas nouveaux ; ils ont été créés (de même qu'en général toutes les conditions matérielles du socialisme) par le grand

capitalisme ; mais sous son règne, ils étaient, premièrement, chose rare ; deuxièmement, ce qui est particulièrement important, soit des entreprises *mercantiles*, avec les pires aspects de la spéculation, du lucre, du mensonge, de la contrefaçon, soit une « acrobatie de la bienfaisance bourgeoise », que l'élite ouvrière haïssait et méprisait à bon droit.

Il est hors de doute que ces institutions sont devenues beaucoup plus nombreuses chez nous et qu'elles *commencent* à changer de caractère. Il est hors de doute qu'il existe parmi les ouvrières et les paysannes beaucoup plus d'*organisatrices de talent* que nous n'en avons connaissance, de personnes sachant organiser pratiquement les choses, en y faisant participer un grand nombre de militants et un nombre encore plus grand d'intéressés, sans cette abondance de phrases, d'agitation, de querelles, de bavardages au sujet des plans, des systèmes, etc., dont « souffrent » en permanence les « intellectuels » outrageusement présomptueux ou les « communistes » précoces. Mais nous *ne soignons pas* comme il le faudrait ces germes du nouveau.

Voyez la bourgeoisie. Comme elle sait admirablement bien orchestrer la publicité pour ce qui *lui* est utile ! Comme les entreprises « modèles », aux yeux des capitalistes, sont vantées dans les millions d'exemplaires de *leurs* journaux ; comme on sait faire des institutions bourgeoises « modèles » un objet de fierté nationale ! Notre presse ne se soucie point, ou presque pas, de décrire les meilleurs réfectoires ou crèches, d'insister tous les jours pour que certains d'entre eux soient transformés en établissements modèles, d'en faire l'éloge, d'expliquer avec force détails quelle économie de travail humain, quelles commodités pour les intéressés, quelle économie de produits, quelle émancipation de l'esclavage domestique pour la femme, quelle amélioration des conditions d'hygiène on obtient avec un *travail communiste exemplaire*, résultats qui peuvent être obtenus et étendus à toute la société, à tous les travailleurs.

Production modèle, samedis communistes modèles, sollicitude et honnêteté exemplaires dans la production et la répartition de chaque poud de blé ; réfectoires modèles, propreté exemplaire de telle maison ouvrière, de tel bloc d'immeubles : tout ceci devrait dix fois plus retenir l'attention et les soins de notre presse, ainsi que de *chaque* organisation

ouvrière et paysanne. Ce sont là les germes du communisme ; les soigner est notre premier devoir à nous tous. Si grave que soit la situation du ravitaillement et de la production, il n'en est pas moins vrai qu'en ces dix-huit mois de pouvoir bolchévik, notre avance *sur tout le front* est indéniable : le stockage du blé est passé de 30 millions de pouds (du 1er août 1917 au 1er août 1918) à 100 millions (du 1er août 1919 au 1er mai 1919) ; les cultures maraîchères ont été augmentées, le déficit des emblavures diminué, les transports ferroviaires s'améliorent en dépit des difficultés immenses qu'entraîne la crise du combustible, etc. Sur ce fond général et avec l'appui du pouvoir d'Etat prolétarien, les germes du communisme ne s'étioleront pas ; ils grandiront et s'épanouiront pour devenir le communisme intégral.

* * *

Il importe de bien réfléchir à la signification des « samedis communistes » pour tirer de cette grande initiative les leçons pratiques, d'une portée considérable, qui s'en dégagent.

La soutenir par tous les moyens est la première et principale leçon. Le mot « commune » est devenu chez nous d'un usage trop facile. Toute entreprise montée par les communistes ou avec leur concours, est couramment et immédiatement proclamée « commune » ; on oublie souvent que ce *titre d'honneur*, il faut le *conquérir* par un travail long et acharné, par des succès pratiques vérifiés dans la construction véritablement communiste.

Aussi, est-elle parfaitement juste, à mon sens, la décision mûrie dans l'esprit de la majorité du Comité exécutif central, de *rapporter* dans le décret du Conseil des Commissaires du Peuple la partie relative à la *dénomination* des « communes de consommation »[66]. Donnons-leur un nom plus simple, et alors, les lacunes, les défauts du nouveau travail d'organisation à ses *débuts* ne seront pas rejetés sur les « communes », mais seront imputés (comme il se doit en toute équité) aux *mauvais* communistes. Il serait très utile d'éliminer le mot « commune » de l'usage *courant*, d'interdire au premier venu de s'emparer de ce mot, autrement dit de ne *reconnaître ce titre qu'*aux vraies communes qui

ont vraiment démontré par la pratique (unanimement confirmée par la population locale) leur capacité, leur aptitude à mettre les choses en train de façon communiste. Prouve d'abord que tu es capable de travailler sans rétribution, dans l'intérêt de la société, dans l'intérêt de tous les travailleurs, que tu es capable de « travailler sur le mode révolutionnaire », capable d'augmenter la productivité, d'organiser le travail de façon exemplaire, et après seulement tu pourras prétendre à ce titre d'honneur : la « commune » !

A cet égard, les « samedis communistes » sont une exception fort précieuse. Car ici les manœuvres et les cheminots de la ligne Moscou-Kazan, ont *d'abord* prouvé dans les *faits* qu'ils étaient capables de travailler en *communistes* et c'est après seulement qu'ils ont conféré à leur initiative le titre de « samedis communistes ». Il faut faire en sorte qu'il en soit ainsi à l'avenir, que tous ceux qui donnent le nom de commune à leur entreprise, institution ou travail *sans l'avoir prouvé* par un dur labeur et le *succès* pratique d'*un long effort*, par une organisation exemplaire, véritablement communiste, soient impitoyablement tournés en dérision et couverts de honte comme des charlatans ou des hâbleurs.

La grande initiative des « samedis communistes » doit être utilisée aussi sur un autre plan, pour *épurer* le parti. Il était absolument inévitable qu'au lendemain de la révolution, alors que la masse des gens « honnêtes » et d'esprit petit-bourgeois se montrait particulièrement craintive ; alors que les intellectuels bourgeois, y compris naturellement les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, sabotaient tous, sans exception, en se prosternant devant la bourgeoisie, il était absolument inévitable que des aventuriers et d'autres éléments des plus nuisibles s'insinuent dans le parti dirigeant. Aucune révolution ne l'a évité et ne l'évitera. Le tout est que le parti dirigeant qui s'appuie sur une classe avancée, saine et vigoureuse, sache épurer ses rangs.

A cet égard, il y a longtemps que nous nous sommes mis à l'ouvrage. Il faut poursuivre sans défaillance, sans lassitude. La mobilisation des communistes pour la guerre nous a aidés : les froussards et les canailles se sont sauvés du parti. Bon débarras ! *Pareille* diminution des effectifs du parti équivaut à un *immense accroissement* de sa force et de son

poids. Il faut continuer l'épuration, en mettant à projet l'initiative des « samedis communistes » : n'admettre dans le parti qu'après, disons, six mois de « noviciat » ou de « stage », consistant à effectuer un « travail sur le mode révolutionnaire ». Il faut soumettre à la même épreuve *tous* les adhérents admis après le 25 octobre 1917 qui n'ont pas démontré par un effort ou des mérites particuliers qu'ils sont absolument sûrs, fidèles et capables d'être des communistes.

L'épuration du parti, jointe aux *exigences toujours accrues* d'un travail véritablement communiste, formulées par le parti, améliorera *l'appareil* du pouvoir d'Etat et hâtera considérablement le *passage définitif* des paysans aux côtés du prolétariat révolutionnaire.

Les « samedis communistes » ont, entre autres, projeté une vive lumière sur le caractère de classe de l'appareil d'Etat sous la dictature du prolétariat. Le Comité central du Parti rédige une lettre au sujet du « travail sur le mode révolutionnaire »[67]. L'idée a été avancée par le Comité central d'un parti qui compte de 100 000 à 200 000 membres (je suppose que c'est ce qui restera après une épuration sérieuse, nos effectifs sont plus forts à l'heure présente).

Cette idée a été reprise par les ouvriers syndiqués. Nous en comptons jusqu'à 4 millions en Russie et en Ukraine. Ils sont, dans leur immense majorité, pour le pouvoir d'Etat prolétarien, pour la dictature du prolétariat. 200 000 et 4 millions, voilà le rapport des « engrenages », s'il m'est permis de m'exprimer ainsi. Puis viennent les *dizaines de millions* de paysans qui se divisent en trois groupes principaux : le plus nombreux et le plus proche du prolétariat comprend les semi-prolétaires ou les paysans pauvres ; ensuite la paysannerie moyenne ; enfin, le dernier groupe, très peu nombreux : les koulaks ou bourgeoisie rurale.

Tant que subsiste la possibilité de vendre le blé et de spéculer sur la famine, le paysan restera (chose inévitable pendant un certain temps sous la dictature du prolétariat) semi-travailleur, semi-spéculateur. En tant que spéculateur, il nous est hostile, il est hostile à l'Etat prolétarien ; il penche pour une entente avec la bourgeoisie et ses fidèles valets, y compris le menchévik Cher et le socialiste-révolutionnaire B. Tchernenkov qui sont pour le libre commerce du

blé. Mais *en tant que travailleur*, le paysan est l'ami de l'Etat prolétarien, le plus fidèle allié de l'ouvrier dans la lutte contre le grand propriétaire foncier et le capitaliste. En tant que travailleur, le paysan soutient, de sa masse forte de millions d'hommes, la « machine » d'Etat, dirigée par les cent ou deux cent mille membres de l'avant-garde communiste du prolétariat, et comprenant des millions de prolétaires organisés.

Il n'a jamais encore existé au monde d'Etat plus démocratique au sens véritable du mot, qui soit plus étroitement lié aux masses laborieuses et exploitées.

C'est ce travail prolétarien, marqué par les « samedis communistes » et réalisé par ces derniers, qui contribuera à affermir définitivement l'estime et l'amour du paysan pour l'Etat prolétarien. Ce travail, et lui seul, persuade définitivement le paysan que nous avons raison, que le communisme a raison ; il fait du paysan notre allié indéfectible ; cela veut dire que ce travail conduit à l'élimination totale des difficultés de ravitaillement, à la victoire complète du communisme sur le capitalisme dans la production et la répartition du blé, à la consolidation infaillible du communisme.

28 juin 1919.

TELEGRAMME A J. STALINE

Pétrograd, Smolny

Iékatérinoslav est prise. Dans le sud, la situation est désespérée en ce qui concerne les cartouches. De ce fait, vous devez économiser au maximum les trois millions et les stocks de Vidlitsy[68], que vous avez reçus ainsi que les autres munitions.

Lénine

Rédigé le 30 juin 1919
Publié pour la première fois en 1942

Conforme au texte de l'imprimé télégraphique

TOUS CONTRE DENIKINE !

(LETTRE DU COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVIK)
DE RUSSIE
AUX ORGANISATIONS DU PARTI)

Camarades, nous sommes à un des moments les plus critiques et même, selon toute probabilité, au moment le plus critique de la révolution socialiste. Les défenseurs russes et étrangers (au premier chef, anglais et français) des exploiteurs, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes font une tentative furieuse pour rétablir en Russie le pouvoir des propriétaires fonciers et des exploiteurs, qui s'approprient le travail du peuple, afin d'affermir leur pouvoir, déclinant dans le monde entier. Le plan des capitalistes anglais et français visant la conquête de l'Ukraine par leurs propres troupes a échoué ; ils ont échoué en soutenant Koltchak en Sibérie. L'Armée Rouge avance héroïquement dans l'Oural aidée par les ouvriers qui se soulèvent tous ; elle marche sur la Sibérie afin de la délivrer du joug et des atrocités effroyables des capitalistes, maîtres de la région. Enfin, le plan des impérialistes anglais et français visant à s'emparer de Pétrograd au moyen d'un complot contre-révolutionnaire où ont trempé monarchistes russes, cadets, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, y compris les socialistes-révolutionnaires de gauche, a également fait faillite.

A l'heure actuelle, les capitalistes étrangers tentent désespérément de rétablir le joug du capital à la faveur de l'agression de Dénikine qu'ils ont aidé, comme jadis Kol-

tchak, en lui fournissant officiers, équipement, munitions, tanks, etc., etc.

Toutes les forces ouvrières et paysannes, toutes les forces de la République des Soviets doivent être tendues pour repousser l'invasion de Dénikine et le vaincre, sans interrompre pour autant l'offensive victorieuse de l'Armée Rouge vers l'Oural et la Sibérie. Telle est

LA TACHE ESSENTIELLE DE L'HEURE

Les communistes avant tout et par-dessus tout, tous les sympathisants, tous les ouvriers et paysans honnêtes, tous les responsables des administrations soviétiques doivent *se mettre sur pied de guerre* pour reporter *le maximum de leur travail*, de leurs efforts et de leurs soins *sur les tâches militaires immédiates*, afin de repousser promptement l'invasion de Dénikine ; en fonction de cette tâche, ils réduiront et réorganiseront tout le reste de leur activité.

La République des Soviets est investie par l'ennemi. Elle doit former *un camp militaire uni*, non en paroles mais dans les actes.

Toute l'activité de toutes les institutions doit être adaptée à la guerre et réorganisée militairement !

La direction collective est indispensable pour régler les affaires de l'Etat ouvrier et paysan. Mais toute exagération de la direction collective, toute déformation entraînant des lenteurs bureaucratiques, l'absence de responsabilité, toute transformation des institutions à direction collective en parlotes sont des maux énormes qu'il faut supprimer coûte que coûte, au plus tôt, sans reculer devant aucun moyen.

La direction collective ne doit pas dépasser un minimum absolument indispensable, en ce qui concerne le nombre des membres des collèges et la conduite pratique de l'activité ; interdiction des « discours » ; rapidité extrême des échanges de vues, lesquels seront réduits à des informations, à des propositions pratiques et précises.

Chaque fois que la moindre possibilité s'en présentera, on réduira la direction collective à l'examen le plus sommaire des seules questions essentielles, au sein d'un collège restreint au maximum ; la *direction pratique* de l'institution, de l'entreprise, du travail, de la tâche, doit être con-

fiée à *un seul camarade*, connu pour sa fermeté, son esprit de décision, sa hardiesse, son aptitude à conduire les affaires pratiques et jouissant de la plus grande confiance. En tout état de cause, et quelles que soient les circonstances, la direction collective doit être doublée d'une responsabilité personnelle exactement déterminée de *chacun* pour tel travail *exactement* défini. Le manque de responsabilité sous prétexte de direction collective est le mal le plus grave pour tous ceux qui n'ont pas une très grande expérience en matière de travail collectif pratique, et qui, bien souvent, dans les affaires militaires, conduit inévitablement à la catastrophe, au chaos, à la panique, à la pluralité des pouvoirs et à la défaite.

Non moins dangereuse est la vaine agitation ou la manie des projets chimériques en matière d'organisation. La réorganisation de l'activité, nécessaire pour la guerre, ne doit en aucun cas entraîner la refonte des administrations, et encore moins la création hâtive de nouvelles. C'est absolument inadmissible et n'engendre que le chaos. La réorganisation des activités doit consister à suspendre momentanément des institutions qui ne sont pas absolument indispensables, ou à les réduire dans une certaine mesure. Mais toute aide à la guerre doit se faire *entièrement et exclusivement par le canal* des administrations militaires *déjà existantes*, en les améliorant, fortifiant, élargissant, et en les soutenant. En premier lieu, on ne peut créer de « comités de défense » ou de « comités révolutionnaires » (ou révolutionnaires militaires) qu'à titre exceptionnel ; en second lieu, uniquement avec l'approbation des autorités militaires intéressées ou des autorités soviétiques supérieures ; en troisième lieu, en observant expressément la condition indiquée.

LE PEUPLE DOIT SAVOIR LA VERITE SUR KOLTCHAK ET DENIKINE

Koltchak et Dénikine sont les principaux et les seuls ennemis sérieux de la République des Soviets. S'ils n'étaient pas aidés par l'Entente (Angleterre, France, Amérique), ils se seraient effondrés depuis longtemps. Seule l'aide de l'Entente en fait une force. Cependant, ils sont obligés de tromper le peuple, de se faire passer de temps à autre pour

des partisans de la « démocratie », de l'« Assemblée constituante », de la « souveraineté du peuple », etc. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires s'y laissent volontiers prendre.

Aujourd'hui, la lumière est faite quant à Koltchak (et Dénikine est son alter ego). Des *dizaines de milliers* d'ouvriers fusillés. Même des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Les paysans de districts entiers, fouettés. Des femmes fouettées en public. Arbitraire absolu des officiers, des fils de hobereaux. Pillages sans fin. Telle est la vérité sur Koltchak et Dénikine. Même parmi les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui avaient trahi les ouvriers et s'étaient rangés aux côtés de Koltchak et de Dénikine, ceux qui sont obligés de reconnaître cette vérité se font de plus en plus nombreux.

La tâche essentielle d'agitation et de propagande doit consister à en informer le peuple. Il faut expliquer : ou bien Koltchak et Dénikine, ou bien le pouvoir des Soviets, le pouvoir (la dictature) des ouvriers ; il n'y a pas de milieu ; il ne saurait y en avoir. Il faut surtout utiliser des témoignages émanant de non-bolchéviks : menchéviks, socialistes-révolutionnaires, sans-parti, qui *ont connu* le régime de Koltchak ou de Dénikine. Que chaque ouvrier et chaque paysan prenne conscience de l'enjeu de la lutte, de ce qui l'attend si Koltchak ou Dénikine l'emporte.

LE TRAVAIL PARMI LES MOBILISES

Aujourd'hui, notre attention doit porter principalement sur l'action à mener parmi les mobilisés, l'aide à la mobilisation, l'action parmi les recrues. Dans toutes les localités où sont groupés des mobilisés, des garnisons, et surtout aux cantonnements de bataillons de réserve, etc., les communistes et les sympathisants doivent être tous alertés. Ils doivent tous, sans exception, s'unir et militer, les uns tous les jours, les autres, disons, quatre ou huit heures par semaine, pour aider à mobiliser, parmi les recrues, parmi les soldats de la garnison, bien entendu de façon rigoureusement organisée, chacun devant être désigné pour un travail précis par l'organisation locale du parti et les autorités militaires.

Il est évident que les sans-parti ou ceux qui adhèrent à un parti autre que le Parti communiste, ne sont pas en état de mener une action idéologique contre Dénikine ou Koltchak. Mais il est inadmissible de les exclure, pour autant, de tout travail. Il faut rechercher tous les moyens possibles pour que l'ensemble de la population (au premier chef les *plus fortunés*, aussi bien à la ville qu'à la campagne) soit tenue d'apporter son obole, sous une forme ou une autre, pour aider à la mobilisation ou les mobilisés.

Une catégorie spéciale de mesures d'assistance doit comprendre celles visant à l'instruction la plus rapide et la meilleure des recrues. Le pouvoir des Soviets appelle sous les drapeaux tous les anciens officiers, sous-officiers, etc. Le Parti communiste ainsi que tous les sympathisants et tous les ouvriers doivent aider l'Etat ouvrier et paysan, premièrement en contribuant par tous les moyens à repérer les anciens officiers, sous-officiers, etc., qui ne se présentent pas à l'appel ; deuxièmement, en formant, sous le contrôle de l'organisation du parti et auprès de celle-ci, des groupes de personnes qui, théoriquement ou pratiquement (par exemple, au cours de la guerre impérialiste) ont appris le métier des armes et peuvent être utiles.

LE TRAVAIL PARMI LES DESERTEURS

Ces temps derniers, un revirement manifeste s'est opéré dans la lutte contre la désertion. Dans de nombreuses provinces, les déserteurs rejoignent en masse l'armée, on peut dire sans exagération qu'ils affluent dans les rangs de l'Armée Rouge. Pour quelle raison ? D'abord grâce à l'action plus judicieuse et plus systématique des camarades du parti ; en second lieu, par la conviction accrue des paysans, que Koltchak et Dénikine apportent un régime pire que le tsarisme, rétablissent *l'esclavage* des ouvriers et des paysans, la peine du fouet, les pillages, les brimades des officiers et des nobliaux.

Il importe donc d'intensifier partout et de *toutes nos forces* le travail parmi les déserteurs, pour les ramener sous les drapeaux. C'est là une tâche primordiale et des plus urgentes.

Soit dit en passant. La possibilité d'agir sur les déser-

teurs par la persuasion et le *succès* de cette action montrent que l'Etat ouvrier, à la différence de l'Etat des propriétaires fonciers et des capitalistes, observe une attitude tout à fait *particulière* envers la paysannerie. Le joug de la trique et le joug de la faim, voilà la seule origine de la discipline pour ces deux derniers types d'Etat. Pour l'Etat ouvrier ou pour la dictature du prolétariat, une *autre* origine est possible : la persuasion des paysans par les ouvriers, leur alliance fraternelle. Quand on entend des témoins oculaires raconter que, dans telle ou telle province (par exemple, celle de Riazan), des milliers et des milliers de déserteurs reviennent de leur propre gré ; que dans les meetings, les appels aux « camarades déserteurs » ont parfois un succès indescriptible, nous commençons à nous rendre compte des *forces* encore inutilisées que recèle cette alliance fraternelle des ouvriers et des paysans. Le paysan a un *préjugé* qui l'entraîne vers le capitaliste, le socialiste-révolutionnaire, la « liberté du commerce ». Mais il a aussi son *jugement* qui l'amène de plus en plus à l'alliance avec les ouvriers.

AIDE DIRECTE A L'ARMEE

Notre armée a surtout besoin d'être *approvisionnée* : en vêtements, chaussures, armes, obus. Dans un pays ruiné comme le nôtre, il faut fournir un effort énorme pour faire face à ces besoins ; seule l'aide que les brigands capitalistes d'Angleterre, de France et d'Amérique dispensent généreusement à Koltchak et à Dénikine, les sauve d'une faillite inéluctable par manque de matériel.

Si dévastée que soit la Russie, il s'y trouve encore bien des ressources que nous n'avons pas utilisées, que souvent *nous n'avons pas su* utiliser. Il existe encore beaucoup de dépôts de matériel militaire que nous n'avons pas découverts ou inventoriés, beaucoup de possibilités de produire que nous laissons échapper, en partie à cause du sabotage délibéré des fonctionnaires, en partie à cause de lenteurs administratives, du bureaucratisme, de la pagaïe, de l'incompétence, à cause de toutes ces « tares du passé » qui pèsent si inévitablement et si lourdement sur toute révolution effectuant un « bond » vers un nouvel ordre social.

A cet égard, l'aide directe à l'armée est particulièrement importante. Les administrations qui s'en acquittent ont

surtout besoin d'être « revigorées », d'être aidées ; elles ont besoin de l'*initiative* volontaire, énergique et héroïque des ouvriers et des paysans *de la base*.

Il faut appeler le plus largement possible à manifester cette initiative tous les ouvriers et les paysans conscients, tous les cadres soviétiques ; il faut mettre à l'épreuve dans les différentes localités et les différents domaines du travail, les *diverses* formes d'assistance à l'armée. Ici le « travail sur le mode révolutionnaire » est beaucoup plus rare que dans les autres branches, alors que le besoin y est *beaucoup plus pressant*.

La collecte des armes parmi les habitants est partie intégrante de ce travail. Que, dans un pays qui a connu quatre années de guerre impérialiste, puis deux révolutions populaires, il y ait quantité d'armes cachées par les paysans et la bourgeoisie, c'est naturel, inévitable. Mais aujourd'hui, devant la redoutable invasion de Dénikine, il faut lutter contre cet état de choses *de toutes nos forces*. Celui qui cache ou aide à cacher des armes, commet le pire des crimes contre les ouvriers et les paysans ; il mérite d'être fusillé, car il est responsable de la mort de milliers et de milliers d'intrépides soldats rouges qui tombent souvent au front faute d'armes.

Les camarades de Pétrograd ont su découvrir des milliers et des milliers de fusils au cours des perquisitions massives qu'ils ont opérées dans l'ordre le plus strict. Il faut que le reste de la Russie ne se laisse pas distancer par Pétrograd, mais le rejoigne et le dépasse à tout prix.

D'autre part, il est certain que ce sont les paysans qui détiennent le plus de fusils, souvent sans la moindre mauvaise intention, mais simplement par une méfiance invétérée envers tout « système d'Etat », etc. Si nous avons réussi (dans les meilleures provinces) à faire beaucoup, énormément, par la *persuasion*, par un travail d'agitation adroit, en abordant rationnellement le problème, pour faire revenir volontairement des déserteurs à l'Armée Rouge, il est hors de doute que l'on peut et que l'on doit en faire autant, sinon plus, pour obtenir la restitution bénévole des armes.

Ouvriers et paysans ! Recherchez les fusils cachés et apportez-les à l'armée ! C'est ainsi que vous échapperez aux coups, aux exécutions, à la peine du fouet, aux pillages de Koltchak et de Dénikine !

REDUCTION DU TRAVAIL NON MILITAIRE

Afin d'exécuter ne serait-ce qu'en partie le travail que nous venons d'esquisser rapidement, il faut avoir toujours plus de militants parmi les communistes les plus sûrs, dévoués et énergiques. Mais où les trouver, quand tout le monde se plaint de leur absence ou de leur surmenage.

Il est certain que ces plaintes sont fondées en bien des points. Si quelqu'un établissait le décompte exact de la mince couche d'ouvriers d'avant-garde et de communistes, qui, avec le soutien et la sympathie des masses ouvrières et paysannes, ont administré la Russie en ces vingt derniers mois, la chose paraîtrait tout simplement invraisemblable. Or, nous avons administré avec un immense succès en créant le socialisme, en surmontant des difficultés inouïes, en triomphant des ennemis qui surgissaient de partout, directement ou indirectement liés à la bourgeoisie. Et nous avons déjà vaincu tous nos ennemis sauf un : l'Entente, la bourgeoisie impérialiste toute-puissante d'Angleterre, de France et d'Amérique ; il faut dire que nous lui avons brisé un de ses bras : Koltchak ; maintenant, seul son second bras, Dénikine, nous menace.

Les nouvelles forces ouvrières appelées à gouverner l'Etat, à accomplir les tâches de la dictature du prolétariat, montent rapidement : c'est la jeunesse ouvrière et paysanne qui s'instruit avec le plus de sincérité, le plus d'ardeur, le plus d'abnégation, qui s'assimile les impressions neuves d'un nouvel ordre social, brise la coquille des vieux préjugés capitalistes et démocratiques bourgeois, forge des communistes plus fermes encore que ceux de la génération précédente.

Mais si rapide que soit la croissance de cette nouvelle couche, si prompte son éducation et sa formation dans le feu de la guerre civile et de la résistance forcenée de la bourgeoisie, elle ne peut cependant pas, dans les mois prochains, nous fournir des travailleurs *prêts* à gouverner l'Etat. Or, il s'agit justement des mois prochains, de l'été et de l'automne 1919, car c'est *immédiatement* qu'il faut, que l'on doit en finir avec Dénikine.

Pour disposer d'un grand nombre de travailleurs compétents, afin de renforcer l'activité militaire, il faut *réduire*

toute une série de secteurs et institutions administratives non militaires ou, plus exactement, qui ne sont pas directement militaires ; il faut *réorganiser* dans ce sens (c'est-à-dire dans le sens d'une réduction) toutes les institutions et entreprises qui *ne sont pas absolument indispensables.*

Prenons à titre d'exemple la section scientifique et technique du Conseil supérieur de l'économie nationale. C'est un organisme des plus utiles, nécessaire pour la construction intégrale du socialisme, pour le recensement et la répartition judicieuse des cadres scientifiques et techniques. Mais cet organisme est-il absolument nécessaire ? Evidemment non. Lui céder des collaborateurs qui peuvent et doivent être utilisés sans délai pour un travail communiste pressant et d'extrême urgence, *dans l'armée* et *directement* pour l'armée, serait à l'heure présente tout simplement criminel.

Nous en avons pas mal de ces organismes et services, au centre et en province. Soucieux de réaliser le socialisme intégral, nous ne pouvions manquer de procéder d'emblée à la fondation de semblables établissements. Mais nous serions des sots ou des criminels si, face à la terrible invasion de Dénikine, nous ne savions pas *regrouper nos rangs* de façon à suspendre et à *réduire tout* ce qui n'est pas absolument nécessaire.

Sans nous laisser aller à la panique ni verser dans la pagaïe en matière d'organisation, nous ne devons ni refondre, ni fermer complètement aucune institution, ni, ce qui serait particulièrement nuisible dans la précipitation, entreprendre la création de nouveaux organismes. Nous devons *suspendre* pour trois, quatre, cinq mois *toutes* les institutions et leurs services qui ne sont pas absolument nécessaires, au centre et en province ; ou bien, s'il est impossible de les arrêter tout à fait, *réduire* leur activité pour cette période (approximative), la réduire au maximum, c'est-à-dire ne laisser que le strict nécessaire.

Notre but principal étant d'obtenir immédiatement pour le travail militaire un grand nombre de communistes et de sympathisants au socialisme, formés, expérimentés, dévoués et éprouvés, nous pouvons courir le risque de laisser provisoirement de nombreuses institutions (ou services) fortement réduites *sans un seul communiste*, les confier à

un personnel exclusivement bourgeois. Le risque n'est pas grand, car il ne s'agit que d'institutions qui ne sont pas absolument indispensables ; le ralentissement de leur activité (à moitié suspendu) nous sera préjudiciable mais ce tort ne sera pas très grand, il ne pourra en aucune façon nous perdre. Tandis que manquer d'énergie pour renforcer le travail militaire, immédiatement et considérablement, peut nous être fatal. Tel est l'objectif à atteindre ; il faut agir en conséquence.

Si chaque dirigeant d'organisme ou de service, de province, de district, etc. ; si chaque cellule communiste, sans perdre une minute, se demande : telle institution, tel service, sont-ils absolument nécessaires ? Allons-nous périr si nous suspendons son activité ou la réduisons des neuf dixièmes, si nous la laissons sans un seul communiste ? Si cette question est suivie par une réduction d'activité rapide et décisive et le retrait des communistes (avec leurs collaborateurs, absoluments sûrs, choisis parmi les sympathisants ou les sans-parti), nous pourrons dans les plus brefs délais avoir des centaines et des centaines de militants pour les sections politiques de l'armée, les postes de commissaires, etc. Alors nous aurons de sérieuses chances de vaincre Dénikine, de même que nous avons vaincu cet ennemi plus puissant qu'était Koltchak.

LE TRAVAIL DANS LA ZONE DU FRONT

Depuis quelques semaines, la zone du front, dans la République socialiste fédérative soviétique de Russie, s'est terriblement élargie et modifiée avec une rapidité incroyable. Cela annonce ou accompagne le moment décisif de la guerre, son dénouement prochain.

D'un côté, nous avons reconquis une immense zone voisine du front, dans la région de l'Oural et l'Oural même, à la suite des victoires de l'Armée Rouge et de la débâcle de Koltchak, à la suite des progrès de la révolution en territoire occupé par Koltchak. D'un autre côté, une région *encore plus vaste* est devenue secteur du front devant Pétrograd et dans le midi, en raison de nos pertes, de l'avance considérable de l'ennemi sur Pétrograd, ainsi que de l'invasion de l'Ukraine et du centre de la Russie par le sud.

Le travail dans la zone du front devient particulièrement important.

Dans la région de l'Oural où l'Armée Rouge progresse rapidement, les responsables de l'armée, commissaires, membres des sections politiques, etc., ainsi que les ouvriers et paysans du pays, sont tout naturellement animés du désir de rester dans la zone reconquise pour s'y livrer à un travail soviétique fécond ; désir d'autant plus naturel que la lassitude causée par la guerre est plus grande, et que le spectacle des dévastations occasionnées par Koltchak est plus poignant. Mais rien ne serait plus périlleux que de donner suite à ce désir. On risquerait ainsi d'affaiblir l'offensive, de l'entraver, d'offrir à Koltchak davantage de chances de reprendre des forces. Ce serait de notre part un véritable crime contre la révolution.

En aucun cas un militant ne doit être retiré sans raison valable de l'armée de l'Est pour un travail local ! * En aucun cas, n'affaiblir l'offensive ! La seule chance de vaincre définitivement, c'est de faire participer à l'action toute la population de l'Oural qui a connu les horreurs de la « démocratie » à la Koltchak et de continuer l'offensive jusqu'à la *victoire complète* de la révolution en Sibérie.

Tant pis si l'œuvre de construction dans l'Oural retarde, si elle se poursuit moins vite avec des cadres uniquement locaux, faibles, jeunes, inexpérimentés. Nous n'en périrons pas. Mais *nous périrons* si nous *affaiblissons* notre offensive dans l'Oural et en Sibérie ; nous devons l'*accentuer* avec les ouvriers ouraliens insurgés, les paysans de la région de l'Oural qui ont appris à leurs dépens ce que signifient les promesses de « Constituante » du menchévik Maïski et du socialiste-révolutionnaire Tchernov, et ce que signifie le contenu réel de ces promesses, *c'est-à-dire Koltchak.*

Affaiblir l'offensive dans l'Oural et en Sibérie reviendrait à trahir la révolution, à trahir l'œuvre d'affranchissement des ouvriers et des paysans du joug de Koltchak.

On ne doit pas oublier qu'en travaillant dans le secteur du front qui vient d'être libéré, ce qu'il faut surtout, c'est gagner au pouvoir des Soviets la confiance, non seulement

* Si la chose n'est pas absolument nécessaire, ne pas les retirer du tout, mais en faire venir des provinces du centre !

des ouvriers, mais aussi des paysans ; leur expliquer dans la pratique ce qu'est le pouvoir soviétique, pouvoir des ouvriers et des paysans ; prendre du premier coup une juste orientation, celle qui a été établie par le parti après vingt mois d'expérience. Nous ne devons pas répéter dans l'Oural les erreurs commises parfois en Grande-Russie et dont nous perdons rapidement l'habitude.

Dans le secteur du front de Pétrograd et dans l'immense zone militaire qui s'est étendue si vite et d'une façon si menaçante en Ukraine et dans le midi, il faut tout mettre sur pied de guerre, subordonner tout le travail, tous les efforts, toutes les pensées, à la guerre et rien qu'à la guerre. Sinon, il est impossible de repousser l'invasion de Dénikine. C'est évident. Il importe de s'en rendre bien compte et d'agir en conséquence.

Soit dit en passant. L'armée de Dénikine présente une particularité, c'est l'abondance d'officiers et de Cosaques. Ces éléments, qui n'ont pas derrière eux une force massive, sont fort capables de se livrer à des raids soudains, de se lancer dans l'aventure, dans des entreprises désespérées, en vue de semer la panique, de détruire pour détruire.

Dans la lutte contre un tel ennemi il faut porter au plus haut point la discipline et la vigilance militaires. Laisser échapper le moment propice ou s'affoler, c'est tout perdre. Chaque responsable du parti ou de l'administration soviétique doit en tenir compte.

Discipline militaire dans les affaires militaires comme dans toutes les autres !

Vigilance et rigueur militaires, fermeté absolue dans l'adoption de toutes mesures de précaution !

LA QUESTION DES SPECIALISTES MILITAIRES

Le complot monstre qui a éclaté à Krasnaïa Gorka et qui avait pour but de livrer Pétrograd, a remis en cause de façon particulièrement pressante la question des spécialistes militaires et de la lutte avec la contre-révolution à l'arrière. Il est certain que l'aggravation de la crise de l'approvisionnement et de la situation militaire suscite inévitablement et suscitera dans un avenir prochain des tentatives renforcées des contre-révolutionnaires (l'« Union de la Re-

naissance », cadets et menchéviks, socialistes-révolutionnaires de droite, trempaient dans le complot de Pétrograd : les socialistes-révolutionnaires de gauche y ont participé séparément, mais y ont participé tout de même). Il n'est pas moins certain que les spécialistes militaires fourniront dans un avenir prochain un pourcentage accru de traîtres, tout comme les koulaks, les intellectuels bourgeois, les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires.

Mais ce serait commettre une faute irréparable et faire preuve d'un impardonnable manque de caractère que d'envisager, pour cette raison, de modifier les bases de notre politique militaire. Des centaines et des centaines de spécialistes militaires nous trahissent et nous trahiront ; nous les attraperons et nous les fusillerons. Mais nous avons régulièrement et depuis longtemps à notre service des milliers et des dizaines de milliers de spécialistes militaires sans lesquels il eût été impossible de créer l'Armée Rouge qui, sortie de la maudite guérilla, a su remporter de brillantes victoires à l'Est. Les hommes d'expérience qui dirigent notre département militaire, indiquent avec raison que là où la politique du parti est le plus strictement appliquée en ce qui concerne les spécialistes militaires et pour extirper les habitudes de la guérilla ; là où la discipline est plus ferme ; là où le travail politique parmi les troupes et le travail des commissaires sont effectués avec le plus de soin, on trouve, en somme, parmi les spécialistes militaires, le moins de propension à la trahison ; ils ont le moins de possibilités de mettre leurs desseins à exécution ; il n'y a point de relâchement dans l'armée dont la tenue et le moral sont meilleurs ; les victoires sont plus nombreuses. La guérilla, ses traces, ses vestiges, ses survivances ont causé à notre armée comme à celle d'Ukraine infiniment plus de mal, de désagrégation, de défaites, de catastrophes, de pertes humaines et matérielles, que toutes les trahisons des spécialistes militaires.

Le programme de notre parti, tant en ce qui concerne le problème général des spécialistes bourgeois, que la question particulière d'une de leurs variétés, les spécialistes militaires, a strictement déterminé la politique du Parti communiste. Notre parti lutte et « luttera implacablement contre cette idée présomptueuse, pseudo-radicale, et qui n'est en

réalité qu'une preuve d'ignorance, que les travailleurs sont à même de vaincre le capitalisme et l'ordre bourgeois sans rien apprendre des spécialistes bourgeois, sans les utiliser, sans passer par une *longue école* de travail à leurs côtés ».

Par ailleurs, cela se conçoit, le parti ne fait pas « la moindre concession politique à cette couche de la bourgeoisie », il réprime et « réprimera implacablement toute velléité contre-révolutionnaire de sa part ». Il est tout naturel que, lorsqu'une telle « velléité » apparaît ou se dessine avec un degré de probabilité plus ou moins grande, sa « répression implacable » exige d'autres qualités que la lenteur, la prudence d'esprit de l'élève, qualités qu'exige une « longue école », et que celle-ci cultive chez les hommes. La contradiction entre l'état d'esprit de personnes occupées « à faire une longue école de travail aux côtés » des spécialistes militaires, et l'état d'esprit de ceux qu'emporte la tâche immédiate de « réprimer implacablement les velléités contre-révolutionnaires » des spécialistes militaires, peut aisément amener et amène des frictions et des conflits. Il en va de même pour les indispensables mutations individuelles et, parfois, le déplacement d'un grand nombre de spécialistes militaires, déterminés par tel ou tel cas de « velléités » contre-révolutionnaires et, à plus forte raison, de vastes complots.

Ces frictions et ces conflits, nous les tranchons et les trancherons par la voie du parti ; nous en exigerons autant de toutes les organisations du parti ; nous insisterons pour qu'aucun préjudice ne soit porté au travail pratique, pour que les mesures indispensables soient prises sans le moindre atermoiement, sans l'ombre d'une hésitation dans l'application des principes établis de notre politique militaire.

Si certains organismes du parti n'adoptent pas le ton voulu à l'égard des spécialistes militaires (comme récemment à Pétrograd) ou si, en certaines occasions, la « critique » des spécialistes militaires dégénère en entrave directe au travail méthodique et persévérant effectué pour les utiliser, le parti corrige aussitôt et corrigera ces fautes.

Le moyen principal et essentiel consiste à intensifier le travail politique dans l'armée et parmi les mobilisés, à stimuler l'activité des commissaires d'armée, à améliorer leurs effectifs, à élever leur niveau, à leur faire appliquer *en pratique* les exigences du programme du parti et qui, trop

souvent, sont loin d'être appliquées suffisamment, à savoir : « Concentrer le contrôle du commandement (de l'armée), *sous tous ses aspects*, dans les mains de la classe ouvrière. » Critiquer de loin les spécialistes militaires, prétendre redresser les erreurs « à la volée », est une chose par trop facile, partant vaine et nuisible. Que tous ceux qui ont conscience de leur responsabilité politique, que tous ceux qui prennent à cœur les défauts de notre armée, entrent dans les rangs, en qualité de soldats rouges, de chefs, de responsables politiques ou de commissaires ; que chacun travaille : tous les membres du parti trouveront à s'occuper, selon leurs capacités, au sein de l'organisation militaire, en vue de la perfectionner.

Depuis longtemps, le pouvoir des Soviets veille attentivement à ce que les ouvriers, puis les paysans, les communistes surtout, puissent s'initier sérieusement à l'art militaire. Cela se pratique dans de nombreux établissements, institutions, cours, mais d'une façon qui est loin, très loin, d'être suffisante. L'initiative et l'énergie personnelles ont encore beaucoup à faire en la matière. Notamment, les communistes doivent apprendre avec zèle le maniement des mitrailleuses, de l'artillerie, des blindés, etc. ; car ici notre retard est plus sensible et la supériorité de l'adversaire, qui compte un grand nombre d'officiers, plus marquée : ici, un spécialiste militaire peu sûr est capable de causer un grand préjudice ; ici, le rôle du communiste a une importance majeure.

LA LUTTE CONTRE LA CONTRE-REVOLUTION A L'ARRIERE

Comme en juillet dernier, la contre-révolution chez nous, à l'arrière, relève la tête.

La contre-révolution est vaincue, mais elle est loin d'être anéantie ; l'on conçoit qu'elle exploite les victoires de Dénikine et l'aggravation de la crise du ravitaillement. Or, derrière la contre-révolution directe et déclarée, derrière les Cent-Noirs et les cadets, forts de leur capital, de leur lien direct avec l'impérialisme de l'Entente, du fait qu'ils comprennent que la dictature est inévitable et qu'ils sont aptes à l'appliquer (à la manière de Koltchak), se traînent les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires

de droite, et les socialistes-révolutionnaires de gauche, comme toujours hésitants, veules, enjolivant leurs actes par des paroles.

Pas d'illusions à cet égard ! Nous connaissons le « milieu nourricier » qui engendre les entreprises contre-révolutionnaires, les putsches, les complots, etc. ; nous le connaissons très bien. C'est le milieu de la bourgeoisie, des intellectuels bourgeois, des koulaks dans les villages ; partout, c'est le milieu des « sans-parti », puis des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Il faut tripler et décupler notre surveillance sur ce milieu. Il faut décupler la vigilance, car les velléités contre-révolutionnaires de ce côté sont absolument inévitables, en ce moment précis de même que dans un avenir prochain. Sur ce terrain, peuvent évidemment intervenir aussi des tentatives réitérées de faire sauter les ponts, de fomenter des grèves, de se livrer à des entreprises d'espionnage de toute sorte, etc. Les mesures de précaution les plus vigoureuses, systématiques, renouvelées, massives et promptes, sont nécessaires dans tous les centres sans exception, où le « milieu nourricier » contre-révolutionnaire aurait la moindre possibilité de « se blottir ».

En ce qui concerne les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche, il faut tenir compte de l'expérience récente. Dans leur « périphérie », parmi les gens qui gravitent autour d'eux, on constate sans nul doute un revirement, depuis Koltchak et Dénikine vers un rapprochement avec le pouvoir des Soviets. Nous en avons tenu compte et chaque fois que ce revirement s'est manifesté d'une manière tant soit peu réelle, nous avons fait un certain pas à sa rencontre. Cette politique que nous pratiquons, nous ne la modifierons en aucun cas, et il est certain que, d'une façon générale, il y aura un accroissement des « migrations » du camp menchévik et socialiste-révolutionnaire qui penche vers Koltchak et Dénikine, au camp menchévik et socialiste-révolutionnaire qui penche vers le pouvoir des Soviets.

Mais à l'heure actuelle, la démocratie petite-bourgeoise dirigée par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, une démocratie veule et hésitante comme toujours, va où souffle le vent et oscille vers le vainqueur Dénikine. Cela est vrai surtout pour les « chefs politiques » des socia-

listes-révolutionnaires de gauche, des menchéviks (comme Martov et Cie), des socialistes-révolutionnaires de droite (comme Tchernov et Cie), et en général de leurs « groupes littéraires » dont les membres sont, au surplus, très mortifiés de leur complète faillite politique et ont, de ce fait, un «penchant » pratiquement inextirpable pour les aventures *contre* le pouvoir des Soviets.

Il ne faut pas se laisser prendre aux paroles et à l'idéologie de leurs meneurs, à leur loyauté personnelle ou à leur hypocrisie. C'est important pour la biographie de chacun d'eux. Mais cela ne l'est point sur le plan de la politique, c'est-à-dire des rapports entre classes, entre des millions d'hommes. Martov et Cie, « au nom du Comité central », réprouvent solennellement leurs « activistes » et menacent (ils menacent éternellement !) de les exclure du parti. Il n'en reste pas moins vrai que les « activistes » sont les plus forts parmi les menchéviks, qu'ils se retranchent derrière eux pour mener leur action en faveur de Koltchak et de Dénikine. Volski et Cie réprouvent Avksentiev, Tchernov et consorts, mais cela n'empêche nullement ces derniers d'être plus forts que Volski ; cela n'empêche pas Tchernov de dire : « Si ce n'est nous et si ce n'est maintenant, qui renversera les bolchéviks et quand ? » Les socialistes-révolutionnaires de gauche peuvent « travailler » « dans l'indépendance », en dehors de toute entente avec la réaction, avec les Tchernov ; mais en fait, ils sont des alliés de Dénikine et des pions dans *son* jeu, tout comme l'était le défunt socialiste-révolutionnaire de gauche Mouraviev, l'ex-commandant en chef qui, pour des motifs « idéologiques », ouvrit le front aux Tchécoslovaques et à Koltchak.

Martov, Volski et Cie se croient « supérieurs » aux deux parties combattantes ; ils se croient capables d'en former une « troisième ».

Ce désir fût-il sincère, demeure une illusion de démocrate petit-bourgeois qui, aujourd'hui encore, soixante-dix ans après 1848, n'a pas appris l'a b c, à savoir que dans le milieu capitaliste seule la dictature de la bourgeoisie ou la dictature du prolétariat est possible ; qu'aucune tierce solution ne saurait exister. Les Martov et Cie mourront visiblement avec cette illusion. C'est leur affaire. La nôtre est de nous rappeler que, dans la pratique, les flottements

de ces gens-là sont inévitables : aujourd'hui vers Dénikine, demain vers les bolchéviks. A chaque jour suffit sa peine. Aujourd'hui il s'agit de poser la question de front. Qu'est-il préférable ? Attraper et emprisonner, parfois même fusiller, des centaines de traîtres parmi les cadets, les sans-parti, les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, qui « agissent » (soit les armes à la main, soit dans un complot, soit par l'agitation contre la mobilisation comme les typographes et les cheminots menchéviks, etc.) *contre* le pouvoir des Soviets, *c'est-à-dire pour Dénikine* ? Ou bien en arriver au point de laisser Koltchak et Dénikine exterminer, fusiller, fustiger à mort des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans ? Le choix n'est pas difficile.

La question se pose ainsi et seulement ainsi.

Qui ne l'a pas compris jusqu'à présent, qui est capable de pleurnicher sur l'« iniquité » de cette décision, est un homme fini, il faut le livrer à la dérision et à la honte publiques.

MOBILISATION GENERALE DE LA POPULATION

La République des Soviets est une forteresse investie par le capital mondial. Le droit d'y chercher refuge contre Koltchak et, en général, le droit d'y séjourner, nous ne pouvons le reconnaître qu'à ceux qui participent activement à la guerre et nous aident par tous les moyens. De là découle notre droit et notre devoir de mobiliser en bloc la population pour la guerre : qui pour le travail militaire au sens propre du terme, qui pour toutes les formes d'activité auxiliaires.

Pour réaliser entièrement cette tâche, il faut une organisation idéale. Et comme notre organisation d'Etat est très éloignée de la perfection (ce qui n'est nullement étonnant, vu sa jeunesse, sa nouveauté et ses difficultés exceptionnelles de développement), entreprendre de réaliser d'emblée, sur une vaste échelle, quelque chose de complet dans ce domaine, ou même quelque chose de très large, serait verser dans la plus nuisible manie, celle de se nourrir de projets chimériques.

Cependant nous pouvons faire beaucoup à cet égard pour nous rapprocher de l'idéal, et l'« initiative » de nos cadres

du parti et des Soviets est loin, très loin d'être satisfaisante sous ce rapport.

Il suffit de poser cette question et d'attirer l'attention de nos camarades. Point n'est besoin de donner des indications ou suggestions concrètes.

Notons seulement que les démocrates petits-bourgeois les plus proches du pouvoir des Soviets et qui, d'ordinaire, se disent socialistes, tels certains menchéviks « de gauche », etc., s'indignent très volontiers du procédé « barbare », selon eux, de prendre des otages.

Laissons-les s'indigner : il est impossible de faire la guerre autrement, et devant l'aggravation du danger, il est indispensable d'élargir et de multiplier dans tous les sens le recours à ce moyen. Il n'est pas rare, par exemple, que des typographes menchéviks ou jaunes, des cheminots parmi les « administrateurs », et les spéculateurs camouflés, des koulaks, la fraction aisée de la population urbaine (et rurale), et autres éléments analogues, considèrent les mesures de défense contre Koltchak et Dénikine avec une indifférence criminelle et infiniment cynique qui frise le sabotage. Il faut dresser les listes de ces groupes (ou les obliger eux-mêmes à constituer des groupes solidairement responsables), et non seulement les employer à creuser les tranchées, comme cela se pratique parfois, mais encore exiger d'eux une aide matérielle à l'Armée Rouge dans les domaines les plus différents.

Les champs des soldats rouges seront mieux travaillés ; le ravitaillement des soldats rouges en vivres, en tabac et autres objets nécessaires, sera mieux organisé ; pour des milliers et des milliers d'ouvriers et de paysans le danger de mort, conséquence de tel ou tel complot, sera sensiblement réduit, etc., si nous appliquons ce procédé d'une façon plus large, variée et judicieuse.

« LE TRAVAIL DE STYLE REVOLUTIONNAIRE »

En résumant ce qui précède, nous obtenons un bilan très simple : les communistes, les ouvriers et paysans conscients, tous ceux qui ne veulent pas de la victoire de Koltchak et de Dénikine, sont tenus de fournir immédiatement et durant

les mois prochains, un élan d'énergie peu commun, un « travail de style révolutionnaire ».

Si les cheminots de Moscou, ouvriers spécialisés et manœuvres, affamés, fatigués et épuisés, ont pu au nom de la victoire sur Koltchak et jusqu'à la victoire complète sur ce dernier, organiser des « samedis communistes », travailler gratuitement plusieurs heures par semaine et développer une productivité sans précédent, plusieurs fois supérieure à la normale, n'est-ce point là la preuve qu'on peut encore faire beaucoup, énormément ?

Et c'est ce que nous devons faire.

C'est alors que nous vaincrons.

Le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie.

Ecrit le 3 juillet 1919 au plus tard
Publié le 9 juillet 1919 dans les « Izvestia du Comité central du P.C.(b) de Russie » n° 4

Conforme au texte des « Izvestia » collationné sur la copie dactylographiée portant les corrections de Lénine

LA SITUATION ACTUELLE ET LES TACHES IMMEDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS

RAPPORT PRESENTE A LA SEANCE COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU DES DEPUTES SOLDATS ET OUVRIERS, DU CONSEIL DES SYNDICATS DE RUSSIE ET DES DELEGUES DES COMITES DE FABRIQUE ET D'USINE DE MOSCOU. LE 4 JUILLET 1919[*]

Camarades, à l'heure où nous devons porter un jugement sur notre situation générale, on ne peut s'empêcher de comparer juillet 1919 à juillet 1918. Il me semble qu'une telle comparaison, qui s'impose tout naturellement, nous donnera le mieux une idée juste des difficultés nouvelles, et aussi jusqu'à un certain point, des difficultés anciennes qui se sont ancrées, rendant la situation pénible et exigeant de nous un nouvel effort. D'autre part, cette comparaison nous montrera le pas immense franchi par la révolution mondiale au cours de cette année, et pourquoi cette révolution nous inspire, même si l'on considère les choses avec le maximum de lucidité, avec le maximum de méfiance, la ferme certitude que nous allons vers une victoire totale et définitive.

Camarades, rappelez-vous la situation de l'an passé. C'est precisément en juillet 1918 que, semblait-il, les nuées les plus menaçantes, les calamités irréparables s'étaient accumulées autour de la République des Soviets. Alors comme aujourd'hui, l'état du ravitaillement s'était aggravé à la veille de la nouvelle récolte, à la fin de l'année, au moment

où s'épuisent les stocks. L'an dernier la situation était infiniment plus dure qu'à présent. Comme maintenant, aux difficultés du ravitaillement s'ajoutaient des difficultés politiques et militaires, extérieures et intérieures, plus grandes que celles d'aujourd'hui. Quand, l'été passé, le congrès des Soviets se réunissait, les socialistes-révolutionnaires de gauche se soulevaient à Moscou, le commandant en chef de notre armée, le socialiste-révolutionnaire de gauche Mouraviev, trahissait, ouvrant presque le front à l'ennemi. L'été 1918 a vu le complot monstrueux de Iaroslavl, tramé, comme l'ont reconnu et démontré ses membres, par l'ambassadeur de France Noulens qui incita Savinkov à l'organiser en lui donnant l'assurance que les troupes françaises, débarquées à Arkhangelsk, viendraient à la rescousse d'Iaroslavl, qu'il fallait s'attendre, quelle que soit la gravité de la situation de cette ville, à la jonction avec Arkhangelsk, avec les alliés, et, par conséquent, à la chute imminente de Moscou. A l'Est, l'ennemi réussissait au même moment à s'emparer de Samara, de Kazan, de Simbirsk, de Syzran, de Saratov. Au Sud, les Cosaques appuyés par l'impérialisme allemand — ce qui a été établi de la façon la plus précise — recevaient argent et armes. L'ennemi nous attaquait, nous encerclait de part et d'autre, se moquait de nous. Dans les milieux impérialistes allemands, on disait : « Si vous ne pouvez pas avoir raison des Tchécoslovaques, essayez donc d'avoir raison de nous. » Tel était le ton insolent que se permettaient les impérialistes allemands.

Telle était alors la situation de la République des Soviets, prise dans un cercle sans issue, semblait-il, en proie à de terribles difficultés de ravitaillement, à l'heure où notre armée commençait à peine à être mise sur pied. Elle était mal organisée, n'avait pas d'expérience, nous devions former à la hâte un détachement après l'autre ; il ne pouvait être question d'un travail d'ensemble, systématique. Et si nous avons survécu à cette année, si, forts de cette expérience, la gardant toujours à l'esprit, nous considérons la situation actuelle, nous sommes pleinement en droit de dire : oui, la situation est pénible, mais en comparant ce que nous avons subi l'an dernier à ce que nous vivons en ce moment,— il est hors de doute pour tous ceux qui veulent étudier et observer attentivement et non s'abandonner à leur

humeur, — nous constatons même sous l'angle du simple rapport interne des forces, de la confrontation des faits relatifs aux obstacles temporaires, que notre situation présente est incomparablement plus stable, et qu'il serait criminel de céder à la panique. Si l'an passé, les difficultés ont été surmontées, bien que la situation fût infiniment plus dure, nous pouvons affirmer avec une certitude absolue que nous les surmonterons aujourd'hui aussi, sans exagérer le moins du monde nos forces ni minimiser les difficultés. Je dois indiquer les principaux éléments de comparaison, car les orateurs suivants traiteront plus longuement cette question.

L'été dernier, lorsque l'état du ravitaillement s'était aggravé, nous en étions arrivés, en juillet et en août, à ce point que l'organisation chargée de cette tâche, le Commissariat au Ravitaillement, n'avait absolument rien à offrir aux couches de la population les plus fatiguées, les plus épuisées, les plus affamées des villes et localités non agricoles. Cette année, nos services ont accompli un grand pas en avant. En un an, du 1er août 1917 au 1er août 1918, nous n'avions pu stocker que 30 millions de pouds de blé, tandis que dans la période allant du 1er août 1918 au 1er mai 1919, nous en avons déjà stocké 100 millions de pouds. C'est fort peu par rapport à nos besoins, mais cela démontre que pour assurer notre approvisionnement, il faut vaincre les millions de difficultés d'organisation que nous oppose tout paysan propriétaire d'excédents de blé, habitué à l'ancien commerce du blé sur le marché libre et qui considère comme son droit sacré de vendre son blé à un prix libre, — le paysan qui n'est pas encore capable de comprendre qu'à l'heure où le pays lutte contre le capital russe et mondial, le commerce du blé est le plus grand crime d'Etat. C'est outrager le pauvre et l'affamé, c'est rendre le meilleur service au capitaliste et au spéculateur. Nous sommes persuadés que tout paysan qui gagne sa vie par son labeur, à la sueur de son front, l'échine courbée, sait ce qu'est le capitalisme. Il sympathise avec le prolétaire, quoique de façon vague et instinctive, car il a la certitude que le prolétariat consacre toute sa vie et toutes ses forces au renversement du capital. Mais de là à savoir défendre les intérêts de l'Etat socialiste, à placer ces intérêts plus haut que ceux du mercanti qui veut s'enrichir immédiatement, puisqu'il peut

vendre du blé à ceux qui ont faim à un prix exorbitant, il y a loin, très loin. A présent, nous commençons à mesurer cette distance. Nous avons franchi une partie de ce chemin, et c'est pourquoi nous savons bien que, si pénible et épineux qu'il soit, nous sommes en mesure de venir à bout des difficultés. Par rapport à l'an passé, nous avons fait un pas considérable, mais nous sommes encore loin d'avoir aplani tous les obstacles. Nous ne pouvons pas promettre d'amélioration immédiate, mais nous savons que la situation donne beaucoup plus d'espoir, nous savons que nos ressources ne sont pas aussi coupées à présent qu'elles l'étaient l'an dernier par les bandes cosaques au Sud-Est, par l'impérialisme allemand au Sud-Ouest, par les Tchécoslovaques dans les terres à blé de l'Est. La situation est bien meilleure, et c'est pourquoi les semaines à venir, qui apporteront certainement de nouveaux sacrifices et de nouvelles souffrances, nous les traverserons et nous en viendrons à bout, sachant que nous l'avons déjà fait l'an dernier, sachant qu'aujourd'hui notre situation est meilleure et que la difficulté majeure de toute révolution socialiste, celle du blé, nous l'avons connue dans la pratique. De fait, ce n'est pas en nous fondant sur des suppositions et des espoirs, mais sur notre propre expérience pratique que nous disons et affirmons que nous avons appris à surmonter cet obstacle et que nous apprendrons à le surmonter jusqu'au bout.

Si nous considérons la situation militaire, maintenant que les alliés qui avaient occupé l'Ukraine après les Allemands, tenu Odessa et Sébastopol, ont échoué dans leur entreprise, nous voyons que la menace qui paraissait insurmontable à la petite bourgeoisie, au philistin épouvanté, était vaine ; nous voyons que ce géant avait des pieds d'argile. Les alliés ont fait tout leur possible pour pourvoir les gardes blancs, les propriétaires fonciers et les capitalistes d'armes et de munitions. Les journaux anglais se vantaient ouvertement, comme les ministres anglais, d'avoir fourni des renforts à Dénikine. Nous avons été informés qu'ils avaient envoyé des armes et de l'équipement pour 250 000 hommes. On nous a confirmé qu'ils avaient livré des dizaines de tanks. Grâce à ces renforts, à l'heure où l'on nous refoulait à l'Est, Dénikine nous a porté les coups les plus rudes. Nous savons quel dur moment nous avons traversé en juillet

dernier. Nous ne sous-estimons nullement le danger et nous n'ignorons pas le moins du monde la nécessité d'informer au grand jour les larges masses, de leur exposer la situation, de leur expliquer toute la vérité, de leur ouvrir les yeux, parce que mieux les ouvriers et surtout les paysans, — à ceux-là il est très difficile de faire comprendre la vérité — connaissent cette vérité, et plus résolument, fermement et consciemment ils passent de notre côté. (Applaudissements.)

Camarades, le Comité central a décidé hier de charger le camarade Trotski de présenter le rapport sur la situation militaire. Malheureusement, les médecins lui ont catégoriquement interdit de parler aujourd'hui. C'est pourquoi j'exposerai en quelques mots la situation, bien que je ne puisse aucunement prétendre au rôle de rapporteur sur ce point ; mais je puis vous répéter brièvement, camarades, ce que nous a dit hier le camarade Trotski de retour d'une tournée d'inspection au front Sud.

La situation y est effectivement grave, les coups que l'on nous porte sont très rudes, nos pertes sont énormes. La cause de nos revers est double. D'abord, nous avons dû retirer une grande partie de nos troupes pour envoyer des renforts à l'Est, au moment même où nous subissions les coups de Koltchak. Et c'est juste alors que Dénikine a proclamé la mobilisation générale. Il est vrai qu'un membre du Conseil révolutionnaire du front Sud, qui occupe ce poste depuis longtemps, nous a dit que c'est précisément cette mobilisation générale qui perdrait Dénikine, comme elle a perdu Koltchak. Tant que son armée était une armée de classe, tant qu'elle était composée de volontaires, ennemis du socialisme, elle était stable et forte. Mais dès qu'il a imposé le service obligatoire, il a pu, évidemment, mettre promptement sur pied des troupes, mais plus elles sont nombreuses, moins c'est une armée de classe et plus elle est faible. Les paysans enrôlés dans l'armée de Dénikine feront ce qu'avaient fait les paysans sibériens mobilisés dans celle de Koltchak qu'ils ont totalement désagrégée.

La seconde raison de nos insuccès, outre le renforcement considérable de l'armée de Dénikine, c'est le développement de la guérilla sur le front Sud. Le camarade Trotski nous l'a également décrit en détail hier. Vous savez tous ce qu'ont

subi nos armées à cause de l'aventure de Grigoriev, engendrée par le mouvement de Makhno, et ce qu'ont souffert les paysans ukrainiens et tout le prolétariat d'Ukraine sous le règne des hetmans. La haine et la guérilla sont nées spontanément de l'extrême insuffisance du développement de la conscience prolétarienne en Ukraine, de la faiblesse et du manque d'organisation, de l'anarchie de Pétlioura et de la pression de l'impérialisme allemand. Dans chaque détachement, les paysans prenaient les armes, élisaient leur ataman ou leur « batko », pour instaurer un pouvoir local. Ils ne tenaient absolument pas compte du pouvoir central, et chaque « batko » se prenait pour l'ataman de l'endroit et s'imaginait qu'il pouvait résoudre tout seul tous les problèmes ukrainiens, sans se soucier de ce qu'entreprenait le centre. Il est maintenant parfaitement évident pour nous que, dans la situation actuelle, on ne saurait gagner la paysannerie par le seul enthousiasme, la seule passion ; ce procédé n'est pas sûr. Nous avons averti mille fois les camarades ukrainiens que lorsqu'il s'agit d'un mouvement englobant des masses populaires de millions d'hommes, les paroles ne suffisent plus ; il faut qu'ils acquièrent leur propre expérience, qu'ils vérifient eux-mêmes les instructions ; il faut qu'ils forgent leur conviction par leur propre expérience. Celle-ci a coûté très cher aux paysans ukrainiens. Sous l'occupation allemande, ils ont enduré des maux inouïs, consenti des sacrifices inimaginables, subi des épreuves bien plus rudes que les nôtres ; pourtant, ils ne savent pas encore comment s'organiser, conquérir leur indépendance et leur autonomie d'Etat. Au début, après la défaite de l'impérialisme allemand, lorsque les bandes de Dénikine ont commencé à se renforcer, nos troupes ne leur ont pas toujours riposté comme il l'aurait fallu, et lorsque, après les rapides crues printanières, elles ont dû s'arrêter, puisqu'il n'était pas possible d'avancer et que les renforts ne parvenaient pas ici, il y a eu un instant catastrophique qui a porté le premier coup à la paysannerie ukrainienne et à la paysannerie de la zone attenant à l'Ukraine et au Don, mais qui, heureusement, les guérira de leurs défauts : la guérilla et le chaos. Nous savons bien que la paysannerie ukrainienne renversera Dénikine ; nous savons que les coups qu'elle essuie sont extrêmement durs, mais ils éveilleront en elle une conscience

nouvelle et des forces nouvelles. Et le camarade Trotski, qui y a constaté lui-même l'étendue de nos pertes, déclare catégoriquement que cette expérience ne peut pas demeurer inutile pour les Ukrainiens, qu'elle ne manquera pas de transformer toute la psychologie des paysans, chose que nous avons déjà connue. Nous savons que l'an passé, notre situation n'était pas meilleure. Nous savons que plusieurs pays considéraient avec mépris la jeune république russe ; or, à présent, il en va de même dans de nombreux pays, on y observe les mêmes phénomènes.

L'Ukraine se rétablit plus difficilement que nous, mais elle se rétablit tout de même. Elle a tiré les leçons du démembrement, de la guérilla. Ce sera un tournant dans la révolution ukrainienne qui se répercutera sur l'évolution du pays. Ce tournant nous l'avons connu nous aussi ; nous avons renoncé à la guérilla et aux grandes phrases révolutionnaires : « nous ferons tout !», pour prendre conscience de la nécessité d'un travail d'organisation long, stable, persévérant et difficile. C'est la voie sur laquelle nous nous sommes engagés longtemps après Octobre et sur laquelle nous avons obtenu des succès marquants. Nous envisageons l'avenir avec la ferme certitude de surmonter tous les obstacles.

L'un des faits soulignés par le camarade Trotski et qui atteste avec évidence ce tournant, c'est ce qu'il a observé touchant les déserteurs. Il a traversé de nombreuses provinces où nous avions envoyé des camarades pour combattre la désertion, sans obtenir de succès. Il a pris lui-même la parole dans des meetings, et il a vu que nos dizaines de milliers de déserteurs étaient des hommes qui cédaient à la panique ou bien qui suivaient trop facilement la bourgeoisie. Et nous sommes prêts à en tirer des conclusions désespérées. Trotski qui a visité lui-même Koursk et Riazan, a pu s'en convaincre dans plusieurs villes, il a parlé du revirement qui s'est opéré sur ce plan ; c'est à n'y pas croire ! Certains commissaires ont dit que nous sommes actuellement submergés sous le flot des déserteurs qui viennent rejoindre l'Armée Rouge. Ils sont si nombreux que nous pouvons interrompre notre mobilisation ; nous aurons assez des anciens déserteurs qui reviennent.

Les paysans ont vu ce qu'étaient les campagnes des Cosaques et de Dénikine, et la masse paysanne qui a commencé

à considérer les choses deux fois plus consciemment, qui souhaitait qu'on lui apportât la paix sur-le-champ, n'était pas en état de comprendre que la guerre civile nous avait été imposée. Les paysans faisaient tout pour se soustraire à la mobilisation, se cacher dans les bois pour rejoindre les « bandes vertes », et là... advienne que pourra. Voilà l'état des choses qui a abouti à la débâcle en Ukraine et qui a engendré une situation où les déserteurs se comptaient par milliers. Trotski parle du changement survenu lorsque, abordant cette affaire plus hardiment, nous avons accordé un sursis aux déserteurs. Dans la province de Riazan, des centaines de camarades sont allés travailler et le revirement s'est produit : ils ont assisté à un meeting, et ont vu les déserteurs affluer dans l'Armée Rouge. Les commissaires locaux disent qu'ils avaient à peine le temps de les incorporer dans les rangs des soldats rouges. Voilà ce qui a été à l'origine du renforcement des positions dans le secteur de Koursk et de Voronèje, à la suite de la reprise de la gare de Liski. Cette circonstance a permis à Trotski de dire que la situation était difficile au Sud, et que nous devions tendre toutes nos forces. Mais j'affirme que *cette situation n'est pas catastrophique.* Voilà la conclusion à laquelle nous avons abouti hier. (Applaudissements.)

Mais cette conclusion ne suscite pas le moindre doute ; nous ferons notre possible pour tendre toutes nos forces, et nous sommes certains que la conscience des masses laborieuses l'emportera, car en Ukraine l'expérience a confirmé que plus Dénikine approche, mieux on voit ce qu'ils apportent, lui, les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, et plus il nous est facile de combattre la désertion ; nous pouvons d'autant plus hardiment accorder un nouveau sursis d'une semaine aux déserteurs. Avant-hier, au Conseil de la Défense, nous avons encore prolongé ce sursis d'une semaine car nous étions absolument certains que la prise de conscience, provoquée par Dénikine, ne serait pas inutile aux déserteurs, et que l'Armée Rouge se renforcerait si nous n'oublions pas que dans les mois à venir, il nous faudra consacrer toute notre énergie au travail militaire. Et nous devons dire que, de même que nous avons aidé l'Est, nous donnerons maintenant un coup de collier pour aider le Sud et y remporter la victoire. Camarades, celui qui s'abandonne à son hu-

meur, à la panique, pourrait poser ici la question suivante : si nous faisons un effort pour le Sud, nous perdrons ce que nous avons gagné à l'Est. Nous pouvons répondre que les conquêtes de nos troupes à l'Est promettent, selon toute probabilité, une jonction avec la révolution sibérienne. (Applaudissements.)

Hier, à Moscou, un menchévik a présenté un rapport. Vous avez pu lire dans les *Izvestia* un article sur le rapport du citoyen Golossov, où il est dit que les menchéviks s'étaient rendus en Sibérie, pensant y trouver une Assemblée Constituante, la souveraineté populaire, le règne du suffrage universel, la volonté du peuple, et non cette espèce de dictature d'une classe, l'usurpation, la violence, car c'est en ces termes qu'ils parlent du pouvoir des Soviets. L'expérience de ces gens, qui ont flirté avec Kérenski pendant huit mois et ont tout donné à Kornilov, qui n'ont rien appris et sont allés rejoindre Koltchak, — leur a montré à présent que ce ne sont pas des bolchéviks, mais les ennemis des bolchéviks, des hommes qui ont combattu de toutes leurs forces le bolchévisme, qui ont parcouru à pied des centaines de verstes, et ont tiré les conclusions dont nous avons entendu parler et dont l'opinion publique a eu connaissance par les comptes rendus des menchéviks, conclusions proclamant qu'ils s'étaient aliéné non seulement les ouvriers, mais aussi les paysans, et non seulement les paysans, mais aussi les koulaks. Même les koulaks. Même les koulaks se soulèvent contre Koltchak ! (Applaudissements.) Les descriptions des soulèvements contre Koltchak ne sont nullement exagérées. Koltchak a rebuté non seulement les ouvriers et les paysans, mais aussi les intellectuels patriotes qui, avant, se livraient tous au sabotage, ces mêmes intellectuels qui étaient alliés de l'Entente. On nous apprend maintenant que l'Oural s'est soulevé ; nous y trouvons une zone de véritable insurrection ouvrière, et nous disons une fois de plus qu'il y a toutes les chances et toutes les raisons pour que, dans les prochains mois, la victoire dans l'Oural marque le tournant vers la victoire totale de la population sibérienne dans son ensemble sur les bandes de Koltchak.

Camarades, vous avez lu hier dans les journaux que Motovilikha est pris : c'est le seuil de la région industrielle ouralienne. Les précisions sur la prise de Perm, où plusieurs

régiments sont passés de notre côté, le confirment, et nous recevons quotidiennement télégramme sur télégramme, montrant que le tournant décisif dans l'Oural est amorcé. Aujourd'hui, j'ai reçu une dépêche d'Oufa, datée du 2 juillet, qui l'atteste. Nous possédons des renseignements plus détaillés qui nous permettent pleinement d'affirmer que le tournant décisif est amorcé et que nous vaincrons dans l'Oural. En prenant Perm, puis Motovilikha, ces gros centres industriels, où les ouvriers s'organisent, passent par centaines de notre côté et coupent les voies ferrées à l'arrière de l'ennemi, nous avons obtenu beaucoup. Peu d'entre vous ont sans doute eu l'occasion de voir des ouvriers et des paysans qui sont partis de là-bas, qui ont abandonné Koltchak, mais nous souhaiterions que l'on pût en voir davantage à Moscou. Il y a un an, les paysans de l'Oural et de la Sibérie étaient prêts à tourner le dos aux bolchéviks. Ils étaient indignés et révoltés quand les bolchéviks exigeaient du renfort pour cette dure guerre, quand les bolchéviks disaient : « La victoire sur les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ne peut venir toute seule, et si les capitalistes et les grands propriétaires fonciers font la guerre, vous devez consentir tous les sacrifices pour défendre les conquêtes de la révolution. La révolution ne se fait pas sans peine, et si vous pliez sous ces sacrifices, si vous n'avez pas assez d'endurance pour les supporter, vous ferez avorter la révolution. » Les paysans ne voulaient rien entendre, il leur semblait que ce n'était qu'un appel révolutionnaire. Et lorsqu'on leur a promis la paix et l'aide de l'Entente, ils sont passés de l'autre côté. Vous savez que les paysans de Sibérie n'ont pas connu le servage. Ce sont les paysans les plus aisés, habitués à exploiter les déportés venus de Russie ; ce sont des paysans à qui la révolution n'a pas apporté d'améliorations ; leurs chefs étaient issus de la bourgeoisie russe, des milieux menchéviks et socialistes-révolutionnaires : il y en avait là-bas des centaines et des milliers. A Omsk, par exemple, certains disent qu'il y a actuellement 900 000 bourgeois, et d'autres, 500 000. Toute la bourgeoisie s'y est rassemblée au grand complet, tous ceux qui prétendaient diriger le peuple sous prétexte qu'ils étaient instruits et cultivés, qu'ils étaient habitués à gouverner ; tous les partis, depuis les menchéviks jusqu'aux socialistes-révolutionnaires, s'y sont retrouvés.

Ils avaient des paysans cossus, résolus, hostiles au socialisme ; ils recevaient l'aide de tous les Etats de l'Entente, d'Etats tout-puissants, maîtres du pouvoir dans le monde entier. Ils avaient des voies ferrées avec libre accès à la mer, ce qui équivaut à la domination totale, car le pavillon des alliés n'a aucun adversaire dans le monde et règne sur le globe terrestre. Que manquait-il donc encore ? Pourquoi ces gens qui avaient réuni tout ce qu'il était possible de réunir contre les bolchéviks, une région de paysans cossus et forts et l'aide de l'Entente, pourquoi, après deux ans d'expérience, ont-ils échoué au point qu'au lieu de la « souveraineté du peuple » il n'est resté que la domination féroce de fils de hobereaux et de capitalistes, au point que les troupes de Koltchak se sont complètement disloquées, ce qui saute aux yeux, puisque nos soldats rouges approchent de l'Oural en libérateurs. Il y a un an, pourtant, les paysans disaient : « A bas les bolchéviks parce qu'ils accablent les paysans », et passaient du côté des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Alors, ils ne croyaient pas ce que nous disions. A présent, ils l'ont éprouvé eux-mêmes : ils ont vu que les bolchéviks leur prenaient un cheval, tandis que les hommes de Koltchak prenaient tout : les chevaux et le reste, et restauraient la discipline tsariste. A présent, instruits par l'expérience du passé, les paysans accueillent l'Armée Rouge en libératrice et disent qu'avec les bolchéviks une liberté durable et complète sera instaurée en Sibérie. (Applaudissements.)

L'expérience du pouvoir de Koltchak nous est extrêmement précieuse ; elle nous montre à une échelle réduite ce qui se passe dans le monde entier, elle nous montre les véritables sources, inépuisables, indestructibles, de la force des bolchéviks. Nous paraissions impuissants lorsque la Sibérie se trouvait entre les mains de nos ennemis. A présent, cette force gigantesque s'est effondrée. Pourquoi ? Parce que nous avions porté une appréciation juste sur la guerre impérialiste et ses conséquences, parce que nous avions raison de dire que l'humanité en sortirait changée ; les hommes ont subi de telles souffrances, de tels tourments, ils sont tellement exaspérés contre le capitalisme que le règne de la classe ouvrière viendra, le socialisme sera instauré. On a parlé d'un « juste milieu », et je sais bien que c'est le rêve des socialistes-

révolutionnaires de droite et des menchéviks, que les meilleurs éléments de ces partis intermédiaires rêvent sincèrement de ce juste milieu, mais l'expérience de pays entiers, l'expérience des peuples nous apprend que c'est un songe creux, car il n'existe pas de milieu dans le royaume de l'Assemblée Constituante où les Tchernov et les Maïski ont tenté une nouvelle carrière ministérielle qui s'est soldée par un échec complet. Est-ce un hasard, ou bien une calomnie bolchévique ? Personne ne le croira ! Et si, partis avec une telle confiance en l'Assemblée Constituante, ils en sont arrivés à une pareille déroute, cela confirme encore une fois combien les bolchéviks ont raison lorsqu'ils disent : ou bien la dictature de la classe ouvrière, la dictature des travailleurs et la victoire sur le capitalisme, ou bien la domination la plus immonde et la plus sanglante de la bourgeoisie, allant jusqu'à la monarchie que Koltchak avait instaurée comme en Sibérie. Et maintenant, pour terminer je passerai des leçons et conclusions touchant la Sibérie, à un bref exposé de la situation internationale.

Camarades, sur le plan intérieur, nous avons fait un grand pas en avant : les millions de paysans russes qui, l'an passé, envisageaient le monde de la manière la plus inconsciente, croyaient tous ceux qui débitaient de belles phrases sur l'Assemblée Constituante, étaient découragés par les fardeaux que leur imposait le bolchévisme, fuyaient dès qu'on les appelait à lutter, — ces paysans ont vécu depuis lors la rude et sanglante expérience de la domination allemande au Sud, et cette expérience leur a beaucoup appris. Nous sommes devenus extrêmement forts parce que des millions d'hommes ont compris ce qu'était Koltchak ; des millions de paysans de Sibérie sont venus au bolchévisme, tous y attendent les bolchéviks, non grâce à nos prêches et à nos théories, mais grâce à leur propre expérience : ils avaient appelé et installé les socialistes-révolutionnaires ; or cette instauration du pouvoir des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks a donné la vieille monarchie russe, le vieux pouvoir policier, qui a fait régner, sous le régime de la « démocratie », une violence sans précédent. Mais cette guérison du peuple coûte cher. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Voyez la situation internationale. Sous ce rapport, n'avons-nous pas réalisé depuis un an des progrès inouïs ?

Alors, même des hommes dévoués à la révolution ne s'étaient-ils pas détournés de nous, disant que les bolchéviks avaient livré la Russie aux rapaces allemands, que la paix de Brest-Litovsk avait fait éclater la faute irréparable commise ? Ne considéraient-ils pas que seule l'alliance avec la France démocratique et l'Angleterre sauverait la Russie ? Et alors ? Quelques mois après la crise de l'an passé, la paix de Brest-Litovsk est devenue caduque. Six mois se sont écoulés depuis le 9 novembre 1918, date de la défaite allemande, et au bout de six mois d'efforts, les impérialistes français et anglais ont conclu la paix. Qu'a-t-elle donné, cette paix ? Les ouvriers qui étaient jusqu'alors du côté des partisans des impérialistes français et anglais, apôtres de la guerre jusqu'au bout, passent maintenant non pas de jour en jour, mais d'heure en heure, de notre côté et se disent : « Pendant quatre ans on nous a trompés, on nous a conduits à la guerre. Au nom de la liberté, on nous promettait la défaite de l'Allemagne, la victoire de la liberté et de l'égalité, la victoire de la démocratie, et au lieu de cela, on nous a offert la paix de Versailles ; une paix de violence et d'injustice, une paix de brigandage et de lucre. » Cette année a été une année d'âpre lutte pour la victoire de la révolution internationale. Et si on compare notre situation à celle de nos ennemis, on constate qu'elle nous gagnait à chaque pas, dans le monde entier, un nombre croissant d'alliés. A présent, nous voyons que ce que les Allemands tiennent, de leur point de vue impérialiste, pour une défaite, ce que les Français et les Anglais considèrent comme une victoire totale, est le commencement de la fin pour les impérialistes anglais et français. Le mouvement ouvrier se renforce à présent d'heure en heure. Les ouvriers exigent le retrait des troupes étrangères de Russie et la dénonciation du traité de Versailles. Nous étions isolés à la veille de la paix de Brest-Litovsk ; elle est devenue caduque, cédant la place à la paix de Versailles qui étouffe l'Allemagne.

En dressant le bilan de l'année écoulée, en reconnaissant franchement toutes les difficultés, nous pouvons vous dire avec sérénité, confiance et fermeté : camarades, nous sommes venus une fois de plus vous exposer la situation générale et décrire aux ouvriers moscovites d'avant-garde les obstacles auxquels nous nous sommes à nouveau heurtés, vous

inviter à réfléchir sur les enseignements de cette année pénible, et, à partir de ces réflexions, de cette appréciation et de cette expérience, à acquérir avec nous la conviction inébranlable que nous l'emporterons, non seulement en Russie, mais à l'échelle internationale. Nous tendrons une fois de plus nos forces pour effacer les revers que nous avons subis au Sud. Nous mettrons en œuvre des moyens éprouvés d'organisation, de discipline et de dévouement, et alors, nous en sommes certains, Dénikine sera battu, écrasé, il s'effondrera comme s'est effondré Koltchak et comme s'effondrent à présent les impérialistes français et anglais. (Vifs applaudissements.)

Un bref compte rendu a été publié le 6 juillet 1919 dans la « Pravda » n° 145
Publié intégralement pour la première fois en 1932

Texte conforme au sténogramme collationné sur le texte de la « Pravda »

DE L'ETAT

CONFERENCE FAITE A L'UNIVERSITE SVERDLOV
LE 11 JUILLET 1919[*]

Camarades, le thème de notre causerie d'aujourd'hui, selon votre plan d'études qui m'a été remis, est celui de l'Etat. J'ignore jusqu'à quel point cette question vous est déjà familière. Si je ne me trompe, vos cours viennent de commencer, et c'est la première fois que vous abordez ce sujet d'une façon suivie. Cela étant, il se pourrait fort bien que dans ma première conférence sur cette question si difficile, mon exposé ne soit ni assez clair ni assez intelligible pour beaucoup de mes auditeurs. S'il en était ainsi, que cela ne vous trouble pas, car le problème de l'Etat est un des plus complexes, un des plus difficiles qui soit, c'est peut-être celui que les savants, les écrivains et les philosophes bourgeois ont le plus embrouillé. Aussi ne doit-on jamais s'attendre à réussir, au cours d'une brève causerie, à l'élucider entièrement d'emblée. Après la première causerie sur ce sujet, il convient de noter pour soi les passages non compris ou obscurs, afin d'y revenir une deuxième, une troisième, une quatrième fois ; afin de compléter et d'élucider plus tard, par la suite, ce qui était resté incompris, tant par des lectures qu'aux conférences et aux causeries. J'espère que nous aurons de nouveau l'occasion de nous réunir et qu'alors nous pourrons procéder à un échange de vues sur toutes les questions qui seront venues s'y ajouter et tirer au clair ce qui était resté le plus obscur. J'espère aussi que pour compléter les causeries et les cours, vous consacrerez

un certain temps à lire au moins quelques-uns des principaux ouvrages de Marx et d'Engels. Je suis certain que dans la liste des livres recommandés et dans les manuels mis par votre bibliothèque à la disposition des étudiants de l'école d'administration et du parti, — je suis certain que vous trouverez ces principaux ouvrages ; bien que, là encore, les difficultés de comprendre l'exposé puissent au premier abord rebuter certains, je dois une fois de plus vous prévenir qu'il ne faut pas que cela vous trouble, que ce qui n'est pas clair après une première lecture le deviendra à la seconde lecture, ou lorsque vous aborderez la question d'un autre côté ; je le répète, cette question est si compliquée et si embrouillée par les savants et les écrivains bourgeois, que quiconque veut y réfléchir sérieusement et se l'assimiler par lui-même, doit l'aborder à plusieurs reprises, y revenir encore et encore, la considérer sous ses différents aspects pour en acquérir une intelligence nette et sûre. Il vous sera d'autant plus facile d'y revenir que c'est une question à ce point essentielle, à ce point capitale de toute la politique que vous vous y heurtez toujours, quotidiennement dans tout journal, à propos de tout problème économique ou politique, non seulement à une époque orageuse et révolutionnaire comme la nôtre mais aussi aux époques les plus calmes : qu'est-ce que l'Etat, quelle est sa nature, quel est son rôle, quelle est l'attitude de notre parti, du parti qui lutte pour renverser le capitalisme, du Parti communiste, à l'égard de l'Etat ; chaque jour, pour telle ou telle raison, vous serez amenés à cette question. Ce qu'il faut surtout, c'est que vos lectures, les causeries et les cours qui vous seront faits sur l'Etat, vous apprennent à aborder ce sujet par vous-mêmes, car il se posera à vous à tout propos, à propos de chaque question mineure, dans les imbrications les plus imprévues, dans vos causeries et vos discussions avec vos adversaires. C'est seulement le jour où vous aurez appris à vous orienter par vous-mêmes en cette matière que vous pourrez vous considérer comme suffisamment fermes dans vos convictions et les défendre avec succès devant n'importe qui et à n'importe quel moment.

Après ces brèves remarques, je passerai à la question même : qu'est-ce que l'Etat, comment il est apparu et quelle doit être, pour l'essentiel, l'attitude envers l'Etat

du Parti communiste, parti de la classe ouvrière, qui lutte pour le renversement complet du capitalisme.

J'ai déjà dit qu'il n'est sans doute pas une question qui, sciemment ou non, ait été aussi embrouillée par les représentants de la science, de la philosophie, de la jurisprudence, de l'économie politique et du journalisme bourgeois. Très souvent, et aujourd'hui encore, on y fait intervenir des questions religieuses ; très souvent, les tenants des doctrines religieuses (ce qui est tout naturel de leur part), et aussi des gens qui se croient affranchis de tout préjugé religieux, mêlent au problème particulier de l'Etat des questions de religion ; ils tentent d'édifier une théorie bien souvent complexe, s'appuyant sur une conception et une argumentation d'ordre idéologique et philosophique, théorie selon laquelle l'Etat serait quelque chose de divin, de surnaturel, on ne sait quelle force vivifiante de l'humanité, qui confère ou doit conférer aux hommes, apporte avec soi, quelque chose qui n'a rien d'humain, qui lui vient du dehors, bref une force d'origine divine. Et il faut dire que cette théorie est si intimement liée aux intérêts des classes exploiteuses, propriétaires fonciers et capitalistes, elle sert si bien leurs intérêts, elle a si profondément imprégné les habitudes, les opinions, la science de messieurs les représentants de la bourgeoisie, que vous en trouverez des vestiges à chaque pas, et jusque dans la conception que se font de l'Etat les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui repoussent avec indignation l'idée qu'ils sont sous l'emprise de préjugés religieux, et qui sont convaincus de pouvoir considérer l'Etat avec une parfaite lucidité. Si cette question est si embrouillée et si compliquée, c'est parce que, plus que toute autre, elle touche aux intérêts des classes dominantes (ne le cédant à cet égard qu'aux principes de la science économique). La théorie de l'Etat sert à justifier les privilèges sociaux, à justifier l'exploitation, à justifier l'existence du capitalisme ; ce serait donc une grosse erreur d'espérer qu'on fît preuve d'impartialité sur ce point, d'envisager ce problème comme si ceux qui prétendent à l'objectivité scientifique pouvaient vous donner à ce sujet le point de vue de la science pure. Dans la question de l'Etat, dans la doctrine de l'Etat, dans la théorie de l'Etat, vous retrouverez toujours, quand vous vous serez familiarisés avec cette question et l'aurez

suffisamment approfondie, la lutte des différentes classes entre elles, lutte qui se reflète ou qui se traduit dans celle des différentes conceptions de l'Etat, dans l'appréciation du rôle et de l'importance de l'Etat.

Afin d'aborder ce sujet de la façon la plus scientifique, il convient de jeter un coup d'œil sur l'histoire, fût-il rapide, sur les origines et l'évolution de l'Etat. Dans toute question relevant de la science sociale, la méthode la plus sûre, la plus indispensable pour acquérir effectivement l'habitude d'examiner correctement le problème, et de ne pas se perdre dans une foule de détails ou dans l'extrême diversité des opinions adverses, la condition la plus importante d'une étude scientifique, c'est de ne pas oublier l'enchaînement historique fondamental ; c'est de considérer chaque question du point de vue suivant : comment tel phénomène est apparu dans l'histoire, quelles sont les principales étapes de son développement ; et d'envisager sous l'angle de ce développement ce que ce phénomène est devenu aujourd'hui.

J'espère que sur la question de l'Etat, vous lirez l'ouvrage d'Engels *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.* C'est une des œuvres maîtresses du socialisme moderne, où l'on peut faire confiance à chaque phrase, être sûr qu'elle n'a pas été écrite au petit bonheur, mais qu'elle s'appuie sur une énorme documentation historique et politique. Sans doute, cet ouvrage n'est pas d'un accès et d'une compréhension également faciles dans toutes ses parties : quelques-unes supposent que le lecteur possède déjà certaines connaissances historiques et économiques. Mais je le répète : vous ne devez pas vous troubler si vous ne comprenez pas cet ouvrage à la première lecture. C'est une chose qui n'arrive presque jamais. Mais lorsque vous y reviendrez par la suite, quand votre intérêt aura été éveillé, vous finirez par le saisir dans sa majeure partie, sinon entièrement. Si je mentionne ce livre, c'est parce qu'il montre comment aborder correctement la question sous le rapport que j'ai indiqué. Il commence par tracer un aperçu historique de l'origine de l'Etat.

Pour traiter convenablement cette question, de même que toute autre, par exemple la naissance du capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, le socialisme, l'origine du socialisme, les conditions qui l'ont engendré, —

pour aborder, dis-je, toute question de ce genre sérieusement, avec assurance, il faut d'abord jeter un coup d'œil d'ensemble sur l'évolution historique. Sur ce point, on doit tout d'abord observer que l'Etat n'a pas toujours existé. Il fut un temps où il n'y avait pas d'Etat. Il apparaît là et au moment où se manifeste la division de la société en classes, quand apparaissent exploiteurs et exploités.

Avant que surgît la première forme de l'exploitation de l'homme par l'homme, la première forme de la division en classes — propriétaires d'esclaves et esclaves, — il y avait la famille patriarcale ou, comme on l'appelle parfois, *clanale* (du mot clan, génération, lignée à l'époque où les hommes vivaient par clans, par lignées), et des vestiges assez nets de ces époques anciennes ont subsisté dans les mœurs de maints peuples primitifs ; si vous prenez un ouvrage quelconque sur les civilisations primitives, vous y trouverez toujours des descriptions, des indications, des souvenirs plus ou moins précis attestant qu'il fut un temps plus ou moins semblable à un communisme primitif, où la société n'était pas divisée en propriétaires d'esclaves et en esclaves. Alors il n'y avait pas d'Etat, pas d'appareil spécial pour user systématiquement de la violence et contraindre les hommes à s'y soumettre. C'est cet appareil qu'on appelle l'Etat.

Dans la société primitive, à l'époque où les hommes vivaient par petits clans, aux premiers degrés du développement, dans un état voisin de la sauvagerie, une époque dont l'humanité civilisée moderne est séparée par des milliers d'années, on n'observe pas d'indices d'existence de l'Etat. On y voit régner les coutumes, l'autorité, le respect, le pouvoir dont jouissaient les anciens du clan ; ce pouvoir était parfois dévolu aux femmes — la situation de la femme ne ressemblait pas alors à ce qu'elle est aujourd'hui, privée de droits, opprimée ; mais nulle part, une *catégorie* spéciale d'hommes ne se différencie pour gouverner les autres et mettre en œuvre d'une façon systématique, constante, à des fins de gouvernement, cet appareil de coercition, cet appareil de violence que sont à l'heure actuelle, vous le comprenez tous, les détachements armés, les prisons et autres moyens de contraindre la volonté d'autrui par la violence, ce qui constitue l'essence même de l'Etat.

Si l'on fait abstraction des doctrines religieuses, des subterfuges, des systèmes philosophiques, des différentes opinions des savants bourgeois, et si l'on va vraiment au fond des choses, on verra que l'Etat se ramène précisément à cet appareil de gouvernement qui s'est dégagé de la société. C'est quand apparaît ce groupe d'hommes spécial dont la seule fonction est de gouverner, et qui pour ce faire a besoin d'un appareil coercitif particulier, — prisons, détachements spéciaux, troupes, etc., afin de contraindre la volonté d'autrui par la violence, alors apparaît l'Etat.

Mais il fut un temps où l'Etat n'existait pas, où les rapports sociaux, la société elle-même, la discipline, l'organisation du travail tenaient par la force de l'habitude et des traditions, par l'autorité ou le respect dont jouissaient les anciens du clan ou les femmes, dont la situation était alors non seulement égale à celle des hommes, mais souvent même supérieure, et où il n'existait pas une catégorie particulière d'hommes, de spécialistes, pour gouverner. L'histoire montre que l'Etat, appareil coercitif distinct, n'a surgi que là et au moment où est apparue la division de la société en classes, donc la division en groupes d'hommes dont les uns peuvent constamment s'approprier le travail d'autrui, là où les uns exploitent les autres.

Il doit toujours être évident pour nous que cette division de la société en classes au cours de l'histoire est le fait essentiel. L'évolution des sociétés humaines tout au long des millénaires, dans tous les pays sans exception, nous montre la loi générale, la régularité, la logique de cette évolution : au début, une société sans classes, une société patriarcale, primitive, sans aristocratie ; ensuite, une société fondée sur l'esclavage, une société esclavagiste. Toute l'Europe civilisée moderne passa par là : l'esclavage y régnait sans partage il y a deux mille ans. Il en fut de même pour l'écrasante majorité des peuples des autres continents. Des traces de l'esclavage subsistent, aujourd'hui encore, chez les peuples les moins évolués, et vous trouverez même à présent des institutions relevant de l'esclavage, en Afrique par exemple. Propriétaires d'esclaves et esclaves : telle est la première grande division en classes. Aux premiers appartenaient tous les moyens de production, la terre,

les instruments, encore grossiers et primitifs, et aussi des hommes. On les appelait propriétaires d'esclaves, et ceux qui peinaient au profit des autres étaient dits esclaves.

A cette forme sociale, une autre, le servage, succéda au cours de l'histoire. Dans l'immense majorité des pays, l'esclavage se transforma en servage. Seigneurs féodaux et paysans serfs : telle était la principale division de la société. Les rapports entre les hommes changèrent de forme. Les propriétaires d'esclaves considéraient les esclaves comme leur propriété ; ce qui était consacré par la loi : l'esclave était une chose qui appartenait entièrement à son propriétaire. Pour le paysan serf, l'oppression de classe, la sujétion, subsistait ; mais le seigneur n'était pas censé posséder le paysan comme une chose ; il avait seulement le droit de s'approprier les fruits de son travail et de le contraindre à s'acquitter de certaines redevances. Pratiquement, vous le savez tous, le servage, notamment en Russie où il s'était maintenu le plus longtemps et avait pris les formes les plus brutales, ne se distinguait en rien de l'esclavage.

Par la suite, à mesure que le commerce se développait et qu'un marché mondial se constituait, à mesure que s'étendait la circulation monétaire, une nouvelle classe, celle des capitalistes, apparut dans la société féodale. La marchandise, l'échange des marchandises, le pouvoir de l'argent, engendra le pouvoir du capital. Au cours du XVIII^e^ siècle, ou plutôt à partir de la fin du XVIII^e^ siècle, et durant le XIX^e^ siècle, des révolutions éclatèrent dans le monde entier. Le servage fut aboli dans tous les pays d'Europe occidentale. C'est en Russie qu'il disparut le plus tard. En 1861, la transformation s'y produisit également, à la suite de quoi une forme sociale se substitua à une autre ; le servage cède la place au capitalisme où la division en classes demeurait, ainsi que des traces et des survivances du servage, mais où, pour l'essentiel, la division en classes affectait une autre forme.

Les détenteurs du capital, les possesseurs de la terre, les propriétaires de fabriques et d'usines constituaient et constituent dans tous les Etats capitalistes une infime minorité de la population, qui dispose de tout le travail de la nation et qui partant tient à sa merci, opprime et exploite

la masse des travailleurs, dont la majorité sont des prolétaires, des ouvriers salariés qui, dans le processus de la production, ne se procurent des moyens de subsister qu'en vendant leurs bras, leur force de travail. Avec le passage au capitalisme, les paysans, disséminés et opprimés à l'époque du servage, deviennent en partie des prolétaires (c'est la majorité), en partie des paysans aisés (c'est la minorité) qui eux-mêmes embauchent des ouvriers et forment une bourgeoisie rurale.

Vous ne devez jamais perdre de vue ce fait fondamental : la société passe des formes primitives de l'esclavage au servage, et, finalement, au capitalisme ; en effet, ce n'est que si vous vous rappelez ce fait essentiel, si vous inscrivez dans ce cadre fondamental toutes les doctrines politiques, que vous pourrez les juger correctement et comprendre à quoi elles se rapportent ; car chacune de ces grandes périodes de l'histoire humaine — esclavage, servage et capitalisme — embrasse des millénaires ou des siècles, et offre une telle diversité de formes politiques, de théories, d'opinions, de révolutions politiques, qu'il est impossible de se retrouver dans cette extraordinaire diversité, dans cette variété prodigieuse, se rattachant surtout aux théories politiques, philosophiques et autres des savants et des hommes politiques bourgeois, si l'on ne prend une bonne fois pour fil d'Ariane cette division de la société en classes, le changement des formes de la domination de classe, et si l'on n'analyse de ce point de vue tous les problèmes sociaux, d'ordre économique, politique, spirituel, religieux ou autre.

Si vous considérez l'Etat en partant de cette division primordiale, vous constaterez, comme je l'ai déjà dit, qu'avant la division de la société en classes, l'Etat n'existait pas. Mais à mesure que se dessine et s'affirme la division de la société en classes, avec la naissance de la société de classes, on voit l'Etat apparaître et se consolider. Au cours de l'histoire de l'humanité, des dizaines et des centaines de pays ont connu et connaissent l'esclavage, le servage et le capitalisme. Dans chacun d'eux, malgré les immenses transformations historiques qui se sont produites, malgré toutes les péripéties politiques et les révolutions corrélatives à ce développement de l'humanité, au passage de l'esclavage au servage, puis au capitalisme et à la lutte aujourd'hui

universelle contre le capitalisme, — vous verrez toujours surgir l'Etat. Celui-ci a toujours été un appareil dégagé de la société et composé d'un groupe d'hommes s'occupant exclusivement ou presque exclusivement, ou principalement, de gouverner. Les hommes se divisent en gouvernés et en spécialistes de l'art de gouverner, qui se placent au-dessus de la société et qu'on appelle des gouvernants, des représentants de l'Etat. Cet appareil, ce groupe d'hommes qui gouvernent les autres, prend toujours en mains des instruments de contrainte, de coercition, que cette violence soit exercée par le gourdin à l'âge primitif, ou par des armes plus perfectionnées à l'époque de l'esclavage, ou par des armes à feu apparues au moyen âge, ou enfin au moyen des armes modernes qui sont, au XX^{e} siècle, de véritables merveilles, entièrement basées sur les dernières réalisations de la technique. Les formes sous lesquelles s'exerçait la violence ont changé, mais toujours, dans chaque société où l'Etat existait, il y avait un groupe d'hommes qui gouvernaient, commandaient, dominaient et qui, pour garder le pouvoir, disposaient d'un appareil de coercition, d'un appareil de violence, de l'armement qui correspondait au niveau technique de l'époque. Et c'est uniquement si nous considérons ces faits d'ordre général, si nous nous demandons pourquoi l'Etat n'existait pas quand il n'y avait pas de classes, lorsqu'il n'y avait ni exploiteurs ni exploités, et pourquoi il a surgi quand les classes sont apparues, que nous trouverons une réponse nette à cette question : quelle est la nature de l'Etat et quel est son rôle ?

L'Etat, c'est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre. Quand la société ignorait l'existence des classes ; quand les hommes, avant l'époque de l'esclavage, travaillaient dans des conditions primitives, alors que régnait une plus grande égalité et que la productivité du travail était encore très basse ; quand l'homme primitif se procurait à grand-peine ce qui était nécessaire à sa subsistance sommaire et primitive, il n'y avait pas, il ne pouvait y avoir de groupe d'hommes spécialement chargés de gouverner et faisant la loi sur le restant de la société. C'est seulement quand l'esclavage, première forme de division de la société en classes, est apparu ; quand une classe d'hommes, en s'adonnant aux formes les plus rudes du tra-

vail agricole, a pu produire un certain excédent, et que cet excédent qui n'était pas absolument indispensable à l'existence extrêmement misérable de l'esclave, était accaparé par les propriétaires d'esclaves, c'est alors que cette dernière classe s'est affermie ; mais pour qu'elle pût s'affermir, il fallait que l'Etat apparût.

Et il est apparu, l'Etat esclavagiste, appareil qui donnait aux propriétaires d'esclaves le pouvoir, la possibilité de gouverner tous les esclaves. La société et l'Etat étaient alors beaucoup moins étendus qu'aujourd'hui ; ils disposaient d'un moyen de liaison infiniment plus rudimentaire : les moyens de communication actuels n'existaient pas. Les montagnes, les rivières et les mers étaient de bien plus grands obstacles qu'à présent, et l'Etat se constituait dans des frontières géographiques beaucoup plus restreintes. L'appareil d'Etat, techniquement très imparfait, desservait un Etat aux frontières relativement étroites et à la sphère d'action limitée. Mais c'était quand même un appareil qui maintenait les esclaves assujettis, qui tenait une partie de la société sous la contrainte et l'oppression exercée par l'autre. On ne saurait obliger la majeure partie de la société à travailler régulièrement pour l'autre sans un appareil coercitif permanent. Tant qu'il n'y avait pas de classes, il n'existait pas. Quand les classes sont apparues, à mesure que cette division s'accentuait et s'affirmait, toujours et partout on voyait apparaître une institution spéciale : l'Etat. Les formes de l'Etat ont été extrêmement variées. Au temps de l'esclavage, dans les pays les plus avancés, les plus cultivés et les plus civilisés de l'époque telles la Grèce et Rome antiques, entièrement fondés sur l'esclavage, nous avons déjà diverses formes d'Etat. Alors, on distingue déjà la monarchie et la république, l'aristocratie et la démocratie. La monarchie, c'est le pouvoir d'un individu ; en république, tout pouvoir repose sur l'élection ; l'artistocratie, c'est le pouvoir d'une minorité relativement restreinte ; la démocratie, c'est le pouvoir du peuple (en grec, le mot démocratie signifie littéralement : pouvoir du peuple). Toutes ces distinctions sont apparues à l'époque de l'esclavage. Mais malgré ces différences, que ce fût une monarchie ou une république aristocratique ou démocratique, l'Etat, à l'époque de l'esclavage, était un Etat esclavagiste.

Tous les cours d'histoire ancienne, toutes les conférences sur ce sujet vous parleront de la lutte entre les Etats monarchiques et républicains ; mais l'essentiel, c'est que les esclaves n'étaient pas considérés comme des hommes ; je ne dis pas comme des citoyens, mais même comme des hommes. Au regard du droit romain, ils étaient des choses. Les lois concernant le meurtre, pour ne rien dire des autres lois relatives à la protection de l'individu, ne s'appliquaient pas aux esclaves. Elles défendaient uniquement les propriétaires d'esclaves, qui seuls jouissaient de tous les droits civiques. Monarchie ou république, c'était une monarchie ou une république esclavagiste. Tous les droits y appartenaient aux propriétaires d'esclaves, alors que les esclaves n'étaient que des choses aux yeux de la loi ; non seulement toute violence était permise à leur égard, mais même le meurtre d'un esclave n'était pas considéré comme un crime. Les républiques esclavagistes différaient par leur organisation interne : il y avait des républiques aristocratiques et des républiques démocratiques. Dans la république aristocratique, un petit nombre seulement de privilégiés avaient le droit de vote ; dans une république démocratique, tous le possédaient, tous les propriétaires d'esclaves, tous, sauf les esclaves. Il ne faut pas perdre de vue cette circonstance essentielle, car c'est surtout elle qui éclaire la question de l'Etat et met en évidence la vraie nature de celui-ci.

L'Etat est une machine qui permet à une classe d'en opprimer une autre, une machine destinée à maintenir dans la sujétion d'une classe toutes les autres classes qui en dépendent. Cette machine revêt différentes formes. Dans l'Etat esclavagiste, nous avons la monarchie, la république aristocratique, ou même la république démocratique. En réalité, si la forme de gouvernement variait à l'extrême, le fond ne changeait pas : les esclaves n'avaient aucun droit et restaient une classe opprimée, ils n'étaient pas considérés comme des êtres humains. Il en va de même dans l'Etat féodal.

Le changement survenu dans les formes d'exploitation a transformé l'Etat esclavagiste en Etat féodal. Cela avait une importance énorme. Dans la société esclavagiste, l'esclave n'a aucun droit, il n'est pas considéré comme un être humain ; dans la société féodale, le paysan est attaché à la

terre. Ce qui caractérisait essentiellement le servage, c'est que la paysannerie (les paysans constituaient alors la majorité, la population des villes étant très peu nombreuse) était attachée à la glèbe, d'où le terme même de servage. Le serf pouvait travailler un certain nombre de jours pour son compte, sur le lopin de terre que lui avait donné le seigneur ; les autres jours, il travaillait pour son maître. La nature même de la société de classe subsistait : elle reposait sur l'exploitation de classe. Les seigneurs féodaux seuls avaient tous les droits ; les paysans n'en avaient aucun. Pratiquement, leur situation se distinguait fort peu de celle des esclaves dans la société esclavagiste. Pourtant une voie plus large s'ouvrait pour leur émancipation, pour l'émancipation des paysans, car le serf n'était pas considéré expressément comme la propriété du seigneur. Il pouvait passer une partie de son temps sur son lopin de terre, il pouvait, si l'on peut s'exprimer ainsi, s'appartenir, jusqu'à un certain point ; les possibilités pour le développement des échanges et des relations commerciales étant devenues plus grandes, la féodalité se désagrégeait de plus en plus, la sphère d'émancipation paysanne allait s'élargissant. La société féodale a toujours été plus complexe que la société esclavagiste. Elle recelait un important élément de progrès commercial et industriel, ce qui dès cette époque conduisait au capitalisme. Au moyen âge, le servage prédominait. Là encore, les formes de l'Etat différaient, là encore nous avons la monarchie et la république, celle-ci toutefois sous un aspect beaucoup moins marqué ; mais toujours, les seigneurs féodaux constituaient la seule classe dominante reconnue. Le paysan serf était complètement lésé de droits politiques.

Sous l'esclavage comme sous le servage, la domination d'une petite minorité sur l'écrasante majorité des hommes ne peut se passer de la contrainte. Toute l'histoire abonde en tentatives incessantes des classes opprimées pour renverser l'oppression. L'histoire de l'esclavage connaît des guerres de dizaines d'années pour l'affranchissement des esclaves. Ainsi, le nom de « spartakistes », que se sont donné à présent les communistes d'Allemagne — seul parti allemand qui lutte réellement contre le joug du capitalisme, — ce nom, ils l'ont pris parce que Spartacus fut l'un des principaux héros d'une des plus grandes insurrections d'esclaves,

il y a près de deux mille ans. Plusieurs années durant, l'Empire romain, entièrement fondé sur l'esclavage et qui semblait tout-puissant, fut secoué et ébranlé par une formidable insurrection d'esclaves qui s'armèrent et se rallièrent, sous la conduite de Spartacus, au sein d'une immense armée. Ils finirent par être exterminés, repris, torturés par les propriétaires d'esclaves. Ces guerres civiles jalonnent toute l'histoire de la société de classes. Je viens de vous citer l'exemple de la plus importante de ces guerres civiles à l'époque de l'esclavage. Toute l'époque du servage est de même remplie de perpétuels soulèvements paysans. En Allemagne, par exemple, la lutte entre la classe des féodaux et celle des serfs prit au moyen âge une vaste ampleur et se transforma en une véritable guerre civile des paysans contre les seigneurs terriens. Vous connaissez tous, en Russie également, de nombreux exemples de soulèvements paysans de ce genre contre les seigneurs féodaux.

Pour maintenir sa domination, pour conserver son pouvoir, le seigneur féodal devait disposer d'un appareil qui groupât et lui subordonnât un très grand nombre d'hommes, les soumît à certaines lois, à certaines règles ; et toutes ces lois se ramenaient au fond à une seule : maintenir le pouvoir du seigneur sur le serf. Tel était l'Etat féodal qui, en Russie par exemple, ou dans des pays asiatiques très arriérés où le servage règne jusqu'à présent, se distinguait par la forme : il était soit républicain, soit monarchique. L'Etat monarchique ne reconnaissait que le pouvoir d'un individu ; l'Etat républicain admettait une participation plus ou moins large des représentants de la société féodale : cela, dans la société fondée sur le servage. Celle-ci comportait une division en classes qui plaçait l'immense majorité, la paysannerie serve, sous la dépendance complète d'une infime minorité : les seigneurs féodaux possesseurs de la terre.

Les progrès du commerce, le développement des échanges entraînèrent la formation d'une classe nouvelle, celle des capitalistes. Le capital fit son apparition à la fin du moyen âge, quand le commerce mondial, après la découverte de l'Amérique, prit un essor prodigieux, quand la quantité des métaux précieux augmenta, quand l'or et l'argent devinrent un moyen d'échange, quand la circulation monétaire per-

mit l'accumulation d'immenses richesses dans les mêmes mains. L'or et l'argent étaient une richesse reconnue dans le monde entier. Les forces économiques de la classe féodale déclinaient alors que croissait la vigueur d'une classe nouvelle, celle des représentants du capital. La refonte de la société rendit tous les citoyens égaux en principe, abolit l'ancienne division en esclavagistes et en esclaves, établit l'égalité de tous devant la loi indépendamment du capital possédé : propriétaire du sol ou gueux n'ayant que ses bras pour vivre, tous deviennent égaux devant la loi. La loi protège tout le monde dans la même mesure : elle protège la propriété de ceux qui en ont contre tout attentat de la masse de ceux qui n'en ont pas, qui n'ont que leurs bras et qui peu à peu tombent dans la misère, se ruinent et deviennent des prolétaires. Telle est la société capitaliste.

Je ne puis m'arrêter là-dessus plus en détail. Vous reviendrez à cette question quand vous étudierez le programme du Parti : on définira alors les traits caractéristiques de la société capitaliste. Cette société s'est dressée contre la féodalité, contre l'ancien régime, contre le servage sous le mot d'ordre de liberté. Mais c'était une liberté pour qui possédait quelque chose. Et le servage une fois aboli, à la fin du XVIII[e] siècle ou au début du XIX[e] — en Russie plus tard qu'ailleurs, en 1861, — à l'Etat féodal se substitue l'Etat capitaliste qui proclame la liberté pour tous, prétend être l'expression de la volonté de tous, nie être un Etat de classe ; alors, entre les socialistes, qui combattent pour la liberté du peuple tout entier, et l'Etat capitaliste, une lutte s'engage, qui a abouti aujourd'hui à la formation de la République socialiste des Soviets et qui gagne le monde entier.

Pour comprendre la lutte engagée contre le capital mondial, pour comprendre la nature de l'Etat capitaliste, il faut se rappeler que celui-ci, lorsqu'il se dressait contre la féodalité, allait au combat sous le mot d'ordre de liberté. L'abolition du servage, c'était la liberté pour les représentants de l'Etat capitaliste ; elle leur était avantageuse dans la mesure où, le servage disparu, les paysans pouvaient posséder en toute propriété la terre qu'ils avaient rachetée, ou le lot qu'ils avaient acquis au temps où ils payaient rede-

vance, ce qui importait peu à l'Etat : il protégeait toute propriété, quelle qu'en fût l'origine, puisqu'il reposait sur la propriété privée. Les paysans devenaient des propriétaires dans tous les Etats civilisés modernes. L'Etat protégeait aussi la propriété privée là où le propriétaire remettait une partie de ses terres au paysan, il le dédommageait par voie de rachat, à prix d'argent. En somme, l'Etat déclarait qu'il conserverait, pleine et entière, la propriété privée, à laquelle il accordait tout son appui, toute sa protection. L'Etat reconnaissait cette propriété en faveur de tout marchand, industriel ou fabricant. Et cette société, fondée sur la propriété privée, sur le pouvoir du capital, sur la subordination complète de tous les ouvriers et des masses paysannes laborieuses pauvres, cette société, dis-je, proclamait que sa domination était fondée sur la liberté. Luttant contre le servage, elle déclarait libre toute propriété et elle était particulièrement fière que l'Etat eût, soi-disant, cessé d'être un Etat de classe.

Or, l'Etat demeurait une machine qui aide les capitalistes à assujettir la paysannerie pauvre et la classe ouvrière ; mais extérieurement, il est libre. Il proclame le suffrage universel, déclare par la bouche de ses zélateurs, de ses avocats, de ses savants et de ses philosophes, qu'il n'est pas un Etat de classe. Même aujourd'hui, quand les Républiques socialistes soviétiques ont engagé la lutte contre lui, ils nous accusent de violer la liberté, d'édifier un Etat fondé sur la contrainte, sur la répression des uns par les autres, alors qu'ils représenteraient, eux, l'Etat démocratique, l'Etat de tout le peuple. Et aujourd'hui, à l'heure où la révolution socialiste a commencé dans le monde entier, où la révolution triomphe dans quelques pays, où la lutte contre le capital mondial s'est exacerbée, la question de l'Etat a acquis une importance extrême, elle est devenue, pourrait-on dire, la question la plus névralgique ; elle est au cœur de tous les problèmes politiques, de toutes les controverses politiques de notre temps.

Quelque parti que nous considérions, en Russie ou dans n'importe quel pays plus civilisé, les discussions, les divergences, les opinions politiques y gravitent aujourd'hui presque toutes autour de la notion de l'Etat. L'Etat, dans un pays capitaliste, dans une république démocratique — com-

me en Suisse et en Amérique, notamment, — dans les républiques démocratiques les plus libres, est-il l'expression de la volonté populaire, la résultante de la décision générale, l'expression de la volonté nationale, etc., ou bien est-ce une machine permettant aux capitalistes de ce pays de maintenir leur pouvoir sur la classe ouvrière et la paysannerie ? C'est la question majeure autour de laquelle gravitent aujourd'hui dans le monde entier les débats politiques. Que dit-on du bolchévisme ? La presse bourgeoise vilipende les bolchéviks. Vous ne trouverez pas un journal qui ne reprenne contre eux l'accusation, devenue courante, de violer la démocratie. Si nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires, dans leur candeur d'âme (mais peut-être s'agit-il ici de tout autre chose que de candeur, ou bien d'une candeur qu'on dit pire que fourberie ?), pensent avoir découvert et inventé l'accusation, lancée contre les bolchéviks, de violer la liberté et la démocratie, ils s'abusent de la façon la plus comique. Il n'est pas à l'heure actuelle, dans les pays richissimes, un seul des journaux richissimes qui dépensent des dizaines de millions pour les diffuser, sèment le mensonge bourgeois et exaltent la politique impérialiste en dizaines de millions d'exemplaires, — il n'est pas, dis-je, un seul de ces journaux qui ne reprenne contre le bolchévisme ces arguments et ces accusations massues, à savoir que l'Amérique, l'Angleterre et la Suisse sont des Etats avancés, fondés sur la souveraineté du peuple, alors que la République bolchévique est un Etat de brigands qui ignore la liberté, que les bolchéviks portent atteinte à l'idée même de la souveraineté populaire et qu'ils ont été jusqu'à dissoudre la Constituante. Ces terribles accusations lancées contre les bolchéviks sont reprises dans le monde entier. Toutes, elles nous ramènent à cette question : qu'est-ce que l'Etat ? Pour comprendre ces accusations et pour s'y retrouver, pour les analyser en connaissance de cause et ne pas s'en rapporter uniquement aux bruits qui courent, pour se faire une opinion ferme, il faut bien comprendre ce qu'est l'Etat. Nous avons ici affaire à des Etats capitalistes de toute sorte, à toutes les théories qui ont été échafaudées avant la guerre pour les justifier. Afin d'aborder correctement la solution de ce problème, il convient d'envisager sous l'angle critique ces théories et ces idées.

Je vous ai déjà recommandé, pour vous faciliter la tâche, l'ouvrage d'Engels, *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, où il est dit précisément qu'aussi démocratique soit-il, tout Etat où existe la propriété privée de la terre et des moyens de production, où règne le capital, est un Etat capitaliste, une machine aux mains des capitalistes pour maintenir dans la soumission la classe ouvrière et la paysannerie pauvre. Le suffrage universel, l'Assemblée Constituante, le Parlement, ne sont que la forme, une sorte de lettre de change, qui ne changent rien au fond.

La forme que revêt la domination de l'Etat peut différer : le capital manifeste sa puissance d'une certaine façon là où existe une certaine forme, d'une autre façon là où la forme est autre ; mais, somme toute, le pouvoir reste aux mains du capital, que le régime soit censitaire ou non, même si la république est démocratique ; mieux encore : cette domination du capitalisme est d'autant plus brutale, d'autant plus cynique que la république est plus démocratique. Les Etats-Unis d'Amérique sont une des républiques les plus démocratiques au monde, mais dans ce pays (quiconque y a séjourné après 1905 l'a certainement constaté), le pouvoir du capital, le pouvoir d'une poignée de milliardaires sur l'ensemble de la société se manifeste plus brutalement, par une corruption plus flagrante que partout ailleurs. Du moment qu'il existe, le capital règne sur toute la société, et aucune république démocratique, aucune loi électorale n'y change rien.

Par rapport à la féodalité, la république démocratique et le suffrage universel constituaient un immense progrès : ils ont permis au prolétariat d'atteindre à ce degré d'union, de cohésion, qui est le sien aujourd'hui ; de former les organisations disciplinées qui mènent une lutte systématique contre le capital. Rien de tel, ni même d'approchant, n'existait chez le paysan serf, sans parler des esclaves. Les esclaves, nous le savons, se révoltaient, provoquaient des émeutes, déclenchaient des guerres civiles, mais jamais ils ne purent constituer une majorité consciente, former des partis capables de diriger leur lutte, avoir une idée nette du but qu'ils poursuivaient ; et même aux moments les plus révolutionnaires de l'histoire, ils furent toujours des pions aux mains des classes dominantes. La république bourgeoise, le Parle-

ment, le suffrage universel, tout cela constitue un immense progrès du point de vue du développement de la société à l'échelle mondiale. L'humanité s'était mise en marche vers le capitalisme ; et seul le capitalisme, grâce à la culture des villes, a permis à la classe opprimée des prolétaires de prendre conscience d'elle-même et de créer un mouvement ouvrier mondial, d'organiser des millions d'ouvriers du monde entier en partis — les partis socialistes — qui dirigent en connaissance de cause la lutte des masses. Sans le parlementarisme, sans le principe électif, cette évolution de la classe ouvrière eût été impossible. Voilà pourquoi tout cela a acquis tant d'importance aux yeux des masses les plus larges. Voilà pourquoi le tournant semble si difficile. Les hypocrites fieffés, les savants et les curés ne sont pas seuls à entretenir et à défendre le mensonge bourgeois selon lequel l'Etat est libre et appelé à sauvegarder les intérêts de tous ; beaucoup de gens font leurs, en toute candeur, les vieux préjugés et ne parviennent pas à comprendre comment s'opère le passage de la vieille société capitaliste au socialisme. Ceux qui sont directement soumis à la bourgeoisie, qui sont assujettis au joug du capital ou sont corrompus par lui (le capital a à son service une foule de savants, d'artistes, de curés, etc., de toutes sortes), et aussi des hommes qui sont simplement influencés par les préjugés de la liberté bourgeoise, — tous, dans le monde entier, sont partis en guerre contre le bolchévisme parce qu'au moment de sa fondation, la République des Soviets a rejeté ce mensonge bourgeois et déclaré ouvertement : vous prétendez que votre Etat est libre ; mais en réalité, tant qu'existe la propriété privée, votre Etat, fût-il une république démocratique, n'est qu'une machine aux mains des capitalistes pour réprimer les ouvriers, et cela apparaît d'autant plus clairement que l'Etat est plus libre. La Suisse en Europe, les Etats-Unis en Amérique, en sont un exemple. Nulle part la domination du capital n'est aussi cynique et impitoyable, et nulle part cela n'éclate autant que dans ces pays qui sont pourtant des républiques démocratiques, malgré leur savant maquillage, malgré tous les propos sur la démocratie pour les travailleurs, sur l'égalité de tous les citoyens. En réalité, en Suisse et en Amérique, c'est le capital qui règne, et on riposte aussitôt par la guerre civile à toutes les tentatives faites par

les ouvriers pour obtenir une amélioration tant soit peu substantielle de leur sort. Ces pays sont ceux qui ont le moins de soldats, de troupes permanentes ; en Suisse il existe une milice, et tout Suisse a un fusil chez lui ; jusqu'à ces derniers temps, l'Amérique n'avait pas d'armée permanente. C'est pourquoi, quand une grève éclate, la bourgeoisie s'arme, recrute des soldats et réprime la grève ; et nulle part le mouvement ouvrier n'est aussi férocement réprimé qu'en Suisse et en Amérique, nulle part l'influence du capital ne se fait aussi fortement sentir au Parlement. La force du capital est tout, la Bourse est tout ; le Parlement, les élections ne sont que des marionnettes, des fantoches... Mais plus le temps passe, et plus les yeux des ouvriers s'ouvrent, plus l'idée du pouvoir des Soviets progresse, surtout après le sanglant carnage que nous venons de subir. La classe ouvrière se rend de mieux en mieux compte de la nécessité de lutter implacablement contre les capitalistes.

Quelles que soient les formes revêtues par la république, fût-elle la plus démocratique, si c'est une république bourgeoise, si la propriété privée de la terre, des usines et des fabriques y subsiste, et si le capital privé y maintient toute la société dans l'esclavage salarié, autrement dit si l'on n'y réalise pas ce que proclament le programme de notre Parti et la Constitution soviétique, cet Etat est une machine qui permet aux uns d'opprimer les autres. Et cette machine, nous la remettrons aux mains de la classe qui doit renverser le pouvoir du capital. Nous rejetterons tous les vieux préjugés selon lesquels l'Etat, c'est l'égalité générale. Ce n'est qu'un leurre ; tant que l'exploitation subsiste, l'égalité est impossible. Le grand propriétaire foncier ne peut être l'égal de l'ouvrier, ni l'affamé du repu. Cet appareil qu'on appelait l'Etat, qui inspire aux hommes une superstitieuse vénération, ajoutant foi aux vieilles fables d'après lesquelles l'Etat, c'est le pouvoir du peuple entier, — le prolétariat le rejette et dit : c'est un mensonge bourgeois. Cette machine, nous l'avons enlevée aux capitalistes, nous nous en sommes emparés. Avec cette machine, ou avec ce gourdin, nous anéantirons toute exploitation ; et quand il ne restera plus sur la terre aucune possibilité d'exploiter autrui, qu'il ne restera plus ni propriétaires fonciers, ni propriétaires de fabriques, qu'il n'y aura plus de gavés d'un

côté et d'affamés de l'autre, quand cela sera devenu impossible, alors seulement nous mettrons cette machine à la ferraille. Alors, il n'y aura plus d'Etat, plus d'exploitation. Tel est le point de vue de notre Parti communiste. J'espère que nous reviendrons à cette question dans les conférences qui suivront, et à plus d'une reprise.

Publié pour la première fois le 18 janvier 1929 dans la « Pravda » n° 15

Conforme au sténogramme

RAPPORT SUR LA SITUATION INTERIEURE ET EXTERIEURE DE LA REPUBLIQUE, PRESENTE A LA CONFERENCE DE MOSCOU DU P.C.(b)R. LE 12 JUILLET 1919[71]

COMPTE RENDU DE PRESSE

Le rapporteur précédent a déjà indiqué avec quel sentiment pénible nous dérogeons à notre politique du ravitaillement [72]. Ce n'est rien d'autre, bien entendu, que raccomoder pas très solidement un vêtement au lieu d'en acheter un neuf. Mais nous avons raison d'agir comme nous le faisons. Rappelez-vous l'année dernière, la situation du ravitaillement était bien pire : nous n'avions absolument pas de ressources. Nous avons dû alors nous écarter des principes de notre politique du ravitaillement, ce qui a jeté un grand trouble dans nos rangs. On pensait que les petites concessions en entraîneraient de grandes, ce qui rendrait impossible le retour à une politique socialiste. Mais on a vu que c'était inexact. Aussi difficile que fût la situation, nous avons survécu. Les espoirs de nos ennemis ne se sont pas justifiés.

A présent, la situation est bien meilleure que l'an passé : nous avons des ressources dont nous n'aurions même pas osé rêver il y a un an. L'an passé, la zone occupée par l'ennemi était beaucoup plus étendue. A présent, nous avons remporté de grandes victoires à l'Est, où l'on s'attend à une très belle récolte. En outre, nous avons déjà de l'expérience. C'est

l'essentiel. Grâce à elle, — nous le disons avec la plus grande assurance — nous surmonterons les difficultés qui se dressent sur notre chemin. Juillet est le mois le plus mauvais, non seulement sur le plan du ravitaillement, mais aussi en ce sens que la contre-révolution relève plus haut la tête.

Cependant, même la vague contre-révolutionnaire à l'intérieur était plus forte l'an dernier que maintenant. L'activité des socialistes-révolutionnaires de gauche avait atteint alors son point culminant. Nous avons été pris au dépourvu par la lutte armée à laquelle ils étaient brusquement passés après nous avoir soutenus en paroles. Les difficultés étaient immenses. Le moment était fort bien choisi. Les socialistes-révolutionnaires voulurent jouer sur l'état d'esprit de l'homme de la rue que la famine poussait au désespoir. En même temps, Mouraviev nous trahissait au front. L'insurrection des socialistes-révolutionnaires de gauche a été très rapidement réprimée, mais en province, il y a eu quand même des flottements sérieux pendant plusieurs jours.

A l'heure actuelle, grâce à un an d'expérience, nous avons adopté une attitude plus juste à l'égard des partis petits-bourgeois. Les aventures de Makhno et de Grigoriev, les flottements des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires nous ont montré que leur influence sur les masses ouvrières et paysannes est illusoire. En réalité, leur force n'est que du bluff. C'est pourquoi, lorsqu'on nous apprend qu'au conseil du parti socialiste-révolutionnaire de droite qui s'est tenu récemment, Tchernov a déclaré : « Si ce n'est nous, si ce n'est à présent, qui d'autre peut renverser les bolchéviks ? », nous disons : « Beaucoup de bruit pour rien » ; maintenant, on s'étonne seulement qu'ils ne soient pas las de répéter leurs erreurs. Pendant deux ans, nous avons assisté à la déconfiture totale de tous leurs rêves de « démocratie en général », et malgré tout, chacun de leurs groupes juge de son devoir de refaire cette expérience à sa manière. Le cours de la révolution montre que leurs erreurs se répètent, et cette répétition nous cause des maux sans nombre. A l'Est, les paysans ont soutenu et les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, parce que les paysans ne voulaient pas de guerre et sentaient en même temps que les bolchéviks étaient

un pouvoir fort qui les forcerait à participer à la guerre. Le résultat a été la venue de Koltchak, qui leur a causé des calamités innombrables. Actuellement, battant en retraite, il détruit tout sur son passage : le pays est complètement ruiné, ses souffrances sont énormes, bien plus terribles que les nôtres. Il faut toute l'hypocrisie des littérateurs bourgeois pour parler des atrocités des bolchéviks face à de tels faits.

Dans l'aventure de Koltchak, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ont refait le même chemin politique sanglant que dans celle de Kérenski, chemin qui les a conduits à leur ex-point de départ et montré la faillite complète de l'idée de coalition.

Maintenant, les masses se sont détournées d'eux, et nous assistons en Sibérie à une insurrection à laquelle participent non seulement des ouvriers et des paysans, mais même des koulaks et des intellectuels. Nous voyons l'effondrement complet de l'aventure de Koltchak. Apparemment, chacune de leurs erreurs doit se répéter pour ouvrir les yeux aux masses inconscientes. Les masses qui ont constaté que la coalition amène la réaction, viennent à nous, certes accablées et exténuées, mais trempées et instruites par l'expérience. On peut en dire autant de tous les impérialistes : ils prolongent la guerre, ils aggravent l'épuisement, mais par là même ils ne font que renforcer dans les masses la conviction que la révolution est nécessaire. Ce qui fait l'avantage de cette année, si dure soit-elle, c'est que non seulement les couches supérieures, mais aussi les larges masses, jusqu'aux paysans des districts et confins les plus reculés, ont acquis une expérience qui les a forcés à en venir aux mêmes conclusions que nous. Ce qui nous donne fermeté et assurance en la victoire. Sans Koltchak, le paysan sibérien ne serait pas arrivé en un an à la conviction qu'il lui faut notre pouvoir, le pouvoir ouvrier. Seule la pénible expérience de cette année l'en a convaincu.

Il se peut fort bien que les cénacles littéraires des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires trépasseront sans avoir rien compris à notre révolution, et que longtemps encore, tels des perroquets, ils ressasseront que leur pouvoir aurait été le meilleur au monde : un pouvoir sans guerre civile, un pouvoir authentiquement socialiste et authenti-

quement démocratique, n'eussent été Koltchak et les bolchéviks ; mais cela n'a pas d'importance ; les originaux têtus de cet acabit ont existé dans toutes les révolutions. Ce qui importe, c'est que les masses qui les ont suivis s'en détournent. Les masses paysannes sont passées aux bolchéviks : c'est un fait. C'est la Sibérie qui l'a démontré le mieux. Les paysans n'oublieront pas ce qu'ils ont connu sous le pouvoir de Koltchak. Plus l'épreuve est dure, et mieux les leçons des bolchéviks sont assimilées.

Sur le front Est, nous remportons actuellement de grandes victoires qui nous permettent d'espérer que, dans ce secteur, nous aurons anéanti Koltchak d'ici quelques semaines. Au Sud, un tournant s'opère sur le front et, fait encore plus important, il y a un revirement dans l'état d'esprit des paysans de la zone du front. Pourtant c'est une paysannerie riche ; les paysans moyens y sont pareils aux koulaks. Mais il s'est produit un revirement dans leur état d'esprit en notre faveur, c'est un fait ; il est prouvé à la fois par le retour des déserteurs et par la résistance armée que nous opposons. Les ouvriers qui résident à la ville, dans le bouillonnement de la vie, assimilent nos idées plutôt par les réunions, les discours et les journaux. Le paysan ne le peut pas : seule l'action vivante est capable de le persuader. En paroles, les paysans du Sud étaient prêts à maudire les bolchéviks, mais, quand Dénikine s'est approché, criant à la démocratie (car ce n'est pas seulement le fait des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires : ce mot figure à chaque ligne du journal de Dénikine), les paysans se sont mis à le combattre, parce qu'ils se sont rendu compte très rapidement que les belles paroles dissimulaient le fouet et le pillage. Les souffrances et la ruine dans le secteur du front Sud produisent le même effet qu'à l'Est : elles nous apportent des conquêtes plus solides. Nous n'avons pas oublié un instant les difficultés que nous traversons, ni qu'une tension effroyable et une mobilisation de nos forces sont indispensables, mais nous disons qu'elles auront pour résultat une victoire plus durable. L'expérience de cette année a montré aux masses qu'actuellement seul un pouvoir est possible et nécessaire : le pouvoir ouvrier et paysan des bolchéviks. C'est ce qui nous permet d'affirmer avec assurance que ce mois de juillet pénible est le dernier.

Si nous jetons un coup d'œil sur la situation internationale, elle ne fait qu'affermir notre certitude en la victoire.

Dans tous les Etats qui nous sont hostiles, des forces amies montent. Prenons les petits Etats : la Finlande, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie. Toutes les tentatives d'y créer une coalition de la grande et de la petite bourgeoisie afin de lutter contre nous se sont soldées par un échec, et aucun pouvoir, excepté le nôtre, n'y sera possible.

Dans les grands Etats, il en va de même. Prenons l'Allemagne. Aussitôt après la signature de la paix de Versailles, un immense mouvement révolutionnaire y a commencé. L'épouvantail de l'Entente est écarté et l'ouvrier se lève, malgré tous les sacrifices consentis par le prolétariat. Au cours de cette année, l'Allemagne a vécu, sous une forme quelque peu différente, la même expérience que nous, que la Sibérie, une expérience qui amène la révolution communiste. Et l'Entente, et les vainqueurs ? Ils disent que la victoire les a mis à l'abri du danger, mais à peine avaient-ils signé la paix qu'il fut clair qu'ils venaient de signer leur propre arrêt. Le mouvement des masses contre eux s'intensifie. Voilà pourquoi, tenant compte de tout ce que nous avons subi, de toute l'expérience de cette année, nous affirmons avec assurance que nous surmonterons les difficultés, que ce mois de juillet est le dernier juillet pénible, que nous accueillerons le prochain en célébrant la victoire de la République internationale des Soviets, et que cette victoire sera complète et intangible.

«Pravda» n° 154, 16 juillet 1919 *Conforme au texte de la « Pravda »*

LES TACHES DE LA IIIe INTERNATIONALE

(RAMSAY MACDONALD ET LA IIIe INTERNATIONALE)

Le n° 5475 du journal social-chauvin français *l'Humanité* [73], en date du 14 avril 1919, a publié un éditorial de Ramsay Macdonald, le chef bien connu du parti britannique dit « Parti ouvrier indépendant », en fait un parti opportuniste qui a toujours dépendu de la bourgeoisie. Cet article est tellement typique du *courant* appelé communément le « centre », et que le Ier congrès de l'Internationale communiste de Moscou a désigné par ce nom, que nous le reproduisons *intégralement* ainsi que les lignes d'introduction de la rédaction de l'*Humanité* :

LA TROISIEME INTERNATIONALE

Notre ami Ramsay Macdonald était, avant la guerre, le leader écouté du Labour Party à la chambre des Communes. Sa haute conscience de socialiste et de croyant lui ayant fait un devoir de réprouver la guerre impérialiste et de ne pas se joindre à ceux qui la saluaient du nom de guerre du droit, il abandonna après le 4 août la direction du Labour Party et, avec ses camarades de *l'Indépendant*, avec notre admirable Keir Hardie, il ne craignit pas de déclarer la guerre à la guerre.

Il y fallait de l'héroïsme quotidien.

Macdonald montra alors que le courage, c'est comme le disait Jaurès : « De ne pas subir la loi du mensonge triomphant et de ne pas faire écho aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques.»

M. Lloyd George a fait battre Macdonald aux élections « kaki » * de fin novembre. Soyons tranquilles, Macdonald aura sa revanche, et elle est proche.

* Désignées ainsi par les soldats qui avaient reçu l'ordre de voter pour les candidats du gouvernement. (*N.R.*)

Ce fut le malheur du mouvement socialiste dans sa politique nationale et internationale d'être travaillé par des tendances séparatistes.

Il n'est cependant pas mauvais qu'il y ait en lui des nuances d'opinions et des variations de méthode. Notre socialisme en est encore au stade expérimental.

Ses principes généraux sont fixés, mais la manière de les bien appliquer, les combinaisons qui feront triompher la Révolution, la façon dont l'Etat socialiste doit être construit sont autant de questions à discuter et sur lesquelles le dernier mot n'a pas été dit. Une étude approfondie de tous ces points nous mènera à une plus grande vérité.

Les extrêmes peuvent se combattre et leurs luttes peuvent servir à fortifier les conceptions socialistes, mais le mal recommence, lorsque chacun regarde l'autre comme un traître, comme un croyant qui a perdu la grâce et à qui les portes du Parti doivent être fermées.

Quand les socialistes sont possédés d'un esprit dogmatique semblable à celui qui prêchait autrefois dans la chrétienté la guerre civile pour la gloire de Dieu et l'écrasement du Diable, alors la bourgeoisie peut être en paix, car sa période de domination n'est pas encore terminée, quels que soient à ce moment les succès socialistes locaux et internationaux.

Aujourd'hui notre mouvement rencontre malheureusement un nouvel obstacle. Une nouvelle Internationale est proclamée à Moscou. Je le regrette beaucoup, car l'Internationale socialiste est à l'heure actuelle suffisamment ouverte à toutes les formes de la pensée socialiste, et malgré les controverses théoriques et pratiques soulevées par le bolchévisme, je ne vois pas de raison pour que la gauche se sépare du centre et forme un groupe indépendant.

Nous devons nous rappeler d'abord que nous sommes encore dans la période d'enfantement de la Révolution ; les formes de gouvernement issues des destructions politiques et sociales de la guerre n'ont pas encore fait leurs preuves et ne sont pas définitivement fixées.

Le premier coup de balai semble toujours remarquable, mais on n'est pas sûr de l'efficacité du dernier.

La Russie n'est pas la Hongrie, la Hongrie n'est pas la France, la France n'est pas l'Angleterre, et diviser l'Internationale d'après l'expérience d'une seule nation est une étroitesse d'esprit criminelle.

En outre, que vaut l'expérience de la Russie ? Qui peut en parler ? Les gouvernements alliés ont peur de nous laisser nous renseigner. Mais il y a deux choses que nous savons.

La première, c'est qu'il n'y avait pas de plan préparé pour la Révolution qu'a faite le gouvernement russe actuel. Elle s'est développée selon le cours des événements. Lénine commença à attaquer Kérenski en demandant une Assemblée Constituante. Les événements le conduisirent à supprimer cette Assemblée. Quand arriva la Révolution sociale en Russie, personne ne pensait que les Soviets prendraient dans le gouvernement la place qu'ils y ont prise.

Par la suite, Lénine a justement exhorté la Hongrie à ne pas copier servilement la Russie, mais à laisser la Révolution hongroise évoluer selon son propre caractère.

Les fluctuations et l'évolution des expériences auxquelles nous assistons en ce moment ne doivent à aucun prix amener une division dans l'Internationale.

Tous les gouvernements socialistes ont besoin de l'aide et des conseils de l'Internationale : l'Internationale a besoin de surveiller leurs expériences d'un œil attentif et d'un esprit ouvert.

Je viens d'apprendre d'un ami, qui a vu Lénine récemment, que personne ne critique plus librement le gouvernement des Soviets que Lénine ne le fait lui-même.

* * *

Si les troubles et les révolutions d'après-guerre ne justifient pas une scission, l'attitude de certaines sections socialistes pendant la guerre la justifie-t-elle ? Ici, je confesse avec candeur que la raison peut paraître meilleure. Mais s'il y a vraiment un motif de scission dans l'Internationale, la conférence de Moscou a posé la question de la plus mauvaise manière.

Je suis parmi ceux qui considèrent que la discussion de Berne sur les responsabilités de la guerre n'était qu'*une concession à l'opinion publique non socialiste.*

Non seulement à Berne on ne pouvait émettre sur cette question un jugement qui eût une valeur historique quelconque (bien qu'il pût avoir quelque valeur politique), mais le sujet lui-même n'a pas été abordé comme il convient.

Une condamnation de la majorité allemande (que la majorité allemande a amplement méritée et à laquelle j'ai été très heureux d'adhérer) ne pouvait pas être un exposé des origines de la guerre.

Les débats de Berne n'ont pas amené une discussion franche de l'attitude des autres socialistes à l'égard de la guerre.

Ils n'ont donné aucune formule pour la conduite des socialistes pendant une guerre. Tout ce que l'Internationale avait dit jusqu'alors, c'est que, dans une guerre de défense nationale, les socialistes devaient se joindre aux autres partis.

Dans ces conditions, qui allons-nous condamner ?

Quelques-uns d'entre nous savaient que ce qu'avait dit l'Internationale ne signifiait rien et ne constituait pas pour l'action un guide pratique.

Ils savaient qu'une telle guerre finirait par une victoire impérialiste, et sans être pacifistes, au sens habituel du mot, ou antipacifistes, nous adhérions à une politique que nous pensions être la seule compatible avec l'Internationalisme.

Mais *l'Internationale* ne nous avait jamais prescrit cette règle de conduite.

C'est pourquoi, à l'heure où commença la guerre, l'Internationale s'écroula. Elle fut sans autorité, et n'édicta aucune loi au nom de laquelle nous puissions aujourd'hui condamner ceux qui ont honnêtement exécuté les résolutions des Congrès internationaux.

En conséquence la position qu'il faut prendre aujourd'hui est la suivante : au lieu de nous diviser sur ce qui a eu lieu, édifions une Internationale réellement active et qui protège le mouvement socialiste

pendant la période de Révolution et de construction que nous allons traverser.

Il faut que nous restaurions nos principes socialistes. Il faut que nous posions les bases solides de la conduite socialiste internationale.

Puis, s'il se trouve que sur ces principes nous différions essentiellement, si nous ne tombons pas d'accord sur la liberté et la démocratie, si nous avons des vues définitivement divergentes sur les conditions dans lesquelles le prolétariat peut prendre le pouvoir, si la guerre a empoisonné d'impérialisme certaines sections de l'Internationale, alors il peut y avoir scission.

Je ne pense pas cependant qu'une telle calamité se produise.

Par suite, je regrette le manifeste de Moscou comme étant pour le moins prématuré et certainement inutile, et j'espère que mes camarades français qui ont supporté avec moi les calomnies et les douleurs des quatre tristes dernières années ne vont pas, dans un mouvement d'impatience, contribuer à briser la solidarité internationale.

Leurs enfants auraient à la reconstruire si le prolétariat doit jamais gouverner le monde.

J. Ramsay Macdonald

Comme le constate le lecteur, l'auteur de cet article s'efforce de démontrer l'inutilité de la scission. Or, au contraire, l'inévitabilité de celle-ci découle précisément de la *façon* de raisonner de Ramsay Macdonald, représentant typique de la IIe Internationale, digne compagnon d'armes de Scheidemann et de Kautsky, de Vandervelde et de Branting, etc., etc.

L'article de Ramsay Macdonald est le meilleur échantillon de ces phrases coulantes, mélodieuses, stéréotypées, en apparence socialistes, qui servent depuis bien longtemps dans tous les pays capitalistes avancés à masquer la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier.

I

Commençons par ce qui est le moins important, mais particulièrement caractéristique. De même que Kautsky (dans sa brochure *La dictature du prolétariat*), l'auteur reprend le mensonge bourgeois selon lequel personne en Russie n'aurait prévu à l'avance le rôle des Soviets, selon lequel les bolchéviks et moi-même aurions engagé la lutte contre Kérenski uniquement au nom de l'Assemblée constituante.

C'est un mensonge bourgeois. En réalité, dès le 4 avril 1917, dès le premier jour de mon arrivée à Pétrograd, j'ai

proposé des « thèses » revendiquant la république des *Soviets*, et non la république *parlementaire bourgeoise*. Je l'ai répété de nombreuses fois à l'époque de Kérenski, dans la presse et à des réunions. Le parti bolchévik l'a déclaré solennellement et officiellement dans les décisions de sa conférence du 29 avril 1917[74]. Ne pas savoir cela, c'est *ne pas vouloir* connaître la vérité sur la révolution socialiste en Russie. Ne pas vouloir comprendre qu'une république parlementaire bourgeoise avec une Assemblée constituante est un pas en avant par rapport à la même république *sans* Assemblée constituante, tandis qu'une république des *Soviets* est deux pas en avant, c'est fermer les yeux devant la différence entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Se dire socialiste et ne pas voir cette différence deux ans après que la question ait été posée en Russie et un an et demi après la victoire de la révolution soviétique en Russie, c'est demeurer obstinément et totalement prisonnier de « l'opinion publique des milieux non socialistes », *c'est-à-dire* des idées et de la politique de la bourgeoisie.

Avec de tels individus, la scission est nécessaire et inévitable ; car il est impossible de faire la révolution socialiste la main dans la main avec ceux qui tirent du côté de la bourgeoisie.

Et si des gens comme Ramsay Macdonald ou Kautsky et consorts n'ont même pas voulu surmonter cette petite « difficulté » qui aurait consisté pour ces « chefs » à prendre connaissance des *documents* relatifs à l'attitude des bolchéviks devant le pouvoir des Soviets, à leur façon de poser cette question avant et après le 25 octobre (7 novembre) 1917, ne serait-il pas ridicule d'attendre de ces gens qu'ils soient disposés à surmonter, et capables de le faire, les difficultés incomparablement plus grandes de la lutte actuelle pour la révolution socialiste ?

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

II

Passons à la deuxième contrevérité (parmi les innombrables contrevérités dont fourmille l'article de Ramsay Macdonald, car il en contient sans doute plus que de mots). Cette contrevérité est peut-être la plus grave.

J. R. Macdonald affirme que l'Internationale aurait seulement dit, avant la guerre de 1914-1918, que « dans une guerre de défense nationale, les socialistes devaient se joindre aux autres partis ».

C'est s'écarter d'une façon flagrante et monstrueuse de la vérité.

Chacun sait que le manifeste de Bâle de 1912 a été adopté à l'unanimité par tous les socialistes et qu'il est le seul, parmi tous les documents de l'Internationale, à concerner justement cette guerre entre le groupe anglais et le groupe allemand de rapaces impérialistes, guerre qui, de toute évidence, se préparait en 1912 et qui éclata en 1914. C'est à propos de cette guerre que le manifeste de Bâle a dit trois choses que Macdonald passe aujourd'hui sous silence, commettant ainsi le crime le plus grave contre le socialisme, et démontrant qu'avec les gens comme lui la scission est indispensable, car ils servent en fait la bourgeoisie, et non le prolétariat.

Ces trois choses sont les suivantes :

la guerre dont on est menacé ne saurait le moins du monde être justifiée au nom des intérêts de la liberté nationale ;

de la part des ouvriers, ce serait un crime au cours de cette guerre de tirer les uns sur les autres ;

la guerre conduit à la révolution prolétarienne.

Voilà les trois vérités essentielles et fondamentales que Macdonald « oublie » (bien qu'il y ait souscrit avant la guerre), passant *en fait* aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat et démontrant que la scission est indispensable.

L'Internationale Communiste n'acceptera pas l'unité avec des partis qui se refusent à reconnaître cette vérité et sont incapables de démontrer par leurs *actes* qu'ils sont prêts, résolus et aptes à faire pénétrer ces vérités dans la conscience des masses.

La paix de Versailles a démontré même aux sots et aux aveugles, même à la masse des myopes, que l'Entente était et demeure un rapace impérialiste aussi immonde et sanguinaire que l'Allemagne. Seuls pouvaient ne pas le voir soit des hypocrites et des menteurs, qui font sciemment la politique de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier,

des agents et commis déclarés de la bourgeoisie (*labor lieutenants of the capitalist class*, ses officiers ouvriers au service de la classe capitaliste, comme disent les socialistes américains), soit des gens tellement perméables aux idées bourgeoises et à l'influence bourgeoise qu'ils ne sont socialistes qu'en paroles, et sont en réalité des petits bourgeois, des philistins, des sous-fifres des capitalistes. La différence entre ces deux catégories est importante du point de vue des individus, c'est-à-dire pour juger Pierre ou Paul parmi les social-chauvins de tous les pays. Pour un homme politique, c'est-à-dire du point de vue des rapports entre des millions d'hommes, entre des classes, cette différence n'est pas essentielle.

Les socialistes qui n'ont pas compris, pendant la guerre de 1914-1918, que c'était une guerre criminelle, réactionnaire, une guerre impérialiste de brigandage des deux côtés, sont des social-chauvins, c'est-à-dire des socialistes en paroles et des chauvins en fait ; des amis de la classe ouvrière en paroles, mais en fait des laquais de « leur » bourgeoisie nationale, qu'ils aident à tromper le peuple, en peignant comme « nationale », « libératrice », « défensive », « juste », etc., la guerre entre le groupe anglais et le groupe allemand de forbans impérialistes, *également* immondes, sordides, sanguinaires, criminels, réactionnaires.

L'unité avec les social-chauvins est une trahison de la révolution, une trahison du prolétariat, une trahison du socialisme, le passage aux côtés de la bourgeoisie, car c'est « l'unité » avec la *bourgeoisie nationale* de « son » pays *contre* l'unité du prolétariat révolutionnaire international, c'est l'unité *avec* la bourgeoisie *contre* le prolétariat.

C'est ce que la guerre de 1914-1918 a démontré une fois pour toutes. Que celui qui ne l'a pas compris reste à l'Internationale jaune des social-traîtres de Berne.

III

Avec la naïveté comique du socialiste « de salon », qui jette les paroles en l'air sans comprendre le moins du monde leur signification sérieuse et sans penser du tout que *les paroles engagent à des actes*, Ramsay Macdonald déclare :

on a fait à Berne « une concession à l'opinion publique non socialiste ».

Précisément ! Nous considérons toute l'Internationale de Berne comme une Internationale jaune de traîtres et de renégats parce que *toute* sa politique est une « *concession* » à la bourgeoisie.

Ramsay Macdonald sait parfaitement que nous avons fondé la IIIe Internationale et rompu totalement avec la IIe car nous nous étions convaincus qu'elle était incurable, condamnée, qu'elle était le serviteur de l'impérialisme, l'agent de l'influence bourgeoise, du mensonge bourgeois et de la dépravation bourgeoise dans le mouvement ouvrier. Si Ramsay Macdonald, en voulant parler de la IIIe Internationale, élude le fond de la question, tourne autour du pot, prononce des phrases vides et ne parle pas de ce dont il faut parler, à lui la faute, à lui le crime. Car le prolétariat a besoin de la vérité, et rien n'est plus nuisible à sa cause que le mensonge de belle apparence et de bon ton du petit bourgeois.

La question de l'impérialisme et de *sa liaison* avec l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, avec la trahison de la cause ouvrière par les chefs ouvriers, est posée depuis longtemps, depuis très longtemps.

Pendant *quarante* ans, de 1852 à 1892, Marx et Engels ont constamment signalé *l'embourgeoisement* des couches supérieures de la classe ouvrière d'Angleterre en raison de ses particularités économiques (colonies ; monopole sur le marché mondial, etc.) [75]. Vers 1870, Marx s'est acquis la haine honorifique des vils héros de la tendance internationale « bernoise » de l'époque, des opportunistes et des réformistes, pour avoir stigmatisé nombre de leaders des trade-unions anglaises, vendus à la bourgeoisie ou payés par elle pour services rendus à *sa* classe *à l'intérieur* du mouvement ouvrier.

Lors de la guerre des Boers, la presse anglo-saxonne avait déjà posé en toute clarté la question de l'impérialisme, stade le plus récent (*et ultime*) du capitalisme. Si ma mémoire ne me trompe pas, c'est bien Ramsay Macdonald lui-même qui quitta alors la « Société des Fabiens », ce prototype de l'Internationale « de Berne », cette pépinière et ce modèle de l'opportunisme, caractérisé par Engels avec une vigueur,

une clarté et une vérité géniales dans sa correspondance avec Sorge[76]. « Impérialisme fabien » — telle était alors l'expression en usage dans la presse socialiste anglaise.

Si Ramsay Macdonald l'a oublié, tant pis pour lui. « Impérialisme fabien » et « social-impérialisme » sont une seule et même chose : socialisme en paroles, impérialisme dans les faits, *transformation de l'opportunisme en impérialisme*. Ce phénomène est devenu maintenant, pendant et après la guerre de 1914-1918, un phénomène *universel*. Ne pas l'avoir compris est le plus grand aveuglement de l'Internationale jaune « de Berne » et son plus grand crime. L'opportunisme ou le réformisme devait inévitablement se transformer en *impérialisme socialiste* ou social-chauvinisme, de portée historique mondiale, car l'impérialisme a promu une poignée de nations avancées richissimes qui pillent le monde entier, et par là même a permis à la bourgeoisie de ces pays *d'acheter* avec son surprofit de monopole (l'impérialisme, c'est le capitalisme monopoliste) *leur aristocratie ouvrière*.

Pour ne pas voir que c'est un fait économiquement inéluctable sous l'impérialisme, il faut être ou bien un parfait ignorant, ou bien un hypocrite qui trompe les ouvriers en répétant des *lieux communs* sur le capitalisme pour dissimuler l'amère vérité du passage d'*un courant socialiste tout entier* du côté de la bourgeoisie impérialiste.

Or, deux conclusions incontestables en découlent :

Première conclusion : L'Internationale « de Berne » est en réalité, de par son rôle historique et politique véritable, indépendamment de la bonne volonté et des vœux pieux de tel ou tel de ses membres, *une organisation d'agents de l'impérialisme international*, qui agissent *à l'intérieur* du mouvement ouvrier, et font pénétrer *dans ce mouvement* l'influence bourgeoise, les idées bourgeoises, le mensonge bourgeois et la dépravation bourgeoise.

Dans les pays de vieille culture parlementaire démocratique, la bourgeoisie a admirablement appris à agir non seulement par la violence, mais aussi par la tromperie, la corruption, la flatterie, jusqu'aux formes les plus raffinées de ces procédés. Ce n'est pas pour rien que les « déjeuners » des « leaders ouvriers » anglais (c'est-à-dire des commis de la bourgeoisie chargés de duper les ouvriers) sont devenus célèbres et qu'Engels en parlait déjà[77]. La réception « exquise » que fit

monsieur Clemenceau au social-traître Merheim, les réceptions aimables faites par les ministres de l'Entente aux chefs de l'Internationale de Berne, etc., etc., relèvent du même ordre d'idées. « Vous, instruisez-les, et nous, nous les achèterons », disait une capitaliste anglaise intelligente à monsieur le social-impérialiste Hyndman, qui relate dans ses mémoires comment cette dame, plus avisée que tous les chefs de l'Internationale « de Berne » réunis, jugeait les « efforts » des intellectuels socialistes pour instruire les leaders socialistes issus de la classe ouvrière.

Pendant la guerre, alors que les Vandervelde, les Branting et toute cette clique de traîtres organisaient des conférences « internationales », les journaux bourgeois français ricanaient fort sarcastiquement et fort à propos : « Ces Vandervelde ont une sorte de tic. De même que les personnes sujettes aux tics ne peuvent pas prononcer deux phrases sans une contraction bizarre des muscles faciaux, de même les Vandervelde ne peuvent pas faire un discours politique sans répéter comme des perroquets : internationalisme, socialisme, solidarité ouvrière internationale, révolution prolétarienne, etc. Qu'ils répètent les formules sacramentelles qu'ils veulent, pourvu qu'ils nous aident à mener par le bout du nez les ouvriers et nous rendent service, à nous les capitalistes, pour faire la guerre impérialiste et asservir les ouvriers. »

Les bourgeois anglais et français sont parfois très intelligents et ils savent parfaitement apprécier la servilité de l'Internationale « de Berne ».

Martov a écrit quelque part : vous, les bolchéviks, vous vilipendez l'Internationale de Berne, et pourtant « votre » ami Loriot en fait partie.

C'est un argument de canaille. Chacun sait, en effet, que Loriot lutte ouvertement, honnêtement, héroïquement pour la IIe Internationale. Lorsque Zoubatov rassemblait en 1902 à Moscou des ouvriers pour les abrutir avec son « socialisme policier », l'ouvrier Babouchkine, que je connaissais depuis 1894, depuis qu'il faisait partie de mon cercle ouvrier de Pétersbourg, Babouchkine, l'un des meilleurs et des plus dévoués ouvriers-« iskristes », l'un des chefs du prolétariat révolutionnaire, fusillé en 1906 par Rennenkampf en Sibérie, Babouchkine *se rendait aux as-*

semblées de Zoubatov, pour lutter contre ces manœuvres et arracher les ouvriers à ses griffes. Babouchkine était aussi peu « zoubatoviste » que Loriot est « bernois ».

IV

Deuxième conclusion : la IIIe Internationale, l'Internationale communiste, a été justement fondée pour ne pas permettre à des « socialistes » de se tirer d'affaire par la reconnaissance *verbale* de la révolution, comme celle dont Ramsay Macdonald fournit des échantillons dans son article. La reconnaissance verbale de la révolution, qui recouvre en fait une politique totalement opportuniste, réformiste, nationaliste et petite-bourgeoise, était le péché capital de la IIe Internationale et nous luttons à mort contre ce mal.

Quand on dit : la IIe Internationale est morte après une faillite honteuse, il faut savoir le comprendre. Cela veut dire : Ce qui a fait faillite, ce qui est mort, c'est l'opportunisme, le réformisme, le socialisme petit-bourgeois. Car la IIe Internationale a un mérite historique, elle a réalisé une conquête εἰς ἀεί (pour toujours) à laquelle l'ouvrier conscient ne renoncera jamais, à savoir : la création d'organisations ouvrières de masse, coopératives, syndicales et politiques, l'utilisation du parlementarisme bourgeois, comme, en général, de toutes les institutions de la démocratie bourgeoise, etc.

Pour vaincre effectivement l'opportunisme, qui a entraîné la mort honteuse de la IIe Internationale, pour aider effectivement la révolution, dont Ramsay Macdonald *lui-même* est obligé de reconnaître l'approche, il faut :

premièrement, mener toute la propagande et toute l'agitation du point de vue de la révolution, par opposition aux réformes, en expliquant systématiquement aux masses cette opposition, à la fois dans la théorie et dans la pratique, à chaque pas de l'activité parlementaire, syndicale, coopérative, etc. Ne refuser en aucun cas (hormis des cas de force majeure) de mettre à profit le parlementarisme et toutes les « libertés » de la démocratie bourgeoise, ne pas refuser les réformes, mais les considérer *uniquement* comme un *résultat accessoire* de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat. Aucun des partis de l'Internationale « de Berne »

ne satisfait à cette exigence. Aucun même ne comprend comment il faut mener *toute* la propagande et *toute* l'agitation, en expliquant la *différence* entre les réformes et la révolution, comment il faut éduquer *sans relâche* à la fois le Parti et les masses *en vue de la révolution.*

Deuxièmement, on doit combiner travail légal et travail *illégal.* Les bolchéviks l'ont toujours enseigné, et surtout avec une insistance particulière pendant la guerre de 1914-1918. Les héros de l'abject opportunisme ricanaient, portant aux nues avec fatuité la « légalité », la « démocratie », la « liberté » des pays et des républiques d'Europe occidentale, etc. Désormais, seules de franches canailles qui dupent les ouvriers avec des paroles peuvent nier que les bolchéviks aient eu raison. Il n'est pas un seul pays au monde, fût-ce la plus avancée et la plus « libre » des républiques bourgeoises, où ne règne la terreur bourgeoise, où ne soit proscrite la liberté de militer en faveur de la révolution socialiste, de faire de la propagande et d'organiser les masses, précisément dans ce sens. Un parti qui jusqu'à présent ne l'a pas reconnu dans un régime de domination bourgeoise et qui n'effectue pas un travail *illégal* systématique, sur tous les plans, malgré les lois de la bourgeoisie et des parlements bourgeois, est un parti de traîtres et de gredins qui trompent le peuple en reconnaissant verbalement la révolution. Ces partis ont leur place à l'Internationale jaune « de Berne ». Il n'y en aura pas dans l'Internationale Communiste.

Troisièmement, il faut se battre sans répit et sans pitié pour chasser complètement du mouvement ouvrier les chefs opportunistes qui se sont démasqués avant la guerre et surtout pendant la guerre, tant sur l'arène politique que, notamment, dans les syndicats et les coopératives. La théorie du « neutralisme » est un stratagème vil et malhonnête qui, en 1914-1918, a aidé la bourgeoisie à dominer les masses. Les partis qui sont pour la révolution en paroles, mais pratiquement ne travaillent pas sans relâche à ce que le Parti révolutionnaire et lui seul exerce son influence dans les diverses organisations ouvrières de masse, sont des partis de traîtres.

Quatrièmement, on ne saurait tolérer que certains condamnent l'impérialisme en paroles, et qu'en fait ils ne mènent pas une lutte révolutionnaire pour affranchir les colonies (et

nations dépendantes) de *leur propre* bourgeoisie impérialiste. C'est de l'hypocrisie. C'est la politique des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier (labor lieutenants of the capitalist class). Les partis anglais, français, hollandais, belge, etc., hostiles à l'impérialisme en paroles, mais qui, en réalité, n'engagent pas une lutte révolutionnaire à l'intérieur de « leurs » colonies pour *renverser* « leur » bourgeoisie, qui n'aident pas systématiquement le travail *révolutionnaire*, déjà amorcé partout dans les colonies, qui n'y introduisent pas des armes et de la littérature pour les partis révolutionnaires des colonies, ces partis sont des partis de gredins et de traîtres.

Cinquièmement, le comble de l'hypocrisie est ce phénomène typique des partis de l'Internationale « de Berne » : reconnaître en paroles la révolution et faire miroiter aux yeux des ouvriers des phrases pompeuses affirmant qu'ils reconnaissent la révolution, mais, dans les faits, considérer d'un point de vue purement réformiste les germes, les pousses et les manifestations de croissance de la révolution que constituent toutes les actions des masses qui forcent les lois bourgeoises et rompent avec toute légalité ; ce sont, par exemple, les grèves de masse, les manifestations de rue, les protestations des soldats, les meetings parmi les troupes, la diffusion de tracts dans les casernes et les camps militaires, etc.

Si vous demandez à n'importe quel héros de l'Internationale « de Berne » si son parti se livre à ce travail systématique, il vous répondra soit par des phrases évasives pour dissimuler l'absence de ce travail : inexistence d'organisations et d'appareil à cet effet ; inaptitude de son parti à le mener, ou bien par des déclamations contre le « putschisme », l'« anarchisme », etc. Or, c'est ainsi que l'Internationale de Berne a trahi la classe ouvrière, est passée en fait dans le camp de la bourgeoisie.

Tous les gredins que sont les chefs de l'Internationale de Berne jurent leurs grands dieux, proclament leur « sympathie » pour la révolution en général et la révolution russe en particulier. Mais seuls des hypocrites ou des sots peuvent ne pas comprendre que les succès particulièrement rapides de la révolution en Russie sont dus à de longues années de travail du parti révolutionnaire dans le sens indiqué, des

années pendant lesquelles un appareil clandestin organisé était mis sur pied pour diriger les manifestations et les grèves, pour militer parmi les troupes ; il étudiait minutieusement les moyens d'action, éditait une littérature illégale qui dressait le bilan de l'expérience et éduquait tout le parti dans l'idée de la nécessité de la révolution, formait les dirigeants pour de pareilles actions, etc., etc.

V

Les divergences les plus profondes, les plus fondamentales, qui résument tout ce qui a été indiqué ci-dessus et expliquent le caractère inévitable d'une lutte intransigeante, sur le plan théorique et politique-pratique, du prolétariat révolutionnaire contre l'Internationale « de Berne », tiennent aux questions de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et de la dictature du prolétariat.

Ce qui révèle le mieux que l'Internationale de Berne est prisonnière de l'idéologie bourgeoise, c'est que, ne comprenant pas (ou bien ne voulant pas comprendre, ou bien faisant semblant de ne pas comprendre) le caractère impérialiste de la guerre de 1914-1918, elle n'a pas compris qu'elle devait inéluctablement se transformer en guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie de tous les pays avancés.

Lorsque, dès novembre 1914, les bolchéviks signalaient cette évolution inéluctable, les philistins de tous les pays répondaient par des railleries stupides, et au nombre de philistins figuraient tous les chefs de l'Internationale de Berne. A présent, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile est devenue un fait dans de nombreux pays, non seulement en Russie, mais aussi en Finlande, en Hongrie, en Allemagne, et même dans la Suisse neutre, et on observe, on sent, on palpe la montée de la guerre civile dans tous les pays avancés sans exception.

A présent, passer cette question sous silence (comme le fait Ramsay Macdonald) ou bien essayer de *se détourner* de la guerre civile inévitable au moyen de phrases conciliantes et doucereuses (comme le font messieurs Kautsky et C^ie^), cela équivaut à une trahison manifeste du prolétariat, cela équivaut à passer en fait aux côtés de la bourgeoisie.

Car les véritables chefs politiques de la bourgeoisie ont compris depuis longtemps que la guerre civile est inévitable, et ils s'y préparent de façon excellente, réfléchie et systématique, renforcent leurs positions en vue de cette guerre.

De toutes ses forces, avec une énergie, une intelligence et une résolution immenses, ne reculant devant aucun crime, vouant à la famine et à l'extermination complète des pays entiers, la bourgeoisie du monde entier prépare l'écrasement du prolétariat dans la guerre civile qui approche. Cependant, les héros de l'Internationale de Berne, comme des sots ou d'hypocrites petits curés, ou des professeurs pédants, roucoulent la vieille chanson réformiste, rebattue, usée jusqu'à la corde ! Il n'y a pas de spectacle plus hideux, plus répugnant !

Les Kautsky et les Macdonald poursuivent leurs efforts pour *faire peur* aux capitalistes en agitant l'épouvantail de la révolution, *effrayer* la bourgeoisie en agitant l'épouvantail de la guerre civile, afin d'en obtenir des concessions et leur accord pour la voie du réformisme. C'est à quoi se ramènent les écrits, toute la philosophie, toute la politique de toute l'Internationale de Berne. Ce pitoyable procédé de laquais, nous l'avons observé en Russie en 1905 chez les libéraux (les cadets), et en 1917-1919 chez les menchéviks et les « socialistes-révolutionnaires ». *Eduquer* les masses en leur expliquant qu'il est inévitable et nécessaire de *vaincre* la bourgeoisie dans la guerre civile, mener toute sa politique en vue de cet objectif, mettre en lumière, poser et trancher toutes les questions de ce point de vue, et seulement de ce point de vue — à cela, les âmes de laquais de l'Internationale de Berne n'y songent même pas. Et c'est pourquoi notre but doit uniquement consister à pousser définitivement les réformistes incorrigibles, c'est-à-dire les neuf dixièmes des chefs de l'Internationale de Berne, dans la fosse aux ordures des larbins de la bourgeoisie.

La bourgeoisie *a b e s o i n* de larbins qui jouissent de la confiance d'une partie de la classe ouvrière et qui parent, enjolivent la bourgeoisie par des propos sur la possibilité de la voie réformiste, qui bandent ainsi les yeux du peuple, qui le *détournent* de la révolution en étalant les charmes et les perspectives de la voie réformiste.

Tous les écrits de Kautsky, comme ceux de nos menchéviks et de nos socialistes-révolutionnaires, se ramènent à ce badigeonnage, aux pleurnicheries du petit bourgeois couard qui craint la révolution.

Nous n'avons pas ici les moyens de reprendre en détail les causes économiques fondamentales qui ont rendu inévitable précisément la voie révolutionnaire et seulement la voie révolutionnaire, et ont rendu impossible une autre solution des problèmes que l'histoire pose à l'ordre du jour, hormis la guerre civile. Il faudrait écrire des volumes à ce sujet, et ils seront écrits. Si messieurs Kautsky et autres chefs de l'Internationale de Berne ne l'ont pas compris, il ne reste plus qu'à dire : l'ignorance est moins éloignée de la vérité que le préjugé.

Car les travailleurs et leurs partisans, ignorants mais sincères, comprennent maintenant, après la guerre, le caractère inévitable de la révolution, de la guerre civile et de la dictature du prolétariat, plus facilement que messieurs Kautsky, Macdonald, Vandervelde, Branting, Turati et tutti quanti, bourrés des préjugés réformistes les plus doctes.

On doit reconnaître que les romans de Henri Barbusse, *le Feu* et *Clarté*, sont une confirmation particulièrement frappante du phénomène massif, observé partout, de la croissance de la conscience révolutionnaire dans les masses. Le premier a déjà été traduit dans toutes les langues et vendu en France à 230 000 exemplaires. Comment l'homme de la rue, un homme parmi la masse, complètement ignorant et totalement écrasé par les idées et les préjugés, se transforme en révolutionnaire, précisément sous l'influence de la guerre, Barbusse le montre avec une force, un talent et une véracité extraordinaires.

Les masses des prolétaires et des semi-prolétaires sont avec nous et viennent à nous non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. L'Internationale de Berne est un état-major sans armée qui s'écroulera comme un château de cartes si on la dénonce jusqu'au bout devant les masses.

Le nom de Karl Liebknecht a été utilisé pendant la guerre dans toute la presse bourgeoise de l'Entente pour tromper les masses : présenter les brigands et les pillards de l'impérialisme français et anglais comme s'ils sympathi-

saient avec ce héros, ce « seul Allemand honnête », selon leur expression.

A présent, les héros de l'Internationale de Berne siègent dans la même organisation que les Scheidemann qui ont tramé l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, que les Scheidemann qui ont joué le rôle de bourreaux issus du mouvement ouvrier et rendant des services de bourreaux à la bourgeoisie. En paroles, tentatives hypocrites pour « condamner » les Scheidemann (comme si une « condamnation » y changeait quelque chose !). Dans les faits, la présence dans la même organisation que les assassins.

En 1907, feu Harry Quelch fut expulsé de Stuttgart par le gouvernement allemand pour avoir qualifié d'« assemblée de voleurs » la réunion des diplomates européens[78]. Les chefs de l'Internationale de Berne ne sont pas seulement une assemblée de voleurs, ils sont une assemblée d'infâmes assassins.

Ils n'échapperont pas à la sentence des ouvriers révolutionnaires.

VI

Ramsay Macdonald se débarrasse de la question de la dictature du prolétariat en deux mots, comme si elle était un sujet de discussion sur la liberté et la démocratie.

Non. Il est temps d'agir. Il est trop tard pour discuter.

Le plus dangereux, de la part de l'Internationale de Berne, c'est la reconnaissance verbale de la dictature du prolétariat. Ces gens sont capables de tout reconnaître, de tout signer, pourvu qu'ils restent à la tête du mouvement ouvrier. Kautsky dit maintenant qu'il n'est pas contre la dictature du prolétariat ! Les social-chauvins et les « centristes » français signent une résolution en faveur de la dictature du prolétariat !

Ils ne méritent pas une once de confiance !

Ce n'est pas une reconnaissance verbale qu'il faut, mais une rupture complète, *dans les faits*, avec la politique réformiste, avec les préjugés de la liberté bourgeoise et de la démocratie bourgeoise, l'application dans les faits d'une politique de lutte de classe révolutionnaire.

On voudrait admettre verbalement la dictature du prolétariat pour faire passer à la fois, en catimini, « la

volonté de la majorité », « le suffrage universel » (comme le fait justement Kautsky), le parlementarisme bourgeois, le refus de détruire, de faire sauter, de briser complètement et jusqu'au bout l'appareil d'Etat bourgeois. Ces nouveaux subterfuges, ces nouveaux faux-fuyants du réformisme sont à craindre par-dessus tout.

La dictature du prolétariat serait impossible si la majorité de la population n'était pas composée de prolétaires et de semi-prolétaires. Cette vérité, Kautsky et C^ie^ s'emploient à la falsifier, sous prétexte qu'il faudrait un « vote de la majorité » pour reconnaître comme « juste » la dictature du prolétariat.

Quels comiques pédants ! Ils n'ont pas compris que le vote dans le cadre du parlementarisme bourgeois, avec ses institutions et ses coutumes, fait *partie* de l'appareil de l'Etat bourgeois, qui doit être vaincu et brisé de haut en bas *pour* réaliser la dictature du prolétariat, pour passer de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne.

Ils n'ont pas compris que, d'une façon générale, ce n'est pas par des votes mais par la guerre civile que se tranchent *toutes* les questions politiques sérieuses à l'heure où l'histoire a mis à l'ordre du jour la dictature du prolétariat.

Ils n'ont pas compris que la dictature du prolétariat est le pouvoir d'*une* classe, qui prend entre ses mains *tout* l'appareil de l'Etat nouveau, qui *vainc* la bourgeoisie et *neutralise* toute la petite bourgeoisie, la paysannerie, les philistins, les intellectuels.

Les Kautsky et les Macdonald reconnaissent en paroles la lutte des classes, pour l'oublier en fait au moment le plus décisif de l'histoire de la lutte pour la libération du prolétariat : au moment où, après avoir pris le pouvoir d'Etat et bénéficiant de l'appui du semi-prolétariat, le prolétariat *continue* la lutte des classes avec l'aide de ce pouvoir et la conduit jusqu'à la *suppression des classes.*

Comme de véritables philistins, les chefs de l'Internationale de Berne répètent les phrases démocratiques bourgeoises sur la liberté, l'égalité et la démocratie, sans voir qu'ils ressassent les débris des idées sur *le propriétaire des marchandises* libre et égal, sans comprendre que le prolétariat a besoin de l'Etat non pour la « liberté », mais *pour écraser* son ennemi, l'exploiteur, le capitaliste.

La liberté et l'égalité du *propriétaire de marchandises* sont mortes, comme est mort le capitalisme. Ce ne sont pas les Kautsky et les Macdonald qui le ressusciteront.

Le prolétariat a besoin de l'abolition des classes : voilà le contenu *réel* de la démocratie prolétarienne, de la liberté prolétarienne (*liberté par rapport* au capitaliste, à l'échange des marchandises), de l'égalité prolétarienne (non pas égalité des *classes*, cette platitude où s'embourbent les Kautsky, les Vandervelde et les Macdonald, mais égalité des travailleurs, qui *renversent* le capital et le capitalisme).

Tant qu'il y a des classes, liberté et égalité des classes sont une duperie bourgeoise. Le prolétariat prend le pouvoir, devient la classe *dominante*, brise le parlementarisme bourgeois et la démocratie bourgeoise, écrase la bourgeoisie, écrase *toutes* les tentatives de *toutes* les autres classes pour revenir au capitalisme, donne la liberté et l'égalité *véritables* aux travailleurs (ce qui n'est réalisable qu'avec *l'abolition* de la propriété privée des moyens de production), leur donne non seulement des « droits », mais la jouissance *réelle de ce qui a été ôté* à la bourgeoisie.

Qui n'a pas compris *ce contenu-là* de la dictature du prolétariat (ou, ce qui revient au même, du pouvoir des Soviets ou de la démocratie prolétarienne), emploie ces mots vainement.

Je ne puis développer ici plus en détail ces réflexions, que j'ai exposées dans *l'Etat et la Révolution* et dans la brochure *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*. Je peux terminer en dédiant ces notes aux délégués qui assisteront le 10 août 1919 au Congrès de Lucerne [79], de l'Internationale de Berne.

14 juillet 1919

Publié en août 1919 *Conforme au manuscrit*

DISCOURS SUR LA SITUATION EXTERIEURE ET INTERIEURE PRONONCE A LA CONFERENCE DES SOLDATS ROUGES DES CAMPS DE KHODYNKA LE 15 JUILLET 1919

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(L'arrivée du camarade Lénine à la tribune est saluée par une tempête d'applaudissements.) Camarades, nous vivons à l'heure actuelle un moment très important de la fin de la guerre impérialiste. Après la victoire sur l'Allemagne, depuis novembre 1918, les alliés se sont mis à élaborer les conditions de la paix, en disant que l'impérialisme allemand était mort et que les peuples étaient libérés. L'Assemblée nationale a ratifié la paix ; elle a ratifié une paix qui suit une guerre dans laquelle 10 millions d'hommes ont été massacrés et 20 millions mutilés pour des objectifs de brigandage, pour du butin.

Maintenant que la paix de Versailles est signée, les bolchéviks se trouvent avoir eu raison : cette paix est pire que celle de Brest-Litovsk, conclue naguère par nous avec l'impérialisme allemand agonisant. A présent il devient de plus en plus évident que la paix de Versailles marquera la défaite de l'impérialisme anglais, américain et autre. Aussitôt après la conclusion de la paix, les impérialistes se sont mis à partager les colonies : l'Angleterre s'est emparée de la Perse, on partage la Syrie, la Turquie ; désormais, les yeux des ouvriers des pays capitalistes se sont ouverts, et ils voient que c'était une guerre de rapaces. Aussi bizarre

que cela puisse paraître, on apprend que le prince Lvov, ex-membre du Gouvernement provisoire Kérenski, qui se trouve actuellement à Paris, a revendiqué à l'Entente, en faveur de la Russie, Constantinople et les détroits, sous prétexte que la Russie n'a fait la guerre que pour les avoir ; mais à sa demande naïve, on a naturellement répondu que cela n'aurait été accordé qu'à l'ancienne et puissante Russie.

Afin de tromper le peuple, les impérialistes français avaient fixé la fête de la victoire sur l'Allemagne au 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille. Mais les ouvriers français n'ont pas mordu à l'hameçon et le 14 juillet, les employés de cafés et de restaurants se mirent en grève : ce jour-là, alors que d'habitude la foule se promène et danse dans les rues, les cafés et les restaurants étaient fermés, et la fête fut ainsi ratée. Pour le 21 juillet, les ouvriers d'Angleterre, de France et d'Italie ont décrété la grève générale [80] et on peut dire que, de même que la paix de Brest-Litovsk pour l'Allemagne, la paix de Versailles se terminera pour la France et l'Angleterre par la défaite des capitalistes et la victoire du prolétariat. Les échecs de la première campagne de l'Entente dans le Sud de la Russie et de sa seconde campagne en Sibérie, sont, eux aussi, un indice de ce mouvement du prolétariat occidental. Ces échecs ont prouvé que le prolétariat occidental est pour nous.

La paysannerie de Sibérie et d'Ukraine elle-même, ralliée auparavant à Koltchak et Dénikine, s'est tournée contre eux à la suite des exactions, des pillages massifs et des violences. Il est clair maintenant que Koltchak est perdu et que la victoire sur Dénikine est proche ; cette victoire s'achèvera, elle aussi, par celle du prolétariat en Occident, car le mouvement des ouvriers y prend partout un caractère bolchévik ; au début, la Russie, avec son pouvoir des Soviets, était isolée, alors que par la suite la Hongrie soviétique s'est jointe à elle, et nous allons vers la remise du pouvoir aux Soviets en Allemagne ; le jour n'est pas loin où toute l'Europe s'unira en une seule République des Soviets qui anéantira la domination des capitalistes dans le monde entier. (Applaudissements prolongés.)

Publié le 17 juillet 1919 dans le n° 293 des « Vétchernié Izvestia Moskovskovo Soviéta »

Conforme au texte du journal

REPONSE AUX QUESTIONS D'UN JOURNALISTE AMERICAIN[81]

Je réponds aux cinq questions qui m'ont été posées à la condition que soit exécutée la promesse faite par écrit que ma réponse sera intégralement publiée dans les cent et quelques journaux des Etats-Unis d'Amérique.

1. Le programme du gouvernement soviétique n'est pas réformiste, mais révolutionnaire. Les réformes sont des concessions consenties par la classe dominante tout en restant au pouvoir. La révolution est le renversement de la classe dominante. C'est pourquoi les programmes réformistes comprennent habituellement de nombreux points partiels. Notre programme révolutionnaire ne comportait, en somme, qu'un point général : le renversement du joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, le renversement du pouvoir de ces exploiteurs, la libération des masses laborieuses. Ce programme, nous ne l'avons jamais modifié. Les mesures partielles tendant à sa réalisation ont été maintes fois modifiées ; il faudrait un volume entier pour les énumérer. Je me bornerai à indiquer qu'un autre point général de notre programme gouvernemental a sans doute entraîné le plus grand nombre de modifications dans les mesures partielles. C'est : l'« écrasement de la résistance des exploiteurs ». Après la révolution du 25 octobre (7 novembre) 1917, nous n'avons même pas interdit les journaux bourgeois et il n'était pas question de terreur. Nous avons rendu la liberté non seulement à plusieurs ministres de Kérenski, mais aussi à Krasnov qui nous avait combattus. Ce n'est que plus tard, quand les exploiteurs, c'est-à-dire les capitalistes, ont commencé à déployer leur résistance, que nous avons

entrepris de la briser systématiquement, sans reculer devant la terreur. C'était la réponse du prolétariat à des actions de la bourgeoisie telles que la conspiration avec les capitalistes d'Allemagne, d'Angleterre, du Japon, d'Amérique, de France, pour le rétablissement du pouvoir des exploiteurs en Russie ; la corruption des Tchécoslovaques avec l'argent anglo-français, la corruption de Mannerheim, de Dénikine et de bien d'autres avec l'argent allemand et l'argent français. L'un des derniers complots ayant entraîné une « modification » et, plus précisément, l'intensification de la terreur contre la bourgeoisie à Pétrograd, a été le complot de la bourgeoisie, tramé, avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, pour livrer Pétrograd, la prise du fort de Krasnaïa Gorka par des officiers conjurés, la corruption de fonctionnaires de la légation helvétique et de divers fonctionnaires russes par les capitalistes anglais et français, etc.

2. L'activité de notre république soviétique en Afghanistan, en Inde et dans d'autres pays musulmans à l'extérieur est identique à notre activité parmi les nombreux musulmans et autres peuples non russes à l'intérieur de la Russie. Nous avons, par exemple, permis aux masses bachkires de se constituer en république autonome à l'intérieur de la Russie ; nous encourageons de toutes les façons le libre développement autonome de toutes les nationalités, la croissance et la propagation de la littérature dans toutes les langues nationales, nous faisons traduire et diffuser notre Constitution soviétique qui a le malheur de plaire davantage à plus d'un milliard d'hommes appartenant aux peuples coloniaux asservis, opprimés, privés de droits, que les constitutions « occidentale » et américaine des Etats « démocratiques » bourgeois, qui consacrent la propriété privée de la terre et du capital, c'est-à-dire la domination d'un petit nombre de capitalistes « civilisés » sur les travailleurs de leur propre pays et sur les centaines de millions d'habitants des colonies d'Asie, d'Afrique, etc.

3. A l'égard des Etats-Unis et du Japon, notre objectif politique consiste tout d'abord à repousser leur cynique, criminelle agression de brigandage contre la Russie, et qui ne sert qu'à enrichir leurs capitalistes. Nous avons maintes fois et solennellement proposé la paix à ces deux Etats,

mais ils n'ont pas pris la peine de nous répondre, et continuent à nous faire la guerre, aidant Dénikine et Koltchak, pillant Mourmansk et Arkhangelsk, dévastant et ruinant tout particulièrement la Sibérie orientale où les paysans russes opposent aux bandits capitalistes du Japon et des Etats-Unis d'Amérique une héroïque résistance.

Notre objectif économique et politique vis-à-vis de tous les peuples y compris ceux des Etats-Unis et du Japon est unique, c'est l'alliance fraternelle avec les ouvriers et les travailleurs de tous les pays sans exception.

4. Nous avons maintes fois exposé par écrit, avec clarté et précision, les conditions auxquelles nous sommes disposés à conclure la paix avec Koltchak, Dénikine et Mannerheim, notamment à Bullitt[82] qui a mené des pourparlers avec nous (et avec moi personnellement à Moscou), au nom du gouvernement des Etats-Unis, dans une lettre à Nansen[83], etc. Ce n'est pas notre faute si les gouvernements des Etats-Unis et des autres pays n'osent publier in-extenso ces documents et dissimulent la vérité au peuple. Je me bornerai à rappeler notre condition essentielle : nous sommes disposés à rembourser toutes les dettes à la France et aux autres pays, à condition que la paix soit une paix véritable et non seulement en paroles, c'est-à-dire qu'elle soit signée et ratifiée officiellement par les gouvernements de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis, du Japon et de l'Italie, car Dénikine, Koltchak, Mannerheim, etc., ne sont que des pions entre leurs mains.

5. Je voudrais surtout porter ce qui suit à la connaissance de l'opinion publique américaine :

Comparé à la féodalité, le capitalisme a été un pas en avant d'une portée historique mondiale dans la voie de la « liberté », de l'« égalité », de la « démocratie », de la « civilisation ». Toutefois, le capitalisme a été et reste le système de *l'esclavage salarié*, de l'asservissement de millions de travailleurs, d'ouvriers et de paysans, par une infime minorité de maîtres d'esclaves modernes, de propriétaires fonciers et de capitalistes. La démocratie bourgeoise a modifié la forme de cet esclavage économique par rapport à la féodalité, elle lui a donné une façade particulièrement brillante, mais n'en a pas modifié et ne pouvait en modifier l'essence. Capitalisme et démocratie bourgeoise sont l'esclavage salarié.

Les immenses progrès techniques en général et surtout ceux des moyens de communication, la croissance prodigieuse du capital et des banques ont fait que le capitalisme a atteint la maturité et même la pourriture. Il s'est survécu à lui-même. Il est devenu l'obstacle le plus réactionnaire à l'évolution humaine. Il a abouti à la toute-puissance d'une poignée de milliardaires et de millionnaires qui poussent les peuples à l'abattoir pour savoir à quel groupe de rapaces, le groupe allemand ou le groupe anglo-français doivent revenir le butin impérialiste, la domination dans les colonies, les « sphères d'influence » financières ou les « mandats d'administration », etc.

De 1914 à 1918, des dizaines de millions d'hommes ont été tués et mutilés pour cela, uniquement pour cela. Cette vérité gagne avec une force et une rapidité irrésistibles les masses laborieuses de tous les pays, et ce d'autant plus que la guerre a partout provoqué des ravages inouïs, qu'il faut *partout*, même dans les pays « victorieux », payer les intérêts des dettes de guerre. Que représentent ces intérêts ? C'est un tribut se chiffrant par milliards versé à MM. les millionnaires pour avoir eu l'extrême obligeance de permettre à des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans de s'entretuer et de se mutiler pour trancher la question du partage des bénéfices entre capitalistes !

La faillite du capitalisme est inévitable. La conscience révolutionnaire des masses grandit partout. Des milliers d'indices en témoignent. En voici un, d'importance secondaire, mais frappant pour le philistin : les romans d'Henri Barbusse (*le Feu* et *Clarté*) qui, quand il se rendit au front, était le plus pacifique, le plus modeste, le plus docile petit bourgeois et philistin.

Les capitalistes, la bourgeoisie peuvent dans le « meilleur » des cas différer, au prix de l'extermination de centaines de milliers d'ouvriers et de paysans, la victoire du socialisme dans tel ou tel pays. Mais ils ne peuvent sauver le capitalisme. *La République des Soviets* a pris la relève, elle donne le pouvoir aux travailleurs et seulement aux travailleurs ; elle charge le prolétariat de diriger leur affranchissement, elle abolit la propriété privée de la terre, des fabriques et des autres moyens de production, car cette propriété privée est la source de l'exploitation de la majorité

par la minorité, la cause de l'indigence des masses, la cause des guerres de brigandage entre les peuples, guerres qui n'enrichissent que les capitalistes.

La victoire de la République internationale des Soviets est assurée.

Une petite remarque pour finir : la bourgeoisie américaine trompe le peuple en se targuant de la liberté, de l'égalité, de la démocratie qui régnerait dans son pays. Mais ni cette bourgeoisie, ni aucune autre, ni aucun gouvernement au monde, ne pourra accepter, n'osera accepter de rivaliser avec notre gouvernement en matière de liberté, d'égalité, de démocratie authentiques ; mettons, par exemple, un accord qui assure à notre gouvernement et à tout autre le libre échange... de brochures publiées au nom du gouvernement dans n'importe quelle langue et donnant le texte des lois du pays et de sa constitution, commenté de manière à en faire ressortir la supériorité.

Aucun gouvernement bourgeois au monde n'osera conclure avec nous un accord de ce genre, pacifique, libre, démocratique, sur un pied d'égalité, comme il sied à des pays civilisés.

Pourquoi ? Parce que tous les gouvernements, sauf le gouvernement des Soviets, ne se maintiennent qu'en opprimant et en trompant les masses. Mais la grande guerre de 1914-1918 a dissipé la grande duperie.

Le 20 juillet 1919 *Lénine*

La « Pravda » n° 162, le 25 juillet 1919

Conforme au texte de la « Pravda »

DISCOURS SUR L'ETAT DU RAVITAILLEMENT ET LA SITUATION MILITAIRE A LA CONFERENCE DES COMITES DE FABRIQUE ET D'USINE, DES SYNDICATS ET DES DELEGUES DE LA COOPERATIVE OUVRIERE CENTRALE DE MOSCOU LE 30 JUILLET 1919

(Applaudissements.) Camarades, permettez-moi de vous donner quelques brèves explications sur l'état du ravitaillement et la situation militaire. J'espère que vous êtes au courant des faits essentiels à ce sujet et ma tâche consistera plutôt à vous en préciser la signification.

Juste au moment où vous devez résoudre les problèmes de la coopération, nous traversons, comme l'été dernier, une période critique, surtout sur le plan du ravitaillement. Vous savez que cette année nous avons enregistré dans ce domaine un très grand succès, en regard de l'année précédente. On pourrait difficilement mesurer les succès acquis avec autant de précision dans d'autres sphères de l'activité soviétique. Dans la première année du pouvoir des Soviets, qui a partiellement englobé la fin du régime Kérenski, l'Etat n'a stocké au total que 30 millions de pouds de blé. L'année suivante, nous en avons eu plus de 107 millions, bien que sous le rapport militaire et quant à l'accès des territoires les plus fertiles, les conditions fussent beaucoup plus dures, car non seulement la Sibérie, mais aussi l'Ukraine et une importante partie de l'Extrême-Sud nous étaient

interdits. Malgré cela, nous avons pu tripler nos stocks, comme vous le voyez. Du point de vue du travail des services du ravitaillement, c'est un beau succès, mais du point de vue de l'approvisionnement complet des localités non agricoles en blé, c'est fort peu de chose, car les enquêtes minutieuses sur les conditions alimentaires de la population non agricole et, en particulier, de la population ouvrière des villes, ont révélé qu'au cours du printemps et de l'été de cette année, l'ouvrier de la ville n'a reçu du Commissariat au Ravitaillement que près de la moitié de ses vivres, et qu'il a dû aller chercher le reste au marché noir, à la Soukharevka, chez les spéculateurs ; la première moitié a absorbé le dixième environ de son budget, et la seconde les neuf autres dixièmes. Comme il fallait s'y attendre, Messieurs les spéculateurs imposent aux ouvriers des prix neuf fois plus élevés que ceux de l'Etat. Si l'on considère ces données précises, on doit dire que nous avons encore une jambe dans le vieux régime capitaliste, que nous ne nous sommes tirés qu'à moitié de l'ornière, du marais de la spéculation pour entrer dans la voie du stockage du blé véritablement socialiste, où le blé cesse d'être une marchandise, cesse d'être un objet de spéculation, un motif et un prétexte de querelles, de lutte et de paupérisation de la majorité. Comme vous le voyez, on n'a fait que peu de chose, en comparaison de ce qui est nécessaire, pour couvrir les besoins de la population ouvrière et non agricole ; mais si l'on songe aux dures conditions dans lesquelles nous avons dû travailler pendant la guerre civile, alors que la plus grande partie des zones céréalières les plus riches n'étaient pas en notre possession, il ressort que nos services de ravitaillement ont été mis en place avec une extraordinaire rapidité. Je pense que tous conviendront avec moi qu'à cet égard, la tâche d'organisation, la collecte du blé chez les masses paysannes par des méthodes non capitalistes, présente des difficultés incroyables que nul changement de services (pour ne pas parler d'un changement de gouvernement) ne saurait résoudre ; car cette tâche exige une refonte de l'organisation, des bases de la vie agricole, établies depuis des siècles, sinon des millénaires. Si nous disposions, en temps de paix véritable, de cinq ans par exemple pour monter un appareil capable de remet-

tre aux mains de l'Etat la totalité du blé pris aux spéculateurs, nous dirions qu'une refonte sociale et économique aussi rapide est inouïe et sans précédent. Que nous ayons réussi en moins de deux ans à résoudre à moitié ce problème, c'est un très grand résultat. Ceci prouve incontestablement qu'en ce qui concerne la question si pénible et ardue du ravitaillement, le pouvoir soviétique a adopté une ligne juste, est sur la bonne voie. En tout cas, on peut dire que le pouvoir des Soviets est décidé, de la manière la plus ferme, à poursuivre son chemin sur cette seule voie, sans se laisser impressionner par les hésitations, les doutes et les critiques, et parfois le désespoir, que nous voyons autour de nous. Il n'est pas étonnant que parfois tel ou tel représentant des régions affamées soit en proie au désespoir le plus profond et poignant. Ce n'est pas étonnant parce que les chiffres généraux que j'ai cités relatifs à l'alimentation des ouvriers des régions non agricoles et des villes montrent qu'ils sont pour 50% tributaires des spéculateurs, du hasard, etc.

Vous savez que la spéculation prend chez nous le caractère de la lutte la plus effrénée ; ceux qui peuvent apporter des denrées au marché écorchent le peuple d'une manière éhontée. Il n'est pas étonnant que nous voyions désespérer ceux qui ont été vaincus dans ce combat acharné entre les spéculateurs et les affamés. Il est évident qu'avec un trafic ferroviaire réduit, lorsque nous observons, dans les régions les plus riches en blé, ce qui se passe en Ukraine où on ne parvient à créer aucun organisme, où jusqu'à présent les anciens débris des groupes de partisans paralysent tout travail d'organisation, où la population n'a pas encore su venir à bout de la guérilla il est évident que tout cela fait entièrement le jeu de Dénikine qui y remporte les victoires les plus faciles ; cela nous empêche de mettre à profit les plus riches marchés de blé, pourvus des réserves qui pourraient aisément nous tirer d'affaire. Je dis que dans une pareille situation, le désespoir de ceux qui ont été vaincus dans la lutte pour le blé n'a rien d'étonnant. Mais si nous considérons dans son ensemble l'activité soviétique, non dans les cas isolés mais dans sa totalité, si nous comparons ce qu'a donné le pouvoir des Soviets à ce qu'a donné le marché libre, nous devrons dire que la moitié du ravitaillement, qui est aux mains des spéculateurs, demeure toujours la

cause d'une terrible oppression et de l'enrichissement le plus effréné, monstrueux, que rien ne retient, pour les spéculateurs ; quand d'une part, des gens ont faim et que, de l'autre, certains ont les moyens de s'enrichir, c'est la source de la dépravation la plus extrême.

Et l'on comprend que des gens, incapables de saisir ce processus et de lier deux idées, nous disent à tout bout de champ, au lieu de réfléchir au moyen de s'acquitter, dans la lutte contre le capitalisme, de cette nouvelle tâche, l'organisation de la collecte du blé à un prix ferme basée sur la confiance envers l'Etat ouvrier, au lieu de penser à tout cela, ils nous disent : « Voyons, si les ouvriers dépensent les neuf dixièmes de leur budget à la Soukharevka, la preuve est faite que vous n'existez que grâce aux trafiquants du marché noir et aux spéculateurs. C'est pourquoi vous devez vous en accommoder. » Ce raisonnement est tenu parfois par des gens qui se croient spirituels et s'imaginent bien comprendre les événements. En réalité, ce ne sont que des sophistes. L'expérience de la révolution confirme qu'il n'est pas difficile de changer les formes de gouvernement, qu'il est possible de supprimer en peu de temps la classe dominante des propriétaires fonciers et des capitalistes, et même en quelques semaines si le développement de la révolution est favorable, mais que la transformation des conditions fondamentales de la vie économique, la lutte contre les habitudes ancrées depuis des siècles et des millénaires dans la mentalité de chaque petit propriétaire est une chose qui, après le renversement total des classes exploiteuses, exige de longues années d'organisation opiniâtre.

Et lorsqu'on nous dit : « Regardez comme la Soukharevka prospère à côté de vous, comment le pouvoir des Soviets en dépend », nous répondons : de quoi vous étonnez-vous ? Pensez-vous que ce problème ait pu être résolu en moins de deux ans, alors que la Russie est coupée des meilleures régions agricoles ? Ceux qui opposent le plus d'objections du point de vue des principes, et qui assurent même parfois qu'ils parlent du point de vue du socialisme, — mais que Dieu nous garde d'un pareil socialisme ! — traitent les bolchéviks d'utopistes et d'aventuriers parce qu'ils ont dit : on peut et on doit écraser par la voie révolutionnaire non seulement la monarchie et la propriété foncière, mais aussi la classe capi-

taliste et effacer les séquelles de la vieille guerre impérialiste, afin de déblayer le terrain pour le travail d'organisation ce qui nous oblige nécessairement à envisager une longue période de domination de la classe ouvrière, seule capable d'entraîner les larges masses paysannes. Ceux qui nous traitent d'utopistes parce que nous estimions possible d'écraser par la voie révolutionnaire la classe des propriétaires fonciers et des capitalistes, nous imposent eux-mêmes une tâche utopique : à l'heure où la guerre civile nous lie les bras, — résoudre dans un délai dans lequel aucune force au monde ne saurait y parvenir, les problèmes d'organisation du nouveau régime socialiste et de la lutte contre les anciennes habitudes, impossibles à détruire par aucun changement d'institutions.

Oui, la politique du ravitaillement montre avec une singulière netteté que la lutte du socialisme contre le capitalisme, dans sa forme ultime, se déroule justement dans ce secteur où il ne suffit pas de venir à bout des anciennes institutions, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, mais encore de toutes les habitudes inculquées par le capitalisme et des conditions économiques de millions de petits propriétaires. Il faut faire en sorte que leur jugement l'emporte sur leurs préjugés. Tout paysan un tant soit peu conscient conviendra que le libre commerce du blé, sa vente au marché libre, alors que le peuple a faim, équivaut à la guerre entre les hommes, à l'enrichissement des spéculateurs et, pour la majorité du peuple, à la famine. Mais cette prise de conscience est encore insuffisante, parce que tous les préjugés et toutes les habitudes du paysan lui disent qu'il est plus avantageux de vendre son blé aux spéculateurs pour quelques centaines de roubles que de le céder à l'Etat pour quelques dizaines de roubles-papier en échange desquels il ne peut, en ce moment, recevoir de marchandises. Nous lui disons : si le pays est dévasté, si on manque de combustible et les fabriques ne marchent pas, toi paysan, tu dois venir en aide à l'Etat ouvrier et lui livrer ton blé à crédit. Le papier-monnaie qu'on te donne en échange du blé certifie que tu as consenti un prêt à l'Etat. Si toi, paysan, tu fais crédit à l'Etat, si tu lui donnes du blé, l'ouvrier pourra rétablir l'industrie. Il n'y a pas d'autre moyen de relever la production dans un pays ruiné par quatre années

de guerre impérialiste et deux années de guerre civile ! Tout paysan un tant soit peu averti, un tant soit peu dégagé de l'ignorance primitive du moujik, conviendra qu'il n'y a pas d'autre issue. Mais le paysan conscient que l'on convaincra si on lui tient un langage humain, est une chose, tandis que les préjugés de millions de paysans qui ont vécu toute leur vie en régime capitaliste, qui considèrent que la propriété privée du blé est parfaitement naturelle, qui n'ont pas fait l'expérience de l'ordre nouveau et ne peuvent pas avoir confiance en lui, en est une autre. C'est pourquoi nous disons que la lutte la plus âpre du socialisme contre le capitalisme se déroule dans le domaine du ravitaillement, en fait et non en paroles, précisément dans ce domaine et non dans la sphère supérieure de l'édification de l'Etat. Cette sphère est facile à modifier, et la portée de ces modifications n'est pas considérable. Alors que dans le domaine du ravitaillement, la conscience des travailleurs et de leur avant-garde, la classe ouvrière, engage une lutte finale et décisive contre les préjugés, la dispersion, le morcellement des masses paysannes. Quand les partisans du capitalisme, — peu importe qu'ils se réclament des partis bourgeois, ou qu'ils portent le nom de menchéviks ou de socialistes-révolutionnaires, — nous disent : « Renoncez au monopole d'Etat, à la collecte du blé par la force, aux prix fermes », — nous leur répondons : « Vous êtes peut-être, chers menchéviks et socialistes-révolutionnaires, des gens sincères, mais vous défendez le capitalisme, vous ne faites qu'exprimer les préjugés de la vieille démocratie petite-bourgeoise, qui n'a rien vu d'autre que la liberté du commerce, qui est à l'écart de la lutte acharnée contre le capitalisme et s'imagine qu'on peut l'apaiser et s'entendre. Nous avons suffisamment d'expérience pour savoir que les représentants des vraies masses laborieuses, qui n'ont pas accédé aux couches supérieures, les masses exploitées toute leur vie par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, se rendent bien compte qu'il s'agit d'une bataille suprême, décisive, contre le capitalisme où il ne peut être question d'apaisement. Elles savent que justement dans ce domaine aucune concession n'est possible. Si le pouvoir soviétique dit temporairement, comme l'été dernier : « Permettons de transporter pendant quelques semaines des ballots d'un poud et demi », il n'en

est pas moins vrai qu'ensuite il a fait fonctionner son appareil qui a livré plus qu'auparavant. Vous savez qu'en ce moment il a fallu également accorder une concession, une trêve : laisser les ouvriers faire individuellement des provisions de blé pendant leurs congés. Nous nous réservons d'autant mieux la possibilité de nous mettre au travail, nous garantissons notre travail socialiste. Nous livrons une vraie bataille au capitalisme, et nous disons que, malgré les concessions auxquelles il nous contraint, nous restons partisans de la lutte contre le capitalisme, contre l'exploitation. Nous serons aussi impitoyables dans cette bataille que nous le sommes avec Koltchak et Dénikine, parce que la source où ils puisent leurs renforts est le capitalisme ; elle ne tombe pas du ciel, elle est alimentée par le libre commerce du blé et des marchandises. Nous savons que la libre vente du blé dans un pays est la source principale du capitalisme, la cause de la chute de toutes les républiques jusqu'à ce jour. La lutte décisive et finale contre le capitalisme, contre la liberté du commerce se poursuit actuellement, et nous livrons en ce moment le combat suprême contre le capitalisme, pour le socialisme. Si nous remportons la victoire, il n'y aura plus de retour au capitalisme, à l'ancien pouvoir, à tout ce qui fut naguère. Pour que ce retour au passé soit impossible, il faut seulement faire la guerre à la bourgeoisie, à la spéculation, à la petite propriété, pour que soit aboli le principe qui régnait auparavant : « Chacun pour soi et Dieu pour tous. » Il faut oublier ce principe : « Chaque paysan pour soi et Koltchak pour tous. » Une nouvelle forme de rapports mutuels et d'édification existe chez nous. Il faut savoir que le socialisme progresse et que, malgré les survivances qui pèsent sur nous nous devons nous souvenir que ce ne sont là que de vieux lambeaux de vieilles idées, parce que le paysan doit considérer de façon toute nouvelle les biens de consommation qu'il produit ; autrement, s'il vend du blé à l'ouvrier au prix du marché « libre», il devient incontestablement un bourgeois et un propriétaire ; tandis que nous exigeons que le blé soit vendu à prix ferme, imposé par l'Etat, ce qui nous permettra de nous débarrasser du capitalisme. Eh bien, à l'heure où nous devons supporter tout le poids de notre famine et comparer notre situation actuelle à celle de l'an passé, il nous faut dire que

notre présente situation est incomparablement meilleure. Il est vrai que nous devons accorder certaines concessions, mais nous pouvons toujours répondre de ces concessions, et les expliquer. Néanmoins, bien que nous ayions fait beaucoup en 20 mois de pouvoir soviétique, nous n'avons pas encore éliminé toutes les difficultés de la pénible situation actuelle.

Quand nous aurons arraché les paysans à la propriété, quand nous les aurons initiés à l'édification de notre Etat, nous pourrons dire que la partie la plus rude de notre chemin aura été parcourue. Mais nous ne quitterons pas ce chemin ni celui de la lutte contre Dénikine et Koltchak. Nous entendons dire dans le camp de ceux qui s'intitulent socialistes révolutionnaires et menchéviks, que la guerre est sans espoir, qu'elle n'a pas d'issue et qu'il faut prendre toutes les mesures pour y mettre fin ; ces propos, vous les entendrez à tout bout de champ. Ils sont tenus par des gens qui ne comprennent rien à la situation réelle. Ils considèrent que la guerre civile est sans issue parce qu'elle est trop pénible ; mais comment ne comprennent-ils pas que ce sont les impérialistes d'Europe qui nous l'imposent, parce qu'ils craignent la Russie des Soviets. Pendant ce temps, ils gardent dans leurs palais, aujourd'hui Savinkov, demain Maklakov, puis Brechkovskaïa, avec qui ils ne tiennent pas d'aimables conversations, mais qu'ils consultent sur la manière la plus rationnelle d'envoyer ici, chez nous, des soldats, des canons et autres engins de mort, sur la façon de venir en aide au front d'Arkhangelsk, d'y adjoindre le front Sud et le front Est, plus celui de Pétrograd. Toute l'Europe, toute la bourgeoisie européenne s'est coalisée contre la Russie des Soviets. Elle en est arrivée à un tel degré de cynisme qu'elle propose au gouvernement hongrois un marché de ce genre : « Renoncez au pouvoir des Soviets et nous vous donnons du blé. » Je pense à la propagande que fera cette proposition en Hongrie, quand on la lira dans les journaux de Budapest ! Mais c'est tout de même mieux, c'est un moyen plus honnête et plus direct que tous les augures sur la lutte pour la liberté du commerce, etc. C'est dire en toute netteté : « Vous avez besoin de blé, renoncez à ceci et à cela qui ne nous arrange pas, et nous vous en donnerons ! »

C'est pourquoi, si nos chers capitalistes faisaient cette proposition aux paysans russes, nous leur en serions très reconnaissants. Nous dirions : « Nous manquions de propagandistes ; à présent Clemenceau, Lloyd-George et Wilson sont venus à notre rescousse, ce sont les meilleurs propagandistes. A présent, il ne sera plus question d'Assemblée Constituante, de liberté de réunion, etc. ; tout sera mis au net. Mais nous demanderons à messieurs les capitalistes : vous avez tant de dettes de guerre, toutes vos valises sont bourrées de reconnaissances de dettes, vous avez des milliards et des milliards de dettes de guerre, et vous pensez que le peuple va les payer ? Vous avez tant d'obus, de cartouches, de canons, que vous ne savez qu'en faire et vous n'avez rien trouvé de mieux que de les utiliser contre les ouvriers russes ? Vous qui avez acheté Koltchak, pourquoi ne l'avez-vous donc pas sauvé ? Vous avez pourtant adopté récemment une résolution demandant que la Société des Nations de l'Entente reconnaisse le gouvernement de Koltchak comme le seul gouvernement russe légitime [84]. Et après cela, il a pris la poudre d'escampette. Pourquoi ce dénouement ? (Applaudissements.) Nous voyons, grâce à l'aventure Koltchak, ce que valent les promesses des chefs socialistes révolutionnaires et menchéviks. Ce sont eux les initiateurs de l'aventure, ce sont eux qui détenaient le pouvoir à Samara. Que valent donc ces promesses ? Et comment faire si des forces qui, du point de vue militaire, sont certes incroyablement supérieures aux nôtres, se liguent contre nous ; tellement supérieures que nous ne pouvons même pas soutenir une comparaison approximative. Bien sûr, la grande et la petite bourgeoisie en tirent une conclusion en conséquence, et disent aux masses fatiguées et affamées : « On vous a entraînées dans une guerre civile sans issue. Comment pourriez-vous, vous un pays épuisé et arriéré, lutter contre l'Angleterre, la France et l'Amérique ? » Nous entendons sans cesse cette rengaine autour de nous, et les intellectuels bourgeois y font chorus chaque jour, à chaque heure. Ils s'efforcent de démontrer que la guerre civile est une entreprise désespérée. Mais l'histoire nous répond. C'est l'histoire du pouvoir en Sibérie. Nous savons qu'il y a là-bas des paysans aisés qui n'ont pas connu le servage, et qui de ce fait ne peuvent pas être

reconnaissants aux bolchéviks de les avoir délivrés des grands propriétaires fonciers. Nous savons qu'un gouvernement y a été organisé et que pour commencer, on y a envoyé de beaux drapeaux, confectionnés par le socialiste-révolutionnaire Tchernov ou le menchévik Maïski, lesquels portaient comme devise : Assemblée Constituante, liberté du commerce. Nous y inscrirons tout ce que tu voudras, petit moujik ignare, pourvu que tu nous aides à renverser les bolchéviks ! Qu'est-il sorti de ce régime ? A la place d'une Assemblée Constituante, ce fut la dictature de Koltchak, la dictature la plus forcenée, pire que toutes celles des tsars. Est-ce un hasard ? On nous répond que c'était une erreur. Mais, messieurs, des individus peuvent se tromper dans tel ou tel acte de leur vie ; or, ici, vos meilleurs éléments, tout ce qu'il y avait de mieux dans vos partis, sont venus à votre aide. Les intellectuels ne vous ont-ils pas apporté leur concours ? Et s'ils ne l'ont pas fait, bien que nous sachions que oui, vous avez eu les intellectuels de tous les pays avancés : France, Angleterre, Amérique et Japon. Vous aviez la terre, vous aviez la marine, vous aviez les troupes, vous aviez l'argent ; pourquoi tout s'est-il écroulé ? Par suite d'une faute d'un quelconque Tchernov ou Maïski ? Non ! Parce que dans cette guerre à outrance il ne peut pas y avoir de demi-mesure, que pour se maintenir, la bourgeoisie doit fusiller par dizaines et centaines tous les éléments d'avenir de la classe ouvrière. On le voit clairement d'après l'exemple de la Finlande ; celui de la Sibérie le démontre à présent. Pour prouver l'inconséquence des bolchéviks, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks se sont mis à édifier un régime nouveau et ils ont dégringolé en grande pompe, tout droit, vers le pouvoir de Koltchak. Non, ce n'est pas l'effet du hasard ; il en va de même dans le monde entier, et si tous les discours des bolchéviks, toutes leurs publications que l'on pourchasse à présent dans tous les pays, où les brochures bolchéviques sont dépistées comme un microbe dangereux pour les pauvres Wilson, Clemenceau et Lloyd George, disparaissaient, nous aurions indiqué la Sibérie où leurs suppôts ont sévi naguère et nous dirions : tout cela fait plus d'effet que n'importe quelle propagande ! Ceci montre qu'il ne peut pas y avoir de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et celle de la

classe ouvrière. Cette idée ne pénètre pas seulement dans la tête des masses ouvrières, elle pénètre même dans celle du paysan le moins conscient. Vous savez, les paysans disaient : « Nous ne voulons pas de gouvernement bolchévik, nous voulons le libre commerce du blé. » Vous savez qu'à Samara, la paysannerie, la paysannerie moyenne, était du côté de la bourgeoisie. Qui donc l'a écartée de Koltchak à présent ? Il est apparu que le paysan tout seul ne peut créer son... * C'est ce que confirme toute l'histoire de la révolution, et tous ceux qui la connaissent, ainsi que l'histoire du mouvement socialiste, savent que toute l'évolution des partis politiques au XIX^e^ siècle conduit là.

Le paysan, évidemment, ne le savait pas. Il n'a étudié ni l'histoire du socialisme ni celle des révolutions ; mais il se fie aux conclusions qu'il tire de sa propre expérience. Quand il a vu que les fardeaux imposés par le bolchévisme visaient à vaincre les exploiteurs, que le pouvoir de Koltchak a amené la restauration des sbires du capitalisme, il s'est dit délibérément : « J'opte pour la dictature des masses ouvrières et je l'accepte pour anéantir la dictature de la bourgeoisie bureaucratique — c'est ainsi qu'il appelle la dictature de Koltchak — pour avoir la dictature du prolétariat, la dictature du peuple. » L'affaire Koltchak montre qu'aussi interminable, pénible et sans espoir que paraisse la guerre civile, elle n'aboutit pas à une impasse. Elle amène les masses populaires les plus coupées des bolchéviks à se convaincre par leur propre expérience qu'il est indispensable de se ranger aux côtés du pouvoir soviétique.

Telle est, camarades, notre situation militaire. Maintenant, permettez-moi de conclure par une indication sur le travail coopératif que nous aurons à effectuer. Plusieurs camarades, beaucoup plus compétents que moi, ont déjà donné leur opinion sur les tâches pratiques qui vous incombent. Je me permettrai d'exprimer le vœu que la tâche qui se pose à vous, celle de créer une coopérative de consommation englobant les masses laborieuses, tâche d'une énorme importance, soit menée à bien. Dans la société capitaliste, les coopératives engendraient inévitablement une

* Un mot n'a pu être déchiffré dans le sténogramme. (*N.R.*)

couche dirigeante, le plus souvent formée de gardes blancs. Ce n'est pas seulement chez nous qu'il en a été ainsi, comme le prouve l'entente de ces dirigeants avec Koltchak. Il en été de même en Angleterre, et en Allemagne, dans les pays capitalistes. Au début de la guerre, l'équipe dirigeante des coopératives, accoutumée à vivre de ses capitaux, est passée, sans exception, aux côtés des impérialistes.

Ce n'est pas par hasard que dans le monde entier, durant la guerre impérialiste, les cercles dirigeants des parlementaires socialistes, du mouvement socialiste sont entièrement passés du côté des impérialistes. Ils ont attisé la guerre et ont fait tant et si bien que leurs amis sont à la tête du gouvernement qui a assassiné Liebknecht et Luxembourg, et aident à fusiller les chefs de la classe ouvrière. Ce n'est pas la faute de certains individus. Ce n'est pas le fait de tel ou tel malheureux criminel. C'est le résultat du capitalisme qui les a pervertis. Il en a été ainsi dans le monde entier et la Russie n'est pas un pays privilégié, nous n'avions pas le moyen de sortir autrement de la société capitaliste, nous avons dû livrer nous aussi une rude bataille à ces cliques. Elle n'est pas encore terminée maintenant qu'elle gagne les masses populaires, que les masses engagent la lutte contre toute spéculation. Ceux qui ont été exploités eux-mêmes ne l'oublieront pas le jour où ils prendront en mains la répartition. Il se peut que nous subissions encore bien des revers sur ce terrain. Nous savons qu'il subsiste trop d'ignorance et d'inculture, que des failles se produiront tantôt ici, tantôt là ; nous savons que l'on n'obtiendra rien d'un seul coup. Mais nous, qui dirigeons consciemment l'œuvre des Soviets, les ouvriers et les paysans conscients qui édifient la Russie socialiste, nous ferons cette guerre. Vous la ferez avec nous et aussi difficile et pénible qu'elle soit, elle s'achèvera, camarades, par une victoire totale. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Un compte rendu abrégé a été publié dans la « Pravda » n° 167 du 31 juillet 1919
Publié intégralement pour la première fois en 1933

Conforme au sténogramme

DISCOURS PRONONCE AU Ier CONGRES DES TRAVAILLEURS DE L' ENSEIGNEMENT ET DE LA CULTURE SOCIALISTE DE RUSSIE LE 31 JUILLET 1919[85]

Camarades, je suis très heureux de saluer votre congrès au nom du Conseil des Commissaires du Peuple.

Dans le domaine de l'instruction publique, il nous a fallu affronter pendant longtemps les mêmes difficultés auxquelles le pouvoir des Soviets s'est constamment heurté dans tous les secteurs du travail et de l'organisation. Nous avons vu que des institutions, considérées comme les seules organisations de masse, étaient dirigées dès le début par des gens qui sont demeurés longtemps encore captifs des préjugés bourgeois. Nous avons même vu, dans les débuts du pouvoir soviétique, en octobre 1917, l'armée nous inonder à Pétrograd de déclarations dans lesquelles elle ne reconnaissait pas le pouvoir des Soviets, menaçait de marcher sur Pétrograd et exprimait sa solidarité avec les gouvernements bourgeois. Dès cette époque, nous avons acquis la conviction que ces déclarations émanaient des milieux dirigeants de ces organisations, des comités de l'armée d'alors, qui représentaient totalement le passé dans l'évolution de l'état d'esprit, des convictions et des opinions de notre armée. Depuis, ce phénomène s'est reproduit à l'échelle de toutes les organisations de masse, celle des cheminots, et aussi des employés des postes et du télégraphe. Nous avons toujours observé qu'au départ, le passé garde encore son emprise et son influence sur les organisations

de masse. C'est pourquoi nous n'avons été nullement étonnés par la longue et opiniâtre lutte qui s'est déroulée parmi les enseignants, lesquels ont constitué dès le début une organisation ralliée dans son immense majorité, sinon en totalité, à une plate-forme hostile au pouvoir soviétique. Nous avons vu comment il a fallu progressivement surmonter les vieux préjugés bourgeois et comment le corps enseignant, étroitement lié aux ouvriers et à la paysannerie laborieuse, a dû, dans la lutte contre le régime bourgeois antérieur, conquérir ses droits et se frayer un chemin vers un rapprochement réel avec les masses laborieuses, vers une compréhension véritable du caractère de la révolution socialiste en cours. Plus que quiconque, vous avez eu affaire jusqu'à présent aux vieux préjugés des intellectuels bourgeois, à leurs procédés et arguments habituels, à leur défense de la société bourgeoise ou capitaliste, à la lutte qu'ils ont l'habitude de mener non pas de front, mais sous le couvert de tels ou tels mots d'ordre spéciaux, qui, en fait, servent de façon ou d'autre à défendre le capitalisme.

Vous vous souvenez peut-être, camarades, comment Marx décrit l'entrée de l'ouvrier dans la fabrique capitaliste moderne ; comment Marx, analysant l'esclavage de l'ouvrier dans la société capitaliste disciplinée, cultivée et « libre », étudie les causes de l'oppression des travailleurs par le capital ; comment il en arrive aux bases du processus de production ; comment il décrit l'entrée de l'ouvrier dans la fabrique capitaliste où s'opère le vol de la plus-value, où sont jetés les fondements de toute l'exploitation capitaliste, où se crée la société capitaliste qui dispense les richesses à une minorité et maintient les masses assujetties. Lorsque Marx en vient à ce passage, le plus essentiel et le plus fondamental dans son ouvrage, l'analyse de l'exploitation capitaliste, il accompagne son introduction de cette remarque ironique : « Ici, où je vais vous introduire en ce lieu où les capitalistes drainent le profit, ici règnent la liberté, l'égalité et Bentham [86]. » Ces mots mettaient l'accent sur l'idéologie que la bourgeoisie propage dans la société capitaliste, qu'elle cherche à justifier, car, du point de vue de la bourgeoisie, qui a remporté la victoire sur les féodaux, ce qui règne dans la société capitaliste, fondée sur la domination du capital, de l'argent,

sur l'exploitation des travailleurs, c'est précisément « la liberté, l'égalité et Bentham ». La liberté, c'est le nom qu'elle donne à la liberté du lucre, à la liberté pour une minorité de s'enrichir, à la liberté des échanges commerciaux ; l'égalité, c'est le nom qu'elle donne à l'égalité entre capitalistes et ouvriers ; le règne de Bentham, ce sont les préjugés petits-bourgeois sur la liberté et l'égalité.

Si nous jetons un coup d'œil autour de nous, si nous considérons les arguments avec lesquels les représentants de l'ancien syndicat de l'enseignement luttaient hier et luttent à présent contre nous, et qu'on retrouve aujourd'hui encore chez nos adversaires idéologiques, soi-disant socialistes, chez les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, — arguments repris sous une forme peu consciente dans les conversations quotidiennes avec la masse paysanne qui n'a pas encore compris la signification du socialisme, — si vous considérez attentivement ces arguments, en réfléchissant à leur valeur idéologique, vous trouverez le même thème bourgeois que Marx a souligné dans le *Capital*. Tous ces gens confirment cette maxime : dans la société capitaliste règnent la liberté, l'égalité et Bentham. Et, lorsqu'on nous lance des objections fondées sur ce point de vue, lorsqu'on nous dit que nous, bolchéviks et pouvoir des Soviets, nous portons atteinte à la liberté et à l'égalité, nous renvoyons leurs auteurs aux éléments de l'économie politique, aux bases de la doctrine marxiste. Nous disons : la liberté que vous accusez les bolchéviks de violer, c'est la liberté du capital, c'est la liberté du propriétaire de vendre son blé au marché libre, c'est-à-dire la liberté de s'enrichir pour la minorité qui possède des excédents. La liberté de la presse, que vous avez constamment accusé les bolchéviks de violer, mais qu'est-ce donc que cette liberté de la presse en société capitaliste ? Chacun a pu voir ce qu'était la presse chez nous, dans la « libre » Russie. Ceux qui ont fait connaissance, en l'observant directement ou en ayant affaire à elle, de l'organisation de la presse dans les pays capitalistes avancés, ont pu le voir mieux encore. La liberté de la presse, en société capitaliste, c'est la liberté de vendre du papier imprimé et d'influencer les masses populaires. La liberté de la presse, c'est son entretien, l'entretien de cet instrument d'action tout-puissant sur les

masses populaires pour le compte du capital. Voilà ce qu'est la liberté de la presse que les bolchéviks ont supprimée, et ils sont fiers d'avoir, pour la première fois, libéré la presse en l'arrachant aux capitalistes, d'avoir, pour la première fois dans un pays immense, fondé une presse qui ne dépend pas d'une poignée de riches et de millionnaires, mais une presse entièrement consacrée à la lutte contre le capital, et c'est à cette lutte que nous devons tout subordonner. Dans cette lutte, seul le prolétariat ouvrier, capable d'entraîner les masses paysannes inconscientes, peut être la partie avancée des travailleurs, leur avant-garde.

Lorsqu'on nous reproche la dictature d'un seul parti et qu'on propose, comme vous l'avez entendu, un front unique socialiste, nous disons : « Dictature d'un seul parti, oui ! Telle est notre position, et nous ne pouvons quitter ce terrain, parce que c'est le parti qui, au cours de dizaines d'années, a conquis la place d'avant-garde de l'ensemble du prolétariat industriel des fabriques et des usines. Le parti qui avait déjà conquis cette place avant la révolution de 1905. C'est le parti qui, en 1905, s'est trouvé à la tête des masses ouvrières, qui depuis, et même pendant la réaction consécutive à 1905, alors que sous la Douma de Stolypine le mouvement ouvrier avait tant de mal à repartir, s'est fondu avec la classe ouvrière, et lui seul pouvait la conduire à la transformation profonde et radicale de l'ancienne société. » Lorsqu'on nous propose le front socialiste unique, nous disons : ceux qui le proposent, ce sont les partis menchévik et socialiste-révolutionnaire qui, dans la révolution, ont penché du côté de la bourgeoisie. Nous connaissons deux expériences : l'expérience Kérenski, lorsque les socialistes-révolutionnaires constituaient un gouvernement de coalition avec l'appui de l'Entente, c'est-à-dire de la bourgeoisie mondiale, des impérialistes de France, d'Amérique et d'Angleterre. Quel résultat avons-nous observé ? Avons-nous vu ce passage graduel au socialisme qu'ils promettaient ? Non, nous avons vu la faillite, nous avons vu la domination totale des impérialistes, la domination de la bourgeoisie et la déconfiture totale de toutes les illusions conciliatrices.

Si cette expérience ne suffit pas, prenez le cas de la Si-

bérie. Nous y avons vu cette expérience répétée. En Sibérie, le pouvoir était opposé aux bolchéviks. Au début, le soulèvement tchécoslovaque et celui des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires contre les Soviets bénéficiaient de l'appui de toute la bourgeoisie qui avait fui le régime soviétique. Ils étaient aidés par la bourgeoisie et par les capitalistes des pays les plus puissants d'Europe et d'Amérique, qui apportaient leur concours non seulement sur le plan idéologique, mais aussi sur le plan financier et militaire. Quel en est le résultat ? A quoi a abouti le règne de la prétendue Assemblée Constituante, ce prétendu gouvernement démocratique de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks ? A l'aventure de Koltchak. Pourquoi a-t-il amené l'échec que nous constatons? Parce qu'on a vu se manifester ici cette vérité fondamentale que les pseudo-socialistes du camp adverse ne veulent pas comprendre, à savoir que dans une société capitaliste, qu'elle se développe, qu'elle soit solidement assise ou qu'elle agonise, peu importe, il ne peut exister qu'un de ces deux pouvoirs : ou bien celui des capitalistes, ou bien celui du prolétariat. Tout pouvoir intermédiaire est une chimère toute tentative de découvrir une tierce solution aboutit à ce que les gens, même s'ils sont tout à fait sincères, glissent d'un côté ou de l'autre. Seul le pouvoir du prolétariat, seule la domination des ouvriers peut grouper autour d'elle la majorité placée sur le terrain du travail ; car les masses paysannes, bien qu'étant des masses laborieuses, sont aussi, dans une certaine mesure, propriétaires de leur petite exploitation, de leur blé. Voilà la lutte qui s'est engagée sous nos yeux, et cette lutte montre comment le prolétariat balaye progressivement, au cours de longues épreuves politiques, des changements de gouvernement que nous observons dans les différentes régions de la Russie, tout ce qui sert l'exploitation ; comment il se fraye un chemin et devient de plus en plus le chef véritable et absolu des masses laborieuses pour briser et anéantir la résistance du capital.

Ceux qui affirment que les bolchéviks violent la liberté et qui proposent le front socialiste unique, c'est-à-dire l'union avec ceux qui ont hésité, et par deux fois déjà dans l'histoire de la révolution russe ont dégringolé aux côtés de la bourgeoisie, ceux-là aiment beaucoup nous

accuser de faire usage de la terreur. Ils disent que les bolchéviks ont implanté la terreur dans l'administration ; qu'il faut, pour le salut de la Russie, que les bolchéviks y renoncent. Je me souviens d'un bourgeois français spirituel qui, d'un point de vue bourgeois, disait à propos de l'abolition de la peine de mort : « Que messieurs les assassins commencent. » Cette réponse me revient à la mémoire lorsqu'on dit : « Que les bolchéviks renoncent à la terreur. » Que messieurs les capitalistes russes et leurs alliés, l'Amérique, la France et l'Angleterre, c'est-à-dire ceux qui ont imposé la terreur à la Russie soviétique, y renoncent les premiers ! Ce sont les impérialistes qui se sont abattus sur nous et continuent à le faire avec toute leur puissance militaire, mille fois plus considérable que la nôtre. N'est-ce pas la terreur, quand tous les pays de l'Entente, tous les impérialistes d'Angleterre, de France et d'Amérique ont dans leurs capitales des serviteurs du capital international, peu importe qu'ils se nomment Sazonov ou Maklakov, qui ont organisé des centaines et des dizaines de milliers de représentants de la bourgeoisie et du capital, des gens mécontents, ruinés, offensés et indignés ? Si vous avez entendu parler des complots tramés dans l'armée, si vous avez lu les nouvelles du dernier complot de Krasnaïa Gorka, qui a failli livrer Pétrograd, qu'était-ce donc sinon la terreur exercée par la bourgeoisie du monde entier, prête à toutes les atrocités, à tous les crimes et à toutes les violences pour restaurer les exploiteurs en Russie et éteindre l'incendie de la révolution socialiste qui, maintenant, menace même leurs propres pays ? Voilà la source de la terreur, voilà les responsables ! Et c'est pourquoi nous sommes persuadés que ceux qui prônent en Russie le renoncement à la terreur ne sont rien d'autre que des instruments et des agents, conscients ou inconscients, entre les mains des terroristes impérialistes qui étouffent la Russie avec leurs blocus et l'aide qu'ils fournissent à Koltchak et à Dénikine. Mais leur cause est sans espoir.

La Russie est le premier pays auquel l'histoire ait confié le rôle de pionnier de la révolution socialiste, et c'est bien pour cela que tant de luttes et de souffrances nous sont dévolues. Les impérialistes et les capitalistes des autres pays comprennent que la Russie est armée de pied en

cap, que le sort du capital, non seulement russe, mais aussi international s'y décide. Voilà pourquoi ils déversent dans leur presse une quantité inouïe de mensonges contre les bolchéviks, dans la presse mondiale de la bourgeoisie, tout entière achetée avec des millions et des milliards.

Ils s'insurgent contre la Russie au nom de ces mêmes principes « de liberté, d'égalité et de Bentham ». Lorsque vous rencontrerez chez nous des gens qui pensent défendre quelque chose d'indépendant, les principes de la démocratie en général, en parlant de la liberté, de l'égalité violées par les bolchéviks, demandez-leur de lire la presse capitaliste européenne. Sous quel couvert Koltchak et Dénikine marchent-ils, sous quel couvert le capital européen et la bourgeoisie étranglent-ils la Russie ? Ils n'ont qu'un mot à la bouche : liberté, égalité ! Lorsque les Américains, les Anglais et les Français se sont emparés d'Arkhangelsk, lorsqu'ils envoient leurs troupes au Sud, ils défendent la liberté et l'égalité. Voilà le mot d'ordre qui leur sert de prétexte, et voilà pourquoi, dans cette lutte acharnée, le prolétariat de Russie se dresse contre le capital du monde entier. Voilà à qui servent ces mots d'ordre de liberté et d'égalité avec lesquels tous les représentants de la bourgeoisie trompent le peuple, et que doivent démolir de fond en comble les intellectuels qui sont réellement avec les ouvriers et la paysannerie.

Nous voyons que les efforts des impérialistes de l'Entente, à mesure qu'ils deviennent plus acharnés et plus hargneux, suscitent la riposte et l'opposition croissantes du prolétariat de leurs propres pays. Le 21 juillet, a eu lieu une première tentative de grève internationale des ouvriers d'Angleterre, de France et d'Italie contre les gouvernements de ces trois pays, sous le mot d'ordre suivant : arrêt de toute immixtion dans les affaires de la Russie et conclusion d'une paix honnête avec la République. La grève a échoué. Dans plusieurs pays : Angleterre, France et Italie, il y a eu des vagues de grèves isolées. En Amérique et au Canada une répression effrénée frappe tout ce qui rappelle le bolchévisme. Nous avons vécu dans les dernières années l'histoire de deux grandes révolutions. Nous savons avec quelle difficulté, en 1905, l'avant-garde des masses laborieuses s'est ébranlée dans la lutte antitsariste. Avec quel

mal, après le 9 janvier 1905, après la première leçon sanglante, le mouvement gréviste s'est développé lentement et péniblement, jusqu'en octobre 1905, quand, pour la première fois en Russie, la grève de masse a remporté une victoire. Nous savons combien c'était ardu. L'expérience de deux révolutions l'a démontré, encore qu'en Russie la situation fût plus révolutionnaire que dans les autres pays. Nous savons avec quel mal s'organise, dans une série de grèves, la force qui lutte contre le capitalisme. C'est pourquoi l'échec de cette première grève internationale du 21 juillet ne nous étonne pas. Nous savons que, dans les pays européens, la révolution se heurte à une résistance et à une opposition infiniment plus fortes que chez nous. Nous savons que les ouvriers d'Angleterre, de France et d'Italie ont surmonté des difficultés inouïes en décidant la grève internationale pour le 21 juillet. C'était une expérience sans précédent dans l'histoire. Il n'est pas étonnant qu'elle n'ait pas réussi. En revanche, nous savons que les masses laborieuses des pays les plus avancés et les plus civilisés, malgré la bourgeoisie européenne déchaînée contre nous, que ces masses laborieuses sont avec nous, qu'elles comprennent notre cause et, quelles que soient les difficultés de la révolution et les épreuves qui nous attendent, et quelle que soit l'atmosphère de mensonge et de duperie au nom de « la liberté » et de « l'égalité » du capital, de l'égalité entre l'affamé et le repu, quelle que soit cette atmosphère, nous savons que notre cause est celle des ouvriers de tous les pays, et c'est pourquoi elle vaincra inévitablement et inéluctablement le capital international.

« Pravda » n° 170, le 3 août 1919 *Conforme au texte de la « Pravda »*

A L'OFFICE

Des camarades ont rapporté du Midi quelques publications menchéviques, socialistes-révolutionnaires, etc., qui permettent de jeter un coup d'œil sur la « vie idéologique » de l'*autre* côté de la barricade, dans l'*autre* camp. La *Mysl* de Bazarov et Martov publiée à Kharkov, le *Griadouchtchi Dien* de Miakotine et Péchékhonov, de Bounakov et de Vichniak, de Potressov et de Grossman, le *Ioujnoïé Diélo*, le *Obiédinénié* de Balabanov et de St. Ivanovitch, de Miakotine et de Péchékhonov : tels sont les noms de ces publications et de quelques-uns de leurs éminents collaborateurs.

Ces numéros pourtant peu nombreux et dépareillés des publications citées répandent un parfum si pénétrant et si fort que l'on se croirait immédiatement à l'office. Des intellectuels instruits, qui se croient et se disent socialistes, totalement imprégnés de préjugés bourgeois, et serviles comme des laquais devant la bourgeoisie — telle est au fond cette confrérie d'écrivains. Parmi cette faune, les nuances sont très nombreuses, mais elles n'ont aucune portée sérieuse d'un point de vue politique, car elles se réduisent au degré d'hypocrisie ou de sincérité, de grossièreté ou de finesse, de balourdise ou de subtilité que les auteurs mettent à s'acquitter de leurs fonctions de valets au service de la bourgeoisie.

I

De par sa condition, le laquais doit être en frac, avoir l'air d'un homme civilisé, des manières adéquates et des gants blancs. Il lui est permis d'aimer un peu le peuple :

c'est d'une part inévitable, car le milieu qui fournit ces laquais doit être nettement indigent ; d'autre part, cela présente même un avantage pour le maître, car il peut ainsi « s'exercer » à la bienfaisance, au premier chef, naturellement, vis-à-vis des représentants « dociles » des couches où se recrutent domestiques, commis et ouvriers. Plus les classes qui ont des laquais sont intelligentes et instruites, et plus leur politique est méthodique et réfléchie ; elles se servent des valets pour moucharder les travailleurs, pour les désunir en accordant des concessions à une partie d'entre eux ; pour renforcer leur position, pour intéresser le « serviteur » à l'accroissement de la richesse du maître par l'espoir d'un pourboire, etc., etc.

Naturellement, l'amour du peuple n'est autorisé au laquais que dans une très modeste mesure, et à la condition expresse d'exprimer des sentiments d'humilité et d'obéissance, et d'être disposé à « consoler » les travailleurs et les exploités. Entre parenthèses, Feuerbach a répondu fort pertinemment à ceux qui défendent la religion, source de « consolation » pour les hommes, que consoler un esclave est une occupation avantageuse pour le propriétaire d'esclaves ; le véritable ami des esclaves, lui, leur apprend à s'indigner, à se soulever, à secouer le joug, mais il ne les « console » absolument pas. Le laquais orne et enjolive les fleurs artificielles qui servent à « consoler » les esclaves salariés d'être entravés par les chaînes de l'esclavage du salariat. Celui qui veut affranchir les hommes de l'esclavage salarié arrache les fleurs artificielles qui parent les chaînes, afin que les esclaves apprennent à les haïr de façon plus consciente et plus farouche, qu'ils les brisent plus rapidement et tendent la main vers des fleurs véritables.

La nécessité, propre à la condition du laquais, d'unir une dose très modérée d'amour du peuple à une dose très forte d'obéissance et de défense des intérêts du maître, engendre inévitablement l'hypocrisie caractéristique du laquais, en tant que type social. Il s'agit bien d'un type social, et non pas des qualités d'individus pris en particulier. Le laquais peut être l'homme le plus honnête, exemplaire dans sa famille, un citoyen irréprochable, mais il est inéluctablement voué à faire l'hypocrite, car le trait essentiel de son métier est de concilier les intérêts du maître qu'il

s'est « engagé » à servir « corps et âme » avec les intérêts du milieu où se recrutent les domestiques. Et c'est pourquoi, si l'on considère la question du point de vue politique, c'est-à-dire du point de vue de millions d'hommes et des rapports entre ces hommes, on en vient nécessairement à conclure que les qualités principales du laquais, en tant que type social, sont l'hypocrisie et la lâcheté. Ce sont elles qu'inculque le métier. Elles, qui sont les plus importantes au regard des esclaves salariés et de toute la masse des travailleurs dans n'importe quelle société capitaliste.

II

Les intellectuels instruits qui se disent menchéviks social-démocrates, socialistes-révolutionnaires, etc., veulent enseigner la politique au peuple. C'est pourquoi ils ne pouvaient manquer d'évoquer la question fondamentale de l'époque que nous vivons : la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Voyez quels raisonnements ils tiennent à ce sujet.

Dans le *Obiédinénié*, M. P. Iouchkévitch consacre tout un article à « la Révolution et la Guerre civile ». A quel genre de littérature (s'il est permis de parler de littérature) appartient cet article, on le verra ne serait-ce que par les deux considérations suivantes de l'auteur :

...« Se fixant pour objectif une révolution qui vise aux intérêts de la majorité et qui est réalisée par cette majorité, le socialisme n'a pas de raisons [!!] de recourir aux méthodes [!!!] de la guerre civile, auxquelles sont fatalement vouées les minorités qui s'emparent du pouvoir »... « Et la classe la plus avancée de la société contemporaine, lorsqu'elle sera mûre pour comprendre pleinement sa mission de libération mondiale et les tâches qui s'y rapportent, devra la rejeter [la guerre civile], avec le reste de l'héritage de la barbarie du passé »...

Une perle, n'est-ce pas ?

Dès le lendemain de la révolution bolchévique, la bourgeoisie russe partit en quête d'accords, se mit à conclure des accords avec la bourgeoisie étrangère contre les ouvriers et les travailleurs de son pays. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires soutenaient la bourgeoisie. Il en fut ainsi en Finlande, au début de 1918. Il en fut ainsi dans le nord de la Russie et dans le sud, au début de 1918, lorsque

cadets, menchéviks, socialistes-révolutionnaires, tous alliés aux Allemands, étranglaient les bolchéviks. En Géorgie aussi. Les Allemands donnaient de l'argent et des armes à Krasnov. Ensuite, la bourgeoisie de l'Entente soudoya les Tchécoslovaques et Dénikine, débarqua des troupes à Mourmansk, à Arkhangelsk, en Sibérie, à Bakou, à Achkhabad.

La bourgeoisie internationale, d'abord allemande, puis anglo-française (bien des fois, les deux ensemble), fit la guerre au prolétariat victorieux en Russie. Et voici que se présente un homme qui se dit socialiste et qui, passé aux côtés de la bourgeoisie, conseille aux ouvriers de « rejeter » les « méthodes de la guerre civile » ! N'est-ce pas un Petit Judas Golovlev[87] de la formation capitaliste la plus récente ?

On me dira peut-être que Iouchkévitch n'est qu'un valet de plume ordinaire de la bourgeoisie, qu'il n'est nullement caractéristique d'un parti quelconque et que ce parti ne répond pas de lui. Mais ce serait faux. Premièrement, la liste des collaborateurs et toute l'orientation de l'*Obiédinénié* nous montrent que cette attitude de laquais est justement typique de toute la confrérie des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Deuxièmement, prenez L. Martov. Ce personnage est le menchévik le plus en vue (et presque le plus « à gauche ») ; il est, de plus, membre très honorable de l'Internationale de Berne et solidaire de M. Kautsky, son leader idéologique.

Voyez les raisonnements de Martov. La livraison de la *Mysl* d'avril 1919 traite du « bolchévisme mondial ». Il connaît sur le bout du doigt la presse des bolchéviks et relative au bolchévisme. Et voici comment cet auteur parle de la guerre civile :

...« Dès les premières semaines de la guerre, j'ai eu l'occasion d'écrire que la crise du mouvement ouvrier qu'elle a provoquée est avant tout une « crise morale », une crise marquée par la perte de la confiance mutuelle entre les différentes parties du prolétariat, et de la confiance des masses prolétariennes dans les vieilles valeurs morales et politiques. Je n'imaginais pas encore l'éventualité que cette perte de confiance mutuelle, cette destruction des ciments idéologiques qui, durant les dernières décennies, avaient lié les uns aux autres non seulement réformistes et révolutionnaires, mais aussi, à certains moments, socialistes et anarchistes, et les uns et les autres aux ouvriers libéraux et chrétiens, — que cette destruction aboutirait à une ***guerre civile*** parmi les prolétaires »...

L'italique est de Monsieur Martov. Il souligne lui-même que c'est bien la guerre civile qu'il juge ici. Peut-être même fait-il ressortir son accord le plus complet avec Kautsky, qui, en tout cas, parle exactement dans les mêmes termes de la guerre civile.

Or, ce raisonnement contient tant de bassesse raffinée, un tel abîme de mensonge et de duperie des ouvriers, une trahison si infâme de leurs intérêts, une telle hypocrisie et un tel reniement du socialisme, que l'on est tout surpris de la servilité accumulée par les Kautsky et les Martov au cours des dizaines d'années de « jeu » avec l'opportunisme.

En premier lieu, lorsque Kautsky et Martov versent des pleurs de pharisien à propos de la « guerre civile *parmi les prolétaires* », ils cherchent ainsi à dissimuler leur passage aux côtés de la bourgeoisie. Car, en fait, la guerre civile se déroule entre le prolétariat et la bourgeoisie. Il n'y a jamais eu dans l'histoire et il ne peut pas y avoir dans une société de classes de guerre civile entre la masse exploitée et une minorité d'exploiteurs sans qu'une partie d'exploités ne suive les exploiteurs contre ses frères. Tout homme instruit reconnaît qu'un Français qui se serait mis, au moment du soulèvement des paysans de Vendée en faveur de la monarchie et des nobles, à déplorer « la guerre civile *parmi les paysans* », aurait été un laquais de la monarchie d'une hypocrisie répugnante. Messieurs Kautsky et Martov sont des laquais de la bourgeoisie de cet acabit.

La toute-puissante bourgeoisie internationale étrangle les ouvriers victorieux dans un pays parce qu'ils ont renversé le capital, entraîne une partie des ouvriers trompés, mal informés et abrutis, et ces canailles de Kautsky et de Martov versent des pleurs sur « la guerre civile parmi les prolétaires ». Ces personnages sont obligés de recourir à cette hypocrisie répugnante, puisqu'ils ne peuvent tout de même pas reconnaître ouvertement que, dans la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie, ils se sont retrouvés aux côtés de la bourgeoisie !

En second lieu, Martov ainsi que Kautsky, comme toute l'Internationale de Berne, savent parfaitement qu'ils bénéficiaient de la sympathie des ouvriers en tant que socialistes, car ils prônaient la nécessité de la révolution prolétarienne. En 1902, Kautsky a parlé du lien possible entre la révo-

lution et la guerre, disant que la future révolution prolétarienne coïnciderait probablement davantage avec la guerre civile que les révolutions antérieures. En 1912, dans le Manifeste de Bâle, la IIe Internationale, au grand complet, déclare solennellement que la guerre imminente est liée à la révolution prolétarienne imminente. Mais lorsque cette guerre eut éclaté, les « révolutionnaires » de la IIe Internationale s'avérèrent des laquais de la bourgeoisie !

En novembre 1914, les bolchéviks ont déclaré que la guerre impérialiste impliquait sa transformation en guerre civile. Cela s'est révélé vrai. C'est maintenant un fait à l'échelle mondiale. En parlant du « bolchévisme mondial », Martov est obligé d'en convenir. Mais, au lieu d'avouer honnêtement sa faillite idéologique totale, l'effondrement des conceptions de tous ceux qui repoussaient, avec une grimace dédaigneuse de petit bourgeois, l'idée de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, au lieu de cela Martov fait l'hypocrite et « guigne » du côté des « masses prolétariennes » qui, n'est-ce pas, « ont perdu leur foi en les vieilles valeurs morales et politiques » !!

Les renégats rejettent leur trahison sur les masses. Les masses sympathisent avec les bolchéviks et s'engagent partout dans la voie de la révolution. C'est là, nous apprend-on, la faute des masses, selon la « théorie » de ceux qui, toute leur vie, ont prêté serment de fidélité à la révolution pour se trouver, lorsque la révolution est là, dans le camp de la bourgeoisie contre le prolétariat.

En troisième lieu, avant la guerre, les deux théories sur la lutte interne au sein du socialisme, étaient les suivantes. Kautsky et Martov, de même que la majorité des opportunistes, considéraient les réformistes et les révolutionnaires comme deux nuances légitimes, deux ailes nécessaires d'un même mouvement, d'une même classe. La rupture entre ces deux tendances était réprouvée. Leur rapprochement et leur fusion à chaque phase grave de la lutte de classe prolétarienne étaient jugés inévitables. Les partisans de la scission étaient accusés de myopie.

Suivant l'autre opinion, celle des bolchéviks, les réformistes sont les agents de l'influence bourgeoise sur le prolétariat, l'alliance avec eux était admise comme un mal provisoire dans une situation notoirement non révolu-

tionnaire, la rupture et la scission à chaque aggravation sérieuse de la lutte et, à plus forte raison, au début de la révolution, étaient tenues pour inévitables.

Qui a eu raison ?

Les bolchéviks.

Dans le monde entier, la guerre a provoqué la scission du mouvement ouvrier et le passage des social-patriotes à la bourgeoisie. Après la Russie, c'est un pays capitaliste avancé, l'Allemagne, qui l'a montré de la façon la plus flagrante. Et défendre aujourd'hui les « ciments idéologiques » liant réformistes et révolutionnaires, c'est soutenir les bourreaux issus du mouvement ouvrier qui, comme Noske et Scheidemann, ont aidé la bourgeoisie à assassiner Rosa Luxemborg et Karl Liebknecht, à tuer des milliers d'ouvriers coupables d'avoir mené la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

Rédigé en juillet 1919 *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1925

DISCOURS PRONONCE A LA CONFERENCE DES OUVRIERS ET DES SOLDATS ROUGES SANS-PARTI LE 6 AOUT 1919

(NOTES DE PRESSE)

PREMIERE VERSION

(Ovation enthousiaste.) Camarades, permettez-moi de commencer par les nouvelles que vous avez lues hier et aujourd'hui dans les journaux. Ce sont les événements de Hongrie.

Vous savez que jusqu'à la fin de mars, en Hongrie, régnait le « kérenskisme », et c'est seulement à la fin de mars que ses représentants sont partis, comprenant qu'ils ne pouvaient pas se maintenir ; les social-conciliateurs envoyèrent des émissaires à la prison où se trouvait alors le camarade Bela Kun, qui avait également combattu dans les rangs de notre Armée Rouge. Ils engagèrent des négociations avec lui, et le camarade Bela Kun passa directement de la prison au gouvernement.

Mais, les dernières nouvelles montrent que quelque chose ne va pas au sein du parti socialiste en Hongrie.

Lénine parle ensuite de l'entrée des troupes roumaines à Budapest. Mais il ne convient pas de porter une attention spéciale à ce fait.

Il en fut ainsi, dit Lénine, chez nous également, sur différents fronts. Mais nous avions suffisamment de forces

à l'arrière pour nous raffermir de façon à riposter ensuite dignement à Koltchak, ou bien comme nous l'avons fait sur le front de Pétrograd. Vous savez que nos troupes ont pris Iambourg.

Lénine parle ensuite de l'expérience politique que nous avons acquise depuis. Une telle expérience manque naturellement aux Hongrois.

Mais nous ne nous laisserons pas démoraliser, parce que nous savons à quoi mène le triomphe provisoire des bandes de Koltchak et de Kornilov. Le Koltchak roumain peut danser en ce moment sur les cadavres des ouvriers hongrois. Nous savons que ce triomphe sera éphémère. Il est vrai que seule la volonté de fer des ouvriers, qui aide chaque travailleur et châtie chaque spéculateur, peut mettre fin à cette dure guerre.

Lénine parle ensuite de l'action des conciliateurs menchéviks et socialistes-révolutionnaires de Sibérie ; ils accusent maintenant le gouvernement soviétique de suivre une mauvaise tactique, mais eux-mêmes n'ont pu donner le modèle d'une tactique. En somme, tout ce qui s'est passé en Sibérie, toutes les promesses que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires prodiguaient, n'ont apporté que souffrances aux paysans comme aux ouvriers. Mais depuis la signature de la paix de Versailles, les ouvriers de France, d'Angleterre et des autres pays commencent de mieux en mieux à comprendre la situation.

Voilà pourquoi les derniers événements de Hongrie, si durs soient-ils, ressemblent à ceux qui se sont déroulés dans le camp de Dénikine et de Koltchak. Ils dessilleront les yeux à des centaines de milliers d'autres ouvriers et leur montreront que le capital étend le bras pour récupérer par des traités ce qu'il a perdu.

Lénine parle ensuite des complots tramés par les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et les capitalistes pour reprendre le pouvoir. Tout en complotant, ils cherchent à persuader le gouvernement soviétique de renoncer à la terreur.

Mais non, nous ne renoncerons pas à la terreur, parce que nous savons que cela conduit à la victoire temporaire des Koltchak et des Dénikine ! Dans cette guerre, le capital s'est suicidé. Et cette bête maintenant agonisante lance

ses rugissements contre les ouvriers tout en crevant. Mais elle ne pourra pas arrêter son agonie, et elle crèvera ! (V i f s a p p l a u d i s s e m e n t s.)

SECONDE VERSION

Camarades, permettez-moi de vous exposer maintenant les événements qui se sont déroulés sous nos yeux en Hongrie.

On sait que jusqu'à fin mars dernier le « kérenskisme » avec tous ses appâts y régnait. Lorsque le 21 mars, le pouvoir des Soviets s'y est soudain établi, et que les menchéviks de là-bas ont consenti à le soutenir, on pouvait penser qu'une ère nouvelle avait commencé dans l'histoire du socialisme... Mais les derniers événements nous ont montré que les social-conciliateurs n'ont nullement changé. Apparemment, ce qui s'est passé maintenant en Hongrie reproduit sur une plus large échelle ce qui a récemment eu lieu sous nos yeux à Bakou[88].

Lénine évoque d'une façon saisissante la tragique histoire du prolétariat de Bakou, où les social-traîtres appelèrent à l'aide le commandement anglais et conclurent dans le dos des ouvriers un accord secret avec les impérialistes occidentaux. L'orateur met en parallèle la tragédie de Bakou et le coup d'Etat hongrois actuel ; il parle du télégramme qui nous apprend que les Roumains sont déjà entrés dans Budapest-la-rouge.

Lénine compare ensuite la situation de la Hongrie et de la Russie soviétique et, après un bref rappel de nos échecs temporaires, il dit que nous avons été et que nous sommes sauvés par l'immensité du territoire, alors que la Hongrie est trop petite pour riposter à tous ses ennemis. Passant ensuite à la question des conciliateurs en général, l'orateur évoque également nos partis socialistes conciliateurs russes et déclare :

— Si les conciliateurs de Russie avaient commis une erreur sous Kérenski, au cours de six mois d'activité pratique, pourquoi donc ne l'ont-ils pas corrigée sous le pouvoir de Koltchak en Sibérie ?

Mais le fait est que les hommes de Dénikine y vont aussi de leur refrain sur l'Assemblée Constituante ; nulle part

la contre-révolution ne se présente à découvert, et c'est pourquoi nous disons : aucun échec temporaire, dans le genre des derniers événements de Hongrie, ne nous troublera. En dehors de la révolution, il n'y a aucune issue à tous les malheurs, et il ne reste qu'un seul moyen sûr : la dictature du prolétariat. Nous disons : chaque revers nouveau de l'Armée Rouge ne fait que la tremper, la rend plus ferme et plus consciente, car les ouvriers et les paysans ont maintenant compris par une sanglante expérience ce que nous apporte le pouvoir de la bourgeoisie et des conciliateurs. La bête agonisante du capital mondial fait ses derniers efforts, mais elle crèvera quand même ! (Vifs applaudissements.)

Première version publiée dans le n° 173 des « Izvestia du C.E.C.R.» le 7 août 1919 ; seconde version dans le n° 312 des « Vétchernié Izvestia Moskovskovo Soviéta », le 8 août 1919

Conforme au texte des journaux

AUX CAMARADES SERRATI ET LAZZARI

Chers camarades et amis, merci pour les salutations que vous nous avez adressées au nom de votre parti. Nous savons très peu de chose de votre mouvement ; nous ne possédons aucun document. Cependant, le peu que nous en savons nous démontre que nous sommes, vous et nous, contre l'Internationale jaune de Berne, qui trompe les masses et pour l'Internationale Communiste. Les négociations que les dirigeants de l'Internationale jaune ont menées avec votre parti démontrent qu'ils ne représentent qu'un état-major sans armée. La dictature du prolétariat et le système soviétique ont déjà moralement triomphé dans le monde entier. Malgré toutes les difficultés, malgré les fleuves de sang, malgré la terreur blanche de la bourgeoisie, etc., la victoire réelle et définitive viendra inévitablement dans tous les pays.

A bas le capitalisme ! A bas la fausse démocratie bourgeoise ! Vive la république mondiale des Soviets !

Bien à vous

V. Lénine

Moscou, le 19 août 1919

Publié en italien le 2 septembre 1919 dans le journal « Avanti! » n° 243
Publié pour la première fois en russe en 1932

Conforme au texte du journal
Traduit de l'italien

LETTRE AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS AU SUJET DE LA DEFAITE DE KOLTCHAK

Camarades, les troupes rouges ont délivré tout l'Oural de Koltchak et commencé la libération de la Sibérie. Les ouvriers et les paysans d'Oural et de Sibérie accueillent dans l'enthousiasme le pouvoir des Soviets, car il nettoie d'un balai de fer toutes les canailles, grands propriétaires fonciers et capitalistes, qui ont martyrisé le peuple par leurs exactions, leurs brimades, la peine du fouet, le rétablissement de l'oppression tsariste.

Notre enthousiasme général, notre joie de voir l'Oural délivré et les troupes rouges entrer en Sibérie, ne doivent toutefois pas nous laisser endormir sur nos lauriers. L'ennemi est loin d'être anéanti. Il n'est pas même brisé définitivement.

Il faut bander toutes nos énergies pour chasser de Sibérie Koltchak et les Japonais, ainsi que les autres pirates étrangers ; il faut une tension encore plus grande pour anéantir l'ennemi, l'empêcher de renouveler sans cesse ses actes de brigandage.

Comment y parvenir ?

La dure expérience subie par l'Oural et la Sibérie, de même que celle de tous les pays épuisés par quatre années de guerre impérialiste, ne doit pas être perdue.

Voici les *cinq leçons principales* que tous les ouvriers et les paysans, que tous les travailleurs doivent tirer de cette expérience pour se prémunir contre une réédition des méfaits de Koltchak.

Première leçon. Pour défendre le pouvoir des ouvriers et des paysans contre les requins, c'est-à-dire contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, il nous faut une puissante Armée Rouge. Nous avons démontré, non en paroles mais en fait, que nous étions capables de la créer, que nous avons appris à la diriger et à vaincre les capitalistes, encore que ces derniers soient généreusement approvisionnés en armes et en équipement par les plus riches pays du monde. Les bolchéviks en ont fait la preuve par des actes. Tous les ouvriers et les paysans, s'ils sont conscients, doivent les croire non sur parole (ce qui serait absurde), mais sur la foi de l'expérience de millions et de millions d'hommes dans l'Oural et en Sibérie. Armer les ouvriers et les paysans sous le commandement d'anciens officiers qui, pour la plupart, sympathisent avec les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, est une tâche des plus difficiles. On ne peut s'en acquitter qu'avec un don remarquable de l'organisation, une discipline rigoureuse et consciente, si la grande masse fait confiance à la couche dirigeante des commissaires ouvriers. Ce problème si difficile, les bolchéviks l'ont résolu : nombreux sont les anciens officiers qui trahissent et cependant l'Armée Rouge est non seulement entre nos mains ; mieux : elle a appris à vaincre les généraux du tsar et ceux de l'Angleterre, de la France et de l'Amérique.

Par conséquent, celui qui veut sérieusement se débarrasser de Koltchak, doit donner sans réserve toutes ses forces, toutes ses ressources, tout son savoir à la mise sur pied et au renforcement de l'Armée Rouge. En toute conscience, et non par crainte, observer toutes les lois relatives à l'Armée Rouge, tous les ordres ; y maintenir la discipline par tous les moyens ; aider l'Armée Rouge par tout ce qui est au pouvoir de chacun, tel est le devoir premier, majeur, essentiel de tout ouvrier et paysan conscient, qui ne veut pas de Koltchak.

Il faut craindre comme le feu l'esprit de la guérilla, l'indiscipline des différents détachements, la désobéissance au pouvoir central, car tout cela mène à la catastrophe : l'Oural, la Sibérie et l'Ukraine le prouvent bien.

Celui qui ne vient pas en aide, sans réserve et avec abnégation, à l'Armée Rouge, celui qui n'y maintient pas

de toute son énergie l'ordre et la discipline, est un traître et un félon, un partisan de Koltchak ; il doit être supprimé sans pitié.

Avec une Armée Rouge forte, nous sommes invincibles. Sans une armée forte, nous serons la proie inévitable de Koltchak, de Dénikine, de Ioudénitch.

Deuxième leçon. L'Armée Rouge ne peut être puissante si l'Etat ne dispose pas d'abondantes réserves de blé, car autrement, il est impossible de manœuvrer l'armée à volonté, ni de la préparer comme il convient. Sans cela, on ne peut nourrir les ouvriers travaillant pour l'armée.

Tout ouvrier et paysan conscient doit savoir et se rappeler qu'aujourd'hui, la principale raison des succès insuffisamment rapides et durables de notre Armée Rouge, est que l'Etat n'a pas assez de réserves de blé. Celui qui ne livre pas ses excédents de blé à l'Etat, aide Koltchak, c'est un traître aux ouvriers et paysans, responsable de la mort et des souffrances de nouvelles dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans de l'Armée Rouge.

Les filous, les spéculateurs et les paysans absolument ignorants tiennent ce raisonnement : j'aime mieux vendre le blé au prix libre, je toucherai beaucoup plus qu'au prix ferme payé par l'Etat.

Mais justement la vente libre aggrave la spéculation, enrichit quelques-uns, ne rassasie que les richards, tandis que la masse ouvrière reste affamée. C'est ce que nous avons vu dans les greniers d'abondance de la Sibérie et de l'Ukraine.

Avec la vente libre du blé, le capital triomphe, alors que le travail souffre de la faim et de la misère.

Avec la vente libre du blé, les prix atteignent des milliers de roubles au poud ; l'argent se déprécie, une poignée de spéculateurs y gagne, le peuple s'appauvrit.

Avec la vente libre du blé, les réserves de l'Etat sont nulles, l'armée est impuissante, l'industrie dépérit, la victoire de Koltchak ou de Dénikine est certaine.

Seuls les richards, seuls les pires ennemis du pouvoir ouvrier et paysan sont délibérément pour la vente libre du blé. Celui qui, par ignorance, se prononce pour la vente libre du blé, doit apprendre et comprendre, à l'exemple de la Sibérie et de l'Ukraine, pourquoi la vente libre du blé signifie la victoire de Koltchak et de Dénikine.

Il est encore des paysans ignorants qui tiennent ce raisonnement : que l'Etat me donne d'abord en échange de mon blé de bonnes marchandises au prix d'avant-guerre, et je lui livrerai ensuite mes excédents, sinon je ne les donne pas. C'est avec ce raisonnement que les filous et les partisans des propriétaires fonciers « attrapent » souvent à l'hameçon les paysans ignorants.

Il n'est pas difficile de comprendre que l'Etat ouvrier, que les capitalistes ont ruiné à fond par quatre années de guerre de rapine pour la possession de Constantinople, et que les Koltchak et les Dénikine avec l'aide des capitalistes du monde entier ruinent encore pour se venger; il n'est pas difficile de comprendre que l'Etat ouvrier ne peut actuellement fournir des marchandises aux paysans, puisque l'industrie chôme. Pas de blé, pas de combustible, pas d'industrie.

Tout paysan sensé conviendra qu'il faut donner les excédents de blé à l'ouvrier affamé à titre de prêt, à la condition de recevoir des articles industriels.

C'est le cas aujourd'hui. Tous les paysans conscients, sensés, tous, à l'exception des filous et des spéculateurs, conviendront qu'il faut prêter à l'Etat ouvrier *tous les excédents de blé, intégralement* ; car alors l'Etat rétablira l'industrie et fournira les produits industriels aux paysans.

Les paysans feront-ils confiance à l'Etat ouvrier, lui prêteront-ils leurs excédents de blé ? pourra-t-on nous demander.

Nous répondrons : premièrement, l'Etat délivre un certificat de prêt, du papier-monnaie. Deuxièmement, tous les paysans savent par expérience que l'Etat ouvrier, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets, assiste les travailleurs, lutte contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. C'est pour cela que le pouvoir des Soviets se nomme pouvoir ouvrier et paysan. Troisièmement, les paysans n'ont qu'un choix : se fier à l'ouvrier ou au capitaliste. Faire confiance et prêter le blé à l'Etat ouvrier ou à l'Etat des capitalistes. Il n'y a pas d'autre alternative ni en Russie ni dans aucun autre pays du monde. Plus les paysans deviennent conscients et plus ferme est leur soutien aux ouvriers, plus résolue est leur décision d'aider de toutes les manières

l'Etat ouvrier pour rendre impossible la restauration des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Troisième leçon. Afin d'anéantir jusqu'au bout Koltchak et Dénikine, il faut maintenir l'ordre révolutionnaire le plus rigoureux ; il faut observer scrupuleusement les lois et prescriptions du pouvoir des Soviets, et veiller à ce que tous s'y conforment.

L'exemple des victoires de Koltchak en Sibérie et dans l'Oural, nous a montré clairement que le moindre désordre, la moindre infraction aux lois du pouvoir des Soviets, la moindre inattention ou négligence entraîne aussitôt un renforcement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, leur donne la victoire. Car les propriétaires fonciers et les capitalistes ne sont pas anéantis, ils ne se tiennent pas pour battus : tout ouvrier et paysan sensé voit, sait et comprend qu'ils sont simplement défaits, qu'ils se sont cachés, tapis, se sont bien souvent camouflés en « kaki » « soviétique ». Beaucoup de propriétaires fonciers se sont insinués dans les exploitations agricoles d'Etat ; les capitalistes, dans les différents « centres » et « directions », en qualité d'employés soviétiques ; ils guettent à chaque pas les fautes et défaillances du pouvoir des Soviets, pour le jeter bas, pour aider aujourd'hui les Tchécoslovaques, demain Dénikine.

Il faut nous employer de toutes nos forces à dépister et à attraper ces bandits, ces propriétaires fonciers et capitalistes camouflés ; les débusquer de *tous* leurs *abris*, les démasquer et les châtier sans merci, car ce sont les pires ennemis des travailleurs, des ennemis habiles, instruits, expérimentés, qui attendent patiemment le moment propice pour monter un complot ; ce sont des saboteurs qui ne reculent devant aucun crime pour nuire au pouvoir soviétique. Il faut être impitoyable à l'égard de ces ennemis des travailleurs, à l'égard des propriétaires fonciers, des capitalistes, des saboteurs, des blancs.

Or, pour savoir les attraper, il faut se montrer habile, prudent, conscient ; il faut être extrêmement attentif au moindre désordre, à la moindre dérogation dans l'exécution consciencieuse des lois du pouvoir soviétique. Les propriétaires fonciers et les capitalistes sont puissants non seulement en raison de leurs connaissances et de leur expérience,

non pas seulement grâce à l'aide des plus riches pays du monde, mais aussi en raison de la force de l'habitude et de l'inconscience des grandes masses qui veulent vivre « comme au bon vieux temps », et ne comprennent pas la nécessité d'observer strictement et scrupuleusement les lois du pouvoir des Soviets.

La moindre contravention, la moindre infraction à l'ordre soviétique, c'est déjà une brèche que les ennemis des travailleurs s'empressent d'utiliser ; c'est déjà un *raccroc* pour les victoires de Koltchak et Dénikine. Il est criminel d'oublier qu'à l'origine de l'aventure Koltchak, il y avait eu une légère imprudence à l'égard des Tchécoslovaques, une légère désobéissance de certains régiments.

Quatrième leçon. Il est criminel d'oublier que l'aventure Koltchak a débuté par une bagatelle, mais aussi qu'elle a été favorisée et expressément soutenue par les menchéviks (« social-démocrates ») et les s.-r. (« socialistes-révolutionnaires »). Il est temps de savoir juger les partis politiques à leurs actes, et non à leurs paroles.

Tout en se disant socialistes, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires sont, en réalité, les *complices des blancs*, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. La preuve en a été administrée dans la pratique, non seulement par des faits isolés mais par deux grandes périodes de l'histoire de la révolution russe : 1° l'aventure de Kérenski et 2° celle de Koltchak. Dans les deux cas, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, tout en étant « socialistes » et « démocrates » en paroles, ont joué en fait le rôle de *complices des gardes blancs*. Serons-nous assez stupides pour leur faire confiance maintenant qu'ils nous proposent une fois de plus de leur permettre d'« essayer », en donnant à cette permission le nom de « front unique socialiste » (ou démocratique) ? Est-ce possible qu'après Koltchak il reste encore des paysans, à part quelques-uns, qui ne comprennent pas que le « front unique » avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, c'est l'unité avec les complices de Koltchak ?

On objectera : les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont reconnu leur erreur et ont répudié toute alliance avec la bourgeoisie. Mais cela n'est pas vrai. D'abord les menchéviks et socialistes-révolutionnaires de droite

n'ont même pas répudié cette alliance ; et puis *il n'existe pas* de démarcation nette d'avec cette « droite », cela par la faute des menchéviks et socialistes-révolutionnaires « de gauche » ; tout en condamnant en paroles leur « droite », les meilleurs menchéviks et socialistes-révolutionnaires eux-mêmes restent pratiquement *impuissants* à côté d'eux, en dépit de toutes leurs paroles. Deuxièmement, il n'est pas jusqu'aux meilleurs menchéviks et socialistes-révolutionnaires qui ne défendent justement les idées de *Koltchak*, ce qui aide la bourgeoisie ainsi que Koltchak et Dénikine, et jette le voile sur leur sordide et sanglante besogne capitaliste. Ces idées sont : la souveraineté du peuple, le suffrage universel, égal et direct, l'Assemblée Constituante, la liberté de la presse, etc. Nous voyons dans le monde entier des républiques capitalistes qui se servent précisément de ce mensonge « démocratique » pour justifier la domination des capitalistes et les guerres d'asservissement des colonies. Nous voyons chez nous Koltchak, Dénikine, Ioudénitch, ou tout autre général, prodiguer volontiers ces promesses « démocratiques ». Peut-on faire confiance à un homme qui, pour des promesses verbales, prête main-forte à un bandit avéré ? Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, tous sans exception, aident des bandits avérés, les impérialistes mondiaux, qui camouflent sous des mots d'ordre pseudo-démocratiques *leur* pouvoir, *leur* campagne en Russie, *leur* domination, *leur* politique. Tous les menchéviks et socialistes-révolutionnaires nous offrent une « alliance » pour peu que des concessions soient faites aux capitalistes et à leurs chefs, Koltchak et Dénikine, par exemple, que nous « renoncions à la terreur » (alors que nous avons contre nous la terreur des milliardaires de toute l'Entente, de toute la coalition des pays les plus riches qui fomentent des complots en Russie), ou que nous ouvrions la voie au libre commerce du blé, etc. Ces « conditions » des menchéviks et socialistes-révolutionnaires signifient : nous, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, nous penchons du côté des capitalistes, et nous voulons le « front unique » avec les bolchéviks, contre qui marchent les capitalistes, en profitant de la moindre concession ! Non, Messieurs les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, cherchez maintenant ailleurs qu'en Russie des hommes capables de vous croire. Les

ouvriers et paysans conscients de Russie ont compris que menchéviks et socialistes-révolutionnaires sont les complices des gardes blancs, les uns conscients et haineux, les autres parce qu'ils manquent de discernement et persistent dans leurs vieilles erreurs, mais que tous sont les complices des gardes blancs.

Cinquième leçon. Afin d'anéantir Koltchak et sa bande, de les empêcher de se relever, il faut que tous les paysans fassent sans hésiter leur choix en faveur de l'Etat ouvrier. On cherche (surtout les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, tous, même les « gauches ») à intimider les paysans en agitant l'épouvantail de la « dictature d'un seul parti », le parti des communistes bolchéviks.

L'exemple de Koltchak a appris aux paysans à ne pas craindre les épouvantails.

Ou bien la dictature (c'est-à-dire le pouvoir de fer) des propriétaires fonciers et des capitalistes, ou bien la dictature de la classe ouvrière.

Il n'y a pas de milieu. Seuls en rêvent vainement les fils à papa, la gent intellectuelle, les petits messieurs qui ont fait de mauvaises études dans de méchants bouquins. Nulle part au monde il n'y a et il ne saurait y avoir de milieu. Ou bien la dictature de la bourgeoisie (dissimulée sous la pompeuse phraséologie socialiste-révolutionnaire et menchévique sur la souveraineté du peuple, la Constituante, les libertés, etc.), ou bien la dictature du prolétariat. Celui à qui toute l'histoire du XIX^{e} siècle n'a pas appris cela est un imbécile fini. Or, en Russie, nous avons tous vu les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires rêver de ce juste milieu, sous Kérenski et sous Koltchak.

A qui ces rêveries ont-elles profité ? Qui ont-elles aidé ? Koltchak et Dénikine. Ceux qui rêvent d'un juste milieu sont les complices de Koltchak.

Dans l'Oural et en Sibérie, les ouvriers et les paysans ont pu comparer pratiquement la dictature de la bourgeoisie et celle de la classe ouvrière. La dictature de la classe ouvrière est exercée par le Parti bolchévik qui dès 1905, voire plus tôt, s'était fondu avec le prolétariat révolutionnaire tout entier.

La dictature de la classe ouvrière signifie que l'Etat ouvrier réprimera sans hésiter les grands propriétaires fon-

ciers et les capitalistes ; il réprimera les traîtres et les félons qui prêtent main-forte à ces exploiteurs, et il les vaincra.

L'Etat ouvrier est l'ennemi implacable du grand propriétaire foncier et du capitaliste, du spéculateur et du filou, l'ennemi de la propriété privée de la terre et du capital, l'ennemi de la puissance de l'argent.

L'Etat ouvrier est le seul ami et auxiliaire fidèle des travailleurs et de la paysannerie. Pas de fluctuations vers le capital, alliance des travailleurs dans la lutte contre ce dernier, *pouvoir ouvrier et paysan, pouvoir des Soviets* : voilà ce qu'est *en fait* la « dictature de la classe ouvrière ».

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires veulent effrayer les paysans avec ces mots. Peine perdue. Après Koltchak, les ouvriers et les paysans, même ceux des coins perdus, ont compris que ces mots signifient *justement cette chose sans laquelle on ne peut échapper à Koltchak.*

A bas les hésitants, les veules, qui se fourvoient en aidant le capital, captifs qu'ils sont de ses mots d'ordre et de ses promesses ! Guerre sans merci au capital et alliance des travailleurs, alliance des paysans et de la classe ouvrière, telle est la dernière et la plus importante leçon à tirer de l'aventure de Koltchak.

24 août 1919 *N. Lénine*

« Pravda » n° 190, le 28 août 1919

Conforme au texte de la brochure de Lénine : « Lettre aux ouvriers et aux paysans au sujet de la défaite de Koltchak ». Moscou 1919

LETTRE A SYLVIA PANKHURST[89]

A LA CAMARADE SYLVIA PANKHURST, A LONDRES

Le 28 août 1919

Chère camarade,

Je n'ai reçu qu'hier votre lettre du 16 juillet 1919. Je vous suis extrêmement reconnaissant de vos informations relatives à l'Angleterre et j'essayerai de satisfaire votre demande, c'est-à-dire de répondre à votre question.

Je ne doute nullement que de nombreux ouvriers, appartenant aux éléments du prolétariat les meilleurs, les plus honnêtes, sincèrement révolutionnaires, soient ennemis du parlementarisme et de toute participation au parlement. Plus la culture capitaliste et la démocratie bourgeoise sont anciennes dans un pays donné, et plus on le conçoit, car dans les vieux pays parlementaires la bourgeoisie a appris, à la perfection, à manier l'hypocrisie et à rouler le peuple de mille façons, en faisant passer le parlementarisme bourgeois pour la « démocratie en général » ou pour la « démocratie pure », etc., en cachant habilement les millions de liens qui unissent le parlement à la Bourse et aux capitalistes, en utilisant la presse vénale et en faisant agir par tous les moyens la puissance de l'argent, le pouvoir du capital.

Il est certain que l'Internationale Communiste et les partis communistes des différents pays commettraient une erreur irréparable s'ils écartaient d'eux les ouvriers partisans du pouvoir des Soviets, mais ne voulant pas prendre part à la lutte parlementaire. Si l'on envisage la question

sous l'angle théorique, c'est précisément ce programme, la lutte pour le pouvoir des Soviets, pour la république soviétique, qui peut rassembler et doit incontestablement rassembler à présent tous les révolutionnaires sincères et honnêtes des milieux ouvriers. De très nombreux ouvriers anarchistes deviennent maintenant les partisans les plus sincères du pouvoir des Soviets, et puisqu'il en est ainsi, c'est donc la preuve que ce sont nos meilleurs camarades et amis, les meilleurs révolutionnaires qui n'étaient ennemis du marxisme que par suite d'un malentendu ou, plus exactement, non par suite d'un malentendu, mais parce que le socialisme officiel, régnant à l'époque de la IIe Internationale (1889-1914) avait trahi le marxisme, était tombé dans l'opportunisme, avait falsifié la doctrine révolutionnaire de Marx en général, et les leçons de la Commune de Paris de 1871, en particulier. J'ai traité ce point en détail dans mon ouvrage *l'Etat et la Révolution*, aussi, je ne m'y arrêterai pas davantage.

Comment faire si, dans un pays donné, des communistes par conviction et par leur volonté de se consacrer au travail révolutionnaire, des partisans sincères du pouvoir des Soviets (du « système soviétique », comme disent parfois les non Russes), ne peuvent pas s'unir à cause de divergences sur la question de la participation au parlement ?

J'estimerais que pareille divergence n'est pas essentielle dans le moment présent, car la lutte pour le pouvoir des Soviets est la lutte politique du prolétariat sous sa forme la plus haute, la plus consciente et la plus révolutionnaire. Mieux vaut être avec les ouvriers révolutionnaires quand ils se trompent sur un point particulier ou secondaire, qu'avec les socialistes ou les socialistes-démocrates « officiels », s'ils ne sont pas des révolutionnaires sincères et fermes, ne veulent pas ou ne savent pas se livrer à une action révolutionnaire parmi les masses ouvrières, mais ont une tactique juste sur ce point particulier. Or, la question du parlementarisme est actuellement un point particulier, secondaire. Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht avaient raison, à mon avis, lorsqu'ils préconisaient la participation aux élections du parlement bourgeois allemand, de l'« Assemblée nationale » constituante, à la conférence des spartakistes de janvier 1919 à Berlin, *contre* la majorité [90]. Mais, bien entendu,

ils avaient davantage raison de préférer rester avec le parti communiste qui commettait une erreur sur un point particulier, plutôt que de rejoindre les traîtres au socialisme déclassés, comme Scheidemann et son parti, ou bien ces laquais, ces doctrinaires, ces lâches, ces veules complices de la bourgeoisie et ces réformistes dans la pratique que sont Kautsky, Haase, Däumig et tout le « parti » des « indépendants » allemands.

J'ai la conviction personnelle que le refus de participer aux élections parlementaires est une faute des ouvriers révolutionnaires d'Angleterre ; mais mieux vaut commettre cette erreur que de retarder la formation d'un grand parti ouvrier communiste en Angleterre en unissant toutes les tendances et éléments dont vous parlez, sympathisants au bolchévisme et partisans sincères de la république soviétique. S'il se trouvait, dans le B.S.P. [91] par exemple, des bolchéviks sincères qui refuseraient à cause de la divergence sur la participation au parlement, de fusionner immédiatement au sein du Parti communiste avec les courants n° 4, n° 6 et n° 7, ces bolchéviks commettraient, à mon avis, une erreur mille fois plus grande que celle de boycotter les élections au parlement bourgeois anglais. Ceci dit, je suppose naturellement que les courants 4, 6 et 7 réunis sont réellement liés à la *masse* des ouvriers, et ne représentent pas *seulement* des groupuscules d'intellectuels, comme cela se produit fréquemment en Angleterre. Sous ce rapport, les *Workers Committee* et les *Shop Stewards* qui, sans doute, sont étroitement liés à la *masse*, sont particulièrement importants.

Etre indissolublement lié à la masse ouvrière, savoir y faire une propagande constante, participer à chaque grève, faire écho à chaque revendication des masses, voilà ce qui est primordial pour un parti communiste, surtout dans un pays comme l'Angleterre où, jusqu'à présent (comme d'ailleurs, dans tous les pays impérialistes), militaient dans le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier en général, plutôt d'étroites couches supérieures, des éléments de l'aristocratie ouvrière, pour la plupart complètement, irrémédiablement corrompus par le réformisme, prisonniers des préjugés bourgeois et impérialistes. Sans lutter contre cette couche, sans ruiner tout son crédit parmi les ouvriers, sans persuader les masses qu'elle est totalement pervertie

par la bourgeoisie, il ne saurait être question d'un mouvement ouvrier communiste sérieux. Cela est tout aussi valable pour l'Angleterre, la France, l'Amérique et l'Allemagne.

Les ouvriers révolutionnaires dont les attaques ont pour cible le parlementarisme ont parfaitement raison dans la mesure où elles expriment la négation de principe du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise. Le pouvoir soviétique, la république soviétique — voilà ce que la révolution ouvrière met à la place de la démocratie bourgeoise ; voilà la forme de transition du capitalisme au socialisme, la forme de dictature du prolétariat. La critique du parlementarisme est non seulement légitime et nécessaire pour motiver le passage au pouvoir des Soviets, mais absolument juste, puisqu'elle reconnaît que le parlementarisme est historiquement conventionnel et limité, qu'il est lié au capitalisme et à lui seul, qu'il est progressiste par rapport au Moyen Age, mais *réactionnaire par rapport au pouvoir soviétique*.

Or, très souvent en Europe et en Amérique, lorsqu'elles émanent des anarchistes et des anarcho-syndicalistes, les critiques du parlementarisme ne sont pas justes, car elles rejettent *toute participation* aux élections et à l'activité parlementaire. Ici se manifeste tout simplement le défaut d'expérience révolutionnaire. Nous, les Russes, qui avons fait deux grandes révolutions au XX^e^ siècle, nous savons bien quelle importance peut avoir, et a en fait, le parlementarisme en une période révolutionnaire de façon générale, et *au moment même de la révolution* en particulier. Les parlements bourgeois doivent être dissous et remplacés par des institutions soviétiques. C'est incontestable. Il est incontestable maintenant, après l'expérience de la Russie, de la Hongrie, de l'Allemagne et des autres pays, que cela *aura nécessairement lieu* au cours de la révolution prolétarienne. C'est pourquoi y préparer méthodiquement la masse ouvrière, lui expliquer à l'avance la signification du pouvoir des Soviets, faire de la propagande et de l'agitation en faveur de ce pouvoir, tout cela est le devoir *absolu* de l'ouvrier qui désire être un révolutionnaire dans les actes. Et nous, les Russes, nous avons accompli *cette tâche-là* en agissant aussi sur le terrain parlementaire. Dans la Douma tsariste, truquée, agrarienne, nos élus ont su faire une propagande révolu-

tionnaire et républicaine. De même, on peut et on doit *mener la propagande soviétique* dans les parlements bourgeois, à l'intérieur de ces parlements.

Peut-être est-ce chose peu aisée à réaliser d'un seul coup dans tel ou tel pays parlementaire. Mais c'est là une autre question. Il faut faire en sorte que cette tactique juste soit apprise par les ouvriers révolutionnaires dans tous les pays. Et si un parti ouvrier est réellement *révolutionnaire*, s'il est réellement *ouvrier* (c'est-à-dire lié à la masse, à la majorité des travailleurs, aux *couches profondes* du prolétariat, et non seulement à sa couche supérieure), s'il est réellement un *parti*, c'est-à-dire *une organisation de l'avant-garde révolutionnaire*, solidement et sérieusement unie, sachant accomplir par tous les moyens possibles une action révolutionnaire parmi les masses, alors, ce parti saura sûrement tenir *ses* parlementaires, en faire de véritables propagandistes révolutionnaires, comme Karl Liebknecht, et non pas des opportunistes, de ceux qui corrompent le prolétariat avec les procédés bourgeois, les habitudes bourgeoises, les idées bourgeoises et le dénuement spirituel de la bourgeoisie.

Si, en Angleterre il n'était pas possible d'y parvenir d'emblée ; si, en outre, aucune unification des partisans du pouvoir des Soviets ne se révélait possible, en raison même de la divergence à propos du parlementarisme et uniquement pour cette raison, je considérerais alors que la formation immédiate de *deux* partis communistes, c'est-à-dire de deux partis préconisant le passage du parlementarisme bourgeois au pouvoir soviétique marquerait un fructueux pas en avant, vers l'unité absolue. Que l'un reconnaisse la participation au parlement bourgeois et que l'autre la rejette ; cette divergence est actuellement si peu essentielle qu'il serait bien plus raisonnable de ne pas se scinder à cause d'elle. Mais même l'existence côte à côte de ces deux partis serait un progrès énorme par rapport à la situation actuelle ; ce serait, selon toute vraisemblance, une transition vers l'unité absolue et la victoire rapide du communisme.

Le pouvoir soviétique n'a pas seulement montré en Russie, grâce à près de deux années d'expérience, que la dictature du prolétariat est possible *même* dans un pays paysan et qu'elle peut en créant une armée forte (meilleure

preuve d'organisation et d'ordre), se maintenir dans des conditions extraordinairement, incroyablement difficiles.

Le pouvoir soviétique a fait davantage : il a déjà moralement triomphé dans le monde *entier*, car partout la masse ouvrière, qui n'apprend pourtant que des bribes de vérité sur le pouvoir des Soviets, qui entend pourtant d'innombrables nouvelles mensongères à ce sujet, la masse ouvrière est *déjà pour le pouvoir soviétique*. Le prolétariat du monde entier a déjà compris que ce pouvoir est celui des travailleurs, que lui seul les délivre du capitalisme, du joug du capital, des guerres entre les impérialistes, qu'il mène à une paix durable.

C'est pour cette raison que les impérialistes peuvent battre certaines républiques soviétiques, mais ils ne sauraient vaincre le mouvement soviétique mondial du prolétariat.

Avec mes salutations communistes,

N. Lénine

P. S. — Cette coupure de la presse russe vous donne un échantillon de nos informations concernant l'Angleterre :

« L o n d r e s, 25 août (par Béloostrov). Le correspondant londonien du *Berlingske Tidende* de Copenhague communique le 3 août dernier à propos du mouvement bolchévik en Angleterre : « Les grèves de ces derniers jours et les récentes révélations ont ébranlé la foi des Anglais en l'immunité de leur pays contre le bolchévisme. Actuellement, les journaux discutent vivement de cette question et l'administration fait tous ses efforts pour établir que le « complot » existait depuis longtemps déjà et visait à renverser le régime actuel, ni plus ni moins. La police anglaise a arrêté le bureau révolutionnaire qui disposait, comme l'assurent les journaux, de fonds et d'armes. Le *Times* publie certains documents trouvés sur les personnes arrêtées. Ils contiennent un programme révolutionnaire complet, selon lequel toute la bourgeoisie doit être désarmée ; des armes et des munitions doivent être trouvées pour les Soviets des députés ouvriers et soldats rouges, et une Armée Rouge doit être formée ; tous les postes publics doivent être occupés par des ouvriers. Ensuite, il était question d'instituer un tribunal révolutionnaire pour juger les inculpés politiques et les personnes coupables de mauvais traitements vis-à-vis des emprisonnés. Il était proposé de confisquer tous les vivres. Le parlement et les autres organes d'administration publique doivent être dissous, et des Soviets révolutionnaires institués à leur place. La journée de travail doit être limitée à six heures, et le salaire hebdomadaire minimum porté à 7 livres. Les dettes publiques ainsi que toutes les autres doivent être annulées. Toutes les banques, toutes les entreprises

industrielles et commerciales et tous les moyens de transport sont déclarés nationalisés »,

Si cela est vrai, je dois exprimer aux impérialistes et aux capitalistes anglais, en la personne du *Times*, leur organe, le plus riche journal du monde, ma reconnaissance et ma gratitude très respectueuse pour leur excellente propagande en faveur du bolchévisme. Poursuivez dans cet esprit, messieurs du *Times* : vous amènerez on ne peut mieux l'Angleterre à la victoire du bolchévisme !

Publié en septembre 1919 *Conforme au manuscrit*

A PROPOS DU LIBRE COMMERCE DU BLE

LA CONDITION PREMIERE DE LA VICTOIRE

Comment consolider la victoire sur Koltchak ? Comment la mener à son terme en anéantissant Dénikine ? Comment rendre impossible de nouvelles tentatives des grands propriétaires fonciers, des capitalistes et des koulaks pour reconquérir le pouvoir, la terre, le capital et leur domination sur les ouvriers et les paysans ?

Cette question équivaut à celle du sort de toute la révolution socialiste en Russie. Chaque ouvrier et chaque paysan conscient y réfléchissent. Et il n'est pas difficile de se convaincre que, à l'heure actuelle, le ravitaillement est à la base de l'édification du socialisme.

Rassembler tous les excédents de blé entre les mains du pouvoir soviétique central et les répartir d'une façon juste, c'est rendre invincible notre Armée Rouge, c'est écraser définitivement Koltchak et Dénikine, c'est relever l'industrie et assurer une production et une répartition socialistes judicieuses, assurer l'ordre socialiste complet.

Nous possédons dès maintenant suffisamment d'expérience dans le domaine du ravitaillement et dans l'édification socialiste pour nous représenter clairement à la fois l'ampleur de ce problème et les moyens de le résoudre. Nous connaissons toute la difficulté de la tâche, mais nous savons aussi par expérience que nous avons trouvé la voie juste pour la réaliser, et que, en nous concentrant davantage sur elle, en décuplant notre énergie, en tendant nos forces et en perfectionnant nos services, nous *pouvons* mener cette tâche à bien.

Entre le 1er août 1917 et le 1er août 1918, l'Etat a stocké 30 millions de pouds de blé. Entre le 1er août 1918 et le

1er août 1919, il en a stocké environ 105 millions, soit 3 fois 1/2 plus, bien que dans cette période nous n'ayons nullement disposé du Don, du Caucase du Nord et de la Sibérie occidentale, et à peine de l'Ukraine, c'est-à-dire des régions les plus riches en blé.

Avec la bonne récolte de 1919, nous pouvons en stocker une très grande quantité, peut-être 400 millions de pouds et davantage. Alors, nous augmenterons dans d'énormes proportions la production du combustible, du bois, du charbon, etc. Alors, nous relèverons l'industrie et nous nous engagerons solidement et définitivement sur la grande route d'une édification socialiste méthodique. Alors nous vaincrons complètement la spéculation, nous anéantirons ce legs répugnant du capitalisme qui gâte tellement en ce moment, en tous lieux, les pousses du socialisme.

LA VOIE SURE DE LA VICTOIRE

Les chiffres cités montrent les succès appréciables du pouvoir soviétique dans le domaine du ravitaillement, succès remportés dans des conditions d'une difficulté inouïe, extraordinaire. Mais les chiffres les plus clairs, les faits les plus indéniables sont contestés ou passés sous silence, lorsqu'il s'agit des intérêts sordides de la bourgeoisie, des capitalistes, des spéculateurs et des koulaks.

Des enquêtes exactes sur l'alimentation de l'ouvrier des villes ont démontré qu'il ne reçoit que la moitié (approximativement) de ses denrées de l'Etat, du Commissariat au Ravitaillement, et l'autre, du marché « libre », c'est-à-dire des spéculateurs. Ce faisant, la première moitié lui coûte un *dixième* de son budget alimentaire, et l'autre, *les neuf dixièmes* restants.

Les spéculateurs écorchent férocement l'ouvrier affamé.

Les spéculateurs le pillent d'une manière éhontée. Et nous savons tous de quel déchaînement de lucre, de vols, de crimes, d'atroces spéculations sur la faim est victime la masse des ouvriers pour enrichir un petit nombre d'aigrefins avec ce fameux « *commerce libre* » du grain.

Et, néanmoins, il se trouve des défenseurs de la liberté du commerce !

Notre gouvernement ouvrier et paysan, toute la république soviétique et toute notre société socialiste naissante sont engagés dans une lutte à mort, la plus dure, la plus âpre, la plus acharnée, contre le capitalisme, la spéculation et le libre commerce du blé. C'est la lutte la plus aiguë, la plus radicale, la plus quotidienne et la plus massive du capitalisme contre le socialisme. Le sort de toute notre révolution en dépend. Et des gens qui se disent « socialistes », des social-démocrates, des menchéviks, des « socialistes-révolutionnaires », aident dans cette lutte le capitalisme contre le socialisme ! Les meilleurs d'entre eux, les plus hostiles à Koltchak, à Dénikine, aux capital*istes*, se placent constamment, dans le domaine de la politique du ravitaillement menée par le pouvoir des Soviets, aux côtés du capital*isme*, en réclamant de petites concessions en faveur de « l'appareil commercial privé », de « l'entreprise individuelle », et ainsi de suite.

Somme toute, si l'on examine attentivement l'enjeu de la lutte contre le pouvoir des Soviets, et si l'on y réfléchit sérieusement on s'aperçoit que ses adversaires se divisent en deux groupes importants. Tous deux défendent le capitalisme contre le socialisme. L'un le fait férocement et avec l'esprit de lucre le plus brutal ; ce sont les grands propriétaires fonciers, les capitalistes, les koulaks, les Dénikine, les Koltchak, les Cent-Noirs, les cadets. L'autre groupe défend le capitalisme « idéologiquement », c'est-à-dire d'une façon désintéressée ou bien sans intérêt direct et personnel, par préjugé, parce qu'il recule devant le nouveau ; ce sont les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Ils sont les ultimes défenseurs « idéologiques » du capitalisme. Et c'est pourquoi ce n'est nullement un hasard si les Koltchak et les Dénikine, les capitalistes russes et tous les capitalistes étrangers, marchent sous le couvert des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, sous *leur* bannière, sous *leur* drapeau, en répétant *leurs* mots d'ordre et phrases sur la « liberté » en général, la « démocratie » en général, l'esprit d'entreprise « privée » (commerciale, capitaliste), etc., etc.

Les capitalistes intelligents comprennent que la position « idéologique » des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, les sert, eux, leur classe et « *leur* » capita-

lisme ; cependant les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, comme tous les socialistes petits-bourgeois, toujours et partout, ne le comprennent pas. Ils craignent la guerre à mort contre le commerce libre du grain, ils veulent des concessions en sa faveur, la reconnaissance de ce commerce, au moins en partie, la « paix » et l'accord avec lui.

QU'EST-CE QUE LA LIBERTE DU COMMERCE DU BLE ?

La liberté du commerce du blé, c'est le retour au capitalisme, à la toute-puissance des propriétaires fonciers et des capitalistes, à la lutte acharnée entre les hommes pour le lucre, à l'enrichissement « libre » d'un petit nombre, à la misère des masses, à leur asservissement perpétuel, que nous voyons dans tous les Etats bourgeois, sans exclure les républiques les plus libres et les plus démocratiques.

Que l'on demande à tout travailleur, ouvrier, paysan, ou même intellectuel, s'il veut cet « ordre »-là, chacun répondra que non. Mais c'est là le malheur, c'est là le danger qu'un très grand nombre de travailleurs, et surtout un grand nombre de paysans, *ne comprend pas* le lien entre le libre commerce du blé et la toute-puissance des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Rédigé en août 1919
Publié pour la première fois en 1930

Conforme au manuscrit

NOTES

1. « *Les distingués censeurs de Berne* » : Lénine veut parler de la commission désignée par la Conférence de Berne des partis de la IIe Internationale, qui se tint du 3 au 10 février 1919, pour se rendre dans la République soviétique. En réponse à la demande de visa d'entrée pour la commission, le gouvernement soviétique déclara le 19 février 1919 que, bien qu'il ne considérât la Conférence de Berne ni comme socialiste ni comme représentant dans une mesure quelconque de la classe ouvrière, il autorisait néanmoins l'entrée de la commission en Russie soviétique.
   Cette tournée n'eut pas lieu. — P.13.

2. La paix de Brest-Litovsk, traité de paix conclu à Brest-Litovsk en mars 1918 par la Russie soviétique avec l'Allemagne et ses alliés à des conditions très pénibles pour la Russie. Ce traité donnait au pays des Soviets un répit nécessaire, lui permit de sortir de la guerre et de rassembler ses forces pour lutter peu après contre les troupes unies de la contre-révolution russe et de l'intervention anglo-franco-américano-nippone.
   Après la révolution en Allemagne (novembre 1918) le traité de Brest-Litovsk fut annulé. — P. 14.

3. Il s'agit de la conférence de la paix de Paris, réunie après la fin de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918). La conférence s'ouvrit le 18 janvier 1919 et clôtura ses travaux le 28 juin 1919, par la signature du traité de Versailles. — P. 15.

4. « *The Times* » : journal fondé en 1785 à Londres ; un des grands journaux des milieux conservateurs bourgeois anglais. — P. 15.

5. La question de l'octroi d'une concession pour la Grande Voie du Nord — construction d'une voie ferrée reliant l'Obi à Pétrograd et à Mourmansk via Kotlas — fut discutée à la réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, le 4 février 1919. Ce dernier adopta la proposition de Lénine, qui jugeait admissible dans le principe, dans l'intérêt du développement des forces productives du pays, d'accorder des concessions à des représentants du capital étranger. Le contrat ne fut pas conclu. — P. 24.

6. *Le Décret sur l'impôt révolutionnaire extraordinaire unique de dix milliards* fut adopté à la séance du Comité exécutif central de Russie du 30 octobre 1918. Conformément à ce décret, l'impôt

extraordinaire unique frappait principalement les koulaks et la bourgeoisie urbaine, les couches moyennes ne devaient verser que de petites sommes. Les pauvres des villes et des campagnes, ainsi que les personnes n'ayant d'autre source de revenu que leur salaire, en étaient exemptés. Le 9 avril 1919, le C.E.C.R. adopta un décret complémentaire consentant certaines facilités à la paysannerie moyenne pour l'impôt extraordinaire. — P. 27.

7. *Les billets Kérenski* : on appelait de ce nom le papier-monnaie émis par le gouvernement Kérenski en été 1917. — P. 28.

8. *Le Comité des surfaces d'ensemencement* fut institué auprès du Commissariat du Peuple à l'Agriculture sur la base d'un décret du Conseil des Commissaires du Peuple en date du 28 janvier 1919. Conformément à ce décret, toutes les terres disponibles pouvant être ensemencées étaient mises à la disposition de l'Etat en vue d'organiser le semis de céréales. Le Comité des surfaces d'ensemencement était chargé de diriger et de mettre en œuvre les mesures d'accroissement des surfaces cultivées. — P. 29.

9. *Le Comité ouvrier d'assistance* fut organisé en février 1919 auprès du Commissariat du Peuple à l'Agriculture sur la base de la « Réglementation du régime socialiste de la terre et des mesures de passage à l'agriculture socialiste ». Ce comité avait pour tâche : d'envoyer des organisateurs expérimentés, issus de la classe ouvrière, dans les directions de province et de district des exploitations soviétiques et dans différentes exploitations soviétiques ; de faire participer le prolétariat industriel aux travaux agricoles ; de procurer du matériel de tout genre aux sovkhoz et à la population rurale environnante; d'aider à l'organisation des groupements syndicaux d'ouvriers agricoles, etc. — P. 29.

10. *Le 1er Congrès des ouvriers agricoles de la province de Pétrograd* se tint du 11 au 13 mars 1919 à Pétrograd. Environ 200 délégués y assistaient. Le congrès examina les problèmes d'actualité, l'activité du bureau d'organisation, la politique agricole actuelle, et entendit les rapports de la base. Le congrès adopta les statuts du syndicat des ouvriers agricoles et élut sa direction. — P. 33.

11. Il s'agit de l'émeute contre-révolutionnaire du corps d'armée tchécoslovaque, provoquée par les impérialistes de l'Entente avec le concours actif des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

Ce corps d'armée fut formé en Russie avec les prisonniers de guerre dès avant la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Après l'instauration du pouvoir des Soviets les officiers contre-révolutionnaires du corps d'armée furent utilisés par les impérialistes de l'Entente et la contre-révolution russe pour lutter contre la République soviétique. L'offensive débuta en mai 1918 à Tchéliabinsk. Dans les premiers jours de juin les troupes tchécoslovaques prirent Omsk et Samara (actuellement Kouïbychev), où fut organisé le Comité des membres de l'Assemblée Constituante, lequel se proclama gouvernement provisoire sur le territoire occupé par les émeutiers. Le 5 juillet, à la veille de la rébel-

lion des socialistes-révolutionnaires de gauche, à Moscou, les Tchécoslovaques occupaient Oufa. La situation sur le front Est s'aggrava du fait de la trahison du commandant en chef de ce front, M. Mouraviev, socialiste-révolutionnaire de gauche qui, le 11 juillet, avait tenté de conclure un accord avec les Tchécoslovaques et de lancer des troupes sur Moscou en soutien à la rébellion des socialistes-révolutionnaires de gauche, mais fut tué dès le début de son aventure.

L'émeute du corps tchécoslovaque fut définitivement liquidée fin 1919 en même temps que l'entreprise de Koltchak. — P. 42.

12. Il s'agit du 1er Congrès de l'Internationale Communiste, qui se tint à Moscou du 2 au 6 mars 1919 — P. 47.

13. Voir V. Lénine. Œuvres, tome 28 pp. 508-509. — P. 48.

14. *Les Comités de paysans pauvres* furent institués par un décret du Comité exécutif central de Russie du 11 juin 1918. Ils avaient pour tâche l'organisation des paysans pauvres et leur approvisionnement en blé, en objets de première nécessité et instruments agricoles ; ils devaient aider les organismes locaux du ravitaillement à prélever les excédents de blé chez les koulaks et les gros paysans. Le décret établissait toutes sortes de facilités pour les paysans pauvres lors de la répartition du blé et du matériel agricole. Les Comités de paysans pauvres étaient les points d'appui de la dictature du prolétariat à la campagne. Ils jouèrent un rôle important dans la lutte contre les koulaks, dans la redistribution des terres confisquées, dans le ravitaillement des centres ouvriers et de l'Armée Rouge. La constitution des Comités de paysans pauvres marqua une étape nouvelle dans le développement de la révolution socialiste à la campagne. Ils contribuèrent à consolider le pouvoir soviétique au village et jouèrent un rôle politique marquant pour gagner le paysan moyen aux côtés du pouvoir soviétique. Par décision du VIe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie (novembre 1918) les Comités de paysans pauvres qui s'étaient acquittés de leurs tâches fusionnèrent avec les Soviets ruraux. — P. 75.

15. Cette postface à la brochure « Succès et difficultés du pouvoir soviétique » ne fut pas publiée en 1919 par la faute de Zinoviev, malgré la demande de Lénine. Elle fut éditée pour la première fois en 1922. — P 85.

16. *Le Projet de programme du P.C.(b)R.* comprend les documents suivants : « Ebauche du projet de programme du P.C.R. » et différents chapitres et articles de ce projet de programme, avec les modifications apportées par Lénine. La partie suivante de l'ébauche : « Les problèmes fondamentaux de la dictature du prolétariat en Russie » est publiée pour la première fois intégralement.

En outre, sont publiés pour la première fois dans les Œuvres : le « Projet de programme du P.C.(b)R. », qui comprend les premiers chapitres de l' « Ebauche du projet de programme du P.C.R. » avec les modifications et les additifs apportés par Lénine,

et le « Supplément au projet définitif du point du programme concernant les rapports nationaux ».

Les textes proposés par Lénine ont été pris pour base du programme du Parti communiste, adopté au VIIIe Congrès du P.C.(b) R. — P. 93.

17. Cf. Lénine, Œuvres, t. 24, pp. 471-476 et t. 27, pp. 153-159. — P. 95.

18. Le manuscrit s'arrête ici. Le fragment avec les modifications fut inséré dans le programme adopté au VIIIe Congrès du P.C.(b)R., à l'article 5 du chapitre « Dans le domaine de la politique générale » (cf. « Le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central », 7e éd. russe. 1re partie, 1954, p. 415). — P. 122.

19. Le supplément fut inséré intégralement dans le programme adopté au VIIIe Congrès du P.C.(b)R. à l'article 4 du chapitre « Dans le domaine des rapports nationaux » (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central», 7e éd. russe, 1re partie, 1954, p. 417). — P. 124.

20. Cet article du projet de la partie économique du programme portait le numéro 3 dans la version initiale ; par la suite, Lénine le transforma et lui donna le numéro 8, sous lequel il fut inséré dans la partie économique du programme du Parti. — P. 132.

21. Le VIIIe Congrès du P.C.(b)R. se tint à Moscou du 18 au 23 mars 1919. Y assistaient : 301 délégués avec voix délibérative, représentant 313 766 membres du Parti, et 102 délégués avec voix consultative. Lénine ouvrit le Congrès et prononça une brève allocution. L'ordre du jour était le suivant: rapport d'activité du Comité central, programme du P.C.(b) R., fondation de l'Internationale Communiste, situation militaire et politique militaire, travail dans les campagnes, questions d'organisation, etc.

Lénine présenta le rapport d'activité du C.C. et les rapports sur le programme du Parti et le travail dans les campagnes.

Dans sa résolution sur le rapport d'activité du C. C. du P. C.(b) de Russie, le Congrès déclara «approuver sans réserve l'activité politique du Comité central».

Le Congrès adopta le nouveau Programme du Parti, élaboré par Lénine. Lors de la discussion du programme, le Congrès repoussa les conceptions antibolchéviques de Boukharine qui proposait d'en exclure la caractéristique du capitalisme prémonopoliste et de la petite production marchande. Les conceptions de Boukharine étaient une négation menchévico-trotskiste du rôle du paysan moyen dans l'édification socialiste. En même temps Boukharine escamotait le fait de la naissance et de la croissance de l'élément koulak à partir de la petite économie marchande. Le Congrès repoussa également les conceptions antibolchéviques sur la question nationale, exprimées par Boukharine et Piatakov, qui

se prononcèrent contre le point concernant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et, partant, contre l'égalité en droits des nations. Le Programme adopté par le VIII[e] Congrès du P.C.(b) de Russie déterminait les tâches du Parti communiste dans l'édification de la société socialiste dans notre pays.

En ce qui concerne le rapport de Lénine sur le travail dans les campagnes, le Congrès adopta la décision de passer de la politique de neutralisation du paysan moyen à celle d'une solide alliance avec la paysannerie moyenne en s'appuyant sur les paysans pauvres dans la lutte contre les koulaks, en réservant le rôle dirigeant au prolétariat dans cette alliance. La décision du Congrès sur l'alliance avec le paysan moyen joua un rôle immense pour le ralliement de tous les travailleurs en vue de la lutte contre les interventionnistes et les gardes blancs, pour l'édification du socialisme.

Sur la question militaire, le congrès prit une décision tendant au renforcement d'une Armée Rouge régulière, à y assurer une discipline de fer. Il souligna particulièrement le rôle du noyau prolétarien dans l'Armée, le rôle des commissaires et des cellules du parti dans l'éducation politique et la préparation militaire. Il indiqua la nécessité d'utiliser les anciens spécialistes et les meilleures acquisitions de la science militaire bourgeoise. Le congrès repoussa les propositions du groupe dit de l'« opposition militaire », qui s'affirmait au congrès contre la création d'une Armée Rouge régulière et défendait les survivances de l'esprit franc-tireur dans l'armée. En même temps le congrès condamna l'activité antiparti de Trotski dans la direction du département de la Guerre et exigea que le fonctionnement des administrations militaires centrales fût amélioré.

Le congrès prit une décision sur l'édification du parti et des Soviets, ripostant au groupe opportuniste de Sapronov-Ossinski, qui niait le rôle dirigeant du parti dans le travail des Soviets.

Devant l'afflux de nouveaux adhérents au parti, le congrès décida la réinscription générale des membres du parti et l'amélioration de la composition sociale du parti.

Le congrès élut le Comité central qui comprenait notamment Lénine, Dzerjinski, Kalinine, Stassova et d'autres. Suppléants : Artiom (Serguéev), Vladimirski, Iaroslavski et d'autres. — P. 137.

22. *La Conférence aux Îles du Prince* (mer de Marmara), envisagée sur l'initiative de l'Entente, devait réunir des représentants de tous les gouvernements existant sur le territoire de la Russie en vue du rétablissement de la paix. N'ayant pas reçu d'invitation directe à la conférence, le gouvernement soviétique apprit par les revues de presse radiotélégraphiques étrangères que les puissances impérialistes essayaient de faire passer auprès des masses populaires l'absence de réponse de sa part comme un refus de participer à la conférence. Pour couper court à toute fausse interprétation de ses actes, le gouvernement soviétique, le 4 février 1919, dans un radiotélégramme adressé aux gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, du Japon et des Etats-Unis, les informa qu'il était d'accord pour entamer immédiatement des négociations, en indiquant qu'il était prêt à faire des

concessions importantes au nom de la paix. Les gouvernements de l'Entente ne répondirent pas au radiotélégramme du gouvernement soviétique. La conférence n'eut pas lieu. — P. 144.

23. *Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne* : parti centriste fondé en avril 1917. En octobre 1920, une scission se produisit au congrès du Parti social-démocrate indépendant à Halle. En décembre 1920, de nombreux éléments rejoignirent le Parti communiste d'Allemagne. Les éléments de droite constituèrent un nouveau parti qui reprit le vieux nom de Parti social-démocrate indépendant et exista jusqu'en 1922. — P. 147.

24. Voir K. Marx, *la Guerre civile en France, 1871*. Editions Sociales, Paris 1952, pp. 15-16. — P. 149.

25. Il s'agit de l'intervention de Rosa Luxembourg au Congrès constitutif du Parti communiste d'Allemagne, qui se tint à Berlin du 30 décembre 1918 au 1er janvier 1919. Rosa Luxembourg avait soutenu les interventions erronées de certains délégués sur la suppression des syndicats. A son avis, les tâches des syndicats devaient être assumées par les Soviets des députés ouvriers et soldats et par les Soviets d'ouvriers et d'employés dans les entreprises. — P. 153.

26. Voir le présent tome, pp. 33-41. — P. 155.

27. Voir V. Lénine, Œuvres, tome 28, pp. 206-232. — P. 157.

28. *La Fédération des groupes étrangers* fut organisée en mai 1918 comme organisme dirigeant des communistes étrangers, chargé de militer parmi les anciens prisonniers de guerre en Russie. La Fédération fut dissoute début 1920. — P. 159.

29. « *Bednota* », quotidien publié par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) ; parut à Moscou du 27 mars 1918 au 31 janvier 1931. Ce journal fut fondé par décision du C.C. du P.C.(b)R. pour remplacer les journaux *Dêrêvenskaïa Bednota, Dêrêvenskaïa Pravda* et *Soldatskaïa Pravda*. A partir du 1er février 1931, ce journal fusionna avec le *Sotsialistitchêskoïê Zemlêdêliê* (*l'Agriculture socialiste*), qui paraît encore aujourd'hui. — P. 161.

30. Voir F. Engels, « Introduction à la brochure de Borckheim « A la mémoire des ultra-patriotes de 1806-1807 ». — P. 164.

31. Voir K. Marx, *le Capital*, t. 1, p. 376. — P. 166.

32. Voir V. Lénine, Œuvres, t. 26, pp. 171-175. — P. 169.

33. Il s'agit de la remise par Lénine au chef du gouvernement bourgeois finlandais Swinhufwud, le 18 (31) décembre 1917, de la décision du Conseil des Commissaires du Peuple reconnaissant l'indépendance de la Finlande. Le 22 décembre 1917 (4 janvier 1918), cette décision fut ratifiée à la séance du C.E.C.R. — P. 169.

34. Lénine fait allusion aux pourparlers menés en mars 1919, à Moscou, avec une délégation bachkire sur la constitution de la Bachkirie soviétique autonome. Le 23 mars 1919, les *Izvestia du*

C.E.C.R. publièrent l'« Accord du pouvoir soviétique central avec le gouvernement bachkir sur la Bachkirie soviétique autonome ». Il fut ratifié par Lénine, président du Conseil des Commissaires du Peuple, et par le Comité exécutif central de Russie. L'accord fixait l'organisation de la République soviétique autonome de Bachkirie sur la base de la Constitution soviétique, définissait les frontières de la république et sa division administrative. — P. 170.

35. *Le Soviet des députés ouvriers de Varsovie* fut fondé le 11 novembre 1918. Des Soviets de députés ouvriers furent également fondés dans de nombreuses villes et régions industrielles de Pologne. Le Soviet des députés ouvriers de Varsovie entreprit la mise en vigueur pratique de la journée de huit heures dans les entreprises, engagea la lutte contre le sabotage des patrons, prit une décision sur la liaison avec la Russie révolutionnaire, etc. En été 1919, les Soviets furent dissous par le gouvernement bourgeois polonais. — P. 173.

36. *L'Appel du VIIIe Congrès du P.C.(b)R. aux organisations du parti* fut publié le 20 mars 1919 (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central », 7e éd. russe, 1re partie, 1954, p. 455). — P. 175.

37. *Le Programme d'Erfurt* de la social-démocratie allemande fut adopté en octobre 1891 au congrès d'Erfurt, en remplacement du programme de Gotha de 1875. Les erreurs du programme d'Erfurt avaient été critiquées par Engels dans son ouvrage *Contribution à la critique du projet de programme social-démocrate de 1891* (cf. Marx et Engels, *Critique du programme de Gotha et d'Erfurt*, Editions Sociales, Paris 1950, pp. 78-91). — P. 190.

38. Le VIIIe Congrès du P.C.(b) R. chargea Lénine d'adresser au nom du congrès un message à la République soviétique de Hongrie à la suite de la nouvelle annonçant que le 21 mars 1919 la république soviétique avait été proclamée et la dictature du prolétariat instaurée en Hongrie. La République soviétique de Hongrie exista jusqu'en août 1919. — P. 197.

39. *La section chargée de la question du travail à la campagne* fut organisée à la première séance du VIIIe Congrès du P.C.(b)R., le 18 mars 1919. Elle tint trois séances, au cours desquelles furent entendus des rapports sur la politique agraire et sur le travail à la campagne, et élue une commission chargée de rédiger les résolutions. La résolution rédigée par Lénine sur l'attitude à l'égard de la paysannerie moyenne et la résolution sur la propagande politique et le travail culturel et éducatif à la campagne furent ensuite ratifiées par le congrès. — P. 198.

40. Voir F. Engels, *La question paysanne en France et en Allemagne*, Editions Sociales, Paris 1956, pp. 27-28. — P. 205.

41. Au sujet du passage de la brochure *Instruction et règlement sur l'organisation du travail du parti dans la province de Nijni-Nov-*

gorod, cité par Lénine, les délégués de l'organisation du parti de Nijni-Novgorod (aujourd'hui Gorki) présentèrent une déclaration au présidium du VIIIe Congrès du P.C.(b)R., indiquant qu'une coquille avait été laissée dans la brochure. — P. 208.

42. *Bela Kun*, communiste hongrois, l'un des organisateurs et des dirigeants du pouvoir soviétique en 1919. — P. 227.

43. Il s'agit de la décision du VIIIe Congrès du P.C.(b)R. sur la question d'organisation. Le congrès décida de procéder dans toute la Russie à la réinscription générale de tous les membres du parti. Elle eut lieu de mai à octobre 1919. — P. 233.

44. L'enregistrement sur disques des discours de Lénine fut organisé par la « Tsentropetchat » (Agence centrale du C.E.C.R. pour la fourniture et la diffusion des publications). 13 discours de Lénine furent enregistrés de 1919 à 1921. — P. 239.

45. « *Vségda Vpériod* », organe du parti menchévik, parut à Moscou en 1918 (un seul numéro) et en 1919 du 22 janvier au 25 février.
« *Diélo Naroda* », organe du parti socialiste-révolutionnaire, parut par intermittence de 1917 à 1919. Les deux journaux furent interdits pour activité contre-révolutionnaire. — P. 276.

46. *La Session plénière du Conseil central des syndicats de Russie* eut lieu le 11 avril 1919 à Moscou. Après le rapport de Lénine sur les tâches des syndicats découlant de la mobilisation pour le front Est, la session adopte les « Thèses du C.C. du P.C.(b)R. à propos de la situation sur le front Est », proposées par Lénine et publiées le lendemain dans la *Pravda* (voir le présent tome, pp. 279-282). — P. 283.

47. Lénine fait allusion aux arrêtés du Soviet de Moscou (24 août 1918) du Soviet de Pétrograd (5 septembre 1918) selon lesquels, en raison de la situation difficile du ravitaillement, les ouvriers et les employés de Moscou et de Pétrograd étaient autorisés à transporter jusqu'à un poud et demi de denrées alimentaires pour leur consommation personnelle. Par décision du Conseil des Commissaires du Peuple, la durée d'application de ces arrêtés fut fixée jusqu'au 1er octobre 1918. — P. 289.

48. « *Frankfurter Zeitung* », journal bourgeois allemand, publié à Francfort-sur-le-Main de 1856 à 1943. — P. 297.

49. Lénine veut parler de la répression féroce des gardes blancs contre les ouvriers de l'usine Serguievski et du dépôt d'artillerie de Tomylovo à la gare d'Ivachtchenkovo, près de Samara, les 1er et 2 octobre 1918. A l'approche des unités de l'Armée Rouge, les ouvriers avaient décidé d'empêcher les gardes blancs d'évacuer l'équipement des usines. Avec l'aide des unités contre-révolutionnaires tchécoslovaques, les gardes blancs brisèrent la résistance des ouvriers et fusillèrent plus de mille personnes. — P. 300.

50. Voir lettre : F. Engels à K. Marx du 7 octobre 1858. — P. 312.

51. Voir lettre : K. Marx à F. Engels du 16 avril 1856. — P. 313.

52. Voir le présent tome, pp. 397-406. — P. 316.

53. *Le 1er Congrès des élèves communistes de Russie* se tint à Moscou du 15 au 21 avril 1919. A ce congrès assistaient environ 200 délégués, représentant 8 000 membres de l'Union des élèves communistes. Le congrès décida d'inclure l'Union des élèves communistes dans l'Union de la jeunesse communiste. Conformément au règlement ratifié le 11 mai 1919 par le C.C. du P.C.(b) R. tout le travail, tant parmi la jeunesse ouvrière et paysanne que parmi la jeunesse des écoles, fut confié à l'Union de la jeunesse communiste de Russie. — P. 327.

54. Lénine fait allusion aux idées antimarxistes que A. Bogdanov et certains autres implantaient dans les organisations du prolétariat. Sous prétexte de « culture prolétarienne », les partisans de Bogdanov diffusaient les idées réactionnaires bourgeoises en philosophie (machisme), niaient le rôle dirigeant du parti et de l'Etat soviétique dans l'édification culturelle, dissociaient le développement de la culture soviétique des tâches générales de l'édification socialiste, niaient la nécessité d'utiliser les acquisitions culturelles du passé. Ils s'efforçaient de rendre les organisations du « Proletkult » indépendantes du pouvoir soviétique et du parti. Lénine s'opposait énergiquement à l'implantation des théories bourgeoises antimarxistes, dans les « Proletkults ». Le C.C. du P.C.(b) R. et la fraction communiste du 1er congrès des « Proletkults » de Russie, en octobre 1920, prirent la décision de subordonner ces organisations au Commissariat du Peuple à l'Instruction publique, dont elles devinrent des sections. Dans sa lettre « Sur les Proletkults », le C.C. du P.C.(b) R. condamna les courants bourgeois, antimarxistes, dans ces organisations qui, à partir de 1922, commencèrent à se désagréger. — P. 338.

55. Il s'agit du décret *Sur la mobilisation des personnes instruites et l'organisation de la propagande du pouvoir soviétique*, adopté par le Conseil des Commissaires du Peuple, le 10 décembre 1918. — P. 339.

56. Il s'agit d'unités de gardes blancs composées d'officiers volontaires. — P. 343.

57. Voir F. Engels, *Anti-Dühring*. Editions Sociales, Paris 1959, pp. 138-139. — P. 361.

58. *Soukharevka* — nom d'un ancien marché de Moscou. Pendant la guerre civile, les spéculateurs y vendaient leurs marchandises. Ce mot est employé parfois dans un sens plus large, celui de « commerce libre ». — P. 370.

59. Ce télégramme est la réponse de V. Lénine aux notes de J. Staline sur la situation sur le front de Pétrograd. Ce même jour, le 20 mai, à la séance du Conseil de la Défense fut entendu un rapport du représentant du Conseil militaire révolutionnaire de la République sur le mouvement des renforts destinés à aider le front de Pétrograd. — P. 389.

60. *Le Discours à la fête du « Vsévoboutch »*, le 25 mai 1919. Lénine le prononça sur la Place Rouge pendant la revue des régiments ouvriers, des bataillons communistes et des élèves des écoles militaires de Moscou. Cette fête était organisée à l'occasion du premier anniversaire de l'Instruction militaire obligatoire, instituée par décret du C.E.C.R., en date du 22 avril 1918, et s'étendait aux ouvriers et aux paysans n'exploitant pas le travail d'autrui. En un an, des centaines de milliers de travailleurs avaient acquis une formation militaire et complété les rangs de l'Armée Rouge.— P. 390.

61. Voir K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions Sociales, Paris 1950, p. 37. — P. 394.

62. « *L'Internationale Communiste* », revue, organe du Comité exécutif de l'Internationale Communiste ; parut du 1er mai 1919 à juin 1943. — P. 397.

63. Lénine fait allusion au complot visant à livrer Pétrograd, tramé par une organisation contre-révolutionnaire d'espionnage et de sabotage composée de cadets, de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires. Cette organisation avait à sa tête un prétendu «centre national », subordonné aux services d'espionnage étrangers. Le 13 juin 1919 les conspirateurs provoquèrent une émeute contre-révolutionnaire dans les ports Krasnaïa Gorka et Séraïa Lochad. L'émeute fut rapidement réprimée par les troupes soviétiques. — P. 423.

64. *La bataille de Sadowa* (village tchèque près de la ville de Kralové Gradec (Königgretz) eut lieu le 3 juillet 1866. Cette bataille, qui s'acheva par la victoire complète de la Prusse et l'écrasement de l'Autriche, décida de l'issue de la guerre austro-prussienne. — P. 428.

65. Voir K. Marx, *le Capital*, t. I, p. 296. — P. 432.

66. Par décret du 16 mars 1919, le Conseil des Commissaires du Peuple réorganisa les coopératives de consommation en leur donnant le nom de « communes de consommation ». Mais cette dénomination des coopératives aboutit en certains endroits à une fausse compréhension du décret par la population paysanne. Pour cette raison, le Comité exécutif central de Russie, dans sa décision du 30 juin 1919, tout en approuvant le décret, décida de remplacer « commune de consommation » par « association de consommation », expression familière à la population. — P. 435.

67. Voir le présent tome, pp. 279-282. — P. 437.

68. Il s'agit des dépôts de munitions, de matériel et de vivres dont les unités de l'Armée Rouge s'étaient emparées le 27 juin 1919 en occupant le village et l'usine de Vidlitsy, sur la rive orientale du lac Ladoga, base principale des Finnois blancs qui opéraient dans le secteur d'Olonetz (front de Pétrograd). — P. 439.

69. Cette séance eut lieu le 4 juillet 1919 au Grand Théâtre, à un des moments difficiles traversés par la République des Soviets par suite de l'offensive de Dénikine. Après le rapport de Lénine fut adopté un appel « A tous les ouvriers, paysans, soldats et marins rouges », les invitant à tendre toutes leurs forces pour repousser l'ennemi en vue de la victoire définitive sur Koltchak, Dénikine et tous les suppôts de la contre-révolution. — P. 460.

70. *L'Université communiste Sverdlov* fut constituée à partir des cours d'agitateurs et d'instructeurs organisés en 1918 auprès du Comité exécutif central de Russie et transformés ensuite en Ecole d'administration soviétique. Après la décision du VIIIe Congrès du P.C.(b)R. de fonder auprès du C.C. une école supérieure pour la formation des cadres du parti, l'établissement devint l'Ecole centrale de l'administration soviétique et du Parti ; dans la seconde moitié de 1919, sur décision du Bureau d'organisation du C.C. du P.C.(b)R., elle reçut le nom de l'Université communiste Sverdlov.

Lénine y fit deux conférences sur l'Etat. Le texte de la deuxième, faite le 29 août 1919, n'a pas été conservé. — P. 474.

71. *La Conférence de Moscou du P.C.(b)R.* eut lieu le 12 juillet 1919. Y assistaient 200 délégués des organisations du parti de Moscou. Lénine y présenta un rapport sur la situation intérieure et extérieure de la république. La conférence adopta une résolution soulignant la nécessité d'intensifier le travail du parti et des Soviets dans le domaine de l'armée, du ravitaillement, de la sécurité sociale, de l'agitation et de la propagande, et aussi de développer le travail culturel et éducatif ainsi que le travail politique parmi les ouvriers et les soldats rouges. Il fut envisagé de réunir régulièrement des conférences d'arrondissement des ouvriers sans-parti et des conférences de soldats rouges sans-parti. — P. 494.

72. Il est question des décisions des Soviets de Moscou (24 août 1918) et de Pétrograd (5 septembre 1918), autorisant les ouvriers et les employés à recevoir de la campagne jusqu'à un poud et demi (environ 25 kilos) de denrées alimentaires (jusqu'au 1er octobre 1918), du décret du Conseil des Commissaires du Peuple en date du 30 juin 1919 permettant aux organisations ouvrières et rurales des provinces centrales de stocker elles-mêmes, jusqu'au 15 août 1919, le blé dans la province de Simbirsk, etc. Le gouvernement soviétique avait été obligé de prendre ces mesures en raison de la situation difficile du ravitaillement dans le pays. — P. 494.

73. « *L'Humanité* »: journal quotidien fondé par J. Jaurès en 1904 en tant qu'organe du Parti socialiste français. Pendant la guerre mondiale impérialiste (1914-1918), le journal fut entre les mains de l'extrême droite du Parti socialiste français et adopta une position social-chauvine. Peu après la scission du parti socialiste, au congrès de décembre 1920, et la formation du Parti communiste français, le journal devint l'organe de ce dernier ; il paraît encore aujourd'hui à Paris en tant qu'organe central du Parti communiste. — P. 499.

74. Il est question des décisions de la VIIe Conférence (conférence d'Avril) du P.O.S.D.R.(b), qui se tint à Pétrograd du 24 au 29 avril (7 au 12 mai) 1917 (voir «*Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central* », 7e éd. russe, 1re partie, 1954, pp. 332-353). — P. 503.

75. Voir lettres : F. Engels à K. Marx du 7 octobre 1858 ; F. Engels à K. Kautsky du 12 septembre 1882 ; F. Engels à F. A. Sorge du 7 décembre 1889, du 21 septembre (18) 72 et du 4 août 1874 ; F. Engels à K. Marx du 11 août 1881. — P. 506.

76. Voir lettre : F. Engels à F. A. Sorge du 18 janvier 1893. — P. 507.

77. Voir lettre : F. Engels à F. A. Sorge du 7 décembre 1889. — P.507.

78. Il s'agit du discours d'un des leaders des social-démocrates anglais, Harry Quelch, au Congrès de Stuttgart de la IIe Internationale, en 1907. Dans son discours, il qualifia d'« assemblée de voleurs » (« a thief's supper ») la conférence internationale de La Haye qui se tenait à cette époque, et fut pour cette raison expulsé de Stuttgart par le gouvernement allemand (voir Lénine, « Harry Quelch », Œuvres, 4e éd. russe, tome 19, pp. 331-333). — P. 515.

79. Lénine veut parler de la Conférence de la IIe Internationale, qui se tint à Lucerne, en Suisse, du 2 au 9 août 1919. Lénine a caractérisé les interventions de certains délégués dans son article « Comment la bourgeoisie utilise les renégats », écrit en septembre 1919. — P. 517.

80. Il s'agit de la grève politique internationale des ouvriers prévue pour le 21 juillet 1919 sous le mot d'ordre de soutien aux révolutions russe et hongroise et de la non-intervention des gouvernements impérialistes dans les affaires russes et hongroises. Au jour fixé, des grèves isolées eurent lieu en Angleterre, en France, en Italie, en Allemagne et en Norvège, mais il n'y eut pas d'action internationale du prolétariat de tous les pays. — P. 519.

81. Cet article constitue la réponse aux cinq questions suivantes posées à Lénine par l'agence « United Press » :

« 1) La République soviétique de Russie a-t-elle apporté des changements quelconques, petits ou grands, au programme gouvernemental initial de politique intérieure et extérieure et au programme économique ; lesquels et quand ?

2) Quelle est la tactique de la République soviétique de Russie par rapport à l'Afghanistan, à l'Inde et aux autres pays musulmans situés hors de la Russie ?

3) Quels objectifs politiques et économiques poursuivez-vous à l'égard des Etats-Unis et du Japon ?

4) A quelles conditions seriez-vous disposés à conclure la paix avec Koltchak, Dénikine et Mannerheim ?

5) Qu'auriez-vous d'autre à porter à la connaissance de l'opinion publique américaine ? ».

En octobre 1919, la revue socialiste de gauche *The Liberator* publia un article « A Statement and a Challenge » (« Une

déclaration et un défi »), qui contenait la réponse de Lénine à la cinquième question. Dans une note à l'article, la rédaction de la revue faisait savoir que l'agence « United Press » avait diffusé la réponse de Lénine aux journaux, mais omis la réponse à la cinquième question sous prétexte que c'était « de la propagande bolchévique pure et simple ». — P. 520.

82. Les négociations avec Bullitt envoyé en mission à Moscou par Wilson, président des Etats-Unis, furent menées en 1919 par le gouvernement soviétique sur la conclusion de la paix. Celui-ci apporta une série de compléments et de précisions aux propositions des Etats-Unis et de l'Angleterre ; un projet définitif d'accord fut ensuite mis au point. Les propositions soviétiques ne furent pas acceptées par ces gouvernements, car au printemps l'armée de Koltchak était passée à l'offensive, et ils espéraient qu'elle battrait la Russie des Soviets. — P. 522.

83. La lettre à F. Nansen (explorateur polaire norvégien), indiquant que le gouvernement soviétique était prêt à engager des négociations avec les pays de l'Entente sur l'arrêt des hostilités, fut envoyée le 7 mai 1919 par le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères. Ces propositions du gouvernement soviétique furent remises par Nansen aux gouvernements des pays de l'Entente, mais il n'y eut pas de réponse. — P. 522.

84. Le 26 mai 1919, les gouvernements de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis, de l'Italie et du Japon adressèrent à Koltchak une note dans laquelle ils se déclaraient prêts à le reconnaître, à lui fournir du matériel de guerre, des vivres et des munitions pour lui permettre de se renforcer en qualité de gouvernant de toute la Russie. Cependant, ni la reconnaissance des gouvernements de l'Entente ni leur aide ne purent empêcher que ses troupes soient écrasées par l'Armée Rouge. — P. 533.

85. *Le Ier Congrès des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste de Russie* se tint à Moscou du 28 juillet au 1er août 1919. Plus de 230 délégués de 32 provinces y assistaient. Le congrès entendit des rapports sur le programme dans le domaine de l'enseignement et sur les nouvelles tâches de l'édification culturelle, sur le mouvement syndical, sur le mouvement de la jeunesse en Russie et en Occident et sur d'autres questions. Le 31 juillet, Lénine prononça un discours devant le congrès. Celui-ci organisa le Syndicat des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste de Russie et en élut le Comité central — P. 537.

86. Voir K. Marx, *le Capital*, t. I, p. 179. — P. 538.

87. Petit-Judas Golovlev — type de féodal, hypocrite et faux dévot, décrit par Saltykov-Chtchédrine dans son roman *La Famille Golovlev*. — P. 548.

88. Lénine fait allusion aux événements qui se déroulèrent à Bakou, le 25 juillet 1918. Les menchéviks, socialistes-révolutionnaires et les dachnaks firent adopter à une faible majorité, au cours d'une

séance du Soviet de Bakou, la décision d'appeler à l'aide les impérialistes anglais, sous prétexte de défendre Bakou contre l'avance des troupes turques. Tout le travail de sape contre-révolutionnaire, de sabotage du ravitaillement de la ville et l'agitation contre-révolutionnaire dans l'armée et dans la flotte étaient dirigés par le consul anglais MacDonell.

Se conformant aux directives de V. Lénine et I. Sverdlov, données au nom du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité exécutif central de Russie, exigeant du Soviet de Bakou l'application rigoureuse d'une politique extérieure indépendante et la lutte résolue contre les agents du capital étranger, à la séance du Soviet de Bakou le 25 juillet, la fraction bolchévique proposa un projet de résolution réclamant instamment des mesures immédiates afin que Bakou puisse se défendre par ses propres forces. Mais la proposition des bolchéviks fut repoussée par la majorité du Soviet composée de dachnaks, socialistes-révolutionnaires et menchéviks. Mis en minorité, les bolchéviks du Soviet de Bakou se désistèrent de leurs fonctions ; le pouvoir passa en fait à un gouvernement contre-révolutionnaire qui se donna le nom de « Dictature de la Caspienne centrale ». Quelques jours plus tard, les Anglais qu'il avait invités faisaient leur entrée à Bakou. Les bolchéviks du Soviet de Bakou, les 26 commissaires de Bakou, furent sauvagement massacrés par les interventionnistes anglais avec la participation directe des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. — P. 554.

89. *Sylvia Pankhurst* : personnalité politique anglaise, membre du Parti communiste en 1919 ; elle écrivit à Lénine pour lui demander son opinion sur la participation au parlement. Dans sa lettre, elle caractérise les partis et les groupes en Angleterre en les énumérant de la façon suivante : 1) Trade-unionistes et politiciens ouvriers du type ancien ; 2) Parti ouvrier indépendant ; 3) Parti socialiste britannique ; 4) Industrialistes révolutionnaires ; 5) Parti ouvrier socialiste ; 6) « Fédération socialiste des ouvriers » ; 7) Association socialiste de South-Wales. Dans sa réponse, Lénine s'en tient au même numérotage. — P. 566.

90. Il est question du Congrès constitutif du Parti communiste d'Allemagne, qui se tint à Berlin du 30 décembre 1918 au 1er janvier 1919. Malgré l'intervention de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, qui proposaient de participer aux élections de l'Assemblée nationale, le Congrès prit à la majorité des voix (62 contre 23) la décision erronée de ne pas prendre part à la campagne électorale. — P. 567.

91. *Le Parti socialiste britannique* (British Socialist Party) fut fondé en 1911 à Manchester à la suite de la fusion du Parti social-démocrate et d'autres groupes socialistes. Le B.S.P. faisait de la propagande dans un esprit marxiste et était un parti « non opportuniste, réellement indépendant des libéraux » (voir Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 19, p. 243). Les effectifs peu nombreux du parti

et sa faible liaison avec les masses lui conféraient un caractère quelque peu sectaire.

Durant la guerre mondiale impérialiste (1914-1918), une lutte aiguë au sein du parti mit aux prises le courant internationaliste (A. Inkpin, F. Rothstein, D. Maczean, W. Gallacher et d'autres) et le courant social-chauvin, dirigé par Hyndman. Le courant internationaliste comprenait des éléments inconséquents dont la position, pour bien des questions, était centriste.

En février 1916, un groupe de militants du B.S.P. fonda le journal *Call* puis joua un rôle important dans l'union des internationalistes. La conférence annuelle du parti tenue en avril 1916 à Solford, condamna la position sociale-chauvine de Hyndman et de ses partisans qui abandonnèrent le parti.

Le Parti socialiste britannique salua la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Ses membres jouèrent un grand rôle dans le mouvement des travailleurs anglais pour la défense de la Russie soviétique contre l'intervention étrangère. En 1919, la majorité des organisations locales du parti (98 contre 4) se prononça pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Le B.S.P., en commun avec le Groupe socialiste d'unité, joua le rôle principal dans la fonction du Parti communiste de Grande-Bretagne. Au Ier Congrès tenu en 1920, la majorité écrasante des organisations locales du B.S.P. fusionna avec le Parti communiste. — P. 568.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LENINE
(CHRONOLOGIE)
(Mars-août 1919)

1919

Février-mars	Lénine rédige le projet de programme du P.C.(b)R.
12-13 mars	Séjour de Lénine à Pétrograd.
12 mars	A la séance du Soviet de Pétrograd, Lénine présente le rapport sur la politique extérieure et intérieure du Conseil des Commissaires du Peuple.
13 mars	Lénine assiste à l'enterrement de M. Elizarov, au cimetière de Volkovo à Pétrograd. Lénine visite le Palais du Travail à Pétrograd ; il prononce un discours sur l'organisation du syndicat des ouvriers agricoles, au 1er Congrès des ouvriers agricoles de la province de Pétrograd. Lénine prend la parole à deux reprises à des meetings organisés à la Maison du Peuple de Pétrograd.
14 mars	Lénine quitte Pétrograd pour Moscou.
16 mars	Lénine rend visite à I. Sverdlov malade, au Kremlin.
17 mars	Lénine participe à la rédaction et il signe un communiqué du gouvernement sur les mesures de lutte à la suite des nouveaux agissements contre-révolutionnaires des socialistes-révolutionnaires de gauche à Pétrograd.
18 mars	Lénine prend la parole à la séance extraordinaire du C.E.C.R. à la mémoire de I. Sverdlov. A la fin de la séance, Lénine se rend sur la Place Rouge avec la procession funèbre et prononce une brève allocution sur la tombe de I. Sverdlov.
18-23 mars	Lénine dirige les travaux du VIIIe Congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie.
18 mars	Lénine prononce le discours d'ouverture du Congrès et est élu à son présidium ; il présente le rapport d'activité du Comité central.

19 mars — A la deuxième séance du Congrès, Lénine présente le rapport sur le programme du parti, et à la troisième séance il prononce le discours de clôture sur cette question.

20-21 mars — Lénine préside les séances de la commission du programme du Congrès.

21 mars — Lénine intervient sur la question militaire à la cinquième séance (à huis clos) du Congrès.

22 mars — Mandaté par le Congrès, Lénine adresse par radio un message à la République soviétique de Hongrie.

23 mars — A la huitième séance du Congrès, Lénine présente le rapport sur le travail dans les campagnes ; la résolution sur l'attitude envers la paysannerie moyenne, rédigée par lui, est adoptée par le Congrès.
Lénine est élu membre du Comité central ; il prononce le discours de clôture du Congrès.

20 mars — Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple à laquelle sont discutées les questions de la constitution de la République soviétique autonome de Bachkirie, de la mobilisation des spécialistes de l'agriculture, etc.

25 mars — En réunion plénière du C.C. du P.C.(b)R., Lénine est élu membre du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R.

27 mars — Lénine rédige l'article « Réponse à la lettre ouverte d'un spécialiste ».

30 mars — A une séance du C.E.C.R. Lénine prononce un discours à propos de la candidature de M. Kalinine au poste de Président du C.E.C.R.

Fin mars — Lénine prononce 8 discours enregistrés sur disques.

1er avril — Lénine adresse un télégramme, transmis par téléphone, à la Commission extraordinaire de Russie afin que des mesures urgentes soient prises contre toute tentative de faire sauter et de détériorer les voies ferrées.

3 avril — Lénine présente un rapport sur la situation extérieure et intérieure de la République soviétique à une séance extraordinaire du Soviet de Moscou ; il rédige le projet de résolution. Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple à laquelle sont examinées les questions de la milice ouvrière et paysanne soviétique, de

l'augmentation du volume des denrées alimentaires transportées par les chemins de fer de l'Est, d'un projet de décret sur la réorganisation du contrôle d'Etat.

8 avril — Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple à laquelle sont discutés les avantages consentis aux paysans moyens touchant la perception de l'impôt révolutionnaire extraordinaire unique, les normes d'utilisation des fourrages et des vivres dans les provinces consommatrices, etc.

9 avril — Lénine signe le décret sur le contrôle d'Etat ratifié par le C.E.C.R.

10 avril — Lénine rédige la « Lettre aux ouvriers de Pétrograd sur l'aide à prêter au front Est ».

11 avril — Lénine rédige les « Thèses du C.C. du P.C.(b)R. à propos de la situation sur le front Est ».
A sa session plénière du Conseil central des syndicats de Russie, Lénine présente un rapport sur les tâches des syndicats découlant de la mobilisation pour le front Est.

13 avril — Lénine participe aux travaux de la session plénière du C.C. du P.C.(b)R.
Lénine rédige une préface pour la brochure de Henri Guilbeaux : « Le mouvement socialiste et syndicaliste français pendant la guerre ».

15 avril — Lénine rédige l'article « La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire ».
Lénine prononce un discours à la séance solennelle du premier cours pour officiers soviétiques de l'artillerie lourde de Moscou, lors de la remise aux élèves du drapeau par le Comité du quartier Rogojski du P.C.(b)R.

16 avril — A la conférence des cheminots du centre ferroviaire de Moscou, Lénine prononce un discours sur la mobilisation de toutes les forces en vue de lutter contre Koltchak.

17 avril — Lénine prononce un discours sur la lutte contre Koltchak à la conférence des comités de fabrique et d'usine et des syndicats de Moscou.
Lénine rédige une postface pour la brochure « Succès et difficultés du pouvoir des Soviets ».
Lénine prononce un discours de salutations au Ier Congrès des élèves communistes de Russie.

20 avril — Dans un télégramme au Conseil militaire-révolutionnaire du front Sud, Lénine propose d'accélérer les opérations contre Dénikine dans le Bassin du Donetz.

21 avril — Par décision du Conseil de la Défense, Lénine est nommé membre de la commission d'enquête sur l'inventaire des biens militaires, à la Commission extraordinaire pour l'approvisionnement de l'Armée Rouge.

25 avril — Lénine donne au commandant du front de l'Ukraine l'ordre de prendre Taganrog.

27 avril — Lénine écrit un message de salutations à la République soviétique de Bavière.

28 avril — Lénine préside une séance du Conseil de la Défense à laquelle sont discutées ces questions : mobilisation extraordinaire contre la campagne de Koltchak, mesures extraordinaires pour économiser le combustible, etc.

Avril — Dans une lettre aux organisations de Pétrograd, Lénine donne la directive d'envoyer les ouvriers de cette ville sur le Don et en Ukraine et d'organiser le travail des entreprises industrielles pour les besoins de la guerre.

Fin avril — Dans un télégramme adressé au président du Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine, Lénine propose de contrôler de la façon la plus rigoureuse l'activité des socialistes-révolutionnaires dans les administrations gouvernementales de l'Ukraine.

1er mai — Lénine prononce trois discours sur la Place Rouge : deux discours à l'occasion du 1er Mai, et un discours au Lobnoïé Mesto pour l'inauguration du monument à Stépane Razine.

3 mai — A une réunion des élèves des Cours de propagande près le C.E.C.R. et l'Université prolétarienne, Lénine présente un rapport sur la politique du parti à l'égard des paysans moyens.

4 mai — Lénine participe aux travaux de la séance plénière du C.C. du P.C.(b)R.

5 mai — Dans un télégramme au gouvernement soviétique ukrainien, Lénine demande que l'aide militaire au Bassin du Donetz soit accélérée.
Lénine dirige une séance du Conseil de la Défense à laquelle sont débattues les questions du bilan de la révision des administrations soviéti-

ques et des mesures prises pour réduire le personnel, de la réglementation du transport du matériel militaire, etc.

6 mai Lénine prononce un discours de salutations au Ier Congrès de l'enseignement extra-scolaire de Russie.

8 mai Au nom du C.C. du parti, Lénine signe un télégramme au Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine pour l'intensification de l'aide militaire au front Sud.

9 mai Au nom du C.C. du Parti Lénine donne l'ordre au représentant du Conseil de la Défense à Kiev de procéder immédiatement à la mobilisation des ouvriers et à leur envoi sur le front Sud.

11 mai Lénine rédige des amendements et additifs au projet de message aux ouvriers allemands et aux paysans allemands n'exploitant pas le travail d'autrui.

12 mai Dans un télégramme au Conseil militaire-révolutionnaire de la 5e armée, Lénine demande que l'offensive soit accélérée et la victoire sur Koltchak consolidée.

15 mai Lénine dirige une séance du Conseil des Commissaires du Peuple au cours de laquelle sont discutées ces questions : les organismes du ravitaillement de district, l'octroi de crédits pour la construction des centrales électriques de Chatoura et de Kachira, etc.

17 mai Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple au cours de laquelle sont examinées les questions des Editions d'Etat, des repas gratuits pour les enfants, etc. Lénine dirige une séance du Conseil de la Défense au cours de laquelle est envisagée la situation à Pétrograd à la suite de l'offensive des gardes blancs.

19 mai Au Ier Congrès de l'enseignement extra-scolaire de Russie, Lénine prononce le discours « Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité ».

20 mai En réponse à deux notes de Staline, Lénine lui fait part des mesures prises pour aider Pétrograd.

25 mai Sur la Place Rouge, Lénine passe en revue les régiments ouvriers du *Vsévoboutch* et leur adresse

un discours sur l'importance de l'instruction militaire obligatoire des travailleurs ; il prononce un discours devant les jeunes communistes qui assistent à la revue du *Vsévoboutch*.

27 mai — Lénine rédige le message « Salut aux ouvriers hongrois ».

28 mai — Lénine rédige l'article : « Les héros de l'Internationale de Berne ».
Lénine exige du Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine des mesures urgentes d'aide au front Sud. Dans un télégramme au vice-commissaire du Peuple à la guerre d'Ukraine, Lénine propose que les ouvriers de Kharkov soient envoyés défendre Lougansk.

29 mai — Dans un télégramme au Conseil militaire-révolutionnaire du front Est, à Simbirsk, Lénine demande la tension de toutes les forces en vue de libérer l'Oural avant l'hiver.
Lénine télégraphie à Staline à Pétrograd, indiquant la nécessité de prendre des mesures exceptionnelles pour démasquer les complots possibles à l'arrière et au front à la suite de l'offensive des gardes blancs contre Pétrograd.

31 mai — Sous la signature de Lénine et de Dzerjinski, un appel à la population : « Gare aux espions ! » est publié dans la *Pravda*.

Mai — Lénine signe un projet de directive sur l'unité militaire et l'union des Républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine, de Lettonie, d'Estonie, de Lituanie et de Biélorussie.

1er juin — Lénine participe à une séance du Bureau politique du C.C. au cours de laquelle est discutée la création d'une armée ukrainienne.

2 juin — Lénine participe aux travaux de la séance commune du Bureau politique et du Bureau d'organisation du C.C. du P.C.(b)R.

4 juin — Dans un télégramme à Staline, Lénine demande la tension de toutes les forces en vue d'une action rapide et décisive sur le front de Pétrograd.

6 juin — Dans un télégramme au Conseil militaire-révolutionnaire du front Est, à Simbirsk, Lénine propose de prendre un certain nombre de mesures urgentes pour parer à une percée possible de Koltchak en direction de Viatka.

9 juin — Lénine ordonne au Conseil militaire-révolutionnaire de la république d'organiser l'aide à Pétrograd à partir du front Est.

10 juin — Le 10 juin, au plus tard, Lénine rédige un projet de décision du C.C. du P.C.(b)R. sur le front de Pétrograd. Lénine participe aux travaux de la séance commune du Bureau politique et du Bureau d'organisation du C.C. du P.C.(b)R.

11 juin — Lénine ordonne au Conseil militaire-révolutionnaire de la République d'ouvrir une enquête sur le retard dans l'envoi des renforts au front de Pétrograd.

14 juin — Dans des télégrammes au Conseil militaire-révolutionnaire du front Sud et à celui de la 10e armée, Lénine propose de tendre toutes les forces pour tenir Tsaritsyne.
Lénine prononce un discours à un meeting des élèves des cours de mitrailleurs de Moscou, à la Maison des Syndicats.

15 juin — Lénine participe aux travaux de la séance commune du Bureau politique et du Bureau d'organisation du C.C. du P.C.(b)R.

18 juin — Dans un télégramme au Conseil militaire-révolutionnaire de la 10e armée, Lénine envoie ses salutations aux défenseurs de Tsaritsyne-la-Rouge.

19 juin — Lénine préside une séance du Conseil de la Défense au cours de laquelle sont discutées : les mesures de renforcement de l'armée du ravitaillement et l'enquête sur les événements de Krasnaïa Gorka.

23 juin — Lénine rédige la préface à l'édition de son discours « Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité ».

25 juin — Au nom du Conseil de la Défense, Lénine remercie les soldats rouges et les cadres de commandement de la 5e armée, de la 2e armée et de l'armée du Turkestan pour avoir fait preuve d'une vaillance et d'une énergie particulières dans les combats contre les bandes de Koltchak.

28 juin — Lénine termine la rédaction de la brochure « *La grande initiative* (*l'héroïsme des ouvriers à l'arrière. A propos des « samedis communistes »*).

30 juin — Lénine signe la décision du Conseil des Commissaires du Peuple autorisant les organisations ouvrières et rurales des provinces centrales à procé-

der elles-mêmes au stockage du blé dans la province de Simbirsk. Lénine informe Staline que les troupes de Dénikine ont pris Iékatérinoslav ainsi que du manque de cartouches dans le Sud et lui demande d'économiser les cartouches et les munitions.

1er juillet — Dans un télégramme au Conseil militaire-révolutionnaire du front Est, Lénine félicite les libérateurs de l'Oural, les héroïques troupes rouges qui ont pris Perm et Koungour.

3-4 juillet — Lénine participe aux travaux de la session plénière du C.C. du P.C.(b)R. La session adopte le texte d'un appel aux organisations du Parti rédigé par Lénine : « Tous contre Dénikine ! ».

4 juillet — A une séance commune du C.E.C.R., du Soviet des députés des ouvriers et des soldats rouges de Moscou, du Conseil des syndicats de Russie et des délégués des comités de fabrique et d'usine de Moscou, Lénine présente un rapport sur la situation actuelle et les tâches immédiates du pouvoir soviétique.

11 juillet — Lénine fait une conférence sur l'Etat à l'Université Sverdlov.

12 juillet — A la conférence du P.C.(b)R. de la ville de Moscou, Lénine présente un rapport sur la situation intérieure et extérieure de la République.

14 juillet — Lénine rédige l'article « Les tâches de la IIIe Internationale (Ramsay Macdonald et la IIIe Internationale) ».

15 juillet — Lénine prononce un discours sur la situation extérieure et intérieure de la République à la conférence des soldats rouges des camps de Khodynka.

20 juillet — Lénine rédige la « Réponse aux questions d'un journaliste américain ».

30 juillet — Lénine prononce un discours sur l'état du ravitaillement et la situation militaire à la conférence des comités de fabrique et d'usine, des syndicats et des délégués de la coopérative ouvrière centrale de Moscou.

31 juillet — Lénine prononce un discours au 1er Congrès des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste de Russie.

Juillet — Lénine rédige l'article « A l'office ». L'article est resté inachevé.

6 août Lénine prononce un discours à la conférence des ouvriers et soldats rouges sans-parti.

7-9 août Au nom du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. Lénine donne au Conseil militaire-révolutionnaire de la République et au Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine la directive de défendre Odessa et Kiev.

19 août Lénine écrit une lettre aux socialistes italiens Serrati et Lazzari.

24 août Lénine rédige la « Lettre aux ouvriers et aux paysans au sujet de la défaite de Koltchak ».

28 août Lénine écrit une lettre à la communiste anglaise Sylvia Pankhurst.

29 août Lénine fait une deuxième conférence sur l'Etat à l'Université Sverdlov.

Août Lénine rédige l article « A propos du libre commerce du blé ».

TABLE DES MATIERES

Préface 7

Mars-août 1919

SÉANCE DU SOVIET DE PÉTROGRAD, LE 12 MARS 1919 11

1. RAPPORT SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ET INTÉRIEURE DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE. *Bref compte rendu de presse* 11

2. RÉPONSES A DES QUESTIONS ÉCRITES 19

RÉUNION DU Ier CONGRÈS DES OUVRIERS AGRICOLES DE LA PROVINCE DE PÉTROGRAD, LE 13 MARS 1919 33

1. DISCOURS SUR L'ORGANISATION DU SYNDICAT DES OUVRIERS AGRICOLES 33

2. RÉPONSES A DES QUESTIONS ÉCRITES 38

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DE LA MAISON DU PEUPLE A PÉTROGRAD, LE 13 MARS 1919. *Compte rendu de presse* . . . 42

SUCCÈS ET DIFFICULTÉS DU POUVOIR DES SOVIETS 51

Postface 85

DISCOURS A LA MÉMOIRE DE I. SVERDLOV A L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE, LE 18 MARS 1919. 86

DISCOURS AUX OBSÈQUES DE I. SVERDLOV, LE 18 MARS 1919. *Notes de presse* 92

PROJET DE PROGRAMME DU P. C. (b) R. 93

1. Ebauche du Projet de programme du P.C.R. 95
Les tâches fondamentales de la dictature du prolétariat en Russie 101
2. Projet de programme du P.C.R. (bolchévik) . . 115
3. A insérer dans la partie politique du programme . . 121
4. Fragment de la partie politique du programme . . . 122
5. Point du programme concernant les rapports nationaux 123
6. Insertion dans le projet définitif du point du programme concernant la question nationale 124
7. Introduction au point du programme concernant les questions militaires 125
8. Premier alinéa du point de programme concernant la justice 127
9. Point du programme concernant l'instruction publique 128
10. Point du programme concernant les rapports religieux 130
11. Points relatifs à la partie économique du programme 131
12. Point du programme sur la question agraire . . . 135

LE VIII^e CONGRÈS DU P. C. (b) R., DU 18 AU 23 MARS 1919 137

1. DISCOURS D'OUVERTURE, LE 18 MARS 139

2. RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL, LE 18 MARS . . . 143

3. RAPPORT SUR LE PROGRAMME DU PARTI, LE 19 MARS 163

4. CONCLUSIONS APRÈS LA DISCUSSION DU RAPPORT SUR LE PROGRAMME DU PARTI, LE 19 MARS 185

5. RADIOGRAMME DE SALUTATIONS DU CONGRÈS AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE HONGROISE, LE 22 MARS . . 197

6. RAPPORT SUR LE TRAVAIL A LA CAMPAGNE, LE 23 MARS . . . 198

7. INTERVENTION CONTRE LA PROPOSITION D'INTERROMPRE LA DISCUSSION DU RAPPORT SUR LE TRAVAIL A LA CAMPAGNE, LE 23 MARS 217

8. RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE A L'ÉGARD DE LA PAYSANNERIE MOYENNE 218

9. DISCOURS DE CLÔTURE DU CONGRÈS, LE 23 MARS 222

MESSAGE RADIO ADRESSÉ AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE DE HONGRIE, LE 22 MARS 1919 227

RADIOTÉLÉGRAMME ENVOYÉ A BELA KUN, LE 23 MARS 1919 228

RÉPONSE A LA LETTRE OUVERTE D'UN SPÉCIALISTE 229

A PROPOS DE LA CANDIDATURE DE M. KALININE AU POSTE DE PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE. *Discours prononcé à la XII^e séance du Comité exécutif central de Russie, le 30 mars 1919.* 234

DISCOURS ENREGISTRES SUR DISQUES 239

1. A LA MÉMOIRE DU CAMARADE IAKOV MIKHAILOVITCH SVERDLOV, PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE 241
2. LA III^e INTERNATIONALE, L'INTERNATIONALE COMMUNISTE . . . 242
3. COMMUNIQUÉ SUR L'ENTRETIEN PAR RADIO AVEC BELA KUN . 244
4. ADRESSE A L'ARMÉE ROUGE 246
5. A PROPOS DES PAYSANS MOYENS 248
6. QU'EST-CE QUE LE POUVOIR DES SOVIETS? 250
7. COMMENT SAUVER POUR TOUJOURS LES TRAVAILLEURS DU JOUG DES GRANDS PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET DES CAPITALISTES. . 252
8. A PROPOS DES POGROMES ANTIJUIFS 254

MESSAGE TÉLÉPHONÉ A LA COMMISSION EXTRAORDINAIRE DE RUSSIE, LE 1^er AVRIL 1919 256

SÉANCE PLÉNIÈRE EXTRAORDINAIRE DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE MOSCOU, LE 3 AVRIL 1919 257

1. RAPPORT SUR LA SITUATION EXTÉRIEURE ET INTÉRIEURE DE LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE 257
2. RÉSOLUTION SUR LE RAPPORT CONCERNANT LA SITUATION EXTÉRIEURE ET INTÉRIEURE DE LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE . . . 275

LETTRE AUX OUVRIERS DE PÉTROGRAD SUR L'AIDE A PRÊTER AU FRONT EST. *Aux camarades ouvriers de Pétrograd* 278

THÈSES DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE RUSSIE RELATIVEMENT A LA SITUATION SUR LE FRONT EST . . . 279

SESSION PLENIERE DU CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS DE RUSSIE, LE 11 AVRIL 1919 283

1. RAPPORT SUR LES TACHES DES SYNDICATS DÉCOULANT DE LA MOBILISATION POUR LE FRONT EST 285
2. RÉPONSE A UNE QUESTION SUR LA GRÈVE DE TOULA 299
3. CONCLUSIONS SUR LE RAPPORT 301

PRÉFACE A LA BROCHURE DE HENRI GUILBEAUX: *Le Mouvement socialiste et syndicaliste français pendant la guerre* 305

DISCOURS PRONONCÉ AU PREMIER COURS POUR OFFICIERS SOVIÉTIQUES DE MOSCOU, LE 15 AVRIL 1919. *Bref compte rendu de presse* . 307

LA IIIe INTERNATIONALE ET SA PLACE DANS L'HISTOIRE 308

DISCOURS A LA CONFÉRENCE DES CHEMINOTS DE MOSCOU, LE 16 AVRIL 1919 317

DISCOURS SUR LA LUTTE CONTRE KOLTCHAK A LA CONFÉRENCE DES COMITÉS DE FABRIQUE ET D'USINE ET DES SYNDICATS DE MOSCOU, LE 17 AVRIL 1919. *Compte rendu de presse.* 323

DISCOURS AU Ier CONGRÈS DES ÉLÈVES COMMUNISTES DE RUSSIE, LE 17 AVRIL 1919 327

SALUT A LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE DE BAVIÈRE 328

TÉLÉGRAMME AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE DE L'UKRAINE 330

TROIS DISCOURS PRONONCÉS SUR LA PLACE ROUGE, LE Ier MAI 1919. *Compte rendu de presse* 331

1. 331

2. 333

3. Discours au Lobnoïé Mesto pour l'inauguration du monument à Stépane Razine 334

Ier CONGRÈS DE RUSSIE POUR L'INSTRUCTION EXTRASCOLAIRE, 6-19 MAI. 335

1. DISCOURS DE SALUTATIONS, LE 6 MAI 337

2. COMMENT ON TROMPE LE PEUPLE AVEC LES MOTS D'ORDRE DE LIBERTÉ ET D'ÉGALITÉ, LE 19 MAI 341

I 342

II 348

III 353

IV 360

V 374

PRÉFACE A L'ÉDITION DU DISCOURS: «COMMENT ON TROMPE LE PEUPLE AVEC LES MOTS D'ORDRE DE LIBERTÉ ET D'ÉGALITÉ» . . . 381

TÉLÉGRAMME AU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE D'UKRAINE 386

COMPLÉMENT AU PROJET D'APPEL AUX OUVRIERS ALLEMANDS ET AUX PAYSANS ALLEMANDS N'EXPLOITANT PAS LE TRAVAIL D'AUTRUI 387

TÉLÉGRAMME A J. STALINE, *le 20 mai 1919* 389

DISCOURS PRONONCÉ A LA FETE DU «VSÉVOBOUTCH», LE 25 MAI 1919.

Bref compte rendu de presse. 390

SALUT AUX OUVRIERS HONGROIS 392

LES HÉROS DE L'INTERNATIONALE DE BERNE 397

TÉLÉGRAMME A J. STALINE, *le 29 mai 1919* 407

GARE AUX ESPIONS ! 408

PROJET DE DIRECTIVE DU C. C. SUR L'UNIFICATION MILITAIRE . . 409

TÉLÉGRAMME A J. STALINE, *le 4 juin 1919* 411

PROJET D'ARRETÉ DU C. C. DU P. C. (b) R. A PROPOS DU FRONT DE PÉTROGRAD 412

LA GRANDE INITIATIVE. (L'héroïsme des ouvriers de l'arrière. A propos des «Samedis communistes»). 413

TÉLÉGRAMME A J. STALINE, *le 30 juin 1919* 439

TOUS CONTRE DÉNIKINE! *(Lettre du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie aux organisations du Parti).* 440

La tâche essentielle de l'heure 441

Le peuple doit savoir la vérité sur Koltchak et Dénikine 442

Le travail parmi les mobilisés 443

Le travail parmi les déserteurs 444

Aide directe à l'armée 445

Réduction du travail non militaire 447

Le travail dans la zone du front 449

La question des spécialistes militaires 451

La lutte contre la contre-révolution à l'arrière 454

Mobilisation générale de la population 457

« Le travail de style révolutionnaire » 458

LA SITUATION ACTUELLE ET LES TACHES IMMÉDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS. *Rapport présenté à la séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou des députés soldats et ouvriers, du Conseil des syndicats de Russie et des délégués des comités de fabrique et d'usine de Moscou, le 4 juillet 1919* 460

DE L'ETAT. *Conférence faite à l'Université Sverdlov, le 11 juillet 1919* 474

RAPPORT SUR LA SITUATION INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSENTÉ A LA CONFÉRENCE DE MOSCOU DU P. C. (b)R., LE 12 JUILLET 1919. *Compte rendu de presse* 494

LES TACHES DE LA IIIe INTERNATIONALE (*Ramsay Macdonald et la IIIe Internationale*) 499

I 502

II 503

III 505

IV 509

V 512

VI 515

DISCOURS SUR LA SITUATION EXTÉRIEURE ET INTÉRIEURE PRONONCÉ A LA CONFÉRENCE DES SOLDATS ROUGES DES CAMPS DE KHODYNKA, LE 15 JUILLET 1919. *Bref compte rendu de presse* . 518

RÉPONSE AUX QUESTIONS D'UN JOURNALISTE AMÉRICAIN . . . 520

DISCOURS SUR L'ÉTAT DU RAVITAILLEMENT ET LA SITUATION MILITAIRE A LA CONFÉRENCE DES COMITÉS DE FABRIQUE ET D'USINE, DES SYNDICATS ET DES DÉLÉGUÉS DE LA COOPÉRATIVE OUVRIÈRE CENTRALE DE MOSCOU, LE 30 JUILLET 1919. . 525

DISCOURS PRONONCÉ AU Ier CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA CULTURE SOCIALISTE DE RUSSIE, LE 31 JUILLET 1919 537

A L'OFFICE 545

I 545

II 547

DISCOURS PRONONCÉ A LA CONFÉRENCE DES OUVRIERS ET DES SOLDATS ROUGES SANS-PARTI, LE 6 AOUT 1919. (*Notes de presse*) . . 552

Première version 552

Seconde version 554

AUX CAMARADES SERRATI ET LAZZARI 556

LETTRE AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS AU SUJET DE LA DÉFAITE DE KOLTCHAK 557

LETTRE A SYLVIA PANKHURST 566

A PROPOS DU LIBRE COMMERCE DU BLÉ 573

La condition première de la victoire 573

La voie sûre de la victoire 574

Qu'est-ce que la liberté du commerce du blé? 576

Notes 577

La vie et l'œuvre de V. Lénine 595

ILLUSTRATIONS

La première page du manuscrit de V. Lénine *Point du programme sur la question agraire.* — 1919 134-135

La première page du manuscrit de V. Lénine *la Grande initiative.* — 28 juin 1919 414-415

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR VLADIMIR SOLOMON, ELIE KOSSOVSKI, CLAUDE LIGNY, ANDRÉE ROBEL, ALEXANDRE ROUDNIKOV, MIKHAIL KATSOVITCH

Achevé d'imprimer en février 1962 par les Editions en langues étrangères, Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT